

TERRITOIRES HEUREUX

APPROCHES ET PRATIQUES POUR DES TERRITOIRES ET MODES DE VIE HEUREUX

Sciences • Innovations • Inspirations • Propositions



Étude produite par
fabrique spinoza
le bonheur au cœur de la société

Décembre 2023

Avec le soutien de :





Partenaires Officiels



Partenaires Pionniers



Avec une couverture conceptualisée par Anne-Charlotte Reynaud,
et réalisée par Charlotte Pierre

POUR NAVIGUER DANS LE TERRITOIRE DE NOTRE ÉTUDE

**Notre étude est riche et touffue.
Quelques repères pour agrémenter votre navigation.**

Vous trouverez la table des matières en [page 56](#)

En amont de la table des matières, vous
croiserez dans cet ordre :

- Un récit de 2 pages qui réinvente la vision des territoires
- 5 grandes propositions politiques ou sociétales
- Un “résumé exécutif” en 6 pages environ
- La préface
- Une présentation de la Fabrique Spinoza
- Une présentation de nos amis Bleu Blanc Zèbre
- Les grands messages en 30 pages environ



Zoom



Citation & Mise en
exergue du texte



Éclairage



Idée



Définition



Témoignage

TERRITOIRES ET MODES DE VIE HEUREUX

UN NOUVEAU RÉCIT

La crise sanitaire a affecté en profondeur les besoins des Français. Elle a renforcé des tendances en cours comme la quête de sens, de nature, de liens, ou de modes de vie réinventés. Les territoires peuvent y répondre de multiples manières, via des atouts autant immatériels que matériels, au point de façonner une Expérience de Territoire.

Ils peuvent tout d'abord combler une partie du **vide existentiel**, en nourrissant un besoin d'appartenance, et d'identité. Selon les chercheurs, le sentiment d'appartenance territoriale délivre 13 bénéfices, dont le fait de se sentir lié à ses ancêtres ou à leurs cultures. Ce sentiment peut se nourrir de nature (à travers un chêne remarquable à Venon), d'un projet commun (la non-disparition de la commune à Châtel-en-Trièves), ou de réappropriation (les marches exploratoires des Mureaux). Cette rencontre du territoire et de la quête de sens peut aller jusqu'à un "ikigai territorial" dérivé de l'outil japonais et qui permet à un citoyen de trouver sa raison d'être sur le territoire. Le territoire peut aussi réaliser lui-même le même exercice pour trouver son essence, ou développer un ADN fort qu'il ose nommer : territoires de paix économique, solidaire d'avenir, d'innovation démocratique, féministe, libéré, terre de jeux, 100% inclusif, ou à mission, etc. - autant de guides au territoire pour se transformer.

Les Français ont redécouvert un **besoin de nature**. Justement, sur les territoires, les bienfaits de la nature sont légions, comme le démontre la biophilie. La recherche par les Français de ces bienfaits ne se traduit néanmoins pas par un exode rural puisque l'enquête POPSU révèle une migration des grandes villes vers leurs périphéries, les villes moyennes et petites, et la ruralité. Il s'agit donc autant de rêver la campagne que de changer de vi(II)e. L'opposition ville-campagne est à dépasser : ce qui épanouit est le territoire d'équilibre ou régénératif, qui concilie aménagement et ménagement. La nature trouve alors sa place différemment selon les territoires : elle est "à l'état pur" et évoque la liberté dans les Landes, ou bien les montagnes autour de Grenoble visibles de toute la ville créent un attachement. En ville, la nature s'exprime aussi bien grâce à une "approche paysagère urbaine durable", une mixité verticalité / horizontalité, des approches biophiliques (ex. : construction-bois), ou un design empreint de symbolique de maison (végétation, espace extérieur, vue, escalier, ...). Enfin, le modèle de "la ville des 5 minutes (de pause)" permet de souffler, comme en nature.

Ensuite, le **besoin de liens** exacerbé par la crise sanitaire trouve une réponse sur les territoires. Ils foisonnent pour les créer. Ils émanent parfois du folklore (la fête du galoubet, la flûte de tambourin dans le Var), d'événements (prendre l'apéro chez des inconnus, soit "faire chapelle" au Carnaval de Dunkerque), de l'accueil des nouveaux arrivants (tour en bus avec le maire lui-même), ou résultent de l'histoire (ex : la solidarité d'émancipation vis-à-vis des propriétaires terriens dans les Landes). Selon l'étude Grant d'Harvard, le lien est à la fois la 1ère clé de l'épanouissement, et le préambule à des projets citoyens vertueux ; un dîner de 3 000 habitants sur 3 rues à Paris les transforment en Hyper Voisins qui "disent bonjour 50 fois par jour", et font émerger une maison de santé citoyenne.

Le bousculement **des modes de vie** par la Covid trouve écho dans les nouveaux modèles territoriaux : “l’ailleurs est l’autrement”. A Belle-île-en-Mer l’Écologie Industrielle Territoriale rassemble 24 acteurs publics, entreprises, associations pour inventer et réaliser 8 synergies entre : blanchisserie, ressourcerie, collège, parents, hôpital et centre de vacances. Ce modèle dans la ligne de l’économie circulaire est vertueux pour le territoire, la planète et les citoyens. Autre exemple : après le Made in France, le Made in Région. Ce modèle émerge générant fierté locale et vertus écologiques et économiques. Même le digital s’incarne en nouveaux modèles sur les territoires. Ainsi, Hello Asso par sa plateforme d’événements de quartier ou leboncoin par ses transactions de proximité déploient un digital local qui enrichit la vie du territoire, et crée du lien physique près de chez soi. Enfin le télétravail atterrit évidemment sur le territoire et poursuit sa mue en s’inscrivant dans des lieux réenchantés, comme Bureaux de cœur qui accueillent des personnes précaires la nuit dans les bureaux.

Les nouveaux modes de vie et aspirations trouvent ainsi des réponses locales par le biais de **lieux réinventés, en particulier hybrides**, qui délivrent des expériences. Nature, éducation, travail, culture, “care”, engagement, logement, sport, social, production se mêlent en des lieux hybrides. Les habitants en retirent inclusion, innovation, liens, projets communs, rapprochement urbain-rural, etc. L’EHPAD “Les Jardins d’Haïti”, à Marseille, offre ainsi des places de coworking “contre un sourire et quelques minutes d’échange avec les résidents”. Le projet Oasis végétalise les cours d’école et y accueille les habitants le week-end. Mais, les lieux traditionnels, comme les commerçants, jouent un rôle clé dans l’expérience de territoire et l’épanouissement local, quitte à se réinventer : école de conduite qui apparie juniors et seniors, coiffeur qui aide à trouver du travail, agence bancaire comme lieu de socialisation, cabinet avec “prescription de lien humain”, ou mutuelle avec café d’artistes. La Place des services de la Poste, “Mon centre ville a un incroyable commerce”, ou Proximity d’EDF sont des chemins de réinvention de la vie de la cité à partir des commerçants.

Enfin, des aménités socles sont impératives pour vivre heureux près de chez soi, telles que **santé, éducation, alimentation, mobilité**. Les territoires y émerveillent par leurs innovations. Ajain reconstitue une **maison de santé** via Médecins Solidaire en faisant venir 50 médecins d’autres départements chacun 1 jour par mois. Les **territoires deviennent apprenants** en distribuant la responsabilité éducative, y compris aux entreprises. Ainsi, les industriels et les commerçants de Mont-de-Marsan créent une école du design, La Réunion fait émerger une filière de “jardiniers-sensibles”. L’apprenance se structure aussi autour des spécialités culinaires locales, comme les formations d’apprentis fromagers en Normandie, ou de l’écologie, comme le Projet Éducatif Global de Poitiers autour de la préservation de la nature. L’apprenance (territoriale) permet aux habitants d’élargir leur champ des possibles éducatifs locaux, et surtout, selon les chercheurs de “se connecter aux autres, de vivre ensemble, de faire communauté.” Les territoires répondent également au **besoin (de transition) alimentaire**. Pour la chaire UNESCO Alimentation du monde, la commensalité - c’est-à-dire le fait de partager un repas - est créatrice ou réparatrice de liens sociaux, familiaux, amicaux ou professionnels. Pour exemple, des jardins ouvriers historiques de 5 000 m² ressuscitent en vergers et sensibilisent à l’écologie à Lyon, accompagnés notamment par des centres sociaux. Enfin, parce que 65% des Français estiment que la capacité à **se déplacer facilement** est essentielle pour leur qualité de vie, des territoires optent pour une mobilité gratuite comme à Dunkerque. Plus largement, les territoires répondent en fédérant une masse critique d’usagers en une communauté : transport à la demande, réseau d’auto-stop, fédération de collectivités, covoitureurs mensuels rémunérés, etc. Le territoire contribue alors à l’émancipation du citoyen.

Pour finir, le Territoire peut être vu de multiples manières, y compris comme un organisme vivant. Alors 12 grands principes guident sa vie, et sa transformation : vision, appartenance, immatériel, union, raison d’être, équilibre, l’autrement, hybridation, engagement, lien, projet et régénération. Leur mise en œuvre favorise l’épanouissement local des citoyens.

5 PROPOSITIONS POLITIQUES ET SOCIÉTALES POUR DES TERRITOIRES ET MODES DE VIE HEUREUX

Les 5 propositions ci-dessous sont nos propositions majeures. L'ensemble des propositions figure à la fin de chacune des sous-parties thématiques de la présente étude.

1

valoriser le territoire dans son identité et son caractère nourricier à partir de ses atouts

- pour faire émerger une identité forte et fédératrice
- pour favoriser l'ancrage, le sentiment d'appartenance, l'identité
- pour dessiner une raison d'être et un territoire à mission impliqué dans son développement économique, sociétal et environnemental

Quelques moyens :

- valoriser l'histoire, le patrimoine naturel, architectural, culturel et gastronomique du territoire, mais aussi ses atouts immatériels comme le degré de convivialité ou le lien social
- privilégier et valoriser les productions locales dans l'alimentation
- réinventer des récits fédérateurs pour nourrir le sentiment d'appartenance
- mettre en place des totems
- inciter les entreprises et associations à développer leur implication territoriale et leur marque territoriale
- travailler le pouvoir évocateur et la personnalité des territoires : territoire féministe, apprenant, positif, ou à mission ; Fabuleuse Factory de Dunkerque
- travailler sa raison d'être et sa mission en tant que territoire avec le Terrikigai ou Ikigai territorial pour une meilleure lisibilité et attraction, rétention et implication des habitants compatibles avec le mode de vie offert par le territoire
- construire des indices du bien-être sur les territoires plus représentatifs et plus inclusifs (enfants, ados, personnes porteuses de handicaps, personnes âgées ...) dans une démarche de progrès

2 Concevoir et façonner des espaces vertueux, hybrides, à nouveaux modèles

- ➔ qui concilient les besoins et usages des populations et ceux plus largement de l'environnement et de la biodiversité qui les accueillent
- ➔ qui permettent la rencontre ou l'intimité ; la multifonctionnalité et l'hybridation ; l'accessibilité et l'inclusion ; le lien social et l'engagement de tous ; l'innovation et l'épanouissement ; la prise en compte et la prévention des conséquences du réchauffement climatique
- ➔ qui encouragent la construction d'écosystèmes collaboratifs, performants et contributifs au territoire

Quelques moyens :

- dans l'aménagement des territoires et l'urbanisme : approche paysagère, Urbanisme Favorable à la Santé, Design for All, approche biomimétique, végétalisation et accès à la nature, sentiers de randonnées...
- dans la construction : éco-construction, habitat inclusif ou partagé, éco-quartiers, constructions en bois,...
- dans l'usage des espaces : économie de la fonctionnalité, tiers-lieux, hybridation des espaces, rapprochement de certains services (santé par exemple) des usagers, partage des services (cantine école/EHPAD)

3 Dessiner des stratégies territoriales équilibrées entre mobilité, accessibilité et relais hybrides

- ➔ pour une égalité des chances
- ➔ pour des territoires décarbonés
- ➔ pour poursuivre la recherche-innovation dans les modes de vie

Quelques moyens :

- développer les mobilités douces (pistes cyclables ...) et gratuites pour l'émancipation
- développer les lignes de covoiturage : récompenser socialement et financièrement les conducteurs de covoiturage (badges, rabais assurances, crédit impôts ...) pour transformer peu à peu les voitures personnelles en potentiels transports en commun
- mutualiser des navettes d'entreprise pour faciliter l'accessibilité du travail
- développer le "job sharing" et le "top sharing" pour permettre l'éloignement géographique choisi tout en partageant les responsabilités avec un binôme
- compenser la non accessibilité géographique par des solutions digitales ou hybrides (téléconsultation, cours à distance, télétravail, engagement citoyen, démocratie ...)
- développer des lieux relais physiques : relais d'entreprises pour favoriser le télétravail dans de bonnes conditions ergonomiques et sociales ; "e-relais" lycéens / étudiants pour permettre une formation choisie ; tiers lieux et corpoworking ...

4

développer l'apprenance territoriale en distribuant la responsabilité éducative

- pour une égalité des chances
- pour former des citoyens engagés et porteurs de changement sur leur territoire

Quelques moyens :

- mettre en place des territoires apprenants avec les acteurs du territoire : capitaliser sur les atouts du territoire, faire entrer la société dans l'école, lier le versant académique à la vie réelle afin que les élèves puissent se projeter dans un ou des projets de vie et de métier, valoriser les métiers du territoire
- miser sur des pédagogies qui favorisent le développement des soft-skills, la compréhension de la complexité et des impacts, dès le plus jeune âge
- former dès le plus jeune âge à la notion de "commun" pour un meilleur respect du territoire et un ancrage dans le collectif
- éduquer à la préservation de la ressource et à l'anti gaspillage
- former au Code de la Rue
- développer une culture et une connaissance de l'alimentation et des produits du territoire
- donner les clefs d'une bonne hygiène de vie dès le plus jeune âge pour que chacun puisse prendre soin de sa santé

5

développer des approches systémiques locales

- pour favoriser les synergies, mutualisations et collaborations, le lien social, l'engagement et la démocratie locale dans un monde plus inclusif, plus performant et où besoins et ressources peuvent se connecter plus facilement

Quelques moyens :

- développer l'économie circulaire à travers ses 7 piliers pour une sobriété heureuse : approvisionnements responsables, éco-conception, Écologie Industrielle et Territoriale, économie de la fonctionnalité et de la collaboration, consommation responsable, allongement de la durée de vie, prévention-gestion des déchets et recyclage
- aider à l'émergence du modèle "Made in Region" pour favoriser le local et le systémique de proximité, tout en renforçant la fierté
- miser sur la collaboration, les marches exploratoires, le déploiement des conseils municipaux de jeunes, les projets du budget participatif présentés par plusieurs structures pour favoriser les initiatives à impacts positifs concrets et éviter les effets rebonds négatifs
- valoriser l'importance de chacun dans un système et le lien entre l'écologie personnelle et l'écologie des territoires

TERRITOIRES HEUREUX

UN "RÉSUMÉ EXÉCUTIF"

Des flux de population faibles qui redessinent en profondeur les territoires

Un mouvement est en cours : suite à la crise sanitaire, 8% des Français ont déménagé pour concilier leurs aspirations personnelles et professionnelles, et trouver un espace qui leur corresponde. Ce flux est faible mais bouleverse les territoires. Des sites surprennent comme VivrOVert, une plateforme pour choisir son nouveau territoire de travail et de vie. Les territoires accompagnent les nouveaux arrivants, via les guides des agences d'attractivité, des tours de bus avec le maire à Dunkerque, ou les fêtes d'intégration dans le Var.

12 grands principes sont apparus déterminants pour des territoires heureux.

Les voici listés chacun avec une illustration courte. Certains sont détaillés juste après.

- 1 Une **VISION** forte : l'Indicateur du Bien-Etre Soutenable (IBEST) incarne une vision innovante du territoire et guide la prise de décision de Grenoble-Alpes Métropole.
- 2 Un sentiment d'**APPARTENANCE** : les Géants de Dunkerque rassemblent les habitants par quartier, nourrissant un ancrage territorial qui allège le vide existentiel de l'époque.
- 3 L'atout de l'**IMMATÉRIEL** : la convivialité historique des Landes génère de l'épanouissement, prouvant que l'immatériel compte autant que le matériel pour les territoires.
- 4 Une volonté d'**UNION** : la géosymbiose de Jérôme Barrier porte la promesse d'une union entre les territoires qui sont amenés à se compléter plutôt que se comparer.
- 5 Une **RAISON D'ÊTRE** singulière : l'Ikigai du territoire lui permet de définir son identité profonde entre atouts, attraits et bienfaits, évitant le sacrifice des infrastructures, habitants ou planète.
- 6 Un désir d'**EQUILIBRE** : les constructions en bois de Woodeum ou les "paysages urbanisés durables" ménagent autant qu'ils aménagent.
- 7 Une invention de l'**AUTREMENT** : les territoires inventent des nouveaux modèles comme l'entreprise Ana Bell qui forme localement des réfugiées afghanes employées ensuite dans le luxe.
- 8 Une **HYBRIDATION** multiple : les lieux se transforment à l'image des EHPAD qui accueillent des co-working, mixant les populations, usages et générant une vie nouvelle.
- 9 Une culture de l'**ENGAGEMENT** : les "give box" du Roret illustrent la puissance locale et accélératrice de l'engagement, et deviennent des espaces de rencontres, de troc et de solidarité.
- 10 Un hyper-**LIEN** social : la République des Hyper Voisins transforme des voisins qui disent bonjour 5 fois par jour en des habitants qui le font 50 fois, générant des projets à fort impact.
- 11 Le design d'un **PROJET** : pour Timothée Duverger, le projet précède la cohésion, comme la Charte des Escartons qui a une valeur quasi supérieure à la loi pour vivre heureux ensemble.
- 12 Un effort de **RÉGÉNÉRATION** : le projet "Biodiversité administrative" illustre l'importance des récits pour co-régénérer nature et citoyens et les embarquer dans la transition.

“Territoire XXX” : une diversité de visions et noms forts pour un choix clé à opérer

Différentes visions du territoire dessinent chacune un chemin pour celui-ci, avec un nom fort associé : territoire d’innovation démocratique, territoire de paix économique, territoire féministe, ville santé de l’OMS, ville des 5 minutes (de pause), territoire libéré, territoire apprenant, Ville Amie des Enfants, territoire associatif, territoire de bonheur de la mobilité, ville marchable, terre de jeux, territoire 100% inclusif, territoire solidaire d’avenir, territoire positif, territoire à mission, territoire Tourisme & Handicap, villes Amies des Aînés, capitale verte, territoire de lien (Kawaa), etc.

L’APPARTENANCE territoriale est une opportunité de redonner du sens à la vie

Au titre du Monde “Ce nouveau mal civilisationnel, le vide existentiel”, le territoire peut répondre en remplissant le besoin universel d’appartenance.

- Les territoires inventent de nouveaux modèles écologiques (l’Écologie Industrielle Territoriale), économiques (le “Made in Région”), numériques (comme le digital local de leboncoin où le numérique est au service du lien de proximité).
- Les territoires inventent de nouveaux espaces : ALTAREA imagine la “ville des 5 minutes”, un urbanisme et un design pensés pour des pauses conviviales fréquentes.
- Surtout, les territoires inventent de nouveaux paradigmes, avec l’alliance comme pilier fondateur. Le tiers-lieu “Local C.A. VOUS” en Vendée vise à mixer salariés du Crédit Agricole, coworkers, conférences, clients, artistes, pour réinventer la vie.
- Preuve en est la proposition de loi sur le : “développement de l’engagement collectif et des alliances innovantes au service de l’intérêt général sur les territoires pour une société durable”.
- 84% des entrepreneurs ont un très fort attachement à leur territoire, illustrant l’engagement territorial des entreprises, à l’image de la Place des services de la Poste, ou de Proximity d’EDF, des services de réinvention de la vie de la cité.

L’HYBRIDATION bouleverse le territoire et crée des cocktails de lieux surprenants

Les espaces se mélangent pour créer une autre vie, plus riche et plus heureuse.

- Henri Lefebvre parle d’ “art de l’espace” : il ne peut y avoir changement (de vie, de société, de comportement) que s’il y a production “citoyenne” d’un espace approprié.
- L’hybridation des espaces a été accélérée par le télétravail et la disponibilité accrue de foncier, et est concomitante aux tiers-lieux, eux-mêmes nés sur les territoires.
- Elle mêle aussi bien les populations, les usages / fonctions, les acteurs, mais surtout les univers. Ainsi, un lieu peut rassembler plusieurs des univers suivants : nature, éducation, travail, culture, “care”, engagement, logement, sport, social, production.
- L’hybridation produit de nombreux bénéfices : inclusion, innovation, liens, projets communs, rapprochement urbain-rural, etc.
- Enfin, qu’ils soient écoles (le Campus des tiers-lieux), accélérateurs, ou nationaux, des acteurs favorisant le passage à l’échelle de cette hybridation émergent.
- Exemples : l’EHPAD “Les Jardins d’Haïti”, à Marseille, offre des places de coworking “en échange d’un sourire et de quelques minutes d’échange avec les résidents”.
- “Bureaux de coeur” accueille des personnes précaires la nuit dans les bureaux.
- Le projet Oasis végétalise les cours d’école et y accueille les habitants le week-end.

Le LIEN humain se réinvente sans cesse localement, et transforme le territoire

Tout programme politique ou citoyen local peut magnifier son impact en commençant par le lien en socle fondamental, qui se noue universel ou avec sa spécificité locale.

- De manière universelle, le partage d'un repas est un ingrédient efficace du lien, à travers une table ou un jardin potager urbain. La Table d'Aude des Hyper Voisins rassemble 3 000 habitants à Paris qui mangent ensemble sur 3 rues.
- L'histoire, le terroir, le folklore rassemblent localement, ce que démontrent les fêtes locales multiples, comme celle du galoubet ou flûte de tambourin dans le Var.
- La vulnérabilité crée du lien : l'entraide numérique unit aidant-aidé selon Emmaüs Connect ; les files lentes des supermarchés Auchan (re)socialisent les seniors.
- Les technologies du lien existent : ergonomie sociale, nature dans les espaces communs (design biophilique), tiers-lieux, ville des 5 minutes.
- Les commerces essentiels sont en refonte : les "1000 cafés" en ruralité, les coiffeurs (études payées par Rouez-en-Champagne), les écoles de conduite (avec leurs binômes senior-junior), les agences (en cours d'hybridation dans des banques).
- Le coiffeur Rafet n'Diort à Paris se décrit pour les citoyens qui veulent "poser leurs problèmes, trouver des solutions, chercher un travail, juste prendre du bon temps".

Des territoires co/re-construisent des PROJETS ambitieux qui unissent ou sauvent

Qui dit Territoire veut dire Projet de territoire. La co-construction lui donne de la puissance, et peut rassembler agents, habitants, élus, entreprises, Etat, université, à l'image de Grenoble Capitale Verte européenne, ou Le Havre ville positive.

Illustration : un projet de territoire porte le pouvoir de résurrection de celui-ci. Cordéac et Saint-Sébastien en Isère ont connu durant plusieurs années un contexte de désertification (plus de service à part la mairie). Face à la menace de disparition de leurs villages, les habitants votent en 2017 à l'unanimité pour former la commune nouvelle de Châtel-en-Trièves. Les ateliers participatifs de 150 habitants (sur 250 au total) font ré-émerger un projet de territoire : école, mairie, café-épicerie associatif, jardins partagés, restaurant.

Territoires & REGENERATION : l'Écologie Industrielle Territoriale rêve l'harmonie locale

Territoires et individus se nourrissent les uns les autres dans un écosystème vivant, et peuvent mettre à profit une approche comme l'Écologie Industrielle Territoriale.

Belle-île-en-Mer a organisé plusieurs ateliers avec 24 acteurs publics, entreprises, associations. En 4 mois, 18 synergies émergent, dont 8 réalisées : la blanchisserie alimente la ressourcerie en linge usagé pour du réemploi. Le collège transmet la liste de fournitures aux parents en juin pour s'approvisionner à moindre coûts à la papeterie de la ressourcerie. L'Hôpital fournit des béquilles inutilisées au centre de vacances.

8 thématiques structurent les territoires et dessinent des chemins d'épanouissement

Certains de ces thèmes sont détaillés plus bas, voici ci-dessous quelques chemins d'avenir :

- L'ÉDUCATION redistribuée via une apprenance territoriale multi-acteurs
- La NATURE, partout, où que l'on soit

- Une **DÉMOCRATIE TERRITORIALE**, proche des gens et de leurs préoccupations
- Le **TRAVAIL ET SES MODES**, réinventés par les espaces, et les entreprises
- La **TRANSITION ALIMENTAIRE**, approche sensible de régénération du territoire
- L'**ÉCONOMIE CIRCULAIRE**, transformation synchrone et heureuse de notre société
- La **MOBILITÉ DURABLE** via 4 clés : innovation, sensibilisation, gratuité et réseau
- La **SANTÉ LOCALEMENT** par des lieux, de l'hybride, des collectifs, des incitations

Les TERRITOIRES APPRENANTS redistribuent les responsabilités et vivent ensemble

L'apprenance territoriale construit un environnement éducatif où les responsabilités sont redistribuées entre les acteurs.

- Pour Denis Cristol, l'apprentissage (local) est le moyen de se connecter aux autres, de vivre ensemble, de faire communauté. Les territoires apprenants "réintroduisent l'homme dans la nature et la nature dans l'homme".
- Dans le Finistère, les chambres des métiers et de l'artisanat, d'agriculture, les CCI, et des entreprises bâtissent des formations selon leur besoin. Le Crédit Agricole Atlantique Vendée favorise l'émergence d'un collectif commun à trois écoles sur des compétences d'avenir : le design-thinking, l'évaluation d'impact et l'IA.
- Chaque territoire peut se mettre en quête de son ADN fondateur pour devenir territoire apprenant. "Savoir-faire et découverte" aide en tant qu'organisme de formation ciblé sur les métiers locaux, manuels et écologiques. Toulon est en chemin pour créer un musée-école de la plongée inspiré par un habitant devenu champion international d'apnée. Grenoble Ecole Management opère une Chaire Territoires en transition, et une autre de Mindfulness, bien-être au travail et paix économique. La Bretagne veut développer des formations en chaudronnerie pour fabriquer des éléments d'éoliennes, La Réunion voit naître une filière de "jardiniers-sensibles", et Grenoble autour du vélo. Les Landes sont la 1ère fréquentation thermale de France, et l'école du thermalisme de Dax y accueille la 1ère année d'école de médecine. Les industriels et les commerçants de Mont-de-Marsan y créent une école du design.
- Les spécialités culinaires du territoire sont clés : les formations d'apprentis fromagers en Normandie, le "pôle d'excellence hôtelier" de la région Grand-Est ; ou l'écologie : Poitiers lance un Projet Éducatif Global (PEG) autour de la préservation de la nature.

La NATURE se veut partout, où que l'on soit

La Nature est vectrice d'épanouissement sur le territoire, de santé globale (physique, émotionnelle, etc.), et de bénéfices immatériels (social, cohésion, démocratie, etc.)

- Elle nourrit aussi un fort sentiment d'appartenance, à l'image du grand chêne de Venon devenu "arbre remarquable", ou du projet "1 million d'arbres" endémiques et indigènes de La Réunion.
- Développer une relation au paysage voire une résonance avec celui-ci est possible à condition de "faire participer" les habitants à celui-ci et créer ainsi une "relation communautaire" à celui-ci. Le paysage devient alors une "expérience de cohésion sociale", d'ancrage.
- Enfin, la nature contribue à réinventer la ville en profondeur, en s'appuyant sur des modèles ou des outils établis (approche biophilique, "paysagère urbaine durable", plans d'aide

à la renaturation). Penser sa place dessine un équilibre urbanistique qui peut concilier verticalité et naturation, comme avec la construction-bois par exemple, matériau préféré des Français.

La DÉMOCRATIE LOCALE se revitalise, proche des gens et de leurs préoccupations

La démocratie territoriale est bénéfique pour les habitants, en leur permettant de devenir des citoyens, et en favorisant leur sentiment d'appartenance et leur épanouissement.

- Les portes d'entrée dans la démocratie (locale) sont dans la vie (au quotidien) : JO en Seine-Saint-Denis mêle sport et ateliers citoyens, des gardes d'enfants libèrent les parents pour les initiatives de démocratie à Grenoble, les Géants de Dunkerque font dialoguer les quartiers entre eux (Hilaire Patate, maraîcher de Rosendale, et Violette, la baigneuse de Malo).
- La réinvention de la démocratie locale peut se faire en l'envisageant comme joyeuse, subversive (avec des pirates qui plantent des jardins illégaux à Nancy, ou des habitants qui réinventent le temps des écoliers à Molières), impertinente (en réclamant le pouvoir à "50-50" via "une idée, un appui de la commune et une convention" à Loos-en-Gohelle), joueuse (avec le faux médicament Prejugix 400 mg qui casse les clichés à Ayen en Corrèze sur par exemple la ruralité et la prison), et imaginative (en construisant de nouveaux discours locaux : "on ne se raconte pas d'histoires, on les vit").
- Enfin, la constitution de communauté en est un ingrédient central, comme le montre la Startup des territoires, qui commence par faire émerger un collectif avant tout projet, atteignant un taux de 8% d'habitants touchés à Strasbourg.

La TRANSITION ALIMENTAIRE est l'approche sensible de régénération du territoire

L'alimentation, une sphère sensible de l'être, est source de bienfaits sur les territoires : identité, fierté, nutrition, santé, participation, lien social, insertion, solidarité, sécurité / souveraineté, sens, allègement de l'éco anxiété, transition écologique.

- 54% des Français ont changé leurs comportements alimentaires de 2019 à 2021, selon le baromètre de l'Agence BIO. Selon l'étude La France à table, (2022) 45% des Français sont engagés dans la transition alimentaire, en 4 profils : les hédologistes (21%), les mangeurs "sans" (10%), les militants (8%), les solutionnistes positifs (6%).
- La transition alimentaire renforce les liens, et la solidarité. Pour la chaire UNESCO Alimentation du monde, la commensalité - c'est-à-dire le fait de partager un repas - est créatrice ou réparatrice de liens sociaux, familiaux, amicaux ou professionnels. A Nantes, 1000 familles précaires sont nourries par les jardins urbains installés jusque dans les douves du Château des ducs de Bretagne en 2021. Des jardins ouvriers historiques de 5 000 m² ressuscitent en vergers et sensibilisent à l'écologie à Lyon, accompagnés notamment par des centres sociaux.
- Les 400 Projets Alimentaires Territoriaux (PAT) sont des outils de relocalisation de l'agriculture, élaborés de manière collective (collectivités, entreprises, artisans, ...)
- Les innovations continuent à foisonner avec des distributeurs automatiques de nourriture fraîche de "Shakecoeur" ou des "Drive fermiers".
- La transition peut changer d'échelle via des nouvelles filières ("Chef de projet en alimentation durable", option collectivités locales à Nice), et des accélérateurs comme La Maison de l'Éducation à l'Alimentation Durable de Mouans-Sartoux, l'association Col Vert qui développe de collectifs locaux d'agriculture urbaine et de transition alimentaire, ou Ferme d'Avenir pour la création de fermes agroécologiques.

La MOBILITÉ DURABLE prend vie : innovation, sensibilisation, gratuité et réseau

La mobilité est structurante du territoire et de la qualité de vie, au point qu'il existe un indice de bonheur dans la mobilité. La mobilité douce ou gratuite génère des changements de vie et un fort impact global, en particulier sur l'espérance de vie mais aussi sur la vision écologique, et le sentiment même d'encapacitation de l'individu.

- En 2022, 1 Français sur 4, ne peut rejoindre l'offre de transports en commun à pied depuis son domicile. 5,3 millions de Français sont dépendants de la voiture. 37% des 18 à 24 ans ont alors déjà renoncé plusieurs fois à passer du temps avec leurs amis et 32% avec leur famille. 65% des Français estiment que la capacité à se déplacer facilement est essentielle pour leur qualité de vie.
- La gratuité est un choix fort et structurant, comme dans la Communauté urbaine de Dunkerque qui élargit le champ des possibles. Elle est émancipatrice pour les personnes isolées, précaires ou fragiles : recherches d'emploi, ou des visites de famille deviennent possibles. C'est l'ensemble du territoire qui est accessible, et à Dunkerque, la mer, la ville, la culture, les amis, et la totalité des aménités.
- La mobilité durable innove en augmentant son accessibilité pratique mais aussi culturelle comme à Grenoble ("remises en selle", agences de mobilité, applis "super simples", etc.) ; et en multipliant les "points d'entrée" (box des mobilités pour seniors via les écoles de conduite, "arrêts fraîcheurs", etc.)
- Enfin, la mobilité innovante est réussie lorsqu'elle atteint une masse critique d'usagers via une communauté, et qu'elle réussit à embarquer largement les citoyens (transport à la demande, réseau d'auto-stop, fédération de collectivités, covoitureurs mensuels rémunérés, etc.)

La SANTÉ LOCALEMENT invente des lieux, du phygital, et des collectifs

La fracture sanitaire est un socle pour penser la santé sur les territoires, et impulse une grande créativité des collectivités sur les espaces, le digital et les communautés.

- Pour faire venir des soignants, le Haut-var amorce un noyau qui fait venir les autres, les communes d'Armor financent leurs études, Ajain (Creuse) via Médecins Solidaire fait venir 50 médecins 1 jour par mois.
- Le digital ou phygital est prometteur. 350 000 app de santé existent en France ; et le digital atterrit dans des lieux physiques : visio-malette partagée dans l'immeuble chez ALTAREA, cabines de téléconsultation en montagne dans le Var, en tiers-lieux en Isère.
- La mobilité durable innove en augmentant son accessibilité pratique mais aussi culturelle Les communautés territoriales ou les citoyens engagés réinventent la santé : les Hyper Voisins de Paris créent une maison de santé, les soignants et citoyens de Bergerac créent la Traverse un lieu de santé et de "prescription de liens humains", les "P.O.T.E.s" de Bourgogne-Franche-Comté réinventent l'écologie et la santé.
- De nouveaux lieux hybrides participent à la promotion d'une santé territoriale. Ils brouillent les frontières et hameçonnent les habitants : café et formation menuiserie à Vaulx-en-Velin, art à "the Ku.Be" à Copenhague, soignants sans blouse à l'Adamant, garage-bar à Moutier-Rozeille, et même formations sur les "care-lieux".
- Enfin, des leviers nouveaux de santé peuvent être activés, comme l'art, la nature, les traditions culinaires, et même les relations. Les zones bleues, à forte concentration de (super)centenaires, sont des zones inspirantes ayant réussi à intégrer toutes les dimensions des territoires-santé en un lieu et une culture distinctifs.

TERRITOIRES ET MODES DE VIE HEUREUX

UNE ÉTUDE DE LA FABRIQUE SPINOZA

Inspirée et supervisée par :
Alexandre Jost, fondateur de la Fabrique Spinoza

Coordonnée par :
Christelle Thouvenin, directrice de recherche
de l'Observatoire Spinoza, la branche étude de la Fabrique Spinoza

Rédigée par :
Sonia De Almeida Gomes
Solenne Geffrouais
Alexandre Jost
Cassandre Mercier
Christelle Thouvenin
avec la participation
de Christelle Chabasse



De gauche à droite : Solenne Geffrouais, Cassandre Mercier, Sonia De Almeida Gomes, Christelle Thouvenin, Alexandre Jost

Soutenue par un écosystème réuni par Laure Cadoret, responsable du développement commercial ; Alexandre Jost, fondateur de la Fabrique Spinoza ; Myriam Aronio, chargée du développement commercial ; Géraldine Dupré, directrice de la relation ; Marvin Pommier, responsable administratif et financier.

Produite graphiquement par
Charlotte Pierre, chargée de communication de la Fabrique Spinoza
Alexandra Auger-Borde, graphiste
Couverture produite par Charlotte Pierre

| PRÉFACE

TERRITOIRES HEUREUX, TERRITOIRES VIVANTS ?

Aménagement du territoire, urbanisation des territoires, préservation des territoires... Face aux multiples enjeux liés à nos lieux de vie, les disciplines qui planifient et analysent leurs usages ne manquent pas. Toutes apportent un éclairage fonctionnel au vaste thème de l'utilisation de nos terres communes, avec pour dessein d'y vivre en société.

Toutefois, les aménageurs d'aujourd'hui, les collectivités, dialoguent-ils réellement avec les acteurs de l'éducation, ceux de l'emploi, de l'action sociale, de la santé, de la protection de la nature ? Une optique d'acculturation mutuelle, vers une approche transdisciplinaire dans la gestion et l'usage de nos territoires est-elle en route ?

Cette culture commune semble se dessiner un peu plus chaque jour, visant l'accomplissement du vivant au sein des territoires, conjuguant les divers besoins humains et les enjeux de long terme. Cette vision, serait-ce la clé des territoires heureux, où l'accomplissement de nos besoins collectifs s'articule avec le bonheur de chacun ?

Si ce début de 21ème siècle bouscule nombre de disciplines établies, c'est bien dans une avancée vers plus de transdisciplinarité, de "sur mesure", d' "agilité", d' "émergence". Les enjeux de notre époque, ses nouveaux modes de vie, ont révolutionné nos rythmes, nous obligeant à réinventer nos équilibres. Le modèle standardisant du 20ème siècle, érudant des pans entiers des conditions au bonheur, laisse la place à de nouvelles expériences, de nouveaux modèles, souvent basés sur davantage de participatif, de collectif. Si l'on interroge les habitants, les attentes sont partout les mêmes : l'accès à la nature, à des productions alimentaires locales et saines, à des commerces non délocalisables, servant une économie attachée aux ressources de nos territoires. Alors chacun aspire à les préserver par une utilisation durable. Ces activités-là nous rendent fiers, attachés nous aussi à nos lieux et équilibres de vie, et font de nous d'heureux ambassadeurs de toutes ces richesses. Le maillage d'activités se tisse, de même que les liens et la chaleur humaine. Si l'humain est un "animal social", il est aussi démontré que l'altruisme rend heureux ! Cette boucle étant bouclée, quoi de plus essentiel et de plus précieux d'être bien chez soi, bien avec les siens, et heureux de s'y déployer, au service de son lieu de vie, et nourri par lui ?

Pourtant, ne nous y trompons pas. Si conjuguer ces enjeux est devenu une nécessité à l'heure de la convergence des crises que notre société rencontre, ce n'est une réalité que dans certains lieux. Se libérer des anciens schémas, bâtir une vision durable et harmonieuse au service de la vie des territoires reste souvent un dessein à inventer... entre théorie et pratique, expériences transposables, et expérience vivante.

“

Et, surtout, outre la finalité bien nécessaire de fonctionner ensemble, si cette vision cherchant à articuler les besoins et enjeux au sein d'un territoire, au service de la vie en communauté, se révélait également vertueuse pour l'accomplissement de chacun ? Comme si le "nous" pouvait agrandir le "je"... et réciproquement !

Cette étude visionnaire éclaire de manière inédite les interactions vertueuses entre l'amour d'un territoire et la contribution de ceux qui l'aiment à le dynamiser, le vitaliser. Territoire heureux, territoire vivant ? Au travers des thèmes majeurs que sont l'environnement, urbain ou rural, la nature, l'alimentation, la santé, les transports, l'éducation, l'emploi, cette proposition passionnante illustre combien les modes de vie d'aujourd'hui se réinventent, et ont intérêt à le faire ! Avec un souffle neuf, elle nous montre combien les territoires peuvent répondre à nos besoins, autant que nous pouvons fertiliser nos dynamiques locales avec entrain ! Nous y découvrons ou y redécouvrons des évidences plus que jamais utiles à rappeler : on préserve et protège un territoire que l'on aime.. et il nous le rend bien !

Ce grand questionnement sur l'identité de nos territoires, leur attractivité, leur vitalité, reflète bien les enjeux de notre époque. Ce qui est dedans est dehors, nos sociétés se bâtissent des individus qui les composent, de leurs cheminements, de leurs transformations, de leurs aspirations.

Dès lors, peut-on attendre de nos territoires un socle qui soutienne nos besoins d'accomplissement, de sens, de joie, de liens, de loisirs, de nature, d'équilibre entre nos différentes sphères de vie, privées et professionnelles ?

“

A-t-on les territoires de vie que l'on mérite ? Comme souvent, les initiatives qui transforment sont portées par des visionnaires, des audacieux, parfois humbles, mais qui osent se lancer, innover, et susciter de nouvelles expériences de vivre ensemble. Cette étude recense nombre d'exemples inspirants, de ces habitants et projets qui incarnent une nouvelle norme, plus respectueuse de chacun, et l'inspirent auprès de tant d'autres !

Comme le disait Victor Hugo *“Rien n'arrête une idée en marche lorsque son temps est venu”*. Le temps des transformations intérieures s'imbrique avec celui des transformations collectives, et nous invite à une vision globale, celle d'une écologie bonne pour soi, pour les autres et pour le monde. Le lieu de cette expérience, ce peut être en chacun et partout. Au quotidien pourtant, quel meilleur le terrain de jeu pour réinventer un modèle heureux et durable, que celui à taille humaine de nos territoires ? A eux, à vous, et à nous tous, d'oser rejoindre l'écriture de cette page neuve et si enthousiasmante ! Cette nouvelle ère qui balaie les schémas périmés, nous libère d'un certain marasme lié à l'état actuel du monde, qui en désespère certains.

“

N'est-ce pas maintenant, le moment ou jamais ? Oserons-nous, chacun et ensemble, réinventer l'humain, en harmonie avec la vie et avec lui-même, cet humain “ augmenté ” de toute la conscience de ses erreurs passées, cet humain vertueux et relié, qui ajuste son destin jusque dans ses choix concrets et locaux du quotidien ? Et, relevant ainsi la tête, cet humain-là pourrait-il être celui qui réinvente l'espoir ?

Pascale Rossler

Ancienne Vice-présidente Biodiversité Région Centre, Pascale Rossler est spécialisée dans l'accompagnement humain des transitions écologiques. Elle est l'auteure du manuel *“Révélez votre nature !”* (2023) aux Éditions Vuibert. Elle a fait partie des experts interviewés dans le cadre de cette étude.

LA FABRIQUE SPINOZA

LE MOUVEMENT DU BONHEUR CITOYEN

La Fabrique Spinoza est le mouvement du bonheur citoyen, visant à placer le bonheur au cœur de notre société.

Née d'une double réalisation, d'une part que le bonheur est un sujet essentiel pour tous et toutes mais rarement explicitement, et d'autre part que des connaissances scientifiques existent sur le bonheur mais peu diffusées, la Fabrique Spinoza a pour mission de réintégrer la notion de bonheur au cœur de nos sociétés.

Elle se compose de l'Observatoire Spinoza, la branche étude qui produit des savoirs pour inspirer la société, d'Action Spinoza, la branche accompagnement qui guide les organisations pour les transformer, et de "Passeurs du Bonheur", la communauté des bénévoles actifs qui agissent dans les territoires pour amplifier le mouvement. Elle est constituée de citoyens compétents, pluridisciplinaires et engagés civiquement mais non partisans politiquement.

Créée en janvier 2011, la Fabrique Spinoza est une association non-lucrative visant à favoriser le bonheur citoyen. Déclaré l'un des 12 principaux think-tanks français par Acteurs Publics, celui-ci est aussi Correspondant en France de Wikiprogress, projet de mesure du bien-être sociétal hébergé par l'Organisation de Coopération et de Développement Économique (OCDE), et Coordonnateur d'une commission de l'Organisation des Nations Unies (ONU) visant à déployer la résolution 065/39 sur le bien-être comme finalité du développement. Il est enfin membre de la Commission Présidentielle dite "Attali II" pour l'Économie Positive.

Son activité est régulièrement couverte par l'ensemble des médias nationaux et régionaux. À ce jour, la Fabrique Spinoza est suivie par près de 40 000 abonnés et regroupe plusieurs centaines de membres actifs - les Passeurs du Bonheur - en France et autres pays francophones (Bénélux, Suisse, Maghreb, Québec et jusqu'à Nouméa).

Cette communauté de Passeurs du Bonheur, heureuse et contagieuse, agit dans les territoires en faveur du bonheur citoyen et s'inscrit dans les thématiques relatives au travail, à la santé, à la démocratie, à l'éducation, à la fraternité, à la richesse, etc.

Contactez-nous :

Une question générale ?

contact@fabriquespinoza.org

Une question sur l'Étude ?

observatoire@fabriquespinoza.org



www.fabriquespinoza.org



BLEU BLANC ZÈBRE

PARTENAIRE DE CONFIANCE DE CETTE ÉTUDE



Face aux défis sociaux et environnementaux, les solutions jaillissent déjà du terrain grâce à tous ceux qui refusent la fatalité en passant à l'acte avec joie !

Nous existons pour eux : pour les dénicher, les faire connaître et œuvrer ensemble.

Lancé en 2014, le mouvement Bleu Blanc Zèbre fédère aujourd'hui près de 450 solutions aux problèmes des Françaises et Français, implantées partout en France métropolitaine et aux Outre-Mer !

Notre mission est de faire le lien entre ces solutions, qui ont fait leurs preuves, et les territoires qui cherchent à résoudre les problématiques de leurs citoyennes et citoyens.

Pour y arriver, nous avons créé un label, attribué par un comité de labellisation composé d'experts du secteur de l'Économie Sociale et Solidaire (ESS).

Chaque mois, les membres du comité se chargent d'évaluer les initiatives candidates à la labellisation selon des critères tels que :

- ✓ leur capacité à faire connaître leur solution sur d'autres territoires ou à la répliquer ;
- ✓ la possibilité pour les citoyens de participer, de bénéficier ou de s'y engager ;
- ✓ la preuve de leur impact social et/ou environnemental (au moins un an d'existence) ;
- ✓ la dimension innovante (cette réponse n'existait pas sur leur territoire).

Cette démarche nous permet d'assurer que la solution est robuste et pourra répondre au même besoin ailleurs en France ou inspirer des acteurs qui pourront la développer. Nous recensons des solutions inspirantes sur un champ thématique très large : santé, alimentation, habitat, éducation, transition écologique, emploi, solidarités, démocratie... et soutenons leur déploiement (aide à la communication).

Découvrez tout au long de cette étude quelques-unes de nos solutions labellisées !

Vous pouvez aussi accéder à l'intégralité de nos solutions ou proposer une initiative à la labellisation sur <https://www.bleublanczebre.fr/territoires-heureux/> ou en flashant ce QR code :



Nous travaillons d'autre part à l'identification des besoins des territoires français, pour mieux cibler notre action, et ce à toute échelle. C'est ce que nous faisons notamment grâce à la Route en communes, qui permet de faire remonter la parole directe des citoyens et des structures locales à travers des interviews avec des maires et des acteurs locaux, et à l'Observatoire des zèbres, auquel participent des organismes tels qu'Insite ou Startup des territoires, car au contact direct des villes et villages de toute taille.

Participer à une étude comme Territoires et modes de vie heureux paraît donc intuitif, puisqu'elle fait directement écho à notre engagement et à notre vision, et c'est avec enthousiasme que nous avons relayé les ingénieuses solutions labellisées de notre mouvement pour nourrir les lecteurs et les lectrices.

Christian Le Roux
Président de Bleu Blanc Zèbre

Nous sommes fier·e·s d'être partenaire de confiance sur cet ouvrage !

LES GRANDS MESSAGES DE NOTRE ÉTUDE

TERRITOIRES ET MODES DE VIE HEUREUX

*Que retenir de cette étude foisonnante d'indicateurs, de données et d'initiatives ?
Voici une petite synthèse des grands messages qui émergent de ce sujet systémique.
Nous les avons organisés en :*

- 12 grands principes qui structurent le territoire heureux : Vision, Appartenance, Immatériel, Union, Raison d'être, Équilibre, Autrement, Hybridation, Engagement, Lien, Projet, Régénération
- 8 verticales qui démontrent des pratiques innovantes : Education, Nature, Démocratie territoriale, Travail, Transition alimentaire, Économie Circulaire, Mobilité et Santé.

12 GRANDS PRINCIPES POUR DES TERRITOIRES ET MODES DE VIE HEUREUX

VISION

Les définitions du territoire sont multiples et chacune dessine des stratégies pour la qualité de vie des habitants.

Différentes visions (ou définitions) du territoire dessinent chacune un chemin pour celui-ci. Par exemple, le territoire peut être vu comme une multitude de territoires, il peut être vu comme un organisme intime, comme la superposition de cercles concentriques, ou même comme un "commun". Ces visions peuvent se formaliser dans des indicateurs qui le guident.

- Un mouvement est en cours : suite à la crise de la Covid-19, 8% des Français ont déménagé pour concilier leurs aspirations personnelles et professionnelles, mais aussi trouver un territoire de leur choix, qui leur corresponde. 19% ont également envie de franchir le pas, d'après la seconde édition du baromètre des territoires de l'Institut Montagne. Ces chiffres challengent la vision

des territoires et leur appel aux citoyens.

- Tout d'abord, il n'y a pas un territoire, mais DES territoires : territoire de vie, territoire circulaire, territoire féministe, territoire apprenant, territoire nourricier, territoire de santé, territoire de jeux, territoire à mission, territoire libéré, territoire...

Ces colorations dessinent des chemins d'épanouissement et de transformation et participent à la revendication d'une identité.

- Ensuite, le territoire peut aussi s'envisager comme un espace-temps vivant qui a son propre métabolisme en fonction de ceux qui l'habitent : une méthode existe alors pour aligner habitants et territoires, l'Ikigaï territorial ou Terrikigaï ; de même, l'économie circulaire permet de synchroniser les transitions dans un mouvement centripète, puis de redistribuer des impacts visibles à l'échelle du territoire par un mouvement centrifuge.

- Le territoire peut enfin se vivre comme un commun, géré par les populations qui

l'habitent pour assurer sa durabilité et sa résilience. Cette notion redonne de la valeur au territoire, quel qu'il soit, responsabilise ses habitants et leur donne des leviers d'action : ancrage territorial, respect, responsabilisation, participation citoyenne, économie circulaire.

● Pour incarner l'une de ces visions, il apparaît pertinent de créer un indicateur du "bonheur local brut". Sa capacité est de "saisir la richesse d'un territoire dans ses différentes nuances, de mieux comprendre les besoins des citoyens pour opérer localement des consultations sur des enjeux précis", explique Pierre Cilluffo Grimaldi, doctorant au sein de CELSA, école des hautes études en sciences de l'information et de la communication.

APPARTENANCE

L'appartenance à son territoire est clé pour l'épanouissement et découle d'un récit de ce territoire, et d'une construction / renforcement actif de son identité.

L'appartenance passe par des objets transcendants, ou plus grands que l'individu, tels que l'amour (les objets totémiques tels que les géants de Dunkerque), la nature (les espèces indigènes de La Réunion), ou le beau. Les territoires osent des lexiques réenchantés pour développer cette identité. Le territoire est clé pour l'identité de l'individu, et remplit en partie le vide existentiel lié à ce besoin universel d'appartenance. Le renforcement de l'appartenance passe par le récit, l'exploration, et la rencontre profonde du territoire, ce qui nécessite de casser les clichés et d'arrêter de se comparer. La construction de l'identité territoriale mobilise toutes les populations et est au bénéfice de tous et toutes : enfants, familles, adultes, seniors, femmes, entreprises, associations,

© Photo de Helena Lopes sur Unsplash



L'appartenance passe par l'amour, la nature ou le beau

personnes vulnérables, pouvoirs publics, etc. dans des indicateurs qui le guident.

● L'identité territoriale répond à un besoin profond de l'être humain : "Pendant le confinement, des milliards de nos contemporains ont découvert que leur vie pouvait être autre chose." estime David Le Breton - professeur d'université et chercheur au laboratoire Dynamiques européennes - dans un article du même nom dans Le Monde. Ce nouveau mal civilisationnel, le vide existentiel, peut être rempli par le territoire. De surcroît, dans une ère de construction de nouvelles formes de spiritualité, le territoire offre l'opportunité de donner un nouveau sens à son existence, estiment les experts de l'ADN dans leur colloque Enquête sur les nouvelles spiritualités.

L'enquête Histoire de vie, réalisée par l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques (INSEE) en 2003 révèle ainsi que le territoire est en soi un marqueur d'identité chez les individus, mais aussi pour les organisations. Pour se définir, le critère "lieux auxquels vous êtes attaché" arrive en tête, cité par 28% des personnes interrogées, parmi lesquels son lieu de naissance, le lieu d'origine de ses parents, les lieux de vie et de travail mais aussi des lieux imaginaires comme les lieux souhaités.

Dans son article Sentiment d'appartenance et territoires identitaires (2006), France Guérin-Pace - directrice de recherche à l'Institut national d'études démographiques (Ined) - indique que "tous ces lieux constituent le

patrimoine identitaire géographique de chacun qui, selon les individus et les moments de la vie, sera en partie ou non mobilisé.” L’identité comporte donc fondamentalement une composante territoriale.

Afin de favoriser l’appartenance heureuse à son territoire, la Grenoble Alpes Métropole développe le concept d’attractivité qualitative, plutôt que quantitative, c’est-à-dire au service des habitants plutôt que ceux extérieurs au territoire qu’il faudrait faire venir. L’article *The experiences psychological benefits of place attachment* du *Journal of Environmental Psychology* met en avant 13 bienfaits de l’attachement territorial dont le fait de se sentir lié à ses ancêtres ou à leurs cultures, le fait de renforcer les liens et la communauté, la consolidation du capital social, le fait de fournir un support de mémoire, d’abriter des traditions, de fournir une restauration émotionnelle et cognitive permettant d’échapper au stress quotidien en particulier pour les enfants, ou la meilleure atteinte d’objectifs. Parmi les bénéfices additionnels, Terravox rappelle que l’attachement au territoire augmente la capacité à en prendre soin. De manière plus critique, le *“mystère des enfants endormis”* ces enfants réfugiés semi-comateux pendant des mois, révèle l’impact profond de l’identité territoriale sur le bien-être des individus. In fine, l’identité territoriale peut s’exprimer autrement : *“être à sa place”*, c’est l’équation épanouissante qui aligne l’intérieur avec l’extérieur.

- L’appartenance passe par une sémantique positive et des objets transcendants, ou plus grands que l’individu, tels que l’amour (les objets totémiques tels que les géants de Dunkerque), la nature (les espèces indigènes de La Réunion), le beau (ou l’art, le patrimoine et la culture).

Un nombre croissant de territoires osent un champ lexical positif et imagé pour se décrire jusque sur les sujets complexes de l’industrie : l’Industrie de l’extraordinaire de Béthune-Bruay, l’Industrie magnifique de Strasbourg, la Fabuleuse factory de Dunkerque.

Par ailleurs, la réappropriation identitaire se produit au croisement de la culture et de la nature. Ainsi La Réunion renforce la fierté en plantant 1 millions d’arbres indigènes et endémiques du territoire. Le média indépendant Plume Banlieue dans ses sessions *“Talk du bitume”* encourage la poésie et le récit ayant

pour objet le territoire lui-même.

Enfin, le champ du lien humain cultive l’identité. Ainsi, les géants de la Communauté urbaine de Dunkerque - des statues de 2 à 4 mètres de hauteur - développent la fierté des villes. Elles servent d’artefact pour les faire dialoguer entre elles, créent de la mixité sociale, et mobilisent l’ensemble de la population. Elles trouvent leur origine dans le folklore. Elles évoquent l’imaginaire de l’amour, et se marient inter-communes. C’est ainsi que Hilaire Patate, le géant de Rosendale, maraîcher, est marié à Violette, la baigneuse de Malo, bourgeoise des années 20.

- Le sentiment d’appartenance se renforce en cassant les clichés, et en explorant en profondeur le territoire.

L’identité se construit de manière harmonieuse en cassant les clichés : à Garges-lès-Gonesses, dans la banlieue nord de Paris, l’association *“Espoir et création”*, œuvre à la gestion durable des quartiers en proposant aux jeunes de nettoyer leur cité. Isabelle et Pierre Chazerans, ont déménagé depuis Montpellier pour vivre leur retraite. Ils ont vécu pendant cinq ans dans la cité des Mureaux (Yvelines), où ils ont été profondément touchés par l’accueil chaleureux et la générosité des habitants, cassant ainsi leurs préjugés.

L’ouvrage *Plouc Pride, un nouveau récit pour les campagnes*, de Valérie Jousseau œuvre à développer un imaginaire réinventé sur les campagnes pour inviter à y vivre différemment et ce-faisant développe l’identité rurale.

La fierté d’appartenance est un travail de réappropriation, qui passe souvent par une redécouverte guidée de son territoire comme les balades associatives des Mureaux, ou le travail de compréhension de l’histoire des volcans d’Auvergne selon Damien Deville, géographe et conteur, ou enfin les marches exploratoires. *“Dealeuses et dealeurs de résilience”* s’est créé à Strasbourg et vise à accroître la résilience locale via la réalisation de quêtes dans les territoires.

En revanche, l’identité demande à chacun et chaque territoire d’évaluer ses propres richesses, et d’arrêter de s’envier, de se comparer, ce qui met en lumière les dangers des indicateurs territoriaux s’ils sont mal utilisés.

Pour la mairesse de Châtel-en-Triève, un *“récit collectif”* est important pour que les habitants puissent retrouver un sens et une valorisation à

travers la participation citoyenne. La commune d'Ayen a réalisé (en 2 ans) un film, soit un récit du territoire, une histoire commune à l'échelle locale. Le media "Enlarge your Paris" propose des balades urbaines, sous forme de loisir pour retrouver la fierté de son quartier, et les médiatise pour développer l'appartenance autour des richesses des banlieues de Paris, ainsi que dans les quartiers de Marseille.

La fierté d'appartenance passe parfois par la communauté de voisins, qui nourrissent un besoin psychologique fondamental et universel (aussi bien en milieu urbain que rural) d'après une étude menée sur trois communes Bellecombe-Tarendol, Dieulefit et Saint-Basile dans la Drôme.

- Le renforcement de l'identité territoriale passe par l'inclusion de toutes et tous. La réappropriation territoriale mobilise les seniors car ils connaissent son histoire, à l'image de l'association "Passerelle de mémoire". De son côté, "La rue est à nous" est un projet mis en place à Aix-en-Provence, qui permet aux femmes de se réapproprier leur quartier, en organisant des marches exploratoires et des ateliers dans des quartiers prioritaires de la ville.

L'IMMATÉRIEL

La place de l'immatériel est capitale dans l'attractivité d'un territoire et sa capacité à favoriser l'épanouissement.

L'immatériel est parfois un oublié de l'attractivité du territoire et de sa capacité à favoriser l'épanouissement des habitants. Il réunit des



La convivialité fait partie des atouts immatériels du territoire

éléments intangibles comme le sentiment d'appartenance, la proximité à la famille, plus largement l'ensemble des relations, ce qui comprend le ressenti de convivialité, l'équilibre, etc. On retrouve ces éléments dans les nouveaux indicateurs territoriaux.

- **La famille** : certaines personnes vivant dans des cités ne déménageraient pour rien au monde parce qu'elles y ont aussi leur famille et leurs amis. Un couple de retraités de Montpellier ayant choisi de déménager dans une cité atteste des liens familiaux (et de la chaleur humaine) que l'on y trouve.
- **L'identité** : l'appartenance, l'identité et les récits associés sont clés pour les individus. Dans cette veine, certains territoires organisent des marches exploratoires afin de permettre aux populations de façonner le territoire à leurs besoins et de s'approprier l'espace et les repères territoriaux qui jalonnent leur quotidien.
- **Les relations** : d'après l'étude Grant de l'Université d'Harvard menée pendant 75 ans, elles sont le déterminant principal du bonheur et de la santé, y compris près de chez soi. Mais les relations peuvent aussi faire émerger des projets territoriaux : tiers-lieux comme la Traverse à Bergerac, démocratie participative avec Decidim, entrepreneuriat comme à Grenoble, ou projets de santé avec la République des Hyper Voisins. Ces initiatives ont toutes en commun de commencer par tisser les relations.
- **La convivialité et la conversation inclusive pour faire société** : pour Xavier Cazard, fondateur de la Maison de la Conversation, il faut être d'abord bien construit avec des liens forts pour pouvoir développer des liens faibles. La Maison de la Conversation part du postulat que la conversation inclusive est le préambule à faire territoire. De leur côté, les habitants des Landes déclarent en focus group que la convivialité est l'ADN de leur département.
- **Un équilibre** : le territoire heureux et le mode de vie heureux sont plus une question d'équilibre que de performance ; ainsi "les paysages urbains durables" sont un concept émergent qui hybride les imaginaires urbains et ruraux.

● **La mesure** : les récents indicateurs du bonheur ont davantage de critères concernant l'immatériel que le matériel. La recherche pointe en effet les limites du bonheur matérialiste. L'économie circulaire s'attache d'ailleurs à cocher les cases des critères immatériels d'épanouissement. Enfin, les critères listés par le World Happiness Report sont plus nombreux dans le champ de l'immatériel.

UNION

Par-delà la tension attractivité / inclusion, un chemin existe : adoucir les oppositions, unir et inclure au bénéfice de toutes et tous.

Un territoire heureux ambitionne d'unir et inclure au bénéfice de toutes et tous, en particulier les entreprises et les pouvoirs publics, les aidants et les aidés, la nature et la culture, la ville et la campagne, les femmes et les hommes, les jeunes et les personnes âgées. Cette visée d'union se retrouve jusque dans les enquêtes, les outils, et l'exercice de la démocratie.

● Le problème se pose ainsi : comment, dans la course à l'attractivité, ne pas laisser certaines populations de côté ? Faut-il d'abord attirer de nouveaux habitants ou bien d'abord prendre soin de tous. Il s'agit de remplacer une vision utilitariste par une vision plus relationnelle, symbiotique et écosystémique du territoire.

● Or, les enquêtes et sondages sur l'épanouissement sur les territoires ne semblent pas très inclusifs au delà des 18-59 ans valides : les enfants, ados, personnes âgées, et personnes porteuses de handicaps physiques ou mentaux, visibles ou invisibles sont peu interrogées, alors qu'elles vivent leur territoire différemment.

● L'union d'un territoire passe notamment par faire disparaître la distinction entre les populations et unir aidants et bénéficiaires. Les exemples ne manquent pas à l'image des jeunes des programmes Projets Éducatifs Locaux (PEL) qui grandissent en se mettant au service de leur territoire ; ou bien du projet "Voisin'Age". Ou encore des colocations intergénérationnelles ; ou de "Local C.A.

vous", le tiers-lieu vendéen qui ambitionne de rassembler jeunes et seniors pour échanger des compétences en gestion de budget contre d'autres numériques.

● Le village d'Ainay-le-Château, situé dans l'Allier en région Auvergne-Rhône-Alpes, compte 330 personnes en situation de handicap sur 1000 habitants, pour un territoire inclusif et heureux. Une habitante parle de "*cette qualité de vie géniale qui te donne l'opportunité de partager beaucoup de moments avec les patients et les enfants*". Les 15 Cafés Joyeux à Paris, Rennes, Lyon, Tours, Bordeaux, Montpellier, Nantes font partager une atmosphère affectueuse entre serveurs porteurs de la trisomie 21 et clients.

● Le *Design For All*, ou la conception pour tous, approche inclusive s'avère bénéfique par-delà les populations vulnérables. Ainsi les "territoires féministes" contribuent au sentiment de sécurité de tous et surtout de toutes ! D'après Oxfam, ils sont plus heureux que les autres ! Grenoble forme ses contrôleurs dans les transports à l'interpellation des actes sexistes pour "*déviriliser la ville*", et la rendre par là-même plus conviviale. Le label-Tourisme & Handicap (T&H), conçu au service des personnes en situation de handicap, est en fait aussi au service des seniors, et de tous. Exemple : la plage de Porsman où sont disponibles des fauteuils roulants spécial sable, et un fil d'Ariane pour repérer son chemin, etc. Les enfants et familles en profitent également.

● La géosymbiose de Jérôme Barrier - directeur général chez SEBL Grand Est et SAREMM - porte la formidable promesse holiste d'une union entre les territoires qui sont amenés à collaborer, cohabiter et se nourrir les uns les autres, comme par exemple entre les villes et les campagnes, échangeant alimentation d'une part et animation culturelle ou services de santé d'autre part. Selon Xavier Cazard - fondateur de la maison de la Conversation & co-fondateur de l'agence Entrecor -, "*la sociologie des marges*" est au bénéfice de tous et c'est un mouvement perpétuel.

● Les outils de démocratie participative peuvent inclure les populations vulnérables, dont les non-votants : via la plateforme Decidim, le budget participatif a fait émerger

à Barcelone un projet de terrain de cricket afin de permettre aux jeunes femmes afghanes réfugiées politiques de trouver une place dans la communauté. Elle réalise l'union au sein du quartier par le sport, de manière transverse aux appartenances.

RAISON D'ÊTRE

Un territoire peut se saisir d'outils pour s'interroger, trouver ses forces, voire sa raison d'être, et ainsi devenir un territoire heureux.

Un territoire, en tant qu'organisme vivant et en lien, peut dessiner sa raison d'être qui lui permette de mettre en avant son ADN profond. Pour cela, des grands modèles de territoire peuvent l'inspirer, ou des labels et certificats le guider. En complément, des dispositifs publics existent pour déterminer cette raison d'être. De manière originale, l'outil de l'Ikigai peut aussi bien être utilisé par des individus que par des territoires pour déterminer leur mission profonde. Une offre est à imaginer autour de ce Terrikigai pour mieux guider les territoires.

- Chaque dimension du bonheur du territoire a son réseau ou son modèle, on notera en particulier : territoire d'innovation démocratique, territoire de paix économique, territoires féministes, villes santé de l'OMS, ville des 5 minutes (de pause), territoire libéré, territoire apprenant, réseau UNICEF "Ville Amie des Enfants", territoire associatif (Landes), indice de bonheur de la mobilité (Mobycon), baromètre des villes marchables, terre de jeux, territoires 100% inclusifs, territoires solidaires d'avenir, territoires positifs, territoires à mission, label Tourisme & Handicap, la démarche Villes Amies des Aînés, capitale verte, territoire de lien de Kawaa, etc.

- Des labels et des outils d'évaluation existent pour chaque champ, comme le DémoMètre une boussole de la participation démocratique, ou le label Tourisme & Handicap (T&H), etc. Ils permettent de certifier en plus de donner un cap.

- Un nombre important de dispositifs de l'État existe pour mener cette transformation, mais

sont méconnus des petites collectivités. Ainsi, dans le champ de l'apprenance, les dispositifs de Projet Éducatif Local (PEL), Projet Éducatif de Territoire (PEdT), Projet Éducatif Global (PEG) ne sont pas toujours connus en ruralité.

- Un territoire peut trouver un alignement entre ses atouts, son utilité, son attrait, ce qui est bon pour lui, et synthétiser en un "Ikigai" qui est sa raison d'être. En miroir, les habitants du territoire peuvent aussi dessiner leur Ikigai sur le territoire pour définir quelle est leur raison d'être locale. L'idée en filigrane étant de permettre à tout un chacun de trouver sa place et aux territoires de développer un écosystème adapté. Une offre d'accompagnement holistique à la transition de territoire pour les salariés, entrepreneurs et leurs familles, ainsi que pour les agences d'attractivité des territoires est à développer.



© Christelle Thouvenin

À chaque territoire ses atouts !

EQUILIBRE

Dans un territoire vu comme un commun, l'alignement entre écologie personnelle de ses habitants avec l'écologie du territoire rend la transformation écologique de celui-ci plus harmonieuse. Dit autrement, le territoire peut trouver un point d'équilibre entre ménagement et aménagement pour fournir des services sans se compromettre ni porter atteinte à ses habitants.



© Photo de Annie Spratt sur Unsplash

L'équilibre comme principe d'une transformation harmonieuse.

L'équilibre est un principe du territoire heureux qui peut s'appliquer à différentes dyades : comme le ménagement / l'aménagement (ou bien la ville et la nature) ; l'écologie personnelle / l'écologie collective ; l'appartenance et l'identité / l'ouverture ; la mobilité douce / l'accessibilité des services ; le physique / le digital. Des chemins et approches permettent de favoriser ces équilibres.

- La philosophie de l'équilibre territorial vise à ce que chaque citoyen puisse s'épanouir en accédant à l'indispensable : santé, transport, éducation, emploi, habitat, nature, commerce, Internet... sans aggraver le paysage et le territoire.
- Dans un désir d'équilibre entre ménagement et aménagement des territoires, une attention particulière à la végétalisation, à la biodiversité, aux trames vertes et bleues, et à l'approche paysagère en amont des projets d'aménagement, permet de préserver et

développer le vivant dans les territoires.

- L'équilibre entre identité-appartenance et ouverture peut être symbolisé ainsi. D'une part, le territoire cherche légitimement à renforcer son identité. C'est le cas par exemple de communes du Var où ont lieu des fêtes d'accueil pour les nouveaux arrivants. Mais aussi de Dunkerque où le maire lui-même fait faire un tour en bus à ceux qui s'y installent. D'autre part, le territoire favorise la création de tiers-lieux qui sont des espaces d'ouverture sur le reste du monde, y compris hors du territoire. Citons par exemple Les Herbiers en Bretagne qui invite des intervenants extérieurs à venir sensibiliser les habitants aux grands enjeux de l'époque.
- L'équilibre entre le physique et le digital se voit à l'aune des projets de démocratie participative impulsés par la plateforme Decidim qui visent à rassembler les citoyens en ligne pour agréger leurs avis et en physique pour tisser le lien. De même, des villages du Haut-Var ont expérimenté des cabines de téléconsultations en montagne trouvant un équilibre entre le présentiel et le numérique.
- La ville de Grenoble et sa métropole visent à concilier l'accessibilité aux services et aménités et la mobilité douce ou collective avec des maisons de la mobilité pour faire découvrir toutes les mobilités aux habitants. D'ailleurs, suite à la Loi d'Orientation des Mobilités (LOM), donner aux Établissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) les moyens financiers et humains d'assurer pleinement la compétence en matière de mobilité permettrait par exemple la mise en place des lignes de covoiturage.
- Enfin, des grandes approches favorisent ces équilibres. Par exemple, l'Urbanisme Favorable à la Santé (UFS) concilie besoins matériels et préservation des femmes, des hommes, et de l'environnement. Par nature, l'économie circulaire prend en compte les différents équilibres. Également, le Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) participatif de Grenoble-Alpes Métropole cherche à ménager un équilibre en faisant participer un grand nombre de citoyens et de territoires.

L'AUTREMENT

Le local est le laboratoire dont on a besoin. "L'Autrement, est l'Ailleurs", ce sont les territoires qui inventent le monde et les modèles de demain dans un grand mouvement transformant.

"L'Autrement est l'Ailleurs." Les territoires inventent de nouveaux modèles aussi bien écologiques (économie circulaire), qu'économiques ("Made in Region"), digitaux (comme le digital local de leboncoin), ou enfin urbanistiques ou spatiaux (les tiers-lieux). Surtout, les territoires inventent de nouveaux paradigmes, avec l'alliance comme pilier fondateur.

- Les territoires inventent de nouveaux modèles.

Parmi les différents modèles, de nombreux sont écologiques. Par exemple, l'économie circulaire n'a de sens que si elle est matérialisée sur un territoire.

De la même manière, les territoires vont jusqu'à inventer de nouveaux modèles digitaux. Par exemple, le digital trouve son modèle vertueux localement en devenant le "digital du local et du lien", à l'image de leboncoin et de HelloAsso qui favorisent via le numérique les échanges, rencontres, activités culturelles et sociales au plus près de chez soi, par leur plateforme à forte dimension locale. 75% des usagers de leboncoin disent qu'ils n'auraient sinon pas rencontré une telle diversité de personnes près de chez eux. Parfois des rencontres amoureuses se tissent. Comme mentionné ailleurs dans ce résumé, les premiers tiers-lieux ont émergé en région, lançant un mouvement national à l'hybridation des espaces, mutation majeure de la société. Dit autrement, l'émergence de nouveaux modèles au service des habitants passe par la création de lieux. Ceux-ci doivent incarner qu'ils sont la propriété des habitants à l'image de "Local C.A. vous", dont l'ADN est de ne pas être la propriété de leurs créateurs. Enfin, dans le champ économique, les territoires innovent aussi à l'image du modèle "Made in Region". Il est à la fois en émergence et à imaginer. Il récompense la production sourcée et fabriquée intégralement localement, à

l'image du Label 100% Réunion. Son essor est probable vu l'attachement à la localité des citoyens, et ses bénéfices écologiques.

- Les territoires développent à l'extrême le paradigme des alliances.

En effet, un nouveau modèle d'alliances locales est en cours d'élaboration dans les territoires. Des parties prenantes hétérogènes locales s'assemblent et font projet ensemble sur un territoire. Par exemple, le département de La Réunion met en relation un fabricant de confitures locales et de sel de Saint Lau. Ou bien, l'entreprise Ana Bell Group dans le secteur du luxe tisse un partenariat local et amène des machines à coudre à une association de soutien aux femmes non inscrites à Pôle Emploi, créant ainsi une première promotion de couturières qu'elle recrute ensuite.

Une variété d'experts (ORSE, Le Rameau) s'accorde à dire qu'un nouveau type de contrat doit être créé pour favoriser l'émergence des alliances territoriales et nouveaux modèles locaux en définissant les modalités de propriété de la valeur ajoutée qui est créée inter-acteurs. Une proposition de loi existe à ce sujet relative au : *"développement de l'engagement collectif et des alliances innovantes au service de l'intérêt général sur les territoires pour une société durable"*.

Ces nouvelles alliances sont multi-types d'acteurs comme le projet LIBERTÉ qui rassemble cinq entreprises, une collectivité (le territoire du Dauphiné) et l'Etat (la Préfecture du Pin) pour créer un Laboratoire d'Innovation du Bien-Être Territorial (LIBERTÉ).

Pour finir, un nombre croissant de méthodologies émerge pour définir ces nouveaux modèles territoriaux et multi-acteurs. Citons par exemple le guide *Construire ensemble l'engagement territorial des entreprises* du Rameau et de l'ORSE avec le MEDEF pour aider les territoires à tisser des liens avec les différentes parties prenantes. Citons aussi la production d'une méta-méthodologie formalisée par l'ANCT et Bleu Blanc Zèbre pour faire prendre la coopération.



© Photo de Paval Šturgel sur Unsplash

Faire autrement au service de tous

HYBRIDATION

L'hybridation des lieux et des territoires est en marche et délivre de l'épanouissement en mixant les usages, les fonctions, et les groupes humains.

Pour le philosophe français Henri Lefebvre, il ne peut y avoir changement (de vie, de société, de comportement) que s'il y a production d'un espace approprié. Il parle d' "art de l'espace", c'est-à-dire que l'individu ne fait pas seulement vivre un espace, il le produit. L'hybridation des espaces en cours est donc clé. Celle-ci est propulsée par les tiers-lieux, eux-mêmes nés sur les territoires. L'hybridation a été accélérée par le télétravail et la disponibilité accrue de foncier. Elle mêle aussi bien les populations, les usages / fonctions, les acteurs, mais surtout les univers. Ainsi, un lieu peut rassembler plusieurs des univers suivants : nature, éducation, travail, culture, "care", engagement, logement, sport, social, production. Le lieu en lui-même est central pour qu'opère cette hybridation. L'hybridation produit de nombreux bénéfices : inclusion, innovation, liens, projets communs, rapprochement urbain-rural, etc. Enfin, qu'ils soient école, accélérateurs, ou des macro-acteurs, des acteurs favorisant le passage à l'échelle de cette hybridation émergent.

- L'hybridation est propulsée par les tiers-lieux, et accélérée par le foncier libéré par le télétravail.

En 2021, on recensait 2 500 tiers-lieux. Aujourd'hui, il y en a probablement 3 à 4 000, d'après la secrétaire générale de l'association nationale des tiers-lieux.

Afin de casser les stéréotypes, les tiers-lieux ne sont pas que citadins et progressistes : d'après le Président de France Tiers Lieux et de la Fondation Travailler Autrement, Patrick Levy-Waitz, ils sont d'ailleurs d'abord nés en régions. Pour illustration, Fort de la batterie, est le 1er tiers-lieu de montagne.

Par ailleurs, selon le Crédit Agricole Atlantique Vendée, l'hybridation est boostée par l'immobilier vacant. Par exemple, les banques propriétaires d'un parc foncier important sur les territoires rendu en partie disponible suite aux économies d'espace résultant du télétravail, disposent d'espace et de locaux. Un partage de ces ressources est envisageable avec les autres entreprises et acteurs locaux. Les entreprises autres que les banques peuvent également inscrire leurs locaux dans l'économie de la fonctionnalité et le multi-usage. Ce faisant, elles encouragent les échanges entre les acteurs territoriaux.

- L'hybridation à l'œuvre mêle un nombre important d'univers parmi les suivants : nature, éducation, travail, culture, santé et care, engagement, sport, social, artisanat et production.

Pour commencer, les tiers-lieux et l'hybridation des espaces des entreprises représentent une formidable opportunité pour sortir de sa bulle professionnelle et ouvrir ses horizons. Le tiers-lieu "Local C.A. vous" aux Herbiers accueille des collaborateurs de la banque, mais aussi des citoyens. Le Kawaa à Paris ouvre des "triples lieux" qui combinent logements, bureaux, cafés, notamment à Lille. Le centre de santé de Vaulx-en-Velin fait se rencontrer des soignants et des artisans menuisiers, ébénistes, qui apprennent ou produisent. Chez EDF, "Mon job en proximité" permet aux gens de travailler sur des sites qui ne sont pas de leur entité de rattachement, y compris les sites de production d'électricité. La production industrielle accueille donc d'autres fonctions. De son côté, le Crédit Agricole Atlantique Vendée recrute des agences dans son réseau pour tester l'accueil de *coworking* dans ses

antennes commerciales locales. Derrière ces exemples, la fonction sociale est évidente comme le montrent les exemples qui suivent.

“Bureaux du cœur” accueille des “invités” en situation de grande précarité pour dormir la nuit et le week-end dans les bureaux. Autres espaces de travail surprenants, Arbitryum, une start-up sociale spécialisée dans la mesure et l'évaluation dans le domaine du vieillissement, a développé le concept novateur de “Cowork'in EHPAD” et s'est installée dans la résidence Beaugregard à proximité de Paris. De même, la maison de retraite “Les Jardins d'Haïti”, située à Marseille, offre des places de coworking “en échange d'un sourire et de quelques minutes d'échange avec les résidents”.

L'intergénérationnel est une belle promesse, à l'image de la commune de Landrecies, dans le Nord, où la cantine de l'école accueille des seniors. Nohée loge des seniors en encourageant l'intergénérationnel par l'accueil d'étudiants - qui en échange de logements à prix réduits font la lecture ou aident les seniors dans leur quotidien -, de courts séjours pour des familles ou des professionnels.

Dans le champ de la santé ou du *care*, la responsable du programme tiers-lieux de l'Isère mentionne que l'un d'entre eux accueille des places de coworking et des cabines pour des téléconsultations. La Traverse à Bergerac rassemble des médecins qui prescrivent “des liens sociaux plutôt que des médicaments”.

Côté éducation, la Région Ile-de-France travaille à la transformation des écoles en tiers-lieux pour des agents de la fonction publique ; et la Ville de Paris, à travers son projet Oasis, végétalise des cours d'école et projette de les ouvrir le week-end aux habitants.

Dans l'univers de la culture, on observe des EHPAD qui se transforment en musée comme celui du Jardin des Sources, à Désertines, dans l'Allier. The Ku.be à Copenhague rassemble des installations pour appréhender l'espace de manière artistique, l'escalader, et ce faisant socialiser mais aussi mettre le pied à l'étrier dans le prendre soin.

Dernière variation inspirante, la socialisation encourage à diversifier les fonctions du lieu : l'espace des Grands Voisins mixe les habitants du quartier, des jeunes pour faire la fête et des réfugiés en réinsertion. Dans un désir d'innovation, et afin de créer un flux de fréquentation et de la vie, la Chaumière dans la Somme à Allery, mixe différents usages : bar,

magasin de jouets, presse, places de camping, soirées à thème, épicerie, et un restaurant dans un bus retapé.

● L'hybridation se produit dans des lieux mais aussi entre territoires, voire entre populations. Elle produit alors de multiples bénéfices.

Un renforcement des liens urbain-rural et une valorisation réciproque sont très prometteurs pour des bénéfices mutuels (souveraineté alimentaires, écologie, habitat, mobilité, etc.).

Par ailleurs, l'hybridation produit de l'inclusion quand elle se fait autour de la nature sur le territoire ; elle casse les barrières et produit des miracles à l'image de l'association “Jardin'âge” dans la Loire-Atlantique qui voit jardiner ensemble sans-abris, seniors, et écoliers, dans des jardins mis à disposition par les personnes âgées.

“Les territoires cassent les frontières”, ainsi, l'entreprise parisienne “H'up” met en place un parrainage pour que des personnes en situation de handicap créent des entreprises, gommant les différences entre valides et non valides, entre entrepreneurs et non entrepreneurs. Le restaurant “Dans Le Noir” offre la possibilité à des voyants de vivre une expérience gastronomique dans l'obscurité totale, servis et guidés par des non-voyants.

Dans le village de Rouez-en-Champagne, dans la Sarthe, la mairie a contribué à hybrider le gymnase, en faisant en sorte que l'animateur en situation de handicap fasse vivre le lieu, et lui permette de redevenir un lieu intergénérationnel, d'activité physique, de socialisation, de fête.



© Christelle Thouvenin
Ville ou campagne ? Quand des moutons tondent la pelouse de Breteuil aux Invalides à Paris

● Comment faire en sorte de passer à l'échelle dans le cadre de projet d'hybridation ? Sans doute faut-il s'appuyer sur des acteurs et des clés de succès comme la participation

des entreprises et la mise en place d'une animation.

Ainsi, il existe des acteurs agissant pour l'essaimage des tiers-lieux, s'appuyant notamment sur la volonté de former un réseau de tiers-lieux, en fédérant différents territoires. La Banque des Territoires évoque ainsi le Laboratoire d'Intelligence Collective et Artificielle (LICA) qui ouvre son "Tiers-Lab des transitions" pour jouer un rôle fédérateur d'écosystème. Il est conçu pour être reproduit sur d'autres territoires, afin de créer la plus large communauté possible de "transitionneurs" à l'échelle locale, européenne, internationale. Dans le même état d'esprit, la "Startup des territoires" agit sur 15 territoires pour créer une communauté (et souvent un lieu) qui transforme le territoire. Le "Campus des tiers-lieux" forme et accompagne ceux qui veulent créer leur tiers-lieu.

Pour ALTAREA, le mix des usages passe par une animation. Ils expérimentent des chambres d'hôtes dans les immeubles à disposition des résidents qui veulent recevoir des invités. Ce faisant, ils observent que les chambres d'hôtes sont utilisées pourvu qu'il y ait une association gestionnaire ou partenaire de ces chambres.

Enfin, afin que le passage à l'échelle se fasse, les entreprises doivent être embarquées dans le processus d'hybridation. En effet, 93% des entreprises affirment nouer des partenariats sur leur territoire "pour favoriser leur ancrage local" d'après l'étude Impact Entreprises & Territoires de 2021.

ENGAGEMENT

L'engagement est un levier aux bénéfices partagés de transformation et d'épanouissement sur les territoires.

Le don ou l'engagement est par essence accru par le caractère local. Il est à la fois au bénéfice de l'aidé, mais aussi de l'aidant et plus largement du territoire. D'ailleurs, la frontière aidant-aidé est en train de se fracturer. Des dispositifs inspirés de cette idée sont à développer comme une agence de l'engagement des seniors. L'engagement des citoyens est à la racine de la politique de

certains territoires, comme à Dunkerque, ou à l'image du projet 50-50 où pouvoirs publics et citoyens portent une égale responsabilité. Cette approche donne lieu à des projets ambitieux, comme Londres qui a ainsi évité l'effondrement du tissu associatif en s'appuyant sur une assemblée citoyenne de quartier. Des solutions existent pour développer l'engagement, qu'elles soient politiques (soutien au mécénat de compétences) ou méthodologiques.

- Le don ou l'engagement est par essence local et participe à la création de lien.

Les résultats d'une étude du *Global Happiness Council : Global Happiness and Well-being Policy Report 2019* (Peasgood, Foster & Dolan, 2019) indiquent que les participants qui ont été amenés à croire qu'un appel au don s'adressait à des bénéficiaires proches géographiquement ont fait des dons plus fréquents et d'un montant plus élevé.

D'ailleurs, parce qu'il y a peu de télé-bénévolat, l'engagement est par nature un ingrédient territorial et local de l'épanouissement. Tirant parti de ce caractère local, des communes généralisent les "Give Box", ou boîtes à dons de livres, objets, et même de nourriture. Le Roret, commune de PACA, les a vues se transformer en des espaces de rencontres, d'échanges, de troc et de solidarité.

Finalement, l'engagement présente une double vertu locale : par la circularité du lien social, l'engagement fait du bien aux bénévoles et génère de la cohésion territoriale via les bénéfices pour les usagers.

- La frontière entre prodigateur et bénéficiaire de l'engagement s'estompe.

Ainsi, des associations qui mobilisent les jeunes pour redynamiser la ruralité comme "Rivages" sont une initiative au bénéfice de tous, des territoires ET des jeunes.

L'engagement des seniors est au bénéfice des seniors eux-mêmes autant que de leur territoire, puisque 15 heures d'engagement hebdomadaire augmentent significativement leur satisfaction de vie. C'est une clé des territoires heureux. Des dispositifs existent et d'autres sont à imaginer, comme une agence (nationale ou locale) de l'engagement des seniors.

"La Bagagerie", "Les Cinq Toits", et "Le Carillon" ont pour point commun de briser la ligne de démarcation entre aidants et aidés.

Des sans-abris peuvent être des aidants d'autres. De même, des réfugiés deviennent bénévoles sur leur territoire, comme avec l'entreprise A Bell, qui bénéficie de leur aide pour la confection d'objets artisanaux en échange d'une formation.

Les artistes présents sur les lieux d'engagement participent au sentiment d'inclusion et d'appartenance, encouragent la formation de la communauté et renforcent l'engagement vis-à-vis des plus vulnérables.

La disparition de la frontière aidant-aidé est générale. Ainsi, "Nous aussi" met en œuvre un dispositif de service civique par des personnes en situation de handicap. Par analogie, un Service Civique PAR les seniors serait vertueux.

- Des leviers politiques et des dispositifs permettent d'encourager l'engagement.

Le Conseil Économique Social et Environnemental (CESE), recommande de mener une campagne de sensibilisation sur le mécénat de compétences, de transformer la déduction d'impôt en crédit d'impôt pour les bénévoles qui engagent des frais dans le cadre de leur bénévolat, mais aussi de faciliter la création, l'utilisation et la diffusion des Open Badges - images numériques représentant une validation des compétences, réalisations ou engagements - pour valoriser les compétences développées par les bénévoles. Ces badges sont expérimentés par la Maison Des Associations (MDA) de Tourcoing.

Il existe également de grands outils méconnus des collectivités locales pour soutenir le développement de la vie associative et de l'engagement, comme Pôle Territorial de Coopération Associatif (PTCA). De son côté, Bleu Blanc Zèbre propose un label d'impact aux associations - afin de valoriser leur travail - les accompagne dans la recherche de soutiens financiers pour leurs projets, et apporte un soutien de pilotage de projet si nécessaire.

LIEN

Tout programme politique ou citoyen local peut magnifier son impact en commençant par le lien en socle fondamental.

Le lien humain est le premier pilier de l'épanouissement humain, en particulier

localement, et de la transformation du territoire. De manière universelle, le partage d'un repas est un ingrédient efficace du lien, comme l'illustre la République des Hyper Voisins, la table commune du tiers-lieu sociétal Kawaa, ou les jardins potagers urbains. En second lieu, l'histoire, le terroir, le folklore rassemblent localement, ce que démontrent les fêtes locales multiples, comme celle du galoubet ou flûte de tambourin dans Le Var. Plus largement, tout peut être prétexte au lien, même la vulnérabilité, ou l'entraide numérique selon Emmaüs Connect, ou encore les files lentes des supermarchés Auchan. La création de lien passe par des espaces réinventés à différentes échelles grâce à des "technologies" connues : design du bâti, émergence de tiers-lieux, et urbanisme de la "ville des 5 minutes". Pour finir, parmi les lieux, les commerces essentiels sont centraux, et un chemin clair est la refondation des cafés (les 1000), boulangers, coiffeurs (avec des études payées par les communes), écoles de conduite (avec leurs box seniors), agences (en hybridation), etc.



© La Boîte à Café à Lyon

La boîte à café à Lyon

- Un nombre important d'acteurs consacre la primauté du lien dans toute démarche de territoire.

Pour Nicolas Leberre, membre fondateur du Collectif Créatif des Territoires, le lien est un préambule à la transformation des territoires. De son côté, l'association Bleu Blanc Zèbre commence par tisser les liens entre les acteurs territoriaux (en construisant un écosystème) avant tout design de projet de transformation.

- Le repas est un acte fondateur du lien et amorce la relation, y compris dans les liens de proximité

Par exemple, la République des Hyper Voisins commence par tisser des liens entre les habitants d'un quartier, avant de voir émerger des projets citoyens comme une maison de santé co-construite. Leur vision consiste à *“passer de voisins qui disent bonjour 5 fois par jour à Hyper Voisins qui le disent 50 fois”*. Le rassemblement La Table d'Aude consiste en 3 000 habitants qui mangent ensemble sur 3 rues. Son fondateur Patrick Bernard indique qu'aujourd'hui, l'ambition est de créer 150 villages dans Paris en 15 ans, réunissant 750 000 habitants, équivalant à un tiers de la population parisienne. *“Si le tiers est piloté par une stratégie de micro-quartier, on change le visage de Paris tout entier.”*

Le tiers-lieu sociétal Kawaa a instauré une table commune où s'installe qui veut. C'est un moyen central de rencontre. Elle accueille le temps d'un repas une diversité d'âge, de nationalité et d'origines sociales.

La Fête des Voisins rassemble des voisins pour un repas partagé. En 2018, cet événement devient le premier rendez-vous citoyen en France et dans le monde : 9 millions de Français, 1 250 mairies et bailleurs.

Enfin, les jardins potagers urbains rassemblent autour de la terre qui nourrit, donc symboliquement du repas. *“C'est marrant parce que ça nous rapproche entre voisins. Les gens me disent ‘mais que faites-vous’ ? Là, je leur explique et on parle ensemble.”* déclare Libellule, une jardinière urbaine.

- La culture du territoire, y compris son folklore où le terroir sont des terreaux pour le lien social. Par exemple, dans Le Var, parmi les nombreuses fêtes locales qui émaillent l'année, dans le haut du département, a lieu la fête du galoubet, qui célèbre cette flûte de tambourin.

- De manière inattendue la vulnérabilité s'avère être source de lien.

En effet, les publics fragilisés peuvent s'entraider pour des bénéfices mutuels, en commençant par le lien, formant des paires insolites comme les migrants et les seniors.

Localement, tout peut être prétexte au lien, même la précarité. Emmaüs Connect voit la

France en deux groupes, 40% sont en situation d'inconfort électronique alors que les 60% sont à l'aise, et propose de créer à l'échelle du pays et sur les territoires des binômes numériques, faisant ainsi du digital un prétexte au lien.

Dans le même état d'esprit, dans le 18^e à Paris, La Maison de la Conversation est un territoire d'expérimentation et un lieu d'innovation sociale dédié à l'art de la conversation inclusive entre personnes qui ne se rencontreraient pas autrement.

- Les commerces sont un vecteur structurant de la socialisation, en particulier en milieu rural ou dans les petites urbanités.

Plus précisément, des commerces clés peuvent être les îlots de (re)socialisation sur lesquels s'appuyer : coiffeurs, écoles de conduite, agences (bancaires, d'assurances, mutuelles), boulangers, cafés.

À travers son projet des 1000 cafés, le Groupe SOS postule que le café est l'unité fondamentale autour de laquelle rebâtir les projets en ruralité ou petites villes. À ce jour, 200 cafés sont accompagnés, plus de 1 300 communes candidates avancent dans leur projet, et 3 300 candidatures de particuliers sont envoyées pour gérer un futur café.

A Rouez-en-Champagne, dans la Sarthe, la mairie finance les études des coiffeurs afin de les encourager à s'installer. Inspiration de salons transformés, Rafet n'Diort à Paris est un coiffeur pour les citoyens qui peuvent venir *“poser leurs problèmes, trouver des solutions, chercher un travail, juste prendre du bon temps”*.

Des accompagnements existent pour réinventer ces commerces. Proxity d'EDF soutient les commerces locaux via un système de carte pour la commune qui favorise la consommation de proximité. Par ailleurs, la *“Place des services”* de la Poste est une offre physique et digitale d'hyper-proximité vendue aux collectivités et aux acteurs clés des territoires pour créer du lien, animer des écosystèmes, dynamiser les commerces locaux et simplifier le quotidien de tous, avec au choix prêt d'objet, conciergerie, café, etc. Par ailleurs, la plateforme d'Auxilia *“Mon centre-ville a un incroyable commerce”* est un programme porté par Auxilia en partenariat avec leboncoin, au bénéfice des villes du programme Action

Cœur de Ville. Un dispositif équivalent existe également au bénéfice des villes Petites villes de demain.

Dans les villes retenues, est déployées une méthode participative inspirante pour faire émerger des commerces qui enrichissent le vivre-ensemble. Par le biais d'un marathon créatif de 36h, ceux qui ont envie d'entreprendre et les acteurs publics et privés du territoire, se rencontrent.

PROJET

Des mécanismes participatifs d'élaboration du projet de territoire pavent le chemin de l'épanouissement.

Qui dit Territoire veut dire Projet de territoire. Celui-ci peut résulter d'une co-construction avec les acteurs qu'ils soient agents, habitants, élus, entreprises, Etat, université. Bien mené, un projet de territoire peut fédérer l'ensemble des sous-territoires, et les habitants qui les composent. Enfin, parfois, un projet peut se piloter via un indicateur comme au Havre ou à Grenoble. In fine, un projet de territoire embarque sur une route commune orientée vers un cap commun à l'image de Grenoble Capitale Verte Européenne. La démarche est puissante et peut réinventer voire ressusciter le territoire comme à Cordéac et Saint-Sébastien en Isère.

- La co-construction d'un projet territorial associe une large palette d'acteurs.

Quand la démocratie rencontre le territoire, des mécanismes vertueux de Projets de territoires émergent à l'image de Béthune-Bruay, la 3e communauté d'agglomération de France : 2 ans de concertations, qui interrogent les "super-habitants" et leur "super-pouvoir" pour inventer le territoire de demain, permet d'adopter à l'unanimité de 100 communes le projet de territoire, autour de 4 axes, 80 enjeux, 600 actions.

De même, la Région Occitanie a organisé "La Région est à vous", un grand processus de concertation entre les agents et les administrés pour aligner les projets de territoire, d'administration, et de vie. Une centaine d'agents, une soixantaine d'élus, une trentaine de jeunes en service civique - les "Ambassadeurs de la

Citoyenneté" - les maisons de la Région se sont mobilisés, des plages côtières catalanes au plateau de l'Aubrac pour recueillir la parole de 3 000 habitants.

- Le projet de territoire porte la capacité de fédérer.

Pour Timothée Duverger, chargé de mission à l'Économie Sociale et Solidaire et au Développement Durable à Science Po Bordeaux, les projets de développement territoriaux décidés par l'Etat ou les grandes collectivités territoriales se heurtent souvent au principe de réalité sur place, à la non prise en compte de spécificités et aux effets rebond non anticipés. Pourtant, bien menés, les projets de territoire peuvent embarquer. Ainsi, dans les Alpilles, aux Escartons de Briançon, le maire rassemble les habitants pour co-construire leur "Charte du vivre ensemble" qui a une valeur quasi-supérieure à la loi, visant ainsi tout à la fois la cohésion, un projet commun et un lien humain accru entre les habitants.

Ce qui amène Timothée Duverger à conclure : *"le sentiment d'appartenance est bien une conséquence et non une condition préalable (ce qui évite la dérive communautaire). Le sujet c'est le projet."*



© Christelle Thouvenin

Le projet de territoire porte la capacité de fédérer

- Ces projets de territoire se pilotent parfois via des indicateurs.

Au Havre, le projet de territoire se matérialise par un "indicateur de territoire positif" qui résulte de concertations inter-services, et d'écoutes de citoyens. L'altruisme et la prise en compte des générations futures en est le cœur vibrant.

Similairement, Grenoble-Alpes Métropole a élaboré un indicateur aligné avec le projet de territoire pour piloter les politiques publiques, l'Indicateur de Bien-Être Soutenable et Territorialisé (IBEST).

● Un projet de territoire porte le pouvoir de résurrection de celui-ci. Ainsi, Cordéac et Saint-Sébastien en Isère (38) ont connu durant plusieurs années un contexte de désertification (plus de service à part la mairie). Face à la menace de disparition de leurs villages, les habitants votent en 2017 à l'unanimité pour former la commune nouvelle de Châtel-en-Trièves. Les ateliers participatifs de 150 habitants (sur 250 au total) font ré-émerger un projet de territoire : école, mairie, café-épicerie associatif, jardins partagés, restaurant.

REGENERATION

Territoires et individus se nourrissent les uns les autres dans un écosystème vivant.

Territoires et individus se nourrissent les uns les autres dans un écosystème vivant. Vu ainsi, les habitants et les acteurs doivent aller au-delà de puiser et consommer les ressources du territoire, et ont le devoir de le régénérer à la fois au niveau social, économique et environnemental. Leur sensibilisation doit être renforcée par la mise à disposition de modèles individuels (comme l'alignement entre écologie intérieure et l'écologie sociale) et collectifs (comme l'économie circulaire ou l'écologie industrielle et territoriale). Des projets incarnent l'ambition de régénération, comme la Maison de la Conversation ou les Marches exploratoires qui nourrissent l'attachement habitants-territoires. La régénération favorise l'épanouissement par la revitalisation de l'écosystème territoire-citoyen.

● La régénération du territoire en tant qu'écosystème est un échange équitable entre les éléments de cet ensemble qui permet de maintenir un équilibre optimal au service de tous. De la même manière que l'on parle d'agriculture régénératrice, les habitants et les organisations du territoire ont le pouvoir (et même le devoir) de le régénérer, de le fertiliser, de l'habiter pleinement plutôt que d'être client ou consommateur d'un lieu plus ou moins *all-inclusive*. C'est ainsi que les territoires pourront

accroître leurs symbioses, leur résilience, leur identité... Des initiatives l'illustrent : 1083, Thévenon, Marches Exploratoires, Maison de la Conversation, Terravox, etc.

● La régénération suppose tout d'abord de cultiver le lien social, la conversation pour un ancrage territorial fructueux mais aussi, selon Xavier de Mazenod - fondateur du media Zevillage.net et créateur du premier tiers-lieu en ruralité - il s'agit de responsabiliser les (néo) habitants quant au devoir qu'ils ont vis-à-vis de leur territoire et par rapport à leur propre quête. Pour Pascale Rossler, coach praticienne certifiée en sciences de l'environnement et ancienne responsable politique déléguée à la biodiversité spécialisée dans les transitions écologiques, la Loi d'Abondance doit alors être envisagée sous une certaine frugalité et des stratégies de collaborations, de synergies et de mutualisations sont à mettre en place. Le pouvoir du territoire est ainsi le pouvoir de la proximité : l'agilité et l'intelligence collective permettent la résilience.

● Nous sommes en train de basculer dans un nouveau paradigme qui nécessite de la frugalité, de l'intellectualité, de l'organicité, de la spiritualité et de la virtuosité selon Marc Halévy, physicien et philosophe. Dans ce contexte de nouveaux modèles économiques transformants permettent de délivrer une valeur ajoutée plurielle au territoire, tout en cochant les critères des principaux indices du bonheur. Citons l'économie circulaire et ces 7 piliers qui sont autant de moyens de régénérer socialement, environnementalement et économiquement les territoires. Citons plus particulièrement les démarches d'Écologie Industrielle et Territoriale qui permettent de créer des stratégies de synergies et de mutualisation économes, intelligentes et créatrices de valeur. Citons enfin les modèles régénératifs qui placent l'entreprise au cœur du vivant et visent à nourrir et protéger leur écosystème. Dans ce mouvement transformant, le territoire constitue un élément fort de la marque employeur des entreprises et de leur implication locale qui nourrit à la fois l'identité de marque, les valeurs, le dynamisme économique et le lien social.

8 grandes verticales pour des territoires et modes de vie heureux

L'ÉDUCATION ou l'apprenance territoriale

L'apprenance territoriale est un chemin prometteur. Elle dessine une apprenance qui est distribuée sur le territoire entre différents acteurs, qui comprennent les entreprises, les tiers-lieux, et le reste de la société civile. À chaque territoire de trouver son ADN d'apprenance qui tire parti de l'histoire, de la culture, du tissu local. La Nature et l'écologie jouent un rôle particulier structurant, comme un ADN commun possible entre tous les territoires apprenants. Parmi les bénéfices de l'apprenance territoriale, on compte la coresponsabilité éducative, le renforcement de l'identité territoriale et de l'épanouissement. Ce dernier peut être mesuré grâce à un indice territorial du bonheur "à l'école".

- L'apprenance territoriale est un écosystème d'apprentissage distribué sur le territoire. L'apprenance s'incarne à de multiples échelles territoriales : des "établissements apprenants", des "réseaux apprenants", des "académies apprenantes", des entreprises apprenantes ou encore des "villes apprenantes". Pour le géographe Luc Gwiazdzinski, dans le concept d'apprenance, il y a une "responsabilité éducative" distribuée dans le territoire, et inter-acteurs.

Le concept d'apprenance territoriale met à contribution tous les acteurs y compris le monde économique. Ainsi, les entreprises commencent à développer leurs propres centres de formation. Ces "nouveaux campus" rassemblent par exemple dans le Finistère les chambres des métiers et de l'artisanat, les chambres d'agriculture, les CCI, des entreprises et bâtissent des formations ad hoc selon leur besoin pour deux ans, sans lourdeur administrative.

Les associations sont également mobilisées : un territoire apprenant tire parti de ses richesses associatives pour casser l'auto-censure et rendre l'apprentissage inclusif : les Cordées de la

réussite accompagnent les élèves en Quartier Prioritaire de la Ville (QPV) de la 4e jusqu'à l'enseignement supérieur afin d'ouvrir les imaginaires et de susciter l'ambition scolaire via du tutorat, des sorties culturelles, la découverte de lieux et de secteurs professionnels...

Dans un état d'esprit d'écosystème, 200 cités éducatives en projet regroupent de nombreux dispositifs qui sont alors intégrés, tels que l'école de la deuxième chance, l'espace dynamique d'insertion, les centres d'affaires dans les quartiers, le programme de réussite éducative intercommunal, le dispositif expérimental au niveau de la réussite éducative des 16-18 ans. Un exemple marquant est la cité éducative du Plateau de Corbeil-Plein Ciel en Seine-et-Marne qui couvre un territoire de 8 000 habitants et compte 23 établissements scolaires à cheval sur Melun et Le Mée-sur-Seine.

Un dispositif public est inspirant : les "espaces services jeunesse" ouvrent l'école sur le monde et le territoire. Cet espace innovant permet d'optimiser une prise en charge pédagogique épanouissante grâce à la collaboration entre les acteurs de l'éducation sur les territoires.

Enfin, parmi les dispositifs à disposition, on notera aussi les Projets Éducatifs Locaux (PEL). Ils font disparaître la distinction entre aidant et bénéficiaire : les jeunes de ces programmes grandissent en se mettant au service de leur territoire. Des enfants des écoles Sainte-Thérèse, Jean Monnet et Yves Le Manchec ont joué un soir de la musique bretonne à Quimper au bénéfice collectif. D'autres programmes de soutien des pouvoirs publics existent, tels les Projets Éducatifs Globaux (PEG), ou Projets Éducatifs De Territoires (PEdT).

- Chaque territoire peut se mettre en quête de son ADN fondateur pour devenir territoire apprenant.

A chaque territoire de trouver son ADN d'apprenance : Toulon est en chemin pour créer un musée-école de la plongée inspiré par un habitant devenu champion international d'apnée. Grenoble Ecole Management lance une Chaire de la transition écologique,

et une autre de Mindfulness, bien-être au travail et paix économique. La Bretagne veut développer des formations en chaudronnerie pour fabriquer des éléments d'éoliennes, en faire une aventure collective, augmenter leur acceptabilité, et tirer parti du littoral pour la transition écologique.

Les entreprises engagées sur les territoires sont motrices pour structurer les filières éducatives. Le Crédit Agricole Atlantique Vendée rassemble et favorise l'émergence d'un collectif transverse à trois écoles sur des compétences d'avenir : le design thinking, l'évaluation d'impact et l'IA.

Les spécialités culinaires du territoire sont une piste crédible pour de nombreuses collectivités en route pour l'apprenance. C'est ainsi que la Normandie, berceau de nombreux produits laitiers, propose des formations d'apprentis fromagers. Par exemple, le lycée agricole de Saint-Lô-Thère, situé dans la Manche, accueille une formation de fromager en cinq ans. Le Grand-Est, région aux multiples spécialités culinaires, a quant à elle investi 35,7 millions d'euros pour la création d'un "pôle d'excellence hôtelier". Elle accueille par exemple le lycée hôtelier de Strasbourg qui forme depuis 100 ans de grands chefs cuisiniers, pâtisseries, directeurs d'établissements réputés dans le monde.

Enfin, initiative inspirante, Savoir-faire et découverte est un organisme de formation ciblé sur les métiers locaux, manuels et écologiques.

Parmi les différents thèmes de l'apprenance, la nature et l'écologie occupent une place particulière. Vu ainsi, un enjeu est de placer la nature au cœur de l'éducation et de faire prendre conscience de l'importance de sa préservation. Par exemple, la ville de Poitiers déploie un Projet Éducatif Global (PEG) sur son territoire autour de ce thème durant la période 2022-2027.

- Les lieux d'apprenance sont des maillons clés pour développer le concept.

Ainsi, parce que le taux d'abandon pour les étudiants de première année qui habitent loin de leur formation est nettement plus élevé que la moyenne, la proximité des lieux d'apprentissage est un enjeu fort.

Autour de cette question, les tiers-lieux peuvent jouer un rôle important et être structurés de manière systémique comme des relais

d'éducation-formation. Ainsi la Région Ile-de-France lançait un appel d'offre dans le cadre d'un Plan d'Investissement d'Avenir avec pour objectif de transformer l'ensemble des tiers-lieux du territoire en lieux de formation.

Dans la même thématique, les "Campus connectés" permettent d'accéder à une éducation à distance, comme celui de Tarare, dans le Rhône, une commune semi-rurale d'à peine 11 000 habitants parmi les plus pauvres de France. Hébergé dans un tiers-lieu, un écosystème apprenant se crée alors avec les startups qui y résident. Au total, ce sont 89 campus connectés qui pourront accueillir jusqu'à 5 000 étudiants par an d'ici 2025 au niveau national.

Des tiers-lieux peuvent donc jouer le rôle d'espace d'éducation continue et ancrer l'apprentissage sur le territoire : le tiers-lieu des Herbiers du Crédit Agricole Atlantique Vendée est un lieu chapeau qui accueille des conférences de sensibilisation sur les grands enjeux de société pour transmettre des savoirs sur des thèmes clés comme la prévention-santé, l'IA, ou l'alimentation.

Une idée en vogue est alors de s'appuyer sur des tiers-lieux pour créer des Regroupements Pédagogiques Intercommunaux (RPI) dispersés ou des Écoles Rurales en Réseau (ERR) afin de favoriser l'équilibre de la vitalité des villages en zone rurale, ce qui maintient des équipements éducatifs et de la vie dans chacune des communes impliquées. Par exemple, dans le département du Tarn, en Occitanie, des ERR ont été créés dans les zones rurales ayant des classes et enseignants très isolés. L'un d'entre eux s'est fait autour d'un tiers-lieu à Fraysse, au sein du programme "Fab Lab à l'école" et permet, d'enseigner, de développer des objets créatifs et d'utiliser des machines.

Pour finir, autres lieux inspirants : les internats d'excellence s'adressent aux élèves motivés qui souhaitent changer de cadre de vie pour réussir leurs études, construire leur projet professionnel, développer leur sens de la vie en communauté et des responsabilités.

- Les bénéfices de l'apprenance territoriale sont nombreux.

Tout d'abord l'exemple de l'académie de l'entrepreneuriat de Béthune-Bruay est inspirant. Il constitue une brique de l'apprenance, et a une double vocation : renforcer la cohésion

territoriale et favoriser l'ancrage territorial de l'emploi.

Ensuite, l'apprentissage (local) est le moyen de se connecter aux autres. Selon Denis Cristol, auteur de l'ouvrage intitulé *Les territoires apprenants : usages et imaginaires pour apprendre ensemble* (2021), les individus apprennent au sein des territoires afin de vivre ensemble et de faire communauté. L'apprentissage ne serait de fait plus simplement tourné vers soi, mais également vers sa communauté.

Également, *“si les territoires apprenants ont un sens, c'est de réintroduire l'homme dans la nature et la nature dans l'homme”* selon Denis Cristol : l'apprenance territoriale renforce donc bien l'ancrage territorial et l'appartenance.

Enfin, la diversification des lieux d'éducation permet de développer la citoyenneté. La Living School du 19^e arrondissement de Paris fait vivre à des élèves l'expérience de contribuer à offrir plusieurs nuits d'hôtel à un SDF du quartier. La joie et le plaisir sont considérés comme les moteurs les plus puissants des apprentissages : leur raison d'être est de permettre l'émergence de citoyens épanouis, responsables, et contributeurs d'une réelle évolution de l'humanité.

- L'émergence d'indices d'épanouissement dans l'éducation offre une voie prometteuse.

En 2015, une Cellule Académique Recherche et Développement, Innovation et Expérimentation (CARDIE) du Rhône, une entité déconcentrée de l'Education Nationale, a sollicité La Fabrique Spinoza pour concevoir une démarche autour du bien-être à l'école dans une cité scolaire de Givors à côté de Lyon. Via un baromètre de 90 questions, 1 200 élèves ont répondu dans le but de créer un dialogue apaisé entre parents, élèves et enseignants et favoriser la constitution d'une communauté éducative épanouie sur le territoire.

En lien avec cette inspiration, dans la ville de Saint-Denis de La Réunion, le dispositif “L'école du bonheur” est en expérimentation dans 20 établissements scolaires pour développer les capacités des enfants sur leur temps périscolaire ou pendant les vacances, *“un sur-mesure ensemble autour des ateliers, de la culture, des langues, tout cela au service du bonheur des enfants”*.

LA NATURE
ou son évocation, à la bonne place,
partout où que l'on soit

La Nature est vectrice d'épanouissement de multiples manières sur le territoire, mais aussi de santé globale (physique, émotionnelle, etc.), et d'autres bénéfiques immatériels (social, cohésion, démocratie, etc.). Elle nourrit ainsi un fort sentiment d'appartenance, à l'image de l'émergence du grand chêne de Venon comme arbre remarquable. Enfin, elle contribue à réinventer la ville en profondeur, en s'appuyant sur des modèles ou des outils établis (approche biophilique, paysagère, paysagère urbaine durable, plans d'aide à la renaturation). Penser sa place dessine un équilibre urbanistique qui peut concilier verticalité et naturation, comme la construction-bois par exemple.

- Les bénéfiques de la nature sur le territoire sont nombreux.

La biophilie, la science des bienfaits de la nature sur l'être humain répertorie l'ensemble de ces bénéfiques, en termes de santé physique, mentale, cognitive, émotionnelle et sociale. Par exemple, en ville, avoir 10 arbres dans son pâte de maison reculerait la survenue d'accidents de santé de sept ans environ. L'application académique Mappiness a permis de recueillir plus d'un million de réponses de citoyens et établit la corrélation entre la présence de nature et les émotions positives. Parmi les bienfaits de la nature, on compte donc les conséquences sociales : la végétalisation des espaces incite aux rassemblements et renforce donc les liens de proximité. C'est notamment une invitation à imaginer des tiers-lieux à ciel ouvert et ainsi profiter des stimuli sensoriels pour libérer l'intelligence collective.

Un double mouvement de rapprochement homme-nature est à l'œuvre : à la fois végétaliser la ville, et créer des “sentiers de nature” qui préservent et permettent de profiter des sites de nature protégés. Ainsi, dans les Landes, en donnant accès à 2% des espaces protégés, on arrive à la fois à faire profiter de la nature aux habitants pour leur santé globale et leur bien-être tout en protégeant le vivant. Les Landes, c'est 3 500km de voie de randonnées. Le taux d'artificialisation est de 6,5% dans les

Landes; 11,6% en Gironde et 7,4% en Pyrénées Atlantiques.

L'accès au vivant est à la fois un bienfait en tant que tel mais aussi un prétexte à la participation démocratique. Ainsi, les habitants de Grenoble-Alpes Métropole se réunissent en masse sur la plateforme de démocratie numérique de la ville pour exprimer quels espaces naturels doivent être préservés. Y émerge par exemple une volonté de préserver un grand chêne à Venon qui se fait labelliser "arbre remarquable" et devient un symbole territorial auparavant inconnu.

- Un bienfait particulier de la nature sur le territoire est le renforcement de l'ancrage et de l'appartenance

La nature peut en effet être vectrice d'un sentiment d'appartenance et de fierté de son territoire, à l'image du programme 1 millions d'arbres de La Réunion et des espèces indigènes et endémiques.

Pour aller plus loin, développer une relation au paysage est clé, en particulier lorsqu'un citoyen entre en résonance avec celui-ci. Il est possible de "faire participer" les habitants à celui-ci et créer ainsi une "relation communautaire" à celui-ci. Le paysage devient alors une "expérience de cohésion sociale", et renforce l'attachement au territoire.

La nature peut aussi être réintroduite de manière spectaculaire, ou bien en la faisant réapparaître physiquement, ou bien juste ré-émerger à la conscience. Dans cette veine, un travail est en cours à Grenoble et à Genève pour "débuser" une rivière. Sans oublier la réappropriation du chêne de Venon mentionnée plus haut. Dans les deux cas, la nature contribue à retrouver le lien au territoire. De même à

Grenoble toujours, les habitants revenus dans la ville après l'avoir quittée mentionnent les montagnes comme un ancrage visuel leur permettant de se retrouver à nouveau chez eux. Enfin l'ancrage sur le territoire se cultive en prenant le temps, et la nature permet cela. ALTAREA mentionne le concept innovant de la ville des 5 minutes, une ville où l'on trouve un espace de socialisation, de pause, ou de nature en 5 minutes. Elle est le pendant émotionnel de la ville du ¼ d'heure. 15 minutes pour trouver un service est utile, et 5 minutes pour trouver joie ou sérénité est au moins aussi important. La nature est un ingrédient fondamental de cette ville qui fait une pause et appartient aux citoyens.

- La Nature nourrit une transformation profonde et positive du territoire au bénéfice de ses habitants. Des approches formalisées le permettent.

Comme évoqué précédemment, le principe biophilique nourrit différentes approches de transformation multi-impact des territoires : il consiste à chercher, à faire bénéficier au maximum les habitants des bienfaits de la nature et de la biodiversité pour la santé et l'épanouissement. Il est structurant et invite à repenser l'intégralité de la ville (habitat, transports, écoles, travail, etc.) ou du territoire comme permettant de se reconnecter au vivant. De manière comparable, l'approche paysagère prête une attention marquée à la qualité des espaces auxquels un habitant est exposé, qu'il s'agisse de nature (et il rejoint alors la biophilie), ou bien de paysages urbains. Elle est prodigue de bénéfices : une vue dégagée est ainsi corrélée à une confiance accrue en l'avenir.

Le concept de "paysages urbanisés durables" est prometteur. Y recourir de manière systématique contribue à diminuer la fracture entre une ruralité qui serait naturelle et une ville qui serait artificielle. Les bienfaits de la nature retrouvent alors une véritable place en ville. Pour mettre en œuvre ces visions, les



Le Jardin du Luxembourg, à Paris, un îlot de végétation dans la ville

© Christelle Thouvenin

plans d'aide à la renaturation sont des outils essentiels de l'aménagement des territoires et du bien-être des populations. 32 aides et plus de 500 millions d'euros ont été débloqués en 2022. Cela a notamment permis à la ville de Paris d'expérimenter les "Rues aux écoles" qui consistent à végétaliser les abords des écoles.

- Penser la place de la nature sur le territoire structure la vision de l'urbanisme.

Pour Woodeum - promoteur immobilier engagé pour l'environnement qui utilise le bois massif afin de développer des résidences - la construction bois est une manière de conjuguer le besoin de nature avec les trajectoires climatiques. Les forêts françaises sont en excédent annuel, et sous certaines conditions, elles pourraient satisfaire la demande de construction pour décarboner l'industrie de la construction. Le bois est moins polluant, génère une meilleure isolation, et apporte des bienfaits biophiliques indéniables (appartenance, bien-être, apaisement, etc.) Il est le matériau préféré des Français.

Dans le débat densité-végétalisation, l'un appelant à verticaliser, l'autre à étaler, un consensus se dégage pour envisager un cocktail de modèles urbains. Des mix de bâtis ne dépassant pas 5/6 étages (R+5/6), quelques grandes verticalités ponctuelles, et des zones moins élevées et plus étalées végétalement sont un assemblage qui concilie artificialisation raisonnable, performance thermique, et accès paysager et au vivant.

En milieu urbain, ces principes trouvent des incarnations réglementaires qui prennent en compte à la fois les besoins biophiliques des habitants et les enjeux d'artificialisation : à Grenoble-Alpes Métropole, une Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) interdit les constructions qui gâchent le paysage aux habitants.

Dans le champ du design, ALTAREA voit de son côté les bâtis comme des lieux de liens et de nature. Par exemple, les jardins partagés apportent des bénéfices biophiliques, en permettant le partage social dans des espaces apaisés et ressourçants.

Dans cette recherche d'équilibre nature / urbain, Grenoble Alpes Métropole théorise que les habitats peuvent être dessinés pour répondre aux mêmes fonctionnalités qu'une maison, sans pour autant que ce soit un bâti

individuel, et donc avec une empreinte au sol réduite : accès direct depuis la rue, étanchéité sonore, terrasse / balcon / espace extérieur, escalier pour accéder, bénéfiques de vue, présence de nature.

Dans la sémantique, l'ÉcoCité insulaire et tropicale, c'est-à-dire le plan d'aménagement de l'Ouest de La Réunion pour "un nouveau modèle de ville tropicale et durable", indique la volonté de concilier naturation et contraintes d'aménagement.

Pour finir, pour guider la végétalisation urbaine, tout à la fois en termes d'urbanisme, d'aménagement et de design, des indices voient le jour : l'Indice de Biodiversité Potentielle des Jardins, ou l'Indice Écologique pavillonnaire. Ils sont utiles ou bien à l'échelle du quartier ou bien du bâti et permettent les 2 niveaux de pilotage.

UNE DÉMOCRATIE TERRITORIALE proche des habitants et de leurs préoccupations

La démocratie territoriale est bénéfique pour les habitants, en leur permettant de devenir des citoyens, et en favorisant leur sentiment d'appartenance et leur épanouissement. Les portes d'entrée dans la démocratie (locale) sont nombreuses. Un chemin possible est d'aller chercher les gens dans leur vie (au quotidien) et dans ce qui les intéresse - le sport, les enfants, les effigies de leur quartier, les lieux - de manière hyper-accessible, voire en touchant leurs essentiels, comme prévenir la disparition de certains services. La réinvention de la démocratie locale peut se faire en l'envisageant comme joyeuse, subversive (avec des pirates), impertinente (en réclamant le pouvoir à "50-50"), joueuse (cf. le faux médicament Prejugix 400 mg), et imaginative (en construisant de nouveaux discours). Enfin, la constitution de communauté en est un ingrédient central, comme le montre la Startup des territoires.

- La démocratie territoriale est bénéfique pour les citoyens.

Pour Julie Maurel, responsable du pôle Innovation et Territoires de Démocratie

Ouverte, avoir l'opportunité de participer aux décisions démocratiques à l'échelle locale peut contribuer à une meilleure qualité de vie au sein de son territoire et permet aux citoyens d'être acteurs de leur vie, d'œuvrer en faveur de la justice territoriale et d'être ainsi en position d'encapacitation. Le bonheur se trouve en partie dans la finalité de cette participation. Dans le cadre de la participation citoyenne, bonheur individuel et collectif s'entremêlent. Autre vision : *“le sentiment d'appartenance est bien une conséquence de la démocratie et non une condition préalable, ce qui évite la dérive communautaire. Le sujet c'est le projet”*, selon Timothée Duverger, chargé de mission à l'Économie Sociale et Solidaire et au Développement Durable à Science Po Bordeaux. En ce sens, le territoire est autant un bénéficiaire de la démocratie qui le construit, qu'un prétexte, un lieu ou un sujet de démocratie.

En conséquence, le citoyen doit pouvoir participer via la démocratie participative à la petite ET à la grande politique. C'est la politique sur le territoire qui fait de lui un citoyen, conformément à la vision de Tocqueville, écrivain et philosophe.

- Un chemin de démocratie est d'aller au plus près des (enjeux et problématiques des) gens, en termes d'intérêt, de quotidien, d'accessibilité et de sujet.

Planter des courges dans un jardin partagé, fabriquer des étagères dans un café-épicerie, ou encore venir dans des ateliers participatifs pour construire des pistes de politique publique, pour la mairesse de Châtel-en-Triève, l'enjeu de la démocratie participative est d'élargir le panel des sujets au plus près des citoyens et qu'ils affectent réellement la commune.

Les chemins vers la démocratie sont un enjeu d'amorçage, notamment via le sport, à l'image des Jeux Olympiques en Seine-Saint-Denis. Un parcours d'épreuves a été conçu en mixant des activités sportives avec les valeurs des J.O. (fair-play, coopération, entraide, etc.) et des temps d'intelligence collective pour acculturer 32 jeunes aux fondements de la citoyenneté. De même, en s'appuyant sur l'utilisation de Decidim pour leur plateforme, des populations indigènes d'Amazonie créent une culture de la participation citoyenne qui passe par le sport avec les plus jeunes.

- La ville de Grenoble affirme que le secret est dans la logistique pour que toutes les populations puissent participer à la démocratie locale : mettre en place des gardes d'enfants, des bus pour les jeunes, aménager des créneaux le week-end, etc.

Voca.city se base sur Decidim pour développer des outils de civic tech en accès libre qui permettent de créer une plateforme de démocratie participative en 1 minute et “sur mesure”, de manière très simple, et en fonction des besoins. Cette accessibilité de la minute augmente la participation.

Parce que les budgets participatifs portent sur des sujets au plus près de la vie des gens, ils gagnent en étendue sur les territoires pour toucher en 2022 selon la Fondation Jean Jaurès une vingtaine de départements (contre 3 en 2018), dont 1/3 des villes de 50 000 à 200 000 habitants, 1/5 des villes de 20 000 à 50 000 habitants et 1/10 des villes de 5 000 à 20 000 habitants. Cette forme de participation est particulièrement déployée à l'Ouest de la France, plus particulièrement en Bretagne (69 communes), en Nouvelle-Aquitaine (50 communes) et dans les Pays de la Loire (37 communes).

- La réinvention de la démocratie locale peut se faire en l'envisageant comme joyeuse, subversive, impertinente, joueuse, et imaginative.

A Nancy, dans des jardins “pirates”, des citoyens plantent fruits et légumes en ville où ils veulent, pour une meilleure alimentation des habitants, dans l'illégalité, afin de favoriser l'appropriation de la ville par les citoyens. Cette démocratie d'action est locale et subversive “bon enfant”.

Cet esprit impertinent se retrouve en Essonne. *“Ce qui est dans la loi on le respecte et ce qui n'y est pas on l'invente”*. Dans la commune des Molières de 2 000 habitants, les habitants ont décidé collectivement d'innover sur l'emploi du temps des écoliers locaux (matinées allongées sur cinq matinées par mois, activités périscolaires le jeudi après-midi, centre loisirs le mercredi après-midi).

La démocratie locale peut aussi être joueuse. Prejugix 400 mg sont des boîtes de médicaments anti-préjugés pour restaurer un dialogue permanent avec les habitants. Ce jeu démocratique a été mis en place dans un climat de défiance des représentants élus dans les territoires ruraux autour du petit

village d'Ayen en Corrèze sur des thèmes de la vie quotidienne (ruralité, détenus, schizophrénie, alcoolisme, sexualité, etc.). Ce projet a d'ailleurs été déployé dans les 12 départements de la région Nouvelle-Aquitaine. Dans un esprit impertinent, la ville de Loos-en-Gohelle met en œuvre le projet "Fifty-fifty" qui vise une triple transition : démocratique, écologique et solidaire. Afin de développer une culture de l'engagement, la ville déploie une politique d'habitants-acteurs pour partager les responsabilités entre la ville et ses habitants dans le cadre d'un projet d'aménagement. Il s'agit de favoriser, soutenir et développer les initiatives des habitants. La démarche repose sur trois principes : "une idée, un appui de la commune et une convention".

Enfin, la démocratie sur les territoires s'appuie sur l'imagination. Le "Labo Mise en récit(s)" déclare : "on ne se raconte pas d'histoires, on les vit". A Loos-en-Gohelle, le processus est organisé par le Centre Ressource du Développement Durable (CERDD) et la Fabrique des Transitions par exemple et fédère autour du projet démocratique.

- La constitution de communauté est un ingrédient central de la démocratie sur le territoire.

La constitution de communauté est un atout indéniable pour la démocratie locale. Le taux de participation symbole de la force : par exemple, Cordéac et Saint-Sébastien en Isère votent pour former la commune nouvelle de Châtel-en-Trièves, suite à des ateliers participatifs rassemblant 60% des habitants et réussissent à faire ré-émerger un projet de territoire : école, mairie, café-épicerie associatif, jardins partagés, restaurant.

Afin de rendre la démocratie accessible à tous sur le territoire, comme le fait Voca.city, projet facilitant l'accès à Decidim, logiciel de participation pour des organisations et des institutions civiques, publiques ou privées, il est possible de former et salarier des ambassadeurs ou référents de la démocratie locale pris parmi les classes populaires. Cette approche est inclusive et étoffe les communautés actives.

De son côté, la startup des territoires vise dans un premier temps à faire émerger des collectifs soudés qui transforment ensuite le territoire sur un modèle imaginé par eux. Pour exemple, l'initiative "Elle s'appelle revient"

a commencé à rassembler suffisamment de citoyens, pour ensuite faire émerger un projet élargi de consigne qui puisse avoir un modèle économique viable parce que la communauté est déjà étendue et engagée. Selon leur site officiel, 8% des habitants de la métropole de Strasbourg seraient touchés par leur processus. 15 territoires existants ont créé leur start up aujourd'hui.

Pour finir, la ville de Dunkerque déploie depuis 2014 des Fabriques d'Initiatives Locales (FIL). Pour encourager l'engagement à co-construire des projets pour la ville, ces FIL (temps de rencontre, d'expression et de débat) ont été mis en place dans tous les quartiers. La communauté se fédère autour de la Fabrique et décroche des succès à l'image de la création d'une base de loisir au Fort de Petite-Synthe.

LE TRAVAIL
au croisement du territoire générateur
d'identité, de projets, d'espaces,
et même des nouveaux modèles

Le territoire est vecteur d'identité forte, jusque dans le travail (et donc d'épanouissement), et génère des flux de populations (certes modestes au regard de l'emploi) qui l'impactent fortement en retour et nécessitent d'accompagner les projets de vie des nouveaux arrivants. Par ailleurs, l'entreprise est un allié structurant du territoire (heureux), par l'entrepreneuriat, et par son engagement local, en particulier quand la collectivité favorise le développement émergent du "Made In Region". Enfin, les tiers-lieux constituent des espaces de création de nouveaux modèles, du travail et plus largement du fonctionnement du territoire.

- Le Travail, l'identité et le territoire sont fortement imbriqués et se co-construisent. L'ancrage du travail dans le territoire peut constituer un vecteur d'épanouissement : le territoire renforce l'identité professionnelle selon Catherine Rothenburger, doctorante en sciences de l'éducation qui interroge les rapports entre le territoire d'exercice du métier et l'identité professionnelle des

enseignants. Et l'identité professionnelle favorise la Qualité de Vie et les Conditions de Travail (QVCT). Or, chaque territoire a été spécialisé dans une filière d'excellence, parfois arbitrairement, pour peser sur l'économie sans concurrencer son voisin et c'est encore le cas aujourd'hui. En conséquence, les territoires cherchent à se réapproprier leur histoire, leur culture pour faire (ré)émerger des filières plus ancrées : les jardiniers-sensibles à La Réunion, une filière vélo à Grenoble-Alpes Métropole, de nouveaux métiers de la mer dans Le Var. Également, parce-que les Landes sont la première fréquentation thermale de France, l'école du thermalisme de Dax accueille la première année d'école de médecine. Un autre exemple de cursus innovant est la création d'une école du design à Mont-de-Marsan par les industriels et les commerçants.

- L'attractivité de l'emploi, structurante pour les territoires, est modestement re-façonnée par le télétravail.

Damien Deville, géographe et conteur, estime qu'il y a *“une urbanisation des esprits : on a le regard tourné vers la grande ville quand on habite la campagne car elle offre plus d'opportunités d'emplois.”* En effet, 25 à 30 % des Français habitent dans les métropoles qui concentrent 86 % des créations d'emplois, d'où une dichotomie d'opportunités entre territoires. En conséquence, pour Damien Deville, un individu s'installe sur un nouveau territoire bien souvent par le biais du travail et de l'emploi, ou pour les attaches familiales. Justement, suite à la crise sanitaire, 7% des Français ont déménagé et quitté les grandes villes. Pourtant l'extension du télétravail ne rebat que partiellement les cartes géographiques de l'emploi car il ne concerne que 61% des personnes qui peuvent structurellement l'exercer, et que seules quelques professions peuvent télétravailler à 100%. Malgré tout, fait marquant, l'examen de l'Indice de concentration de l'emploi de 2021 montrait déjà avant la crise sanitaire (sur la base de données de 2017) une dissociation croissante entre lieux de résidence et lieux de travail.

- Les flux de population inter-territoires nécessitent un accompagnement des collectivités qui aident les citoyens à bâtir leur projet de vie dans leur nouveau territoire.

L'agence d'attractivité de Redon en Bretagne a ainsi créé un guide d'accueil des nouveaux

arrivants (découverte du territoire, emploi du conjoint, logement, scolarité, activités sportives et culturelles...). De manière symbolique, des mairies organisent des fêtes pour les nouveaux sur leur territoire. Le maire de Dunkerque guide lui-même le bus des habitants fraîchement arrivés.

De son côté, VivrOVert est une plateforme pour choisir son nouveau territoire de travail et de vie. Elle regroupe des données foncières, géographiques, économiques ou encore sociologiques. 60 critères tels l'ensoleillement, les infrastructures, le prix du mètre carré, l'offre culturelle, la couverture santé... sont répertoriés.

Pour autant, les critères tels que le lien social et la convivialité, plus engageants pour les néo-habitants, sont parfois difficiles à capter a priori.

- L'engagement territorial des entreprises est un dynamisme à cultiver en faveur du travail, et de l'épanouissement près de chez soi.

Selon Entreprises et Territoires, l'engagement des entreprises pour leur territoire apparaît le plus dynamique en Nouvelle-Aquitaine, dans les Hauts-de-France et le Grand Est. En matière de soutien aux structures d'intérêt général et d'insertion, on note la Nouvelle Aquitaine, l'Occitanie, la région PACA et la Corse.

Des disparités existent aussi en termes de taille : les entreprises de moins de 500 salariés sont les plus engagées dans les partenariats.

Or, favoriser la Responsabilité Sociale des Entreprises (RSE) est clé. Leur engagement pour le territoire constitue alors un vecteur de lien social qui peut inciter chacun à agir pour le bien-être de tous. 41% des dirigeants d'établissements reconnaissent que le mouvement de co-construction est ancré dans leur territoire ou que les initiatives sont de plus en plus nombreuses.

Parmi les différents acteurs économiques, l'Économie Sociale et Solidaire (ESS) se pose comme partenaire des entreprises engagées, et réinvente des pratiques économiques contribuant à renouveler les modalités du vivre ensemble sur les territoires urbains. L'ESS présente une large palette d'activités et joue un rôle stratégique pour les territoires dans lesquels elle est fortement ancrée et pour les acteurs publics avec lesquels elle coopère, négocie, construit des projets et dispositifs.

- Les entreprises agissent en faveur du territoire de différentes manières. En particulier, l'entrepreneuriat est une opportunité de dynamisation et d'attachement au territoire. En effet, l'entrepreneuriat peut favoriser le développement de certains territoires et les rééquilibrer en termes de population. Pour preuve, la grande majorité des entrepreneurs (84%) ont un très fort attachement à leur territoire, d'après l'étude L'attractivité des territoires pour entreprendre, réalisée en 2018 pour la Fondation MMA. 37% d'entre eux pensent même qu'ils n'auraient pas pu installer leurs activités sur un autre territoire.

- Le "Made in Region" est un mouvement culturel-économique susceptible d'émerger et de produire des effets positifs sur le territoire, sur le tissu économique et pour les citoyens. La plateforme La Source Française met en relation des entreprises et des fabricants français. Elle compte plus de 1 500 industriels inscrits et a déjà accompagné plus de 224 entreprises dans leur recherche de fabricants français. Elle vise un retour à une production de proximité.

Au-delà du "Made in France", un mouvement est susceptible de naître, le "Made in Region" : les Français sont de plus en plus friands des produits locaux. Ainsi, 63% des Français privilégient régulièrement la consommation de produits régionaux et une très grande majorité, 93%, le font de temps en temps, selon une étude réalisée par Opinion Way pour A Little Market by Etsy. Incarnation du "Made in Region", les Manufactures de Proximité, un dispositif France Relance, apportent un soutien aux artisans et entrepreneurs du faire dans les territoires. Ces tiers-lieux dédiés à la production innovent et favorisent l'émergence de nouvelles activités économiques en mutualisant des espaces et des machines et en permettant à des métiers de se rencontrer et de collaborer.

- Les tiers-lieux constituent des espaces importants : ce sont des lieux de mutation du travail, des modèles et des territoires. D'après Regus, l'entreprise de coworking, les espaces flexibles représentent 3,2% des surfaces de bureaux en 2021 et incarnent un potentiel de 10% à horizon 5 ans.

Pour exemple, co-construit avec les parties prenantes (collectivités, entreprises, partenaires sociaux), un projet de corpoworking est mené en

partenariat avec la Région Occitanie, Toulouse Métropole et l'ADEME, en un tiers-lieu, ou un "bureau près de chez soi", à moins de 15 minutes du lieu de résidence des télétravailleurs des entreprises adhérentes.

La mixité des populations de travailleurs est clé pour les territoires. Les tiers-lieux, si mal pensés et déployés, peuvent faire fuir la population en place selon VivrOvert. De la même manière, si un nouvel arrivant prend la posture "*je vais vous apprendre à vivre et comment cultiver*" ça se passera mal. Pour se faire accepter il faut faire le premier geste, d'après Xavier de Mazenod, fondateur de Zevillage.net et du premier tiers-lieu en milieu rural dans l'Orne il y a près de vingt ans.

Quant aux espaces eux-mêmes, Dominique Valentin, CEO de VivrOvert affirme que concernant les tiers-lieux qui peuvent accueillir des télétravailleurs, beaucoup de moyens y ont été dédiés quand on aurait pu réhabiliter les cafés.

Cela interroge les conditions épanouissantes du télétravail. L'étude *Vers un digital vertueux* de la Fabrique Spinoza révèle que les études convergent pour affirmer que l'un des critères fondamentaux de l'épanouissement hybride est la fréquence de télétravail (dans l'absolu), mais aussi la capacité à la choisir (y compris l'espace), donc l'offre de corpoworking est à développer par les territoires.

De manière croissante, "*chaque région a son maillage territorial de tiers-lieux et beaucoup d'associations ont envie d'en créer dans un village car ce lieu participe du lien social, pour ancrer dans un territoire des populations, des activités*", selon Ophélie Deyrolle, secrétaire générale de l'Association Nationale des Tiers-Lieux.

Toutefois, l'enjeu d'un tiers-lieu pour sa réussite reste son animation. La fonction de concierge est déterminante car c'est la personne qui met en lien les différentes parties prenantes.

In fine, la vertu du tiers-lieu est qu'il réunit des citoyens, des entrepreneurs, des associations... avec différentes problématiques sur leur territoire et ils se regroupent pour trouver des solutions, déclare le Crédit Agricole Atlantique Vendée.

- En complément et au-delà des tiers-lieux, le territoire recèle de nouveaux modèles de travail. Par exemple, l'Emploi à Temps Partagé (ETP) permet d'offrir à un salarié la possibilité de

partager son temps de travail entre plusieurs entreprises sur un même territoire dans le cadre d'un contrat de travail pérenne, et donc de sécuriser sa situation. Le temps partagé concerne les métiers administratifs (paye, comptabilité), les métiers du numérique, les métiers créatifs mais aussi les métiers à saisonnalités inversées. Autre piste, le jobsharing voit un duo d'employés partager un même job - et parfois même des emplois à haute responsabilité avec le topsharing - pour assurer un équilibre entre le temps personnel et les ambitions professionnelles et casser le plafond de verre du temps-partiel. Enfin, la plateforme Lokaljob réunit les acteurs de l'emploi sur un même territoire selon des modalités variées : temps partagé, emploi saisonnier, Economie Sociale et Solidaire, et d'autres solutions pour travailler comme un individu peut en avoir envie et selon les besoins des entreprises. L'outil met en relation les entreprises locales (TPE et PME) et les habitants pour répondre aux besoins en recrutement. Un système de cooptation renforce les liens entre les habitants d'un même territoire qui peuvent en devenir ambassadeurs.

Le travail, au coeur de l'attractivité des territoires



© Image par Yerson Retamal de Pixabay

Enfin, en tournant le regard vers l'avenir, le numérique peut irriguer les territoires avec les compétences de demain et créer de nouveaux emplois.

L'enjeu est de convaincre les entreprises qu'elles ont besoin de profils moins qualifiés dans l'IA, qui ne sont pas que des bacs + 5. Ainsi, un partenariat Simplon-Microsoft a vu le jour avec 1 000 personnes, 53 promotions, en région à Brest, Nancy, Strasbourg, Castelnuovo-Lenay, etc.

LA TRANSITION ALIMENTAIRE

outil sensible de transformation
totale et de régénération du territoire

La transition alimentaire est en route en embarquant 45% des Français. Elle délivre des bienfaits systémiques sur le territoire : fierté, santé, nutrition, partage, identité, participation, sécurité / souveraineté, sens, allègement de l'éco-anxiété, transition écologique. Par la simple commensalité (partage de repas) et par le biais de l'agriculture urbaine, elle favorise le tissage de liens et renforce la solidarité. Des outils structurants ou dispositifs l'accompagnent pour en faire un outil transformateur du territoire (plan alimentaire territorial, une distribution innovante, la mutualisation ou des filières de formation nouvelles). Certains vont même jusqu'à viser le changement d'échelle comme Col Vert ou Fermes d'avenir.

- La transition alimentaire est en route. 54% des Français ont changé leurs comportements alimentaires de 2019 à 2021, selon le baromètre de consommation et de perception des produits biologiques en France de l'Agence BIO. Par ailleurs, selon l'étude La France à table, (2022) 45% des Français sont engagés dans la transition alimentaire. Parmi eux, l'étude distingue plusieurs groupes. Les hédologistes (21%) cherchent à réconcilier plaisir et santé. Les mangeurs «sans» (10%), quant à eux, sont mus par la recherche de la préservation de leur santé ; tandis que ce sont les raisons éthiques et écologiques qui animent les militants (8%). Enfin, les solutionnistes, positifs, (6%) misent avant tout sur l'innovation alimentaire. Côté production, près de 90 000 exploitations agricoles (soit 23% du total) commercialisaient en circuits courts en France en 2020, d'après France Relance.

- La transition alimentaire délivre des bienfaits systémiques sur le territoire. L'alimentation, une sphère sensible de l'être humain, est source de bienfaits multiples sur les territoires : identité, fierté, nutrition, santé,

participation, lien social, insertion, solidarité, sécurité / souveraineté, sens, allègement de l'éco-anxiété, transition écologique.

Une initiative inspirante quant aux bienfaits multiples : au vu de l'essor du bénévolat réalisé auprès des agriculteurs pendant la crise sanitaire, le WWOOFing ou encore l'instauration d'un service civique agricole permet (trait) aux urbains de se reconnecter au monde agricole, de développer leur gratitude pour lui, et de redécouvrir le sens d'une agriculture responsable.



© Photo de Christian Bowen sur Unsplash

Alimentation, transmission, identité et sensorialité

● La transition alimentaire favorise le tissage de liens, et renforce la solidarité.

Pour la Chaire de l'UNESCO Alimentation du monde, la commensalité - c'est-à-dire le fait de partager un repas - est créatrice ou réparatrice de liens sociaux, que ce soit dans le cercle familial, amical ou professionnel ; lesquels constituent les différents territoires de vie.

L'alimentation et l'agriculture constituent des prétextes à la rencontre et au partage, à l'image du réseau Semences qui encourage le partage de semences entre citadins et ruraux. La communauté Eatwith vise à favoriser le partage culinaire, la fierté gastronomique et les rencontres humaines autour de l'alimentation.

Dans un registre différent, l'agriculture urbaine participative crée des liens entre les habitants, à l'image des potagers urbains créés par Nantes métropole pendant la crise sanitaire, et de sa volonté de transformer un maximum d'espaces urbains inutilisés pour cultiver, jusqu'au douves du château des ducs de Bretagne. 1000 familles en situation de précarité auraient participé et bénéficié de ces cueillettes urbaines. L'agriculture urbaine peut aussi participer à la réintégration sociale de personnes éloignées de l'emploi, notamment si elle est installée dans les Quartiers Prioritaires de la Ville (QPV). Elle permet alors de toucher un public paupérisé et ayant moins d'accès à la nature.

La transition alimentaire "solidaire" peut enfin s'inscrire dans une perspective historique. La mise en place de jardins partagés, en héritage des jardins ouvriers historiques, permet à chacun de s'investir dans une production agricole proche de chez soi, se reconnectant ainsi à la nature. La ville de Lyon a ainsi l'ambition de transformer 5 000 mètres carrés d'espaces de gazon en vergers et d'en confier la gestion à des écoles, des Maisons des Jeunes, des centres sociaux ou encore des associations de quartier.

● Des outils structurants et des dispositifs nombreux accompagnent la transition alimentaire pour en faire un outil transformateur du territoire.

Du champ à l'assiette, l'alimentation durable et locale est un levier de transformation territoriale. D'une part, elle convie et rapproche tous les acteurs de la chaîne alimentaire, du producteur au consommateur final autour de modèles moins carbonés, moins polluants et plus sains. Et d'autre part, elle rend palpable au niveau du territoire les impacts positifs des modes de production et de consommation : un environnement respecté qui peut assurer ses services écosystémiques, des produits bons pour la santé, une traçabilité optimale, le goût du terroir en supplément.

Le formateur en agroécologie Olivier Lavaud déclare que l'agriculture urbaine joue un rôle essentiel de sensibilisation aux produits locaux, de saison et respectueux de l'environnement. Des outils existent pour favoriser la transition alimentaire et la transformation territoriale. Les 400 Projets Alimentaires Territoriaux (PAT)

sont des outils de relocalisation de l'agriculture. Ils servent la fabrique du territoire car ils sont élaborés de manière collective à l'initiative des acteurs d'un territoire (collectivités, entreprises agricoles et agroalimentaires, artisans, citoyens etc.).

D'autres dispositifs plus micros sont inspirants. Les innovations foisonnent pour rendre plus accessible l'alimentation locale et responsable, notamment dans la distribution, avec des distributeurs automatiques de nourriture fraîche de "Shakecoeur" ou des "Drive fermiers". Par ailleurs, maillon essentiel de la chaîne, la filière des magasins bios nécessite un soutien, car en situation de fragilité financière.

Parmi les bienfaits transformateurs de la transition alimentaire, on compte l'emploi. Via une filière et des formations ad hoc, l'alimentation peut être à l'origine d'un développement économique local : l'université de Nice (avec l'association "Un Plus Bio") a ainsi créé le cursus de "Chef de projet en alimentation durable", option collectivités locales, afin de favoriser l'émergence de projets d'agriculture durable déployés à l'échelle d'un territoire.

Pour terminer, la transition doit être pensée au service des agriculteurs afin de les embarquer. Parce-que 50% des agriculteurs vont partir à la retraite dans la décennie à venir, Le Var met en place des solutions pour inciter les jeunes parents à continuer de contribuer à l'agriculture : l'accueil des enfants. Plus précisément, afin de permettre aux enfants des exploitants retraités de reprendre une exploitation agricole, le département développe des solutions de gardes partagées pour les enfants en bas âge. Une solution qui facilite l'organisation travail-vie familiale des jeunes repreneurs. La mutualisation est un catalyseur des circuits courts. En effet, les Landes ont résolu le challenge d'un territoire étendu en favorisant les rassemblements : sous l'impulsion du département, des agriculteurs se sont fédérés autour de la plateforme Agrilocal40 pour livrer des mini-box ou des paniers dans un rayon global de 30 km; et prochainement de la Légumerie Solidaire Départementale de la restauration publique collective. Cette approche a permis d'atteindre la masse critique de clients, et la diversité nécessaire de produits, réduisant les distances parcourues, et les émissions de carbone associées.

● Certains dispositifs au service de la transition alimentaire vont même jusqu'à viser le changement d'échelle.

L'association Col Vert s'est ainsi donnée comme objectif de faire changer d'échelle l'agriculture urbaine en accompagnant la création et le développement de collectifs locaux d'agriculture urbaine et de transition alimentaire. La Maison de l'Éducation à l'Alimentation Durable de Mouans-Sartoux, créée en 2016 par la ville, accompagne ainsi les porteurs de projets en agriculture biologique en les mettant en relation avec les propriétaires fonciers, et en leur proposant des aides financières pour la gestion en eau.

De son côté, Fermes d'Avenir encourage et accompagne la création de fermes agroécologiques en France en proposant des modèles performants, des outils et des formations pour réussir son propre projet. Elle accompagne également les projets publics ou privés pour accélérer leur développement. Exemple de projet accompagné : la Ferme de l'Envol, une coopérative agricole en polyculture élevage biologique qui prévoit de créer des corridors écologiques.

L'ÉCONOMIE CIRCULAIRE
vers une transformation désirable,
synchrone et heureuse de notre société

L'économie circulaire est au service du territoire autant que de ses habitants. Elle induit une transformation systémique car elle est multi-acteurs, incorpore les différents flux et opère une intégration globale des enjeux. Elle passe par une conception du territoire comme un être vivant, et s'appuie sur 7 grands principes bien définis. Par leur application, ainsi qu'une approche fondatrice de "la mise en commun", l'économie circulaire favorise l'épanouissement.

● L'Économie Circulaire a le pouvoir de synchroniser les transitions individuelles et collectives dans un processus de transformation globale.

Ce processus annonce la fin d'une économie du jetable (poubelloène ou capitalocène - 342 millions de déchets produits en France par an

en 2018 selon l'ADEME ; 8 millions de tonnes de déchets plastiques qui se retrouvent dans les océans chaque année) et le passage dans un nouveau paradigme. Dans un mouvement centripète créatif, l'économie circulaire mixe les énergies, les matières et les idées pour distribuer ensuite au territoire, dans un mouvement centrifuge, la valeur ajoutée plurielle issue de l'intelligence collective, des synergies, mutualisations, hybridations...

- Le territoire devenu un commun est le terrain de jeu de l'économie circulaire qui relocalise les activités et leurs externalités économiques, sociales et environnementales, plutôt que de subir les déchets d'une économie hors sol.

- L'Économie Circulaire est un "nouveau vivre ensemble" reposant sur 7 piliers qui peuvent se conjuguer et impliquent tous les acteurs :

1 **l'approvisionnement durable** : les 2 technopoles Habitat et Agroalimentaire des Landes misent sur des technologies et innovations de rupture autour des gisements locaux pour tirer parti des ressources naturelles, ce qui se traduit par des vêtements issus du chanvre ou le défibrage des textiles usagés en circuit court ou l'usage de lin dont elle est le premier producteur mondial (et non de coton mal adapté au climat français).

2 **l'éco-conception** : l'écoquartier de Bonne à Grenoble a été récompensé par le Grand-prix national de l'écoquartier en 2009. Sa conception fonctionnelle autour d'espaces verts, en collaboration avec les habitants, répond à une démarche Haute Qualité Environnementale.

3 **l'EIT ou Écologie Industrielle Territoriale** : Issoire, dans le Puy-de-Dôme, tire partie de la chaleur dégagée par un industriel local producteur d'Aluminium ; L'EIT des Deux Rives à Paris a permis de récolter en 2020 19 tonnes de déchets professionnels via une déchetterie fluviale.

4 **l'économie de la fonctionnalité** : La Bibliothèque d'Objets de Montreuil (BOM) met à disposition de ses adhérents plus de 500 objets contre une somme modique.

Bricolage, jardinage, puériculture, fête, cuisine, sport... ; les tiers-lieux mixent plusieurs usages dans un lieu...

5 **la consommation responsable** : Le 15ème baromètre GreenFlex-ADEME de la Consommation Responsable (2022) "confirme que les Français se responsabilisent et se perçoivent de plus en plus acteurs de la lutte contre le dérèglement climatique." 7 Français sur 10 déclarent voir le lien entre leurs choix de consommation et l'avenir de la planète. 90% des Français disent vivre dans une société qui les pousse à acheter sans cesse, et 83% souhaiteraient vivre dans une société où la consommation prendrait moins de place. EDF propose des solutions d'auto-consommation d'électricité. En installant des panneaux solaires sur les toits des habitations (mais aussi des parkings, des entreprises, ou collectivités).

6 **l'allongement de la durée de vie** : Envie Autonomie récupère le matériel médical chez les particuliers et dans les établissements, le rénove et l'aseptise avant de le proposer à la vente ou la location à petits prix avec toutes les garanties nécessaires. Le Temps des Retrouvailles est une boutique de jouets de deuxième et troisième mains. Ce ne sont pas moins de 45 000 livres, 2 500 jeux de sociétés, 1 500 petites voitures et 3 000 figurines Playmobil qui ont été sauvés par la boutique en 3 ans.

7 **la prévention, la gestion et le traitement des déchets** : InterLock, labellisée Bleu Blanc Zèbre, éco-conçoit du mobilier et des objets de décoration en aluminium et plastique. Pour réduire le bilan carbone du transport, les objets sont livrés à plat selon une technique d'origami. InterLock assure aussi la fin de vie de ses objets via une consigne. En fin de vie, les biens lui sont retournés et les matières sont retraitées. L'aluminium et le plastique sont séparés. L'aluminium est revendu tandis que le plastique est re-compressé pour un nouvel usage.

● Les interactions et interrelations de ce processus apprenant régulent le métabolisme du territoire.

Le territoire est alors cet être vivant dont il faut prendre soin et qu'il faut régénérer de la même manière que l'on régénère les sols en agriculture. Dans cette optique, la Convention des Entreprises pour le Climat invite les organisations à mettre le vivant au cœur de leur raison d'être pour développer des modèles régénératifs.

● Ce faisant, l'économie circulaire nourrit tout à la fois le bonheur de partage, la sobriété heureuse (Pierre Rhabi), le lien social, la protection de l'environnement, et jusqu'à une certaine virtuosité et hybridation... pour construire un nouveau modèle de société.

LA MOBILITÉ DURABLE
une transformation positive qui
mobilise innovation, sensibilisation,
gratuité et mise en réseau

La mobilité est structurante du territoire et de la qualité de vie des habitants, au point qu'il existe un indice de bonheur dans la mobilité. La mobilité douce et la mobilité gratuite sont des approches qui génèrent des changements de vie et un fort impact global, en particulier sur l'espérance de vie mais aussi sur la vision écologique, et le sentiment même d'encapacitation de l'individu. Un enjeu fort des transitions de mobilité est l'accessibilité pratique mais aussi sociale et culturelle (ringardisation de la voiture, pied "doux" à l'étrier, agences de mobilité, simplicité technique, etc.) ; celle-ci passe par le fait de trouver de multiples "points d'entrée" (à travers les âges, box des mobilités, besoin de nature, etc.) Enfin, la mobilité innovante est réussie lorsqu'elle atteint une masse critique d'utilisateurs via une communauté, et qu'elle réussit à embarquer largement les citoyens (transport à la demande, réseau d'auto-stop, fédération de collectivités, covoitureurs mensuels rémunérés, etc.).

● La mobilité est structurante du territoire, et de la vie de ses habitants.

Dans le dossier Mobilités : la fracture rurale de la Caisse des Dépôts, 1 Français sur 4 déclare, en 2022, ne pas pouvoir rejoindre l'offre de transports en commun à pied depuis son domicile selon. Ce sont alors 5,3 millions de Français qui sont dépendants de la voiture et les habitants des zones périurbaines et rurales effectuent en moyenne 23 km de plus que les urbains pour trajets quotidiens.

37% des jeunes âgés de 18 à 24 ans ont déjà renoncé plusieurs fois à passer du temps avec leurs amis (contre 20% en moyenne nationale) et 32% à rendre visite à leur famille en raison de ces obstacles.

65% des Français estiment que la capacité à se déplacer facilement est essentielle pour leur qualité de vie quotidienne, et ce de manière transverse aux âges, et conditions socio-économiques.

Au vu de l'incidence de la mobilité sur l'épanouissement sur le territoire, Mobycon a ainsi conçu un indice de bonheur de la mobilité inspiré de l'indice de bonheur national brut du Bhoutan.

● La mobilité douce et la mobilité gratuite sont des approches qui génèrent des changements de vie et un fort impact positif sur l'épanouissement.

Pour commencer, l'usage du vélo apporte un bénéfice d'espérance de vie et d'épanouissement, même après prise en compte des accidents de la route. D'après l'étude Santé positive de la Fabrique Spinoza, aller au travail à vélo réduit par exemple de 52% le risque de mourir d'une maladie cardiaque.

Le vélo porte un espoir de transformation de la vie quotidienne suffisamment fort pour que l'expression Vélotaf voie le jour afin de désigner "se rendre au travail à vélo". Les collectivités l'encouragent comme en Occitanie avec des "éco-chèques mobilité". Certaines entreprises proposent des vélos de fonction pour des durées de 3 ans. De manière plus générale, certaines organisations comme Ubiq accordent des congés (écologiques) plus longs si le mode de transport des vacances est à faible empreinte carbone.

Plus global encore, Toutenvélo - société présente dans 11 villes de France - se concentre sur la cyclo-logistique urbaine pour utiliser le vélo comme outil de transformation sociale, de

changement des modes de vie, de sensibilisation au développement durable.

Autre approche structurante, la gratuité des transports est mise en œuvre sur certains territoires comme dans la Communauté Urbaine (CU) de Dunkerque. Elle semble émancipatrice pour les personnes isolées, précaires ou fragiles. Ce sont des recherches d'emploi, ou des visites de famille qui sont rendues possibles. Pour le tout venant, c'est l'ensemble du territoire qui est accessible, et dans le cas de Dunkerque, la mer, la ville, la culture, les amis, et la totalité des aménités. La gratuité des transports élargit le champ des possibles.

© Image par bilige lee de Pixabay

Le tram de Bordeaux



des transports en commun, test d'auto-partage, accompagnement pour bénéficier des lignes de covoiturage, "remise en selle" sur vélo, réassurance pour les inquiets, et soutien à choisir les parcours sécurisés à vélo par l'appli "chrono-vélo". Tout ceci contribue à ringardiser la voiture comme dit Aurélien Barrau, astrophysicien et philosophe.

- L'imbrication de la nature et des transports est essentielle pour la transition de mobilité. La Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) soutient un projet "Arrêts fraîcheurs" qui végétalise les arrêts de bus en cours de déploiement à Montpellier. Cela produit un

- Un enjeu fort des transitions de mobilité est l'accessibilité pratique mais aussi sociale et culturelle ; celle-ci passe par le fait de trouver de multiples "points d'entrée".

Un enjeu social et culturel est de casser l'imaginaire privilégié autour du vélo. Grenoble analyse que celui-ci semble discriminant socialement en laissant partiellement de côté les classes populaires. Grenoble Alpes Métropole a créé une agence mobilité en lien avec le Centre Communal d'Action Social (CCAS) et travaille avec les CCAS et travailleurs sociaux des communes de la métropole pour détecter lorsque la mobilité est un frein à l'emploi. Un diagnostic attrayant est alors proposé pour déterminer comment augmenter la mobilité : passage de permis, redécouverte

bénéfice d'usage pour le citoyen, en même temps qu'il encourage à prendre les transports en commun, même en période de grande chaleur. Grenoble a créé le programme "destination fraîcheur" pour être au frais en 10 minutes de transport.

"Citygo", application labellisée Bleu Blanc Zèbre, est un service de covoiturage de banlieue à banlieue qui met en relation conducteurs et passagers. Parce qu'il n'y a pas de nécessité de planification, et que le service est 100% mobile et géolocalisé, son accessibilité pratique est maximale.

Dans un esprit de points multiples de connexion à travers la vie avec le citoyen, Mobilians ESR, la fédération des écoles de conduite développe

une “box des mobilités” en espérant le soutien de l’assurance maladie à destination des seniors qui permet de maintenir la mobilité, ou se la réapproprier au volant via des stages de conduite qui redonnent confiance et sécurisent les trajets automobiles.

Enfin, la mobilité accessible est parfois à penser de manière inversée : la mobilité est autant le déplacement d’un citoyen que le déplacement des services vers lui. Le Camion Bleu est un dispositif créé en partenariat avec l’État et le Département aux alentours de Lambres-lez-Douai - une commune située dans le département du Nord en région Hauts-de-France - pour aider les habitants de 20 communes à effectuer leurs démarches administratives.

Pour terminer, une voie pour garantir l’accessibilité du projet de mobilité est de le faire penser par les citoyens : des labs citoyens émergent pour trouver des solutions innovantes sur la mobilité, qui correspondent aux besoins réels des habitants.

- Enfin, la mobilité innovante est réussie lorsqu’elle atteint une masse critique d’usager via une communauté, et qu’elle réussit à embarquer les citoyens.

De nouveaux modes de transport sont prometteurs et en cours d’expérimentation comme la ferro-mobile, compatible route et rail pour une économie d’émission de carbone. Ils n’auront d’impact que s’ils atteignent une masse d’usagers.

En termes de passage à l’échelle, le vélo représente un horizon souhaitable et généralisable de transport : “le vélo peut et doit redevenir rapidement un transport de masse” selon Jean-Marc Jancovici, le fondateur de The Shift Project. En effet, l’aménagement urbain le rend possible en ville, et l’avènement du vélo électrique envisageable en péri-urbain.

Le principe de masse critique est illustré par le concept de “co-voitureur rémunéré mensuel” : la voiture personnelle pourrait devenir un transport en commun moyennant une éducation à l’économie de la fonctionnalité, des changements de comportements et la mise en place de lignes de covoiturage. Le programme Acteurs et Collectivités engagés pour l’écobilité (AcoTE) mis en place par l’Association Nationale des Pôles territoriaux et des Pays (ANPP) en collaboration avec la Roue Verte dans

le Pôle d’Équilibre Territorial et Rural (PETR) de Déodat (Vosges) est à l’origine de cette solution. Mais il faut a minima 200 passagers et conducteurs et des lignes d’environ 25 km avec des arrêts prédéfinis par une étude et une concertation pour avoir une masse critique nécessaire à la mise en place de lignes de covoiturage...

Dans la même veine, “Rézo Pouce” est un réseau solidaire d’auto stop organisé par les pouvoirs publics sur la Communauté de communes de Pont-Audemer Val de Risle. Près de 100 panneaux sont installés sur les 32 communes du territoire pour signaler les arrêts. Une plateforme web est également administrée pour renseigner les utilisateurs. Afin d’animer de façon constante le dispositif, une communication régulière est entreprise. Le nombre d’usagers est à nouveau critique.

Dans un désir de fédération et de passage à l’échelle, 36 territoires d’Île-de-France, tels que les Yvelines ou l’Essonne mettent en place un réseau de Transport À la Demande (TAD) pour répondre aux besoins de mobilité des habitants vivant dans des zones urbaines éloignées de l’offre de transport existante.

Enfin, pour illustration de la primauté du réseau d’usagers sur la solution de mobilité, l’application de mobilité Moovit qui revendique environ 900 millions d’usagers au niveau mondial déclare que 77% des villes adoptent Moovit sur une initiative de leurs habitants.

LA SANTÉ
réinventée localement, par des lieux,
de l’hybride, des collectifs,
et des incitations positives

La fracture sanitaire constitue un socle pour penser la santé sur les territoires, et impulse une grande créativité des collectivités pour faire venir les soignants. Un territoire de santé et heureux peut également réduire la distance au soin par le digital, voire par le phygital. Par ailleurs, les communautés territoriales ou les citoyens engagés - ce qui comprend les soignants - ont la capacité de réinventer la santé, et ce d’autant plus que la sémantique est celle d’une

santé joyeuse. Pierres angulaires, des lieux hybrides participent à la promotion d'une santé territoriale. Ces nouveaux espaces de santé qui émergent brouillent les frontières et attirent ainsi des habitants et patients de manière détournée. Enfin, des leviers nouveaux de santé peuvent être activés, comme l'art, la nature, ou même les traditions culinaires, et jusqu'aux relations elles-mêmes. Les zones bleues, à forte concentration de (super)centenaires, sont des zones inspirantes ayant réussi à intégrer toutes les dimensions des territoires-santé en un lieu et une culture distinctifs. Pour finir, le design urbain est mobilisable, dans un esprit d'Urbanisme Favorable à la Santé.

- La fracture sanitaire constitue un socle pour penser la santé sur les territoires, et impulse une grande créativité des collectivités pour faire venir les soignants.

La fracture sanitaire, un socle pour penser la santé sur les territoires : 29% des Français estiment qu'ils n'y a pas assez de médecins généralistes près de chez eux, un chiffre porté à 47% en ce qui concerne les médecins spécialistes, d'après la Direction de la Recherche, des Études, de l'Évaluation et des Statistiques (DREES).

En conséquence, les territoires foisonnent d'idées pour développer leur attractivité vis-à-vis des soignants chez eux. Dans la campagne du Haut-Var, les maisons de santé font venir des professionnels de santé de manière progressive, créant ainsi un mouvement d'entraînement : un médecin généraliste (et sa femme), des sages-femmes qui se relaient, un pédicure-podologue, un diététicien, une infirmière, un kinésithérapeute. Dans la Creuse, dans la commune d'Ajain, via l'association et le concept innovant de Médecins solidaires, un village dépourvu de médecins depuis deux ans, ouvre une maison médicale avec une présence médicale continue en accueillant des dizaines de médecins de toute la France qui viennent passer une journée chacun par mois. Dans les communes d'Armor, Plévenon finance des études de médecin en échange de leur installation.

- Un territoire de santé et heureux peut également réduire la distance au soin par le digital, voire par le phygital.

Le digital est un chemin additionnel d'atténuation de la désertification médicale pour les territoires enclavés puisque les déserts médicaux ont vu leurs habitants utiliser 45% de fois plus la téléconsultation (que ceux dans des territoires desservis) pendant la crise de la Covid-19. Un tel territoire pourrait donc encourager l'usage de la téléconsultation.

De la même manière, la e-santé est pleine de promesses. Considérant les 350 000 applications de santé sur mobile, une politique de prévention, mais pas uniquement, est possible en s'appuyant dessus, à l'image de l'application Kiplin qui a un taux d'observance d'activité physique de 65% ou de Epiderm qui permet d'envoyer une photo d'une anomalie cutanée pour un diagnostic et une ordonnance en quelques heures par des médecins dermatologues à distance.

La santé hybride existe également en santé territoriale en créant des dispositifs locaux ET digitaux. En 2015, dans le Haut-Var, un village de montagne proche de Aups crée une télécabine publique pour de la téléconsultation en lien avec les Structures Mobiles d'Urgence et de Réanimation (SMUR) et des médecins. Une réflexion en est cours pour recréer de telles cabines en EHPAD, sur les campus étudiants, etc. Autre initiative : ALTAREA a expérimenté une valise partagée de téléconsultation dans ses immeubles, réservable, qui permet de réaliser une consultation à distance, facilement, en absence d'ordinateur personnel configuré. Un tiers-lieu financé par l'Isère comprend du coworking, un Fab Lab et un lieu de téléconsultation. Pour Factory, spécialiste de l'aménagement d'espaces, un nombre croissant d'entreprises envisagent d'insérer des cabines médicales de téléconsultation, et de prise de constantes vitales, dans les espaces de travail.

- Les communautés territoriales ou les citoyens engagés, ce qui inclut également les soignants, ont la capacité de réinventer la santé, et ce d'autant plus que la sémantique est celle d'une santé joyeuse.

La réinvention de la santé peut s'opérer localement, en créant des collectifs de citoyens. Illustration : les POTES (Pionniers Ordinaires de la Transition Écologique) soutenus par la région Bourgogne-Franche-Comté sont un incubateur d'habitants sur le

bonheur et la santé. A Paris, la République des Hyper Voisins, qui crée une “hyper-convivialité” de quartier via des grands rassemblements et repas de quartier, a fait émerger une maison de santé citoyenne, à disposition de médecins, et avec en complément des premiers soins (suture de plaie, etc.). Les habitants de Grenoble ont créé un centre de santé original en réhabilitant la piscine Iris, en y ajoutant un hammam et un espace de relaxation, de bien-être et de restauration conviviale. La métropole a soutenu le projet en favorisant l'émergence d'une gouvernance citoyenne solide et un modèle économique durable, réduisant ainsi la dépendance aux subventions.

Les soignants eux-mêmes peuvent être embarqués dans la communauté citoyenne, à l'image de l'Adamant, péniche sur l'eau dans le 12ème, au port de la Rapée. Ce bateau-hôpital de jour accueille des patients atteints de troubles psychiques sans aucune blouse blanche, et sans signes physiques pour distinguer médecins et patients.

Les territoires peuvent engager les citoyens vers une meilleure santé en inventant une sémantique positive autour de la santé et en la promouvant localement. La ville de Paris relaie sur ses abris-bus une campagne de Santé Publique France “Arrêter de fumer, c'est un peu comme les vacances qui durent toute la vie”. La ville de Nanterre organise avec les bénévoles de la Fabrique Spinoza, les Passeurs du bonheur, un événement de 2 jours, la Joy Fest, ou une fête de la santé pour mobiliser de manière transgénérationnelle. De même, Pop & Psy est le premier festival pop dédié à la santé mentale, à Paris, afin de dépeussier les idées reçues sur les troubles psychiques, et ce, de manière festive.

- Des lieux hybrides participent à la promotion d'une santé territoriale. Ces nouveaux espaces de santé qui émergent brouillent les frontières et attirent ainsi des habitants et patients de manière détournée.

Bouygues Construction propose de transformer les salles d'attente des maisons de santé en tiers-lieux : programmation événementielle axée sur la prévention santé (alimentation, bien vieillir etc.), et sportive, jardins thérapeutiques, espace café de rencontre entre patients et professionnels. La maison médicale de la Creuse à Moutier-Rozeille est également

un exemple inspirant : pour faire face au désert médical, deux médecins ont transformé un ancien garage en maison médicale avec dans la salle d'attente : poêle de masse, banquettes chauffantes, espace d'accueil pour les enfants, bar avec boissons offertes par la structure, boîte à idées.

Des acteurs de la banque et de l'assurance sont en phase de test de tiers-lieux dans leurs agences afin qu'elles soient aussi des lieux de santé.

Certains territoires augmentent l'accessibilité psycho-sociale, en imaginant des lieux de santé qui n'en portent pas le nom, comme the Ku.Be à Copenhague, un espace “Lifestyle” et de culture qui tend la main vers des gens qui ne s'intéressent pas à la santé. Dans le même état d'esprit, le centre de santé de Vaulx-en-Velin, se réinvente avec des ateliers d'artisanat, des formations, et un café social.

- Enfin, des leviers de santé peuvent être activés sur les territoires, certains connus comme l'activité physique, d'autres moins mobilisés comme l'art, la nature, ou même les traditions culinaires, et jusqu'aux relations elles-mêmes.

L'activité physique peut être mobilisée sur le territoire. Ainsi, 3 680 communes ont obtenu le label Terre de Jeux 2024 qui vise à mobiliser les collectivités autour des Jeux : un camion-piscine offrant des séances d'apprentissage à la natation et à l'aquasanté dans les Bouches-du-Rhône, une exposition reliant Histoire et Sport à Saint-Denis à La Réunion, ou encore un flash mob à Petite-Forêt des Hauts-de-France. À la Roque Esclapon, dans le Haut-Var, ce label a permis de faire venir un éducateur sportif et de lancer une dynamique avec les seniors. De son côté, la Bourgogne-Franche-Comté rembourse les ordonnances sport-santé pour encourager les citoyens à se saisir de ce dispositif. Afin d'engager dans le sport les populations éloignées, une exposition est en place à Saint-Denis à La Réunion pour relier Histoire et Sport. Le département de La Réunion soutient l'organisation de séances de Zumba gratuites pour embarquer largement dans des activités physiques qui mêlent danse et sport. Enfin, à Rouez-en-Champagne dans la Sarthe, les habitants bénéficient d'abonnement sportifs réduits de 4 euros par mois en échange de participer à l'animation du village.

L'art est prometteur comme approche de santé, ainsi que le prouve l'OMS en compilant 3 000 études établissant ses bienfaits. Sur cette inspiration, et sous une impulsion du cabinet de Madame Bourguignon, ministre déléguée à l'autonomie, un mouvement existe de transformation des EHPAD en musées, pour bénéficier des effets bénéfiques de l'art sur la santé (cf. ordonnances muséales), mais aussi afin de diminuer l'isolement des personnes en créant un flux de visites en établissement. Le musée Anne-de-Beaujeu et l'EHPAD Le jardin des sources, à Désertines, dans l'Allier créent ainsi un partenariat.

Des territoires comme les Landes favorisent le développement d'Espaces Naturels Sensibles comme moyen de préserver l'environnement mais aussi de favoriser l'accès à la nature pour les populations. Dans la même idée, à Grenoble, le réseau de transport permet d'être en 10 minutes à la montagne, où que l'on soit. La "Traverse" à Bergerac est un lieu de santé original qui cherche à dé-prescrire des médicaments à la faveur de prescriptions de liens sociaux afin de favoriser la bonne santé. En effet, d'après la recherche, à 50 ans, l'espérance de vie serait mieux prédite par la qualité des liens humains que par le taux de cholestérol.

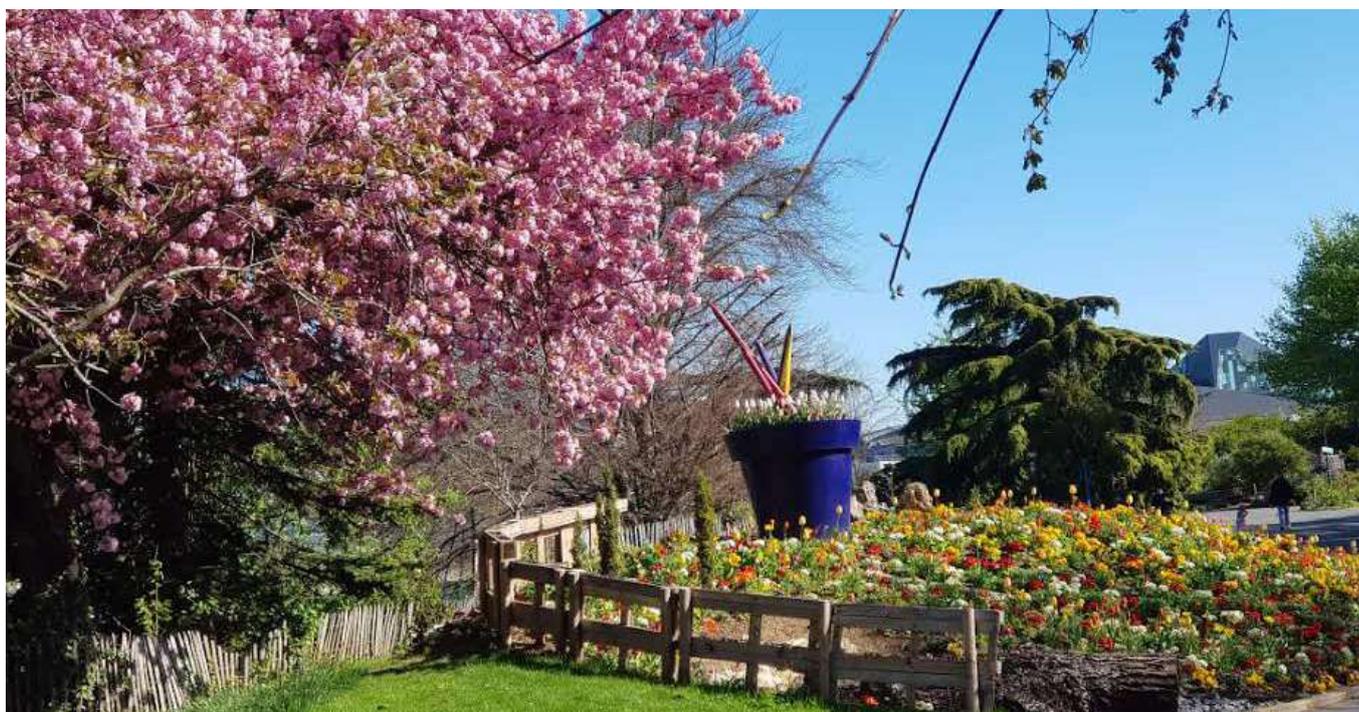
Pour finir, les zones bleues : ces 5 territoires répartis sur la planète à haute concentration de (super)centenaires, se caractérisent par une culture forte, notamment en termes de tradition culinaire, qui favorise la bonne santé, souvent des légumineuses (dans un

esprit de semi-végétarisme), poissons gras, et huile d'olive. Les autres leviers mobilisés sont globaux : la pratique d'une activité physique modérée et régulière, tout au long de la vie, le fait de donner un sens à sa vie, la réduction du stress, l'engagement dans la spiritualité ou la religion, l'importance de la famille qui est au centre de la vie, l'engagement social fort, et l'intégration dans la communauté. Les zones bleues sont des espaces ayant réussi à intégrer toutes les dimensions des territoires-santé en un lieu et une culture distinctifs.

● L'urbanisme lui-même peut accompagner la bonne santé sur les territoires

Les territoires peuvent se saisir d'une gamme d'outils ou de cadres institutionnels comme le concept d'Urbanisme Favorable à la Santé, ou le Réseau des Villes-Santé de l'OMS, et des guides attenants, comme le guide de l'École des Hautes Études en Santé Publique (EHESP) qui explicite les concepts et les outils.

Le nudge ou le design actif transforme la ville en un espace stimulant, ludique et de santé. Il se manifeste autant au niveau du bâti (des résidences seniors ont un sol en dévers pour stimuler la motricité) que des équipements (à Gluj, Roumanie, une caméra filme les citoyens faire des squats en attendant le tram et leur distribue des tickets gratuits) ou du quartier (des demi-terrains de basket sont créés au sol, et étendus verticalement via des peintures artistiques sur des façades d'immeubles à Lille).



Le parc Suzanne Lenglen, Paris 15e

| INTRODUCTION

Territoires et modes de vie heureux... en voilà un projet ambitieux !

Ambitieux, légitime... et ô combien dans l'air du temps ! Il suffit de voir à quel point le territoire d'origine, aimé, choisi, rêvé ou fantasmé est un espace-temps de réalisations à la fois personnelles et collectives. Le "où" précéderait-il le "quoi" et le "comment" depuis la crise de la Covid-19 qui a donné un coup d'accélérateur aux prises de conscience, aux envies d'alignement et aux transitions ?

Partir s'installer à la campagne après un confinement urbain douloureux... Changer de métier et de territoire professionnel pour être plus en accord avec ses valeurs... Délaissier un bullshit job, comme décrit par David Graeber, pour la permaculture... Passer du tertiaire abstrait vers un métier de l'artisanat dans un environnement différent... Bifurquer, pour refuser de servir un système auquel on ne croit pas... Déménager vers une ville moyenne pour une meilleure qualité de vie... Aspirer à un meilleur équilibre entre vie professionnelle et vie personnelle... Choisir la sobriété au service d'une transition écologique personnelle et citoyenne... Et même redécouvrir et transformer son propre territoire à la faveur de nouveaux engagements créateurs de sens, de valeur et de liens... Ces bascules sont-elles réelles ou fictives, réservées à quelques privilégiés ou accessibles à tous ? Dans quelle mesure les changements d'itinéraires et de lieux de vie sont-ils fantasmés ou représentatifs d'un mouvement de fond ?



Quoi qu'il en soit, plus que jamais, il semble que le besoin d'“être à sa place” agisse comme une boussole dans un monde en mutation. Point d'ancrage, le territoire localiserait alors un champ des possibles. Un “ailleurs” ou un “autrement” pour se réinventer. Mais aussi une sorte de courroie de transmission qui permettrait, accueillerait, absorberait et redistribuerait le bonheur.

Ces intuitions de départ nous ont poussés à élargir nos recherches. Dans quelle mesure la variable territoriale intervient-elle dans l'épanouissement personnel et partagé ? Inversement, comment chacun peut-il nourrir le bonheur sur son territoire ? Bref, comment construire ensemble des territoires et modes de vie heureux ? C'est tout l'objet de cette étude qui mettra en avant des grandes tendances sociétales, des politiques publiques, et des initiatives territoriales surprenantes, impactantes et inspirantes au banc d'essai des sciences du bonheur.

Les sondages et études sur l'épanouissement et le classement des endroits où “il fait bon vivre”, questionnent la recette d'une vie heureuse et les indicateurs du bonheur. Ce faisant, ce sont autant la propension du territoire à “rendre heureux” que son échelle et sa personnalité, qui sont interrogées.

En matière de personnalité, la manière dont le mot “territoire” est qualifié ou investi dit beaucoup de choses de lui et de sa volonté de se singulariser. Par exemple, ces dernières années ont vu naître des territoires d’expérimentation, des territoires de paix, des territoires de jeux, des territoires apprenants... Mais aussi des territoires solidaires d’avenir, des territoires féministes, des territoires positifs, des territoires à mission... Et certainement d’autres types de territoires encore...

En matière d’échelle, si le territoire est à géométrie variable, c’est le territoire de vie qui nous intéresse dans cette étude. A l’échelle des villes, on s’interrogera donc plus particulièrement sur la ville du quart d’heure ou la ville des trois minutes. A l’échelle des zones plus rurales, c’est le périmètre de vie, nécessairement plus grand, que nous observerons. En filigrane, c’est l’accès aux infrastructures et aux atouts du territoire qui influence ce périmètre.

En matière de propension à favoriser le bonheur, enfin, ce sont ces atouts matériels et immatériels des territoires que nous allons analyser. Mais également les questions identitaires liées au territoire, l’attachement, l’ancrage et l’engagement territorial... Ainsi que le lien social et la convivialité bien sûr, car qui pourrait vivre dans un paradis de solitude, fut-il *all-inclusive* ?

Vous l’aurez compris, l’appréhension du sujet est complexe, systémique. Elle prend nécessairement en compte les responsabilités individuelles et collectives et croise de nombreuses thématiques et disciplines. Sciences du vivant, urbanisme, sciences économiques et sociales, sciences du bonheur, sociologie, psychologie... et bien sûr philosophie !

Cependant, nous avons eu à cœur de faciliter l’accès à l’information en bâtissant l’étude comme un itinéraire, autour de différents points de tension ; lesquels peuvent orienter tant les politiques publiques que les choix de tout un chacun. Dès lors, on s’interrogera sur les points d’équilibre entre aménagement et ménagement des territoires ; entre développement et identité ; entre transformation et décarbonation. Mais aussi entre unicité et unité ; entre infrastructures et actifs immatériels ; entre individus et communs. Et enfin, entre transformation des modes de vie et résilience des territoires ; entre écologie personnelle et écologie des territoires...

- 1 (Re)naître sur un territoire...
- 2 Vivre sur son territoire...
- 3 S’accomplir sur son territoire...
- 4 Fertiliser son territoire...

... Quatre étapes pour étudier les interactions de l’individu avec son écosystème pour des territoires et modes de vie heureux.

Nous commencerons notre cheminement par l’identité (1A), les critères d’épanouissement sur les territoires (1B) et les atouts des territoires (1C).

Puis nous aborderons le territoire nourricier et l’alimentation (2A), la santé (2B) et les transports (2C).

Nous poursuivrons par l’éducation et le territoire apprenant (3A), le travail (3B) et l’économie circulaire (3C).

Et enfin nous terminerons par l’habitat (4A), le lien social (4B), la démocratie locale (4C) et l’équilibre entre écologie personnelle et écologie des territoires (4D).

Nous vous souhaitons un bon voyage !



SOMMAIRE

Un récit de 2 pages qui réinvente la vision des territoires	4
5 grandes propositions politiques ou sociétales	6
Un “résumé exécutif” en 6 pages	9
La préface	16
Une présentation de la Fabrique Spinoza	18
Une présentation de nos amis Bleu Blanc Zèbre	19
Les grands messages en 30 pages	20

PARTIE 1 : (RE) NAÎTRE SUR UN TERRITOIRE

1A - Du premier territoire de vie au territoire choisi : identité et itinéraire(s) vers le bonheur	67
1A1. Dis-moi d'où tu viens, je te dirai qui tu es	68
1. Pagnol et la Provence ou la rencontre entre un individu et un territoire	68
2. Le territoire comme point de départ et fondement de l'identité	69
1A2. Le territoire de vie	74
1. Quel périmètre pour le territoire ?	74
2. Les enseignements du Baromètre des Territoires Elabe et de l'Institut Montaigne (2021)	74
3. Perspectives inspirantes pour un territoire de vie heureux	78
1A3. Le territoire heureux, territoire choisi	79
1. Être à sa place pour être heureux	81
2. De l'ancrage territorial : le bonheur est-il dans le pré ?	81
3. Déviation vers le bonheur	83
1B - Les critères d'épanouissement sur le territoire au banc d'essai	89
1B1. A chaque questionnaire son angle territorial	89
1. Avant-propos : une analyse non exhaustive des mesures du bien-être territorial	89
2. Tableau des questionnaires mesurant la qualité de vie territoriale	91
1B2. Quelles limites des mesures d'épanouissement territorial et de leur comparaison ?	93
1. Avant-propos : parti pris de l'analyse globale	93
2. Tableau des mesures post-covid-19 du bien-être sur le territoire	93
3. Limites méthodologiques des questionnaires	95
4. Limites d'une comparaison entre ces questionnaires	96
1B3. Les critères les plus mesurés pour déterminer bien-être sur un territoire	98
1. Avant-propos : démarche de l'analyse et labellisation des critères	98
2. Tableau des critères pré-covid-19 de qualité de vie au sein de son territoire	98
3. Tableau des critères post-covid-19 de qualité de vie au sein de son territoire	99
4. Les principaux critères d'épanouissement mesurés	100
5. Les critères secondaires d'épanouissement mesurés	103

1B4. Les critères les moins mesurés	106
1. Spécialités du territoire	106
2. Conditions de vie au sein du territoire	108
3. Dynamiques socio-démographiques du territoire	108
4. Quid de la période pré-covid-19	109
1B5. Les critères les plus importants	109
1. Avant-propos : parti pris et précisions	109
2. Critères considérés comme importants durant la période post-Covid-19	110
3. Quid des critères importants pour la période pré-Covid-19 ?	111
1B6. Ouverture et pistes de réflexion pour un nouveau baromètre des territoires heureux	112
1. De l'importance de qualifier le territoire ?	112
2. Pistes de réflexions	114
2. Propositions pour un prochain baromètre	114
1C - Atouts des territoires	119
1C1. Le paysage, porteur en soi de bonheur au sein des territoires	119
1. Le paysage : un repère	119
2. La culture paysagère, approche par les sens	121
1C2. Les sources de bien-être spécifiques des territoires	123
1. Les bénéfices des territoires naturels	123
2. Les bénéfices des territoires naturels	128
3. Les atouts urbains : avantages de vivre en ville	130
1C3. Culture, sport, loisir : territoires augmentés	132
1. Les loisirs comme déterminants du bien-être : l'importance de l'implantation de loisirs au sein des territoires	135
2. Attrait des loisirs de pleine nature	135
3. L'organisation des villes autour des loisirs pour le bien-être	136
1C4. L'approche paysagère : ménager ou aménager les territoires ?	137
1. L'empreinte vertueuse du paysage et de ses aménagements industriels sur l'habitant	138
2. Comprendre les limites de l'aménagement paysager pour atteindre la résilience	139
3. L'alliance paysage et développement durable : l'esthétique environnementale	143
PARTIE 2 : VIVRE SUR SON TERRITOIRE	151
2A - Territoire nourricier et transition alimentaire territoriale	153
2A1. Le territoire nourricier	154
1. L'alimentation, un marqueur territorial, culturel et social	154
2. L'alimentation, reflet des territoires	156
3. L'alimentation plurielle porteuse d'épanouissement sur les territoires	158
2A2. Modes de vie, territoires et alimentation	163
1. L'alimentation des villes et des campagnes : deux salles, deux ambiances ?	164
2. Quand la Covid-19 questionne l'alimentation et la sécurité alimentaire	168
3. Les Français, moteurs de la transition alimentaire ?	171
2A3. Une transformation décarbonée à l'oeuvre porteuse d'épanouissement	173
1. La transition du secteur alimentaire en ordre de marche dans les territoires	173

2. Une transition décarbonée pour plus de bien-être sur les territoires	178
3. Une transition décarbonée pour plus de bien-être sur les territoires	179
4. Les circuits courts pour redonner du sens et du lien avec l'alimentation	182
2B - Territoires de santé : pour une approche holistique de la santé et du bien-être	187
2B1. Approche holistique et intégrée de la santé sur les territoires	188
1. La santé, un des premiers déterminants du bonheur	188
2. Territoires en santé, territoires heureux : le territoire santé	188
3. La politique de santé appliquée aux territoires	189
2B2. Adapter l'offre de soins aux territoires	193
1. État des lieux de la fracture sanitaire	193
2. Réduire la distance au soin	194
3. La téléconsultation : une solution à la désertification médicale	198
2B3. Pratiques et initiatives innovantes pour la santé dans nos territoires	200
1. Quand les nouveaux imaginaires façonnent la santé des territoires	200
2. Pour de nouveaux lieux de santé conviviaux et humains ancrés dans nos territoires	200
3. Nature, sport et art au service de la santé dans nos territoires	203
2C - Les transports, la mobilité et l'accessibilité : faire avec les atouts et contraintes territoriales, pour une transition décarbonée	210
2C1. Les transports : des enjeux complexes entre maillage, modularité et décarbonation	211
1. Les défis liés aux transports dans les zones rurales et les conséquences sociales et démographiques	211
2. L'impact des transports sur l'environnement et la santé	213
3. La justice territoriale et le droit à la mobilité	213
2C2. Vers des transports en commun accessibles, modernes, modulaires et décarbonés	216
1. L'investissement dans les transports publics pour un réenchantement territorial	216
2. Le plan gouvernemental pour favoriser l'accessibilité des emplois, des services publics et des commerces	217
2C3. La mobilité douce pour concilier décarbonation, hygiène de vie collective et bien-être	220
1. La promotion de la mobilité active (déplacements doux) et la réduction des déplacements polluants pour une meilleure qualité de vie	221
2. Mobilité, décarbonation et emploi	223
2C4. La modernisation des transports par et pour les citoyens heureux	225
1. Vers une modernisation territoriale augmentée : le développement d'une smart mobility pour des territoires plus intelligents	226
2. Action citoyenne : mobilisation pour une mobilité heureuse	228
3. Participation innovante des territoires pour un service public augmenté	230
 PARTIE 3 : S'ACCOMPLIR SUR SON TERRITOIRE	 237
3A - L'éducation, la formation et l'apprenance : apprendre local, agir global ; l'inverse ou les deux ?	239
3A1. L'apprentissage heureux	240
1. Des établissements scolaires qui visent l'épanouissement des apprenants	240
2. Les leviers du bien-être à l'école	243

3. Apprendre favorise l'épanouissement	244
3A2. Les disparités territoriales concernant l'accès à l'éducation et à la formation chez les jeunes ...	246
1. Une accessibilité scolaire différente selon les territoires	246
2. Des conditions scolaires hétérogènes sur les territoires	248
3. Une réussite scolaire qui varie selon les territoires	249
4. Des aspirations professionnelles influencées par les territoires	250
3A3. Les initiatives territoriales en faveur de l'éducation et de la formation pour les jeunes	251
1. Maintenir l'accessibilité scolaire sur le territoire	251
2. Permettre à tous de réussir	253
3. Bien choisir son orientation	257
3A4. Les offres éducatives locales dynamisant le territoire	261
1. Initiatives éducatives locales : impact local ou global ?	262
2. Les territoires porteurs de savoir-faire locaux différenciants et professionnalisants	266
3A5. Le multimodal et les tiers-lieux numériques : l'éducation et la formation à portée de tous, en dehors de l'Éducation Nationale et de l'École	268
1. Solutions multimodales : pallier les fractures territoriales	268
2. Vers un apprentissage multimodal heureux	270
3A6. Les territoires apprenants : miser sur des écosystèmes locaux pour re-valoriser les connaissances territoriales	272
1. La co-construction d'une nouvelle éducation	272
2. L'émergence de nouveaux espaces éducatifs	274
3. Apprendre en étant connecté aux autres et à son territoire	277
4. Enjeux sociétaux du territoire apprenant	278
3B - Le travail et l'emploi au cœur de l'autonomie et de l'accomplissement des citoyens et des territoires	280
3B1. Le travail et l'emploi : des vecteurs d'autonomie et d'épanouissement sur les territoires	281
1. Travail et emploi : de l'identité au bien-être	281
2. Être à sa place : du sens du travail au bonheur	286
3B2. L'emploi, entre disparités quantitatives et qualitatives sur les territoires	289
1. Le tertiaire : secteur prépondérant en France	290
2. Une répartition inégale du travail et de l'emploi sur les territoires	292
3. Le marché de l'emploi en France en 2023	293
4. Quel panorama pour les métiers à l'horizon 2030 ?	294
3B3. Développer l'emploi et l'ancrage dans les territoires	298
1. Les entreprises intimement liées à la vie d'un territoire et de ses individus	298
2. Le territoire composante de la marque employeur	301
3. Aspirations professionnelles et territoires : une combinaison vers le bonheur ?	302
3B4. Relocaliser l'emploi, pour des territoires plus heureux	304
1. La relocation des entreprises en France amorcée	304
2. Le Made in France plébiscité	305
3B5. Télétravail, coworking, tiers-lieux, manufactures de proximité... : concilier territoires, travail et bonheur	307

1. Le télétravail, une organisation à mettre en place de façon concertée	307
2. Vers de nouveaux espaces pour travailler	309
3. Les tiers-lieux : faire converger les aspirations des individus et des territoires	311
3B6. De nouvelles modalités de travail pour s'épanouir sur les territoires	315
1. Les manières de travailler évoluent : temps partagé, temps partagés saisonniers... ..	315
2. Le territoire, acteur de l'emploi	316
3. Les manufactures de proximité et l'économie sociale et solidaire : pour l'innovation professionnelle et sociale	318
3C- Economie Circulaire : vers une transformation désirable, synchrone et heureuse de nos modes de vie et de la société	322
3C1. L'Économie Circulaire : un fonctionnement vertueux ancré dans les territoires	322
1. L'économie circulaire : une économie augmentée	322
2. La circularité pour réduire les déchets, le bilan carbone et le prélèvement des ressources	324
3. Le territoire comme espace-temps	328
3C2. Les 7 piliers de l'économie circulaire au service du développement et de la résilience des territoires	330
1. L'approvisionnement durable : maîtrise du bilan carbone et achats locaux	330
2. L'écoconception : penser toutes les étapes du cycle de vie du produit pour des territoires plus heureux	332
3. Écologie Industrielle Territoriale : des synergies et mutualisations créatrices d'impacts positifs pour les territoires et leurs habitants	334
4. L'économie de la fonctionnalité au service de la coopération, de l'optimisation, de l'hybridation et du lien social	336
5. La consommation responsable : un pouvoir d'agir pour mieux vivre sur son territoire	337
6. L'allongement de la durée de vie : bien mieux que le recyclage	339
7. L'amélioration de la prévention, de la gestion et du recyclage des déchets	341
3C3. Une autre proposition du bonheur sur les territoires	342
1. Tisser des liens au service du vivre ensemble et de l'innovation	342
2. Favoriser l'ancrage territorial pour fertiliser le territoire et renforcer son attractivité	344
3. Transformer et régénérer les territoires	347
4. Du bon sens au sens, du bien-être au bonheur	350
PARTIE 4 : FERTILISER SON TERRITOIRE	357
4A - L'habitat : l'éthique de l'habiter pour des territoires heureux	359
4A1. Habiter un territoire, condition de l'humanité heureuse	359
1. J'habite donc je suis	359
2. L'habiter, fondement de l'humanité et de l'être au monde	360
3. Plaidoyer pour une nouvelle éthique de l'habiter	361
4A2. La demeure, lieu sécurisant du refuge et de l'intimité	362
1. L'influence du foyer sur le bonheur	362
2. Prendre soin de son chez-soi pour prendre soin de soi	364

3. Politique de l'habiter heureux et durable	367
4A3. L'habiter heureux : un territoire inclusif et accueillant	369
1. Vers un urbanisme inclusif et respectueux de la diversité	369
2. De nouveaux imaginaires des territoires	375
3. Pour un territoire accueillant et accessible	380
4. Territoire heureux : communauté vivante, tiers-lieux	382
4A4. Faut-il voyager pour être heureux ?	383
1. Vivons heureux, vivons aventureux?	383
2. Voyager chez soi	384
4B - Être acteur de son territoire : lien social, convivialité, sentiment d'appartenance, engagement, inclusion... du bonheur personnel au bonheur partagé	390
4B1. Convivialité	391
1. Maintenir la convivialité locale grâce aux commerces de proximité	392
2. Les tiers-lieux, espaces hybrides vecteurs d'échange et de partage	398
3. Favoriser les liens sociaux de voisinage sur le territoire	402
4. Revitaliser la convivialité en se reconnectant à la terre et à l'histoire de son territoire	409
4B2. L'engagement pour le vivre ensemble sur son territoire	413
1. L'engagement bénévole à travers les territoires	413
2. Des leviers d'engagement sur les territoires	413
3. Le bonheur d'être solidaire et de s'engager	418
4B3. Les initiatives territoriales porteuses d'inclusion et de sens	420
1. Soutenir les personnes en situation de précarité près de chez soi	421
2. Développer des initiatives intergénérationnelles pour un bonheur partagé au sein des territoires	424
3. Promouvoir l'insertion professionnelle des personnes marginalisées	427
4. Permettre aux personnes porteuses de handicap d'apporter leur contribution à la société ..	430
5. S'engager pour l'inclusion des genres au sein des territoires	432
4C - Être acteur de son territoire : la démocratie locale, courroie de transmission entre bonheur personnel et partagé ?	440
4C1. Dessiner des territoires et modes de vie heureux	440
1. L'importance de la participation citoyenne	440
2. Le bonheur de participer aux prises de décisions politiques de son territoire	442
4C2. Les clés de succès de la participation citoyenne sur les territoires	443
1. Être formé et outillé pour agir sur son territoire	444
2. Interagir dans un cadre propice à la démocratie locale	448
3. S'assurer de la représentativité des décisions locales	452
4C3. La démocratie et la participation citoyenne : un processus transformant pour façonner des territoires heureux	458
1. La participation citoyenne et la démocratie locale en transformation	458
2. L'innovation démocratique au service des territoires heureux	458
3. Passer du "je" au "nous" dans les démarches de participation citoyenne	465
4D - Écologie personnelle et écologie des territoires	473
4D1. Se relier et trouver du sens	474
1. Oser vivre une vie qui a du sens	474
2. Être heureux, c'est être bien entouré	476

3. Trouver sa mission de vie479

4D2. L'ikigai territorial481

1. L'ancrage territorial donne des ailes481

2. Le Terrikigai : un nouvel outil pertinent pour appréhender un bonheur ancré sur les territoires483

3. De la transition écologique aux transitions de vie486

4D3. Unité et unicité : comment réconcilier et relier les écosystèmes ? Métabolismes urbains et territoriaux et métabolismes personnels487

1. Ce que le Stoïcisme nous dit de notre rapport à la nature488

2. Les cercles concentriques de Hiéroclès489

3. Vers la réconciliation de l'humain et de la nature : l'ère du Symbiocène490

Remerciements à nos partenaires, experts et contributeurs 498

Bibliographie 502

L'écosystème Fabrique Spinoza 503

Les publications récentes de l'observatoire Spinoza 504

Bonne lecture !



01. | (RE) NAÎTRE SUR UN TERRITOIRE

“Être né quelque part, pour celui qui est né, c’est toujours un hasard”, dit la célèbre chanson de Maxime le Forestier.

C’est toujours un hasard, mais les événements de la vie ou la quête d’un ailleurs meilleur peuvent nous conduire à changer de territoire, surtout depuis la crise de la Covid-19 et l’explosion du télétravail.

Marqueur identitaire et espace-temps de nos vies quotidiennes, le territoire recèle d’atouts naturels spécifiques et d’infrastructures. Ces derniers nourrissent le bonheur et reflètent une diversité qui défie les études et sondages visant à mesurer, catégoriser et comparer les territoires, tels des hôtels “all-inclusive”. Dans cette course fréquente à l’attractivité, il paraît toutefois important de se poser la question de l’équilibre entre aménagement et ménagement des territoires, notamment via l’approche paysagère et l’Urbanisme Favorable à la Santé.

Entre territoire de naissance et territoire choisi, comment le territoire intervient-il dans l’identité ? Comment attraper au plus juste les critères d’épanouissement sur les territoires ? Quelles relations entre santé, cohérence du paysage qui s’offre à nous et bien-être physique, mental, social et sensoriel ? C’est par là que nous commençons notre itinéraire vers des territoires et modes de vie heureux.

“Quand tu bois de l’eau, pense à la source”, proverbe oriental



© Image par Manfred Antranias Zimmer de Pixabay

A/ Identité

B/ critères d'épanouissement

C/ Atouts des territoires

1A

Du premier territoire de vie au territoire choisi : identité et itinéraire(s) vers le bonheur

Si les trajectoires humaines sont profondément diverses, elles procèdent toutefois toutes d'une même origine. Nous naissons dans une ville, dans un pays et dans des conditions que nous n'avons pas choisies mais qui nous façonnent durablement. En effet, c'est toujours dans un territoire, marqué par une identité spécifique, avec ses paysages, sa langue, ses coutumes et ses traditions propres, que l'histoire personnelle débute et que se forge l'identité individuelle au croisement de celle du territoire. Est-ce à dire alors que de cette contingence originelle tout ne peut résulter qu'en un déterminisme pur et dur, que le territoire où l'on naît est aussi celui qui nous enferme irréductiblement dans une identité subie ? Non, car selon l'expression, certes, "on ne choisit pas d'où l'on vient mais on décide où l'on va", et c'est sans doute là l'essentiel. On ne choisit pas son environnement, c'est-à-dire à la fois son territoire et ses conditions de vie immédiates, mais l'on est partiellement maître de son destin, de ce que l'on devient.

C'est à partir de cette conviction que chaque territoire n'est jamais qu'un terreau de richesses et d'opportunités qui s'offrent aux individus sans jamais leur enlever la clef de leur propre bonheur, qu'au fond le territoire heureux naît d'une rencontre personnelle et libre avec un individu, que notre étude commencera son parcours. Du territoire de vie au territoire choisi, l'on se demandera ainsi quels sont les impacts entre territoire et bonheur. Quel(s) itinéraire(s) vers le bonheur les territoires peuvent-ils dessiner ?

En témoignent les multiples expressions et dictons populaires ("Dis-moi d'où tu viens et je te dirai où tu vas", "Dis-moi d'où tu viens, je te dirai qui tu es"), le territoire est le point de départ de l'identité (1A1). Ce territoire premier, c'est celui du territoire de vie, qui n'est pas le territoire administratif, mais le territoire du proche dans lequel on réalise ses activités essentielles. Il s'agit alors de penser comment démultiplier les potentiels des territoires pour en faire des lieux d'épanouissement des individualités et du collectif (1A2). Mais le territoire heureux n'est pas qu'un territoire de vie, il est avant tout un territoire choisi, c'est-à-dire un lieu dans lequel l'être est ancré, et se sent à sa place. De cette recherche d'un sentiment d'une meilleure correspondance entre aspirations individuelles et territoire, apparaît un goût nouveau pour les villes moyennes et les villages, ravivé par la crise de la Covid-19. Envie de se recentrer sur l'essentiel, de nature, de se ressourcer auprès de ses proches et de trouver du sens, ces désirs tout-nouveaux-(re)nés de la crise Covid-19, donnent la voie à des trajectoires inspirantes vers le bonheur (1A3).

1A1 | Dis-moi d'où tu viens, je te dirai qui tu es

1 - Pagnol et la Provence ou la rencontre entre un individu et un territoire

● Pagnol et la Provence : histoire d'un coup de foudre

“Nous sortîmes du village : alors commença la féerie et je sentis naître un amour qui devait durer toute ma vie.”¹ Entre Marcel Pagnol et le massif de Garlaban, le coup de foudre est immédiat. Les Souvenirs d'enfance, oeuvre autobiographique en quatre tomes (La Gloire de mon père, Le Château de ma mère, Le Temps des secrets, Le Temps des amours) publiée entre 1957 et 1977, est ainsi le récit d'une vie depuis son aube, l'enfance, qui demeure, comme de manière consubstantielle, liée à la Provence. Dès l'incipit, ce rapport quasi charnel entre un individu - l'enfant puis l'adolescent Pagnol - et son territoire, la Provence, en particulier Aubagne, son village de naissance, est scellé : “Je suis né dans la ville d'Aubagne, sous le Garlaban couronné de chèvres, au temps des derniers chevriers. Garlaban, c'est une énorme tour de roches bleues, plantée au bord du Plan de l'Aigle, cet immense plateau rocheux qui domine la verte vallée de l'Huveaune.”²

Sur les traces des territoires heureux de Pagnol

Ces territoires de l'enfance, Marcel Pagnol les fait (re)vivre dans son roman aux allures d'épopée de l'enfance : la maison natale où le petit Marcel naît, la Bastide Neuve, résidence familiale située au lieu-dit des Bellons, où il passe nombre d'étés, et qui abrite les rêves familiaux, le massif du Garlaban qui éblouit éternellement l'auteur de sa majesté, le village de la Treille, où la famille Pagnol s'apprisonne pendant ses vacances, le château de La Buzine qui effraie sa mère quand elle y passe, la grotte du plantier dite la grotte de Manon où se trouve la célèbre source qui a donné son nom au film Manon des sources... Jusqu'à sa mort, et même s'il séjourne également à Paris, Marcel Pagnol reste attaché à sa Provence natale qu'il célèbre non seulement dans ses textes mais aussi dans un théâtre et un cinéma parlant fidèles aux accents chantants de la Provence avec sa fameuse trilogie marseillaise (*Marius* en 1929, *Fanny* en 1931 et *César* en 1936), chère aux traditions et au patrimoine marseillais. C'est aussi là, à Marseille, au cimetière de la Treille, qu'il a choisi de trouver un repos éternel, où l'on peut lire sur sa tombe, en guise d'épithaphe, une citation de Virgile : “*Fontes amicos uxorem dilexit*”, autrement dit, “Il a aimé les sources, ses amis, sa femme”.

Car, ces paysages, ces senteurs, ce goût et ces accents de la Provence qui imprègnent l'oeuvre de Pagnol, ne sont que l'autre nom du bonheur qu'il y a à être à sa place, ancré dans un territoire avec ses repères, ses proches, là même où les aspirations personnelles rejoignent le sens. Toute l'oeuvre pagnolesque, au fond, n'est que le récit contagieux, aussi émouvant que comique, de ces petites joies et de ces bonheurs simples de la vie provençale.

Si au commencement de Pagnol il y eut la Provence, au commencement de chaque individu il y a toujours un territoire, véritable point de départ et fondement de l'identité.



© Image par user32212 de Pixabay

Maison typique de Provence



Champ de lavande en Provence

© Image par RD Law de Pixabay

2 - Le territoire comme point de départ et fondement de l'identité

● L'attachement au territoire à l'examen

Qu'en est-il du rapport au territoire à l'ère de la mondialisation et avec elle, de la mobilité effrénée ? Signe-t-elle la fin de l'attachement au territoire ? L'Enquête *Histoire de vie*³, réalisée par l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques (INSEE) en 2003, décryptée par France Guérin-Pace, Olivier Samuel et Isabelle Ville⁴, semble montrer le contraire. S'il s'agissait de proposer aux enquêtés neuf thèmes essentiels pour se définir (thèmes de la famille, des relations amicales...), plus d'une personne sur trois (35%) cite comme importants pour se définir un des deux items relatifs aux territoires : le thème des "lieux auxquels vous êtes attaché" arrive en tête, cité par 28% des personnes interrogées ; vient ensuite celui relatif aux origines géographiques, relevé par 9% de la population. S'il ne s'agit que d'une partie des personnes interrogées, pour les citoyens ayant répondu, on est donc loin de l'image du désintéressement pour les territoires des nouveaux urbains convertis à la mobilité. Les individus demeurent attachés à leur lieu de naissance, au territoire où ils ont grandi et à celui où ils évoluent.

des personnes
interrogées citent les
28% **lieux auxquels ils sont**
attachés parmi neuf thèmes
essentiels pour se définir
(la famille, des relations
amicales,...).

● Le territoire, berceau de l'identité

Les liens entre l'identité individuelle et le territoire ont été établis depuis longtemps par les sciences humaines, notamment la psychologie et la géographie. Dans son article *Sentiment d'appartenance et territoires identitaires (2006)*⁵, France Guérin-Pace - directrice de recherche à l'Institut national d'études démographiques (Ined) - revient sur ces apports : l'individu est défini par un ensemble de marqueurs identitaires dont le référent spatial. Ainsi, un individu est-il attaché à un ensemble de lieux, parmi lesquels son lieu de naissance, le lieu d'origine de ses parents, les lieux de vie et de travail mais aussi des lieux imaginaires comme les lieux souhaités. Pour l'auteure, "tous ces lieux constituent le patrimoine identitaire géographique de chacun qui, selon les individus et les moments de la vie, sera en partie ou non mobilisé." L'identité comporte donc fondamentalement une composante territoriale. En ce sens, on parle d'"identité territoriale", expression forgée par Claude Wagnon, sociologue et auteur d'une thèse intitulée *L'appropriation de soi : identité et territoire (1990)*⁶, pour désigner le caractère territorialisé de l'identité, c'est-à-dire la manière dont des individus appartenant à un même territoire se représentent et "construisent leur propre identité sociale ou personnelle à partir du territoire."



Des musées pour connaître son histoire et développer la fierté locale

Le président du Conseil départemental de La Réunion rappelait publiquement en mars 2022 "l'importance de connaître son histoire pour être en mesure de l'écrire." Le Département souhaite créer un musée de l'Habitation et de l'Esclavage (Villèle). Un tel projet permettrait de mieux s'ancrer, de développer sa fierté locale et de mieux se projeter dans l'avenir.



© Romain Gaillard

Fierté créole : connaître d'où l'on vient pour savoir où l'on va

Son lieu de naissance, le lieu d'origine de ses parents, les lieux de vie et de travail mais aussi des lieux imaginaires comme les lieux souhaités, tous ces lieux constituent le patrimoine identitaire géographique de chacun qui, selon les individus et les moments de la vie, sera en partie ou non mobilisé.

France Guérin-Pace, directrice de recherche à l'Institut national d'études démographiques (Ined)

En réalité, loin d'être obsolète à l'heure de la mobilité toute puissante et du dépassement de l'espace-temps qui vient avec la mondialisation et la digitalisation, le territoire reste un marqueur identitaire fort comme le montrent France Guérin-Pace et Elena Filippova - directrice de recherche à l'Institut d'ethnologie et d'anthropologie de l'Académie des sciences de Russie, à Moscou - dans *Ces lieux qui nous habitent. Identité des territoires, territoires des identités* (2010)⁸. En effet, c'est toujours depuis un lieu, depuis un territoire, que l'humain développe ses potentialités et peut les déployer : *"Malgré la mobilité des hommes et la globalisation des enjeux socio-économiques, il faut encore être et se sentir de quelque part pour agir et être reconnu"*⁹. Chaque territoire porte ainsi une âme bien spécifique dans laquelle les habitants se reconnaissent, et qui participe à la diversité de la France. Au cours d'un "focus group" de citoyens des Landes animé par la Fabrique Spinoza, les participants déclarent ainsi dire que l'histoire du département se retrouve dans quelques valeurs : solidarité, partage, courage et simplicité mais aussi authenticité et art de vivre. Un esprit de liberté souffle dans les Landes, en partie lié à son histoire, qui mériterait d'être connue de tous. Les habitants ont en effet connu l'oppression des envahisseurs anglais. Il y a également une envie historique de redevenir autonome vis-a-vis des grands propriétaires terriens du département ; laquelle a cultivé ce sentiment de liberté.



© Site et Cité

Une zone pavillonnaire

● Développer la marque territoriale pour renforcer l'identité de ses habitants

Les territoires peuvent choisir de faire rayonner leur marque. Le département des Landes a créé un réseau d'ambassadeurs, qui sont adoubés par le comité de la marque du département afin de la faire rayonner et de déployer la fierté du territoire. Il comprend des sportifs, notamment dans le rugby, et en lien avec les JO, mais aussi des chefs d'entreprise.

De même, lors de l'événement TEDxBelfort en Bourgogne Franche-Comté - une conférence organisée pour diffuser *"des idées qui valent la peine d'être diffusées"*¹⁰ - la présidente de la Région a également lancé l'initiative des ambassadeurs. Mobiliser un large éventail d'acteurs, tels que des personnalités emblématiques, des citoyens engagés, des territoires et des entreprises volontaires, permet de donner vie à cette identité collective dynamique et authentique. Le réseau des ambassadeurs de la région Bourgogne-Franche-Comté s'engage résolument à renforcer et à promouvoir la région à travers leurs actions et

leurs communications. Pour atteindre cet objectif, la région s'engage à animer le réseau, à créer un site dédié, à diffuser un guide inspirant...

Les réseaux d'ambassadeurs jouent un rôle essentiel pour donner de la fierté et valoriser une région. Ils rassemblent des individus engagés qui travaillent ensemble pour promouvoir l'identité collective et dynamique de leur région. Grâce à leurs actions, ces ambassadeurs contribuent à renforcer le sentiment de fierté et d'appartenance, faisant ainsi rayonner l'attractivité et le dynamisme de leur territoire. En mobilisant le plus grand nombre, ces réseaux témoignent de l'importance de la participation collective dans la valorisation et la promotion des régions.



Ambassadeur de son territoire, pour favoriser la fierté

“Florebo quocumque ferar” soit “Je fleurirai partout où je serai portée” est la devise de La Réunion. Le département soutient les voyages, études et formations des Réunionnais en dehors de l'Île pour ouvrir les horizons de ses administrés mais aussi faire rayonner le territoire et générer en retour de la fierté pour les habitants.

● Du territoire-clôture au territoire-ouverture : campagnes et banlieues, assignations à résidence des identités

Cependant, si le territoire nous marque, c'est pour le meilleur comme pour le pire. Pensons ici aux innombrables clichés, aux catégorisations affectant les populations de certains territoires, qui sont tout autant de stigmates qui marginalisent et assignent à résidence ces populations. Erving Goffman, dans *Stigmate* (1963)¹¹, propose une théorie originale et éclairante du processus de stigmatisation de certains groupes sociaux ou individus. En réalité, le stigmate, du grec “stigma”, marque physique d'infamie, naît d'un hiatus, d'une distance, entre une “identité sociale virtuelle”, identité attribuée et assignée à un individu, et une “identité sociale réelle”, caractères et attributs dont l'individu est effectivement porteur. Une telle théorie permet de rendre intelligibles les phénomènes de catégorisations et de marginalisations résultant d'identités territoriales fantasmées.



© Espoir et création

L'association Espoir et Création

Les habitants des banlieues, en particulier ceux des quartiers populaires, tantôt qualifiés de “jeunes de banlieues”, de “sauvageons”, ou de “racailles”, dans les discours populistes et dans les médias, en sont les premières victimes, enfermés dans une identité subie selon une conception essentialiste de l'identité. Ces stigmatisations font oublier la réalité profondément diverse qui caractérise ces espaces qui sont, comme le montrent les études sociologiques, loin d'être réduits à être des haut-lieux de la délinquance¹². À rebours des images véhiculées par les médias, les banlieues sont aussi des espaces d'intégration et de foisonnement des imaginaires et des initiatives écologiques en faveur de la revalorisation du territoire et de la nature. Ainsi, à Garges-lès-Gonesses, dans la banlieue nord de Paris, l'association “Espoir et création”, née en 2008 à l'initiative de la mère de famille Hind Ayadi, œuvre à la gestion durable des quartiers en proposant aux jeunes de nettoyer leur cité. L'association “Le sens de l'humus”, créée en 2006, portée par des habitants de quartier désireux de se former aux méthodes de l'agriculture biologique, promeut quant à elle de nouvelles formes d'agriculture inspirées de l'agroécologie et de l'agriculture au cœur de la ville tout en s'offrant en tremplin vers l'insertion sociale pour des populations écartées de l'emploi grâce au développement d'un “Jardin Solidaire”.

1. (RE) NAÎTRE SUR UN TERRITOIRE / A. Identité

les habitants des cités se mobilisent pour nettoyer le quartier à l'occasion d'un Clean Challenge à Sartrouville en 2019



© Futur Positif

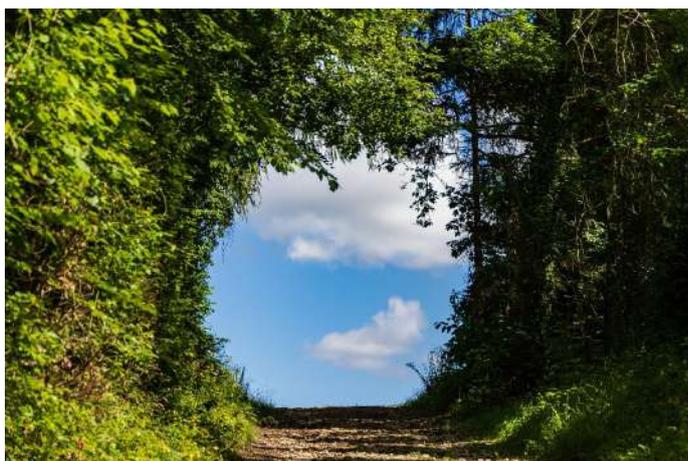
“

Habitants de banlieue, habitants des espaces ruraux, de la “campagne”, de la “province”, partagent un même vécu d’assignation à leur territoire qui est le fruit d’une tradition.

Or, si l’imaginaire commun tend à créer un clivage entre “la France des banlieues” et la “France des campagnes”, nourri selon Achille Warnant, géographe à la Fondation Jean-Jaurès, par un “discours classique de la rhétorique de droite et d’extrême droite depuis quelques années” (2022)¹³ pour qui la campagne serait la grande oubliée des politiques, les territoires ruraux et les banlieues pâtissent des mêmes phénomènes de marginalisation. En réalité, de même que les habitants de banlieue, les habitants des espaces ruraux, de la “campagne”, de la “province”, partagent un même vécu d’assignation à leur territoire qui est le fruit d’une tradition séculaire, héritage des regroupements administratifs en différents territoires (provinces) progressivement intégrées au domaine royal à partir du XII^{ème} siècle. L’on évoquera ici ce “mot hideux de province”, que déplorait André Malraux, autre nom de tout ce qui n’est pas Paris, selon une vision verticale et hiérarchique du territoire français, et tous les qualificatifs traditionnellement affublés aux habitants des zones rurales : “provinciaux”, “campagnards”... Queneau, dans *Zazie dans le Métro* (1959), en donne un bon exemple: “Ah! ça m’étonne pas... un provincial... Au lieu de venir encombrer les rues de Paris, vous feriez mieux d’aller garder vozouzevovo”¹⁴.

● De la diversité à l’unité des identités territoriales

Pour envisager un avenir heureux des territoires, il s’agit de faire disparaître ce hiatus entre identité expérientielle et identité assignée afin de permettre la valorisation de la singularité des territoires. Dans une volonté de réconcilier villes - en particulier banlieues - et campagnes, l’Association des Maires Ville et Banlieue de France (AMVBF), aussi connue sous le nom Ville & Banlieue, promeut depuis 2012 la suppression du Ministère de la Ville pour le remplacer par un ministère transversal appelé Ministère de l’Egalité des territoires et de la Cohésion des territoires qui engloberait tous les territoires difficiles, banlieues, territoires ruraux, territoires ultra-marins... Pour Christophe Girard, ancien conseiller municipal à Saint-Denis (2012) : “le problème du ministère de la ville est qu’il ne prend pas en compte tous les territoires et crée de la dissension. Il oppose citadins et ruraux, Franciliens et provinciaux... alors que ceux qui y habitent font face aux mêmes problèmes”¹⁵.



© Image par Marcel de Pixabay

Passage

● **Plaidoyer pour une identité fédératrice et heureuse**

Si le territoire façonne notre identité, pour autant, il ne peut être conçu comme un référent identitaire enfermant au risque de manquer toute la richesse qui compose l'identité territoriale. Pour le géographe Guy Di Méo, contre ce qu'on appellera ici le "territoire-clôture", c'est-à-dire les identités spatiales fermées qui réduisent et limitent les horizons, il s'agit de penser un "territoire-ouverture". En effet, si les identités territoriales fermées ne conduisent qu'à "l'appauvrissement, qu'à la formation de ghettos, qu'à la ségrégation et l'asservissement (...) les identités ouvertes portent l'innovation et le progrès sociaux, la démocratie, la durabilité sociale au sens fort du terme" (Di Méo, cité dans Alaoui & Abakouy, 2017)¹⁶.



Passer du "territoire-clôture" au "territoire-ouverture", comme le recommande le géographe Guy Di Méo.

Le territoire n'est jamais à penser comme le marqueur unique d'une identité figée et déterminée qui serait comme "prêt à l'emploi" mais il est toujours seulement un point de départ qui se donne comme une ouverture vers le monde. Amin Maalouf, écrivain franco-libanais, en est un bon exemple : né au Liban, et pourtant profondément imprégné par la culture et la langue françaises depuis son plus jeune âge, Amin Maalouf quitte plus tard le Liban pour la France où il ne cessera de faire vivre sa pluri-identité dans ses oeuvres. Après avoir reçu le Prix Goncourt pour son roman *Le Rocher de Tanios* (1993)¹⁷, il est élu à l'Académie française en 2001. Dans son essai *Les Identités meurtrières* (1998)¹⁸, Maalouf, à partir d'une question apparemment anodine qu'on lui a très - trop ? - souvent posée, se sent-il "plutôt français" ou "plutôt libanais", passe au crible la notion d'identité pour découvrir ce qui la rend parfois, trop souvent, meurtrière. Au fond, la réponse se loge sans doute dans les coulisses de cette question originaire : à cause de cette tendance simpliste, cette paresse de la pensée, on "réduit l'identité entière à une seule appartenance"¹⁹.



Amin Maalouf, extrait de *Les Identités meurtrières* (1998)

"Depuis que j'ai quitté le Liban en 1976 pour m'installer en France, que de fois m'a-t-on demandé, avec les meilleures intentions du monde, si je me sentais 'plutôt français' ou 'plutôt libanais'. Je réponds invariablement 'L'un et l'autre !' Non par quelque souci d'équilibre ou d'équité, mais parce qu'en répondant différemment, je mentirais. Ce qui fait que je suis moi-même et pas un autre, c'est que je suis ainsi à la lisière de deux pays, de deux ou trois langues, de plusieurs traditions culturelles. C'est précisément cela qui définit mon identité. Serais-je plus authentique si je m'amputais d'une partie de moi-même ?"

À ceux qui me demandent d'où je viens, j'explique donc patiemment que je suis né au Liban, que j'y ai vécu jusqu'à l'âge de 25 ans, que l'arabe est ma langue maternelle, que c'est d'abord en traduction arabe que j'ai découvert Dumas et Dickens et 'Les Voyages de Gulliver', et que c'est dans mon village de la montagne, le village de mes ancêtres, que j'ai connu mes premières joies d'enfant et entendu certaines histoires dont j'allais m'inspirer plus tard dans mes romans. Comment pourrais-je l'oublier ? Comment pourrais-je m'en détacher ? Mais d'un autre côté, je vis depuis vingt-deux ans sur la terre de France, je bois son eau et son bon vin, mes mains caressent chaque jour ses vieilles pierres, j'écris mes livres dans sa langue, jamais plus elle ne sera pour moi une terre étrangère.

Moitié français, donc et moitié libanais ? Pas du tout ! L'identité ne se compartimente pas, elle ne se répartit ni par moitiés, ni par tiers, ni par plages cloisonnées. Je n'ai pas plusieurs identités, j'en ai une seule faite de tous les éléments qui l'ont façonnée, selon un "dosage" particulier qui n'est jamais le même d'une personne à l'autre."

Une pensée authentique des territoires doit donc faire droit à leur diversité dans leur singularité et intégrer la place de la mobilité comme expérience spatiale de l'ouverture à l'altérité. En effet, *“notre mobilité accrue élargit le champ de nos expériences sociales et spatiales”* explique Di Méo²⁰. Pour autant, si l'identité heureuse s'enrichit de mobilité, la mobilité volontaire est à distinguer de la migration contrainte qui peut durablement affecter le développement et la construction de l'identité des individus. Un exemple critique est le “mystère des enfants endormis”, ou syndrome de résignation, phénomène observé sur des enfants réfugiés

plongés dans un état semi-comateux pendant des mois, parfois des années.

“

Le “mystère des enfants endormis”, ces enfants réfugiés semi-comateux pendant des mois révèle l'impact profond de l'identité territoriale sur le bien-être des individus.

En somme, le territoire est une composante essentielle de l'identité, et en premier lieu, en tant que territoire de vie.

1A2 | Le territoire de vie

1 - Quel périmètre pour le territoire ?

● Le territoire de vie contre le territoire administratif

Notre premier rapport au territoire est indéniablement celui du territoire de vie, espace où se réalisent les activités essentielles à la vie. Le territoire de vie qui nous intéresse ici n'est donc pas transposable au territoire administratif, c'est le territoire du proche, autrement dit les “territoires vécus”, “espaces locaux structurés par les activités quotidiennes des habitants qui y vivent”²¹. Cette opposition entre territoires “vécus” - définis par l'habiter, la pratique des populations - et les territoires administratifs “aliénés” a été établie par le géographe Armand Frémont dès 1976 dans son ouvrage *La région, espace vécu*²², réinvestie par Anne-Marie Grenié dans l'antagonisme “territoires connus” et “territoires prescrits”.

● Variété de territoires vécus

Une notion qui peut nous permettre de faire un pas de plus vers le territoire de vie est le bassin de vie, concept créé par l'INSEE pour décrire *“le plus petit territoire sur lequel les habitants ont accès aux équipements et services les plus courants”*²³. Ces unités urbaines de moins

de 50 000 habitants se caractérisent par leur “cohérence géographique, sociale, culturelle et économique, exprimant des besoins homogènes en matière d'activités et de services”²⁴. Parmi les services essentiels caractéristiques des bassins de vie, l'INSEE distingue six grands domaines : les services aux particuliers, le commerce, l'enseignement, la santé, les sports-loisirs-culture et les transports. Si en 2012, l'INSEE identifiait 1 287 bassins de vie, il en dénombre 1 707 dont 26 en outre-mer en 2017. À côté du territoire de vie, l'on voit émerger des notions complémentaires à celle de bassin de vie : le bassin d'emploi soit la zone d'emploi, le bassin de main-d'œuvre ou encore l'aire de diffusion d'un pôle de main-d'œuvre.”²⁵



© Christelle Thouvenin
Cité HLM dans les Alpes de Haute Provence

2 - Les enseignements du Baromètre des Territoires Elabe et de l'Institut Montagne (2021)

Le Baromètre des Territoires Elabe et de l'Institut Montagne (2021)²⁶ est riche d'enseignements.

● Une France qui va bien

Contre le pessimisme ambiant, il faut noter que 2/3 des Français décrivent leur lieu de vie comme un endroit où il fait bon vivre. 66% des enquêtés estiment ainsi que l'endroit où ils vivent va plutôt bien. 78% se disent même heureux dans leur vie en général dont 38% très heureux. Les régions Grand Est et Pays de la Loire sont les deux régions où les Français sont les plus heureux : dans ces deux régions, 42% des Français s'y disent très heureux. Les habitants de la Bretagne et Pays de la Loire ainsi que les habitants de la Nouvelle-Aquitaine, quant à eux, sont ceux qui font le plus le constat que leur territoire se porte bien.

2/3 des Français décrivent leur lieu de vie comme un endroit où il fait bon vivre.

● Qualité de vie et bonheur : un équilibre entre nature et vie sociale

Concernant les dimensions qui participent à la qualité de vie, en premier lieu figurent les paysages, l'environnement et le climat. Si les habitants des zones rurales et des petites et moyennes agglomérations mettent en avant l'importance de la géographie (climat, des paysages, de l'environnement), du terroir (gastronomie, tradition), de l'humain et de la vie sociale, les habitants des grandes villes louent avant tout le dynamisme économique et leur accès aux infrastructures et services publics. En définitive, l'étude semble montrer que ce sont surtout les premiers éléments, l'environnement, le terroir et la vie sociale, qui participent le plus à l'épanouissement puisqu'elle révèle une différence notable de bien-être entre les habitants des zones rurales et ceux des villes : alors que 75% des habitants des communes rurales et 70% des agglomérations de moins de 20 000 habitants considèrent qu'il fait bon vivre dans leur lieu de vie, ils ne sont "que" 58% dans les grandes agglomérations de plus de 100 000 habitants. La taille du lieu de vie semble donc déterminante dans l'appréhension du sentiment de "bon vivre" et de bonheur : les communes rurales et les petites villes détiennent la palme

du bonheur ! Finalement, le bonheur serait à nos portes, dans les paysages de nos lieux de vie, dans la nature, dans nos liens humains.

des habitants

des communes rurales considèrent qu'il fait bon vivre dans leur lieu de vie. (mettre à la suite dans le paragraphe sans mettre les autres chiffres plus gros). Ce chiffre tombe à 70% dans les agglomérations de moins de 20 000 habitants et à 58% dans les grandes agglomérations de plus de 100 000 habitants.

75%



© Christelle Thouvenin

Marché estival

● En faut-il peu pour être heureux ?

Encore davantage réinvesti avec la crise de la Covid-19, le "premier cercle géographique" est reconnu comme essentiel dans l'épanouissement. Loin des rêves d'ailleurs et de voyage, les Français valorisent le goût d'être bien chez soi et le plaisir partagé avec leurs proches. Ainsi, avoir des relations régulières avec sa famille est considéré comme essentiel pour être épanoui dans la vie (7,9/10 sur une échelle de 0 à 10 sur ce qui est indispensable pour réussir sa vie). Après les contraintes liées à la crise de la Covid-19 - la distanciation physique, l'isolement, les confinements - les Français se recentrent sur l'essentiel, sur leur sphère personnelle et familiale. Si être en bonne santé et se sentir bien dans son corps apparaissent aujourd'hui comme les premiers critères d'une vie réussie (respectivement 8,6 et 8,1/10), les individus sont

aussi en quête de sens. Ainsi, *“avoir un métier qu'on a choisi et qui plaît, savoir faire des choses de ses mains, avoir un métier utile pour la société deviennent des priorités largement partagées et s'installent comme de nouveaux essentiels.”* Enfin, un attrait nouveau pour les campagnes, signe d'un nouveau French dream, voit le jour. Pour une partie des personnes interrogées, réussir sa vie est indissociable de la vie à la campagne. Le rapport mentionne ainsi que c'est dans les zones rurales et les petites agglomérations de moins de 20 000 habitants que l'on retrouve la plus grande part d'habitants qui sont venus s'installer par *“choix de cœur, sans lien avec la profession ou le lieu de naissance”*. Au premier rang de ces régions figure la Nouvelle Aquitaine. Le cadre rural est aussi celui qui est considéré comme le plus propice à la vie familiale, en particulier pour élever ses enfants : plus de la moitié des habitants des zones rurales et des petites agglomérations souhaiteraient que leurs enfants y grandissent, contre moins de 4 habitants sur 10 dans les grandes agglomérations.

● Leviers d'améliorations pour plus de bien-être territorial

Cependant, des insatisfactions demeurent concernant la qualité du lien social, les transports, les infrastructures et l'accès aux services, aux lieux de culture et de loisirs. En particulier, la qualité du lien social dans le quartier ou le village est un élément qui reste à consolider : plus de 4 Français sur 10 ont le sentiment de vivre *“à côté de leurs voisins”* sans établir de lien véritable. L'étude rapporte que le lien social et le vivre-ensemble sont meilleurs dans les zones rurales et les petites agglomérations, et dans la région Bretagne.

+ de 40% **des Français** ont le sentiment de vivre *“à côté de leurs voisins”* sans établir de lien véritable.

Pour autant, les habitants des zones rurales ne sont pas privilégiés. La taille de l'agglomération joue en effet un rôle prépondérant dans le

sentiment d'accès aux services publics, aux transports en communs, lieux de loisirs et de culture. L'activité économique et l'accès aux services demeurent fragiles pour les habitants de ces régions. 18% des habitants des zones rurales estiment qu'il y a de plus en plus d'entreprises qui se créent contre 31% dans les agglomérations et 18% que les commerces qui ferment sont repris et rouvrent rapidement (contre 39% dans l'agglomération parisienne et 30% dans les autres grandes agglomérations). Les habitants des zones rurales et des petites agglomérations se sentent sous-dotés en services et en transports et regrettent la disparition de commerces. Le sentiment de manque de transport pèse sur les habitants des zones rurales et des petites agglomérations : si 71% des habitants de l'agglomération parisienne et 63% de ceux des autres grandes agglomérations estiment que leur lieu de vie est bien desservi par les transports en commun, c'est le cas de seulement 14% des habitants des zones rurales et 27% de ceux venant d'agglomérations de moins de 20 000 habitants.

La fracture territoriale entre zones rurales et agglomérations est enfin particulièrement marquante quant à la connexion numérique et à l'accès aux soins : plus de 2/3 des agglomérations de plus de 20 000 habitants témoignent d'une bonne connexion quand ils ne sont que 55% dans les agglomérations de moins de 20 000 habitants et 45% dans les zones rurales. Quant à l'accès aux soins, il est très dépendant des régions : si 33% des habitants du Grand Est ont renoncé ou retardé des soins de santé pour raisons financières récemment, ils sont 40% en PACA. C'est en Centre-Val de Loire et en Normandie que l'accès aux soins est jugé le plus difficile.

Enfin, s'il est minoritaire sur l'ensemble du territoire, le sentiment d'insécurité est une préoccupation plus importante dans les grandes agglomérations, atteignant 33% des habitants dans l'agglomération parisienne. À cet égard, seul 1 habitant sur 2 (51%) des agglomérations de plus de 20 000 habitants estime qu'il peut sortir de chez lui à n'importe quelle heure. Par ailleurs, 21% des habitants des agglomérations de plus de 100 000 habitants considèrent que le lieu où ils vivent est pollué.



Typologie des 4 portraits des Français dans leur rapport au territoire et aux mobilités sociales et géographiques (Baromètre des Territoires, 2021)

Baromètre des Territoires 2021

Quatre grands profils de Français

INSTITUT
MONTAIGNE

ELABE SNCF

- Les “Enracinés” (31 %) qui mènent une vie qui leur convient, et qui envisagent l’avenir avec une relative sérénité, attachés à leur territoire et à leur “bon-vivre”. En cohérence avec cette recherche du “premier cercle”, c’est la catégorie qui progresse le plus entre 2018 et 2021 : +9 points.
- Les “Affranchis” (20 % de la population) dotés d’un capital économique et culturel élevé qui se considèrent comme maîtres de leur destin et menant une vie agréable.
- Les “Assignés” (24 %), asphyxiés par les difficultés du quotidien, qui vivent dans des territoires souffrant d’un manque de dynamisme et de lien social, et qui sont pessimistes sur la société française.
- Les “Sur le Fil” (25 %) qui ont une vie parsemée d’embûches et peinent à s’affranchir de leur situation sociale et des inégalités territoriales, mais dont la situation n’est pas figée.

3 - Perspectives inspirantes pour un territoire de vie heureux

- La ville du quart d'heure, modèle de la ville idéale ?

Dans un contexte de fragmentation urbaine toujours croissante et de mobilité souvent contrainte qui affecte les écosystèmes et pèse de façon inégalitaire sur certains habitants, l'heure est à l'invention de nouveaux modes de vie plus respectueux de la nature et de la vie ! Le concept de ville du quart d'heure, forgé par l'urbaniste franco-colombien Carlos Moreno, ouvre à une organisation urbaine totalement nouvelle : rompant avec le modèle de la ville en centre-périphérie créant des discontinuités urbaines qui imposent des déplacements en voiture ou en transports en commun pour effectuer différentes activités, il s'agit au contraire de permettre à tout habitant d'accéder à ses besoins essentiels en 15 minutes de marche ou à vélo à partir de leur domicile. Ces six besoins essentiels correspondent alors à six fonctions sociales de la ville du quart d'heure : habiter, travailler, s'approvisionner, être en forme, apprendre, s'épanouir. L'enjeu est de taille : améliorer la vie des écosystèmes humains et des écosystèmes naturels. Pour ce faire, le modèle de la ville du quart d'heure invite à repenser l'urbanisme: au lieu de concentrer la majorité des activités dans un centre, il s'agit de démultiplier les centres et de déconcentrer les activités. Une façon de permettre à chacun de se réaliser dans son centre, son territoire de vie.

“

Le concept de la ville du quart d'heure vise à offrir une ville que nous voulons beaucoup plus vibrante, beaucoup plus décentralisée. Une ville dans laquelle la proximité est partout. Elle se résume dans une phrase de Blaise Pascal : ‘Nous voulons une sphère dans laquelle le centre est partout et la circonférence nulle part.

Carlo Moreno, urbaniste franco-colombien

- La République des Hyper Voisins ou le village des trois minutes : réinvestir la vie de quartier

La République des Hyper Voisins, développée à l'initiative de Patrick Bernard dans un petit territoire du 14ème arrondissement parisien, est une expérience inspirante pour penser comment réaliser les potentialités du “territoire vécu”. Territoire rassemblant 15 000 habitants sur 70 hectares et 53 rues, il est une forme d'application micro du modèle de la ville du quart d'heure, sur le mode du village des trois minutes. À l'origine association de quartier devenue en quelques années un laboratoire de l'action de proximité à Paris, les Hyper Voisins proposent de faire de la ville un espace vivant et convivial en donnant le goût aux habitants d'investir leurs quartiers.

- La convivialité, vivier de richesses sociale, politique, économique, humaine

D'emblée, le slogan de l'association affiche son ambition : “*Transformer des voisins qui disent bonjour 5 fois par jour en Hyper Voisins qui disent bonjour 50 fois par jour.*” L'idée est simple : de la même manière qu'on est davantage porté à prendre soin de ce que l'on possède, il s'agit de faire en sorte que les habitants se sentent chez eux dans leur quartier, qu'ils le voient comme un prolongement de la vie quotidienne, afin que le quartier soit habité et géré de la façon la plus optimale. Ainsi, en rendant à chaque habitant sa part active dans le processus



Le centre ville de Strasbourg

© Image par axxg de Pixabay

de gestion de la vie de quartier, au lieu de les laisser déléguer leur voix, ceux-ci seront non seulement plus investis, et la gestion de la vie de quartier plus efficace, mais encore ils seront plus heureux. Mais l'idée de convivialité va plus loin pour Patrick Bernard : la convivialité n'est pas qu'une affaire d'agrément qui rend la vie sociale plus facile, elle est aussi un puissant moteur économique. Ainsi, à tous niveaux, humain, social, politique, économique, la convivialité enrichit profondément la vie. Depuis sa création, les Hyper Voisins oeuvrent ainsi au développement du lien social, de la convivialité et de la festivité à travers plusieurs événements de quartier : la Table d'Aude, "la table la plus longue de Paris", qui rassemble plus de 1 000 personnes avec des tables de 400 mètres de long, le Garden Coty (une garden party, près de l'avenue René-Coty), le carnaval des souris (pour enfants qui a traversé tout Paris avec le petit train de Montmartre), etc.



Le banquet convivial et festif des Hyper Voisins



Transformer des voisins qui disent bonjour 5 fois par jour en Hyper Voisins qui disent bonjour 50 fois par jour, soit la maxime de la République des HyperVoisins.

- Faire des habitants des citoyens-actifs, clé du vivre-ensemble

En s'appropriant l'espace public, les habitants, devenant acteurs dans la ville, veillent ainsi à en prendre soin, à participer à la vie locale, à bien trier leurs déchets, etc. De manière réciproque, selon une dynamique vertueuse, les politiques publiques sont plus efficaces si elles prennent en compte le territoire de vie et le vécu des habitants. À cet égard, l'association des Hyper Voisins travaille activement avec les professions de santé pour créer des structures, comme des maisons de santé, qui répondent aux besoins des habitants. Mais l'enjeu n'est pas limité au quartier des Hyper Voisins : l'ambition est de créer 150 villages dans Paris en 15 ans réunissant 750 000 habitants ou 1/3 de la population parisienne.

Le territoire de vie est l'espace premier dans lequel l'individu grandit et évolue. Mais le territoire de vie, pour être heureux, ne doit jamais être subi, mais choisi. Quand l'individu rencontre intimement et personnellement un territoire qu'il choisit, c'est là que s'ouvre la voie de l'épanouissement et du bonheur.

1A3 | Le territoire heureux, territoire choisi

1 - Être à sa place pour être heureux

- Trouver son Ikigai pour trouver sa raison de vivre

Un des éléments qui participent le plus à l'épanouissement est le sentiment d'être à sa place, profondément aligné avec ce que l'on est, ses qualités, son caractère, ses rêves, et ce en quoi l'on croit, ses valeurs. Si l'on est tenté de placer son bonheur dans son statut social ou professionnel, il est sans doute plus profondément logé en soi-même, dans sa

singularité et ses aspirations personnelles. Ainsi, pour le psychologue humaniste Carl Rogers : *"le but de l'évolution personnelle est d'être de plus en plus soi-même dans n'importe quelle situation, au lieu de jouer un rôle."*²⁷ Chez les japonais, en particulier dans la culture d'Okinawa, l'Ikigai, la joie de vivre, la raison d'être, est ce qui fait le sens dans la vie d'une personne, ce pour quoi elle se réveille chaque matin. Cette joie de vivre ou cette raison d'être se tient à l'intersection entre ce que l'individu aime, ce pour quoi il est doué et ce dont la société a besoin et donc

ce pour quoi l'individu peut être rémunéré. L'ikigai, le bonheur, est donc la rencontre entre les singularités, les aspirations personnelles d'un individu et les besoins du monde.

66

Là, dans ce rendez-vous entre passions, forces personnelles et nécessités du monde, se trouve pour chacun sa raison de vivre, le sens de son existence. Le territoire peut y contribuer.

● Être à sa place dans son territoire

Pour être heureux, il s'agit ainsi courageusement de trouver sa place dans le monde, parfois loin de ce que les autres voient comme une réussite. La crise sanitaire, avec tous les bouleversements sociaux et professionnels qu'elle a engendrés, semble avoir ouvert la voie à une véritable prise de conscience chez un certain nombre de Français. Pour Loïc Cantin, président adjoint de la Fédération Nationale de l'Immobilier (FNAIM) : *“la crise sanitaire a été un révélateur et un détonateur de nouvelles tendances qui se sont affirmées dans le parcours résidentiel des Français. Le palmarès Villes et Villages où il fait bon vivre est la parfaite illustration de ces nouvelles orientations. La généralisation du télétravail et l'envie d'espace, proche de la nature, ont favorisé le départ des populations des grandes agglomérations au profit des villes moyennes et villages situés à proximité”*²⁸. Espérant y trouver un meilleur cadre de vie (51%)²⁹, et se rapprocher de la nature, de la campagne (37%), 8% des Français ont déménagé suite à la crise Covid-19 et 19% l'envisagent. Parmi eux, les couples et les jeunes familles sont surreprésentés. Le désir d'une autre vie, de se réaligner, apparaît d'autant plus important que la taille de l'agglomération est grande : alors que l'envie de déménager ne touche que 14% des habitants dans les zones rurales et les petites agglomérations, elle atteint 21% dans les agglomérations de plus de 100 000 habitants et va jusqu'à 29% dans l'agglomération parisienne.

Des chiffres plus élevés apparaissent régulièrement relativement à l'Île-de-France : selon un sondage³⁰

de LinkedIn Actualités en 2022 en partenariat avec Le Parisien, 64% des habitants de l'Île-de-France envisagent de quitter la région dans un avenir proche ou lointain. Dans le détail, 17% des personnes interrogées disent vouloir partir «dans l'année», 29% «d'ici deux à cinq ans» et enfin 18% dans une dizaine d'années.

Une autre étude³¹ intitulée IMAGETERR corrobore ces messages : quand la quête d'une meilleure qualité de vie semble guider les comportements d'une nouvelle mobilité résidentielle, les grands gagnants de cette nouvelle donne sont les villes moyennes, petites et les villages (29% des personnes interrogées aspirent vivre dans une ville moyenne - de 20 000 à 100 000 habitants, 23% dans une petite ville - 2 000 à 20 000 habitants - et 26% dans un village - moins de 2000 habitants).

78% **des personnes**
interrogées aspirent à
vivre dans une ville de taille
moyenne, de taille petite ou
un village.

● Retourner à l'essentiel pour être heureux

Selon les analystes de ce baromètre des territoires, tournant le dos à la valorisation du dynamisme et de l'attractivité économique des villes, de plus en plus de personnes affirment le désir d'une vie plus simple, proche de la nature et de la vie rurale. Ils l'interprètent de la manière suivante. Quand les signes extérieurs de richesse, de statuts élevés, les objets matériels, être propriétaire d'une maison secondaire, avoir une belle voiture, de beaux vêtements, avoir le dernier smartphone, sont de plus en plus relégués comme des sources inférieures de bonheur, pour une partie de la population, vivre à la campagne est un des “essentiels” pour réussir sa vie (6,1/10). Attention, cette vision ne doit pas occulter la question des inégalités sociales : les signes ostentatoires de richesse seraient secondaires pour ceux qui possèdent lesdites richesses.

Par ailleurs, un article³² du Monde de février 2023 sur les nouveaux ruraux remet en cause certains stéréotypes sur les citadins qui quittent la ville. Les nouveaux habitants



L'enracinement est peut-être le besoin le plus important et le plus méconnu de l'âme humaine.

Simone Weil (*L'Enracinement*, 1943)

ruraux représentent une diversité de profils bien plus vaste que la simple catégorie des cadres parisiens en télétravail. Des chercheurs de la Plateforme d'Observation des Projets Stratégiques et Stratégies Urbaines (POPSU) ont mené des enquêtes qui mettent en évidence cette diversité et remettent en question le mythe d'un exode urbain. On y réalise deux apprentissages principaux :

- La majorité des déménagements se font encore vers des villes. La part des déménagements vers la campagne est faible à 17-18% (avant-après Covid-19).
- La plupart de "néo" ne le sont pas vraiment : *"ils ont des attaches locales et reviennent après un passage par des agglomérations, avec le désir de voir grandir leurs enfants à leur tour dans la nature."* - Anaïs Collet, sociologue.

Ainsi, si les rêves de voyage ont laissé la place à une recherche de connexion à la nature, et à une proximité avec ses proches, la campagne et les villes moyennes sont source d'une désirabilité nouvelle. Est-ce à dire alors que le bonheur est dans le pré ?



Fenêtres sur nature

© Image par RD Law de Pixabay

2 - De l'ancrage territorial : le bonheur est-il dans le pré ?

● Les effets psychologiques positifs de l'ancrage et de l'enracinement

Le territoire n'est pas seulement un cadre de vie qui garantit notre bien-être, il est le lieu de l'enracinement et de l'ancrage, premier besoin de l'âme selon la philosophe Simone Weil.



13 avantages à l'attachement territorial

- les souvenirs ;
- le sentiment d'appartenance(s) ;
- la relaxation ;
- les émotions positives ;
- le soutien aux activités ;
- le confort et sécurité ;
- le développement personnel ;
- la liberté ;
- le divertissement ;
- la connexion à la nature ;
- les avantages pratiques ;
- l'intimité ;
- l'esthétique.

● La nature, prolongement de l'âme

Ainsi, l'enracinement est un besoin naturel et humain qui rend possible le bonheur. Pour Yves Michelin, ingénieur agronome, géographe et professeur, *“il (le paysage) n'a pas forcément besoin d'être grandiose ou pittoresque. A partir du moment où on le reconnaît, il devient un objet d'identité. Le fait de se sentir chez soi, d'être de quelque part, de faire partie prenante d'un territoire contribue au bien-être, contrairement au déracinement qui lui est dévastateur”*. Dans un monde globalisé, le paysage devient un *“repère”*. Si l'on admet aujourd'hui que la nature a un impact sur la santé des individus, la nature et le paysage ne sont pas que des éléments extérieurs à l'homme, ils sont vécus subjectivement mais aussi physiquement comme le prolongement de l'âme : *“De récentes études en sciences cognitives ont démontré que, si le paysage est agressé, cela vous affecte directement. On souffre quand celui-ci est attaqué. A l'inverse, quand le paysage de nature est en bon état et accessible, les gens se sentent bien psychologiquement”* déclare Yves Michelin.

“

Le paysage n'est pas seulement le papier peint ou l'affiche qui décorent un salon ou une chambre à coucher. Sa matérialité, comme sa perception, peuvent avoir une influence directe sur notre qualité de vie et contribuent en cela au bien-être et au bonheur.

Yves Michelin, ingénieur agronome, géographe et professeur

La beauté de la nature elle-même est source de bonheur. Les études montrent en effet que les individus sont plus heureux dans des endroits agréables visuellement, pittoresques, et cela est valable non seulement pour les espaces naturels mais aussi pour les zones bâties. C'est ce qu'indique entre autres l'*étude Happiness is Greater in More Scenic Locations* publiée dans la revue scientifique *Scientific Reports* (Seresinhe, Preis, MacKerron & Moat, 2019)³⁴.

© Image par Antoine Carrion de Pixabay



Le lac d'Annecy

“

S'il y a un message à retenir, c'est que plus on est attentif au paysage, plus on est attentif aux autres et mieux tout le monde se porte finalement.

Yves Michelin, ingénieur agronome, géographe et professeur



Plan 1 million d'arbres endémiques et indigènes pour renforcer le lien et la cohésion au territoire

Le taux d'endémisme végétal de La Réunion est très fort comparé à la métropole. Le département veut aller plus loin en cherchant à produire 1 millions d'arbres indigènes et endémiques d'ici 5 ans dans le but de recréer des micro-forêts en ville. En plus de ménager des îlots de fraîcheur, cette initiative fait écho à l'histoire de La Réunion. Ainsi, beaucoup de noms de rue ou de quartier sont en référence à des espèces locales d'arbres, comme *“Bois de Nèfles”*. Ils font ainsi le lien entre les différentes générations, entre les gramoun(e)s et les jeunes.

Ce projet est vertueux en termes écologiques, de santé publique, de bien-être et génère de la fierté pour la population qui reconnecte à son histoire. Parce qu'il est complexe (la notice expliquant le processus de germination de certaines espèces a été perdu), il a également l'avantage de rassembler une variété de parties prenantes et de créer un esprit collectif : les experts techniques du département, les

biologistes, les associations, la population, la moitié des 24 collectivités de l'île, etc. Il trouve enfin son ancrage dans une diversité d'espaces : écoles, prison du port, friches, lieux associatifs, etc. Il y a une volonté commune de mettre les mains dans la terre, et cela soude les gens.

3 - Déviations vers le bonheur

● Transition sociétale : le rêve de campagne ou changer de vi(II)e ?

Dès les premiers confinements dus à la crise de la Covid-19, les médias ont rapidement évoqué la thèse d'un nouvel exode urbain. Lassés des petits espaces contraignants de la ville, de la hausse du prix du foncier, et aspirant à renouer avec la nature, les urbains après la crise sanitaire auraient délaissé en masse la ville pour la campagne. Nous savons désormais que ce constat est largement à nuancer. La crise de la Covid-19 et avec elle les multiples restrictions et confinements n'ont pas été le moteur d'un exode urbain mais elle ont accentué des tendances préexistantes comme l'ont déjà montrées les premières conclusions de l'étude *Exode urbain : un mythe, des réalités* (2021)³⁵, réalisée par la POPSU. Ainsi, les Français restent en majorité attirés par les grands pôles urbains, par le littoral, et par les zones périurbaines. Selon les auteurs, la pandémie a "globalement accéléré les départs en provenance des grands centres urbains, en particulier des plus grandes métropoles, vers d'autres territoires, au premier rang desquels des villes (un peu) plus petites et des couronnes périurbaines". Reste que ces "petits flux" post-Covid-19 ont de "grands effets"³⁶. Trois types de territoires sont en particulier touchés et enregistrent un "effet Covid-19" positif sur leurs soldes migratoires³⁷ :

- D'une part, les villes petites et moyennes qui correspondent aux aires urbaines de moins de 50 000 habitants ;
- D'autre part, les espaces périurbains ou communes de "couronne" ;

- Enfin, les espaces ruraux ou "espaces hors des aires d'attraction des villes. Cette "renaissance rurale" amorcée depuis la fin des années 1970 est néanmoins à relativiser puisqu'elle touche seulement certains territoires ruraux, en particulier les territoires proches des centres urbains, aussi appelées "campagnes périurbaines".

Enfin, l'enquête POPSU permet de dépasser l'opposition ville-campagne, et invite à parler de "changement de vi(II)e".



Les petits flux migratoires post-covid ont de grands effets.

● Un réveil écologique

Ainsi, sans pour autant induire un départ massif des urbains en provenance des villes pour les campagnes, la crise Covid-19 a été le catalyseur de changements de vie. De façon plus générale, tout se passe comme si une prise de conscience écologique nouvelle insufflait la société. L'étude *Conditions de vie et aspirations*³⁸, réalisée en janvier 2021 par le Centre de Recherche pour l'Etude et l'Observation des Conditions de vie (CREDOC), confirme l'importance croissante de l'environnement parmi les préoccupations des Français. 81% d'entre eux souhaitent que les mêmes moyens soient employés pour la lutte contre le réchauffement climatique que pour la lutte contre la Covid-19.

Cet élan écologique traverse toute la société, jusqu'aux étudiants des grandes écoles. De plus en plus nombreuses sont en effet les voix qui émanent des rangs des écoles prestigieuses pour dénoncer l'économie capitaliste et sa dégradation de l'environnement. Un vent de révolution souffle sur notre jeunesse, symbolisé par le mouvement de contestation estudiantine de l'Institut national des sciences et des industries du vivant et de l'environnement AgroParisTech. Le 30 avril 2022, lors de leurs discours de remise de diplômes, huit étudiants ont appelé leurs camarades à "désert" une formation "qui

pousse globalement aux ravages sociaux et écologiques". Le message est clair : l'école d'ingénieurs formant entre autres à l'agronomie, n'a pas pris acte des profonds changements environnementaux qui sont en cours et perpétue un monde qui doit mourir, celui d'une technologie prédatrice et d'une agro-industrie qui "mène une guerre au vivant et à la paysannerie partout sur Terre". Mais le discours ne se veut pas défaitiste. Au contraire, il s'agit pour le collectif engagé de trouver des moyens d'actions nouveaux pour envisager une révolution radicale de notre manière de vivre sur Terre. Les étudiants sont ainsi appelés à renoncer à des travaux nocifs pour la planète et à s'engager dans des "bifurcations de vie" :

“

Nous avons décidé de chercher d'autres voies, de refuser de servir ce système et de construire nos propres chemins.

8 étudiants d'AgroParisTech, lors de la remise de leur diplôme

Devenue rapidement virale, la fronde écologique d'AgroParisTech se diffuse dans d'autres grandes écoles. Des étudiants de la très sage Ecole Normale Supérieure (ENS), formant à la recherche, ont ainsi publié une tribune le 11 mai 2022 dans *Le Monde*³⁹ pour défendre une recherche impliquée face aux enjeux de l'urgence climatique. L'engagement pour le climat et pour la construction d'un monde nouveau était aussi sur toutes les bouches des signataires du Manifeste pour un réveil écologique réunissant des étudiants de grandes écoles, de Polytechnique à l'ENS en passant par HEC. Depuis 2018, ce ne sont pas moins de 30 000 étudiants et jeunes diplômés qui ont signé le manifeste.

● **Les tournants inattendus : les appels et illusions des campagnes**

Mais le réveil écologique ne concerne pas que les jeunes et les étudiants, il touche la société dans son ensemble. Parmi les 65% de Français qui envisagent de déménager en zone rurale ou dans une petite ville de moins de 20 000 habitants, certains l'ont fait.



Lucie, de la ville à la campagne

Née dans un village de l'Oise, Lucie⁴⁰ part plus tard dans la capitale pour y faire une école de commerce. Lors de son premier stage à la Ligue contre le cancer, Lucie comprend qu'elle a besoin d'exercer un métier qui a du sens. Plus tard, envisageant de travailler dans le marketing, Lucie décroche ce qui ressemble à un job de rêve : cadre dans une maison de haute joaillerie de la place Vendôme ! La jeune femme se retrouve rapidement à essayer des bagues à plusieurs millions d'euros et à cotoyer les défilés de mannequins prestigieux.

Mais derrière les paillettes, la dure réalité : l'exploitation de ressources, de pierres, issues de pays politiquement instables, des droits du travail pas toujours respectés... Finalement, après une semaine particulièrement éprouvante, Lucie fait un burn-out. Le signal qu'il est temps pour elle de trouver une autre voie. Cette voie, Lucie la découvre dans son salon, grâce à son dalmatien avec qui elle partage ses meilleurs moments de bonheur. Lassée de la vie parisienne, elle ouvre avec son conjoint une pension canine en pleine campagne de la région lyonnaise. Un paradis pour les humains et les chiens !

*Ils quittent la ville*⁴¹, un dossier de L'Obs sur l'exode urbain laisse de côté la question des liens humains. Comme évoqué précédemment, la pandémie de la Covid-19 et les périodes de confinement ont renforcé une tendance : de plus en plus de Français décident de quitter les grandes métropoles pour s'installer dans des villes plus petites ou des villages. Dans le dossier *Ils quittent la ville*, L'Obs a rencontré certains d'entre eux et analyse ce phénomène qui permet aux familles de trouver plus d'espace, mais qui peut parfois entraîner des désillusions.

Après avoir vécu 20 ans à Bordeaux, Sébastien, âgé de 46 ans, a décidé de s'installer à Lembras, un petit village périgourdin comptant 1 200 habitants. Sa fille, habituée à la vie citadine, a

d'abord été surprise par la présence abondante d'animaux, de tiques et de serpents, mais commence peu à peu à s'adapter à la vie à la campagne.

Par-delà ce témoignage, un aspect frappe le lecteur de ce dossier de L'Obs : les relations humaines des néo-ruraux sont peu analysées. Ce sont les aspects logistiques, en nature, et relatifs à la vie professionnelle qui sont les plus mis en avant, plutôt que la qualité des liens créés (ou pas) par les exilés. Ce parti-pris illustre les possibles biais stéréotypiques relatifs à la vie à la campagne.

● **L'histoire d'un couple qui choisit de déménager pour prendre sa retraite... en cité**

Un article de La Croix de 2018⁴² rapporte une belle histoire de remise en cause de clichés sur la vie en cité. Pendant 5 ans, Pierre et Isabelle Chazeran - un couple de retraités - ont partagé le quotidien des habitants de trois quartiers sensibles : aux Mureaux, à Rillieux-la-Pape puis à Nîmes. Leur moteur : créer un pont entre deux mondes et susciter des relations fraternelles. En effet, ils ont mûri pendant de nombreuses années leur projet de quitter leur vie et leur maison d'Aix-en-Provence pour s'installer dans une cité. Après des hésitations et des incompréhensions de la part de leur entourage, ils ont finalement pris la décision de tout laisser derrière eux, y compris leur maison et leurs amis, pour démarrer une nouvelle vie dans une cité des Mureaux en région parisienne. Ce changement a renforcé leur relation de couple à un moment clé de leur retraite, leur permettant de se rapprocher et de partager des projets communs. Ils ont été accueillis chaleureusement par leur quartier, et ont vécu une expérience de rencontre gratuite et authentique avec les autres, en partageant leurs vulnérabilités et en cultivant des relations sincères. Une histoire qui bat en brèche les imaginaires sur la vie en cité.



En cité, il s'agit d'oser la fraternité avec ceux qu'il nous sera donné de côtoyer.

Pierre et Isabelle Chazerans

● **Un récit compilatoire d'arrivées en ville réussies**

Dans un désir de compilation de témoignages d'individus ayant quitté la campagne pour s'installer heureux, en ville, La Fabrique Spinoza a fait produire à ChatGPT le texte suivant. “ Le protagoniste fictif a grandi dans un village paisible mais a toujours été attiré par l'énergie et la diversité des grandes villes. Après avoir pris la décision de quitter la campagne pour s'installer en ville, il a découvert un monde d'opportunités, de rencontres et de perspectives différentes. La diversité culturelle et la variété des expériences l'ont inspiré et lui ont permis de développer une ouverture d'esprit. La ville lui a également offert des opportunités professionnelles épanouissantes et un réseau plus large. Sa vie sociale et culturelle a été enrichie par les concerts, les expositions et les événements qu'il n'aurait pas connus dans son village natal. Bien que la nostalgie pour la tranquillité de la campagne ait parfois fait surface, l'excitation et le bonheur de la vie urbaine ont surpassé ces moments de mélancolie. Au final, il est reconnaissant d'avoir pris le courage de faire ce changement qui a transformé sa vie en lui offrant une existence passionnante et épanouissante.” Ce récit généré casse les stéréotypes de la vie urbaine.

Conclusion et propositions

Nos vies s'inscrivent dans des territoires qui forment nos existences et nos identités mais aussi notre aptitude au bonheur. Le premier territoire qui nous affecte c'est le territoire où l'on grandit et où l'on évolue. C'est là en effet, dans ce territoire originel, que se forme notre identité en interaction avec son environnement. Le lien que nous avons avec le territoire n'est pas seulement superficiel et extrinsèque, il est substantiel : le territoire apparaissant comme le prolongement de notre âme, nourrissant nos esprits comme nos esprits le nourrissent. Mais le territoire peut aussi enfermer quand il est source de discriminations, de stigmatisations, ou quand il est contraint.

À chacun alors de créer la propre histoire de sa relation au territoire démarrant par une rencontre unique et libre avec un territoire. Car le territoire heureux, c'est le territoire choisi dans lequel l'individu est ancré en plus d'être une partie harmonieuse d'un écosystème local, et surtout par-delà les fantasmes, les stéréotypes et les mythes.

Pour renforcer le lien et l'ancrage au sein des territoires stigmatisés, nous pouvons formuler les propositions sociétales suivantes :

- *Réinventer des récits fédérateurs et positifs autour des banlieues et campagnes ;*
- *Faire produire aux citoyens leurs propres récits individuels ou collectifs sur les territoires où ils habitent ;*
- *Oser un champ lexical positif et imagé pour se décrire en tant que territoire, y compris son industrie : l'industrie de l'extra-ordinaire de Béthune, l'industrie magnifique à Strasbourg, la fabuleuse factory de Dunkerque ;*
- *Faire de l'attachement territorial un but explicite de la politique publique locale comme outil de cohésion, d'appartenance et d'épanouissement ;*
- *Bâtir des objets d'attachement territorial : récits, arbres, films, totem, figures, oeuvres, marches, etc.*

Le bonheur d'être à sa place



© Image de Darius Bashar Unsplash

☑ **Partenaire Officiel**

CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA RÉUNION



L'île de La Réunion est une île française et d'Europe au cœur du bassin sud-ouest de l'Océan Indien. D'une superficie de 2 512 km², elle compte plus de 860 000 habitants. C'est un territoire ayant une histoire jeune, puisque nous célébrons cette année le 360^{ème} anniversaire de son peuplement. C'est un territoire marquant à bien des égards, par la richesse de ses paysages, par le métissage époustouflant de sa population, et par sa capacité à faire vivre et prospérer un bien vivre ensemble unique au monde.

Alors que sa population est jeune (41,7% de moins de 30 ans en 2020 selon l'Insee), le lien intergénérationnel y reste également fort, avec une structure familiale élargie aux grands-parents, oncles ou cousins dans un périmètre géographique souvent proche ou très proche. Cette densité du lien social est incontestablement un critère d'épanouissement des Réunionnais.

La Réunion est aussi un territoire de résilience, qui a construit et forgé son identité sur sa capacité à surmonter des épreuves du passé et ne jamais céder à la tentation de la division. A ce titre, la date du 20 décembre 1848 constitue un moment charnière de notre histoire, date de l'abolition de l'esclavage et de la reconnaissance de la dignité de chaque femme et de chaque homme. C'est le début d'un long cheminement collectif pour bâtir un territoire de paix, de fraternité et de solidarité.

Dans ce cheminement, une seconde date est profondément ancrée dans la mémoire réunionnaise, celle du 18 mars 1946 et la loi de départementalisation faisant naître un nouveau statut pour notre île, une reconnaissance de notre appartenance pleine et entière à la République.

Elle offre à La Réunion une nouvelle organisation institutionnelle et donne le coup d'envoi d'un plan de rattrapage sans précédent dans bien des domaines : la santé, l'éducation, les infrastructures, la résorption de l'habitat insalubre, l'égalité sociale, le développement économique, la promotion de la culture et du sport, l'ouverture sur l'Europe et l'océan Indien, la prise en compte de la dimension environnementale et écologique.

La loi de décentralisation du 2 mars 1982 a permis d'amplifier cette dynamique de progrès visant à faire de notre île un territoire heureux. Le Département de La Réunion, devenant collectivité de plein exercice, et chef de file de l'action sociale, y contribue pleinement depuis près de 40 ans, à travers des politiques couvrant un large de champ de compétences, nous permettant d'avoir une approche globale et concrète sur le quotidien de nos concitoyens, et leur manière de vivre sur ce territoire.

A commencer par l'action sociale, notre cœur de métier, qui vise à protéger l'enfance en danger, à accompagner le bien-vieillir et la prise en charge de la dépendance, dans une démarche "d'humanité" qui met le bien-être de l'individu au cœur des politiques publiques. t d'un long cheminement collectif pour bâtir un territoire de paix, de fraternité et de solidarité.

Le respect de l'humain commence par le respect de la nature. Nous avons cette chance, à La Réunion, de posséder une biodiversité et des paysages exceptionnels. Nos pitons, cirques et remparts sont d'ailleurs inscrits depuis 2010 au Patrimoine mondial de l'Humanité, représentant 42% de notre territoire. En tant que propriétaire d'une large partie de ce patrimoine inscrit, nous nous attachons à le préserver et à le valoriser au quotidien.

Ce formidable patrimoine, immédiatement visible et accessible aux habitants, est la garantie d'une connexion préservée entre l'homme et la nature. Un gage d'épanouissement qu'il faut, là encore, préserver pour les générations futures. Le plan départemental un million d'arbres, lancé en 2021, a ainsi permis d'associer la population et des acteurs du territoire à une dynamique audacieuse de reconquête écologique, des forêts aux quartiers, démontrant que l'urbain et le végétal ne sont pas incompatibles, et que nos villes et nos populations s'enrichissent de ces espaces verts, une manière de reconnecter l'homme avec son environnement.

Les Réunionnais sont en effet attachés à leur terre, mère nourricière, qui permet au monde agricole de nourrir nos habitants, dans un rapport de proximité qu'illustrent parfaitement la vivacité et la convivialité de nos marchés "péi", et à notre territoire de rayonner par la qualité de son terroir, reconnu au niveau national et même international, à travers son ananas victoria, sa vanille bleue, ses confitures, ses rhums, et plus largement sa gastronomie, car bien manger est vecteur de bonheur.

Ce musée se veut être l'expression d'une certaine idée du génie créole, cette capacité de transcender les différences pour se rassembler autour de l'essentiel, les valeurs de solidarité, le bien vivre-ensemble, et aussi le bien travailler ensemble.

A La Réunion, certainement davantage qu'ailleurs, nous avons su cultiver cette capacité à nous unir dans la diversité, ce qui a permis la fondation d'un groupe de dialogue interreligieux, ce qui a favorisé la naissance de coopératives agricoles qui font figure de pionnières à l'échelle nationale, ce qui a permis à notre territoire d'être labellisé French Tech, grâce à sa force d'innovation et de créativité, ce qui fait de La Réunion une île aux avants postes des grands défis écologiques, énergétiques et climatiques présents et à venir.

En somme, nous estimons qu'un territoire heureux doit pleinement intégrer l'héritage de son passé, en faire une force du présent, pour pouvoir bâtir son avenir. **"Kan ou koné oussa ou sorte, ou koné oussa ou sava"**, dit un proverbe créole (quand tu sais d'où tu viens, tu sais où tu veux aller). Malgré les difficultés, La Réunion et les Réunionnais portent ainsi dans leur cœur ce souffle teinté de résilience, de bienveillance et d'espérance.

Le Belvédère de la Roche Merveilleuse à Cilaos. Accessible en voiture ou par des sentiers de randonnée, ce point de vue offre une vue panoramique sur le magnifique village du cirque de Cilaos.



1B

Les critères d'épanouissement sur le territoire au banc d'essai

Le territoire porte en lui des critères fantasmés ou réels de bien-être et de bonheur. Voyons comment l'épanouissement sur les territoires est appréhendé par les études et sondages.

Quels sont les critères les plus fréquents et les plus importants lorsqu'il s'agit de mesurer l'épanouissement territorial ? Comment pallier les limites méthodologiques de ces mesures pour un prochain baromètre des territoires heureux ?

Plusieurs études et enquêtes se sont penchées, avant et après la Covid-19, sur la qualité de vie des Français au sein de leur territoire de vie (leur commune ou leur région). L'analyse de ces derniers sert de support de réflexion pour construire un futur baromètre des territoires heureux (1B6). L'enjeu de cette partie est de mettre en lumière les critères qui sont jugés par les Français comme importants pour se sentir bien au sein de leur territoire de vie (1B5). Il s'agit également de comprendre les critères d'épanouissement que ces différents baromètres et questionnaires ont décidé de mesurer. Une analyse des critères les moins mesurés (1B4) et les plus mesurés (1B3) est ainsi présentée. Avant d'entrer en matière, il est toutefois nécessaire de prendre conscience qu'il s'agit d'une analyse qui ne se veut pas scientifique, les questionnaires montrant eux-mêmes certaines limites méthodologiques (1B2). Afin d'offrir une vue d'ensemble, un tableau regroupe les questionnaires utilisés au sein de cette analyse (1B1).

1B1 | A chaque questionnaire son angle territorial

Plusieurs enquêtes, sondages et questionnaires mesurent les facteurs impliqués dans l'épanouissement des individus au sein de leur territoire (2). Avant de se lancer dans une analyse comparative, il est primordial de garder en tête qu'il s'agit d'une analyse non exhaustive des questionnaires existants sur le sujet (1).

1 - Avant-propos : une analyse non exhaustive des mesures du bien-être territorial

Pour entrer dans le vif du sujet, nous commençons par un zoom sur un indicateur innovant à visée politique.



IBEST, un indicateur qui casse les clichés et impacte la décision

Grenoble Alpes Métropole a mis en

place un indicateur IBEST (Indicateur de Bien-Être Soutenable et Territorialisé) dès 2012, visant à dépasser la mesure généralement négative du social (taux de chômage, délinquance, etc.) pour capturer les richesses des relations humaines, la vie associative, l'engagement formel ou informel, la confiance, le fait de pouvoir compter sur les autres, et le lien dans son ensemble.

● Plusieurs mesures possibles de l'épanouissement sur son territoire

Le bonheur au sein des territoires est l'objet de plusieurs sondages ou études. Le tableau ci-dessous représente ainsi le paysage de différents questionnaires - cinq post-Covid-19 et sept pré-Covid-19 - accompagné des spécificités de chacun.

1. (RE) NAÎTRE SUR UN TERRITOIRE / B. Critères d'épanouissement

Il ne s'agit toutefois pas d'une liste exhaustive. En effet, d'autres mesures relatives créées avant la Covid-19 et mesurant le bonheur territorial ne sont pas mentionnées, pour éviter la redondance, et dans un but d'échantillonnage plutôt que de systématisme. Citons par exemple l'Indicateur de Bien-Être Soutenable et Territorialisé de Grenoble (IBEST ; Fargeon, Le Quéau Le Roy, Offredi & Ottaviani, 2016)⁴³ ou encore l'outil interactif sur le bien-être régional lancé en 2014 par l'Organisation de Coopération et de Développement Economique (OCDE) et régulièrement actualisé⁴⁴. De même, les questionnaires investiguant les atouts territoriaux sous un angle différent ne sont pas inclus dans la présente analyse. Il s'agit par exemple de l'Indice de Santé Sociale Régional instauré en 1997 (ISSR ; Pierre-Marie & Virost, 2011)⁴⁵, de l'indice de positivité des villes (Jost, Mendez & Thuleau, 2015)⁴⁶, de l'indice de positivité des départements (L'Institut de l'économie positive, 2020)⁴⁷, de l'EnviroScore⁴⁸ ou encore du classement des 10 des villes où il fait bon vivre en 2023 (Nexity, 2022)⁴⁹.

sont seulement précisés lorsque le questionnaire a fait l'objet d'une enquête. Puis, seules les mesures relatives au bien-être sur les territoires sont mentionnées dans le tableau ci-dessous, bien que certains sondages aient mesuré d'autres aspects. Enfin, la "période post-Covid-19" désigne les sondages dont les passations ont été effectuées à partir de l'année 2021, soit après le début de la Covid-19. Les sondages antérieurs à la crise sanitaire (avant le mois de mars 2020) sont ainsi recensés dans la catégorie "période pré-Covid-19".

SÉMANTIQUE :
différence entre
dimension, critère et item

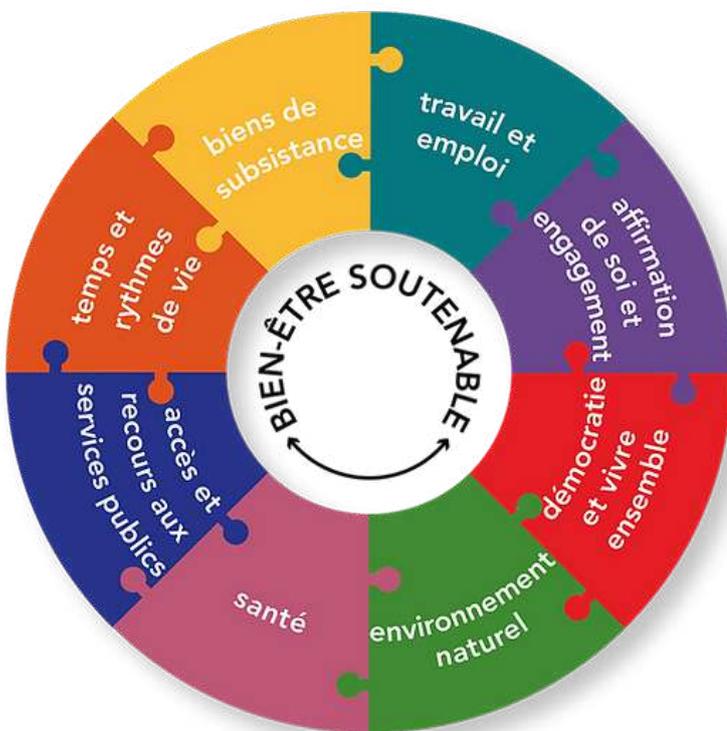


Les définitions suivantes correspondent à la sémantique utilisée au sein de cette partie, sans prendre source dans un référentiel particulier.

Dimension : concept, une thématique, souvent composée d'un ensemble de critères visant à mesurer ce même concept au sein d'une étude. Exemple : le "sentiment de sécurité" est une dimension, et "vols à l'étalage", "homicides" sont des critères qui mesurent cette dimension.

Critère : élément significatif au regard du sujet - les territoires et modes de vie heureux - et présent au sein d'une dimension.

Item : unité la plus fine d'une enquête qui peut désigner l'énoncé d'une question ou une modalité d'une liste de réponses, et permettant d'évaluer un critère.



L'indicateur IBEST

© Obsy

● Des précisions pour comprendre le tableau

A titre indicatif, la période de passation du questionnaire, et non sa date de publication, est la donnée sur laquelle est basée le classement par période (pré-Covid-19 vs. post-Covid-19). De plus, la méthodologie et le territoire de passation

2 - Tableau des questionnaires mesurant la qualité de vie territoriale



Tableau 1. Questionnaires mesurant l'épanouissement sur le territoire

Concept(s) mesuré(s)	Source du questionnaire	Période pré-covid-19	Période post-covid-19	Caractéristiques
Bâtir une ville dynamique, accueillante, bienveillante pour tous et particulièrement pour les seniors	Auteurs Gualbert & Auffret-Pericone (2016) ⁵⁰ Publication Magazine Notre temps	✓		Territoire National Méthodologie Enquête, participants seniors
Qualité de vie dans les territoires	Auteurs Reynard & Vialette (2018) ⁵¹ Publication INSEE	✓		
Qualité de lieu de vie Critères recherchés pour son lieu de vie	Auteurs Sananes, Bedeau, Cautrès, Vitiello & Thibault (2019) ⁵² Publication Elabe & Institut Montaigne	✓		Territoire National Méthodologie Baromètre, 10 010 participants, 18 ans et plus
Qualité de lieu de vie Critères recherchés pour son lieu de vie	Auteurs Algan, Malgouyres & Senik (2020) ⁵³ Type de publication Notes du conseil d'analyse économique	✓		Territoire National Méthodologie Baromètre, 10 010 participants, 18 ans et plus
Bien-être territorial	IFOP (2020) ⁵⁴	✓		Territoire National Méthodologie Baromètre, 1001 participants, 18 ans et plus

1. (RE) NAÎTRE SUR UN TERRITOIRE / B. Critères d'épanouissement

Indicateurs de la qualité de vie	Envies de ville (2020) ⁵⁵	✓		
Critères matériels et immatériels du bien-être sur le territoire Forces du territoire	Auteurs Bourdeau-Lepage & Rolland (2021) ⁵⁶ Publication VertigO (revue électronique en sciences de l'environnement)	✓		Territoire Départements : Drôme et Ardèche (zones rurales) Méthodologie Ateliers participatifs, 21 participants, moyenne d'âge de 60 ans, passation en 2018
Première qualité de son lieu de vie Première aspiration pour le nouveau lieu de vie	Auteurs Sananes, Laurence, Cautres & Thibault (2021) ⁵⁷ Publication Elabe & SNCF & Institut Montaigne		✓	Territoire National Méthodologie Baromètre, 10 054 participants, 18 ans et plus
Critères les plus importants pour définir une ville où il fait "bon vivre"	OpinionWay (2022) ⁵⁸		✓	Territoire National Méthodologie Enquête, 1004 participants, 18 ans et plus
Qualité de vie à l'échelle des territoires	Auteurs Schaeffer, Kuentz-Simonet & Rambonilaza (2022) ⁵⁹ Publication Revue d'Économie Régionale & Urbaine		✓	
Bien-être territorial des étudiants	Agence de développement et d'urbanisme de Lille métropole (2022) ⁶⁰		✓	Territoire Étudiants de l'Université de Lille Méthodologie Enquête qualitative
Leviers du bien-être territorial	Agence de développement et d'urbanisme de Lille métropole (2022)		✓	Territoire Sailly-lez-Lannoy (zone rurale)

Cette présentation des différents questionnaires mobilisés sert de repère aux parties qui vont suivre. Avant de débiter une analyse de leurs critères, arrêtons-nous sur leurs limites méthodologiques.

1B2 | Quelles limites des mesures d'épanouissement territorial et de leur comparaison ?

L'analyse comparative des différents questionnaires retenus est à prendre avec nuance. En effet, les différences de mesure, de temporalité et de population ne permettent pas de prétendre à une analyse scientifique et rigoureuse. L'objectif est de déterminer des pistes de réflexions quant à notre étude sur les territoires et modes de vie heureux (4). Au-delà des limites de notre analyse, les enquêtes comportent elles-mêmes des biais méthodologiques. Cela permet d'avoir un point de vue nuancé, en comprenant que les différents résultats ne dépeignent pas des réalités absolues (3). Afin d'avoir une vision d'ensemble des questionnaires retenus dans notre analyse comparative, un tableau regroupe les différentes sources de ces questionnaires ainsi

que leurs caractéristiques. Tout au long de cette analyse et réflexion, il est important de garder en tête le parti pris de cette partie. Il s'agit d'un focus sur les questionnaires post-Covid-19, les questionnaires pré-Covid-19 étant seulement utilisés en tant que "points de comparaison" (1).

1 - Avant-propos : parti pris de l'analyse globale

La présente étude s'intéresse à la réinvention des modes de vie suite à la crise sanitaire. Dès lors, cette sous-partie et les suivantes se focalisent sur les questionnaires post-Covid-19. Les questionnaires pré-Covid-19 sont simplement mentionnés en tant que "point de comparaison", sachant que les questionnaires et méthodologies diffèrent.

2 - Tableau des mesures post-covid-19 du bien-être sur le territoire



Tableau 2. Questionnaires post-covid-19 mesurant l'épanouissement sur le territoire

Questionnaire avec lien vers le questionnaire	Période de passation	Caractéristiques	Remarques et limites
<p>Auteurs Sananes, Laurence, Cautres & Thibault (2021)⁶¹</p> <p>Publication Elabe & SNCF & Institut Montaigne</p>	<p>Entre septembre et octobre 2021</p>	<p>Mesure Première qualité de son lieu de vie Première aspiration pour le nouveau lieu de vie</p> <p>Territoire National</p>	<p>Participants</p> <ul style="list-style-type: none"> . Ne prend pas en compte le ressenti des mineurs . Ne précise pas si les personnes en situation de handicap, en prenant en compte les divers handicaps, ont un ressenti similaire . Ne précise pas si les critères varient selon

<p>Lien https://elabe.fr/wp-content/uploads/2021/11/barometre-des-territoires-2021_note-danalyse.pdf</p>		<p>Méthodologie Baromètre, 10 054 participants, 18 ans et plus</p>	<p>le genre . Ne précise pas si les critères divergent en fonction des différentes catégories d'âge</p> <p>Items . Pas accès à la totalité des items mesurés . Pas accès à la démarche ayant donné lieu à la proposition de ces questions (démarche scientifique sous-jacente ?)</p>
<p>Auteurs Schaeffer, Kuentz-Simonet & Rambonilaza (2022)</p> <p>Publication Revue d'Économie Régionale & Urbaine</p> <p>Lien https://www.cairn.info/revue-d-economie-regionale-et-urbaine-2022-0-page-5zj.html</p>	<p>N'a pas fait l'objet d'une enquête</p>	<p>Mesure Qualité de vie à l'échelle des territoires</p>	
<p>Agence de développement et d'urbanisme de Lille métropole (2022)</p> <p>Expérimentation</p> <p>Lien https://www.adu-lille-metropole.org/cartes-et-data/cartotheque/la-demarche-bien-etre-territorial/</p>	<p>Entre mars et juin 2022</p>	<p>Mesure Bien-être territorial</p> <p>Territoire Sailly-lez-Lannoy (zone rurale)</p> <p>Méthodologie Trois ateliers organisés : Deux séances de co-production (la première sous forme de promenade sensible) Et une séance de restitution</p> <p>Les participants ont défini les leviers du bien-être territorial à Sailly-lez-Lannoy puis ont construit un questionnaire du bien-être territorial à Sailly-lez-Lannoy</p>	<p>Participants . Échantillon non représentatif : quelques habitants du village (moins de 10 sur une commune de 1 696 habitants)</p> <p>Items . Les labels attribués semblent ne pas correspondre aux items mentionnés . Création de catégories par les participants, pas de validation statistique</p>

<p>Agence de développement et d'urbanisme de Lille métropole (2022)</p> <p>Enquête qualitative</p> <p>Lien https://www.adu-lille-metropole.org/cartes-et-data/cartotheque/la-demarche-bien-etre-territorial/</p>	<p>Entre octobre 2021 et janvier 2022</p>	<p>Mesure Bien-être territorial des étudiants</p> <p>Territoire Étudiants de l'Université de Lille</p> <p>Méthodologie Enquête qualitative</p>	<p>Participants . Étudiants de l'Université de Lille . Ne précise pas si les critères diffèrent en fonction de la formation des étudiants</p>
---	---	--	---

3 - Limites méthodologiques des questionnaires

● Une analyse vigilante

Différentes limites méthodologiques relatives à ces questionnaires post-Covid-19 doivent être mentionnées avant toute analyse de leurs éclairages en termes de critères d'épanouissement. Il s'agit ici d'une analyse globale, le détail étant représenté au sein du tableau ci-dessus.

● Un manque de représentativité de toutes les populations

Les différents questionnaires ne sont pas informatifs quant au bien-être territorial de certaines catégories sociales. Les territoires sont peuplés par une diversité de personnes, et le rapport au territoire peut varier d'une catégorie de personne à l'autre.

Lorsque l'enquête est menée au niveau national, il est dès lors légitime de se demander si le bien-être territorial est différent chez les personnes en situation de handicap (physique ou mental), chez les mineurs, entre les différentes catégories d'âge ou encore en fonction du genre.

Quels critères d'épanouissement territoriaux pour les enfants ?

© Image par StockSnap de Pixabay



Lorsque l'enquête est menée au niveau local (par exemple dans un village), ce même niveau de précision est également pertinent. Ainsi, lorsque les participants ont une moyenne d'âge de 60 ans, comme dans l'expérimentation menée à Sailly-lez-Lannoy, les résultats manquent de nous informer du rapport des plus jeunes à leur commune.

● Quel étayage scientifique des questions et de leur regroupement ?

Les différents rapports ne précisent pas toujours l'origine des questions posées : émanent-elles d'enquêtes qualitatives ? de sondages antérieurs ? d'un questionnaire validé scientifiquement ? Sans accès à ce niveau de détail, il n'est pas possible de savoir dans quelle mesure les items ont une justification.

L'origine de l'intitulé des dimensions et de la répartition des items au sein de ces dernières n'est pas non plus précisée au sein de nombreux rapports. Afin de déterminer si les dimensions d'un même questionnaire mesurent des choses différentes, et si les items regroupés dans une dimension mesurent la même chose, une démarche statistique ou psychométrique est nécessaire.

Certains questionnaires regroupent des items au sein d'une même dimension alors même qu'ils semblent mesurer des concepts différents. Par exemple, les items "taux de chômage" et "présence de forêts" sont assemblés au sein d'une dimension intitulée "qualité de vie", tandis qu'ils pourraient faire partie de deux dimensions différentes. Il aurait été intéressant de pouvoir constater si les résultats varient d'une question à l'autre, au sein d'une même dimension. Autrement dit, il s'agit de vérifier que les items regroupés au sein d'une dimension mesurent bien la dimension en question, et non une autre. Une démarche statistique ou psychométrique est dès lors nécessaire afin de valider ce regroupement d'items.

D'autres questionnaires attribuent des labels qui semblent déconnectés des items qui semblent mesurer tout autre chose. Par exemple, attribuer le label "se divertir" à des items tels que "nombre de fois où les habitants se rendent à la mairie". En l'occurrence, puisque la mesure en question a été

conçue par quelques habitants d'une commune, ce label est certainement arbitraire.

4 - Limites d'une comparaison entre ces questionnaires

● Une prise de recul avant la comparaison inter-questionnaires

Comparer les questionnaires entre eux comporte également des limites. Il est primordial de les mentionner avant d'effectuer l'analyse de leurs éclairages en termes de critères d'épanouissement.

● Un manque d'uniformité inter-questionnaires

Les différents questionnaires ne mesurent pas de la même façon les différents critères d'épanouissement au sein de son territoire. Cela constitue une première limite à la comparaison entre les questionnaires.

Pour commencer, les questionnaires mesurent le concept de "territoire heureux" à travers différentes appellations : qualité de son lieu de vie, aspiration pour le nouveau lieu de vie, ville où il fait "bon vivre", qualité de vie, bien-être territorial. Il est dès lors possible de se demander si tous mesurent la même chose. Les critères d'épanouissement ne sont d'ailleurs pas identiques d'une étude à l'autre.

En outre, des différences se constatent au niveau des dimensions mesurées et des items. Ainsi, des items (comme le taux de chômage) peuvent se retrouver d'un questionnaire à l'autre mais être attribués à une dimension différente (par exemple : qualité de vie vs. conditions de ressources et d'emploi). Puis, le niveau de précision des items varie d'un questionnaire à l'autre. Par exemple, certains questionnaires incluent le critère "alimentation" sans plus de précision, et d'autres désignent l'alimentation comme une dimension, accompagnée d'items très précis (comme le nombre de km parcourus pour faire ses courses). De même, un critère est parfois traité en tant que dimension à part entière avec plusieurs items (par exemple la dimension santé avec des items tels que présence de maternité, forte espérance de vie, etc.) et parfois

mentionné en tant que simple item d'une autre dimension (par exemple dans le cadre de vie).



Cette analyse de questionnaires et sondages n'a pas l'ambition d'être exhaustive ni scientifique. Nous analysons ici, avec beaucoup de précautions, des enquêtes et sondages réalisés pré et post-Covid-19, lesquels ont des finalités, des méthodologies, structurations et périmètres différents.

● **Des populations et contextes incomparables entre les questionnaires**

Ce regroupement de questionnaires au sein d'un même tableau n'implique pas qu'ils sont parfaitement comparables entre eux, ni qu'ils mesurent exactement la même chose. Malgré des intentions similaires - mesurer la qualité de vie ou le bien-être au sein d'un territoire - les questionnaires ont des différences fondamentales.

Tout d'abord, les sondages ne ciblent pas les mêmes échelles. Certains sondages sont en effet déployés au niveau national, tandis que d'autres concernent des communes ou des lieux précis comme l'Université.



critères objectifs vs. subjectifs

Une évaluation peut se faire de manière objective, en prenant en compte des faits ou chiffres issus de comptage de terrain : infrastructures, nombre de personnes, état des lieux de parcs de véhicules, recensement de passages à l'acte, mesure de distances, etc. Elle peut aussi se réaliser de manière subjective en interrogeant les populations sur leur ressenti.

La Commission Stiglitz-Sen-Fitoussi formellement intitulée "Commission sur la mesure des performances économiques et du progrès social", née d'une proposition de Nicolas Sarkozy en 2008, formule la préconisation suivante : que la mesure du bien-être et du progrès soit issue

1. (RE) NAÎTRE SUR UN TERRITOIRE / B. Critères d'épanouissement

Ensuite, les populations ayant participé aux études sont différentes. Par exemple, il s'agit parfois d'un large regroupement de personnes (un millier de personnes entre 18 ans et plus) et d'autres fois d'un faible panel d'habitants d'une commune avec une tranche d'âge étroite (moyenne d'âge de 60 ans).

Puis, il ne s'agit pas des mêmes types de questionnaires. En effet, leur méthodologie varie (quantitative vs. qualitative) et certains n'ont pas fait l'objet d'un sondage. De plus, les critères d'épanouissement mesurés ne sont pas de même type : objectifs vs. subjectifs.

d'un mix équilibré d'évaluations objectives et subjectives. Par exemple, l'évaluation de la sécurité pourrait se faire en conjuguant la prise en compte d'actes de violences recensés et le ressenti d'insécurité déclaré par les populations. La présente analyse se penche sur les enquêtes post-Covid-19, dont l'évaluation des critères d'épanouissement est :

- **subjective** : comme c'est le cas du Baromètre des Territoires 2021 publié par Elabe⁶² ainsi que de l'enquête qualitative menée auprès d'étudiants et publiée par l'Agence de développement et d'urbanisme de Lille métropole (2022)⁶³ ;
- **objective** : cela concerne le questionnaire publié dans la Revue d'Économie Régionale & Urbaine (2022)⁶⁴ ;
- **à la fois subjective et objective** :
 - dans le cadre de l'expérimentation à Sailly-lez-Lannoy, publiée par l'Agence de développement et d'urbanisme de Lille métropole (2022)⁶⁵, les leviers du bien-être territorial définis sont subjectifs tandis que le questionnaire construit sur le bien-être territorial propose des critères objectifs
 - le palmarès des Villes et Villages où il fait bon vivre (2022)⁶⁶ utilise le ressenti des interrogés pour établir le coefficient appliqué aux évaluations objectives des différents critères.

Enfin, ces différents questionnaires ont été construits et menés à des périodes différentes et dans des lieux différents. Les résultats des enquêtes ont en effet pu être influencés par un contexte précis, et qui n'est peut-être plus d'actualité.

1B3 | Les critères les plus mesurés pour déterminer bien-être sur un territoire

En gardant en tête les réserves exprimées ci-dessus, cette analyse tente d'extraire différentes tendances des questionnaires examinés pour notre étude. Elle met en avant les critères d'épanouissement mesurés fréquemment - 3 fois sur 5 - après la crise de la Covid-19 (5). Attention ! Il ne s'agit pas ici de s'intéresser aux scores des répondants, et ainsi aux critères qu'ils ont considéré comme étant les plus importants pour déterminer leur bien-être territorial. Il s'agit bien d'analyser seulement la fréquence de mesure des différents critères. Les thématiques qui sont systématiquement, ou quasi-systématiquement - 4 fois sur 5 - prises en compte au sein des différents questionnaires sont également mises en lumière (4). Afin d'avoir une vision globale de la fréquence de mesure de chaque critère parmi les différents questionnaires post-Covid, un tableau est présenté (3). Étant donné que l'analyse comprend une comparaison avec les questionnaires pré-Covid, un tableau de fréquence des critères est également mis en avant (2). Toutefois, avant de se lancer dans la lecture de cette analyse comparative, il est primordial de garder en mémoire le présent parti pris. Il ne s'agit pas d'une démarche à visée scientifique mais bien d'une analyse qui ambitionne de mettre en lumière les déterminants potentiels du bonheur sur les territoires (1).

1 - Avant-propos : démarche de l'analyse et labellisation des critères

● Démarche de l'analyse

Le parti pris actuel est d'identifier les thématiques communes et moins communes de ces questionnaires post-Covid-19, et celles qui sont considérées comme importantes pour les participants. Cette démarche n'a pas une visée scientifique mais une simple ambition d'éclairer les déterminants potentiels du bonheur sur les territoires.

● Comment ces critères ont-ils été déterminés ?

D'une part, la mise en thématique des items est arbitraire. Ces différents critères sont en effet labellisés par nos soins et déterminés en fonction des items des différents questionnaires. Les items traitant de la même thématique sont regroupés, indépendamment de la catégorisation initiale au sein des questionnaires.

D'autre part, les items ont été sélectionnés. Les différents questionnaires mesurés ont pu mesurer plusieurs choses différentes, mais seuls les items relatifs à la qualité de vie sur les territoires sont pris en compte dans cette analyse. Tout critère n'étant pas directement lié au territoire est exclu.

2 - Tableau des critères pré-covid-19 de qualité de vie au sein de son territoire



Tableau 3. Critères d'épanouissement territorial les plus mesurés avant la crise de la Covid-19

critère	Magazine Notre temps (2016)	INSEE (2018)	Elabe & Institut Montaigne (2019)	Notes du conseil d'analyse économique (2020)	IFOP (2020)	Envies de ville (2020)	Vertigo (2021)	Total
Transports / Mobilité	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	7/7

Santé	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	7/7
Loisirs, culture, sport		✓		✓	✓	✓	✓	5/7
Nature / Espaces verts		✓			✓	✓	✓	4/7
Logement / Immobilier		✓		✓		✓		3/7
Commerces et services	✓	✓		✓	✓		✓	5/7
Emploi, situation économique et dynamisme économique		✓	✓	✓	✓	✓		5/7
Sentiment de sécurité	✓		✓			✓		3/7
Alimentation (qualité / localité)							✓	1/7
Education		✓		✓		✓	✓	4/7
Lien social / Engagement citoyen	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	7/7

3 - Tableau des critères post-covid-19 de qualité de vie au sein de son territoire



Tableau 4. critères d'épanouissement territorial les plus mesurés post-covid-19

critère	Elabe & SNCF & Institut Montaigne (2021)	OpinionWay (2022)	Revue d'Économie Régionale & Urbaine (2022)	Agence de développement et d'urbanisme de Lille métropole (2022) Expérimentation	Agence de développement et d'urbanisme de Lille métropole (2022) Enquête qualitative	Total
Transports / Mobilité	✓	✓	✓	✓	✓	5/5
Santé	✓	✓	✓		✓	4/5

1. (RE) NAÎTRE SUR UN TERRITOIRE / B. Critères d'épanouissement

Loisirs, culture, sport	✓	✓	✓	✓		4/5
Nature / Espaces verts	✓	✓		✓	✓	4/5
Logement / Immobilier	✓	✓	✓		✓	4/5
Commerces et services	✓	✓		✓	✓	4/5
Emploi, situation économique et dynamisme économique	✓	✓	✓			3/5
Sentiment de sécurité	✓	✓			✓	3/5
Alimentation (qualité / localité)	✓			✓	✓	3/5
Education		✓	✓		✓	3/5
Lien social / Engagement citoyen	✓			✓	✓	3/5

4 - Les principaux critères d'épanouissement mesurés

● Transports / Mobilité

La totalité des questionnaires post-Covid-19 mentionnés dans le tableau ci-dessus mesurent ce critère. Les items désignent plus précisément la proximité et l'accès aux infrastructures de transports. Le sondage OpinionWay est le seul à émettre davantage de précisions en indiquant

différents types de transports (transports en commun, taxi - VTC, aéroport, gares, covoiturage). En effet, dans cette enquête, les transports sont une dimension à part entière et non un simple item.

Les questionnaires pré-Covid-19 retenus ont également tous mesuré la présence des transports sur le territoire (7/7). Cela suggère qu'il s'agit d'un critère considéré - au moins depuis 2016 - comme impactant le bonheur au sein du territoire. La thématique des transports et de ses atouts territoriaux est d'ailleurs abordée dans la partie 2C.

L'accès aux transports, un critère d'épanouissement très mesuré par les sondages (ici, illustration des Transports en Commun de Limoges)



● Santé

Ce critère est quant à lui mesuré par la plupart des questionnaires post-Covid-19 (4/5). D'un côté, certains items concernent la présence d'établissements de santé et de personnel médical. D'un autre, c'est l'état de santé global et l'espérance de vie qui sont évalués. Le sondage OpinionWay est le seul qui prend

en compte la santé en tant que dimension et non en tant que simple item. Cette dimension comprend alors différents types de services de santé : pharmacie, maison et centre de santé, hébergement pour personnes âgées, maternité, urgences, etc.



© Image par James Timothy Peters de Pixabay

Avoir un hôpital et une maternité à proximité de chez soi, un critère d'épanouissement très mesuré par les enquêtes

Les questionnaires pré-Covid-19 retenus mesurent quant à eux tous ce critère (7/7). Cela suggère qu'il s'agit d'un critère considéré - au moins depuis 2016 - comme impactant le bonheur au sein du territoire. Dès lors, la santé est un indicateur perçu comme un des déterminants du bien-être au sein de son territoire. La question de la santé est également abordée dans partie 2B, notamment à travers le prisme des solutions territoriales.

● Loisirs, culture, sport

Durant la période post-Covid-19, ce critère est également pris en compte par la plupart des mesures (4/5). Trois questionnaires évaluent la proximité des lieux culturels et de divertissement. Le sondage OpinionWay est le seul à prendre en compte ce critère en tant que dimension et non en tant que simple item. Cette dimension inclut ainsi différents lieux : cinéma, centre équestre, salle multisport, restaurant, théâtre, etc. Le questionnaire construit par les habitants de Sailly-lez-

Loisirs, culture et sport, une dimension très prise en compte par les sondages



© Les Toiles De Minuit

Lannoy évoque par contre ce critère sous un angle différent : la participation aux activités proposées dans le village.

La plupart des questionnaires pré-Covid-19 prennent également en compte la présence de lieux de loisirs, de culture et de sports sur les territoires (5/7). Ainsi, à travers le temps, ce critère est perçu comme significatif lorsqu'il s'agit d'épanouissement territorial. La question des loisirs, de la culture et des sports en tant qu'atouts du territoire est par ailleurs traitée dans la partie 1C.



Post-Covid-19, les principaux critères mesurés dans les enquêtes et sondages sélectionnés sont :

- les transports ;
- la santé ;
- les loisirs, la culture et le sport ;
- la nature et les espaces verts ;
- le logement et l'immobilier ;
- les commerces et les services.

● Nature / Espaces verts

Ce critère est présent dans la plupart des mesures post-Covid-19 (4/5). Plus précisément, il s'agit des paysages, du climat, de la proximité de la nature et de la campagne et de la présence d'espaces de nature. Le sondage OpinionWay évoque des aspects de la nature dans la dimension "qualité de vie" : présence de cultures permanentes (ex : vignobles), présence de forêts, présence d'eaux maritimes (ex : mers et océans), etc. A travers l'approche paysagère, la thématique de la nature en tant qu'atout territorial est d'ailleurs abordée dans la partie 1C.

1. (RE) NAÎTRE SUR UN TERRITOIRE / B. Critères d'épanouissement

● Logement / Immobilier

La plupart des études et sondages post-Covid-19 prennent en compte ce critère (4/5). Les items mesurent plus spécifiquement l'accès au logement, les conditions de logement (confort, solitude, etc.), la situation immobilière (logements vacants, ratio de propriétaires / locataires, hébergements touristiques) ou encore la présence de logements sociaux. Les questionnaires proposent un seul item pour mesurer le logement et l'immobilier, sauf le sondage OpinionWay, qui le prend en compte comme une dimension à part entière ("attractivité immobilière"). Deux autres dimensions de ce questionnaire font référence à ce critère : "qualité de vie" (avec l'item "hébergements touristiques") et "solidarité" (avec l'item "hébergement social").



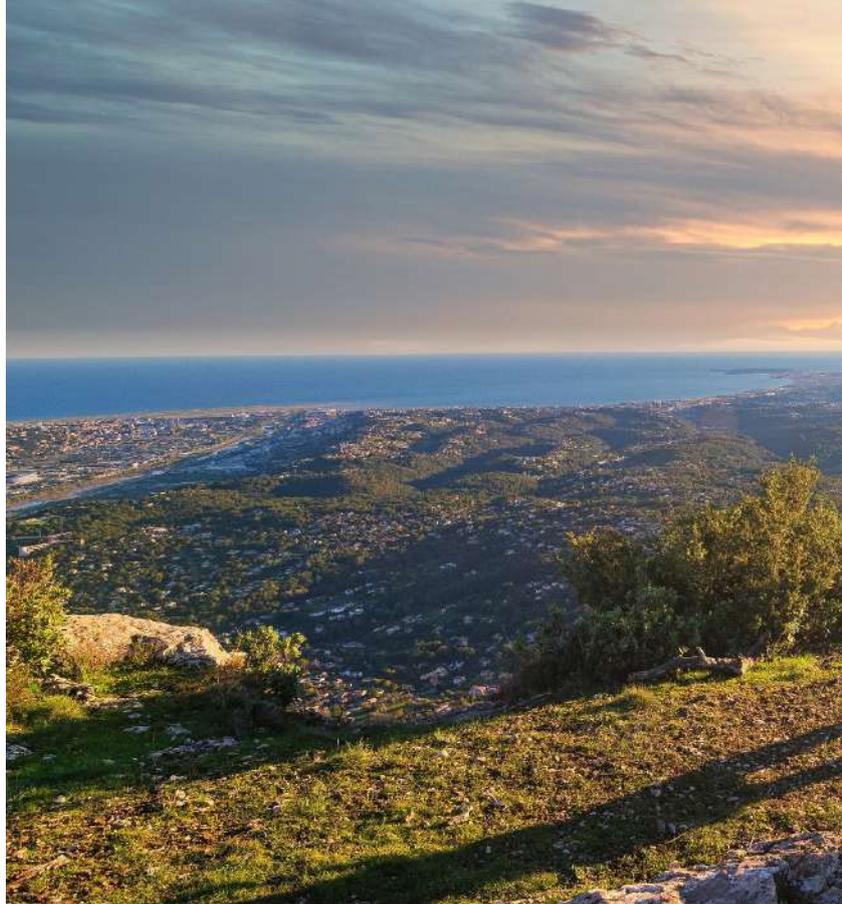
L'accès au logement et à l'immobilier, une dimension récurrente dans les sondages (New G - Paris XIII)

Quelques questionnaires pré-Covid-19 mesurent ce critère (3/7). Cela suggère qu'avant la crise sanitaire, ce critère n'est pas toujours considéré comme impactant le bien-être au sein du territoire.

Proportionnellement, le logement et l'immobilier sont davantage pris en compte suite à la crise Covid-19. Ainsi, nous pouvons formuler l'hypothèse selon laquelle la crise sanitaire influence cette évolution. D'un côté, il est possible que le fait d'avoir été longuement maintenus entre quatre murs ait augmenté la nécessité de prendre en compte les conditions de logement favorables (comme le fait d'être entouré). Cette question du bien-être au sein de son habitat est traitée dans la partie 4A.

● Commerces et services

Ce critère est mentionné dans la plupart



© Office de Tourisme Métropolitain de Nice Côte d'Azur

La nature et les espaces verts, un atout très fréquemment mesuré dans les enquêtes

des études et enquêtes post-Covid-19 (4/5). Plus précisément, cela renvoie à la proximité des services, commerces et infrastructures. Les questionnaires proposent un seul item pour mesurer ce critère, hormis le sondage OpinionWay, qui lui dédie une dimension intitulée "commerce". Plusieurs items sont inclus, tels que la boulangerie, le coiffeur, l'électricien, la station essence, etc. Deux autres dimensions mentionnent des items pouvant renvoyer à ce critère : "solidarité" (avec l'item "aide sociale à l'enfance") et "qualité de vie" (avec l'item "présence de zones industrielles ou commerciales et réseaux de communication").

La plupart des questionnaires pré-Covid-19 prennent également en compte la proximité des commerces et services (5/7). La place des commerces dans la convivialité locale est d'ailleurs abordée dans la partie 4B.

Les commerces et services, un critère d'épanouissement très mesuré par les enquêtes



© L'echommerces



5 - Les critères secondaires d'épanouissement mesurés

● Emploi, situation économique et dynamisme économique

Quelques études et enquêtes post-Covid-19 prennent en compte ce critère (3/5). Plus précisément, les items renvoient à diverses notions telles que la stabilité et la proximité de l'emploi ; le taux de chômage ; l'insertion professionnelle ; le dynamisme économique ; le salaire horaire et le revenu net d'impôt ; et l'écart entre le taux d'emploi femme/homme, etc. Les questionnaires proposent un seul item pour mesurer ce critère, sauf l'étude publiée dans la Revue d'Économie Régionale & Urbaine,

L'emploi, la situation économique et le dynamisme économique, une dimension fréquente dans les sondages



© Partenaire.fr

1. (RE) NAÎTRE SUR UN TERRITOIRE / B. Critères d'épanouissement

qui le prend en compte comme une dimension à part entière ("conditions de ressources et d'emploi"). Dans le sondage OpinionWay, ce critère est présent au sein de la dimension "qualité de vie" (avec par exemple l'item "taux de chômage").

Au niveau des questionnaires pré-Covid-19, ce critère ressort souvent (5/7). Cela peut signifier que l'emploi, la situation économique et le dynamisme économique sont des aspects fondamentaux lorsqu'il s'agit de bien-être au sein du territoire.

Proportionnellement, l'emploi, la situation économique et le dynamisme économique sont davantage pris en compte dans les questionnaires pré-Covid-19. Nous pouvons suggérer une explication liée à la réalité des individus, plutôt qu'au contexte sanitaire. Ainsi, nous pouvons formuler l'hypothèse suivante : selon l'âge, ce critère n'est pas perçu comme aussi important dans l'épanouissement au sein du territoire. En effet, il n'est pas présent dans les enquêtes post-Covid-19 menées auprès d'étudiants ni auprès de seniors du village de Sailly-lez-Lannoy.

D'un côté, l'intérêt pour la formation suivie jouant un rôle important dans la qualité de vie des étudiants de l'Université de Lille, il se pourrait qu'à cette période, les étudiants soient davantage focalisés sur le critère éducatif que sur celui de l'emploi. D'un autre côté, puisque les personnes ayant participé à l'expérimentation à Sailly-lez-Lannoy ont une moyenne d'âge de 60 ans, il se pourrait que la question de l'emploi ne les impacte plus autant par rapport aux personnes en plein parcours professionnel. Cette hypothèse est renforcée par l'enquête menée avant la crise sanitaire auprès de seniors (et publiée dans le magazine Notre temps) qui ne mentionne pas non plus cet aspect.

Pour finir, on peut aussi se demander dans quelle mesure cette moindre importance accordée à "l'emploi, la situation économique et le dynamisme économique" post-Covid-19 fait écho aux crises de sens professionnel accentuées par la crise sanitaire. Le changement de vie, les bifurcations, les

démissions de “bullshit jobs” et l'adoption de modes de vie plus sobres auraient-ils décentré l'importance économique de l'emploi dans l'épanouissement sur les territoires ? Nous n'avons pas, malheureusement, d'éléments suffisamment solides pour répondre, et notamment des éléments plus qualitatifs liés à l'emploi. La partie 3B permet néanmoins d'approfondir cette question de l'emploi sur les territoires.

● Sentiment de sécurité

Durant la période post-Covid-19, certains questionnaires mesurent ce critère (3/5). Seul le sondage OpinionWay prend en compte la sécurité en tant que dimension et non en tant que simple item. Il inclut de nombreux aspects, comme le fait de vivre dans un environnement sécurisé, avec une sécurité à l'échelle départementale (vols à l'étalage, vols, homicides, etc.), communale (véhicules, coups et blessures volontaires, atteintes à la propriété, vols, violences sexuelles), et la présence d'infrastructures chargées de la sécurité (police, etc.)



© Image par Mircea - All in collections de Pixabay

Le sentiment de sécurité, un critère récurrent dans les enquêtes

Concernant les questionnaires pré-Covid-19, ce critère ressort peu (3/7). Cela peut signifier que le sentiment de sécurité n'est pas le facteur perçu comme au premier plan lorsqu'il s'agit de qualité de vie au sein du territoire.

Proportionnellement, le sentiment de sécurité est moins pris en compte dans les questionnaires pré-Covid-19. Nous pouvons suggérer une explication liée au type de territoire des individus, plutôt qu'au contexte sanitaire. Ainsi,

nous pouvons formuler l'hypothèse suivante : selon la densité de population du lieu de vie, ce critère n'est pas aussi déterminant pour le bien-être territorial. En effet, il n'est pas présent dans plusieurs enquêtes, dont une post-Covid-19 menée auprès d'habitants de Sailly-lez-Lannoy et une pré-Covid-19 menée auprès d'habitants de communes rurales en Drôme et en Ardèche. Il se pourrait ainsi que le sentiment de sécurité ne soit pas un aspect aussi saillant qu'en zone urbaine, où le taux de délits est généralement plus élevé. De fait, le nombre de crimes et délits pour 1 000 habitants est plus élevé au sein des grandes unités urbaines (Vie publique, 2022). Par ailleurs, au sortir de la Covid-19, les femmes et les hommes politiques ont souhaité mettre le thème de la sécurité à l'agenda politique, électoral et médiatique, favorisant son incorporation dans des baromètres territoriaux.



Dans les questionnaires et sondages post-Covid-19 sélectionnés, les critères suivants semblent globalement (et parfois étonnamment) moins mesurés que les critères précédents :

- l'emploi, la situation économique et le dynamisme économique ;
- le sentiment de sécurité ;
- l'alimentation ;
- l'éducation ;
- le lien social, l'engagement citoyen.

● Alimentation (qualité / localité)

Quelques mesures post-Covid-19 intègrent ce critère (3/5). Plus précisément, les items renvoient à l'accès à l'alimentation, à sa localité et au terroir (gastronomie). L'expérimentation menée auprès des habitants de Sailly-lez-Lannoy est la seule étude prenant en compte l'alimentation en tant que dimension à part entière et non en tant que simple item. Cette dimension détaille alors l'aspect local



L'alimentation, une dimension plusieurs fois mesurée par les enquêtes

de l'alimentation : provenance des ingrédients de la cantine scolaire, nombre de kilomètres parcourus pour faire des courses, part en € des achats locaux mesurée grâce à la mise en place de "tickets resto" locaux.

Les spécificités de certains aspects sont très parlantes. D'un côté, l'accès à l'alimentation est ressorti comme fondamental dans l'enquête qualitative menée auprès des étudiants à Lille, ce qui fait sens avec les réalités économiques à cette période de la vie. D'un autre, l'aspect local de l'alimentation, saillant au sein d'une petite commune, retient de sens. En effet, les personnes vivant en zone rurale sont susceptibles de ressentir un fort ancrage territorial. Ainsi, les habitants de Sailly-lez-Lannoy ont indiqué dans l'étude que l'attachement fort au territoire et l'identité de village étaient des leviers de bien-être territorial.

L'alimentation n'est qu'exceptionnellement prise en compte dans les questionnaires pré-Covid-19 (1/7). Le seul questionnaire à prendre en compte cet aspect est celui mené au sein de communes rurales, en Drôme et en Ardèche. Nous pouvons suggérer une explication liée au type de territoire des individus, plutôt qu'au contexte sanitaire. Ainsi, nous pouvons formuler l'hypothèse suivante : en zone rurale, l'alimentation est d'autant plus un facteur clé du bien-être territorial, car elle est plus liée à son lieu de vie qu'en milieu urbain.

Pour finir, le fait que l'alimentation soit davantage prise en compte post-Covid-19 résulte sans doute de la crise elle-même. Entre pénuries, changements d'habitudes et meilleure compréhension des impacts de nos comportements alimentaires, le sujet est ainsi devenu plus prioritaire. Nous aborderons d'ailleurs ce thème dans la partie 2A.

1. (RE) NAÎTRE SUR UN TERRITOIRE / B. Critères d'épanouissement

● Education

Certains sondages et études post-Covid-19 mesurent ce critère (3/5). Les items renvoient plus spécifiquement au niveau de diplômes, au taux de diplômés et aux types de formations présentes sur le territoire. Le sondage OpinionWay est le seul à prendre en compte ce critère en tant que dimension et non en tant que simple item. Cette dimension inclut ainsi différents types de formation sur le territoire : formations de l'enseignement supérieur, du premier et second degré de l'Education nationale. La dimension "qualité de vie" de ce questionnaire présente l'item "haut taux de diplômés" qui renvoie également à l'éducation. L'étude publiée dans la Revue d'Économie Régionale & Urbaine mentionne l'item "niveau de diplômés" qui est rattaché au capital humain dans la dimension "conditions de ressources et d'emploi".



© Domaine public

Université du Littoral Côte d'Opale

Ce critère ressort dans plus de la moitié des questionnaires pré-Covid-19 (4/7). Cela peut signifier que l'éducation était un aspect majeur pour déterminer le bien-être au sein du territoire. La question de l'éducation sur les territoires est d'ailleurs abordée dans la partie 3A.

● Lien social / Engagement citoyen

Quelques mesures post-Covid-19 mentionnent ce critère (3/5). L'expérimentation menée auprès des habitants de Sailly-lez-Lannoy est la seule étude

1. (RE) NAÎTRE SUR UN TERRITOIRE / B. Critères d'épanouissement

qui offre des précisions sur ce critère, en incluant l'engagement citoyen et le lien social dans une dimension à part entière ("s'engager, s'affirmer"). Les items renvoient dès lors à la volonté de faire communauté en promouvant la sociabilité et la citoyenneté ; au nombre d'associations (connaissance de leurs projets, budget) ; ou encore à la part de la population qui s'engage et au type d'engagement (citoyen, pour l'environnement, la vie de la commune, etc.)

Le lien social et l'engagement citoyen, une dimension souvent mesurée par les enquêtes



© Comm' une opportunité

Les questionnaires pré-Covid-19 retenus mesurent quant à eux tous ce critère (7/7). Cela suggère qu'avant la crise sanitaire, ce critère est considéré comme impactant le bonheur au sein du territoire. Le lien social est dès lors un indicateur perçu comme fondamental lorsqu'il s'agit du bien-être territorial. Cette thématique est d'ailleurs développée dans la partie 4B.

Les thématiques du lien social et de l'engagement citoyen sont davantage abordées au sein des questionnaires pré-Covid-19. Nous pouvons suggérer que cela est lié à l'intention de l'enquête plutôt qu'au contexte sanitaire. En effet, les deux questionnaires post-Covid-19 n'ayant pas pris en compte ce critère axent leurs dimensions sur des caractéristiques qui ne sont pas inter-personnelles mais connectées à des réalités matérielles. D'un côté, la "solidarité" est une dimension dans le sondage OpinionWay mais regroupe des items que nous avons catégorisés dans les critères services ("aide sociale à l'enfance"), logement ("logements sociaux") et emploi ("insertion professionnelle"). D'un autre, l'étude publiée dans la Revue d'Économie Régionale & Urbaine propose des dimensions majoritairement axées sur l'emploi et les infrastructures, équipements et services.

En conclusion, la nature, le logement et le sentiment de sécurité sont proportionnellement moins mesurés dans les questionnaires pré-Covid-19 tandis que l'emploi l'est proportionnellement davantage. Les hypothèses formulées suggèrent que ces différences peuvent dans certains cas être dues à la crise, et dans d'autres, plutôt liées au profil des répondants. En effet, en fonction de l'âge des participants, les critères essentiels au bien-être peuvent différer.

Après avoir analysé les critères les plus pris en compte par les questionnaires post-Covid-19, il est intéressant de se pencher sur les critères qui, au contraire, sont les moins traités par ces questionnaires.

1B4 | Les critères les moins mesurés

Bien que cette analyse se focalise sur les critères d'épanouissement sur le territoire qui ont été mesurés après la Covid-19, nous n'oublions pas de préciser les critères les moins fréquemment mesurés au sein des questionnaires pré-Covid-19 (4). La présente analyse se concentre toutefois sur les critères peu mesurés au sein des sondages post-Covid-19. Plusieurs critères relatifs aux dynamiques socio-démographiques du territoire (3), à leurs conditions de vie (2) et aux spécificités de leur territoire de vie (1) sont mesurés de façon anecdotique au sein des différents questionnaires retenus.

1 - Spécificités du territoire

● Terroir, histoire et architecture du territoire

Plusieurs aspects spécifiques au territoire lui-même n'apparaissent qu'une ou deux fois au sein des questionnaires sur le bien-être territorial post-Covid-19. En premier lieu, cela concerne des critères relatifs au terroir, à l'histoire du territoire et à son architecture : "histoire du territoire", "traditions", "langue régionale", "architecture" (cf. baromètre

Elabe, 2021) et “attachement au territoire et à son patrimoine” (cf. expérimentation menée auprès des habitants de Sailly-lez-Lannoy, 2022). Aucun de ces critères n'a été mesuré avant la crise de la Covid-19, hormis le critère “attachement au territoire et à son patrimoine”, qui a été mesuré une fois.

● Villages et zones enclavées

Puis, des aspects spécifiques aux villages apparaissent au sein d'un questionnaire : “connexion des villages aux grandes villes”, “maintenir l'identité du village” (cf. expérimentation menée auprès des habitants de Sailly-lez-Lannoy, 2022). Ces angles ne se retrouvent pas dans les questionnaires pré-Covid-19, y compris celui concernant les habitants de zones rurales (cf. ateliers participatifs menés en Drôme et Ardèche, 2018).

La question de la connexion internet, également peu abordée, concerne généralement les zones enclavées. Deux questionnaires ont mentionné cette notion à travers les items suivants : “couverture haut et très haut débit” (cf. enquête OpinionWay, 2022) et “qualité et vitesse de la connexion internet” (cf. baromètre Elabe, 2021). Durant la période pré-Covid-19, la connexion internet est également apparue dans un questionnaire ciblant des habitants en zone rurale (cf. ateliers participatifs menés en Drôme et Ardèche, 2018). Le fait que deux baromètres nationaux se soient penchés sur cette question de la connexion internet suite à la crise sanitaire peut être en lien avec la place grandissante des pratiques de télétravail. En effet, la crise de la Covid-19 a créé un besoin soudain pour les entreprises et leurs employés (en capacité de télétravailler) d'instaurer ou de renforcer le télétravail (OCDE, 2021)⁶⁸.

● Protection environnementale du territoire

En dernier lieu, la question de la protection environnementale est un aspect peu récurrent dans les questionnaires post-Covid-19. Ainsi, ce critère est seulement mesuré par deux questionnaires, à travers les items : “situation de l'environnement» (cf. baromètre Elabe, 2021), «pollution industrielle», «pollution de l'air» et «dégradation volontaire de l'environnement» (cf. enquête OpinionWay,

2022). Deux questionnaires pré-Covid-19 se sont de même penchés sur ces notions. Parallèlement, “les actions en faveur de la protection de l'environnement” est un aspect qui apparaît au sein d'un seul questionnaire post-Covid-19 : “offre territoriale : actions en faveur de l'environnement”. Les questionnaires pré-Covid-19 retenus ne traitent toutefois pas cet aspect.

Cela peut dénoter une envie croissante de passer à l'action en faveur de la protection de l'environnement suite à la crise sanitaire. En effet, en octobre 2020, 64% des Français ont déclaré agir et consommer de manière plus responsable. Il s'agit d'un des résultats du 3e Baromètre annuel de l'Observatoire de la Matérialité des Enjeux Sociaux et Environnementaux (Institut du Capitalisme Responsable & IFOP, 2020)⁶⁹. Toutefois, bien que les questionnaires pré-Covid-19 n'aient pas abordé la question environnementale, le climat faisait déjà partie des préoccupations majeures des Français avant la Covid-19. Effectivement, en janvier 2020, 53% des Français répondaient spontanément que l'urgence environnementale et climatique était l'un des enjeux de société prioritaires à horizon 10 ans (Institut du Capitalisme Responsable & IFOP, 2020). Ainsi, l'absence de ce critère environnemental n'est pas nécessairement le reflet d'une faible préoccupation environnementale chez les Français durant la période pré-Covid-19.



Certains critères apparaissent de manière plus anecdotique dans les sondages et questionnaires. Cela peut-être le fait de spécificités territoriales ou socio-économiques particulières :

- terroir, histoire et architecture du territoire ;
- villages et zones enclavées ;
- protection environnementale du sur son territoire ;
- proximité de sa famille et de ses amis ;
- proximité de son lieu d'enfance ;
- temps libre disponible ;
- taux de natalité ;
- relation avec les acteurs du territoire.

2 - Conditions de vie au sein du territoire

● Proximité de sa famille et de ses amis

Des caractéristiques propres aux conditions de vie au sein du territoire n'apparaissent qu'une fois parmi les questionnaires post-Covid-19 mesurant le bonheur territorial. D'une part, la question des liens forts est peu présente dans les questionnaires post-Covid-19. En effet, seul le baromètre Elabe (2021) s'est penché sur la notion de "proximité à sa famille et/ou ses amis". Par ailleurs, cet aspect n'est mesuré par aucun des questionnaires pré-Covid-19 de notre analyse.

● Proximité de son lieu d'enfance

D'autre part, la question de l'enracinement apparaît seulement au sein du baromètre Elabe (2021) à travers l'item "proximité du lieu de son enfance". Les questionnaires pré-Covid-19 ne mentionnent pas cet aspect. Or l'enracinement et l'identité territoriale sont des déterminants importants du bonheur, comme développé dans les parties 1A et 4D.

● Temps libre disponible

Finalement, parmi toutes les enquêtes, études et mesures post-Covid-19, la question du temps libre n'émerge que de l'enquête qualitative menée auprès d'étudiants de l'Université de Lille (2022). Durant la période pré-Covid-19, seul le questionnaire de l'INSEE (2018) peut faire échos à cet aspect, appliqué au monde du travail. Il inclut en effet la nécessité d'un "équilibre travail - vie privée".

3 - Dynamiques socio-démographiques du territoire

● Taux de natalité

Diverses caractéristiques propres aux habitants d'un territoire n'apparaissent qu'une ou deux fois au sein des questionnaires post-Covid-19 mesurant le bien-être territorial. Par exemple, le taux de natalité est un aspect qui n'apparaît qu'au sein d'un seul questionnaire durant la période post-Covid-19 (cf. enquête OpinionWay, 2022). Il n'est pas non plus mesuré durant la période pré-Covid-19.

● Relation avec les acteurs du territoire

De même, la relation aux acteurs du territoire est apparue au sein d'un seul questionnaire post-Covid-19 à travers le critère suivant : "relation avec les institutions" (cf. expérimentation menée auprès des habitants de Sailly-lez-Lannoy, 2022). Avant la crise sanitaire, cet aspect est également abordé dans le baromètre Ebale (2019) grâce à l'item "lien de confiance avec les acteurs du territoire". De même, l'enquête IFOP (2020) mesure cet aspect par le biais de 3 items. Premièrement : "les personnes sur qui l'on peut compter sur son territoire", soit le personnel médical, les voisins, les commerçants, les associations et bénévoles, etc. Deuxièmement : "les acteurs perçus comme contribuant le plus au bien-être territorial", soit le maire et les conseillers municipaux, les associations, les entreprises locales, etc. Troisièmement : "les acteurs défendant le mieux les préoccupations des citoyens dans le débat public", soit les élus locaux, les mobilisations citoyennes, les syndicats, etc.

Passer du temps avec sa famille : un critère moins mesuré par les études, mais pourtant un des plus grands manques exprimés à la fin de sa vie...



4 - Quid de la période pré-Covid-19 ?

● Des critères peu mesurés avant la crise Covid-19

Une variété d'aspects figurent dans les questionnaires pré-Covid-19, et ne sont plus mentionnés dans les enquêtes et mesures post-Covid-19. D'un côté, le baromètre Elabe (2019) mentionne des notions liées au rapport au territoire "sentiment d'avoir choisi son territoire" ; à la projection au sein de celui-ci ("c'est un endroit où je souhaiterais que mes enfants grandissent") ; à la liberté d'action au sein de celui-ci ("sentiment d'avoir choisi la vie que l'on mène") ; et à l'attractivité en tant que tel ("c'est un lieu qui attire de nouveaux habitants pour venir y vivre"). D'un autre, l'étude publiée dans les Notes du conseil d'analyse économique (2020) a évoqué la "fiscalité locale" comme une variable corrélée au mal-être sur les territoires mobilisés dans le mouvement des Gilets Jaunes.

En conclusion, cette analyse révèle que, durant la période post-Covid-19, plusieurs aspects relatifs aux spécificités du territoire, aux conditions de vie des populations ou à leurs spécificités sont très peu mesurés. Durant la période pré-Covid-19, les thématiques peu abordées sont quant à elles relatives au rapport des habitants à leur territoire, et à leur niveau social et économique.

Après avoir décelé les critères les plus et les moins récurrents au sein des questionnaires post-Covid-19, cette analyse se penche également sur les résultats des différentes investigations. Il s'agit de s'intéresser aux critères considérés comme les plus importants pour déterminer le bien-être territorial. Il va de soi qu'il faut prendre ces résultats avec beaucoup de précautions dans la mesure où les méthodologies, périmètres et cibles sont très différents d'un questionnaire à l'autre. Toutefois, cela permet de faire ressortir quelques points saillants.

1B5 | Les critères les plus importants

En complément de cette analyse centrée sur la période post-Covid-19, nous précisons les critères qui ressortent parmi les plus importants pour se sentir bien sur le territoire durant la période pré-Covid-19 (3). C'est ainsi que la présente partie se concentre sur les critères considérés - par un grand nombre de Français - comme importants pour se sentir bien sur le territoire durant la période post-Covid-19 (2). Mais avant de débiter ce propos, il est nécessaire de préciser la démarche de sélection des critères considérés comme importants, et d'expliquer pour quelle raison tous les questionnaires ne peuvent pas être pris en compte (1).

1 - Avant-propos : parti pris et précisions

Cette section examine non pas le degré de SATISFACTION quant aux critères de qualité de vie sur le territoire mais uniquement l'IMPORTANCE (ou la pertinence) accordée par les répondants quant à ces critères.

Afin de débiter l'analyse, des précisions sont nécessaires. Pour commencer, seuls les items ayant obtenu un pourcentage de réponses supérieur ou égal à 50% - lorsqu'il s'agit d'une enquête quantitative - sont considérés comme importants.

Distinguons les enquêtes pré et post-Covid-19.

En ce qui concerne les enquêtes antérieures à la crise sanitaire, il n'est pas possible de prendre en compte la plupart d'entre elles dans cette analyse. En effet, de nombreuses enquêtes pré-Covid-19 ont seulement établi des états des lieux (c'est-à-dire, mesuré la satisfaction des Français dans leur rapport au territoire) sans investiguer l'importance accordée à ces facteurs / critères.

En revanche, beaucoup de questionnaires post-Covid-19 effectuent des états des lieux et se penchent également sur cette évaluation de l'importance des critères par les participants.

2 - Critères considérés comme importants durant la période post-covid-19



Les qualités de son lieu de vie : résultats du baromètre Elabe (2021)

● L'importance de paysages

La présence de paysages est considérée comme une qualité de son lieu de vie par 50% des individus ayant répondu au baromètre Elabe (2021) et la première pour le plus grand nombre de personnes (19%). Il est également révélé que pour 51% des personnes ayant déménagé, le cadre de vie est une aspiration pour s'y sentir bien. Cet aspect n'est pas mesuré dans le baromètre Elabe datant de 2019. Il se pourrait que la prise en compte de ce critère soit due à l'augmentation du besoin de reconnexion à la nature engendrée par les confinements au cours de la crise sanitaire durant les années 2020 et 2021. La note d'analyse Le logement face à la crise sanitaire (Gouvernement & Plan Urbanisme Construction Architecture, 2020)⁷⁰ indique que le confinement et l'essor du télétravail ont concrétisé les envies de campagne chez certains citadins.

Les paysages, un critère important pour se sentir bien sur son territoire



© Détours en France

Toutefois, cet aspect était déjà primordial avant la crise sanitaire. En effet, l'enquête IFOP menée entre le 10 et le 15 janvier 2020 indique qu'à ce moment-là, 56% des Français considèrent la proximité avec la nature comme un critère important et déterminant à leur satisfaction de vie sur leur territoire.



Des différents sondages et études sur l'épanouissement sur les territoires post Covid, voici les critères qui obtiennent les meilleurs scores et pourcentages quant à leur IMPORTANCE :

- le paysage ;
- la santé ;
- la sécurité ;
- la mobilité ;
- le lien social ;
- l'emploi ;
- la connexion internet ;
- le logement ;
- les commerces.

● L'importance des conditions de vie

Les conditions de vie sont une dimension majeure lorsqu'il s'agit de bonheur sur son territoire.

Ainsi, le sondage OpinionWay (2022) révèle que la qualité de vie (78%), la sécurité (69%) et la santé (55%) sont les principaux critères permettant de déclarer qu'au sein d'une ville, il fait "bon vivre". Un aspect intéressant à relever est que la sécurité, sujet visiblement majeur lorsqu'il s'agit de bonheur territorial, n'est pas mesurée systématiquement (3/5) dans les études et sondages post-Covid-19. OpinionWay regroupe plusieurs aspects dans sa dimension "qualité de vie" : l'emploi (taux de chômage) ; l'activité économique ; la nature et les paysages ; la démographie (taux de natalité) ; la connexion internet ; le logement ou encore les commerces.

De plus, l'enquête qualitative menée auprès d'étudiants de l'Université de Lille (2022) révèle que 5 critères jouent un rôle majeur dans le bien-être territorial de ces derniers : la santé ; le logement ; le lien social ; la mobilité et le temps libre.

Enfin, la santé, qui revient dans les deux enquêtes post-Covid-19, ressort également comme un critère fondamental dans le sondage pré-Covid-19 IFOP (2020). Plus précisément, 87% des répondants considèrent à cette époque que la présence de services publics est un critère important pour leur satisfaction de vie sur leur territoire.

● Des sources d'épanouissement qui diffèrent selon le territoire

Dans les zones urbaines et rurales, les habitants ne pointent pas les mêmes facteurs territoriaux du bonheur. Par exemple, le baromètre Elabe (2021) révèle que dans les zones rurales et dans les petites et moyennes agglomérations, les habitants identifient 5 qualités majeures pour leur lieu de vie : le climat ; le paysage ; la qualité de l'environnement ; le terroir (gastronomie, traditions) et l'humain. Dans ce même baromètre, les personnes vivant au sein de grandes agglomérations ont, quant à elles, déterminé deux principales qualités importantes pour leur lieu de vie : le dynamisme économique et l'accès aux infrastructures (notamment de transport) et services publics.

● Critères de bien-être territorial saillants

Trois mêmes critères sont considérés comme fondamentaux pour l'épanouissement territorial par trois sources post-Covid-19 différentes. Il s'agit de la santé ; de la mobilité ; et du lien social. Dans l'enquête qualitative menée auprès d'étudiants de l'Université de Lille (2022), ces trois facteurs ressortent comme faisant partie des plus importants pour le bien-être territorial. Cela rejoint le sondage OpinionWay (2022) où la santé et la mobilité se révèlent également être des critères majeurs de "bon vivre" au sein d'une ville. Sans oublier le baromètre Elabe (2021), où le lien social ressort de même comme une qualité fondamentale au sein de son lieu de vie. C'est particulièrement le cas chez les personnes vivant en zone rurale, ou dans une petite / moyenne agglomération.

3 - Quid des critères importants pour la période pré-covid-19 ?

● Les critères du bien-être territorial avant la crise sanitaire

Petit zoom sur l'opinion des Français avant la

crise Covid-19 : qu'est-ce qui détermine à cette époque la qualité du lieu de vie ? Le sondage IFOP (2020) révèle 7 facteurs perçus par les Français comme contribuant de façon importante à leur bien-être territorial :

- la nature (proximité avec la nature : 89%) ;
- les commerces (offre de commerces : 88%) ;
- la santé (présence de services publics : 87%) ;
- le dynamisme économique (82%) ;
- les transports (mobilité facilitée par les transports et pistes cyclables : 79%) ;
- loisirs / culture / sports (présence d'équipements sportifs, culturels, de loisirs : 78%) ;
- et le lien social (présence de lieux d'échange et de rencontre : 69%).

Entre parenthèses, il s'agit de la proportion de répondants considérant que le critère en question est important pour la satisfaction d'habiter le territoire.

En comparaison avec les enquêtes post-Covid-19, quatre critères sont identiques : la nature ; la santé ; les transports et le lien social. A l'inverse, trois critères ne ressortent plus comme prioritaires dans le bonheur territorial après la crise Covid-19 : les commerces ; le dynamisme économique ; les loisirs / culture / sports.

En conclusion, cette analyse révèle que, durant la période post-Covid-19, les paysages et les conditions de vie sont des facteurs déterminants dans le bien-être au sein de son territoire. Les critères peuvent d'ailleurs varier selon le type de territoire. Ainsi, les paysages, le lien social et le terroir ressortent comme primordiaux au sein des petites et moyennes agglomérations. Dans les grandes agglomérations, dynamisme économique et l'accès aux infrastructures et services publics sont des critères déterminant grandement le bien-être des habitants. D'ailleurs, durant la période post-Covid-19, les enquêtes révélaient également l'importance de la nature, du lien social, de l'accès à la santé et aux transports pour se sentir heureux sur le lieu de vie.

Après avoir identifié les critères perçus comme contribuant le plus au bien-être territorial, plusieurs pistes de réflexions sont mises en avant, et peuvent être reprises en main pour la création d'un nouveau baromètre des territoires heureux.

1B6 | Ouverture et pistes de réflexion pour un nouveau baromètre des territoires heureux

L'objectif de ces pistes de réflexions est d'émettre des propositions inspirant la création de futurs baromètres destinés à mesurer le bien-être territorial (3). Tout l'intérêt de créer un indicateur du "bonheur local brut" réside dans sa capacité à "saisir la richesse d'un territoire dans ses différentes nuances, de mieux comprendre les besoins des citoyens pour opérer localement des consultations sur des enjeux précis." comme l'explique Pierre Cilluffo Grimaldi, doctorant au sein de CELSA, école des hautes études en sciences de l'information et de la communication.⁷¹ Avant d'étayer ce propos, une prise de recul sur la signification de territoire heureux et la façon de le mesurer est nécessaire (2). Une réflexion qui doit être précédée par la nécessité de bien qualifier son territoire (1).

1 - De l'importance de qualifier le territoire ?

● Les territoires, entre critères communs et singularité

Parallèlement à l'analyse que nous venons de faire, il nous semble important de considérer les points de tension qui s'exercent dès lors que l'on évoque le territoire. Cela suffit d'ailleurs à montrer toute l'importance du territoire à l'échelle de nos vies quotidiennes.

Ainsi, d'un côté, on a l'impression que la catégorisation des territoires et leur comparaison est importante pour les territoires. En témoignent les nombreux sondages et enquêtes au-delà de ceux que nous avons examinés. Ils peuvent donner l'impression d'une course à l'attractivité, au mieux disant, au "all-inclusive" voire d'une course à l'uniformisation avec une liste de critères à cocher sous peine de ne pas être à la hauteur.

Mais d'un autre côté, c'est bien leurs avantages comparatifs que les territoires mettent en avant, c'est-à-dire leur singularité, les aspects sur lesquels ils se sentent plus légitimes que les autres pour contribuer à l'épanouissement de leurs habitants.

● Les agences d'attractivité

Les agences d'attractivité l'ont bien compris.

Extension des offices de tourisme, elles jouent ainsi leur rôle en présentant un visage des territoires permettant d'amalgamer les critères cochés et leurs avantages comparatifs.

Par exemple, sur le site de l'agence de "L'Indre en Berry"⁷², l'on remarquera tout d'abord le côté identitaire marqué par la précision "en Berry". La promesse de l'agence ? "Nous vous accompagnons dans votre installation dans l'Indre". Pour y faire quoi ? "Travailler - Habiter - Découvrir - Exercer la médecine". Et dans le métro parisien en ce début 2023, l'on pouvait lire la campagne de communication d'Indre-emploi.fr. "Envie de changer de JOB ou de VIE ? Plus qu'un emploi, un projet de vie à 2h d'ici !" Autre exemple, l'agence d'attractivité de Toulouse s'appelle "Toulouse a tout"⁷³ ! La ville promeut son passé historique, son dynamisme, le fait qu'elle ait été élue 2ème ville étudiante... Mais les premières informations qui apparaissent sur son site, sont "capitale européenne du spatial" puis "capitale mondiale de l'aéronautique".



La marque territoriale : de l'humilité à la fierté

Pour le département des Landes, la marque territoriale est un outil important pour l'épanouissement des populations. Il affirme avoir créé une marque territoriale pour générer de la fierté. Selon des représentants du département, avant, les Landais étaient timides devant leurs grands voisins de Bordeaux ou du Pays basque. L'humilité est une belle valeur des Landes. Cependant, il est utile de développer une marque pour le territoire, avec un déploiement au niveau infra-territorial, y compris via un site web, les réseaux sociaux, des articles, la presse, etc.

Par extension, parce que le territoire réunit ou non, naturellement ou artificiellement, certaines conditions orientées dans une finalité précise, il est qualifié, qualifiant, labellisé, labellisable... Il donne une direction, une vision à celles et ceux qui l'habitent.



Des territoires aux partis pris forts ...

... Prenant en compte les habitants marginalisés (cf. partie 4B)

- **Territoires 100% inclusifs** : Cette démarche vise à améliorer la participation et la coordination de tous les acteurs engagés dans le parcours de vie d'une personne en situation de handicap - à l'école, en entreprise, au cours des loisirs... - pour lutter contre les ruptures de parcours. Le but est de mieux identifier les conditions de réussite, les bonnes pratiques et les freins à la réalisation de la société inclusive.⁷⁴

... Mettant en avant la (bonne) pratique du sport sur le territoire (cf. partie 1C)

- **Terre de jeux 2024** : Label destiné à tous les niveaux de collectivités territoriales et au mouvement sportif (fédérations, CROS-CDOS, CTOS) qui souhaitent s'engager dans l'aventure des Jeux. Ce label est destiné à mettre en valeur leurs bonnes pratiques et à inciter à mettre encore plus de sport dans le quotidien, partout en France.⁷⁵

... Favorisant l'engagement citoyen des jeunes (cf. partie 4C)

- **Territoires solidaires d'avenir** : Mise en place d'une convention et d'une consultation citoyennes "Et si je m'engageais ?..." à destination des 13-25 ans par les associations Empreintes Citoyennes et Territoires Solidaires d'Avenir. Cette démarche vise à déterminer les conditions d'engagement des jeunes à travers les territoires.⁷⁶

... Transformant le rapport à l'économie

- **Territoires positifs** : Le Positive economy Forum, La Fabrique Spinoza et Nomadéis ont développé des indices de positivité analysant la capacité des acteurs à placer l'altruisme au cœur de leurs priorités. Ces nouveaux outils doivent servir de boussoles pour mieux orienter la prise de décision et l'action des parties prenantes autour d'objectifs partagés. Les indices de positivité se déclinent autour

de trois champs d'application : l'indice de positivité des nations ; l'indice de positivité des entreprises ; et l'indice de positivité des villes.⁷⁷

- **Territoires de paix économique** : Au sein de Grenoble Ecole de Management, une Journée de la Paix économique a été organisée par la Chaire éponyme de Grenoble⁷⁸ Ecole de Management le 6 décembre 2022. En journée, divers ateliers ont eu lieu (donner envie d'apprendre aux nouvelles générations ; engager citoyens et entreprises sur les territoires ; leviers et transformations pour vieillir heureux dans les organisations, etc.). La place de l'art a notamment été mise en avant. Ainsi, d'autres ateliers et événements, notamment autour de la nature, ont eu lieu au sein du Musée de Grenoble. Ce terme Territoire de paix économique désigne un territoire qui incarnerait l'ensemble des valeurs promues par la chaire citée ci-dessus, en particulier, la paix intérieure, la coopération inter-acteurs, et la paix économique.

... Maximisant l'impact social positif et la préservation de l'environnement (cf. partie 3C)

- **Territoires à mission** : Selon la charte d'engagement «Territoire à mission de l'Hérault», l'objectif de cette démarche est de favoriser une consommation responsable et locale, de préserver et œuvrer pour la santé environnementale et de promouvoir une dynamique territoriale. Le département de l'Hérault (34) est précurseur en la matière. Cette démarche est l'analogue du principe d'entreprise à mission, adaptée au territoire.

On notera aussi les archétypes ou labels ou baromètres suivants : territoire d'innovation démocratique, territoire de paix économique, territoire féministe, ville santé de l'OMS, ville des 5 minutes, territoire libéré, territoire apprenant, ville amie des enfants de l'UNICEF, territoire associatif, territoire de bonheur de la mobilité, baromètre des villes marchables, label tourisme et handicap, ville amie des aînés, capitale verte, territoire de lien, etc.

2 - Pistes de réflexions

● Qu'est-ce qu'un territoire heureux ?

Il est possible qu'il y ait une différence entre mesurer la qualité d'un territoire de vie et mesurer le bonheur induit ou permis par ce territoire. Dès lors, un territoire qualitatif rend-il nécessairement heureux ? D'après le rapport du baromètre Elabe (2021), le lieu de vie n'est pas le facteur qui influence le plus le bonheur. Ainsi, il est avancé que les écarts par type d'agglomération sont nettement moins élevés que les écarts par situation du pouvoir d'achat.

Ce baromètre mesure également les préoccupations des Français ainsi que les éléments essentiels à la réussite de leur vie. Ainsi, pour qu'un territoire procure du bonheur, ne doit-il pas répondre à ces deux critères ?

D'un côté, les critères post-Covid-19 qui sont ressortis de notre analyse comme étant les plus mesurés par les enquêtes s'avèrent correspondre aux préoccupations des Français. Ainsi, pour 20% des Français ou plus, la santé, l'emploi (pouvoir d'achat, retraite) et la sécurité (dont la menace terroriste) sont des sujets de préoccupation. L'environnement, moins mesuré, est également ressorti comme étant une préoccupation chez les Français.

D'un autre, plusieurs éléments considérés comme essentiels (importance d'au moins 6/10) par les Français correspondent aux critères post-Covid-19 les plus mesurés selon notre analyse : la santé (être en bonne santé) ; l'emploi (avoir un métier choisi et qui plaît, utile à la société, avec des responsabilités et des perspectives de progression) ; le logement (être propriétaire) ; et la nature (vivre à la campagne). Les liens forts (relations régulières avec ses parents ou ses enfants, avoir des amis, des enfants, vivre en couple) et la protection de l'environnement (avoir un mode de vie qui a le moins d'impact environnemental) ressortent également comme essentiels, mais sont peu mesurés par les questionnaires post-Covid-19 pour évaluer le bien-être territorial. Deux autres aspects, perçus comme essentiels pour réussir sa vie par de nombreux Français, ne sont pas mesurés en tant que tels par ces questionnaires, peut-être

car ils sont plus difficiles à relier formellement au territoire : la perception de soi (se sentir bien dans son corps) et les compétences (savoir faire des choses de ses mains).

● Comment déterminer les items les plus pertinents ?

Pour que les items soient les plus représentatifs possibles, c'est-à-dire des items qui correspondent à la réalité de la population cible, il est nécessaire de les faire émerger de façon qualitative (à travers des entretiens). Cela va en effet permettre de construire un sondage qui cible les aspects les plus pertinents.

3 - Propositions pour un prochain baromètre

● Proposer des items scientifiquement étayés

Les rapports des futurs baromètres pourraient préciser l'origine des questions posées, qu'il s'agisse d'items émanant d'une enquête qualitative, d'un sondage antérieur ou d'un questionnaire validé scientifiquement.

Il serait essentiel de s'assurer que les items présents au sein d'une dimension mesurent tous la même chose, et qu'ils permettent de distinguer les individus entre eux. Autrement dit, en termes scientifiques, il s'agit d'éviter le biais d'acquiescement et le biais de désirabilité sociale.

Pour déterminer l'impact d'un critère sur le bonheur territorial (comme l'emploi), il peut être intéressant de prendre en compte plusieurs catégories différentes d'items afin d'englober plusieurs aspects du sujet (par exemple l'accès à l'emploi, la qualité de vie au travail, etc.). Les items se doivent d'être suffisamment précis tout en appréhendant une thématique dans sa globalité.

Finalement, croiser les résultats relatifs aux différentes dimensions avec une mesure du bonheur individuel - scientifiquement étayée - peut constituer un éclairage quant à l'apport des différentes dimensions dans le bonheur territorial des citoyens.

- Viser une représentativité et l'inclusion de toutes les populations

Afin de comprendre les différences interindividuelles de réponse, les futurs baromètres pourraient inclure d'autres catégories sociales et être plus inclusifs. Il est en effet étonnant que les enfants, adolescents, personnes porteuses de handicaps visibles ou invisibles et personnes âgées ne soient jamais interrogées alors qu'elles sont tout autant légitimes pour répondre sur la manière dont elles vivent leur territoire. De la même façon, la question de l'occupation du territoire et du bien-être en fonction du genre peut aussi être inspirante quant aux politiques à mettre en œuvre. Ces points sont plus particulièrement traités en partie 4A et 4B.

- Comparer par type de territoire plutôt que par région

Ainsi, des comparaisons entre type de territoire et non entre régions peut s'avérer davantage informatif, du fait qu'au sein d'une même région coexistent des territoires de différentes natures, ce qui peut biaiser la compréhension des facteurs à l'origine des différences inter-régionales.

- Représenter les résultats sous la forme d'un profil plutôt que d'une note ?

Enfin, nous l'avons vu à plusieurs reprises, le bonheur sur les territoires peut dépendre autant des qualités intrinsèques des territoires, que des conditions sociales et individuelles des répondants. Aussi semble-t-il intéressant de s'interroger sur la pertinence même de comparer les territoires entre eux. Cela nous amène à défendre la légitimité d'un baromètre qui serait davantage présenté comme un profil que comme une note. En effet, cela permettrait une illustration - par exemple un diagramme en étoile - qui renforcerait le caractère unique du territoire, tout en donnant éventuellement des pistes d'amélioration.

1. (RE) NAÎTRE SUR UN TERRITOIRE / B. Critères d'épanouissement

Prendre en compte tout le monde dans les études sur l'épanouissement sur les territoires



© Image par makeitsomarketing de Pixabay

conclusion et propositions

Pour répondre à la problématique présentée en introduction, plusieurs critères d'épanouissement sont mesurés quasi-systématiquement dans les enquêtes sur les territoires : l'accès aux transports, aux services de santé, aux loisirs / sports / culture ; la présence de nature, de commerces et services ; et la question du logement. La santé, la mobilité et le lien social sont considérés comme fondamentaux pour l'épanouissement territorial dans trois études et sondages post-Covid-19. Le baromètre Elabe (2021) précise par ailleurs des nuances territoriales.

Ainsi, dans les zones rurales et dans les petites et moyennes agglomérations, les habitants considèrent le climat ; le paysage ; la qualité de l'environnement ; le terroir (gastronomie, traditions) et l'humain comme des qualités majeures de leur lieu de vie. Dans les zones urbaines, ce sont le dynamisme économique et l'accès aux infrastructures (notamment de transport) et services publics qui déterminent ce bien-être territorial.

Pour pallier les différentes limites méthodologiques de ces mesures, les prochains baromètres des territoires heureux pourraient :

- *Proposer des items scientifiquement étayés ;*
- *Viser une représentativité et une inclusivité des populations en incluant aussi par exemple les enfants, les adolescents, les personnes porteuses de handicaps visibles ou invisibles et les personnes âgées ; toutes ces populations vivant leur territoire différemment ;*
- *Faire des comparaisons par type de territoire plutôt que par région ;*
- *Représenter les résultats sous forme d'un profil valorisant l'unicité du territoire et donc la fierté d'appartenance plutôt que sous la forme d'une note évoquant un classement ;*
- *Associer les populations au design des indicateurs de bonheur territorial pour renforcer leur légitimité et en faire des outils d'animation démocratique.*

☑ **Partenaire officiel**

BANQUE DES TERRITOIRES



BANQUE des
TERRITOIRES



Créée en 2018, la Banque des Territoires est un des cinq métiers de la Caisse des Dépôts. Elle rassemble dans une même structure les expertises internes à destination des territoires. Porte d'entrée client unique, elle propose des solutions sur mesure de conseil et de financement en prêts et en investissement pour répondre aux besoins des collectivités locales, des organismes de logement social, des entreprises publiques locales et des professions juridiques. Elle s'adresse à tous les territoires, depuis les zones rurales jusqu'aux métropoles, avec l'ambition de lutter contre les inégalités sociales et les fractures territoriales. La Banque des Territoires est également une marque déployée dans les 16 directions régionales et les 35 implantations territoriales de la Caisse des Dépôts afin d'être mieux identifiée auprès de ses clients et au plus près d'eux.

1C | Atouts des territoires

Les territoires comportent des spécificités propres à leur culture, leurs ressources, leurs populations... Ces marqueurs forts de l'identité des territoires soulignent leur caractère unique et représentent des atouts. En effet, ils servent l'épanouissement des habitants, des voyageurs et des gens de passage grâce aux nombreux bénéfices qu'ils portent et transportent.

Il paraît pertinent de se questionner sur la nature de ces atouts, qui peuvent être considérés comme des avantages comparatifs. Plus précisément : quels sont-ils et qu'induisent-ils ? Comment et dans quelle mesure les territoires et l'environnement contribuent-ils à l'épanouissement de leurs habitants ?

Les territoires, porteurs d'émotions et de sensations, possèdent des atouts propres - catalyseurs de bonheur - qui contribuent en effet à l'épanouissement des habitants. En ce sens, l'approche paysagère est non seulement nécessaire, mais essentielle pour appréhender la gestion des territoires et influencer sur la qualité de vie des résidents. Il convient de faire des compromis, de trouver un équilibre délicat entre les enjeux environnementaux, sociaux et esthétiques qui gravitent autour des paysages (1C4). En quête d'un bien-être accru pour les habitants, la culture, le sport et les loisirs se révèlent être de véritables joyaux au sein des territoires. Ces activités créent des espaces de convivialité, de rencontres et de divertissements qui favorisent un sentiment profond d'appartenance et de satisfaction au sein des communautés locales (1C3). Les sources spécifiques de ce bien-être tant recherché se nichent dans les environnements caractéristiques des territoires. Que ce soit les espaces naturels à couper le souffle, les parcs verdoyants au cœur des villes ou encore les bienfaits d'une vie urbaine dynamique, chaque territoire offre ses propres trésors pour se connecter à son environnement et cultiver le bien-être des habitants (1C2). Comme évoqué en amont, parmi tous ces éléments, le paysage occupe une place privilégiée, il nourrit l'âme, éveille des émotions et transporte vers des états d'émerveillement et de quiétude. Le paysage, véritable chef-d'œuvre naturel ou façonné par la main de l'homme, est le fil conducteur qui relie les habitants à leur environnement, renforçant ainsi leur identité et leur bien-être (1C1).

1C1 | Le paysage, porteur en soi de bonheur au sein des territoires

La culture paysagère représente une approche immersive qui éveille les sens et nourrit la connexion avec les territoires (2). Quant au paysage lui-même, il se révèle comme un repère essentiel, offrant un ancrage, une identité et une source de bien-être profond (1).

1 - Le paysage : un repère

● Un repère géographique

Un territoire est en partie défini par son paysage. Celui-ci permet dans un premier temps de s'orienter dans l'espace comme une boussole et donc d'être un repère géographique. Il peut s'agir d'un paysage de nuit, qui ainsi permet de se diriger grâce aux étoiles ou bien de l'ensoleillement orienté vers le sud⁸⁰. Le livre Géographie des environnements indique en effet que le mot "paysage" exprime d'abord la visibilité du monde. Il désigne une partie de l'espace terrestre appréhendée par un observateur⁸¹.



© Image par StockSnap de Pixabay

un monument aux morts. Cette histoire partagée crée un ciment entre les habitants. Paysage historique ou paysage physique contribuent au sentiment d'appartenance.

“

Reconstitutions historiques, montagnes, lieux de mémoire, les paysages, même symboliques, nourrissent l'appartenance, et sont une dimension constitutive de l'individu.

Pour Méлина Herenger, Vice-présidente de Grenoble Alpes Métropole, peu importe où l'on se trouve à Grenoble, on peut observer les trois massifs montagneux qui entourent la ville. Ils constituent un repère, où que l'on soit, et sont rassurants. Ils peuvent susciter des affects forts. Ceux qui reviennent en ville après avoir étudié disent qu'ils reconnaissent leur territoire car les montagnes n'ont pas changé. Cette nature imposante crée une perspective et un horizon. Il est rare en milieu urbain ou ultra-urbain d'avoir un élément très vertical qui soit un repère amiral. Même en construisant un immeuble très haut, il y aura toujours la montagne derrière.

● Un repère d'identité

Dans un deuxième temps, comme nous l'avons plus longuement abordé dans la partie 1A sur la construction d'un individu, le paysage peut également devenir un repère d'identité et représenter un lieu de mémoire.

En considérant l'importance de mettre en valeur les événements historiques qui renforcent le sentiment d'appartenance et d'identité, Nathalie Perez-Leroux, Conseillère du département du Var, nous confie que ce département de Provence est moins connu que la Normandie en ce qui concerne l'histoire de la Seconde Guerre Mondiale. Pourtant, au niveau local, dans le Var, s'opère une transmission importante via des commémorations très vives, notamment grâce à des associations qui réalisent des reconstitutions historiques. Pour Nathalie Perez-Leroux, les gens qui s'y livrent ont un lien avec cette histoire, comme par exemple d'avoir le nom d'un grand-père sur

Outre les repères historiques, certains panoramas et points de vue peuvent être emblématiques d'une commune. Mais également, dans la vie d'une personne, le paysage peut être lié à un souvenir, à une émotion. Olivier Gaudin dans son livre *Penser le paysage par le milieu* énonce qu'on ne saurait vivre sans paysage, puisque celui-ci "*fait partie de nos vies et il en est une condition et une dimension constitutive*" et ce faisant, permet de développer un sentiment d'appartenance fort avec son territoire.

Un repère symbolique et spirituel

Enfin, il s'agit d'un repère symbolique et spirituel. En 2018, lors la 28e conférence du réseau *Permanent European Conference for the Study of the Rural Landscape* (PECSRL), 150 experts débattent sur l'interaction entre qualité de vie et qualité des paysages, et permettent ainsi de confirmer que le paysage est un véritable facteur de repère et d'enracinement⁸². Le géographe Yves Michelin affirme notamment que "*sa matérialité, comme sa perception, peuvent avoir une influence directe sur notre qualité de vie et contribuent en cela au bien-être et au bonheur*".



Et le bonheur sans la vue ?

Il paraît ainsi cohérent de se questionner sur le rapport du malvoyant au bonheur dans son territoire, sans la vue du paysage. Selon le géographe Claude

Raffestin, le paysage est rempli de repères sensoriels, donc visuels mais également olfactifs, tactiles, auditifs et même gustatifs. En effet, le paysage, investi par la population, est rempli d'informations et d'énergie, perceptibles grâce à nos différents sens. Ainsi est-il possible d'appréhender son environnement et le paysage autour de soi les yeux fermés, le bonheur y étant accessible de diverses façons⁸³.

Que ce soit à travers les couleurs chatoyantes, les parfums envoûtants, les textures variées, les sons apaisants ou les saveurs authentiques, les paysages nourrissent l'âme et permettent de se connecter à un niveau profond avec l'environnement. En embrassant la culture paysagère et en appréciant la diversité sensorielle qu'elle offre, l'individu cultive sa relation avec la nature, renforce son sentiment d'appartenance et enrichit son expérience de vie grâce à une approche par les sens.

2 - La culture paysagère, approche par les sens

● Le pouvoir du paysage sur les sens

Comme mentionné précédemment, l'appréhension du paysage nécessite l'utilisation de nos sens, car le paysage lui-même exerce une influence significative sur nos perceptions sensorielles.

Dans une interview menée auprès de Jean-Pierre Thibault, vice-président du collectif Paysages de l'Après Pétrole (PAP), celui-ci explique qu'un paysage peut perturber nos sens. Si par exemple, un mur anti-bruit est construit pour préserver des logements d'un bruit d'autoroute, c'est un paysage illisible qui s'ouvre aux habitants. Le paysage touche les cinq sens, ici la vue et l'ouïe sont les premiers à subir cet assemblage désordonné. Cela est dû à une absence de sens cohérent. Cette approche par les sens doit ainsi être indissociable du paysage lors de sa construction pour garantir confort et bien-être.

A ce sujet, Jean-Pierre Thibault explique : *«Pour moi, le mur anti-bruit est le symbole de l'intervention sur l'espace par «strates verticales» successives, sans lien entre elles : on bâtit une voie de circulation, puis on aménage un quartier d'habitation à son voisinage, puis on s'avise que la cohabitation entre ces deux aménagements,*

tous deux légitimes par ailleurs, engendre des incohérences. Donc on ajoute un nouvel élément, tout aussi monofonctionnel que les deux autres et obéissant à la pure logique des ingénieurs acousticiens, équipement qui ajoute au caractère chaotique du paysage. L'autre méthode serait d'aménager de façon cohérente le système déplacements-habitations, en prévoyant dès le départ, par les tracés et les localisations conçues en amont (pas forcément par l'ajout d'un nouvel artefact), l'harmonie visuelle et perceptive de l'ensemble (jouer sur les reliefs, le couvert végétal, etc.).» Dès lors, l'aménagement de l'espace doit se faire de manière cohérente et non par strates successives.

Cette approche sensorielle se déploie au niveau individuel, transformant ainsi le paysage en une expérience personnelle, subjective et unique.

● Le paysage, une expérience personnelle

Chaque personne peut percevoir le paysage à travers ses propres représentations culturelles et ses intérêts personnels, comme l'évoque le bureau d'étude territorial BAFU⁸⁴. Cela signifie qu'une réelle relation au paysage s'installe, qu'elle est propre à chacun et que *«la prise en compte du paysage (...) constitue un enjeu considérable permettant de maintenir et favoriser un cadre de vie agréable»*.



Prêter attention au paysage, VRAIMENT

Une attention accrue au paysage qui peut aller jusqu'à la résonance. Yves Michelin rapporte les propos du sociologue et philosophe allemand Hartmut Rosa, connu pour ses récentes théories sur "l'accélération du temps" : la solution serait de nouer un meilleur rapport au monde extérieur, en entrant notamment en "résonance" avec les éléments naturels. "S'il y a un message à retenir, c'est que plus on est attentif au paysage, plus on est attentif aux autres et mieux tout le monde se porte finalement", affirme Yves Michelin.

Christine Partoune, docteur en didactique de la géographie ajoute que tout le monde a une

1. (RE) NAÎTRE SUR UN TERRITOIRE / C. Atouts des territoires

appréhension unique du paysage : “aux émotions se mêlent souvenirs, expériences diverses, projets, rêves...”. Cela agit en même temps au niveau émotionnel et cognitif⁸⁵. De ce fait, cela affecte notre perception du paysage. La relation au paysage est donc personnelle, voire intime. Des changements venant envahir ou meurtrir ce paysage peuvent provoquer un traumatisme, un mal-être. Le paysage fait l’objet de diverses clés d’interprétations de sa physionomie et peut provoquer un réel attachement, une expérience affective.

● Le paysage, une expérience affective et artistique

En tenant compte des éléments précédemment évoqués, il est clair qu’une relation émotionnelle se forme entre l’observateur et le paysage qui l’entoure. L’association de professionnels AdP-Villes en développement, lie alors paysage et expression artistique, qui permettrait de faire évoluer le concept de la sensibilité à la “*subjectivité de cette représentation contemplative*”⁸⁶.

Dans son ouvrage *Le bien-être et le bonheur dans les œuvres d’architecture paysagère*, Charles William Eliot - universitaire américain qui a été président de l’Université de Harvard de 1869 à 1909 - avait confirmé cette théorie en écrivant que les paysagistes sont des artistes qui égayent la vie des habitants et passants⁸⁷. Le paysage, urbain ou naturel s’apparente ainsi à une œuvre d’art, expliquant cette relation affective.

En effet, historiquement, le paysage est devenu une notion artistique, au sens de décor disposant d’une valeur esthétique comme l’expose le Laboratoire des Médiations en Art Contemporain Occitanie (LMAC)⁸⁸. La naissance du paysage est ainsi liée à une “*médiation de l’art*”, à un processus d’“*artialisation*”, qui permet de passer du pays au paysage selon le philosophe Alain Roger⁸⁹.

Cette essence artistique et esthétique trouve en partie son sens à travers le “beau”, faisant des paysages une source de fierté vis à vis du territoire. La Communauté urbaine de Dunkerque (CUD) partage en interview qu’elle a longtemps privilégié l’utile au beau ; or le beau n’est pas accessoire mais essentiel. Il n’est plus



© Les découvertes de Fab

Mêler l’art au paysage par le street art : exemple du quartier parisien de la Butte-aux-Cailles, situé dans le 13^{ème} arrondissement de Paris

possible de faire d’architecture ou d’urbanisme sans beauté. Or tout le monde a un désir de beauté, il faut travailler avec des artistes et des designers. A titre d’exemple, avant qu’ils ne disparaissent, les pont-levis de Dunkerque et autour étaient la raison pour laquelle les gens s’arrêtaient, prenaient une photo d’un village, ce qui donnait de la fierté aux habitants.

Cette conception artistique du paysage ne se limite pas à une simple appréciation visuelle. Elle implique également une dimension communautaire et participative, où les habitants et les communautés s’engagent activement dans la création, la préservation et la valorisation des paysages qui les entourent.

● L’implication communautaire au paysage renforce le bien-être des habitants

Le paysage, richesse commune de l’humanité, nécessite une implication commune des territoires et de ses membres pour arriver à un paysage accepté et vecteur de bien-être. Face à une action commune, un sentiment d’appartenance et de bien commun naît et renforce les liens entre les individus. En effet, selon Rosario Assunto, philosophe italien et spécialiste d’esthétique, au sein d’un paysage :

“

L’homme a redessiné les formes de la réalité environnante pour faire naître une image et une expérience de cohésion sociale.⁹⁰

La relation au paysage, ce qu’il procure chez chacun et chacune, a un réel impact sur le bien-être comme le démontre la Mission Val-de-Loire - patrimoine mondial (2018)⁹¹, en mettant en place une évaluation du bien-être procuré par les paysages. Celle-ci démontre que les changements mis en place volontairement et en commun au sein des territoires peuvent augmenter le bien-être de ses habitants.

Un exemple de ces changements est la création d’un jardin communautaire dans un quartier urbain⁹². Les habitants d’un quartier peuvent se regrouper pour transformer un terrain vacant en un espace de jardinage collectif où les membres de la communauté peuvent cultiver leurs propres légumes, fruits et plantes. En 2020, Rouen comptait 17 jardins partagés dispersés un peu partout sur le territoire qui sont conçus et entretenus par les associations d’habitants des quartiers. D’après une étude de terrain de 2019 menée par Marie Asma Ben-Othem - enseignante-chercheuse en Agroéconomie et Économie de l’Environnement - 35% de ses habitants pratiquaient le jardinage urbain dont 45% dans un souci de préservation de l’environnement et de la biodiversité⁹³.



“Le patrimoine de murs de tuffeau, de poutres... il y a des équilibres entre les matériaux : l’ardoise, le tuffeau, les poutres... et puis le paysage de la Loire, et donc la lumière... cette ambiance fait que je m’y sens bien et le patrimoine et le paysage font partie intégrante de mon bien-être. Je ne saurais pas faire la part des choses. Suis-je bien parce que c’est un joli lieu ou grâce au patrimoine, ou parce que je suis bien dans ma vie ? C’est un tout...”

J, habitant du Val-de-Loire⁹⁴

1C2 | Les sources de bien-être spécifiques des territoires

Pour mieux appréhender les sources de bien-être spécifiques des territoires, il convient d’explorer les avantages uniques de la vie en ville, mettant en évidence les atouts qu’elle offre (3). En continuant sur cette voie, il est essentiel d’approfondir les bénéfices de la végétalisation des zones urbaines, où la présence de la nature en milieu citadin procure des bienfaits tant sur le plan physique que psychologique (2). Enfin, les territoires naturels offrent une multitude d’avantages pour notre bien-être et notre équilibre, contribuant ainsi à notre épanouissement global (1).

1 - Les bénéfices des territoires naturels

● Le bonheur en mer

Il est fréquent d’entendre que la mer a des vertus relaxantes et favorise le bien-être. La psychologue et nageuse en mer Hannah Denton

a souhaité aller plus loin avec une étude sur les avantages de la natation en mer pour la santé mentale et le bien-être, étude financée par le National Institute of Health Research⁹⁵. Selon les témoignages, nager en mer “transforme” et permet de créer des liens à la nature, au territoire et aux autres. Ces interviews font ressortir la façon dont l’humeur pouvait changer à la suite de l’expérience et que les nageurs en mer se sentent “guéris”, “ressourcés” et que c’est “une façon de s’échapper”, tout ceci a un impact positif sur l’équilibre au-delà d’améliorer la condition physique⁹⁶.

Les vertus de la mer sur le corps et la santé



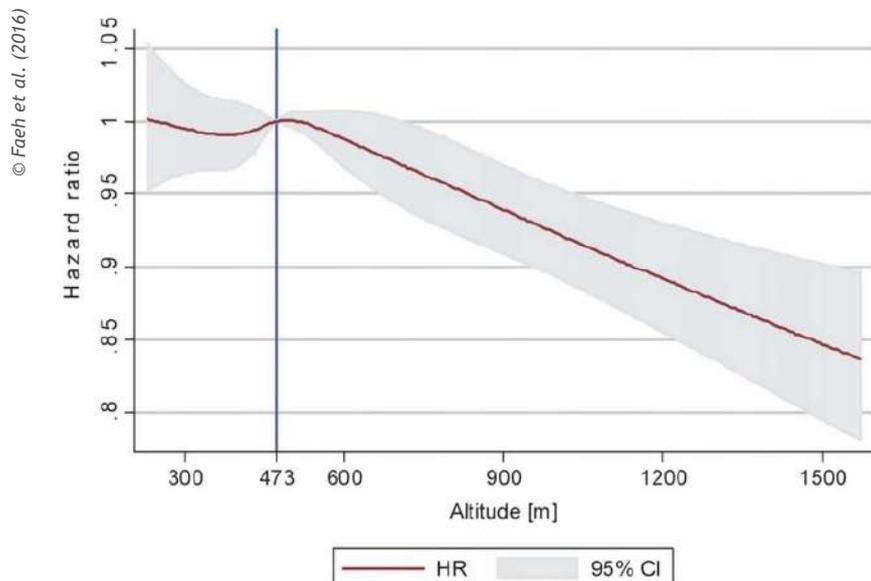
L'impact de l'eau sur le bonheur est également vrai pour les étendues d'eau sauvage telles que les rivières, les étangs... Dans son ouvrage intitulé *Blue Mind*, le docteur Nichols, biologiste marin, combine des avancées scientifiques en neurosciences avec des récits d'athlètes de haut niveau, de scientifiques renommés, de vétérans militaires⁹⁷... Il démontre ainsi que la proximité de l'eau peut améliorer les performances, favoriser la tranquillité, réduire l'anxiété et stimuler la réussite professionnelle.

En explorant les différentes sources de bonheur, il est intéressant de se tourner vers un autre environnement propice à l'épanouissement : la montagne.

● Le bonheur à la montagne

Grégoire Millet, athlète de haut niveau et professeur en faculté de médecine, explique les bienfaits de l'altitude modérée (entre 1 000 et 1 800 m) dans la chronique mensuelle de l'Institut des sciences du sport de l'Université de Lausanne (Issul)⁹⁹. Selon le physiologiste, "vivre et vieillir en altitude modérée a des effets globalement positifs sur de nombreux facteurs de risque de mortalité". Il s'appuie sur une étude menée par des chercheurs et chercheuses Suisses en médecine sociale et préventive nommée *Association persistante de l'altitude avec la mortalité due aux cardiopathies ischémiques après prise en compte du climat, de la topographie et de l'environnement bâti* (Faeh, Moser, Panczak, Bopp, Röösl, & Spoerri, 2016)¹⁰⁰.

Graphique des facteurs de risque en fonction de l'altitude



Une étude du professeur Martin Burtcher à l'Université d'Innsbruck - *Effets de la vie en haute altitude sur la mortalité* (2013)¹⁰¹ - vient renforcer ces propos : vivre en altitude modérée (et non élevée) protège en effet de nombreuses maladies cardiovasculaires, d'accidents vasculaires cérébraux et de certains types de cancers.

Après avoir exploré les joies et les bienfaits de la vie à la montagne, il est temps de se tourner vers la campagne, où de nouvelles expériences et opportunités de bonheur se présentent.

● Le bonheur à la campagne

D'après un chapitre intitulé *Une campagne pour la santé et le bien-être : Les bienfaits de l'exercice vert sur la santé physique et mentale* (Loureiro & Veloso, 2017) - publié dans l'ouvrage *Manuel de psychologie environnementale et de recherche sur la qualité de vie, Manuels internationaux sur la qualité de vie* (Fleury-Bahi, Pol & Navarro, 2017) - il est indiqué que vivre à la campagne incite à l'activité physique, en particulier en plein air, avec des activités comme la marche, qui ne requièrent pas de capacités physiques exceptionnelles et sont peu coûteuses¹⁰². En outre, la pression artérielle a tendance à diminuer lorsque les gens sont en contact avec un environnement plus naturel, et l'activité physique libère des endorphines qui aident à combattre la dépression.

Selon le docteur William Bird, auteur du rapport de la Royal Society for the Protection of Birds (RSPB) *Natural Fit - la biodiversité et les espaces verts peuvent-ils augmenter les niveaux*

*d'activité physique ?*¹⁰³ : La campagne peut être considérée comme un grand service ambulatoire dont la valeur thérapeutique n'a pas encore été pleinement exploitée. Il suggère que la nature peut jouer un rôle crucial dans l'amélioration de la santé et de la qualité de vie des individus, comme c'est le cas de la forêt.



Des espaces naturels sensibles pour canaliser, protéger et s'épanouir

A La Réunion, la vocation des Espaces Naturels Sensibles est double : la protection et l'accessibilité. En créant ces espaces, il est possible de concentrer le public sur 2% de l'ensemble des espaces, et 750 km de sentiers sont créés soit 360 aires d'accueil. Ainsi, il est évité de créer des "chemins marrons" (du nom des sentiers que les esclaves empruntaient pour échapper à leurs maîtres) qui détériorent les espaces naturels.

Cette ouverture des 2% permet de protéger les 98 autres %. La fête de la nature du mois de mai s'est ainsi étendue sur 5 à 6 jours sur une 30aine de sites, en partenariat avec un grand nombre de gestionnaires, d'associations, et d'acteurs. Ce sont également 1 mois de visites guidées pour tous, pour les malentendants, ou ceux avec des problèmes de mobilité, ainsi que les personnes âgées et les parents avec poussettes.

Le mode de vie réunionnais passe par l'accès à la nature comme déterminant du bonheur local.

● Le bonheur en forêt

Comme évoqués dans l'étude de mai 2021 *Nature, Santé et Engagement : vers une nouvelle approche de la transformation écologique de La Fabrique Spinoza*¹⁰⁴, les "bains de forêt" favorisent l'estime de soi, le sentiment de bonheur et réduisent le stress¹⁰⁵. L'environnement naturel de la forêt offre une expérience multi-sensorielle, où les sons des oiseaux, le parfum des arbres et la sensation de la terre sous les pieds contribuent à une immersion profonde et apaisante.

Un aspect intéressant de cette pratique est qu'elle bénéficie également aux personnes non-voies. Les effets positifs sont tels que les participants en ressortent "transformés". En effet, il a été observé que la pratique de la forêt peut "baisser l'activité du cortex préfrontal ventromédian, partie cérébrale dédiée à la focalisation sur soi et ainsi aux pensées négatives chez les dépressifs". Cette diminution de l'activité cérébrale liée à la rumination et aux pensées négatives contribue à une amélioration de l'humeur et de la santé mentale.



Les bains de forêt, un atout que le territoire peut cultiver et développer

Forte de ces constats, Pascale D'Erm, la créatrice du premier site de bain de forêt en Gironde, souligne l'importance de développer cette pratique sur les territoires¹⁰⁶. Les bienfaits des bains de forêt sont accessibles à tous et peuvent jouer un rôle essentiel dans la promotion de santé mentale et du bien-être de population. Il est donc crucial d'encourager la création de sites dédiés aux bains de forêt et de sensibiliser le public à cette pratique bénéfique.

Forêt de la Plaine des Cafres



© Bruno BAMBÀ

Il convient de souligner que les bienfaits résultant de cette influence s'appliquent de manière générale, indépendamment du type d'environnement naturel concerné.

● Les bienfaits généraux de la nature

Une étude a utilisé l'application mobile Mappiness pour évaluer la plénitude des individus en fonction de leur environnement immédiat¹⁰⁷. Les résultats montrent que les participants étaient significativement plus heureux en extérieur, dans des espaces verts ou naturels, plutôt qu'en milieu urbain.

Les bénéfices agissent sur le moral mais aussi sur la santé, la Fédération pour la Recherche sur le Cerveau (FRC) met en avant les bienfaits de la nature sur le cerveau¹⁰⁸. Une marche de 90 minutes dans un cadre naturel diminuerait la rumination, la dépression et empêcherait de nombreux troubles psychiatriques. De plus, des chercheurs de l'Université de l'Illinois ont démontré que passer du temps dans la nature serait bénéfique aux enfants atteints de Trouble De l'Attention avec Hyperactivité (TDAH)¹⁰⁹. D'ailleurs, le simple fait de regarder des scènes de nature améliore l'attention et la concentration. Selon une expérience menée par des chercheurs de l'Université de Melbourne, des étudiants ayant visualisé une image de nature pendant 40 secondes voient leur niveau de concentration augmenter de 6%¹¹⁰.



Une nature vectrice de bien-vivre dans les Landes

D'après une interview menée auprès de Hervé Bouyrie, Président de l'Association des Maires des Landes, le premier facteur de bien-être des Landes, c'est la nature préservée. Elle est exceptionnelle, assez sauvage, et parce qu'on y croise peu de gens, on en retire un sentiment de liberté, de sérénité, et de temps apaisé. Et puis l'Océan, c'est 106 km de littoral. Les Landes comptent la plus grande forêt d'Europe. La nature y est diverse : vallées, coteaux, fleuves qui les traversent. Et cette nature est

ouverte à tout le monde, il y a peu de clôtures, et on y trouve des chemins balisés et des voies piétonnes. Les zones humides sont un atout. Les Français ont redécouvert la nature avec la crise sanitaire, ils ont vu à nouveau son immense valeur.

Une proposition pour capitaliser ces bienfaits pour la santé ? Explorer l'utilisation des thérapies naturelles !

Se ressourcer grâce aux bains de forêt



● Les thérapies par la nature et le paysage

En effet, la vue des paysages naturels a un réel impact sur la santé. C'est pourquoi des thérapies du paysage, sont mises en place en Suède pour soigner les pathologies liées au stress (burn-out) et les suites d'Accidents Vasculaires Cérébraux (AVC)¹¹¹. Celles-ci consistent à passer du temps dans un "jardin de réadaptation", faire des travaux de jardinage et aller en forêt.

“

La thérapie du paysage¹¹² est progressive. Le premier jour, le patient sera amené à observer le vent dans les arbres, à prendre conscience des bruits de la nature, le lendemain à préparer du thé avec des feuilles puis à faire des travaux de jardinage ou aller en forêt, détaille la chercheuse Helena Mellqvist



Des jardins thérapeutiques naturels se développent ensuite en France¹¹³, où il y est pratiqué l'écothérapie, soit la thérapie basée sur la nature¹¹⁴. Ces jardins permettent d'expérimenter un rapport au soin, au corps, à la relation, à la création... *“Ce sont des jardins à contempler, à vivre, pour se soigner, pour recevoir, pour s'aimer”* comme l'énonce le dossier *Agricultures urbaines* dans la revue *Pour*¹¹⁵.



Théorie scientifique : la biophilie

(La Fabrique Spinoza, étude Nature, Santé et Engagement : vers une nouvelle approche de la transformation écologique, 2021¹¹⁶)

Le cabinet Neogarden définit la biophilie comme “la tendance innée chez l'humain à être attiré par les formes du vivant et les systèmes naturels.” Cette caractéristique serait “un ressort profond de notre psyché qui détermine notre propension à nous sentir heureux, en équilibre et à être en mesure de trouver des solutions créatives aux problèmes rencontrés au quotidien.” Cela reste à prouver.

D'ailleurs, historiquement, en 1984, le biologiste Edward Osborne Wilson le formule sous la forme d'une *“hypothèse de la biophilie”* : il cherche à confirmer le besoin qu'aurait l'être humain à se connecter à d'autres formes de vie¹¹⁷. Étymologiquement *“bio”* désigne la vie et *“phile”* le fait d'aimer. La biophilie est donc le fait d'aimer le vivant, et de manière poétique d'en être aimé. Il s'agirait, du point de vue de la psychologie évolutionniste, d'un processus biologique inné consistant à se concentrer sur la vie. La biophilie, en tant que champ de recherche, examine les modes par lesquels le vivant est vertueux pour le vivant.

La Nature pourrait donc se révéler riche d'apprentissage et source de multiples bienfaits pour l'humain. C'est ce que cette partie examine sous le prisme scientifique.

Afin de pleinement bénéficier des bienfaits de la nature, il est essentiel de les étendre aux environnements urbains en favorisant la végétalisation de ces espaces. Cela permettrait aux résidents des zones urbaines de profiter des avantages physiques et mentaux associés à la nature, même au cœur des villes.

2 - Les bénéfices de la végétalisation des zones urbaines

Après avoir expliqué les bienfaits de la biophilie, interrogeons-nous sur la nécessité de développer la nature en ville. En effet, selon une enquête nationale de la société *New Corp Conseil*¹¹⁸ publiée dans l'étude *Nature, Santé et Engagement : vers une nouvelle approche de la transformation écologique (2021)*¹¹⁹, 92% de la population citadine souhaiterait voir plus de nature.

● Un besoin biophilique des citoyens

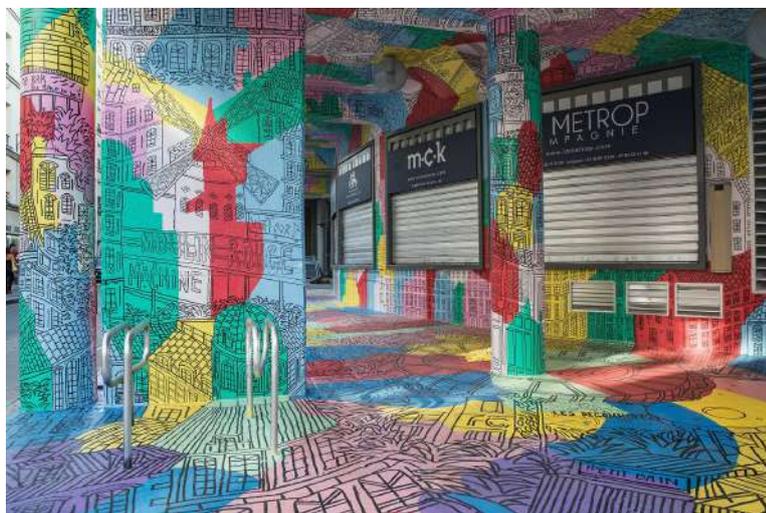
Le besoin de nature est assez récurrent dans les sondages et études. Par exemple, l'enquête de l'Agence d'Urbanisme Besançon Centre Franche-Comté autour de la "ville santé" du quartier Palente-Orchamps à Besançon, révèle que 33% de la population souhaite des espaces plus naturels pour améliorer leur bien-être et 19% souhaite des espaces plus ombragés¹²⁰.



Le design biophilique

Frédéric Willemart, directeur général chez Terravox, explique dans une interview que le design biophilique vise à éliminer le stress et l'anxiété liés au bâti humain moderne en s'inspirant de la nature et de son organisation. Le design biophilique ne consiste pas seulement à ajouter des éléments naturels, mais se caractérise également par des formes courbes, des structures fractales et des ornements qui rappellent l'environnement naturel ancestral dans lequel le cerveau humain évolue. En repensant l'aménagement d'un lieu pour maintenir une connexion avec la nature, il est possible d'améliorer l'attachement au lieu et d'encourager les éco-gestes. Un exemple donné est celui d'une fresque colorée située dans le quartier du Marais à Paris, qui, en raison des émotions qu'elle évoque grâce à son design biophilique, n'a jamais subi de dommages.

© Twitter / la mairie de Paris



Le design biophilique en plein cœur du Marais

Jean-François Montagne, Vice-Président de la Communauté urbaine de Dunkerque exprime l'importance de renaturer la ville. Selon lui, la ville essaie de laisser la nature reprendre ses droits. Elle laisse par exemple les coquelicots repousser. La nature sauvage revient au bénéfice de la population, qu'il faut néanmoins acculturer à cela.

● Les bénéfices pluriels de la végétalisation des zones urbaines

Ce besoin biophilique est à la croisée de plusieurs objectifs : le bien-être multisensoriel procuré par la nature, certes ; mais aussi la régulation des températures pour rendre les territoires vivables ; l'accès à un air de meilleure qualité ; le maintien de la biodiversité ; et enfin la préservation du lien social.

Kermap, une entreprise spécialisée dans la data-visualisation pour l'aménagement des territoires et la protection de l'environnement, souligne les multiples effets bénéfiques de la végétalisation sur la régulation des températures¹²¹. En agissant comme un bouclier naturel, la végétation absorbe la lumière du soleil, limitant ainsi l'impact des rayonnements solaires et contribuant à la diminution de la chaleur des surfaces. En ce sens, l'évapotranspiration, qui correspond à la transpiration des plantes, joue un rôle important dans la réduction de la chaleur atmosphérique. De plus, les arbres, en tant que véritables filtres naturels, purifient l'air en filtrant efficacement les particules fines et les oxydes d'azote émis par les moteurs polluants. Parallèlement, grâce à la photosynthèse, les arbres captent le dioxyde de carbone (CO²), un gaz à effet de serre majeur, tout en libérant de l'oxygène (O²) vital pour

notre organisme. Ainsi, la végétalisation présente des avantages concrets en termes de régulation thermique et de qualité de l'air, contribuant ainsi à la création de territoires durables et sains.



Un îlot de fraîcheur urbain dans une école d'Echirolles

Dans la commune d'Echirolles en Isère, une école a entrepris une initiative novatrice en transformant sa cour en un véritable îlot de fraîcheur urbain. Les résultats sont impressionnants, avec une réduction significative de la température de l'ordre de 3,4°C. Cette baisse de température a permis d'encourager la prolifération de la biodiversité, offrant un habitat propice à la croissance des plantes, à l'apparition de mares et à l'arrivée d'oiseaux. Outre ses bienfaits environnementaux, cette transformation de la cour présente également des avantages pédagogiques. Les aménagements réalisés offrent un support idéal pour la tenue d'activités éducatives, permettant aux élèves d'explorer et de se connecter avec la nature de manière concrète et immersive¹²².

● La végétalisation des zones urbaines au service de la biodiversité et du bien-être

Forts de ces enseignements, de nombreux territoires urbains travaillent leur équilibre, leur régulation, leur bien-être et leur attractivité en aménageant des zones végétales très recherchées par la population. Pour rappel, la loi Grenelle de 2007 institue la création de trames vertes au cœur de zones urbaines. Il s'agit de corridors végétaux reliant les espaces naturels entre eux afin de faciliter la circulation des espèces et individus. S'ensuit le développement des trames bleues en ce qui concerne les cours d'eau et zones humides, visant également à l'amélioration du cadre de vie. En définitive, ces trames contribuent à la préservation de la biodiversité terrestre et aquatique tout en embellissant l'environnement. Ces espaces naturels offrent des habitats pour diverses espèces, filtrent l'eau, régulent les

débits et offrent des opportunités de loisirs. Leur présence dans les zones urbaines crée un cadre de vie harmonieux propice à la détente et à l'épanouissement personnel.

Trame verte et bleue de Toulouse - Le Grand parc Garonne



© Invest In Toulouse

La trame verte et bleue en Midi-Pyrénées représente une nouvelle approche territoriale qui permet de revaloriser les paysages et les écosystèmes¹²⁴. Grâce à cette initiative, la région a pu voir la réapparition de différentes espèces telles que les grues et busards cendrés, les saumons, les lézards ocellés, et bien d'autres encore. Cette trame traverse notamment la ville de Toulouse, et en ferait une véritable "friche urbaine". Jean-Pierre Thibault, lors d'une interview, nous a informé que ce nouvel aménagement a amené un sentiment de bonheur et d'épanouissement aux habitants de la ville rose, désormais teintée de vert et de bleu, contribuant ainsi à une approche plus responsable et conviviale de l'environnement urbain.

● Aménagements pour une ville plus responsable et conviviale

Ces aménagements se concrétisent à Avignon grâce à diverses initiatives axées sur le patrimoine végétal urbain comprenant des toitures végétalisées, des îlots de fraîcheur urbains, et l'implantation de végétaux adaptés¹²⁵.

D'autres concrétisations se font du côté des communes labellisées qui protègent la faune, la flore et les ressources naturelles. Ainsi, "la présence du végétal en toute saison participe à un environnement où il fait bon vivre" selon

le label Villes et Villages Fleuris¹²⁶. De plus, la présence de nombreux parcs et jardins incitent les habitants à se réunir et organiser des projets et événements, favorisant l'action collective et le lien social.



“Tips” pour les habitants de métropole - trouver des espaces naturels dans les grandes villes

Le média ID sur l'info durable informe ses lecteurs sur les coins naturels peu connus au sein des grandes villes où se ressourcer. À proximité de Paris se trouvent quatre parcs naturels qu'abrite la région : le Vexin, la vallée de Chevreuse, l'Oise Pays de France et le Gâtinais, desservis par les réseaux Transilien et RER. À Marseille, il est conseillé de chercher le parc Borély, riche en biodiversité. À Lyon, le parc naturel urbain de la Feysine, un “îlot de tranquillité”. Et enfin à Toulouse, le parc du Confluent, un vrai “poumon vert”¹²⁷.

En encourageant la biodiversité, la végétalisation en ville favorise la préservation de l'environnement et permet aux habitants de se sentir davantage connectés à la nature, malgré l'effervescence de la vie urbaine. Ainsi, la végétalisation des zones urbaines offre des bénéfices indéniables qui viennent s'ajouter aux nombreux atouts offerts par la vie en ville.

3 - Les atouts urbains : avantages de vivre en ville

La nature en ville est une réelle source de bien-être. Néanmoins, la ville offre aussi d'autres voies d'épanouissement. Elle conjugue une promesse de sérénité et d'accessibilité avec la possibilité de cultiver son rapport à la nature en adoptant un mode de vie plus écologique.

● Un mode de vie plus écologique

Contrairement aux idées reçues, vivre en ville pourrait permettre d'adopter un mode de vie écologique. En effet, selon Logic Immo, les installations étant centralisées et les maisons

rapprochées, de réelles économies de chauffage et d'électricité sont effectuées¹²⁸. De plus, les citoyens ont tendance à utiliser moins la voiture et privilégient les déplacements à pied, à vélo ou en transports en commun. La concentration des commerces, des services et des loisirs dans les zones urbaines permet aux habitants de bénéficier de tout ce dont ils ont besoin à proximité, ce qui réduit les déplacements motorisés. Cette réduction de l'usage de la voiture a un impact positif sur la qualité de l'air, la réduction des émissions de gaz à effet de serre et la diminution de la congestion routière.

Par conséquent, ce modèle d'urbanisme centré sur la proximité engendre des conséquences importantes sur l'écologie, mettant en évidence la nécessité de promouvoir un urbanisme axé sur l'humain.

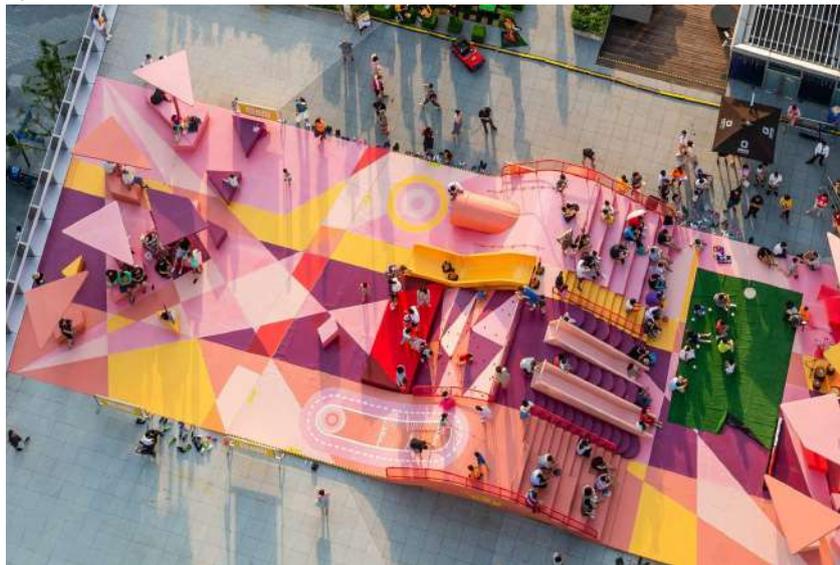
● Le développement d'un urbanisme centré autour de l'humain

L'urbanisme a un impact majeur sur le quotidien des urbains, mais aussi sur leur santé. Le concept d'urbanisme favorable à la santé - qui vise à tenir compte systématiquement des conséquences de tout projet d'urbanisme et d'aménagement sur la qualité de vie, le bien-être, et sur l'environnement - se développe selon Santé Publique France¹²⁹.

Il s'agit de mettre en avant des éléments favorisant l'épanouissement, tels que des complexes d'activités sportives, des systèmes de vélos partagés ou encore l'accès aux soins ou aux espaces verts... Et ceci dans un objectif de réduction des inégalités sociales et territoriales de santé. L'accessibilité des éléments du quotidien est en effet un véritable atout en ville.

Espace de loisir au centre de la ville

© Big Bang / Amey-Kandalaonkar



Il est donc nécessaire que l'urbanisme soit axé sur l'humain et, par extension, sur l'environnement naturel. Cependant, ces deux aspects peuvent parfois être difficiles à concilier dans les zones urbaines denses, qui sont souvent associées à la mobilité. La Communauté urbaine de Dunkerque confie lors d'une interview qu'elle œuvre à ce que les habitants se départissent de leurs voitures, avec un accès gratuit au bus. La densité n'empêchant pas l'accès à des espaces verts de proximité. L'enjeu est d'œuvrer à une alchimie pour concilier densité et aspiration des ménages à avoir au moins un petit espace vert chez soi. Tous les modèles d'urbanisme doivent être travaillés en même temps pour ne pas verser dans le dogme ou la mode.



A La Réunion, intégrer l'urbain dans le végétal et non pas l'inverse

Amandine Junot a mené une étude sociologique sur l'urbanisation à La Réunion. 55 entretiens semi-directifs ont fait l'objet d'une analyse textuelle assistée par ordinateur (Iramuteq), complétée par une analyse de contenu manuelle. Les résultats mettent en évidence un mode d'habiter et des représentations de la qualité de vie liés à un style de vie tourné vers l'extérieur, à la nature et la vie communautaire, qui influenceraient la perception des nouveaux objets durables, dont la densification, les bâtiments passifs, la mobilité douce et la cohésion sociale. Plus précisément, dans le contexte réunionnais, plus que des stratégies de verdissement et d'agrément de l'espace, c'est une réelle réflexion sur la nature comme l'élément structurel principal de l'espace qui doit être menée. La satisfaction vis-à-vis des espaces verts est directement liée à la quantité et disponibilité globale de ceux-ci, leur qualité environnementale (plus sauvage), leur degré d'ouverture et la densité de végétation.

A La Réunion, face à la nécessaire densification des villes, des immeubles de 3, 4 ou 5 étages se construisent. Le département favorise alors l'émergence d'écocités, comme dans le centre ville de la Possession, où les bâtiments comportent plusieurs niveaux mais libèrent des espaces végétalisés intelligents. Une réflexion est menée pour concilier verticalité et biodiversité. L'île a pour atout la présence de nombreux architectes avec des approches bioclimatiques de l'habitat.

● **L'emploi et la proximité des services pour plus de sérénité**

Selon Bouygues Immobilier - en se basant sur une enquête auprès des résidents - les services de proximité, comme les établissements de santé et les commerces, peuvent impacter de manière positive le quotidien des urbains.

C'est aussi en ville que le taux d'employabilité est le plus important, en 40 ans une concentration de l'emploi s'est faite au profit des grandes agglomérations (3B). Selon l'INSEE¹³⁰, l'emploi a augmenté de 25% en métropole en France entre 1975 et 2018, même si dans les quartiers en difficulté, seulement un habitant sur trois est en emploi en 2020¹³¹.

En plus de bénéficier d'une concentration d'emplois plus importante, les citadins ont également accès à une multitude d'événements festifs.

● **Le territoire en fête**

La ville appartient aux études et au travail comme à la fête. Selon Se Loger, le top 5 des destinations pour faire la fête en France sont des villes. Passant par Rennes et sa rue de la soif, à Montpellier connue pour ses soirées étudiantes, à la place de la victoire à Bordeaux, à Toulouse, ville rose et ville de la nuit, pour finir à Nantes, ville dédiée aux couches-tards¹³². Quant aux Landais, Hervé Bouyrie - Président de l'Association des Maires des Landes - nous confie lors d'une interview qu'il s'agit d'un peuple festif qui a le goût du bien-vivre. Quand on cumule tous les jours de festivités dans le département, il y en a plus que de jours dans l'année : la feria de Mont De Marsan, la feria de Dax, etc. Le département attire les gens qui ont envie de vivre de cette manière là.



Les férias, vectrices de rassemblements

La ville en fête comme lieu propice à la célébration et à la diversité culturelle, est un autre aspect attrayant de la vie urbaine. Les festivals, les événements artistiques et les activités sociales abondent, offrant aux résidents une multitude d'opportunités pour se divertir, se rassembler et découvrir de nouvelles expériences. Ces festivités dynamisent le tissu social et renforcent le sentiment d'appartenance à la communauté, contribuant ainsi à créer un environnement urbain (ou rural) animé et vibrant.

● La ville relationnelle

La vie citadine est en effet une vie de rencontres, notamment grâce à ces espaces aménagés autour du lien social comme les tiers lieux, *“moteurs de la ville de demain”* selon Maire Info¹³³. En ce sens, le coworking s'y développe et *“la ville créative maximise la création de connaissances et l'innovation”* selon une étude intitulée *Inventer les nouveaux lieux de la ville créative : les espaces de coworking* (Morizet, 2017)¹³⁴. Le développement de ces espaces est une réelle plus-value territoriale.



**Contre les clichés,
déménager pour vivre
une retraite de bonheur
dans les cités**

Des stéréotypes véhiculent l'image des cités comme peu propices au bien-être, mais un couple de retraités, Isabelle et Pierre Chazerans, témoigne de leur expérience qui a bouleversé leurs préjugés. Arrivés à la retraite,

ils ont décidé de déménager et d'aller vivre celle-ci pendant quelques années dans la cité des Mureaux (Yvelines), où ils ont été profondément touchés par l'accueil chaleureux et la générosité des habitants “quand on débarque aux Mureaux, on change tout de suite de regard. On a été profondément touchés par le souci de l'autre. Quand on était invités à manger, on nous servait parfois un couscous, alors que pour certaines familles, c'est un vrai luxe !”. Ce témoignage met en lumière la bienveillance et l'envie d'intégration des habitants des quartiers défavorisés. Le couple Chazerans a dû accepter qu'ils ne pouvaient pas résoudre tous les problèmes de la cité et qu'ils devaient se concentrer sur l'essentiel : l'amour, le lien social et le respect mutuel, très présents dans le quartier. La chaleur humaine et la générosité surpassant les conventions sociales et matérielles.

Plume Banlieue, média indépendant, met notamment en lumière les banlieues à travers les récits et les voix de leurs habitants¹³⁵. En partenariat avec la Maison De la Conversation, ils organisent des discussions intitulées «Talk du bitume», favorisant le dialogue et l'échange sur les sujets qui unissent la communauté. Ce concept valorise la culture en montrant que le bonheur peut être trouvé dans des quartiers moins privilégiés. En donnant une voix aux habitants, en célébrant la diversité culturelle et en luttant contre les stéréotypes, Plume Banlieue et la Maison De la Conversation contribuent à créer des espaces culturels urbains relationnels et inclusifs, où le bonheur se trouve partout.



Étendre “Le bitume s’exprime” pour une fierté inclusive et partagée dans les banlieues.

1C3 | culture, sport, loisir : territoires augmentés

Les loisirs offrent un espace de détente et de divertissement qui contribue à améliorer la qualité de vie. C’est pourquoi il est essentiel d’organiser les villes de manière à favoriser les activités de loisirs et ainsi promouvoir le bien-être des habitants (3). Les loisirs en pleine nature, tels que la randonnée ou le camping, connaissent une popularité croissante auprès des citoyens en quête d’expériences en plein air et de contact avec la nature (2). En implantant des lieux de loisirs au sein des territoires, on reconnaît l’importance cruciale de ces espaces dans le bien-être individuel et l’épanouissement personnel et collectif (1).

1 - Les loisirs comme déterminants du bien-être : l’importance de l’implantation de loisirs au sein des territoires

● Les fonctions psycho sociologiques du loisir

Dans son livre *Le loisir*, Roger Sue met en évidence les fonctions psychosociologiques essentielles qu’il remplit¹³⁶. Selon l’auteur, le loisir joue un rôle crucial dans l’équilibre psychologique de l’individu en offrant trois fonctions principales : la détente, le divertissement et le développement personnel. Les bienfaits de ces activités s’étendent également au niveau social. En favorisant la santé des familles, des quartiers et des groupes d’intérêt, le loisir participe à renforcer les liens sociaux et à promouvoir le bien-être collectif. Ainsi, il apparaît avantageux pour les territoires de faciliter l’accès aux loisirs, reconnaissant ainsi leur potentiel pour l’épanouissement individuel et la cohésion sociale.

● Le pouvoir des loisirs : impacts sociaux, économiques, personnels et sur la santé

Dans son ouvrage *Livre blanc sur le loisir*, Claude Charron souligne que le loisir est bien plus qu’une simple activité de divertissement,

il constitue un geste essentiel pour la santé mentale et physique : “Dans ce geste de santé mentale et physique qu’est le loisir (...), il y a chez le plus sérieux et le plus sévère d’entre nous le sursaut de l’enfant que nous avons été et qu’au fond nous sommes toujours”¹³⁷, expliquant ainsi que les loisirs ont un impact sur la façon de vivre et la personnalité. Le loisir ne se limite pas à une simple échappatoire de la vie quotidienne, il exerce également une influence significative sur le quotidien, y compris sur la vie professionnelle. Dans son ouvrage *Les loisirs en espace agricole*, Yvon Le Caron met en évidence l’influence du loisir sur le mode de vie global et sa participation active au fonctionnement de la société¹³⁸. Selon l’auteur, l’impact du loisir est aussi puissant que celui du travail, soulignant ainsi son rôle essentiel dans l’épanouissement personnel et la contribution à la société. Ainsi, le loisir joue un rôle central dans la construction d’un équilibre harmonieux entre vie personnelle et vie professionnelle.

Le cabinet de conseil TGS France ajoute notamment que les loisirs du dirigeant peuvent influencer sur la performance de l’entreprise¹³⁹. Le temps de travail hebdomadaire qu’il ou elle consacre à la gestion et au bon fonctionnement de sa société impacte directement l’indice de l’activité économique de celle-ci. Par exemple, concernant le sport - qui participe au développement cognitif de l’individu¹⁴⁰ - le fait d’exercer du sport pendant sa pause repas améliore de façon courte mais intense le bien-être, de quoi augmenter la capacité mentale en début d’après midi.

Pour compléter ces propos, la synthèse intitulée *Activité physique, Contextes et effets sur la santé* publiée par l’Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale en 2008, démontre que la pratique sportive a en effet un impact positif sur le bien-être. Ce dernier englobe divers aspects tels que le sentiment

de compétence, l'estime de soi positive et une image de soi favorable. Ainsi, La Fabrique Spinoza, dans son étude *Santé positive : guide des déterminants scientifiques aux citoyens, professionnels et institutions* (2022), met en évidence une corrélation significative entre la participation aux activités physiques de loisir et la satisfaction globale de vie, que ce soit chez les individus sans pathologie, les patients atteints de maladies chroniques ou les personnes en situation de handicap.

Enfin, l'Association canadienne des parcs et loisirs met en avant les résultats bénéfiques des activités de loisirs¹⁴¹. Ces dernières jouent un rôle central dans le développement équilibré des individus en favorisant l'apprentissage social et intellectuel. Elles sont également essentielles pour améliorer la qualité de vie et renforcer l'estime de soi. De plus, les activités de loisirs ont un impact économique en générant des opportunités d'emploi et contribuent à la construction de familles solides et de communautés saines.



Le développement de loisirs inclusifs

Tout le monde n'a cependant pas l'opportunité de participer à certains loisirs. Quest'Handi, association labellisée Bleu Blanc Zèbre, travaille à résoudre le problème de l'inaccessibilité aux événements culturels et sportifs pour les personnes en situation de handicap en offrant des conseils et des ressources aux organisateurs pour mettre en place des mesures d'accessibilité adaptées à différents types de handicaps. L'association organise également des formations et des sensibilisations pour encourager une prise de conscience accrue de l'importance de l'accessibilité pour tous et toutes, contribuant ainsi à rendre les événements plus inclusifs et accessibles¹⁴².

- Les loisirs sportifs rythment les territoires

Le sport est très important en France et ses bienfaits sont particulièrement soulignés

à l'approche des Jeux Olympiques et Paralympiques de 2024 qui se dérouleront à Paris. Selon l'organisation France Urbaine, le sport est un investissement d'avenir au service de l'alliance des territoires¹⁴³. Jean-Luc Moudenc, Maire de Toulouse rappelle ainsi l'utilité sociale du sport, *“pour répondre aux enjeux des solidarités, de la cohésion sociale, de la santé, de la transition écologique et du vivre-ensemble”* au sein des territoires.



© département de La Réunion

Canoë kayak sur l'île de La Réunion

De plus, l'institut Paris Région, dans un article *Sport et espace public, une relation à fort potentiel* énonce que 60% des pratiquants disent privilégier l'activité sportive dans l'espace public et qu'il serait tout aussi bon pour la santé que l'inclusion sociale¹⁴⁴.

Nathalie Perez-Leroux, Conseillère du département du Var, a été confrontée à une difficulté sur sa commune, qui compte moins de 200 habitants à l'année, concernant l'attraction de professionnels du sport, en particulier ceux spécialisés dans les activités destinées aux seniors. Afin de résoudre cette problématique, elle a entrepris des démarches pour obtenir le prestigieux label «Terre de Jeux 2024» pour son village. En contrepartie d'actions de communication et de sensibilisation, la commune a bénéficié du soutien d'éducateurs sportifs dépêchés sur place par le Comité olympique et sportif. Par la suite, la municipalité a pris en charge leur spécialisation dans le domaine du sport-senior, ce qui a favorisé l'engagement de la population locale, notamment des personnes âgées, dans la pratique d'activités sportives.



Des cours de sport gratuits inscrits dans la culture pour embarquer de manière large

Des collectivités locales de La Réunion payent un coach pour donner des cours de Zumba gratuits sur la plage. Il rassemble tout type de profil, y compris des dames seniors. La gratuité et la localisation sur la place publique permet d'attirer des populations qui se remettent en activité, ou qui n'ont pas les moyens ou bien qui n'oseraient sinon pas y aller. Ce sont 80 à 200 personnes qui s'y rendent. Le sport est ainsi territorialisé car public et parce qu'il est dansant et rythmé, donc plus inscrit dans l'ADN réunionnais. Ainsi, ce dispositif crée une sorte de tiers-lieux extérieur.

L'implantation du sport dans une commune peut prendre des chemins détournés et offrir des opportunités de cohésion. Ainsi, dans la Sarthe, à Rouez-en-Champagne, un leg à la commune a permis d'amorcer le financement d'un professeur de sport en situation de handicap. Celui-ci a animé des activités physiques pour la commune. La municipalité a abondé en subventionnant l'opération de telle sorte à ce que l'adhésion ne dépasse pas 40 à 50 euros par habitant et par an. En revanche, en échange, les habitants doivent donner un peu de leur temps. En a résulté des animations variées telles que : marches gourmandes, randos gourmandes, soirées années 80, cafés dans la salle de sport.

Parmi les différentes options de loisirs qui s'offrent aux individus, celles qui se déroulent en pleine nature ont un charme particulier. Les raisons ? Les loisirs de pleine nature sont devenus une véritable source d'attrait pour de nombreuses personnes à la recherche d'évasion, de liberté et de connexion avec l'environnement naturel.



Territoires et "Terre de Jeu" (Terre de jeu 2024, 2023)¹⁴⁵

Le label Terre de Jeux 2024 a été conçu spécifiquement pour les collectivités territoriales, quels que soient leur taille et leurs moyens. Il vise à les engager dans l'aventure des Jeux et à mettre en valeur leurs bonnes pratiques sportives, tout en encourageant l'intégration du sport dans la vie quotidienne, partout en France. Ce label offre aux territoires une occasion unique de se distinguer en tant que promoteurs actifs de la pratique sportive. Il leur permet de bénéficier d'une reconnaissance officielle de leur engagement et de leur contribution à l'esprit des Jeux Olympiques et Paralympiques. En obtenant le label Terre de Jeux 2024, les collectivités territoriales peuvent afficher leur volonté de promouvoir le sport sous toutes ses formes. Cela inclut non seulement le soutien aux clubs sportifs locaux, mais aussi l'organisation d'événements sportifs, la mise en place d'infrastructures adéquates, la promotion de programmes sportifs inclusifs et l'encouragement d'une vie active pour tous les citoyens.

En résumé, le label Terre de Jeux 2024 offre aux territoires la possibilité de devenir des acteurs clés de la promotion du sport et de ses bienfaits dans leur communauté. Il valorise leurs efforts, stimule l'engagement sportif local et contribue à créer un héritage durable des Jeux Olympiques et Paralympiques au niveau régional et national.

2 - Attrait des loisirs de pleine nature

● L'aspiration au sport de nature

En 2020, plus de 50% des sportifs pratiquaient une activité sportive de nature en France selon le baromètre national des pratiques sportives INJEP-CREDOC¹⁴⁶. Jean-Jacques Gougnet, analyste économique du sport précise que *"le développement actuel des sports et loisirs en France est marqué par un besoin grandissant de nature et une tendance propre à notre société de loisir de massification, diversification et désinstitutionalisation des pratiques"*¹⁴⁷.



Le pays d'Albertville, territoire de loisirs de plein air

Le pays d'Albertville, situé au cœur des Alpes en Savoie, propose une variété d'activités de plein air pour les amateurs de loisirs en nature. Ce territoire, composé de plaines, de vallées et de montagnes, a été aménagé de manière à offrir des opportunités de balades à pied, à vélo ou en VTT, d'escalade, de randonnées alpines, d'équitation, de pêche, ainsi que des jeux flottants. Avec ces nombreuses options, il devient accessible de trouver une activité qui correspond à ses préférences et profiter des plaisirs offerts par cet environnement naturel diversifié. À la recherche de tranquillité ou d'excitation ? Le pays d'Albertville offre un large éventail d'activités de plein air pour répondre aux attentes de toutes et tous¹⁴⁸.

● Une offre abondante d'activités de plein air en France

Le Pays Basque est réputé pour ses férias animées à Bayonne et ses célèbres spots de surf à Biarritz, mais il offre également une multitude d'activités en plein air. Protourisme, un cabinet de conseil spécialisé dans le tourisme et les loisirs, met en avant l'aspect patrimonial de la région, mettant en valeur ses paysages exceptionnels ainsi que les nombreuses activités marines et pédestres proposées¹⁴⁹.

Et pour celles et ceux qui souhaitent explorer les loisirs offerts par le territoire, l'annuaire activites-plein-air.fr offre un vaste choix de centres de sports et d'entreprises de loisirs. Ainsi, chacun et chacune peut trouver des activités qui correspondent à ses préférences et profiter pleinement des ressources naturelles et culturelles offertes par le Pays Basque et d'autres régions de France rurales ou citadines¹⁵⁰.

3 - L'organisation des villes autour des loisirs pour le bien-être

● La montée des loisirs urbains personnalisés pour le bien-être individuel

De nos jours, les loisirs occupent une place de plus en plus importante dans la société. Ils représentent des moments privilégiés où l'on peut se détendre, se divertir et échapper aux contraintes quotidiennes, en particulier dans les villes générant parfois stress et anxiété.

Dans une société démocratique, il est donc crucial de rendre les loisirs accessibles comme l'indique Michel Bellefleur dans son article *Petit essai sur l'Éthique et le loisir* (2008)¹⁵¹. En ville, cette accessibilité permet de contribuer à améliorer la qualité de vie et de trouver des sources de satisfaction et de plaisir adaptées à ses besoins propres et à ses préférences. Les loisirs contemporains jouent un rôle d'équilibre existentiel en apportant des gratifications multiples. Que ce soit à travers la pratique d'un sport, la découverte d'une activité artistique ou la simple contemplation de la nature, les loisirs nourrissent notre bien-être physique, émotionnel et mental. Ils offrent des moments de ressourcement, de découverte de soi et de développement personnel. En investissant dans des infrastructures et des services de loisirs diversifiés, en encourageant la créativité et l'innovation dans ce domaine, les villes construisent une société plus équilibrée, plus épanouie et plus harmonieuse. Les loisirs deviennent alors un véritable levier de développement individuel et collectif en zone urbaine, favorisant la cohésion sociale et la qualité de vie de l'ensemble de la population.



Des balades urbaines, un loisir pour retrouver la fierté de son quartier

Vianney Delourme co-Fondateur de "Enlarge your Paris" a créé son initiative pour faire découvrir les richesses des pourtours de Paris, les banlieues, mais également Paris, afin de redonner de la vie et de la fierté aux territoires. Via des balades urbaines - il en organise également dans les quartiers Nord de Marseille - et un média, les habitants redécouvrent leur territoire.

Afin de répondre à ces besoins, au cours des années, une évolution des services à la carte a eu lieu dans les villes, Jean-Pierre Augustin parle dans son livre *L'urbain et ses imaginaires* d'une émergence de modèles plus ouverts où les loisirs sont redéfinis par la société. Tout cela répond ainsi à un désir des citoyens d'évoluer dans un territoire d'épanouissement et de plaisir.

● Voyage, plaisir et thérapie

Face à un regain d'envie de voyage après la crise sanitaire, l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques (INSEE) révèle que *“la fréquentation de juin à août 2022 dans les hôtels et campings dépasse de 3% son niveau d'avant-crise”*¹⁵². Marie-Rose Bonnet dans son livre *Le Corps et l'Esprit en voyage. Le voyage thérapeutique (2012)*¹⁵³ énonce les vertus thérapeutiques du voyage, allant au-delà du simple plaisir.

Et c'est face à une volonté croissante de sérénité et de détente que les spas et les établissements de thalassothérapie se multiplient sur les territoires. Selon une étude de 2013 intitulée *Loisir, santé et fonctionnement humain*¹⁵⁴, les loisirs offrent de nombreux avantages personnels, tels que la promotion de la santé physique et mentale, le développement intégral de la personne et l'adoption de comportements sains et équilibrés. La partie 4A fera plus amplement le lien entre voyage, territoire et bonheur.

Après avoir exploré les aspects des atouts des territoires, du plaisir et bien-être, il est maintenant temps de se pencher sur une question fondamentale liée à l'aménagement des territoires. L'approche paysagère, qui consiste à aménager les territoires tout en les ménageant, joue un rôle essentiel dans la manière dont les individus interagissent avec leur environnement.

Voyager pour s'aérer



© Explore le monde

1C4 | L'approche paysagère : ménager ou aménager les territoires ?

Comme nous l'avons évoqué au début de cette partie, le paysage occupe une place prépondérante dans la vie des citoyens et citoyennes. Dans une quête d'un équilibre harmonieux entre l'individu et son environnement, l'alliance entre paysage et développement durable émerge comme une voie prometteuse. En effet, en favorisant une esthétique environnementale, elle vise à concilier les enjeux esthétiques, écologiques et socio-économiques (3). Toutefois, pour

parvenir à cette harmonie, il est essentiel de comprendre les limites inhérentes à l'aménagement paysager. En explorant ces limites, cela permettra d'adopter des approches plus résilientes et adaptées à une réalité complexe (2). De plus, il est crucial de reconnaître l'impact positif du paysage et de ses aménagements industriels sur la qualité de vie de ses habitants. Ces éléments peuvent laisser une empreinte vertueuse, influençant le bien-être de manière significative (1).

1 - L'empreinte vertueuse du paysage et de ses aménagements industriels sur l'habitant

● L'équilibre du paysage bâti comme agrément

Le maintien d'un équilibre dans le paysage bâti est une composante essentielle de l'harmonie et de l'agrément qui caractérisent l'environnement urbain. Une étude de 2019 du *Data Science Lab de la Warwick Business School* menée conjointement avec Alan Turing Institute et l'université du Sussex révèle que la beauté des paysages, même bâtis, a un impact significatif sur le bonheur¹⁵⁵. La "beauté" est évaluée par une IA qui analyse "les joyaux" de l'environnement, tenant compte de la singularité des paysages par exemple.



Science à l'appui, les villes pittoresques sont tout aussi efficaces que les paysages naturels pour instaurer un sentiment de bien-être.

Les chercheurs ont utilisé les données de 15 000 personnes et un million d'évaluations d'images pour montrer que la beauté peut être stimulée à la fois dans les zones urbaines et rurales. Les résultats indiquent que les villes pittoresques sont tout aussi efficaces que les paysages naturels pour instaurer un sentiment de bien-être. Les résultats sont basés sur des évaluations de photographies provenant du jeu en ligne *Scenic-or-Not* et sur des mesures de bonheur recueillies par l'application mobile *Mappiness*¹⁵⁶. L'étude suggère également que des environnements moins stimulants visuellement peuvent favoriser la restauration de l'attention, contribuant ainsi à réduire la fatigue et l'irritabilité. Suzy Moat, codirectrice du *Data Science Lab*, souligne alors que prendre en compte la beauté dans les décisions d'aménagement peut conduire à de meilleurs résultats en matière de bien-être. Ces résultats soulèvent ainsi des questions sur les raisons pour lesquelles la beauté des environnements bâtis est associée à un plus grand bonheur et mettent en évidence l'importance de prendre en compte la beauté dans la planification et la conception des espaces urbains.

● L'adaptation à l'environnement

Dans son livre *Aménager les territoires du bien-être*, Jean-Pierre Thibault met en avant l'importance de créer un "tout" réussi et non de minimiser l'impact d'une construction industrielle¹⁵⁷. Reprenons son exemple de construction d'une autoroute : l'infrastructure doit être génératrice d'un paysage harmonieux ou d'un contraste assumé et réfléchi. Il explique que "le passage fluide et en quelque sorte naturel du tracé de l'autoroute confère à l'ensemble une unité qui n'existait pas avant la construction". Pour que le tracé soit fluide et naturel, cela implique de concevoir le tracé de l'autoroute de manière à minimiser les impacts sur l'environnement naturel, en prenant en compte les caractéristiques des forêts traversées. L'autoroute établit alors un lien entre les forêts et révèle celles-ci.

Les lacets de Montvernier (Savoie)

© Détours en France



Comme autre exemple d'adaptation du bâti, il cite les zones pavillonnaires. Les géographes les considèrent souvent comme des étalages uniformes et leur expansion suscite de l'inquiétude. Pour remédier à cela, émerge la tendance du «végétal pavillonnaire» qui vise à structurer les espaces verts dans les lotissements afin de promouvoir le bien-être et l'esthétique, et créer une harmonie globale.

Dans le but de trouver un réel compromis entre densification et préservation du patrimoine de nature périurbain, Arnaud Sibiliat, doctorant au laboratoire Project[s], compare deux

indices conçus pour aider les architectes et les aménageurs à trouver un équilibre entre le bien-être végétal pavillonnaire et la réduction de l'empreinte écologique des lotissements¹⁵⁸. L'Indice Écologique Pavillonnaire (IEP) évalue les conséquences écologiques de la densification sur les jardins pavillonnaires, contribuant ainsi à une meilleure prise en compte de la biodiversité dans les projets architecturaux. L'Indice de Biodiversité Potentielle des Jardins (IBPJ), quant à lui, permet de diagnostiquer les jardins existants à l'échelle de la parcelle et est davantage adapté à une approche territoriale. Bien qu'ils soient complémentaires, ces indices diffèrent dans leurs spécificités et leurs applications, l'IBPJ étant plus approprié pour les géographes et l'IEP pour les architectes. En combinant ces outils, les acteurs de l'aménagement du territoire ont la possibilité de préserver le patrimoine naturel périurbain, essentiel à la qualité de vie des habitants et à la protection de la biodiversité, même en période de densification.



ville horizontale ou ville verticale

Pour Woodeum, la ville devrait être construite différemment, tout d'abord en rendant l'acte de construction plus acceptable, avec des chantiers à moindre nuisance. Woodeum défend également la verticalité de la ville, une réponse urbaine qui complète l'engagement bas carbone de la marque. Si l'artificialisation du sol doit être empêchée (on ne revient pas en arrière quand c'est fait), il s'agit de construire vertical, en laissant de grands espaces de respiration végétalisés entre les constructions. A Lyon, le quartier de Confluence, avec sa tour Albizzia en structure bois, marche bien avec ses 16 étages car les bâtis sont espacés, que la vue est belle. Le gabarit moyen est de 7 à 8 étages, émaillé parfois d'émergence de verticalités.

Afin de parvenir à la résilience face pour préserver l'harmonie des paysages et préserver l'environnement face aux défis actuels, la compréhension des limites de l'aménagement paysager est essentielle.

2 - Comprendre les limites de l'aménagement paysager pour atteindre la résilience

● Les conséquences de la négligence des politiques publiques autour de l'aménagement des paysages

Le paysage a été quasi-absent, voire complètement absent lors du Grenelle de l'environnement comme l'énonce la Revue politique et parlementaire¹⁵⁹. Les mesures environnementales adoptées n'ont alors pas pris en compte cet aspect pourtant primordial. D'où quelques initiatives aux retombées négatives.

Par exemple, des initiatives locales ont permis la plantation de pins maritimes en Gironde, mais leur caractère inflammable a été négligé, ce qui les a transformés en nids à incendie¹⁶⁰. Cette situation a causé de nombreux dégâts en raison d'un manque de pilotage des politiques publiques. Les monocultures sont l'une des causes du désastre, car elles rendent les forêts moins résilientes aux incendies. Selon l'Office National des Forêts (ONF), près de la moitié de la forêt française est constituée de peuplements monospécifiques, soit 7,5 millions d'hectares. Il est donc nécessaire de repenser le modèle de nos forêts, selon le média Reporterre¹⁶¹.

Autre initiative : l'implantation d'éoliennes en faveur d'une énergie renouvelable. Elles ont conduit au mécontentement des habitants sur les territoires car considérées comme étant non esthétiques, provoquant des nuisances sonores et des interférences avec les ondes selon Futura Sciences¹⁶².

Un champ d'éoliennes près d'une zone d'élevage et d'habitation



© Luke Thornton sur Unsplash

Également, les centres commerciaux sont considérés comme “l’angle mort des politiques publiques”, selon l’Institut pour la ville et le commerce en 2020¹⁶³. Les centres commerciaux en ville font face à des défis similaires aux petits commerces de proximité et de centre-ville, tels que l’accessibilité, la transformation du paysage urbain, la concurrence et la vacance commerciale. Même les grands centres commerciaux historiques, bien qu’ils résistent, souffrent d’un vieillissement de leur parc avec des conditions moins favorables à la consommation. Certains plus récents ont du mal à trouver leur public en raison de leur localisation urbaine moins accessible. Les centres commerciaux des quartiers prioritaires de la politique de la ville connaissent également une dégradation du paysage. Ainsi, il semble essentiel de repenser certains centres commerciaux en termes de format, de taille ou de type d’activité pour assurer leur durabilité et s’adapter aux besoins changeants des consommateurs et du paysage urbain.



La Fabulous factory de Dunkerque pour reconnecter les habitants à leur industrie

Comme l’indique le Vice-Président de la Communauté urbaine de Dunkerque Jean-François Montagne, lors d’une interview, il est crucial de reconnecter les Dunkerquois à leur industrie, qui représente 25% des emplois de la région. Malgré les changements, l’histoire ouvrière de Dunkerque est ancrée dans les mémoires, avec de nombreux souvenirs familiaux liés au secteur industriel. La réindustrialisation en cours suscite à la fois satisfaction et inquiétude, car les conséquences passées ont laissé craindre une dégradation du paysage. Pour rétablir ce lien, les pouvoirs publics jouent un rôle essentiel en montrant les efforts réalisés par les industries. Les entreprises dunkerquoises, de plus en plus soucieuses de l’environnement, adoptent des pratiques plus respectueuses. Des initiatives telles que la «Fabulous Factory» mettent en avant les technologies innovantes

et permettent aux entreprises de présenter leur savoir-faire à travers des expositions mais aussi des expériences y compris en réalité virtuelle.

Dans cette optique, leboncoin joue un rôle clé en proposant des initiatives numériques novatrices mises en avant dans l’étude *Vers un digital vertueux : un digital durable qui apaise, développe et unit* de La Fabrique Spinoza (2023)¹⁶⁴. Les programmes tels que “Mon centre-ville a un incroyable commerce”¹⁶⁵ et “1 000 Cafés”¹⁶⁶ offrent des solutions concrètes pour revitaliser les centres-villes en mettant l’accent sur le développement économique local, en favorisant les rencontres entre entrepreneurs, acteurs publics et privés, et en recréant du lien social au sein des communautés. En accompagnant ces initiatives, leboncoin facilite la communication et les recrutements, offrant ainsi une plateforme propice à la collaboration et à l’innovation. Grâce à ces programmes, les centres commerciaux peuvent se transformer en espaces dynamiques, adaptés aux nouvelles attentes des consommateurs, favorisant l’entrepreneuriat local, soutenant le commerce et l’artisanat, et renforçant le tissu économique et social des villes.



Généraliser les programmes “Mon centre-ville a un incroyable commerce” pour des aménagements co-construits avec les habitants, donc humains, et résilients.

Un exemple précis de mise en œuvre ? Issy Cœur de ville, le nouvel écoquartier développé par ALTAREA, et la ville d’Issy-les-Moulineaux, vise à revitaliser le centre-ville en mettant l’accent sur l’innovation, le bien-être et la durabilité¹⁶⁷. Au cœur de ce projet se trouve le Nid d’Idées D’Avenir (NIDA), un tiers-lieu de découverte et d’innovation de 1 500 m², conçu pour être à la fois un lieu de vie ainsi qu’un atelier de création pour l’écosystème d’innovation. Il propose une programmation culturelle et événementielle variée, en

collaboration avec des associations et des jeunes entreprises. Le NIDA incarne la volonté d'Issy-les-Moulineaux d'apparaître comme une ville "précurseur" en matière d'innovation et de Smart City, offrant une expérience créative pour un monde plus durable. Avec sa programmation, le NIDA rassemble tous les Isséens, petits et grands, en même temps que les associations, les entreprises, les visiteurs, dans un espace ouvert à toutes et à tous. Il intègre les meilleures qualités immobilières du logement, de l'hôtellerie, du bureau, du commerce, en cassant les codes traditionnels pour favoriser les rencontres et la convivialité. Le NIDA est le reflet de la vision commune d'Issy-les-Moulineaux et d'ALTAREA, pour créer une communauté dynamique et inspirante

Issy Cœur de Ville



© photo d'Abdeslam Mirdass - Toulouse Guillaumet Cogedim

● Une vision subjective du paysage et de sa beauté

Kant fait référence à une "universalité subjective" du beau¹⁶⁸. Selon cette citation, et l'interview menée auprès de Jean-Pierre Thibault, il faudrait plutôt assumer la présence d'un bâtiment industriel agricole dans le

paysage, car "l'agriculture est une activité suffisamment noble, pour oser s'afficher", malgré la perception polluante qui lui est souvent associée. L'auteur urbaniste dénonce l'importance d'allier le jugement esthétique d'un paysage à celui du développement durable "l'acceptabilité paysagère recèle un jugement esthétique qui doit être mis en débat". Il considère notamment que les panneaux photovoltaïques sont des "éléments futurs du paysage" en ce qu'ils s'inscrivent dans une démarche durable.

Il faut ici lire entre les lignes, les notions de paysage et beauté viendraient en réalité de constructions sociales et historiques, et sont donc relatives.

Jean-Pierre Thibault aborde la question subjective du paysage et de sa beauté, et propose des pistes pour sortir des perceptions contrastées telles que les «beaux quartiers» versus la "France moche". En effet, qui détermine ce qui est considéré comme beau ? Pour combattre ces préjugés, il suggère de mettre en place un droit à l'harmonie paysagère pour toutes et tous, en en faisant un objectif de politique publique. Pour y parvenir, il est crucial de commencer par demander l'avis des citoyens, en instaurant une convention citoyenne du paysage. Il propose d'interroger les populations sur leur perception des territoires à travers les cinq sens, et souligne l'importance d'associer cette vision subjective à la définition d'un projet territorial pour véritablement créer un paysage dans une approche paysagère. Chacun aura sa propre subjectivité sur la notion de beauté, mais en rassemblant ces différentes perspectives et en incluant les normes sociales, il est possible de construire un projet collectif où chaque individu peut contribuer à sa manière. L'adhésion spontanée des gens à de telles initiatives n'est pas suffisante, une politique écologique efficace doit intégrer cette dimension participative et sensible qu'est l'approche paysagère.



Instaurer un droit à l'harmonie paysagère pour toutes et tous, qui commencerait par une convention citoyenne du paysage.

Quelle qu'en soit l'issue, le beau n'est pas le seul attribut du paysage lié au bonheur, selon une étude de Chanuki Illushka Seresinhe et al. (2019)¹⁶⁹ "le bonheur est plus grand dans des endroits plus pittoresques", comme cela été évoqué en amont. Ainsi, le charme, l'originalité, le folklorique, tout paysage atypique peuvent être porteurs de satisfaction.

L'application *Scenic-Or-Not*, qui a été utilisée dans une étude précédemment énoncée sur la beauté des lieux, permet donc d'évaluer le bonheur individuel provoqué par un paysage à un moment T¹⁷⁰. Il s'agit d'un jeu dans lequel les internautes devaient noter de 1 à 10 le charme de différentes photos prises aux quatre coins du Royaume-Uni. Cette forme d'engagement citoyen contribue à une meilleure compréhension des préférences esthétiques et à une prise de conscience collective de l'importance de préserver et d'améliorer nos paysages.

● **L'engagement des citoyens : première étape pour atteindre la résilience**

Lors d'une interview, Jean-Pierre Thibault évoque la dimension participative et engageante du paysage. Nous possédons un droit encore peu revendiqué aujourd'hui, c'est celui d'un paysage de qualité, qui nécessite une alliance entre le désir des habitants et les besoins écologiques. L'exemple de la Drôme illustre alors son propos : des habitants créent avec des professionnels une société coopérative d'intérêt collectif afin d'implanter des panneaux photovoltaïques dans le village pour assurer une autonomie énergétique. Ainsi, ils se sentent contributeurs de la transition énergétique, ce qui les rend heureux. Ils peuvent se dire "j'ai fait ma part" et acceptent que leur paysage soit modifié en gardant un sentiment du devoir accompli.



Rendre l'architecture accessible aux populations précaires grâce à l'association Zerm

Afin de permettre à chacun et chacune d'avoir accès à un paysage de qualité, l'association d'architecture Zerm, labellisée Bleu Blanc Zèbre, offre un service de proximité en architecture pour les populations précaires de

Roubaix et de la métropole lilloise. Pour atteindre cet objectif, l'entreprise a prévu de structurer les acteurs professionnels et de dynamiser la réhabilitation des bâtiments plutôt que leur destruction. De plus, Zerm s'engage à améliorer l'accessibilité des matériaux de construction et à rendre l'architecture plus accessible aux personnes vulnérables.

Le géographe, conteur et auteur Damien Deville propose lors d'une interview de valoriser le patrimoine local en décentralisant les activités culturelles et en sensibilisant les populations locales à leur propre patrimoine et au paysage qui les entoure. Il s'agit de faire prendre conscience aux gens de la richesse culturelle et naturelle de leur territoire afin de mieux le préserver, il cite ainsi "nous avons tous au fond du cœur un très beau paysage".

L'éducation au patrimoine local est primordiale pour cela, car la diversité culturelle et naturelle est présente, mais souvent méconnue. Pour illustrer cela, Damien Deville mentionne l'exemple des volcans en Auvergne, qui sont souvent présents dans la vie quotidienne des habitants, mais que la plupart ne connaissent pas sur le plan de la volcanologie.



Un récit de la biodiversité pour favoriser les projets environnementaux citoyens

Le projet "Biodiversité administrative"¹⁷² de Vraiment Vraiment est soutenu par la Banque des Territoires. En 2021, la saison 1 a questionné les formes de l'action publique en matière de biodiversité par

Les volcans d'Auvergne



© Camping les Acacias / Joel DAMASE

un travail exploratoire et prospectif sur six territoires (Guadeloupe, Draguignan, Agglomération de la Rochelle, Pôle Métropolitain de l'Artois, Seine-Saint-Denis, et le PNR du Morvan). L'enquête a permis d'identifier les enjeux spécifiques aux différents territoires et de comprendre les difficultés concrètes rencontrées par les acteurs de terrain, les leviers ou stratégies actionnées ainsi que les besoins et les aspirations pour améliorer leur intervention. Au terme de cette phase d'enquêtes croisées, des propositions d'expérimentations ou des prototypes ont été formalisées pour tenter de répondre aux défis identifiés sur le terrain. Ces expérimentations - locales - ont vocation à renforcer des formes d'action publique existante et potentiellement d'en ouvrir de nouvelles. Le portefeuille est disponible ici : <https://biodiversite-administrative.fr/>.

À titre d'exemple, l'introduction de nichoirs à chauve-souris dans des logements sociaux nécessite de la pédagogie et parfois un façonnement des imaginaires. Afin d'opérationnaliser ces récits, Vraiment Vraiment a produit 11 paysages. Il s'agit de fiches détaillées et illustrées de projets possibles pour renforcer l'action publique en faveur du vivant. Avec ces 11 propositions comme horizon, l'administration biodiverse se dote d'outils pour concevoir des services concrets à destination des agents, des élus, des citoyens et des acteurs associatifs et économiques. Ce paysage de propositions découle des enquêtes menées auprès de six territoires ainsi que d'ateliers de co-conception organisés avec des professionnels de la biodiversité. Pour exemple, la "biodiversithèque" donne un aperçu d'outils locaux de sensibilisation et de découverte de la biodiversité.

Dans cette perspective d'engagement, le Pôle Territorial de Coopération Économique (PTCE) des Mureaux s'est engagé dans une ambitieuse transformation pour faire des quartiers une destination touristique attrayante en intégrant les citoyens. Pour changer l'image des quartiers, le PTCE a joué un rôle clé en invitant les

habitants à se réappropriier leur paysage et leur richesse culturelle. Cette démarche a eu un impact significatif sur le bonheur des résidents, qui ont retrouvé une fierté pour leur territoire. Les activités proposées par l'association, telles que des visites guidées, des expositions et des festivals, ont permis de valoriser les atouts de la région. Grâce à cette réussite, l'État a décidé de soutenir financièrement la duplication de ce modèle dans d'autres régions, reconnaissant ainsi son potentiel à transformer des territoires de bien-être. Les Mureaux ont ainsi ouvert la voie à un changement positif qui a suscité l'intérêt et l'admiration au-delà de leur territoire initial.

La prise de conscience du paysage et l'aménagement des territoires est ainsi crucial, afin de donner une nouvelle vie et une nouvelle valeur aux espaces et aux patrimoines locaux, tout en les rendant plus accessibles à tous. Il s'agit de favoriser une prise de conscience collective de l'importance de la préservation du patrimoine culturel et naturel, pour mieux préserver notre environnement, le paysage et notre culture.

3 - L'alliance paysage et développement durable : l'esthétique environnementale

- Le biomimétisme : un idéal du paysage au service du développement durable

Les territoires évoluent vers une approche résiliente, en recherche perpétuelle d'équilibre dynamique. Le Cerema, à travers ses "Projets autrement" s'intéresse ainsi au Biomimétisme¹⁷³. "Ce terme renvoie à une philosophie et un ensemble d'approches conceptuelles interdisciplinaires, prenant pour modèle la nature pour relever les défis auxquels nous avons à faire face et réussir ces transitions". L'approche paysagère évolue alors à travers cette approche biomimétique.

Un exemple concret de l'approche biomimétique appliquée au paysage est celui de la coulée verte entre Porcé et Courance dans la commune de Saint Nazaire (Loire-Atlantique)¹⁷⁴. Le jardin a été conçu en s'inspirant des écosystèmes naturels de la région, avec une grande attention portée à la gestion de l'eau, à la biodiversité et à la durabilité. Le résultat

est un paysage résilient, capable de s'adapter aux changements climatiques et de fournir des services écosystémiques importants pour la communauté locale.

● **Vers des politiques paysagères durables : une évolution sociétale**

Dans une étude intitulée *Systématisation des paysages urbains durables pour le bonheur et la qualité de vie* (Bulakh, Adeyeye, Bulak & Obynochna, 2022)¹⁷⁵, il est retenu que le système de paysage urbanisé - qui est considéré comme une synthèse du paysage naturel et de la nature artificielle dans des conditions urbaines durables - crée des conditions permettant d'augmenter le niveau de bonheur et de confort de la vie humaine dans l'espace urbain.

“

La systématisation des “paysages urbanisés durables” diminue la fracture entre une ruralité qui serait naturelle et une ville qui serait artificielle. Les bienfaits de la nature retrouvent alors une véritable place en ville.

Ainsi, selon une étude de 2021 de Théa Manola - docteure en urbanisme, aménagement et politiques urbaines - la société évolue vers des politiques paysagères durables suite à une forte demande sociale de paysage directement liée à la qualité de vie et au bien-être des habitants¹⁷⁶. C'est notamment le cas des politiques d'embellissement du volet paysager mentionnées par Jean-Pierre Thibault, dont

les critères prennent davantage en compte les aspects environnementaux comme l'exemple des écoquartiers avec un référentiel d'harmonie des formes et des structures.

“

Toute politique permettant à l'individu d'augmenter son engagement vis-à-vis du lieu et du paysage est bénéfique.



Adaptation à une densité urbaine pour préserver la qualité de vie

Avec Lyon et Paris, Grenoble est l'une des villes les plus denses de France, car contrainte par les montagnes comme l'exprime Méлина Herenger, Vice-présidente de Grenoble Alpes Métropole chargée du tourisme, de l'attractivité, de l'innovation, de l'université et de la qualité de vie, lors d'une interview. Le grand avantage de la compacité est de raccourcir les distances, notamment à la nature, comme la petite station du Col de Porte en Chartreuse. Grenoble invite à “construire la ville sur la ville”. Pour aller plus loin, il est nécessaire d'avoir un échange avec les constructeurs qui sont prescripteurs des normes. Les habitats peuvent être dessinés pour rappeler une maison : accès direct depuis la rue, étanchéité sonore, une terrasse / un balcon / un espace extérieur, un escalier

pour accéder. Les habitats collectifs peuvent amener des bénéfices en termes de hauteur des paysages. Ainsi, à Grenoble, sont mises en place des Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP), dont l'une est de ne pas gâcher

L'écoquartier Guillaumet à Toulouse



© ALTAREA

le paysage aux autres. La nature peut aussi parfois être réintroduite en “débusant” une rivière souterraine, pour le bénéfice des habitants.

● **De la préservation des sites non modifiés par l’homme à la valorisation des ressources**

De 1850 à 2013 (et encore aujourd’hui), le concept de patrimoine naturel - qui est un ensemble de sites non modifiés par l’homme - s’est développé et a donné lieu à la conservation de nombreux sites¹⁷⁷.

Les Parcs Naturels Régionaux (PNR) sont notamment institués en 1967¹⁷⁸, ce sont des territoires à haute valeur environnementale qui sont protégés et dont les ressources sont valorisées¹⁷⁹. La forêt y recouvre 37% de la surface et 40% se trouvent être des surfaces agricoles alors que seulement 1,9% sont des zones construites et donc investies par l’homme selon le Conseil économique, social et environnemental¹⁸⁰.

Aujourd’hui ce combat engagé continue. Un appel à projet “Sentier de Nature” est en cours et mené par le Ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires¹⁸¹. L’objectif est de créer ou restaurer 1 000 km de sentiers de randonnée et préserver les patrimoines naturels, culturels et paysagers aux abords des sentiers.



Les “sentiers de nature” permettent à la fois préserver les espaces protégés, et d’en faire bénéficier les habitants pour leur épanouissement.

Un exemple concret ? Rendez-vous partie 2C, pour découvrir ce que Nathalie Perez-Leroux, Conseillère départementale du Var nous explique sur les sentiers de la région qui emmènent ou traversent des décors de carte postale. Nous verrons que les sentiers naturels augmentent les espaces naturels sensibles avec pour intention

de créer un réseau, puis un circuit d’un site à l’autre.

● **Des initiatives territoriales d’aide à la renaturation**

C’est tout un processus de renaturation des paysages qui est désormais enclenché. Le Cerema développe l’outil Sésame : “Services Écosystémiques rendus par les Arbres, Modulés selon l’Essence” afin d’accompagner les villes dans leur choix de végétalisation¹⁸². L’objectif de ces services écosystémiques est de rendre la vie en ville possible, vivable et ainsi augmenter le bonheur tout en prenant en compte les spécificités territoriales.

Service écosystémique

(Tela Botanica, 2020)¹⁸³



Un service écosystémique est une contribution directe ou indirecte des écosystèmes à notre bien-être général et au fonctionnement de notre société. Il peut s’agir de la pollinisation des plantes, de la purification de l’air et de l’eau, de la régulation du climat ou encore de la production de bois et de nourriture. Ce concept relativement récent permet de prendre en compte l’importance de la nature pour notre survie et de favoriser sa protection.

Le bureau d’ingénierie forestière, environnementale et paysagère “Ilex” travaille également autour de l’approche écosystémique de l’arbre et de la forêt¹⁸⁴. Selon ce cabinet : “L’arbre, en plus de contribuer au bien-être et à l’embellissement de nos rues, est un élément central dans la lutte et l’adaptation des zones urbanisées contre le réchauffement climatique”.



© Blog la ville est mon jardin / Valérie François

L'arbre comme agrément urbain

Plus de 32 aides sont destinées à la renaturation des villes¹⁸⁵ et plus de 500 millions d'euros débloqués en 2022¹⁸⁶. Cela a notamment permis à la ville de Paris d'expérimenter les "Rues aux écoles" qui consistent à végétaliser les abords des écoles ou encore la création de quatre nouvelles réserves naturelles régionales et d'un cinquième parc naturel régional (PNR). 750 millions d'euros sont également dédiés à l'aménagement durable et la cohésion des territoires.

“

Les plans d'aide à la renaturation sont des outils essentiels de l'aménagement des territoires et du bien-être des populations.

Conclusion et propositions

La qualité de vie dans les territoires est un enjeu majeur qui doit être pris en compte dans toutes les politiques d'aménagement. Le paysage, les espaces naturels et urbains ainsi que les loisirs et la culture sont autant de sources de bien-être pour les habitants. Leur préservation et leur développement sont essentiels pour assurer la pérennité et la résilience des territoires.

Cependant, il est crucial de trouver un équilibre entre la transformation des territoires pour répondre aux besoins des populations et la préservation de leur identité et de leur patrimoine naturel et culturel. Pour ce faire, des préconisations ont été réfléchies par La Fabrique Spinoza pour développer les atouts des territoires de manière adaptée:

- *Instaurer un droit au paysage comme un droit de toutes et tous à l'harmonie paysagère ; à l'image de Grenoble, utiliser le mécanisme d'OAP (Orientations d'Aménagement et de Programmation) pour prévenir l'occultation des paysages ;*
- *Créer des espaces de "Green Therapy" dans les parcs au sein des villes denses qui seront des espaces d'accompagnement ressourçant, de contact avec la nature et de bien-être, sur inspiration des "ordonnances de parcs naturels du Canada" ;*
- *Développer des tiers-lieux en pleine nature en répliquant "Grésiwork" dans le Grésivaudan (une des vallées de l'Isère dans les Alpes françaises) au sein des villes ;*
- *Allier construction écologique avec une vision «commune» de la beauté du paysage : intégrer des pratiques de construction respectueuses de l'environnement tout en tenant compte de l'esthétique et de la valeur des paysages naturels et urbains ;*
- *Créer une éducation aux paysages pour aider les gens à apprécier les paysages écologiques qui ne sont pas conventionnellement beaux et à reconnaître leurs avantages positifs en considérant les coûts et les bénéfices ;*
- *Développer des communautés de résidents paysagers dans chaque commune, pour que chaque habitant ait son mot à dire ;*
- *Guider la végétalisation urbaine, tout à la fois en termes d'urbanisme, d'aménagement et de design, par des indices : l'Indice de Biodiversité Potentielle des Jardins, ou l'Indice Écologique Pavillonnaire ;*
- *Variabiliser la règle de Zéro Artificialisation Nette en fonction du caractère urbain ou rural, et de l'empreinte minérale existante ;*
- *Donner goût aux constructions verticales par un design inspiré de la maison et par une végétalisation accrue, afin de concilier besoin de densité et d'épanouissement ;*
- *Penser la "ville des 5 minutes" pour aller plus loin que celle du quart d'heure, par un urbanisme qui encourage la pause, et donc l'échange ;*
- *Encourager chaque territoire à formaliser ses atouts en des nominations, labels ou appellations parmi : territoire d'innovation démocratique, territoire de paix économique, territoire féministe, ville santé de l'OMS, ville des 5 minutes, territoire libéré, territoire apprenant, ville amie des enfants de l'UNICEF, territoire associatif, territoire de bonheur de la mobilité, baromètre des villes marchables, label tourisme et handicap, ville amie des aînés, capitale verte, territoire de lien, etc.*

L'équilibre des territoires est donc un savant mélange entre ménagement et aménagement pour transformer sans dénaturer. C'est sur cette idée à cheval entre l'autonomie des territoires et l'ouverture que nous débuterons la partie suivante.

☑ **Partenaire officiel**

LANDES
ATTRACTIVITÉ

LANDES
Attraktivité

Présentation de Landes Attractivité

Landes Attractivité a été créée par le Département des Landes pour développer l'attractivité du territoire. D'abord concentrée sur le volet touristique, l'agence a élargi son périmètre à l'attractivité économique et résidentielle en 2022 en partenariat avec les Chambres Consulaires et les intercommunalités landaises.

L'agence a pour mission de faire rayonner les Landes dans toute leur diversité et d'attirer les entrepreneurs et les talents qui contribueront à son développement.

L'ambition du territoire s'incarne dans un modèle de croissance raisonnée et une approche qualitative, durable & inclusive de l'attractivité.

Le projet stratégique se construit et se traduit dans :

- **UN DÉVELOPPEMENT DURABLE**, soucieux de la qualité de vie des habitants, de la préservation des espaces naturels et qui contribue à la richesse (vitalité) du territoire, des entreprises et à l'emploi ;
- **UNE EXIGENCE DE QUALITÉ** pour la satisfaction de nos clients et de nos partenaires ;
- **UN TERRITOIRE INCLUSIF, BIENVEILLANT, AUTHENTIQUE ET INSPIRANT** où il fait bon vivre, travailler et créer ;
- **DES ACTEURS ENGAGÉS** dans une dynamique collective porteuse de sens.

La philosophie du département sur les territoires heureux

Deuxième plus grand département de France, bordé par plus de 100 kilomètres de plages, les Landes abritent aussi le plus grand massif forestier artificiel d'Europe avec près d'un million d'hectares. Derrière cette immensité se cache un territoire de contraste, reconnu pour la qualité de ses produits agricoles (7 produits sous signe de qualité), le dynamisme de son industrie (2^{ème} département le + industriel de Nouvelle Aquitaine), son activité touristique (23 millions de nuitées par an), sa filière thermale (1^{er} département thermal de France) ainsi que son engagement sportif (4^{ème} département en nombre de licenciés).

Territoire aux multiples facettes, il est aussi le symbole d'une qualité de vie intimement liée à un rapport au temps et à la nature qui se transmet de génération en génération.

Les Landes, c'est avant tout un art de vivre, une histoire à la croisée des aspirations de nos sociétés, la simplicité d'un style de vie rythmé par tout ce que la nature peut offrir, la liberté des grands espaces qui insufflent l'énergie. Les Landes favorisent la créativité, l'innovation. En synthèse, nous pourrions dire que c'est une terre des possibles.

Conscients de la richesse de ce patrimoine commun, les Landais sont attentifs à sa préservation et se reconnaissent autour de 4 valeurs fondamentales :

● **LA SOLIDARITÉ**

Dans les Landes, les habitants ont le goût du collectif et le souci de l'autre. Cet art de vivre ensemble se traduit par un besoin de se retrouver, de construire ensemble, de s'entraider mais aussi de bien accueillir ; des valeurs qui perdurent depuis des générations ;

● **LE COURAGE**

Dans les Landes, les valeurs sont héritées d'une histoire de labeur où la ténacité et l'engagement étaient les conditions de la réussite. Ensemble, les Landais sont capables de se mobiliser pour créer une dynamique, affronter les problèmes et relever des défis.

● **LE PARTAGE**

Dans les Landes, se cultive un "bien-vivre" festif et joyeux, un sens du collectif qui se partage au quotidien et se transmet aux générations futures.

● **LA SIMPLICITÉ**

Dans les Landes, nous défendons l'amour des choses simples, un savoir-vivre en harmonie avec la nature, les grands espaces et avec les autres. Un style de vie landais à la fois simple, créatif et exigeant à l'image de notre gastronomie et de nos savoir-faire.

Imprégné d'une culture et de traditions ancestrales, notre territoire n'en est pas pour autant figé. Il puise dans ses racines, dans son ouverture au monde et dans sa force créatrice, sa capacité à s'adapter voire à anticiper les grandes évolutions sociétales que nous traversons.

Interagir avec les habitants, mesurer la qualité de vie, sonder les attentes et les aspirations des landais, construire ensemble le futur de notre territoire sont des préoccupations au cœur des politiques territoriales déployées dans les Landes.

02. | VIVRE SUR SON TERRITOIRE

L'alimentation, la santé et les transports sont la base de la sécurité et de l'autonomie de chacun sur les territoires. Parallèlement, ce sont des éléments clefs de l'autonomie des territoires eux-mêmes.

Territoire nourricier, territoire de santé, territoire de liberté ... Ces trois sujets portent en eux des questions d'accessibilité, de maillage, de décarbonation et de résilience. Bref, de transformation, à la fois des modes de vie, mais aussi des territoires vers un idéal de transformation sans dénaturation.

Comment alors trouver le juste équilibre qui permette de fonctionner localement ? De nombreuses initiatives vont nous éclairer en la matière.

L'épicerie ambulante, un service précieux permettant de rendre l'alimentation accessible dans certains villages



© Mairie de Brières les Scellés

A/ Alimentation

B/ Santé

c/ Transports

2A

Territoire nourricier et transition alimentaire territoriale

Sans alimentation, pas de vie. C'est pourquoi dans le cadre de cette étude sur les territoires, nous consacrons un chapitre - bien loin d'être exhaustif - à l'alimentation. Le sujet est en effet complexe et à la croisée de tous les enjeux de société. Il questionne le bonheur sur les territoires à plusieurs endroits. Depuis la nécessité même de manger et d'avoir les bases de l'autonomie sur son lieu de vie... Jusqu'à l'alignement entre valeurs, alimentation et mode de vie, résultant ou non d'une transition de vie. Sans oublier les interactions et boucles de rétroactions entre les transformations à l'œuvre dans le secteur de l'alimentation, les aspirations des individus et les modes de vie sur les territoires.

Et donc, plus précisément, en quoi l'alimentation est-elle génératrice d'ancrage et d'épanouissement sur les territoires ? Comment l'alimentation peut-elle répondre à la quête de modes de vie plus heureux ? Quels sont les impacts de la crise de la Covid-19 et des crises économiques sur l'alimentation ? Comment les transformations des modes de vie, de l'alimentation et des systèmes alimentaires s'influencent-elles les unes les autres ?

Afin de comprendre comment favoriser une transition vers une alimentation plus respectueuse de l'environnement et réduire l'empreinte carbone du secteur alimentaire, il paraît pertinent de se concentrer sur les initiatives en cours dans les territoires (2A3). Ces initiatives, en partie impulsées par les citoyens, sont nécessaires pour répondre aux défis environnementaux actuels. Celles-ci ont notamment un impact sur le bien-être des populations locales. Il faut cependant prendre en compte les différences entre les modèles d'alimentation urbaine et rurale, ainsi que l'impact de la crise Covid-19 sur les habitudes alimentaires (2A2). En effet, l'alimentation joue un rôle important dans les modes de vie et représente un marqueur territorial, culturel et social significatif (2A1).

2A1 | Le territoire nourricier

En 2010, l'UNESCO inscrit le repas gastronomique français au patrimoine immatériel de l'humanité. Dans cette même veine, près de 90 potagers sont protégés au titre des Monuments Historiques. Cela dit toute l'importance de l'alimentation en France, un art de vivre reconnu internationalement et qui nous rend fiers et heureux !

De l'Auvergne à l'Île-de-la-Réunion ; de la Bretagne à la Provence ; de la Corse à la Bourgogne... l'alimentation en France est plurielle. Elle est ancrée dans les territoires et coule dans les veines de leurs habitants.

Cette alimentation plurielle est porteuse d'épanouissement sur les territoires, offrant la possibilité aux communautés locales de se nourrir de leurs traditions culinaires et de valoriser leur patrimoine gastronomique (3). Elle reflète ainsi les caractéristiques uniques de chaque région, mettant en évidence leur diversité et leurs spécificités, ce qui en fait un véritable reflet des territoires (2). Car l'alimentation est bien plus qu'une simple source de nourriture, c'est aussi un marqueur territorial, culturel et social qui occupe une place centrale dans nos vies (1).

1 - L'alimentation, un marqueur territorial, culturel et social

● L'identité dans l'assiette

Parce qu'elle est vitale, l'alimentation est un aspect fondamental de notre vie quotidienne. Ce faisant, elle joue un rôle crucial dans la construction de notre identité, qu'elle soit individuelle ou collective.

Typhaine Haziza - agrégée d'histoire et docteure de l'Université Paris IV Sorbonne - expose notamment dans une étude datant de 2019 le fait que la nourriture contribue à façonner notre identité dès l'enfance en transmettant la mémoire, les connaissances, les croyances et les représentations liées à l'alimentation, les valeurs et les pratiques de santé¹⁸⁸. De plus,

l'alimentation est un marqueur culturel et social qui permet l'identification, la revendication ou l'appropriation identitaire des groupes sociaux, des territoires politiques, des religions, des communautés et des époques historiques.

En France notamment, la nourriture est considérée comme une partie importante de la culture, avec des traditions et des rituels liés à la cuisine et aux repas¹⁸⁹. L'inscription en 2010 du repas gastronomique français au patrimoine immatériel de l'humanité souligne l'importance de la convivialité et de la conversation autour de la nourriture. Même si des pratiques alimentaires plus nomades se développent, les repas pris à heures régulières sont le résultat d'un long processus historique et culturel qui a contribué à façonner la civilisation française. Ainsi, la nourriture est un élément clé de l'identité nationale des Français.



© Annie Spratt sur Unsplash

Transmettre la culture alimentaire et la sensorialité des aliments par la cuisine

De ce fait, la nourriture locale est mise en avant au sein des territoires. Une enquête d'OpinionWay datant de 2021 montre que la consommation de produits régionaux est populaire en France : 99% des Français déclarent en consommer régulièrement¹⁹⁰. La promotion d'une identité forte liée à ces produits peut être un moyen efficace de se différencier et de communiquer des valeurs importantes sur les plans économique, culturel et politique des territoires.

99% des Français déclarent consommer des produits régionaux régulièrement selon une enquête OpinionWay (2021).

La nourriture est également un moyen pour toutes les générations de se rencontrer, renforçant dans le même temps l'identité individuelle¹⁹¹. Anne Dupuy - maîtresse de conférences à l'Institut supérieur du tourisme, de l'hôtellerie et de l'alimentation - souligne que les enfants sont souvent influencés par les adultes en matière de choix alimentaires, mais également par leurs pairs. Ceci démontrant que chacun et chacune forge sa propre identité alimentaire, selon ses modes de vie, ses préférences, son lieu d'habitation et ses influences.

Aussi, la nourriture assure-t-elle plus qu'une simple fonction de nutrition. Non seulement elle est un élément crucial de l'identité individuelle et collective. Mais elle contribue aussi à renforcer l'identité propre, l'appartenance à une culture, une communauté, un territoire, jusqu'à devenir un élément de fierté.

● La fierté en supplément

Les spécialités culinaires d'une région sont une source majeure de fierté pour ses habitants. Les aliments propres à un territoire sont le fruit d'un savoir-faire traditionnel transmis de génération en génération, d'une sélection rigoureuse de produits locaux ou encore de conditions climatiques et géologiques particulières.

C'est un sujet qui reflète les contingences culturelles et sociales des groupes humains, selon le docteur en sociologie Jean-Macaire Munzele Munzimi¹⁹². En effet, chaque groupe s'adapte à son environnement et à ses ingrédients locaux, ce qui influence les goûts alimentaires. Un exemple marquant est celui du Musée de la nourriture dégoûtante¹⁹³. Ce musée suédois qui a fait escale à Nantes en 2019, montre que les préférences alimentaires varient considérablement selon les cultures. Tarentules frites, fromages aux asticots, oeufs de mouton, roquefort... Les goûts des uns sont les dégoûts des autres.



© Youtube / Recette Titi rifa

Des oeufs de moutons prêts à être cuisinés

Claire Delfosse - géographe ruraliste et directrice du laboratoire d'Études rurales - met alors en lumière le lien étroit entre les produits alimentaires et leur terroir d'origine, qui influence grandement le goût et l'identité culturelle¹⁹⁴. En effet, les produits régionaux sont souvent utilisés pour promouvoir et revendiquer l'identité locale, nourrissant ainsi le sentiment de fierté, de prestige et d'appartenance à une communauté locale spécifique. Cette relation étroite entre la nourriture et l'identité culturelle est particulièrement importante dans les zones rurales, où les aliments traditionnels sont souvent issus de pratiques ancestrales qui ont façonné la culture et les traditions locales.

Les aliments et leur région d'origine sont donc des éléments essentiels du sentiment d'appartenance à une communauté locale et de la construction de l'identité culturelle.

● L'identité en question

Le lien étroit entre l'alimentation, l'identité, le sentiment d'appartenance et l'épanouissement est parfois ambivalent, questionnant ainsi par effet rebond, la variable territoriale dans le bien-être. Ainsi, l'étude *Alimentation et identité entre deux rives* met en évidence la façon dont les choix et habitudes alimentaires peuvent refléter l'identité d'un individu, en exprimant son affiliation à un groupe social ou à un lieu, ou encore en révélant sa volonté de s'approprier une culture différente¹⁹⁵.

D'une part, l'alimentation devient ainsi un système symbolique qui peut intervenir dans les constructions sociales autour de la mémoire et du positionnement identitaire, comme l'illustre la Bretagne, une région à

forte identité culturelle. D'ailleurs, afin de démontrer l'impact de l'alimentation par territoire sur la construction de l'identité, une étude qualitative a été menée auprès de 26 consommateurs bretons en 2018¹⁹⁶. Cela a permis de dégager six profils de consommateurs en fonction de critères cognitifs, affectifs et comportementaux.

66

L'alimentation devient ainsi un système symbolique qui peut intervenir dans les constructions sociales autour de la mémoire et du positionnement identitaire.

Mais d'autre part, cette étude montre que si la consommation de produits régionaux peut ou non faire partie de l'identité personnelle ; elle peut aussi être refusée si elle véhicule des stéréotypes. *“Et lorsqu'on lui demande si elle achète des produits bretons, elle déclare en riant : ‘absolument pas. A part, je dirais dans le cliché aussi pour offrir à des gens qui ne sont pas de la Bretagne.’ S'opère une sorte de continuité entre sa mise à distance de la culture bretonne et le fait qu'elle n'associe que des images péjoratives quand on aborde le thème des produits bretons : ‘je vois les clichés, c'est horrible’. Pour autant, ces deux consommatrices ont une image positive des personnes qui achètent des produits bretons. Martine leur ‘tire son chapeau’, Coline ‘trouve ça bien’ pour des raisons à la fois économiques, écologiques, mais aussi d'attachement à la région.”*

Malgré la mondialisation, l'alimentation reste donc un marqueur des territoires français où leurs habitants puisent à la fois nourriture terrestre et identité. Selon qu'il est vécu plus ou moins positivement, ce marqueur rentre dans l'équation de l'épanouissement sur les territoires en connectant l'identité, le sentiment d'appartenance, la typicité et l'histoire des terroirs. Cette réflexion questionne autant l'appréciation du territoire de l'intérieur que de l'extérieur, tant il est vrai que l'alimentation, par delà les frontières, est un reflet des territoires.

2 - L'alimentation, reflet des territoires

● Les territoires alimentaires : une structuration des acteurs

L'importance de la gastronomie dans l'identité territoriale est souvent évoquée par l'adage populaire *“Dis-moi ce que tu manges, je te dirai de quel territoire tu es”*. En effet, selon un article de La Tribune, la cuisine d'une région est le fruit d'une histoire et d'un brassage de populations qui ont contribué à la singulariser, ainsi il y a une réelle participation de cette foule aux traditions culinaires d'un territoire¹⁹⁷. Aussi, pour valoriser l'identité et les savoir-faire locaux, la structuration des acteurs autour de la gastronomie régionale est-elle essentielle.

**Les systèmes
Agroalimentaires
Localisés (SYAL)**
(CIRAD-SAR, 1996)¹⁹⁸



La notion de Système Agroalimentaire Localisé (SYAL) est apparue il y a une dizaine d'années, dans un contexte de crise des sociétés rurales, d'aggravation des problèmes environnementaux et des nouveaux défis alimentaires posés aux différentes sociétés des pays du Sud et du Nord, tant du point de vue quantitatif que qualitatif.

La première définition a été avancée en 1996 pour chercher à rendre compte, dans ce contexte, de regroupements géographiques d'entreprises agroalimentaires qui résistaient ou innovaient à partir de stratégies de valorisation de ressources et produits locaux.

Les SYAL sont alors définis comme des ensembles “d'organisations de production et de service (unités de production agricole, entreprises agroalimentaires, commerciales, de services, restauration) associées à un territoire spécifique par leurs caractéristiques et leur fonctionnement. Le milieu,

les produits, les hommes, leurs institutions, leur savoir-faire, leurs comportements alimentaires, leurs réseaux de relations, se combinent dans un territoire pour produire une forme d'organisation agroalimentaire à une échelle spatiale donnée."

C'est pourquoi, la mise en place de Systèmes Agroalimentaires Localisés (SYAL) est un enjeu majeur dans ce processus de valorisation. Les SYAL sont des formes d'organisations agroalimentaires qui combinent différents éléments tels que le milieu, les produits, les hommes, leurs institutions, leurs savoir-faire, leurs comportements alimentaires et leurs réseaux de relations dans un territoire donné¹⁹⁹. Les Signes officiels de la Qualité et de l'Origine sont une reconnaissance particulièrement utile pour ces systèmes, car ils permettent de valoriser les produits locaux tout en garantissant leur qualité et leur origine.

- Les Signes officiels de la Qualité et de l'Origine : une reconnaissance porteuse de fierté

AOP-AOC
(INAE)²⁰⁰



L'Appellation d'origine Protégée (AOP) désigne un produit dont toutes les étapes de production sont réalisées selon un savoir-faire reconnu dans une même aire géographique, qui donne ses caractéristiques au produit. C'est un signe européen qui protège le nom du produit dans toute l'Union européenne.

L'Appellation d'origine Contrôlée (AOC) désigne des produits répondant aux critères de l'AOP et protège la dénomination sur le territoire français. Elle constitue une étape vers l'AOP.

Les AOC et AOP sont des labels de qualité qui identifient l'origine géographique, le terroir d'un produit et garantissent une qualité spécifique. Ces appellations sont des Signes Officiels de la Qualité et de l'Origine (SIQO) et sont réglementées par des cahiers des charges

stricts qui définissent les critères de production et de transformation des produits²⁰¹. Ces labels permettent d'attribuer à un territoire un attribut gastronomique en garantissant que les produits répondent à des critères stricts de qualité et de provenance, valorisant ainsi les savoir-faire locaux et préservant les traditions.



© Les alpages

Fromages classés AOC / AOP

Des exemples d'AOC ? Le rhum de Martinique, ou encore le piment d'Espelette. Le camembert de Normandie, le Roquefort, la châtaigne d'Ardèche, la noix de Grenoble, le Rocamadour sont référencés comme AOP. Force est de constater que ces référentiels jouent un rôle important en tant qu'argument marketing pour les produits locaux et encouragent le tourisme alimentaire de par leur renommée.

- Le tourisme alimentaire, créateur de valeur et de lien

Le tourisme alimentaire a évolué au fil des années selon les besoins des populations locales et étrangères. Cela découle d'une envie de découverte de cultures, de rencontres et d'ouverture.

Le tourisme de gastronomie voit ainsi le jour dans les années 70. Celui-ci est défini par le Comité de l'Organisation Mondiale du Tourisme (OMT), comme une expérience en rapport avec la cuisine²⁰² et les produits locaux, incluant des visites chez des producteurs locaux, des festivals gastronomiques et des cours de

cuisine. Cette même période a également vu se développer l'œnotourisme. Ce dernier s'organise autour de visites de vignobles, de dégustations et d'achat de vin à la propriété ou au plus près de la source.

Ces formes de tourisme ont un rôle important dans la promotion des destinations. D'une part, elles mettent en avant leur patrimoine culinaire et viticole, préservant ainsi les traditions locales et l'authenticité. D'autre part, elles contribuent au développement économique local générateur d'emplois. Une manière de réenchanter les territoires.

Par ailleurs, un intérêt croissant pour le patrimoine culinaire associé aux activités agricoles se développe en France. Il s'agit du tourisme rural, ou de l'agritourisme. Ce type de tourisme se déroule dans des fermes en activité. Il offre à la fois une possibilité de diversification économique pour les agriculteurs et une opportunité de créer des liens sociaux. En présentant les pratiques agricoles locales et les valeurs de la vie à la campagne, l'agritourisme permet également de créer un dialogue entre les populations rurales et urbaines. Ce faisant, il contribue à une meilleure compréhension mutuelle et au développement de liens forts.

Les marchés à la ferme sont une forme populaire d'agritourisme²⁰³ qui mettent l'accent sur la nourriture locale, créant ainsi des interactions sociales entre les habitants des zones rurales et urbaines pour des territoires unis. Cette interaction sociale participe à la création d'une dynamique positive pour le bonheur des populations locales autour de leur identité territoriale.

66

Territoires et alimentation se conjuguent ainsi pour dessiner des terroirs, façonner des identités, renforcer la fierté, le lien social et le sentiment d'appartenance.

Autant d'effets qui participent à l'épanouissement de tout un chacun. Mais bien avant son rôle social, par les plaisirs sensoriels qu'elle procure, l'alimentation plurielle est porteuse d'épanouissement.

3 - L'alimentation plurielle porteuse d'épanouissement sur les territoires

Si l'alimentation nous relie à la terre et aux territoires, elle cumule plusieurs rôles et fonctions²⁰⁴. Intimement liées entre elles, ces fonctions servent l'épanouissement, le bien-être et le bonheur.

Les caractéristiques sensorielles sont prioritaires dans les choix alimentaires des consommateurs. Elles combinent l'aspect visuel, la texture, les sons, l'odeur et bien sûr les goûts. Ces caractéristiques organoleptiques créent des attentes, permettent au consommateur d'anticiper le plaisir de la consommation et apportent satisfaction. Selon une étude publiée dans le *Journal of the American Dietetic Association*, une alimentation saine ne se limite pas à la valeur nutritive, mais prend en compte la personne et son environnement²⁰⁵. Les pratiques alimentaires sont influencées par de nombreux facteurs tels que les préférences, la physiologie, la commodité, l'économie, les médias, la culture, les attitudes et le milieu de vie.

● Sensorialité et plaisir

Les neurosciences ont découvert des processus qui établissent une relation entre le plaisir et la consommation alimentaire en raison de la nature "incarnée" de la cognition, qui implique l'activation des sens et des émotions. La Chaire UNESCO de l'alimentation met en évidence l'imagerie sensorielle hédonique qui cherche à rappeler l'importance du plaisir en décrivant de manière imagée le goût, les arômes et la texture des aliments, ou en encourageant la remémoration d'expériences alimentaires plaisantes passées²⁰⁶.

La Madeleine de Proust
(Passeport Santé Mentale, 2022)²⁰⁷



Le terme "madeleine de Proust" se réfère à un déclencheur de souvenirs. Dans le roman *Du côté de chez Swann* de Marcel Proust, le narrateur, jeune Marcel, se

remémore le souvenir de manger une madeleine chez sa tante le dimanche. Cette expérience sensorielle crée des connexions neuronales et des souvenirs stockés dans son cerveau. Des décennies plus tard, en goûtant un biscuit trempé dans du thé chez sa mère, le narrateur est submergé par une émotion vive. Cette saveur oubliée réactive les souvenirs liés à sa tante disparue, faisant le lien entre l'affection présente pour sa mère et les souvenirs retrouvés de sa tante.

Au cours d'un repas, l'activation du circuit de la récompense provient des informations sensorielles associées, telles que la vue, le goût et l'odorat. Prendre le temps d'apprécier ce que l'on mange et réfléchir à l'expérience alimentaire peut décupler la sensation de plaisir et associer ce plaisir au moment et au lieu dans notre mémoire. Cette pratique peut permettre de faire revivre des souvenirs agréables associés à des plats ou des ingrédients particuliers, à l'instar de la fameuse madeleine de Proust.



L'atelier de goûtologie

L'atelier de goûtologie offre une expérience unique qui permet de partir à la découverte de ses sens et de ses ressentis en matière d'alimentation. Des sessions sont régulièrement organisées à Nantes, Laval, Le Mans, Paris, Rennes, Angers, Tours... En se reconnectant à ses sensations gustatives, olfactives et tactiles, chacun peut redécouvrir le plaisir de manger et ressentir pleinement les saveurs et les textures des aliments et enfin de découvrir ses madeleines de Proust. En se concentrant sur l'expérience sensorielle de l'alimentation, l'atelier de goûtologie permet de prendre conscience de l'importance de l'alimentation dans notre vie quotidienne et de l'impact que celle-ci peut avoir sur notre bien-être physique et émotionnel²⁰⁸.

● Santé et bien-être

Il est devenu essentiel de reconnecter l'être humain avec le sol pour adopter un modèle alimentaire plus sain et responsable, en prenant en compte les enjeux de santé, de bien-être animal et d'environnement liés à notre alimentation²⁰⁹.

En ce sens, l'agriculture biologique, réglementée par l'Union européenne depuis 1991, promeut des pratiques respectueuses de la santé et de la nutrition animale²¹⁰. Les transformateurs de produits biologiques utilisent des méthodes de formulation et de transformation préservant les qualités nutritionnelles des matières premières, limitent l'utilisation d'additifs chimiques et interdisent l'utilisation de pesticides et de produits chimiques de synthèse. Les normes de bien-être animal sont également strictes, garantissant un accès au plein air, des espaces adaptés et l'interdiction d'enrichissements artificiels.



Production d'agriculture urbaine

© Le sillon belge

Afin d'aider les consommateurs et les acteurs économiques à faire des choix éclairés, l'association La Note Globale propose une notation de 1 à 100 sur l'emballage ou les supports digitaux des produits²¹¹. La notation prend en compte des critères tels que le bien-être animal, la traçabilité et la transparence, la nutrition et la santé humaine. Mais également la politique de Responsabilité Sociale et Environnementale des producteurs, l'environnement, l'origine, l'équité et la contribution à l'économie française. Cette initiative encourage des pratiques plus responsables dans la production alimentaire. Par ailleurs, elle guide les consommateurs dans leur choix dans un contexte de cacophonie des labels et face à un sentiment d'éco-anxiété de plus en plus prégnant.



La note globale prend en compte une très large variété de critères pour la notation : du bien-être animal, à la nutrition, jusqu'à la responsabilité sociale des producteurs.

De même, l'association Bleu Blanc Coeur met en avant une agriculture respectueuse des animaux et de la terre, en valorisant la biodiversité et la qualité nutritionnelle et environnementale dans nos assiettes²¹². Elle travaille pour améliorer la nutrition des animaux et, par conséquent, la nutrition des humains via des aliments naturellement bénéfiques pour la santé.

Ces démarches mettent en lumière l'importance de la santé et de la nutrition animale dans la production alimentaire, ainsi que leur impact sur la nutrition humaine. Elles encouragent des pratiques plus responsables et durables, en prenant en compte tous les éléments interconnectés d'un écosystème alimentaire équilibré et respectueux de la nature. Le partage des connaissances et des pratiques entre les acteurs du système alimentaire concourt à promouvoir une alimentation plus responsable et durable, en phase avec les enjeux de notre époque. Le lien social est alors renforcé et devient un élément clé dans la construction d'un avenir plus juste et solidaire, où l'alimentation occupe une place centrale dans la promotion du bien-être individuel et collectif.

● Partage et lien social

L'alimentation joue un rôle central en tant qu'élément de partage et de lien social au sein d'un territoire. La commensalité - c'est-à-dire le fait de partager un repas - est créatrice ou réparatrice de liens sociaux, que ce soit dans le cercle familial, amical ou professionnel ; lesquels constituent les différents territoires de vie. Pourtant, même en France, le repas tend à être raccourci, consommé debout et/ou de façon nomade tandis que la multiplication des régimes alimentaires tend à individualiser ce moment²¹³. Le retour vers un vrai temps de pause et de partage est-il en marche depuis la fin de la

pandémie de Covid-19 ? Le cabinet CHD expert indique en 2022 qu' "à l'heure du déjeuner, les Français font en moyenne une pause de 50 minutes, contre seulement 29 minutes en 2017 et 45 minutes en 2020"²¹⁴. Sans doute une information à suivre dans le temps.



La commensalité - c'est-à-dire le fait de partager un repas - est créatrice ou réparatrice de liens sociaux, que ce soit dans le cercle familial, amical ou professionnel ; lesquels constituent les différents territoires de vie.

Autre impact sur l'alimentation et le lien social : le digital. En effet, selon une étude d'Arcane d'octobre 2021 sur les Français et l'alimentation, 70% des jeunes de 18 à 24 ans partagent des photos de plats de restaurants sur les réseaux sociaux²¹⁵. L'étude *Vers un digital vertueux : un digital durable qui apaise, développe et unit* (2023) de La Fabrique Spinoza mentionne les "groupies" - photo avec ses amis - comme un facteur de bien-être, la nourriture étant une occasion et bien souvent une raison de partager une photo mêlant compagnie et bons plats. Ce phénomène permet de faire perdurer le lien à travers le digital, ce faisant, l'évènement dure et devient ancré dans le temps. Il faut savoir que les outils numériques, tels que les recettes en ligne et les applications de food, sont largement utilisés par les jeunes pour planifier et préparer leurs repas : 48% des 18-24 ans utilisent le digital pour trouver des recettes, comparé à 29% de la population totale qui utilise encore les livres de recettes en 2021²¹⁶.

En outre, la digitalisation permet de partager de réelles expériences culinaires. Par exemple, *Eatwith* propose une plateforme pour rejoindre une communauté de "gourmands". Objectifs ? Vivre des aventures culinaires authentiques dans différentes villes... Découvrir la culture culinaire locale... Déguster des "plats savoureux en bonne compagnie", c'est-à-dire en se rendant chez les personnes plutôt qu'au restaurant. Au-delà des préjugés de déshumanisation et d'isolement, le

digital, utilisé de manière vertueuse, ouvre de nouvelles possibilités de rencontres et de lien social autour de l'alimentation.



Partage d'un repas convivial entre amis

© La main à la pâte



Participer à ou aider à se développer la communauté Eatwith pour favoriser le partage culinaire, la fierté gastronomique et les rencontres humaines.



Coop La Meute, une association alimentaire autour du lien social

Coop La Meute - labellisée Bleu Blanc Zèbre - est une association de consommateurs qui promeut une alimentation locale, saine et responsable. Cette coopérative alimentaire participative rémunère équitablement les producteurs tout en offrant des prix abordables aux consommateurs. En encourageant la consommation locale et en favorisant les échanges entre ses membres, Coop La Meute crée un lien social fort autour de l'alimentation²¹⁸.

Vecteur de lien social, de fierté, d'identité et de plaisir, l'alimentation connecte l'individu aux autres, à ses origines, à son territoire et à ses sens. Mais elle intervient aussi comme un moyen de s'affirmer en alignant actes et valeurs dans les modes de vie.

● Affirmation de soi et mode de vie

Au-delà de l'identité, l'alimentation peut être considérée comme un acte politique,

une manière de s'affirmer et d'affirmer ses choix de société à travers ce que l'on mange et son régime alimentaire. C'est une façon de transformer le monde en faisant des choix alimentaires conscients qui sont en accord avec ses propres valeurs, une manière de s'aligner avec soi-même dans une société où le sentiment d'éco-anxiété se développe.

L'éco-anxiété
(Qare, 2022)²¹⁹



“ L'éco-anxiété est un terme inventé en 1996 par le docteur Véronique Lapaige, médecin de santé publique belgo-canadienne. Elle la définit comme ‘un mal-être identitaire dans un contexte de bouleversements environnementaux’ S'il ne s'agit pas d'une pathologie mentale, elle désigne une réaction adaptative normale face à la multiplication des événements tragiques liés aux conséquences locales et globales du changement climatique (épisodes caniculaires de plus en plus fréquents, déclin de la biodiversité, pollution des océans...). On la rattache aux éco-émotions, qui sont définies par le chercheur finlandais Panu Pihkala comme l'ensemble des émotions, des sentiments et des affects générés par les problématiques climatiques. Selon le sondage IFOP pour Qare, 67% des Français déclarent ressentir de la peur face à l'avenir, avec une prédominance chez les jeunes et les femmes de moins de 35 ans”

En parallèle, l'Observatoire du Bien-être CEPREMAP affirme dans un rapport que “l'éco-colère” peut être une source d'action positive contre le changement climatique, contrairement à l'éco-anxiété qui peut conduire à l'inaction²²⁰. Les personnes qui expriment de la colère face au changement climatique ont souvent une quête plus forte de sens dans leur vie, une confiance plus élevée dans la science et dans les associations environnementales. Elles sont également plus engagées dans des actions de lutte contre le changement climatique. De



© Image par Jenny Sheard de Pixabay

Un régime plus végétal pour une assiette éco-responsable

plus, le rapport indique que des comportements éco-responsables sont liés à un niveau plus élevé de bien-être subjectif. Il semble donc possible de sortir de l'éco-anxiété tout en adoptant des comportements alimentaires plus respectueux de l'environnement, qui peuvent finalement contribuer à un niveau plus élevé de bien-être.

Le véganisme, par exemple, peut être perçu comme un acte politique, porteur de sens et de bonheur²²¹. Le rejet de l'exploitation animale qu'il défend questionne les formes d'élevage actuelles et propose une vision alternative basée sur le respect de tous les êtres vivants. Par ailleurs, en mettant en avant la nécessité de limiter l'empreinte écologique humaine, le véganisme souligne l'importance de prendre des mesures concrètes pour lutter contre le changement climatique. Enfin, en dénonçant les inégalités sociales alimentaires, il promeut un message d'humanisme et de solidarité.

L'alimentation durable, en général, offre la possibilité de préserver les ressources du territoire. Privilégier les produits locaux et soutenir les pratiques agricoles durables, concourent à la protection de l'environnement et à la préservation des ressources naturelles. C'est une façon de promouvoir un modèle alimentaire plus respectueux de notre planète et de ses habitants.

Ces choix permettent de vivre en cohérence

avec ses convictions profondes et de contribuer à un changement positif dans le monde. L'alimentation devient ainsi une manière de s'exprimer en tant que citoyen et citoyenne engagé, en faisant des choix conscients qui ont un impact sur notre santé, sur l'environnement et sur la société dans son ensemble²²².

Parce qu'elle vient de la terre, parce qu'elle nous nourrit... Mais aussi parce qu'elle nous définit en partie, parce qu'elle permet le lien social et parce qu'elle est un moyen d'expression, l'alimentation est un puissant vecteur d'épanouissement sur les territoires.

Plus profondément, l'alimentation, c'est à la fois le cordon ombilical qui nous relie à notre terre de naissance ou terre choisie. Mais aussi le moyen de s'émanciper ou de s'affirmer en faisant des choix alimentaires, des choix de modes de vie et des choix de société.

On entrevoit déjà dans cette première partie la diversité des cultures et le métissage des pratiques alimentaires. La partie suivante va nous permettre de rentrer davantage dans la fragmentation des profils alimentaires d'un point de vue social et territorial. Plus précisément, c'est l'évolution des modes de vie - à l'épreuve de la crise de la Covid-19 et de la crise énergétique - qui nous intéresse, dans le sens où elle façonne le rapport à l'alimentation et au territoire.



Des régimes alimentaires engagés (Futura Sciences, 2022)²²³

Les végétariens, les végétaliens et les végans partagent le choix de ne pas consommer de viande. Cependant, il y a des différences importantes entre ces trois groupes.

Les **végétaliens** sont les plus restrictifs dans leur alimentation, car ils excluent tout produit d'origine animale de leur régime. Cela signifie qu'ils ne consomment ni viande, ni poisson, ni lait, ni œufs, ni miel. Leur choix repose sur des motivations éthiques, environnementales ou de santé.

Le **véganisme**, en revanche, ne se limite pas uniquement à l'alimentation. C'est un mode de vie qui exclut tout produit issu de l'exploitation animale. En plus de ne pas consommer de viande, de poisson, de lait, d'œufs ou de miel, les végans évitent également d'utiliser des produits en cuir, de porter de la fourrure, d'utiliser des cosmétiques testés sur les animaux, et de fréquenter les zoos ou les cirques avec des animaux. Leur choix est souvent motivé par une préoccupation éthique

globale envers les animaux et l'environnement.

Dans le **végétarisme**, il existe plusieurs variantes. Les ovo-lacto-végétariens, qui sont les plus courants en Europe, excluent la viande de leur alimentation, mais continuent de consommer des œufs, du lait et des produits laitiers. Les ovo-végétariens consomment des œufs mais pas de produits laitiers, tandis que les lacto-végétariens consomment des produits laitiers mais pas d'œufs. Les pesco-végétariens, quant à eux, acceptent de manger du poisson, mais excluent la viande d'autres animaux de leur régime.

Enfin, le **flexitarisme** est la pratique d'un omnivore à tendance semi-végétarienne. En d'autres termes, le flexitarien s'autorise à manger de la viande de temps en temps. "Ce néologisme est utilisé pour décrire une éco-pratique alimentaire singulière et un régime écologique, bon pour la santé" (Bittman, 2007 : 44-47). Ce terme désigne également un processus évolutif mais régulier de régime alimentaire d'un individu, et ce selon les circonstances²²⁴.

2A2 | Modes de vie, territoires et alimentation

Fierté nationale, l'alimentation en France offre plusieurs visages. Bien sûr, de nombreuses typologies existent et résultent d'une combinaison de facteurs variés tels que l'influence du milieu social, du niveau de revenu, du genre ou encore de la recherche d'identité.

Mais ici ce sont deux critères en particulier qui nous intéressent. D'une part, la nature du territoire, parce qu'elle implique des modes de vie différents, dessinant l'alimentation et

ses systèmes de production. D'autre part, les crises sanitaires et financières, parce qu'elles induisent des changements de modes de vie et de comportements.



**Valoriser les initiatives
alimentaires territoriales
à impact.**

Dans ces remous, il est important de valoriser les initiatives alimentaires territoriales à impact. D'abord parce qu'elles illustrent en quoi l'alimentation est génératrice de bonheur sur les lieux de vie. Ensuite parce qu'elles montrent que les citoyens sont un élément capital de la transition alimentaire vers une alimentation durable. Laquelle coche les cases de la justice, de l'épanouissement, de la qualité et du respect, pour contribuer à un bonheur individuel et partagé sur les territoires. Ainsi, les liens complexes entre modes de vie, territoires et alimentation se manifestent de différentes manières.

Dans ce contexte, il est pertinent de soulever que les Français peuvent être considérés comme les moteurs de la transition alimentaire en cherchant à améliorer la qualité de leur alimentation, à mieux connaître son origine et à aligner leurs valeurs et leurs actes (3). Cette transition de modes de vie alimentaires s'est accélérée avec la Covid-19. En effet, cette crise sanitaire a mis en lumière la question de la sécurité alimentaire, renforçant la nécessité de revoir nos modes de production et de consommation pour garantir une alimentation saine et durable pour toutes et tous (2). Mais avant tout, l'alimentation est un sujet éminemment territorial. Il porte en lui des questions relatives au lieu de production, des problématiques d'approvisionnement d'un territoire vers d'autres et des comportements et habitudes différentes que l'on habite en ville ou à la campagne (1).

1 - L'alimentation des villes et des campagnes : deux salles, deux ambiances ?

● Des disparités de consommation selon les territoires

En France, les disparités de consommation alimentaire varient en fonction des milieux sociaux et des territoires. Un rapport de l'Assemblée Nationale démontre que les ménages les plus modestes consacrent environ 18% de leur budget à l'alimentation, contre 22% pour le logement²²⁵. En comparaison, les ménages les plus aisés consacrent 14% de leur budget à l'alimentation, troisième poste après les transports (18%) et les biens et services divers (16%). Mais le chiffre le plus intéressant

au regard de notre problématique est sans doute de se référer à la part du budget moyen consacré à l'alimentation (tabac inclus) en 1960 qui était de... 38% !²²⁶ Que s'est-il passé en 60 ans ? On peut évoquer un exode rural permettant un meilleur niveau de vie général et faisant baisser le poids de l'alimentation sur le budget. Sans doute aussi des arbitrages vers d'autres postes comme les loisirs, les voyages, l'équipement et les repas pris en extérieur. Dans le contexte de notre problématique, ces données interrogent le lien entre le territoire, le mode de vie et l'alimentation. Les territoires



© Image par waL_172619 de Pixabay

Livraison de repas à toute heure

ultramarins ont également des spécificités préoccupantes, avec une surconsommation de produits gras et sucrés et une consommation de fruits, de légumes et de produits laitiers très inférieure aux recommandations.

Ces habitudes alimentaires sont notamment influencées par le digital et le *food service*, qui sont plus facilement accessibles en ville et plus utilisés en raison d'un choix plus abondant. Cette situation creuse encore plus l'écart entre les habitudes alimentaires urbaines et rurales, dans un contexte où les villes dépendent fortement des campagnes.

des franciliens
26% se font livrer des repas les weekends contre 19% pour les habitants des autres régions.

● Les villes dépendantes des campagnes

Les liens entre les villes et les campagnes s'étant distendus, cela a un impact négatif sur l'alimentation des villes qui sont fortement tributaires des productions agricoles des régions environnantes, ainsi que sur l'alimentation des campagnes qui viennent à manquer de productions. Un sondage réalisé en 2019 à Sermérieu et Villette-d'Anthon, en Isère, a révélé que près de 40% des habitants interrogés n'ont aucun contact avec les agriculteurs de leur région, tandis que seulement 20% ont des connaissances (producteurs, relations sociales)²²⁹.

Le creusement de l'écart s'explique également par le fait que les habitants des villes ont tendance à consommer davantage et à gaspiller plus (Chaire UNESCO Alimentations du Monde et al. 2017). Ils ont notamment une préférence pour les produits animaux, les produits transformés et les services, ce qui rend nécessaire l'approvisionnement à des distances toujours plus grandes. À l'échelle mondiale, un agriculteur nourrit en moyenne 5,5 personnes, mais la question se pose de savoir s'il pourra nourrir davantage de personnes si les ressources non renouvelables sont épuisées.

D'un point de vue territorial, les habitants des grandes villes ont tendance à consommer davantage de poissons, confiseries, chocolat et jus de fruits, tandis que les habitants des zones rurales consomment plus de charcuteries, légumes et fromages. Les différences de consommation de fruits et légumes se sont amplifiées en 10 ans entre le nord et le sud de la France, selon une enquête du CREDOC²²⁷. En Île-de-France, par exemple, les habitants ont tendance à consommer moins de fruits et légumes, et davantage de volailles, sandwichs, pizzas, pâtes et sodas. En outre, 26% des habitants se font livrer des repas les weekends, contre 19% pour les habitants des régions²²⁸.

5,5 **personnes**
sont nourries en moyenne
par un agriculteur au niveau
mondial.

Pour remédier à cette situation, il est important de reconsidérer ses habitudes de consommation. Comment ? En promouvant par exemple des régimes plus végétaux évoqués en amont. Mais aussi, en incitant à des pratiques plus durables. Ou encore en encourageant les circuits courts et la consommation de produits locaux. Cette approche permettrait de réduire l'empreinte environnementale, de soutenir les agriculteurs locaux et de renforcer les liens entre les habitants des villes et des campagnes pour évoluer vers des territoires solidaires épanouis.



© département de La Réunion

L'agriculture à La Réunion

● L'alimentation pour réconcilier les territoires

Au croisement des enjeux de rétablissement de liens inter-territoriaux, le réseau Semences Paysannes anime un mouvement de collectifs ancrés dans les territoires autour de l'alimentation. Ces collectifs ont pour objectif de renouveler, de diffuser et de défendre les semences paysannes, ainsi que les savoir-faire et connaissances associées. En effet, ils sont conscients de la menace que représente le monopole de l'industrie sur les semences et de ses OGM brevetés. Pour cela, ils innovent en créant de nouveaux systèmes semenciers, source de biodiversité cultivée et d'autonomie.

66

L'alimentation et l'agriculture constituent des prétextes à la rencontre et au partage, à l'image du réseau Semences Paysannes qui encourage le partage de semences entre citadins et ruraux.

2. VIVRE SUR SON TERRITOIRE / A. Alimentation

Un aspect important de leur travail est la collecte de variétés anciennes auprès de jardiniers amateurs. Ces variétés peuvent parfois être réutilisées pour le maraîchage, permettant ainsi de préserver la diversité génétique des plantes cultivées et de limiter la dépendance envers les semences industrielles²³². Ces collectifs organisent également des échanges de semences et de graines entre les citadins et les ruraux. Ces trocs de semences sont une occasion pour les jardiniers de partager leurs connaissances et leurs expériences en matière de jardinage, et contribuent ainsi à renforcer les liens entre les différentes communautés.

Ainsi, ces associations jouent un rôle essentiel dans la préservation des liens territoriaux et de la biodiversité. Elles permettent de renouveler les systèmes semenciers traditionnels et de promouvoir l'autonomie des agriculteurs et des jardiniers. Cette participation conjointe donne naissance à une nouvelle forme de production alimentaire, vectrice de solidarité, de sens et de liens sociaux pour des territoires unis et aspirants au bonheur.

Un potager urbain © Jonathan Kemper sur Unsplash



Le WWOOFing, vecteur de liens et de découverte

Le WWOOFing - développé par WWOOF France, labellisé Bleu Blanc Zèbre - en mettant en relation les agriculteurs bio et les bénévoles, favorise une approche de l'alimentation qui réconcilie les territoires. En vivant et travaillant aux côtés des hôtes, les WWOOFeurs ont l'opportunité de comprendre les enjeux de la production alimentaire durable, de participer aux travaux agricoles et de se nourrir des produits de la ferme. Cette expérience permet ainsi de reconnecter les citadins avec la terre, de valoriser une alimentation basée sur des pratiques respectueuses de l'environnement et de favoriser une plus grande proximité entre les territoires ruraux et urbains.



Favoriser le WWOOFing ou instaurer un service civique agricole qui permette aux urbains de se reconnecter au monde agricole, développer sa gratitude pour lui, et redécouvrir le sens d'une agriculture responsable, et enfin de créer du lien inter-territorial.

- **Des stratégies alimentaires urbaines pour contribuer à la sécurité alimentaire des villes**

De plus en plus de grandes agglomérations mettent en place des stratégies alimentaires urbaines, également connues sous le nom d'urban food strategies, dans le but d'améliorer l'accessibilité à des aliments sains et durables (Reynold, 2010)²³³.



Bénéfice social de l'agriculture urbaine

L'agriculture ne se limite pas seulement à produire des aliments, elle offre également des bénéfices sociaux non négligeables. En effet, jardiner peut avoir des effets positifs sur la santé mentale et réduire le stress, comme le démontre

une étude publiée dans le *Journal of Health Psychology* en 2011, mise en avant dans l'étude *Santé positive : guide des déterminants scientifiques aux citoyens, professionnels et institutions* (2022) de La Fabrique Spinoza. De plus en plus d'organisations installent des jardins et potagers d'entreprise pour permettre à leurs employés de bénéficier de ces bienfaits, comme c'est le cas avec Ciel, mon Radis ! Ainsi, le jardinage est une activité riche et authentique qui favorise la sensorialité, la convivialité et les échanges. Elle permet également de découvrir de nouvelles saveurs et de partager ses récoltes avec les autres. Les potagers d'entreprise de Ciel, mon Radis ! offrent donc une expérience sociale enrichissante, permettant aux employés de se reconnecter à la nature et entre eux²³⁴.

Ces stratégies ne se limitent pas aux zones urbaines et sont également mises en place dans les territoires ruraux. Un exemple pertinent est celui de la vallée de la Drôme, où les élus locaux, à travers leurs intercommunalités, ont initié le projet Biovallée²³⁵. Ce projet vise à créer un territoire exemplaire en matière de développement durable en impliquant différents acteurs du territoire, tels que les agriculteurs, les entreprises agroalimentaires, les associations et les citoyens. Le but est de promouvoir une agriculture respectueuse de l'environnement et de favoriser l'installation d'activités économiques liées à l'alimentation durable. Cela implique de promouvoir l'installation de filières courtes et de faciliter la distribution de produits locaux. Un de ces objectifs est notamment de diminuer de 20% en 2025 et de plus de 50% en 2040 les consommations énergétiques du territoire, grâce à des actions conjointes et solidaires des acteurs de l'alimentation.



Une éducation à l'alimentation comme réponse aux défis actuels

L'alimentation durable et l'agriculture de demain sont au cœur des débats du forum pour une alimentation saine et durable de 2021 organisé par le think

tank Open Agri Food. Le président du groupe Laiterie-Saint-Denis-de-l'Hôtel (LSDH), Emmanuel Vasseneix, insiste sur l'importance de l'éducation alimentaire pour un système alimentaire durable²³⁶. De son côté, Sylvie Soave, enseignante en agronomie, témoigne du projet de Système d'Alimentation Local et Durable, qui vise à prendre en compte le cycle complet de la nourriture, en mettant en place des jeux et des concours pour valoriser les efforts et donner envie de s'impliquer davantage. "Je pense qu'en valorisant les efforts réalisés, on peut donner envie de s'impliquer davantage. Alors, peut-être qu'un système de mesure sur l'implication du collectif dans le processus utilisateur pourrait être intéressant, un peu à la manière des 'carottes' pour la labellisation d'Ecocert en cuisine". L'éducation alimentaire apparaît ainsi comme un point de départ essentiel pour sensibiliser aux enjeux de l'alimentation et amorcer la transition alimentaire, notamment auprès des nouvelles générations²³⁷.

D'autres initiatives d'agriculture urbaine telles que la ferme urbaine de Paris-Expo²³⁸ et le projet "Jaden Lanmou"²³⁹ en Martinique sont des exemples concrets de la mise en place de solutions locales pour répondre à ces enjeux. La ferme urbaine de Paris-Expo, la plus grande ferme urbaine au monde, vise à fournir de la nourriture saine aux habitants du sud de Paris et à proposer des ateliers pour découvrir et déguster conjointement les produits. De même, le projet "Jaden Lanmou" en Martinique consiste à réhabiliter des friches urbaines en jardins partagés. Objectifs ? Permettre aux habitants de cultiver leur propre jardin et accéder aux fruits et légumes frais tout en favorisant les liens sociaux. Ces initiatives contribuent à améliorer l'accessibilité à des aliments sains et durables et la résilience des communautés locales face à la crise actuelle de la Covid-19 qui a mis en évidence les limites des systèmes alimentaires mondiaux.

2 - Quand la covid-19 questionne l'alimentation et la sécurité alimentaire

● La crise de la Covid-19 : révélatrice de la vulnérabilité alimentaire de certains territoires

La crise sanitaire de la Covid-19 a mis en lumière la vulnérabilité des territoires en matière d'approvisionnement alimentaire. Les flux en provenance des pays exportateurs ont été stoppés ou diminués, obligeant les populations à compter sur leurs propres ressources. Les territoires ont questionné leur autonomie alimentaire. Cette situation a engendré de nouveaux défis pour répondre aux besoins alimentaires des populations et garantir des approvisionnements suffisants et durables.

Face à cette nouvelle réalité, de nombreuses habitudes ont été bouleversées. Une prise de conscience a émergé quant à l'importance de la provenance des aliments et de leur impact sur notre santé et notre environnement. Les pénuries constatées dans les supermarchés ont accentué cette prise de conscience, notamment chez les citoyens qui ont réalisé la vulnérabilité de leur approvisionnement alimentaire²⁴⁰. Cette situation a également favorisé l'émergence d'un nouveau rapport à la nourriture, plus responsable et plus respectueux de la nature. Les réflexions éthiques sur l'alimentation et la consommation se sont ainsi multipliées, notamment lors du confinement, moment où chacun et chacune s'est retrouvé face à soi, sa santé, sa vie, face à son corps et à ses habitudes alimentaires.

Dans ce contexte d'enfermement, de pénurie et de questionnement sur l'utilité de leur métier, de nombreuses personnes se sont mises à rêver à leur propre potager à la campagne. Les territoires ont également commencé à réfléchir à des solutions pour répondre aux besoins alimentaires des populations de manière durable et pérenne. En Ile-de-France par exemple, où 90% des produits alimentaires consommés sont importés, la ville de Paris n'a qu'une autonomie alimentaire de 3 jours²⁴¹. En comparaison, 49% des territoires français sont dédiés à l'agriculture. Face à cette situation, de nombreuses initiatives ont vu le jour pour développer les ressources locales et assurer une alimentation saine et durable pour tous.

3 jours d'autonomie alimentaire pour Paris !

● Un électrochoc en matière d'environnement, de santé et de quête de sens

La pandémie de la Covid-19 a provoqué un électrochoc en France et a amené de nombreuses personnes à se questionner sur le sens de la vie et sur ce qui a de la valeur.

Ainsi, 76% des consommateurs français déclarent que la pandémie a augmenté leurs préoccupations environnementales, et près de la moitié d'entre eux reconnaissent que cela a eu une influence sur leurs décisions d'achat²⁴². Les consommateurs sont de plus en plus conscients de l'impact de leur consommation sur l'avenir de la planète et attendent des engagements concrets en matière de responsabilité de la part des entreprises.

des consommateurs français déclarent que la pandémie a augmenté leurs préoccupations environnementales, et près de la moitié d'entre eux reconnaissent que cela a eu une influence sur leurs décisions d'achat.

76%

Le contexte de la pandémie a également conduit de nombreuses personnes à réinterroger leur régime alimentaire et leur mode de consommation pour envisager des alimentations plus végétales²⁴³. La santé est devenue une préoccupation quotidienne majeure, et de plus en plus de personnes cherchent à manger plus sain, plus naturel et moins mondialisé. La prise de conscience du lien entre la manière dont les aliments sont produits et les impacts sur l'alimentation et la vie quotidienne s'est renforcée. Beaucoup de personnes ont réalisé que la déforestation et les atteintes à la biodiversité peuvent favoriser la propagation de zoonoses, ces maladies transmises de l'animal à l'homme, comme le virus responsable de

la pandémie de la Covid-19. Cette prise de conscience a mis en lumière le lien étroit entre l'environnement, la santé et le bien-être humain. Ceci a été alimenté en partie par de l'éco-anxiété contribuant ainsi, en un sens, à la transition alimentaire.

Ce bouleversement a également été alimenté par le besoin biophilique, c'est-à-dire l'aspiration innée à être en contact avec la nature²⁴⁴. De nombreuses personnes ont cherché à cultiver leur propre potager intérieur ou à cultiver leurs propres fruits et légumes, dans une recherche de mode de vie plus sain et plus heureux. Par exemple, Stewart, un homme de 50 ans, a décidé de quitter la Normandie et de partir élever des cochons noirs dans le Gers, dans le but de vivre en harmonie avec la nature et de promouvoir une alimentation saine, durable, respectueuse du bien-être animal et ainsi de son propre bonheur²⁴⁵.



Le profil des néo-paysans

Un article de Graine de Mane de 2017 examine le phénomène croissant des néo-paysans, ces personnes choisissant de changer de vie pour s'installer en agriculture en s'inspirant de l'agroécologie et de la permaculture²⁴⁶. Les auteurs de l'article, Sidney Flament-Ortun et Bruno Macias, ont mené des enquêtes sur ce sujet.

Les néo-paysans proviennent de divers horizons et ont des motivations variées, mais beaucoup d'entre eux cherchent à donner un sens à leur travail et à être utiles en adoptant une approche respectueuse de l'environnement.

Bien qu'il n'existe pas de statistiques officielles sur le nombre de néo-paysans, environ 30% des nouvelles installations agricoles se font en dehors des exploitations familiales. Les néo-paysans apportent une nouvelle dynamique à l'agriculture en répondant à la demande croissante de produits biologiques et en contribuant au renouvellement générationnel du secteur. Leur

intégration dans la communauté agricole peut être difficile, mais la cohabitation réussit souvent lorsque les néo-paysans font preuve d'humilité et évitent les conflits avec les agriculteurs traditionnels. Bien que les néo-paysans partent avec certains désavantages, comme un accès difficile au foncier, ils sont également en mesure de développer une agriculture à haute valeur ajoutée. Les futurs néo-paysans sont encouragés à se former, à prendre le temps de tester l'activité agricole et à évaluer la viabilité de leur projet avant de se lancer.



© Le colibri

Deux néo-paysannes

Au final, la crise de la Covid-19 semble avoir rebattu les cartes quant aux priorités des citoyens et des territoires. Ce faisant, elle a permis à tous de faire le lien entre l'alimentation, la santé et l'environnement. Levier systémique de transformation reliant la recherche d'un mode de vie plus heureux à des enjeux planétaires, l'alimentation a fédéré différents acteurs dans la recherche et la mise en place de solutions sur les territoires.

● Les solutions apportées sur les territoires en matière d'alimentation

Au fil du temps, les villes ont commencé à réaliser leur vulnérabilité en matière d'alimentation. Elles se sont rendu compte que la dépendance aux chaînes d'approvisionnement extérieures peut les rendre vulnérables aux perturbations, comme les chocs économiques (la guerre en Ukraine) ou les catastrophes naturelles (la crise Covid-19). Cela les a amenées à repenser leur système pour garantir une meilleure sécurité

alimentaire et à encourager l'agriculture urbaine, la production alimentaire locale et la réduction des déchets alimentaires.

Les villes ont alors compris qu'elles ont un rôle important à jouer dans la transition vers un système alimentaire plus durable et responsable²⁴⁷. Elles ont pris conscience de leur capacité à influencer les maillons de la chaîne alimentaire tels que la distribution, la restauration, la consommation et la gestion des déchets. Elles ont alors commencé à développer des stratégies pour encourager la production alimentaire locale, soutenir les petits producteurs, promouvoir les marchés alimentaires et les circuits courts, et encourager une alimentation plus saine et équilibrée.

Les professionnels de la filière alimentaire se sont mobilisés avec le soutien des collectivités territoriales pour garantir la continuité de l'approvisionnement en nourriture dans les villes pendant la pandémie²⁴⁸. Leur collaboration a été essentielle pour maintenir la disponibilité des denrées alimentaires malgré les défis logistiques et les contraintes sanitaires, mettant en lumière l'importance d'une collaboration entre les acteurs de la filière alimentaire et les collectivités territoriales.

Une solution inspirante, révélée en partie par la crise de la Covid-19, sont les Projets Alimentaires Territoriaux (PAT). Il s'agit d'initiatives concertées visant à relocaliser l'agriculture et l'alimentation²⁴⁹. Ils réunissent les acteurs de la chaîne alimentaire, tels que les producteurs, les consommateurs et les collectivités, pour évaluer la production et les besoins alimentaires du territoire, afin de mieux aligner l'offre et la demande et ainsi garantir une réelle sécurité alimentaire. Ceci permettant de favoriser la collaboration entre les différents acteurs pour promouvoir une approche plus locale et durable de l'alimentation.

50% des agriculteurs vont partir à la retraite dans la décennie à venir.

Cependant, un problème vient s'imposer à la société : le départ massif des agriculteurs. En effet, selon un article des Echos de 2019, "la

moitié des exploitants agricoles va partir à la retraite dans les 10 prochaines années", alors que le métier d'agriculteur attire de moins en moins les jeunes générations²⁵⁰. Pour faire face à ce problème et redonner une certaine accessibilité au métier, Nathalie Perez-Leroux explique que le Conseil départemental du Var met en place des solutions pour inciter les jeunes parents à continuer de contribuer à l'agriculture : l'accueil des enfants. Plus précisément, afin de permettre aux enfants des exploitants retraités de reprendre une exploitation agricole, le département développe des solutions de garde partagées pour les enfants en bas âge. Une solution qui facilite l'organisation travail-vie familiale des jeunes repreneurs.



Un tiers-lieu solidaire pour une alimentation vectrice de bien-être

La mairie et l'association Campus Fertile de Rouans développent en 2022 le tiers-lieu "Shake Coeur"²⁵¹. Il s'agit d'un tiers-lieu innovant qui promeut une alimentation locale, saine, solidaire et joyeuse à travers diverses activités telles que la vente de produits locaux, un distributeur de nourriture fraîche, un espace de coworking, des événements culinaires... créant une communauté dynamique, solidaire et engagée.

Il est intéressant d'observer la façon dont les territoires ont réagi à la crise, comme l'illustre l'exemple de Toulouse, un exemple inspirant, montrant le pouvoir d'adaptation des territoires face à des contextes d'urgence²⁵². Dans cette ville, durant la pandémie de la Covid-19, les Associations pour le Maintien d'une Agriculture Paysanne (AMAP) ont joué un rôle clé en renforçant les liens entre les consommateurs et les producteurs locaux. Résultat ? Un approvisionnement en produits frais et de qualité maintenu. En parallèle, de nouvelles solidarités se sont développées, avec des initiatives locales telles que des groupes d'entraide pour la livraison de paniers alimentaires aux personnes vulnérables. En France, l'implication des entreprises locales dans la distribution de paniers alimentaires a participé à soutenir l'économie locale et à renforcer la résilience alimentaire

du territoire. Ce rôle actif fait des Français des moteurs de la transition alimentaire.

3 - Les Français, moteurs de la transition alimentaire ?



La transition alimentaire est le processus de modification des habitudes de production et de consommation alimentaire d'une société. Elle comprend deux sens distincts.

Le premier se réfère à l'évolution des habitudes alimentaires des pays industrialisés et émergents en trois phases : sortie de la famine, diversification alimentaire et inversion des tendances.

Le second sens englobe les aspects culturels et les modalités de consommation.

Toutefois, la diversité des pratiques alimentaires remet en question l'application uniforme de ce modèle. Récemment, le débat public se concentre sur une nouvelle transition alimentaire durable, favorisant la consommation de produits locaux, de saison et la réduction de la viande. Des modèles alimentaires alternatifs tels que le végétarisme et le véganisme émergent. Les deux sens de la transition alimentaire diffèrent, l'un favorisant l'apport carné et l'autre le réduisant.

● Des changements de comportements alimentaires post Covid-19

Les comportements alimentaires ont évolué suite à la crise de la Covid-19, notamment avec une préférence accrue pour les circuits courts. Les Chambres d'agriculture ont observé une explosion des ventes en "drive fermier" en 2021, avec des hausses significatives des commandes et

du chiffre d'affaires²⁵⁴. Cette situation pourrait marquer une étape importante dans les attentes sociales envers le système alimentaire, en accélérant la prise de conscience d'un "destin commun" grâce aux proximités activées dans les circuits courts.



Drive fermier

Les drives fermiers permettent d'acheter des produits 100% fermiers, locaux et du terroir en quelques clics. Les produits sont de qualité, respectueux des modes de production et de transformation. Par exemple, chez "Bienvenue à la ferme", chaque semaine, les producteurs assurent le retrait des commandes à des horaires garantis pour une expérience de proximité et de convivialité. Le fonctionnement est simple : choisir son drive fermier, créer un compte, sélectionner ses produits et payer en ligne. Il ne reste plus qu'à récupérer ses achats au point de retrait pour les cuisiner et les déguster²⁵⁵.

Drive fermier du Cantal

© Drive fermier du Cantal



Déjà en 2020, 58% des Français privilégient les courses au plus près de chez eux, évitant ainsi les hypermarchés et recherchant des produits frais, bio et locaux pour 42% d'entre eux²⁵⁶.

Cette évolution est illustrée par une enquête de l'IFOP qui révèle que plus de la moitié des Français (54%) ont changé leurs comportements alimentaires de 2019 à 2021, avec une consommation accrue de produits biologiques

qui est observée. Près de $\frac{3}{4}$ des Français consommant du bio au moins une fois par mois et 13% tous les jours, ce qui semble être une réaction à la privation de certaines ressources pendant la crise sanitaire²⁵⁷.

54% des Français ont changé leurs comportements alimentaires de 2019 à 2021, selon l'IFOP.

Ces changements de comportements alimentaires observés pendant la crise de la Covid-19 sont confirmés par une enquête de l'IFOP de 2020, révélant que 47% des Français déclarent cuisiner davantage qu'avant la crise, et même 60% chez les plus jeunes (18-34 ans)²⁵⁸. Cependant, selon Santé Publique France, ces changements ne sont pas toujours perçus de manière positive par tous, avec 17% des personnes interrogées estimant que leur alimentation est moins équilibrée qu'avant le confinement²⁵⁹.

Il est ici pertinent de se poser des questions sur les bonnes résolutions et les habitudes durables qui découlent de ces changements de comportements alimentaires, ainsi que sur les initiatives mises en place pour les soutenir.

● Les bonnes résolutions à l'épreuve du pouvoir d'achat et de la crise énergétique

La crise de la Covid-19 a entraîné une tendance accrue à la consommation de produits locaux, la cuisine maison et la recherche d'équilibre alimentaire. Cependant, ces bonnes résolutions alimentaires sont également confrontées à des défis tels que le pouvoir d'achat et la crise énergétique résultant de la pandémie et de la guerre en Ukraine.

Selon Jean-Louis Lambert, sociologue de l'alimentation, les modifications alimentaires observées pendant la crise de la Covid-19 sont davantage liées à nos comportements qu'à nos assiettes. *“Les crises ne font que nous forcer à nous adapter, elles ne bouleversent pas nos cultures”* (Ouest France, 2021) souligne-t-il²⁶⁰. La crise aurait principalement poussé à une consommation accrue de produits locaux en raison de contraintes d'organisation, de budget

et de temps. Il est également important de noter que l'impact à long terme de la Covid-19 sur notre alimentation semble être faible, le facteur économique, notamment la hausse des prix du fait de la crise énergétique, prenant le dessus²⁶¹. D'ailleurs, plus de 200 magasins bio ont fermé en 2022, en raison d'une baisse du nombre de clients²⁶².

200 magasins Bio ont fermé en 2022 en raison d'une baisse du nombre de clients.

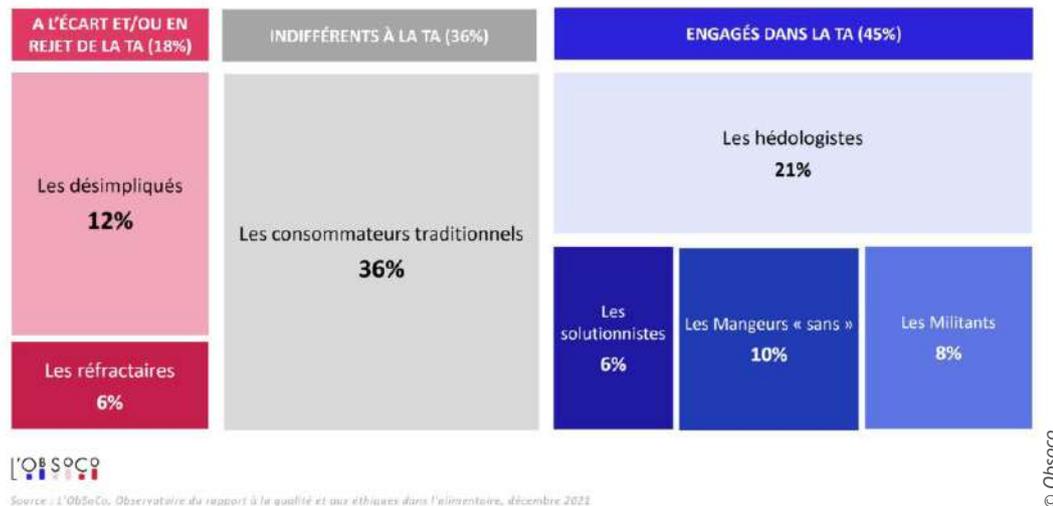
Dans ce contexte aux multiples points de tension, 45% des Français sont engagés dans la transition alimentaire. Mais les motivations et orientations varient selon les individus comme le démontrent les statistiques du rapport *La France à table*²⁶³.

Cette étude distingue plusieurs groupes parmi ces 45% de Français engagés. Les hédologistes (21%) cherchent à réconcilier plaisir et santé. Les mangeurs «sans» (10%), quant à eux, sont mus par la recherche de la préservation de leur santé ; tandis que ce sont les raisons éthiques et écologiques qui animent les militants (8%). Enfin, les solutionnistes, positifs (6%) misent avant tout sur l'innovation alimentaire.

Plaisir, santé, positivisme, sens... On remarque finalement que ces motivations flirtent avec certains déterminants du bonheur. Le chemin de la transition alimentaire serait-il une voie vers de nouveaux modes de vie menant à un bonheur individuel et partagé ? Quoiqu'il en soit, ce sont autant de leviers pour convertir progressivement des consommateurs traditionnels (36%) encore indifférents à cette transition alimentaire. Et qui sait d'ici quelques années, pour aspirer également les désimpliqués (12%) et les réfractaires (6%), tous deux très sensibles au pouvoir d'achat.

45% des Français sont engagés dans la transition alimentaire, selon l'étude *La France à table*, 2022.

7 visages de Français



7 profils alimentaires de Français

Les modes de vie, l'éco-anxiété, la crise de la Covid-19 et l'inflation sont partie-prenantes de la transition alimentaire. Ces quatre éléments amènent les citoyens à modifier leurs comportements alimentaires en prenant en considération leur portée écosystémique, désormais mieux comprise.

En révélant la vulnérabilité alimentaire de certains territoires, la crise de la Covid-19 a permis de créer de nouveaux systèmes et des initiatives tout en re-questionnant le lien entre l'alimentation, le territoire et le bonheur. Elle a aussi fait évoluer les comportements vers une alimentation plus saine, plus locale, plus en lien avec la nutrition pour pouvoir lutter contre des virus, et plus durable. Avec un retour - un peu forcé - du fait-maison pendant le confinement.

L'inflation actuelle vient toutefois freiner les changements de comportements. Les paniers se resserrent avec la hausse des prix des produits alimentaires du fait principalement de la crise énergétique résultant de la Guerre en Ukraine comme évoqué en amont. Mais ce que cela dit aussi, c'est que des progrès doivent encore être faits en matière d'alimentation durable.

En effet, l'alimentation durable englobe le respect de l'environnement et de la biodiversité via une agriculture et une alimentation moins carbonées, mais aussi une alimentation de qualité en quantité suffisante et accessible à toutes et tous. Cet objectif de justice alimentaire au service d'un épanouissement sur les territoires passe par une transformation décarbonée de tout le secteur, du champ à l'assiette.

2A3 | Une transformation décarbonée à l'oeuvre porteuse d'épanouissement

Quelles solutions pour mettre en place une transition décarbonée ? Pour répondre à cette question, il est nécessaire de commencer par comprendre la transition du secteur alimentaire, en particulier dans les territoires (1) puis d'examiner l'impact d'une telle (dé)carbonation (2). Le potentiel de l'agro-écologie sera ensuite analysé (3) pour terminer par un examen des circuits-courts (4).

1 - La transition du secteur alimentaire en ordre de marche dans les territoires

Le sujet de la transition du secteur alimentaire ne peut faire l'économie de quelques définitions et éclairages que nous avons mis en encadrés. Leur nombre donne une idée de la complexité du sujet ancré dans le vivant, comme le montre cette définition de la transition agroalimentaire.



Le secteur alimentaire, fleuron français au coeur de la vitalité des territoires

L'agriculture (Chambres d'Agriculture)²⁶⁴

- Il y a 416 436 exploitations agricoles en France en 2020.
- La France est le premier pays producteur agricole de l'Union européenne.

L'agroalimentaire (ANIA)²⁶⁵

- L'agroalimentaire constitue le premier secteur industriel français aussi bien en termes de chiffre d'affaires que d'emplois.
- En 2021, les 17 372 entreprises du secteur ont réalisé un chiffre d'affaires de 198 milliards d'euros et employaient 459 803 personnes réparties sur tout le territoire national.
- L'agroalimentaire joue un rôle clé dans l'aménagement et la vitalité des territoires puisqu'il transforme 70% de la production agricole française et produit 80% des produits consommés en France. Le secteur constitue également un précieux soutien à la balance commerciale du pays puisque cette même année il a généré un excédent commercial de 6,1 milliards d'euros.

Le Food service et la Restauration Hors Domicile : restauration, livraison... (Alioze)²⁶⁶

- La période 2022-2023 est marquée par une forte croissance des livraisons à domicile, avec 47% des Français ayant déjà opté pour la livraison de repas chez eux.
- Cette tendance a entraîné une augmentation significative de l'activité de livraison pour les entreprises, avec 39% d'entre elles ayant recruté du personnel supplémentaire pour répondre à la demande.

Le secteur participe à l'épanouissement au bonheur individuel et collectif :

- autonomie des personnes des territoires, sécurité alimentaire ;
- emplois et vitalité économique ;
- plaisirs associés à l'alimentation.

La transition agro-alimentaire

(Alexis Gonin, maître des conférences en géographie, 2021, Géoconfluences)²⁶⁷



La transition agro-alimentaire est la transformation des systèmes agro-alimentaires actuels pour un passage à des systèmes qui permettent d'atteindre plusieurs objectifs :

- la sécurité alimentaire pour tous ;
- la satisfaction des préférences alimentaires des consommateurs ;
- un niveau de vie décent pour tous les producteurs ;
- la production de denrées dans le respect des écosystèmes ;
- l'atténuation et l'adaptation au changement climatique.

L'expression de transition agro-alimentaire permet de faire le lien entre deux questions souvent traitées de manière séparée dans la littérature scientifique, celle de la transition alimentaire et celle de la transition agricole.

- Une transformation du champ à l'assiette de toute la chaîne

Du champ à l'assiette, une transformation aussi complexe qu'inéluctable est à l'œuvre dans toute la filière alimentaire. Cette dernière est à la croisée de plusieurs enjeux planétaires. Paradoxalement, c'est l'échelle planétaire qui rend d'autant plus évident le lien entre l'épanouissement des territoires et l'épanouissement des femmes et des hommes.



© Quoi dans mon assiette

Impacts environnementaux de nos consommations alimentaires



Une transformation ? ... Des transformations !

La transformation énergétique : efficacité, sobriété et décarbonation

La transformation énergétique est devenue une priorité pour réduire l'empreinte carbone de la chaîne alimentaire²⁶⁸. Par ailleurs, elle répond à la nécessité de réduire les coûts énergétiques qui ont flambé ces dernières années et particulièrement depuis la guerre en Ukraine. Les acteurs de la chaîne alimentaire sont amenés à adopter des pratiques plus durables pour minimiser leur impact sur l'environnement et contrôler les prix et les marges, déjà réduites. Cela peut inclure l'utilisation de sources d'énergie renouvelable, la réduction de la consommation d'énergie dans les processus de production et de transformation des aliments, ainsi que la recherche de solutions innovantes pour optimiser l'efficacité énergétique tout au long de la chaîne alimentaire.

La transformation digitale

La transformation digitale est un facteur clé dans la modernisation de la chaîne alimentaire. Les champs d'application sont très étendus, depuis la parcelle jusqu'au consommateur. Pour ne citer que quelques exemples, les drones en agriculture peuvent être utilisés pour surveiller les cultures, optimiser les soins et minimiser les intrants agricoles, contribuant ainsi à une agriculture plus durable et efficiente²⁶⁹.

L'utilisation de la blockchain permet de suivre et de contrôler les étapes de production et de distribution des aliments, ce qui renforce la traçabilité, la transparence et la confiance des consommateurs.

L'intelligence artificielle (IA) joue également un rôle important dans l'optimisation de la fabrication des produits alimentaires. En analysant les données internes et externes de l'entreprise alimentaire, elle améliore les processus de production et de gestion des ressources²⁷⁰.

Les applications et les plateformes numériques, quant à elles, ont pour objet de faciliter la vie du consommateur : commande en ligne, livraison rapide, fourniture d'informations sur l'origine et la qualité des aliments.

Pour finir, DigitalFoodLab²⁷¹ identifie 6 catégories dans les acteurs de la FoodTech, un écosystème riche, innovant et transformant : l'AgTech (drones, capteurs, logiciels de management d'exploitations agricoles), Food Science (nouveaux ingrédients et produits), Food Service (management des services de restauration), Consumer Tech (service, appli et produits pour aider le consommateur à cuisiner), Delivery (services de livraison), Supply Chain (performance logistique et industrielle).

La transformation organisationnelle

Les chaînes alimentaires industrielles traditionnelles sont bousculées par de nouveaux modèles. Il y a bien sûr les circuits courts, qui diminuent la distance entre les producteurs et les consommateurs. Ce faisant, ils permettent aux consommateurs de mieux comprendre d'où viennent les aliments qu'ils consomment et aux producteurs de mieux valoriser leur travail en obtenant des marges plus équitables²⁷². Cela encourage une agriculture locale et régionale, promeut la diversité alimentaire et renforce les liens entre les producteurs et les consommateurs. Mais les nouvelles approches organisationnelles peuvent également se concrétiser par une meilleure collaboration entre les différents acteurs de la chaîne alimentaire, favorisant ainsi des partenariats, des mutualisations et des synergies pour une gestion plus durable et efficace des ressources. (3C)

La transformation de l'offre

La transformation de l'offre met le consommateur averti au centre du processus de production alimentaire²⁷³. Les attentes des consommateurs évoluent rapidement. Elles sont nourries par les évolutions de modes de vie et l'accès aux données. Elles représentent parfois une équation complexe à résoudre, entre plaisir, santé, nutrition, durabilité, variété, praticité et impacts...

Car, dans cette transformation se conjuguent plusieurs objectifs. Celui de nourrir des individus de plus en plus nombreux, tout en répondant à leurs attentes parfois contradictoires. Celui, ensuite, de préserver les ressources de la planète en pivotant vers des pratiques décarbonées et vers une transition énergétique. Celui, enfin, de réussir une transformation digitale au service d'impacts positifs.

Le sujet de la transformation de la filière alimentaire est donc à la fois une question démographique, agricole, environnementale, sociétale, sociale, énergétique, organisationnelle, digitale... Mais c'est aussi une question territoriale ! D'ailleurs, en pleine crise de la Covid-19, avec les pénuries alimentaires, ont ressurgi les questions d'autonomie et de souveraineté alimentaire.

● Le territoire, un accélérateur de transformation ?

Aussi, dans le processus de transformation de la filière alimentaire, le prisme territorial est-il intéressant à explorer dès lors que l'on parle d'épanouissement et de bonheur. Pourquoi ? Parce que le périmètre du territoire pour la production, la transformation et la consommation alimentaire rend visible les bénéfices et les retombées du secteur au niveau social, environnemental, sanitaire et économique.

Par exemple, la production locale avec des techniques qui permettent de préserver et régénérer les sols, telle que l'agroécologie, a un impact sur la biodiversité, la santé des sols et les services écosystémiques que nous rend la nature. La production locale permet aussi de préserver des types de cultures de la mondialisation et des métiers agricoles indispensables à la vie. Et ce, avec parfois en bonus un AOC ou un AOP qui font la fierté d'une région, ou un label et des pratiques qui permettent une meilleure rémunération des producteurs.



La production locale avec des techniques qui permettent de préserver et régénérer les sols, telle que l'agroécologie a un impact sur la biodiversité, la santé des sols et les services écosystémiques que rend la nature à l'être humain.

Ensuite, l'approvisionnement et la transformation à l'échelle du territoire permettent de réduire le transport, dont le transport réfrigéré, et donc l'énergie nécessaire et les émissions de Gaz à Effet de Serre (GES).

Enfin, la consommation alimentaire locale permet de réduire les émissions de GES. Mais c'est aussi un puissant facteur de lien entre producteurs et consommateurs, un élément de réassurance quant à la traçabilité de ce qui est consommé, et un supplément d'identité et de fierté qui nourrit l'ancrage et le bien-être sur les territoires.

L'échelle territoriale semble donc un élément à forte valeur ajoutée de l'alimentation durable.

● Vers une alimentation durable

L'alimentation durable
(ADEME)²⁷⁴



“L'alimentation durable, c'est l'ensemble des pratiques alimentaires qui visent à nourrir les êtres humains en qualité et en quantité suffisante, aujourd'hui et demain, dans le respect de l'environnement, en étant accessible économiquement et rémunératrice sur l'ensemble de la chaîne alimentaire.”

Les régimes alimentaire durables

(FAO, 2010)²⁷⁵



“Les régimes alimentaires durables sont des régimes alimentaires ayant de faibles conséquences sur l’environnement, qui contribuent à la sécurité alimentaire et nutritionnelle ainsi qu’à une vie saine pour les générations actuelles et futures. Les régimes alimentaires durables contribuent à protéger et à respecter la biodiversité et les écosystèmes, sont culturellement acceptables, économiquement équitables et accessibles, abordables, nutritionnellement sûrs et sains, et permettent d’optimiser les ressources naturelles et humaines.”

L’alimentation durable cherche à trouver un équilibre entre le respect de l’environnement et de la biodiversité, la viabilité économique et la juste répartition de la valeur, l’acceptabilité culturelle, ainsi que la nutrition et la santé. C’est un enjeu majeur pour répondre aux besoins alimentaires qui vont doubler d’ici 2050, dans un contexte de hausse démographique mondiale, de changement climatique et de réduction de l’empreinte écologique humaine énoncés par l’ADEME²⁷⁶. Cela implique notamment de promouvoir des pratiques agricoles respectueuses de l’environnement, de favoriser une alimentation équilibrée et diversifiée, de réduire les pertes et le gaspillage alimentaire, et d’adopter des approches adaptées aux contextes culturels et sociaux. L’alimentation durable offre ainsi une vision holistique de la manière dont l’alimentation peut contribuer à la fois à la santé de la planète et à la santé des individus.



Le concept “One Health”

L’approche «One Health» reconnaît que les organismes vivants et les écosystèmes sont interconnectés, et que la santé des uns dépend de celle des

autres, incluant la santé des animaux, des végétaux et des êtres humains, ainsi que les perturbations environnementales générées par l’activité humaine. L’Agence Nationale de Sécurité Sanitaire de l’Alimentation, de l’Environnement et du Travail (ANSES) oeuvre dans ce cadre sur des thématiques clés telles que les vecteurs (insectes et acariens transmettant des agents pathogènes), les zoonoses (maladies transmissibles entre les animaux et les humains), l’antibiorésistance (résistance aux antibiotiques chez les animaux et dans l’alimentation), la santé des abeilles et la santé des végétaux (impacts sur la santé humaine, animale et environnementale)²⁷⁷.

Schéma explicatif One Health



© GDS Creuse

Dans cette optique, l’agriculture durable sensible à la nutrition, est une approche de transition des systèmes alimentaires actuels qui promeut les “régimes alimentaires durables”²⁷⁸. Ces régimes sont conçus pour avoir un faible impact sur l’environnement tout en contribuant à la sécurité alimentaire, à la nutrition et à la santé des générations futures et actuelles. Ils mettent l’accent sur des pratiques agricoles respectueuses de l’environnement, la diversification des cultures, la promotion d’aliments sains et nutritifs, et la gestion responsable des ressources naturelles. Cela nécessite une approche intégrée impliquant la

2. VIVRE SUR SON TERRITOIRE / A. Alimentation

collaboration entre les différents acteurs du système alimentaire, notamment les collectivités territoriales, pour créer un système équitable, sain et durable.

Cette dimension durable s'inscrit au cœur d'une démarche collective de transition vers des territoires à faible émission de carbone. En reconnaissant l'importance de préserver l'environnement et en adoptant des pratiques durables, la société progresse vers un avenir où les territoires seront moins dépendants des énergies fossiles et des émissions de gaz à effet de serre, garantissant ainsi grâce à une forme d'autosuffisance, le confort et le bien-être de ses habitants.

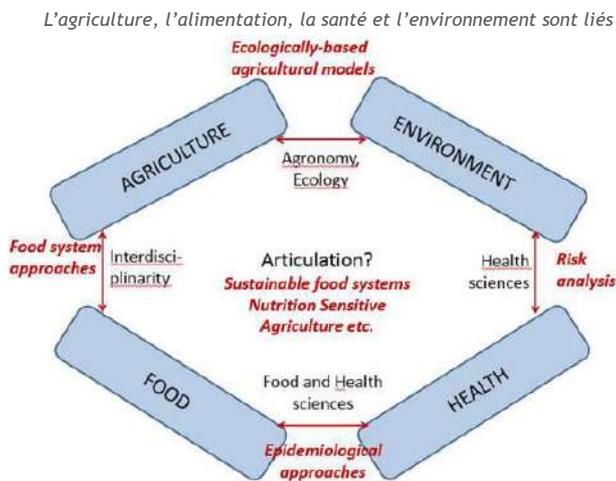
d'énergies renouvelables, la captation et le stockage du carbone, ainsi que la transition vers des processus de production et des modes de consommation plus durables et respectueux de l'environnement.

La décarbonation vise à atteindre des objectifs de réduction des émissions de CO₂ pour lutter contre le changement climatique et favoriser une transition vers une économie bas carbone et résiliente aux enjeux climatiques.

● L'empreinte carbone de notre assiette : les enjeux de la décarbonation dans le secteur agroalimentaire

L'alimentation contribue de manière significative aux émissions de gaz à effet de serre (GES), représentant environ 25% des émissions totales générées par un individu en France en 2019 selon le Comité Francilien de l'économie circulaire²⁸⁰. De plus, l'agroalimentaire représente une part importante des émissions totales de carbone dans l'Union européenne, estimée à environ 30%. Bien que le processus de fabrication de l'agroalimentaire ne compte que pour environ un dixième de ces émissions, il reste un élément clé à prendre en compte dans les efforts de décarbonation.

© Claire Lamine



2 - Une transition décarbonée pour plus de bien-être sur les territoires

La décarbonation (ADEME)²⁷⁹

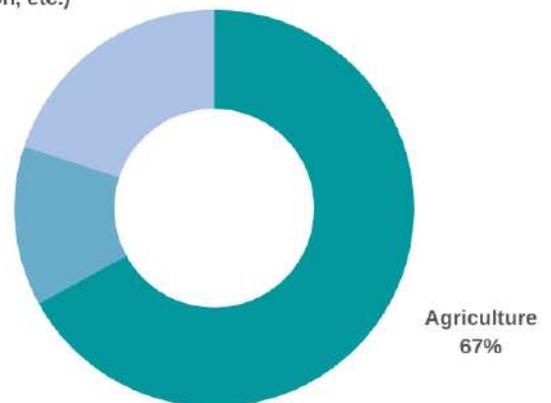


La décarbonation englobe l'ensemble des actions, mesures et techniques visant à réduire la consommation d'énergies fossiles et les émissions de dioxyde de carbone d'un pays, d'une économie, d'une entreprise, ou d'un secteur industriel.

Cela implique la mise en place de solutions favorisant l'efficacité énergétique, l'utilisation de sources

Autres (agroalimentaire, cuisson, etc.)
20%

Transport des denrées
13%



Postes d'émissions de gaz à effet de serre de l'alimentation des Français

Les postes de GES de l'alimentation des Français

© Réseau Action Climat France

des émissions

25% de GES générées par un individu en France provient de son alimentation selon le Comité Francilien de l'économie circulaire (2019)

En comparaison, le secteur de l'aviation, souvent considéré comme un gros émetteur de GES, représente seulement environ 4% des émissions totales de l'UE²⁸¹. Cela met en évidence l'importance de l'agroalimentaire en tant que secteur émetteur majeur de GES et la nécessité de mettre en place des solutions de décarbonation efficaces.

L'industrie agroalimentaire s'est fixé un objectif ambitieux : moins 35% des émissions d'ici 2030. Mais atteindre la neutralité carbone en 2050 reste un défi²⁸².

● La biomasse pour une décarbonation des territoires

Le gouvernement français a identifié la biomasse comme une solution clé pour réduire les émissions de gaz à effet de serre et pour passer à une économie plus verte²⁸³.

La biomasse désigne l'ensemble des matières organiques pouvant se transformer en énergie²⁸⁴. On entend par matière organique aussi bien les matières d'origine végétale (résidus alimentaires, bois, feuilles) que celles d'origine animale (cadavres d'animaux, êtres vivants du sol). Actuellement, la biomasse représente plus de la moitié de la production d'énergie finale en France. Cependant, il est important de veiller à ce que les ressources de biomasse soient gérées de manière durable par les territoires pour éviter des impacts environnementaux négatifs. En outre, une bonne gestion des ressources permettrait aux territoires de bénéficier des aides financières proposées par l'ADEME, la BPI et le plan de relance pour soutenir la transition vers une production et une consommation plus durable dans le secteur agroalimentaire.

En intégrant la biomasse comme pilier fondamental de ses pratiques, l'agroécologie offre une solution novatrice et durable pour prendre soin des sols, des hommes et maximiser l'agroécologie.

3 - L'agroécologie pour prendre soin des sols et des hommes

L'agroécologie

(Centre de Développement de l'Agroécologie, 2021)²⁸⁵



L'agroécologie est l'étude des processus écologiques appliqués aux systèmes de production agricole. Elle vise à introduire des principes écologiques dans les agroécosystèmes pour proposer de nouvelles approches de gestion respectueuses de l'environnement. Elle regroupe diverses techniques telles que l'agriculture biologique, l'agriculture régénérative et certains aspects de la permaculture, contribuant ainsi au développement durable et à la préservation de la biodiversité. Elle se caractérise par une approche globale des systèmes de production agro-alimentaire, en s'appuyant sur les caractéristiques naturelles des écosystèmes pour minimiser les pressions humaines sur l'environnement et préserver les services écosystémiques.

Illustration : après une absence de plus de 50 ans, les vaches font leur réapparition sur l'île de Porquerolles dans le cadre d'une expérience de débroussaillage. Cette initiative vise à substituer les engins mécaniques coûteux par ces animaux.

● Cultiver le bonheur avec l'Indice de Régénération au service de la transition agroécologique

Pour une Agriculture du Vivant (PADV) vise à accompagner la transition agroécologique en relevant trois défis : un défi culturel pour une nouvelle vision de l'agriculture, un défi solidaire et un défi collaboratif pour partager les outils et les connaissances²⁸⁶.

PADV utilise l'Indice de Régénération comme outil d'accélération inclusif de la transition. Cet indice, qui encadre une démarche de

progrès, peut être mis en place aussi bien dans une exploitation conventionnelle que dans une exploitation Bio. Il évalue la performance agroécologique des fermes et des filières de manière simple et rapide²⁸⁷. L'analyse adresse les pratiques agricoles sur trois niveaux agronomiques : le sol, la plante et le paysage. Elle repose sur 8 axes fondamentaux qui sont des objectifs à atteindre. Grâce aux données recueillies, les agriculteurs peuvent s'inscrire dans une démarche de progrès adaptée à leurs cultures/élevages, à leur ferme et à leur zone géographique. L'Indice de Régénération est disponible pour différentes cultures végétales, et sera progressivement proposé pour l'élevage bovin et d'autres productions. Il est utilisé par les agriculteurs, les techniciens agricoles, les coopératives, les acteurs filières et les acteurs financiers pour mesurer, accompagner, piloter et valoriser la transition agroécologique.



**L'Indice de Régénération :
8 axes de mesure pour progresser
et garantir la démarche auprès
des consommateurs
(PADV)**

L'outil accessible gratuitement via une plateforme digitale repose sur 8 axes de mesure. Ces derniers sont des objectifs à atteindre. Pour ce faire, l'agriculteur est libre d'adapter ses moyens et méthodes à son contexte.

✓ **La couverture du sol**

Le critère mesure la couverture des sols par des racines, des feuilles et/ou la restitution des résidus d'une ancienne récolte au sol. Cela afin d'apporter un abri et de la nourriture à l'ensemble des êtres vivants. Ce critère, absent des autres référentiels, contribue à la spécificité de l'Indice de Régénération.

✓ **Le travail du sol**

Il s'agit ici d'évaluer l'intensité de travail

du sol en fonction du type et du nombre de passages d'outils. Le travail intensif de la terre, notamment mécanique, traumatise les sols et leurs habitants.

✓ **Le carbone**

Cet axe mesure le rapport matières organiques/ argile ainsi que les entrées de carbone dans le système par enherbement, restitution de résidus au sol...

✓ **L'azote et la fertilisation azotée**

On s'intéresse ici aux formes d'azotes utilisées, ou à la mise en place de légumineuses pour capter l'azote de l'air et le restituer aux autres plantes qui profitent ainsi d'un "engrais naturel".

✓ **La gestion phytosanitaire**

Ce point évalue la fréquence de traitement des parcelles avec des produits phytosanitaires, ainsi que les stratégies de remplacement mises en place par l'agriculteur. L'objectif est de substituer progressivement les produits phytosanitaires par des synergies et des interactions du Vivant.

✓ **La biodiversité**

Ce critère mesure la diversité des espèces cultivées et les infrastructures favorisant la biodiversité.

✓ **L'agroforesterie**

Cet axe prend en compte la présence d'arbres et de haies dans les parcelles pour favoriser la biodiversité, les zones d'ombres, ou encore la tenue des sols grâce à leurs racines.

✓ **La formation de l'agriculteur**

Il s'agit ici d'évaluer la formation continue de l'agriculteur et sa participation à des réseaux d'échanges. C'est un critère primordial dans cette démarche collective.

En fonction des réponses de l'agriculteur sur la plateforme, un score dans chaque critère lui est attribué sur un total global de 100 points. A lui d'améliorer cette notation par les moyens qu'il souhaite, campagne après campagne.

A partir de 40/100, sa production est valorisable dans les filières agroécologiques par un technicien du Vivant habilité.

Ainsi, si l'IR n'est pas un label, il sert néanmoins de garantie vis-à-vis du consommateur.

L'agroécologie et l'IR offrent ainsi une approche holistique en intégrant les bénéfices pour les humains, l'environnement et les agriculteurs. En choisissant des produits agroécologiques via des filières courtes, comme par exemple les AMAP, les consommateurs encouragent une transition alimentaire plus durable, résiliente et gratifiante²⁸⁸.

Alors que la démarche semble assez technique, elle cultive finalement la santé des sols, de la biodiversité et des hommes. Elle augmente la qualité de vie de tous par la réduction des intrants. Elle sauvegarde les ressources planétaires. Elle valorise positivement le travail des agriculteurs en se concentrant sur les progrès et les leviers. Elle rapproche le consommateur des producteurs sur les territoires. Bref, elle cultive le bonheur !

● Innovations agroécologiques pour un avenir durable et épanouissant

La France adopte de plus en plus l'agroécologie comme modèle agricole pour lutter contre le réchauffement climatique et préserver la biodiversité.

Un exemple d'exploitation en Camargue met en pratique l'agroécologie en utilisant des désherbants naturels comme les moutons pour arracher les mauvaises herbes²⁸⁹. Une partie de l'exploitation est consacrée à des prairies naturelles pour favoriser la biodiversité, tandis que les haies et les prairies agissent comme des puits de carbone pour lutter contre le changement climatique. D'autres exemples inspirants d'agroécologie sont observés en Martinique, où l'association Ta Nou promeut le bio et l'agroécologie à travers des paniers et des actions de sensibilisation²⁹⁰.

L'agroécologie va au-delà des petites exploitations ou des potagers, et cherche à s'étendre à de plus grands espaces. La permaculture, qui adopte une approche holistique de l'environnement, gagne en popularité. Des projets d'agroécologie à grande échelle émergent, comme celui du château de Châteaufort dans le Berry et la ferme pilote de l'Envol dans l'Essonne, qui pratiquent l'agriculture biologique et utilisent

des techniques telles que l'agroforesterie²⁹¹ (association d'arbres et de cultures ou d'animaux sur une même parcelle), la permaculture, l'élevage ovin et la culture sous serre chauffée par géothermie.

En effet, Bertrand Noiret, ingénieur conseil en agronomie chez Ferme d'Avenir, constate un engouement pour ces pratiques et affirme qu'elles sont faites pour être étendues²⁹².



L'accompagnement des fermes agroécologiques par Ferme d'Avenir

Ferme d'Avenir encourage et accompagne la création de fermes agroécologiques en France en proposant des modèles performants, des outils et des formations pour réussir son propre projet²⁹³. Elle accompagne également les projets publics ou privés pour accélérer leur développement. Un exemple de projet est la Ferme de l'Envol, une coopérative agricole en polyculture élevage biologique qui prévoit de créer des corridors écologiques, et que Ferme d'Avenir accompagne techniquement et économiquement²⁹⁴.

En matière d'innovations pour la transition agroécologique et l'alimentation de proximité, Occitanum²⁹⁵ - *Living Lab* Agroécologie Numérique en Occitanie - explore les opportunités offertes par les technologies numériques. Il offre ainsi un cadre d'expérimentation à grande échelle pour évaluer comment ces technologies contribuent à la transition agroécologique et à la promotion de l'alimentation locale.

Les auteurs du livre blanc *Agriculture et numérique* (2022), Inira et INRAE, mettent en avant les enjeux du numérique pour cette transition : *“Bien orienté, le numérique pourrait ouvrir de nombreuses opportunités en réponse aux enjeux de la transition agroécologique, une meilleure inscription dans les écosystèmes vertical (amont-aval) et horizontal (territorial) de l'agriculture, et l'accroissement des capacités d'action des agriculteurs”*²⁹⁶.

Parmi ces innovations, le fil rouge reste celui de l'alimentation responsable, saine et pourquoi pas sociale dans le but solidifier les liens entre citoyens et citoyennes. L'objectif étant de créer des territoires solidaires, résilients et heureux. Le circuit court semble être une réponse adéquate à toutes ces attentes.

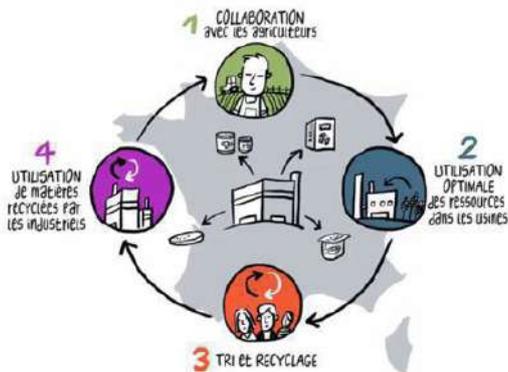
4 - Les circuits courts pour redonner du sens et du lien avec l'alimentation

● Les circuits courts et l'économie circulaire au plus près du consommateur

Les circuits courts et l'économie circulaire répondent aux attentes croissantes des consommateurs en matière d'alimentation locale. En rompant avec le modèle productiviste de masse et de standards, une nouvelle approche axée sur les qualités du produit a émergé dans les années 90, favorisant l' "agroalimentaire de qualité"²⁹⁷. Gilles Maréchal, directeur d'Agri demain, dans son livre Les circuits courts alimentaires explique que les circuits courts permettent de s'adapter aux besoins locaux grâce à une écoute active et directe des producteurs, créant ainsi un lien étroit entre les consommateurs, les producteurs et les territoires. Cette approche plus locale et durable contribue à redonner du sens à l'alimentation en mettant en valeur les réalités locales et en favorisant le bien-être des populations urbaines et citadines.

L'économie circulaire dans l'industrie alimentaire

© ANIA



● Les circuits courts : bien au-delà de l'alimentation

Les circuits courts, en se développant localement, favorisent la capacité (prise en

compte de la pauvreté et du développement), la participation démocratique (action collective au cœur de l'innovation sociale - engagement collectif) et la démocratie locale, ainsi que *l'empowerment* des territoires, en créant des collaborations avec les collectivités locales pour le bien-être des habitants²⁹⁸. Selon le Réseau des collectivités Territoriales pour une Economie Solidaire (RTES), en 2020, près de 90 000 exploitations agricoles (soit 23% du total) commercialisaient en circuits courts en France²⁹⁹. Ceci contribuant non seulement à des systèmes alimentaires territoriaux durables, mais aussi à une meilleure prise en compte de la santé, de la précarité et de la création d'emplois. Cette approche des circuits courts inclut donc une dimension sociale, en offrant des produits frais et bio, des modèles d'épicerie et de paniers solidaires accessibles à un plus grand nombre, tout en renforçant les liens entre les acteurs locaux.

exploitations agricoles
Près de 90 000 (soit 23% du total) commercialisaient en circuits courts en France en 2020, d'après France Relance.

Les collaborations entre les acteurs locaux dans le cadre des circuits courts peuvent également contribuer à la création d'une dynamique territoriale rurale plus solidaire et ainsi, robuste et résiliente. Pour créer une nouvelle dynamique territoriale rurale, Thomas Plantier - anciennement chargé de mission pour l'apport des circuits courts à la cohésion des territoires auprès du cabinet ministériel de la Cohésion des territoires - souligne l'importance d'adopter une approche globale favorisant la relocalisation des échanges tout en maintenant des liens avec les autres zones rurales et urbaines³⁰⁰. Le concept de biorégion urbaine, en équilibre dynamique avec son environnement, est adapté à cette réflexion autour de l'alimentation.



Une initiative d'économie circulaire inspirante

Méloko, une initiative labellisée par Bleu Blanc Zèbre, est un réseau indépendant qui rassemble des acteurs locaux tels que des producteurs, des artisans, des associations et des commerces de proximité dans la région de Béthune. Leur plateforme en ligne, appelée Market Place, offre un accès rapide et facile à une gamme de produits responsables, en mettant l'accent sur le local, le biologique et l'équitable. Méloko gère la logistique, en collectant et en distribuant les produits via des points relais, des livraisons à domicile et des lieux de retrait. Ils visent également à sensibiliser les consommateurs à une consommation plus solidaire, équitable et écologique. L'objectif est d'étendre leur modèle à d'autres territoires et d'inciter à l'économie circulaire³⁰¹.

● Les Projets Alimentaires Territoriaux : relocaliser la valeur liée à l'alimentation

Les Projets Alimentaires Territoriaux (PAT) sont des initiatives visant à relocaliser l'agriculture et l'alimentation dans les territoires, en soutenant notamment l'installation d'agriculteurs, les circuits courts et les produits locaux dans les cantines³⁰². Un exemple inspirant est la Communauté de Communes du Pays de Mirepoix, qui a été labellisée PAT dans le cadre d'une démarche de renforcement des filières alimentaires de proximité³⁰³. La labellisation a eu un effet levier sur la commune, lui permettant d'adopter une démarche de souveraineté alimentaire en avance sur le plan de relance national de 2020. Cette avance a été bénéfique pour mieux résister aux crises comme celle de la Covid-19. Cependant, cette crise a mis en évidence certaines fragilités qui pourraient être renforcées par une redéfinition du rapport à la nourriture. Il est important d'encourager des pratiques durables de production alimentaire via les PAT. En renforçant ce point, la commune pourrait améliorer sa résilience alimentaire

et gagner en autonomie. La labellisation a ainsi ouvert des opportunités pour développer une approche plus durable et responsable de l'alimentation.

Par ailleurs, depuis plus de 20 ans, encouragées par la Fédération Nationale d'Agriculture Biologique (FNAB), de nombreuses collectivités se mobilisent pour développer l'agriculture biologique au sein de leur territoire, au bénéfice de l'eau, des agriculteurs et des habitants³⁰⁴. Ces initiatives sont appelées "Territoires Bio pilotes" et montrent comment les collectivités peuvent s'emparer de la question agricole pour promouvoir des pratiques plus durables et respectueuses de l'environnement.



Les Territoires Bio Pilotes par GrandAngoulême

La Communauté d'agglomération de GrandAngoulême met en place des initiatives remarquables pour promouvoir l'agriculture durable, la préservation de la qualité de l'eau potable et la sensibilisation à une alimentation saine. À travers la mise en place d'un réseau national de Territoires Bio Pilotes «Eau & Bio», en partenariat avec AgroBio Poitou-Charentes et l'Agence de l'Eau Adour Garonne, ce projet montre l'engagement des élus envers la qualité de l'eau potable. Le GrandAngoulême, adopte également un Projet Agricole et Alimentaire Territorial Durable (PAATD), avec des axes stratégiques basés sur l'installation agricole, la transition agroécologique, les filières locales et la restauration collective. Pour promouvoir ces Territoires Bio-Pilotes, des actions de communication et de sensibilisation ont été menées, telles que le réseau «Bien Manger à l'École», la certification Ecocert et des partenariats avec les étudiants, visant à promouvoir une alimentation saine et durable dans la région³⁰⁵.

L'alimentation devient ainsi un axe intégrateur et structurant pour mettre en cohérence les politiques sectorielles sur le territoire.

● Les initiatives en circuits court pour une alimentation augmentée

Les circuits courts, qui favorisent les liens directs entre producteurs et consommateurs, sont de plus en plus plébiscités en France pour une alimentation augmentée. Plusieurs initiatives innovantes se sont développées pour promouvoir ces circuits courts et encourager une consommation responsable, locale et de qualité.

L'association Open Food France est un acteur majeur de cette transition alimentaire³⁰⁶. Elle s'engage dans la production d'outils et de connaissances en open source pour promouvoir l'efficacité et la démultiplication des circuits courts. Elle accompagne ainsi les initiatives locales qui souhaitent développer des solutions logistiques pour renforcer l'approvisionnement en produits locaux.

Un exemple concret de cette démarche est la Fabrique à Initiatives, portée par l'ADRESS en Normandie, qui a bénéficié du soutien financier de la Métropole, de la Région Normandie et de l'ADEME pour mettre en place une plateforme logistique de produits alimentaires locaux et de qualité. Cette initiative collaborative réunit des groupements de producteurs, des grossistes, des acheteurs ainsi que des acteurs du secteur agricole et de la restauration collective, et vise à faciliter l'accès aux produits locaux pour les consommateurs.



“La base Koller”, l’outil de gestion numérique d’Allerconso

Depuis 2006, Alter Conso distribue des paniers bio & locaux dans les quartiers du Grand Lyon. Une alimentation locale, écologique et solidaire. Un adhérent nommé Marc Koller, a développé un outil de gestion des adhérents et de leurs abonnements paniers qui est la “base Koller”. Ce logiciel a permis de fiabiliser l’information. Marc informe alors qu’ “en tant que salariés, nous récupérons les invendus après les distributions. Après la mise en place de la base Koller, on a vu une nette différence, il n’y avait plus de surplus après les distributions, donc c’est que la gestion fonctionnait mieux !”. Il s’agit d’un outil inspirant, permettant une gestion augmentée de l’alimentation, une réponse au gaspillage alimentaire³⁰⁷.

Les Associations pour le Maintien d'une Agriculture Paysanne (AMAP) sont également des acteurs importants des circuits courts en France³⁰⁸. Leur objectif est de mettre en lien les paysans et les consommateurs pour créer un partenariat durable permettant aux producteurs de vivre de leur production et aux consommateurs d'acheter à un prix juste des produits d'alimentation de qualité. Les AMAP valorisent ainsi les produits du terroir et la diversité alimentaire, en encourageant une consommation locale et responsable. Il s'agit d'une dynamique solidaire et vectrice de liens sociaux entre les producteurs et les consommateurs.



*Collaboration producteurs et acheteurs pour un circuit court
© Mieux vivre autrement*

Modèle actuel	Modèle proposé
Pratiques agricoles intensives (recours massive à la chimie de synthèse, mécanisation violente, substances toxiques)	Production qualitative et quantitative satisfaisante (sans pesticides, sans additifs de synthèse et plus riche en nutriment)
Dépendance vis-à-vis de la grande distribution et des étalages uniformisés	Réappropriation de l'acte de se nourrir
Suprématie de l'industrie agro-alimentaire	Solidarité avec le monde paysan et un agriculteur en particulier
Interdépendance et mondialisation	Autosuffisance alimentaire
Rapport de force inégal entre producteurs et la grande distribution	Prix juste et sans dépendance vis-à-vis de la grande distribution
Destruction d'emploi	Créer et multiplier des emplois
Pollution	Réduire les transports des produits et minimiser les changements climatiques

© Le mouvement Colibris

Les impacts de la création d'une Association pour le Maintien d'une Agriculture Paysanne

La mutualisation est un catalyseur des circuits courts. En effet, les Landes ont résolu le challenge d'un territoire étendu en favorisant les rassemblements : sous l'impulsion du département, des agriculteurs se sont fédérés autour de plateforme «Agrilocal40» pour livrer des mini-box ou des paniers dans un rayon global de 30 km; et prochainement de la Légumerie Solidaire Départementale de la restauration publique collective. Cette approche a permis d'atteindre la masse critique de clients, et la diversité nécessaire de produits, réduisant les distances parcourues, et les émissions de carbone associées.

Dans le domaine de l'accueil à la ferme, le réseau Bienvenue à la ferme est un leader en France³⁰⁹. Ce réseau, porté par les Chambres d'agriculture, accompagne ses 10 000 adhérents

dans la diversification de leurs activités et de leurs revenus grâce aux circuits courts et à l'accueil à la ferme. Il offre ainsi différentes solutions de vente directe pour favoriser les circuits courts, comme plus de 4 500 boutiques à la ferme (déployées sur de nombreux territoires à l'instar de Clermont Ferrand, Ménilles, Argentan...), plus de 20 magasins de producteurs, entre 400 et 700 Marchés des Producteurs de Pays par an, ainsi qu'une centaine de points de retrait drive fermier de Bienvenue à la ferme. Jean-Marie Lenfant, agriculteur dans l'Eure et président délégué alimentation et circuits courts, explique : *“Aujourd'hui, on s'oriente sur 'vous êtes les bienvenus' : les consommateurs sont en recherche de plaisir, de durabilité et de lien avec le producteur”*³¹⁰.

Conclusion et propositions

En conclusion, à travers les transformations du secteur alimentaire, on peut lire les liens et les boucles de rétroaction à l'œuvre entre l'alimentation, le territoire et l'épanouissement. D'abord, parce que les attentes et comportements des consommateurs, renforcées par la crise de la Covid-19 et l'inflation, contribuent à dessiner un modèle alimentaire plus durable. Ensuite, parce que les transformations multiples du champ à l'assiette, outre la lutte contre le réchauffement climatique, visent aussi la souveraineté alimentaire, la justice alimentaire et territoriale.

Cela est un élément de réassurance pour l'autonomie des territoires et des personnes. En effet, l'objectif d'une alimentation durable est une condition indispensable pour que chacun et chacune puisse se projeter sur un territoire sans se poser la question de la qualité et de l'accessibilité de la nourriture. Sans oublier bien sûr, les multiples bienfaits de l'alimentation : se nourrir ; prendre plaisir à manger ; partager son repas ; se connecter avec ses origines ; contribuer à changer le monde par des choix alimentaires en accord avec ses valeurs et son mode de vie et prendre soin de la santé.

Le lien entre l'alimentation, le mode de vie, le territoire et le bonheur est par conséquent évident ! Pour des territoires et modes de vie heureux, le bon sens nous invite donc à préconiser le développement d'initiatives alimentaires territoriales. Des initiatives décarbonées, saines, vertueuses, inclusives, gustatives, sensorielles, sociales... Agir localement pour transformer globalement. Car conserver le cordon ombilical entre l'alimentation et le territoire, c'est finalement contribuer à un changement planétaire.

Plus précisément, voici quelques pistes pour faire encore davantage de l'alimentation un pilier des modes de vie et territoires heureux :

- *Inciter les gouvernements à mettre en place des politiques et des programmes de soutien spécifiques pour les petits producteurs locaux, tels que des subventions, des formations techniques et un accès facilité aux marchés locaux ;*
- *Favoriser les circuits courts de commercialisation, tels que les marchés de producteurs, les AMAP ou les systèmes de paniers fermiers... ;*
- *Sensibiliser les enfants et les consommateurs aux avantages d'une alimentation locale, de saison, et plus végétale ; ainsi qu'aux enjeux liés à l'agriculture durable ;*
- *Instaurer au sein du milieu de travail ou des quartiers des événements appelés «cocofood» (copains + communauté + food), où chaque participant cuisine un plat représentatif de sa région d'origine ;*
- *Redonner à l'alimentation une place centrale et suffisamment de temps dédié à l'alimentation dans la vie de chacun ; et développer des ateliers de goûtologie ;*
- *Développer les Label bas-carbone (LBC) pour récompenser les acteurs engagés.*

2B

Territoires de santé : pour une approche holistique de la santé et du bien-être

“Existe-t-il pour l’Homme un bien plus précieux que la santé ?”, disait déjà Socrate. Elle est notre richesse suprême, car après tout, elle est la source de toute vie et la condition du bonheur. C’est pourquoi elle fait l’objet de toutes les attentions et des recherches. Depuis longtemps, la médecine moderne, la thérapeutique conventionnelle, s’est concentrée sur le traitement des symptômes et des maladies à l’aide de médicaments ou de chirurgie. Mais, de plus en plus, la prise en charge tend vers une approche beaucoup plus globale selon une conception holistique de la santé qui est celle adoptée par l’Organisation Mondiale de la Santé (OMS). En effet, selon l’OMS, la santé est “un état de complet bien-être physique, mental et social, (qui) ne consiste pas seulement en une absence de maladie ou d’infirmité”³¹¹. En résumé, la santé ne résulte pas d’un paramètre unique, mais d’une combinaison de multiples aspects de l’individu incluant la santé corporelle, physique, la santé mentale, la santé sociale.

Dans ce cadre de compréhension global de la santé, l’importance des territoires est soulignée. Les contextes sociaux et environnementaux ont un impact sur la santé et l’équilibre de la personne. Une perspective holistique pertinente de la santé se doit donc d’être appliquée et intégrée à l’échelle des territoires.

Dans un contexte de fracture sanitaire, il s’agit de réaffirmer l’importance de l’accès à la santé sur les territoires, enjeu de taille, enjeu majeur de santé publique parce qu’elle concerne l’intégrité des individus et leur égalité dans l’accès aux soins et à la prise en charge. C’est aussi une question de bien-être et d’épanouissement individuel et collectif puisque la santé est un préalable au bonheur. Pour être heureux, encore faut-il être en bonne santé.

Développer une politique d’accès à la santé pour tous sur l’ensemble des territoires ne veut cependant pas dire appliquer les mêmes stratégies partout. Au contraire, des actions de santé performantes demandent à être pensées en fonction des territoires.

Comment promouvoir un accès à la santé sur les territoires, depuis une politique d’égalité du soin pour tous, tout en donnant leur place aux territoires ? Autrement dit, comment développer des politiques et des actions de santé efficaces et adaptées à la diversité et à la singularité des territoires ? Comment les politiques de santé territoriales peuvent-elles contribuer à la sécurité, à l’autonomie et à l’épanouissement des citoyens sur les territoires et accompagner des modes de vie plus heureux ? La solution ne peut résider dans un programme vertical qui serait décidé depuis la capitale pour les territoires. Elle dérive au contraire de nos territoires qui, chacun, détient la clef des stratégies efficaces de santé en fonction de leur singularité dans une dynamique de responsabilité partagée.

Nous défendons ici une approche globale, holistique et intégrée de la santé appliquée aux différentes échelles territoriales (2B1). En pratique, l’accès aux soins sur les territoires impose de réduire la fracture sanitaire et de lutter contre les déserts médicaux en diminuant la distance au soin et en développant des pratiques complémentaires ou alternatives aux consultations médicales classiques (2B2). Enfin, nous verrons que les solutions existent déjà dans nos territoires, des plus attendues aux plus originales ! (2B3). À nous de nous en emparer pour faire de nos lieux de vie des territoires en santé, des territoires heureux !

2B1 | Approche holistique et intégrée de la santé sur les territoires

Une approche holistique de la santé demande de comprendre les liens entre épanouissement et santé (1), d'explorer les grands cadres conceptuels de territoires-santé comme ceux de l'OMS (2) ou issus de l'urbanisme (3).

1 - La santé, un des premiers déterminants du bonheur

“Santé !” s'exclame-t-on à la volée lorsque nous trinquons à l'occasion d'un moment convivial. La tradition remonterait en fait à l'Antiquité romaine pendant laquelle il était d'usage de verser des libations aux dieux lors des banquets en échange d'un souhait. Pas étonnant que la santé soit notre premier désir : “*quand la santé va, tout va*”, disent nos Anciens. La santé est une des priorités pour apprécier les plaisirs et les joies de la vie.

Le bonheur dans la santé



© Inspire by racoco

D'un point de vue scientifique, les preuves de l'importance de la santé sur le bien-être et le bonheur ne manquent pas. Une étude publiée en 2015 dans le *National Library of Medicine* a mis en évidence les relations entre bonheur et santé³¹². La conclusion est claire. Santé et bonheur sont fortement corrélés. Mais qui, de la poule ou de l'œuf, est le premier ? Est-on heureux parce que l'on est en bonne santé ou est-on en bonne santé parce que l'on est heureux ? Les études tendent à montrer que la relation entre santé et bonheur est bidirectionnelle, autrement dit que la santé influe sur le bien-être et que le bonheur affecte également la santé.

L'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE) s'inscrit dans la même perspective avec une définition globale du bien-être qui inclut des facteurs personnels, sociaux et économiques³¹³.

2 - Territoires en santé, territoires heureux : le territoire santé

La santé est étroitement liée à des conditions objectives, matérielles, à savoir l'offre de soins bien sûr, mais aussi aux conditions socio-économiques, l'environnement, les loisirs, l'éducation, la culture... Plus précisément, le territoire joue sur de multiples niveaux vis à vis de la santé, notamment dans les aspects environnementaux comme la qualité de l'air ou la présence d'espaces verts. Dans une revue intitulée *Espaces verts urbains et santé*³¹⁴, l'Institut national de santé publique du Québec examine les différents effets bénéfiques des espaces verts urbains pour la santé. La conclusion est claire : les espaces verts jouent un rôle fondamental sur la santé physique et mentale des individus. Le rôle des arbres est notamment souligné dans la réduction de la pollution (limitation des polluants comme la poussière, l'ozone et les métaux lourds), de la température et du bruit. Plus largement, la présence de nature est associée à une meilleure santé physique avec une activité physique plus importante et à un niveau de mortalité plus faible. Mais également à une meilleure santé mentale, avec moins d'anxiété, de dépression et de stress.

L'étude Nature, Santé et Engagement : vers une nouvelle approche de la transformation écologique de La Fabrique Spinoza (2021) révèle le besoin humain profond de Nature et de ses bienfaits multiples qu'il s'agit de réinvestir. L'étude souligne en particulier le lien entre Nature et santé.

“La beauté sauvera le monde”³¹⁵ disait Dostoïevski, plus précisément la beauté de la nature, pourrait-on ajouter. La Nature est belle, imparfaite et

parfaite, fascinante et saisissante, elle émeut un peu ou profondément selon les moments. La nature a à cet égard de multiples bienfaits que nous pouvons éprouver à travers la connexion au vivant. La nature possède ainsi le don suprême, celui de la guérison. En effet, la Nature favorise notre bonne santé, entendue au sens de l'OMS et plus encore, elle nous rend heureux.

Une étude relayée par le journal *Global Environmental Change*³¹⁶ explore la relation entre le bien-être subjectif momentané et l'environnement immédiat des individus grâce à un outil de collecte de données sur smartphone - "l'app" Mappiness -, croisant un bref questionnaire et la localisation GPS. À un moment aléatoire de la journée, les participants sont invités à évaluer leur bien-être. Au total, l'application compte plus d'un million de réponses de la part de 20 000 participants. Cette étude constate qu'en moyenne, les participants ressentent significativement plus d'émotions positives à l'extérieur, en espaces verts, sur des étendues d'eau sauvage ou autres naturels plutôt qu'en milieu urbain.

L'OMS définit la santé comme étant "un état de complet bien-être physique, mental et social qui ne consiste pas seulement en une absence de maladie ou d'infirmité". Dans cette perspective, l'exposition à la Nature présente des bienfaits en termes de santé globale, tant au niveau de la santé physique que de la santé émotionnelle et de la santé cognitive. Plus fondamentalement, la Nature participe à la santé eudémonique (aspirations), à la dimension sociale et développementale de l'individu.

Pour promouvoir la santé de manière efficace il s'agit donc d'intervenir au niveau local en adoptant une approche intégrée qui prend en compte tous les déterminants de santé selon une conception holistique de la santé. Cette approche globale de la santé humaine est soutenue par l'OMS³¹⁷ depuis sa constitution en 1948 et réaffirmée en 1986 dans la charte d'Ottawa pour la promotion de la santé³¹⁸. Ainsi, la santé ne peut être considérée de manière isolée, mais s'inscrit dans un faisceau de déterminants de la qualité de vie de la personne. Des déterminants qui sont donc autant de leviers d'actions et de prévention. En effet, plutôt que de traiter en aval les symptômes, mieux vaut prévenir

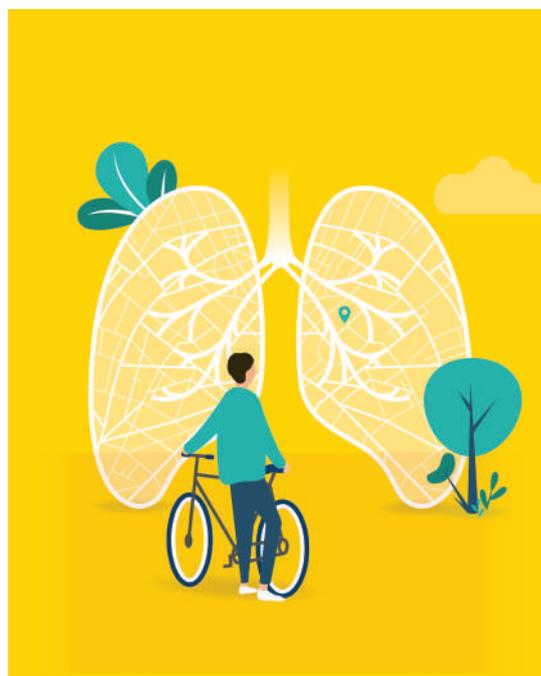
les maladies en agissant à la racine sur les facteurs environnementaux, sociaux qui influent sur la santé. La Déclaration d'Adélaïde sur l'intégration de la santé dans toutes les politiques poursuit la démarche de l'OMS dans le même sens. Soutenant une approche complète de la santé, elle encourage l'intégration de la santé dans toutes les politiques³¹⁹ et le développement de programmes de santé dans tous les secteurs de la société tels que l'emploi, l'éducation, l'urbanisme...

3 - La politique de santé appliquée aux territoires

Dans cette approche holistique de la santé, l'idée est d'adopter des politiques de santé intégrées et participatives qui font jouer les acteurs locaux. Ces politiques et programmes de santé s'appliquent à plusieurs échelles du territoire.

● La ville-santé : l'Urbanisme Favorable à la Santé (UFS)

Conformément à la volonté d'intégration des politiques de santé à l'échelle du territoire encouragée par l'OMS et en particulier par la déclaration d'Adélaïde, de nombreuses politiques ont vu le jour, notamment celle d'Urbanisme Favorable à la Santé (UFS). Née en 1987 dans la suite du mouvement villes-santé, l'UFS enjoint à placer la santé au centre de l'urbanisme afin d'intégrer la santé aux opérations d'aménagement.



© Belveder

Des territoires construits autour de l'humain et de sa santé

Les recherches d'Hugh Barton et de Catherine Tsourou pour l'OMS ont dessiné les grandes lignes du concept d'urbanisme favorable à la santé : ce *“type d'urbanisme favorable à la santé implique des aménagements qui tendent à promouvoir la santé et le bien-être des populations tout en respectant les trois piliers du développement durable. Il porte également les valeurs d'égalité, de coopération intersectorielle et de participation, valeurs clés de la politique de l'OMS ‘la Santé pour tous’ ”*³²⁰.

Dans la lignée de ces objectifs définis par l'OMS, l'École des Hautes Etudes En Santé Publique (EHESP) a publié en 2014 son guide *“Agir pour un urbanisme favorable à la santé, concepts et outils”*³²¹ qui définit concrètement les moyens d'actions pour la ville-santé. Ils s'articulent autour d'une stratégie de décloisonnement pour faire jouer les *“collaborations entre les différents acteurs des champs de la santé publique, de l'environnement et de l'urbanisme”*³²². L'EHESP définit cinq axes pour tendre vers un urbanisme favorable à la santé :

- Réduire les polluants, nuisances et autres agents délétères (émissions & expositions) ;
- Promouvoir des comportements sains des individus (activité physique et alimentation saine) ;
- Contribuer à changer l'environnement social pour favoriser la cohésion sociale et le bien-être des habitants ;
- Corriger les inégalités de santé entre les différents groupes socio-économiques et les personnes vulnérables ;
- Soulever et gérer les antagonismes et les synergies (notamment avec les professionnels de l'urbanisme, de la santé et les citoyens).



Le concept de ville-santé de l'OMS, pilier de l'urbanisme pour la santé (UFS)³²³

Généalogie du concept : du concept de ville-santé à l'urbanisme favorable à la santé (UFS)

On doit le concept de ville-santé à l'OMS, et plus précisément aux chercheurs Hugh Barton et Catherine Tsourou, auteurs d'*Un guide de l'OMS pour un urbanisme centré sur les habitants*³²⁴.

La Ville-Santé réunit des objectifs en termes de santé et de bien-être tout en suivant les *“piliers du développement durable”*. Cette question de la bonne gouvernance urbaine et de la santé appelle une organisation, une planification et des outils d'aménagement des territoires pour prendre en compte les déterminants urbains de santé, agir efficacement sur le territoire et le rendre vecteur de santé et de bien-être. Elle s'inscrit dans le mouvement de l'urbanisme favorable à la santé (UFS) qui questionne chaque dimension de l'organisation urbaine capable d'interagir avec les populations, leurs environnements et leurs habitudes de vie et de déterminer ainsi leur état de santé. L'UFS naît à la suite du mouvement des villes-santé lancé par l'OMS en 1987, et s'articule autour de 8 axes parmi lesquels on retrouve : la réduction des émissions polluantes et expositions aux nuisances, la promotion d'un mode de vie favorable à la santé, l'accès aux soins et services socio-sanitaires, la réduction des inégalités de santé, etc.

Renforcer la co-conception citoyenne pour garantir une ville polyvalente et multifonctionnelle au service des habitants

Un urbanisme pour la santé est un urbanisme pour et par les habitants. La Fabrique de la Ville-Santé doit être co-conçue par les acteurs et experts de la santé, de l'urbanisme et de l'environnement, sans oublier les citoyens, premiers concernés par les choix urbanistiques opérés. Pour Sandrine Delage, chef de projet au sein de Grand Paris Aménagement, *“une ville doit être polyvalente dans ses objets immobiliers et ses espaces partagés”* et doit donc engager la participation citoyenne. Par ailleurs, le rapport du Haut Conseil de la santé publique *Pour une meilleure intégration de la santé dans les documents de planification territoriale* (2018) recommande de *“renforcer la participation citoyenne afin que l'intégration de la parole du public concerné ne soit pas vécue comme une contrainte mais comme une valeur ajoutée au projet”*.

Adopter une approche globale, partagée et transdisciplinaire de l'urbanisme

L'OMS propose de privilégier l'approche dite de l'écosystème³²⁵ pour dépasser les limites administratives des territoires et garantir une

conception partagée de la planification urbaine. La création de zones d'habitat favorables à la santé *“nécessite de considérer l'agglomération urbaine en termes écologiques fonctionnels, reflétant ainsi les schémas quotidiens de l'activité humaine, plutôt que de définir celle-ci en termes de frontières physiques et de limites administratives”*. Une telle approche permet de se saisir efficacement des questions relatives aux vulnérabilités, à la qualité de l'air, à l'accessibilité des infrastructures et à l'intégration sociale. Un diagnostic cohérent de l'état du territoire peut ainsi être effectué pour *“créer un habitat sain pour les êtres humains afin de garantir une haute qualité environnementale pour les personnes quelque soit leurs revenus ou leur statut social, et d'une manière écologiquement durable”*³²⁶.

Plusieurs villes dans le monde se sont inspirées des principes de l'UFS dans leur politique d'aménagement. Depuis la fin des années 2000, le Québec a adopté des programmes de santé publique et d'aménagement urbain *“favorables à la santé”* dans le cadre de la charte d'Ottawa. La ville de Montréal en particulier a développé une politique de santé publique ambitieuse en plusieurs axes : la promotion de modes de vie sains, la réduction des inégalités sociales, la prévention des maladies, l'amélioration de l'accès aux soins, la création d'environnements propices au bien-être. Parmi ses objectifs santé, Montréal soutient la pratique sportive au travers de quatre éléments : l'aménagement des milieux en faveur des déplacements actifs et de l'activité physique, le développement du plein air urbain, la valorisation de la pratique sportive et ses événements et la promotion d'un mode de vie physiquement actif. En 2020-2021, plusieurs actions et mobilisations ont été portées en ce sens comme la campagne *“As-tu bougé aujourd'hui ?”* qui a pu mettre en avant 42 activités³²⁷. Du côté de l'alimentation, autre pilier de la santé, un projet pilote de cartes prépayées pour l'achat de fruits et légumes locaux distribuées aux personnes vulnérables a été mis en place³²⁸.

Le résultat ne s'est pas laissé attendre ! Montréal a été déclarée la ville la plus en santé de l'Amérique du Nord selon une étude réalisée par la plateforme de logements Spotahome³²⁹.

Pour arriver à ces conclusions, l'étude a examiné dix facteurs :

- le nombre d'heures d'ensoleillement par année ;
- l'espérance de vie à la naissance ;
- le nombre d'espaces verts ;
- la qualité de l'eau et de l'air ;
- l'équilibre entre le travail et la vie de famille ou le plaisir (les semaines de plus de 50 heures de travail sont prises en considération) ;
- le nombre de congés payés par année ;
- le taux d'obésité chez les adultes ;
- le nombre d'endroits accessibles pour recharger les voitures électriques ;
- la qualité des centres d'entraînement physique et le nombre de restaurants de type fast-food (apparemment, moins les établissements de restauration rapide dominant le paysage, moins la tentation est forte...).



Vers un urbanisme favorable à la santé à Marseille

La Métropole Aix-Marseille-Provence a récemment adopté plusieurs plans et programmes thématiques qui font de la santé un objectif majeur. Il s'agit notamment du Plan de mobilité et du Plan Alimentaire Territorial. En complément, des réflexions sont en cours pour mieux prendre en compte la santé dans les PLUi en cours d'élaboration (Pays d'Aix, Pays d'Aubagne et de l'Étoile) ou d'évolution (Marseille-Provence).

Faire du vélo à Montréal





Interdire l'implantation de fast-food dans un rayon de 400 mètres autour des écoles comme l'a fait Londres, dans une optique de ville favorisant la santé de ses habitants.

● **Les territoires-santé : entre organisation de l'offre de soins et participation - collaboration des acteurs locaux**

Pour faire de nos territoires de véritables territoires de santé, il s'agit non seulement d'organiser et de coordonner l'offre de soins sur les territoires, mais aussi de mettre en marche des dynamiques collectives de participation et de collaboration des acteurs locaux.

En France, suivant la loi Hôpital Patients Santé Territoires (HPST), c'est l'Agence Régionale de Santé (ARS) qui gère l'offre de soins sur les territoires délimités géographiquement selon un certain nombre de critères tels que la démographie, les besoins des populations, la répartition des professionnels de santé... : *"L'Agence régionale de santé (ARS) définit des territoires de santé pertinents pour les activités de santé publique, de soins et d'équipement des établissements de santé, de prise en charge et d'accompagnement médico-social ainsi que pour l'accès aux soins de premier recours"* (art. L.1434-16 du code de la Santé Publique). Il faut bien comprendre qu'il n'existe pas un territoire, mais des territoires de santé : la loi HPST précise en effet que les territoires de santé sont infra régionaux, régionaux ou interrégionaux.

Mais la gestion administrative de l'offre de soins est complémentaire à la participation et à la collaboration des acteurs locaux dans les programmes de santé. Il s'agit d'impliquer tous les acteurs locaux concernés par la santé (les professionnels du soin et de la santé, les associations, les entreprises, les institutions publiques...) pour établir un programme territorial de santé "sur mesure". Les citoyens ont aussi leur rôle à jouer. La concertation des acteurs locaux, et en partie des citoyens, et la transdisciplinarité sont des ingrédients essentiels de politiques territoriales de santé pertinentes.



Au cœur des Landes, un lieu hybride pour la santé des personnes âgées

Les Landes se distinguent par leur capacité à innover pour répondre aux besoins des personnes âgées. Un exemple marquant est le village landais dédié à la prise en charge des personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer. Ce projet a suscité l'intérêt jusqu'aux États-Unis, attirant des visiteurs désireux de découvrir cette approche novatrice. Le village reconstitue une bastide landaise, offrant un environnement familial aux résidents et incluant des services tels qu'une supérette et des coiffeurs. Mais ce lieu hybride ne se limite pas à la prise en charge médicale : il est ouvert sur l'extérieur, favorisant les échanges avec la communauté locale. Des saisons culturelles et des associations de Dax participent à ce dynamisme en permettant des échanges entre les résidents et le monde extérieur.

Le système de santé à La Réunion



2B2 | Adapter l'offre de soins aux territoires

La question de l'accès à la santé est un enjeu d'intérêt public. La santé est un droit fondamental, auquel tout le monde, dans tous les territoires, devrait pouvoir accéder. Mais cela ne signifie pas qu'il faille superposer aux territoires des politiques décidées depuis Paris. Le défi est périlleux mais aussi enthousiasmant : il s'agit de faire une politique "sur mesure" de la santé pour chaque territoire.

À ce titre le concept de "territoire santé" est éclairant. Il s'agit de favoriser une approche complète de la santé en considérant ses facteurs et déterminants multiples et de développer des projets adaptés aux besoins et aux ressources de chaque territoire. Ainsi, le territoire santé de manière est le territoire qui sait mettre à profit ses ressources propres au service de la santé de ses habitants. En bref, le territoire santé, c'est celui qui donne accès à des lieux de santé près de chez soi, qui développe des outils complémentaires ou alternatifs tels que la téléconsultation et qui, de manière plus générale, tire parti de son potentiel, de ses espaces naturels, de ses lieux de loisir, pour la santé et le bien-être des individus.

1 - État des lieux de la fracture sanitaire

La crise Covid-19 a cristallisé les tensions en matière de santé et a mis en évidence la nécessité de donner la priorité à notre système médical dans les politiques. Le constat de l'accès aux soins sur les territoires est préoccupant. On parle ainsi de fracture sanitaire pour désigner l'iniquité territoriale dans l'accès aux soins.

D'après un rapport sénatorial remis le 29 mars 2022³³⁰, 1,6 million de personnes renoncent chaque année à des soins. 11 % des 17 ans et plus n'ont pas de médecin traitant. Les délais d'attente avant un rendez-vous s'allongent, en particulier pour les spécialistes : jusqu'à six mois pour une consultation d'ophtalmologie. Au premier rang des coupables, la désertification médicale qui progresse de manière variable sur les territoires. Contre l'idée reçue selon laquelle désert médical rimerait avec espace rural, il faut rappeler que les zones urbaines

sont également touchées. Ainsi, en Seine-Saint-Denis, rien qu'en Seine-Saint-Denis, sur 40 villes, 37 sont considérées comme des déserts médicaux selon France Stratégie.

37 déserts médicaux sur 40 territoires

en Seine-Saint-Denis, ou l'illustration que les déserts médicaux existent en milieux urbains.

Les régions Antilles-Guyane, la Corse, le Centre-Val de Loire, la Normandie, l'Auvergne-Rhône-Alpes, la Bourgogne-Franche-Comté et l'Île-de-France hors Paris sont les plus touchées³³¹. Selon la Direction de la Recherche, des Études, de l'Évaluation et des Statistiques (DREES), près de 26 départements ont au moins 200 communes sous-dotées en médecins généralistes ; c'est-à-dire que leur indicateur d'Accessibilité Potentielle Localisée (APL) est inférieur ou égal à 2,5 consultations par an par habitant. Les départements concernés sont en premier l'Aisne, suivie de l'Eure, de la Seine-et-Marne, la Saône-et-Loire, l'Oise et la Côte d'Or.

Pour UFC-Que choisir, association de consommateurs, qui a réalisé une étude³³² sur la fracture sanitaire, la fracture médicale comporte deux dimensions : une dimension géographique, avec la désertification médicale, et une dimension financière à cause des coûts de la santé, en raison notamment des dépassements d'honoraires, qui discriminent certaines populations dans l'accès à la santé.

En ce qui concerne les déserts médicaux, l'étude révèle que jusqu'à 25 millions d'utilisateurs vivent dans un territoire où l'offre de soins est insuffisante. Certains spécialistes sont plus concernés : pour les gynécologues, 23,6% des femmes vivent dans un désert médical et 19% des habitants du pays, soit 12,3 millions de personnes résident dans un désert médical pour l'ophtalmologie. Les spécialistes les moins accessibles restent cependant les pédiatres :

27,5% des enfants vivent dans un désert médical pédiatrique. Si les médecins généralistes sont réputés plus accessibles (2,6% de la population sont affectés par des déserts médicaux pour les généralistes), 23,5% des personnes peinent néanmoins à accéder à un médecin généraliste à moins de 30 minutes de route.

En parallèle de la désertification médicale, un allongement des dépassements d'honoraires qui accentue les inégalités d'accès aux soins. Trouver des médecins qui respectent le tarif de la Sécurité sociale relève pour beaucoup d'un véritable parcours du combattant. Près de 7 patientes sur 10 résident dans un désert médical quant à l'accès aux gynécologues en secteur 1 (sans dépassements d'honoraires) à moins de 45 minutes de chez elles et près d'un enfant sur deux vit dans un désert médical en matière d'accès à des pédiatres pratiquant le tarif de la sécurité sociale.

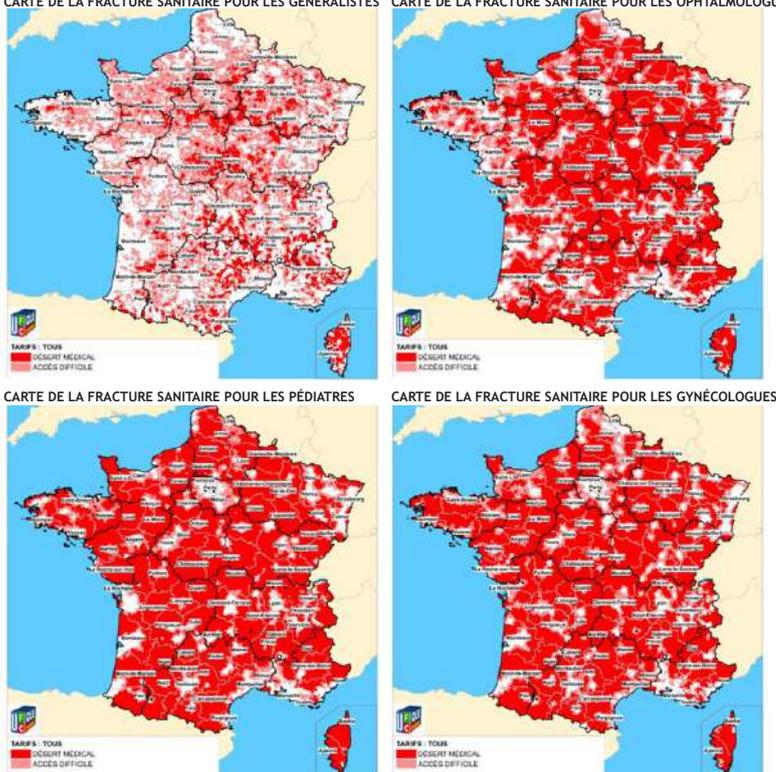
préalable, mais cela ne suffit pas. Il faut encore que les individus les plus éloignés de la santé surmontent leurs résistances et franchissent le seuil des établissements de santé. Afin d'établir une politique de santé publique pertinente et efficace, il faut donc agir sur ces deux leviers.

● **Politiques publiques et locales en faveur de l'installation des soignants dans les territoires**

Pour couvrir tous les territoires et lutter contre la désertification médicale, la première réponse à la politique de santé semble gouvernementale, mais elle n'est pas la seule. Un programme efficace de santé doit jouer à tous les échelons : à un niveau gouvernemental, à un échelon régional, départemental et local. Autrement dit, si l'État a évidemment une responsabilité dans l'accès à la santé, les territoires ont aussi leur part à jouer pour trouver des solutions adaptées aux situations locales.

Carte de la fracture sanitaire pour différentes spécialités médicales en France

CARTE DE LA FRACTURE SANITAIRE POUR LES GÉNÉRALISTES CARTE DE LA FRACTURE SANITAIRE POUR LES OPHTHALMOLOGUES



Depuis les années 2000, la stratégie gouvernementale s'est engagée dans la lutte contre les déserts médicaux en se concentrant sur deux axes principaux : l'action sur la formation des médecins et l'incitation visant à attirer des médecins dans les zones sous-dotées. Cette politique passe par la mise en place d'un indicateur de l' "accessibilité potentielle localisée" pour identifier les zones sous-médicalisées. La loi Hôpital, Patients, Santé et Territoires de 2009, instaure un Contrat d'Engagement de Service Public (CESP) à destination des étudiants. Le principe : offrir une bourse mensuelle aux étudiants en médecine qui en échange, s'engagent à exercer dans une zone où l'offre de soins fait défaut.

2 - Réduire la distance au soin

Après le constat, place maintenant aux solutions. La question de l'accès au soin se décline sous deux aspects : l'accessibilité physique et l'accessibilité mentale ou psycho-sociale. Pour pouvoir soigner, le fait d'avoir accès à des professionnels de santé est un

2 400
maisons de santé
en France en 2022

En 2012, le pacte territoire santé prévoyait un fond pour favoriser l'installation des médecins en zone rurale. Parmi les mesures, l'une d'elles figurait en tête : la mise en place d'un contrat

de praticien territorial qui offre des conditions de travail et de rémunération avantageuses pour attirer les médecins dans les zones rurales. En parallèle, le pacte proposait la création de 1000 maisons de santé d'ici 2017.

Maison de santé en zone rurale



© Maisons et pôle santé

Le programme national de santé “Ma santé 2022” poursuit cet effort avec trois mesures :

- le déploiement de 1000 Communautés Professionnelles Territoriales de Santé (CPTS) ;
- l'accroissement du “temps médical” pour les médecins grâce à la possibilité de bénéficier d'un soutien financier pour l'emploi d'assistants médicaux ;
- la suppression du numerus clausus et la refonte des études de médecine.

Dans la continuité du projet, de nouvelles mesures sont apparues depuis 2022. Parmi elles, la création d'une quatrième année d'internat de médecine générale, en priorité dans les zones médicalement tendues ou la possibilité pour les médecins et infirmiers de travailler jusqu'à 72 ans à l'hôpital.

Mais la stratégie en faveur de la couverture sanitaire universelle ne peut pas se limiter à l'action nationale. Les territoires, notamment ceux qui sont sous-médicalisés, premiers concernés, sont en première ligne dans la politique d'accès aux soins de santé. Ainsi, depuis 2005, la loi permet aux collectivités territoriales d'attribuer des aides à des professionnels de santé pour les inciter à s'installer dans des zones sous-médicalisées. Certaines communes vont même plus loin en proposant de financer la formation des futurs médecins en contrepartie d'une installation dans la commune à l'issue de ses études. À Plévenon, dans les communes d'Armor, un jeune

étudiant a sollicité la commune pour financer ses études. En échange, le futur médecin s'est engagé à travailler sept ans dans la commune³³³.



Financer par la collectivité locale (au niveau communal par exemple) les études des médecins en échange de leur installation temporaire dans celle-ci.

● Des espaces mobiles pour amener la santé dans les territoires désertés

Une des solutions à la désertification médicale dans les territoires isolés tient peut-être à la mobilité des services médicaux. En effet, face au phénomène de désert médical dans certaines zones françaises et de migration des lieux de soins des centres-villes vers les banlieues, les soins itinérants sont un levier pertinent pour permettre aux populations isolées d'accéder tout de même aux soins dont elles ont besoin. Le département du Puy-de-Dôme a déjà adopté cette solution pour assurer la prise en charge des personnes les plus vulnérables, les femmes et les enfants, dans les zones rurales. Tous les quinze jours, le Bus vient à la rencontre des populations dans des territoires où l'offre de soins fait défaut. Le Bus³³⁴ propose ainsi des services pédiatriques et gynécologiques avec des praticiens de divers horizons : médecins, sages-femmes, infirmiers, puéricultrices, psychologues et éducateurs de jeunes enfants. En plus de consultations gynécologiques ou de suivi de grossesse et de consultations de pédiatrie pour les enfants, un accompagnement à la parentalité est proposé avec des permanences de puéricultrices, des actions culturelles...

Mais le dispositif ne concerne pas simplement les territoires ruraux. À Saint-Nazaire, dans les quartiers prioritaires, on peut voir déambuler un drôle de camion coloré. Ce lieu que les résidents connaissent bien, c'est le MarsSOINS³³⁵, un dispositif mobile de soin qui va à la rencontre des habitants pour faire de la prévention médicale et du soin. Derrière ses portes, se cachent ainsi un cabinet médical et un espace de prévention et d'échange autour de la santé. L'enjeu : chercher les personnes les plus éloignées de la santé là où elles sont

et réduire les inégalités d'accès aux soins dans les quartiers les plus pauvres. Le MarsSOINS propose ainsi des actions de prévention et de dépistages individuels gratuits, accessibles à tous et sans rendez-vous. Le tout encadré par des professionnels de santé médicaux et paramédicaux dans des domaines divers : dentaire, ostéopathique, optique, auditif ou sexuel (VIH)... En outre, le véhicule est équipé d'une douche qui permet un accès à l'hygiène pour les personnes qui vivent dans la rue. Grâce à une véritable place donnée à l'écoute, l'idée est de développer le lien social et de rapprocher les personnes les plus écartées de la santé du système médical. Un véritable défi de santé publique pour Maïna Houssier, responsable des antennes de MarsSOINS : *"C'est un challenge de pouvoir amener la santé partout, sur les places de marché, devant les lycées, des centres de formation, des associations caritatives, mais aussi, c'est pour faciliter le lien entre la population et le parcours de soins."*³³⁶

● Des lieux de santé aux lieux de bien-être

Pour assurer la santé de tous, dans tous les territoires, notamment les territoires ruraux ou les quartiers prioritaires éloignés de la santé, renforcer la politique de santé et développer les lieux de santé, classiques ou itinérants, est indispensable. Mais pour certaines populations plus vulnérables, parfois désocialisées, la marche vers les lieux de santé est rude. Perçus comme intimidants et sources de stigmatisation sociale pour certaines populations en marge, les lieux de santé peuvent se réinventer pour devenir des espaces ouverts, communautaires et positifs. Le mot d'ordre : libérer les lieux de santé pour en faire des espaces de bien-être ! Dans un article intitulé *À Vaulx-en-Velin, un centre de santé où les gens se sentent écoutés*³³⁷, Le Monde met le zoom sur un lieu de santé innovant encore rare, dans une ville fortement marquée par la précarité et la désertification médicale. Baptisé Santé commune, le centre de santé participatif, autogéré créé en 2018, promeut une médecine humaine qui prend son temps et nourrit les liens avec les autres. Plus qu'un simple établissement de santé, le lieu est un espace de bien-être et de partage. Ainsi, ici, chacun est libre de pousser la porte, pour se servir un café ou juste discuter. Les patients sont

mis à contribution et participent au chantier de création de l' "espace bien-être" pour permettre aux personnes SDF de prendre une douche avant d'aller voir le médecin. Pour Camille Salmon, chargée de projets dans la structure, *"L'idée de cet espace bien-être est d'offrir aux personnes en situation de rue un endroit pour prendre une douche et soin d'eux avant d'aller voir le médecin"*. Au-delà de l'acquisition de compétences pour la pose de carrelage ou la menuiserie, c'est, pour les participants, un moyen de *"travailler sur l'estime de soi, les liens avec les autres"*, estime Camille Salmon, assistante sociale de formation. Le lien social est au centre du lieu : chaque membre de l'équipe est appelé par son prénom, les consultations de médecine générale durent au moins une demi-heure (contre 18 minutes en moyenne en France), le tout dans un esprit communautaire et bienveillant. En outre, la compréhension des messages par des publics maîtrisant peu la langue française ou porteurs de handicaps y est simplifiée grâce à des affichettes rédigées en langage Facile à Lire et à Comprendre (FALC) avec illustrations.



Plus qu'un simple établissement de santé, Santé commune à Vaulx-en-Velin est un espace de bien-être et de partage. Ainsi, ici, chacun est libre de pousser la porte, pour se servir un café ou juste discuter.

La santé n'est donc pas qu'un mot sérieux. Sans doute, peut-elle même servir de catalyseur pour des idées innovantes, alternatives et inspirantes. En tout cas, c'est le pari de the Ku.Be un lieu hors norme implanté à Copenhague portant une approche originale et inspirante. Au cœur du quartier de Frederiksberg, the Ku.Be³³⁸ est un centre communautaire promouvant un *lifestyle* sain et fun. Conçu par l'agence MVRDV, le centre se décline en six volumes sur une surface globale de 3 200 m² incluant un théâtre, des espaces d'exposition ou encore une salle circulaire dédiée à la pratique du yoga. Des lieux de circulations alternatives sont équipés de pentes d'escalades avec prises, toboggans, filets et perches pour inciter à marcher, courir, ramper, sauter, grimper ou glisser afin d'impliquer les

usagers dans diverses expériences liées au mouvement. Véritable invitation au déplacement des corps dans l'espace, l'espace interpelle la sensibilité proprioceptive des usagers, ou sens spatial, souvent la grande oubliée de la qualité environnementale des bâtiments. Conçu dans l'intention d'être approprié par les habitants, the Ku.Be offre des possibilités infinies d'usages et d'expression, comme la pratique sportive, notamment l'escalade, la méditation, la danse, l'expérimentation artistique, mais aussi les rencontres humaines... Mettant en avant une approche unique du design et de l'architecture axée sur la conception de bâtiments à usage mixte innovants et la transformation de structures existantes, le MVRDV réalise des projets dans le monde, à New-York, Berlin, à Amsterdam, Rotterdam, à Rennes ou encore à Tainan.

“

Le design et de l'architecture axée sur la conception de bâtiments à usage mixte innovants et la transformation de structures existantes est un chemin prometteur d'émergence de nouveaux lieux de santé locaux.

Espace de circulation Ku.Be



© KU.BE / Adam Mark

● Des tiers-lieux pour diversifier les points d'entrée vers le soi

Dans un but d'élargir les publics touchés par les politiques de santé, et d'augmenter le nombre de points de contacts différents vers le soin, les tiers-lieux représentent une opportunité, en particulier en milieu rural.

Isabelle Pissard travaille au sein du département de l'Isère pour "révéler" une quarantaine de tiers-lieux essentiellement en milieu rural. Un appel à projet a été lancé, qui explique les motivations du département. Il cherche à favoriser le télétravail pour diminuer les déplacements pendulaires (saliés), et pour augmenter l'attractivité (les micro-entrepreneurs). Une autre ambition est d'accompagner la transition numérique : gérer son empreinte numérique, etc. Dans un fablab, les usagers peuvent tester des outils numériques et découvrir leur intérêt et les incorporer dans leurs activités. Enfin, l'innovation est encouragée grâce à une animation qui mêle habitants, associations, etc, mais aussi permet de mettre en place de nouveaux services d'intérêt général comme un pool de voitures partagées, un service de télémedecine. Les tiers-lieux peuvent avoir une dominante sur le développement durable, sur le bien-manger, ou culturelle. Le département finance la partie du tiers-lieu qui contribue à l'un des 3 piliers mentionnés. L'un des critères est qu'il y ait au moins 10 places de travail et qu'il se situe en milieu rural.

Dans le même état d'esprit, des entreprises de service réfléchissent à transformer leurs bureaux en tiers-lieux de santé donnant lieu à l'appellation "Care-lieux" (inventé par la Fabrique du Nous). Également, Makesense, Compani et Kawaa ont lancé une formation à ces "Care-lieux". Faisant écho à cette tendance, Factory, le spécialiste de l'aménagement d'espace, estime qu'un nombre croissant d'entreprises envisage d'insérer des cabines médicales de téléconsultation, et de prise de constantes vitales, dans les espaces de travail.

● Réduire la distance au soin en innovant sur l'accueil des soignant

Pour diminuer la distance entre soignant et patient, un moyen consiste à augmenter la densité des soignants. Dans ce domaine, les territoires expérimentent.

Afin de favoriser le développement des maisons de santé qui émergent en ruralité, la Conseillère départementale du Var Nathalie Perez-Leroux rapporte que dans la campagne du Var, la stratégie a consisté à faire venir des professionnels de manière progressive : un médecin généraliste (et sa femme), des sages-femmes qui se relaient, puis un pédicure-podologue, un diététicien, une infirmière, un kinésithérapeute. En créant ainsi du mouvement, de la circulation, les habitants autant que les soignants sont incités à venir.



Les médecins solidaires : plutôt que de demander beaucoup à peu, demander peu à beaucoup

Dans la Creuse, dans la commune d'Ajain, via l'association et le concept innovant de Médecins solidaires, un village dépourvu de médecins depuis deux ans, ouvre une maison de santé avec une présence médicale continue en accueillant des dizaines de médecins de toute la France qui viennent passer une journée chacun par mois.

3 - La téléconsultation : une solution à la désertification médicale

Pour pallier le manque d'infrastructures de soin et de médecins dans certaines zones sous-dotées, la télémédecine apparaît comme une réponse de choix. Définie et réglementée pour la première fois dans la loi du 21 juillet 2009 dite loi HPST, la télémédecine comprend cinq actes médicaux :

- la téléconsultation, consultation à distance entre un médecin et un patient ;
- la télé expertise, échange entre plusieurs médecins pour décider d'un diagnostic ou d'une stratégie thérapeutique ;
- la télésurveillance médicale, interprétation

à distance par un médecin de données cliniques ou biologiques ;

- la téléassistance, pendant laquelle un médecin assiste à distance l'un de ses confrères pendant un acte médical ou chirurgical ;
- la régulation, réponse médicale apportée par les centres 15 (SAMU).

Alternative à la consultation de médecins dans des lieux de santé, la téléconsultation médicale peinait pourtant à se démocratiser il y a peu. La pandémie de la Covid-19 a rebattu les cartes en renforçant sa pratique avec des taux record d'utilisation avec un pic en avril enregistré à 4,52 millions contre environ 25 000 au mois de décembre 2019. L'étude d'impact de financement de la sécurité sociale pour 2018³³⁹ montre une forte évolution de la téléconsultation médicale : alors qu'en 2019, on comptait 500 000 actes en 2019, 1 million en 2020 et 1,3 million à partir de 2021. Ainsi, selon le sondage Odoxa de 2022, 24% des Français ont effectué une téléconsultation en 2022, alors que seuls 6% de la population y avaient eu recours en 2019. Pour le Docteur Jean-Paul Ortiz, Président de la Confédération des Syndicats Médicaux Français (CSMF), la crise va durablement inscrire la téléconsultation médicale, et plus largement la télémédecine, dans les usages³⁴⁰.

Une séance en télémédecine

© Image par Tech Journal de Pixabay



Le déploiement de la télémédecine est un enjeu phare du programme de santé, reconnu par le gouvernement. Elle constitue en effet un moyen nouveau pour faciliter l'accès aux soins et pour couvrir les besoins sanitaires de l'ensemble du territoire. Elle est notamment une solution adaptée aux habitants des zones sous-dotées en médecins pour avoir accès à la santé. Pourtant, son usage n'est pas encore uniforme sur les populations et les territoires. En effet, l'étude *Vers un digital vertueux : un digital durable qui apaise, développe et unit* (2023) de La Fabrique Spinoza rappelle que parmi les 25 et 34 ans, 39% effectuent des rendez-vous médicaux à distance alors que les personnes ayant entre 35 et 49 ans sont 31% à y faire appel et celles ayant 65 ans et plus ne sont plus que 15%. L'enjeu du déploiement de la téléconsultation en zones sous-dotées en offres de soin est lié de façon plus générale à la question de la fracture numérique qui touche les populations les plus âgées et les zones rurales qui subissent parfois un enclavement numérique. On note enfin un mécanisme d'intersection des inégalités qui crée une double peine pour les espaces ruraux qui concentrent une partie importante de personnes âgées. Malgré tout, les téléconsultations constituent une réponse partielle à l'image du chiffre suivant.

45%

de plus de téléconsultations

chez les patients des déserts médicaux par rapport aux autres, ce qui suggère un désenclavement médical partiel par la e-consultation, d'après l'étude *Vers un digital vertueux : un digital durable qui apaise, développe et unit* (2023) de La Fabrique Spinoza.

L'idée pour les territoires en déficit d'offres de santé est alors de faire la promotion de la téléconsultation, solution efficace qui impose une adaptabilité aux différents territoires. Face à la désertification médicale, les usages et pratiques de la téléconsultation médicale peuvent se décliner sous différentes formes : bornes, télé valises, cabines, unités mobiles de

téléconsultation... Encore peu connue, la valise de télémédecine permet un accès facilité au soin avec une approche centrée sur la prévention et le bien-être. Cogedim, marque du groupe ALTAREA, leader de la transformation urbaine bas carbone, s'est engagé dans la santé avec ce projet inédit. Valise de téléconsultation partagée dans l'immeuble, le projet en cours de travail fournit des idées inspirantes pour l'accès au soin pour tous et la santé globale. Le projet global des bâtis est d'ailleurs conçu autour de 10 partis pris forts de santé : attention acoustique, lien avec les voisins, le bien dormir, l'économie de l'eau, etc. A disposition de tous, et réservable, la valise permet à un résident de trouver un kit de téléconsultation. Dans la lignée de cette tendance, Factory, spécialiste de l'aménagement d'espaces, rapporte que des foncières réfléchissent à adapter leurs immeubles pour y incorporer des centres de santé. On en trouve déjà à Cap3000, centre commercial de nouvelle génération, à Saint-Laurent du Var, près de Nice.



Une télécabine pour des téléconsultations en zone de montagne

Dans la commune d'Aups, en zone rurale, en 2015-2016, a eu lieu une expérimentation originale. Afin de donner accès aux soins, le Var a déployé une télécabine, permettant aux habitants de venir réaliser une téléconsultation. Une mise en relation était effectuée avec le SAMU ou le SMUR. L'expérimentation n'a alors pas fonctionné, mais reste innovante et apprenante. Pour Nathalie Perez-Leroux, Conseillère départementale du Var, cette idée recèle un potentiel important maintenant que la qualité du réseau internet a progressé. De plus, depuis la crise sanitaire, la pratique de la téléconsultation s'est démocratisée. Une initiative à adapter et à réinventer, qui pourrait également trouver sa place en EHPAD, sur des campus étudiants, etc.

2B3 | Pratiques et initiatives innovantes pour la santé dans nos territoires

Cette partie explorera les approches innovantes de santé territoriale en se focalisant sur 3 grands axes : la sémantique qui devient engageante et inclusive lorsqu'elle est réenchantée (1), le potentiel des nouveaux lieux de santé s'appuyant sur la convivialité (2) et la mise en œuvre de leviers de santé adaptés au territoire comme l'art, le sport, la nature (3).

1 - Quand les nouveaux imaginaires façonnent la santé des territoires

Comme nous l'a rappelé la crise de la Covid-19, il est urgent de prendre à cœur notre santé. Véritable bien-être global, la santé ne peut cependant être réduite aux seuls aspects physiques. Le territoire, l'environnement qui sont des facteurs essentiels influençant le quotidien doivent être pris en compte dans notre approche de la santé. Un tel changement de paradigme impose de réinventer des imaginaires de la santé positifs et oxygénants pour donner un nouveau souffle à l'idée de santé.

La Joyfest, un événement destiné aux jeunes et aux familles en faveur de la santé et du bien-être pour tous



L'idée est non seulement de faire prendre conscience de la dimension globale de la santé,

qui au fond, concerne toutes les dimensions de la vie, mais aussi de dépoussiérer le sujet et de le rendre à la main de tous. La santé, souvent assignée au champ de la médecine, qui inspire sérieux et autorité, appartient en réalité à chacune et à chacun. Elle est la source de la vie, et ce qui en fait son sel, permettant de connaître joies et plaisirs. Ainsi, le changement d'imaginaire autour de la santé doit passer par un usage renouvelé des mots. En ce sens, les "Passeurs du Bonheur" de La Fabrique Spinoza organisent un événement de sensibilisation à la santé intitulé "Joy Fest" et autour de l'imaginaire de "Booster sa santé". L'objectif : sensibiliser les individus à la santé de manière intégrale en incluant autant des ateliers de prévention et des rencontres avec des professionnels de santé et du bien-être que de l'éducation à l'écologie personnelle.

2 - Pour de nouveaux lieux de santé conviviaux et humains ancrés dans nos territoires

● Les Maisons de Santé Pluriprofessionnelles reconvivalisées, piliers des territoires santé de demain

Le développement des Maisons de Santé Pluriprofessionnelles (MSP) fait profondément évoluer le système de santé. Introduites en 2007 dans le Code de la santé publique parmi les établissements de santé, ces structures, appelées par l'exécutif à devenir la "norme", sont amenées à se multiplier. Ainsi, entre 2008 et 2020, 1300 maisons de santé³⁴¹ ont été créées. On en dénombre aujourd'hui 2251³⁴² en France. L'objectif n'est cependant pas atteint puisque l'État espère à terme en voir 4000 sur le territoire.

D'où vient le succès de ces structures ? Le cœur de leur réussite tient dans la coordination des fonctions de santé qu'elles assurent. En effet, l'avantage évident des maisons de santé est de regrouper au sein d'un même lieu les différents acteurs de la santé, permettant de fluidifier et de coordonner les parcours de soin. En outre, les MSP se présentent comme des structures de

proximité qui peuvent toucher les patients au plus près de leurs lieux de vie et qui contribuent à renforcer le tissu médical dans les territoires où l'offre est fragile tels que les quartiers prioritaires de la politique de ville.

Une personne âgée dans une maison de repos profite du grand air



© Image de Dominik Lange sur Unsplash

“

Un programme de santé efficace est un projet co-construit avec les habitants d'un territoire.

Patrick Bernard, initiateur de la République des Hyper Voisins

En effet, santé des populations et santé des territoires sont étroitement liées. Un des facteurs clé de la santé, c'est en effet la santé sociale, concept étudié par la psychologue sociale Maéva Bigot. Concrètement, la santé sociale passe par le dynamisme associatif, le réseau familial et amical... Le projet de la République des Hypervoisins vise ainsi à dynamiser et à encourager les liens sociaux afin de créer du bonheur. Rien que ça !



Imaginer et créer des maisons de santé comme des living labs, accueillant les innovations, les startups santé du territoire, la société civile locale, ouverts à tous, animés et conviviaux.

Mais le potentiel des MSP ne s'arrête pas là. Dans une tendance allant vers une approche de santé complète, plus seulement curative, mais également préventive, les maisons de santé semblent être des lieux de choix pour réunir prévention, soin et suivi médico-social. Plus encore, peut-on même faire de nos maisons de santé de véritables lieux de vie conviviaux. Le projet : imaginer et créer des maisons de santé comme des *living labs*, accueillant les innovations, les *startups* santé du territoire, la société civile locale, ouverts à tous, animés et conviviaux. À la clef, des territoires sains et heureux !

Pour Patrick Bernard, initiateur des Hyper Voisins, projet d'innovation sociale expérimenté dans le territoire du XIV^{ème} arrondissement de Paris autour de la convivialité et de la solidarité, un programme de santé efficace est un projet co-construit avec les habitants d'un territoire.

À côté, il s'agit d'inspirer les politiques publiques depuis la volonté collective des habitants à partir d'une conviction forte : l'intelligence collective peut rendre optimale une politique de santé. Le laboratoire d'action de proximité s'est ainsi allié avec des professionnels de santé afin de créer une maison médicale répondant aux besoins des habitants. En mobilisant les synergies locales, le projet se veut fédérateur et promoteur d'une santé globale. L'organisation collective, c'est le chemin qu'ont également pris les habitants grenoblois, qui ont eux-mêmes été à l'initiative d'un centre de santé. Les habitants de Grenoble ont ainsi créé un centre de santé original en réhabilitant la piscine Iris. Le projet a ajouté à l'ancienne piscine un hammam et un espace de relaxation, de bien-être et de restauration conviviale. Un beau parc accompagne ce lieu. Cette initiative se distingue par sa forte participation citoyenne. La métropole a soutenu le projet en favorisant l'émergence d'une gouvernance solide et un modèle économique durable, réduisant

Une prise en charge collective de la santé



© Health management

ainsi la dépendance aux subventions. Le centre de santé émergent à Grenoble témoigne de la capacité des habitants à créer des espaces bénéfiques pour la communauté. Il illustre également l'engagement de la métropole envers des initiatives autonomes et durables répondant aux besoins locaux.

● Des établissements psychiatriques humains : les ressources des territoires et de la nature au service de la santé mentale

Dans la vie, à cause de difficultés, d'épreuves ou de drames personnels, il arrive de perdre pied et de voir sa santé mentale affectée. Être en bonne santé en effet, cela ne signifie pas seulement avoir un corps fonctionnel, non empêché par des anomalies ou douleurs strictement physiques, mais aussi avoir un psychisme sain garantissant entre autres la conscience et la stabilité émotionnelle. Santé mentale et santé physique sont les deux faces d'une même pierre. Dès lors, il est urgent de repenser notre rapport à la santé mentale, en la comprenant comme un aspect fondamental de la santé globale, consubstantiel à la santé dite physique. Alors que la médecine générale est mal distribuée sur le territoire, l'accès à des spécialistes de santé mentale - psychiatres et psychologues - est géographiquement, socialement et financièrement encore plus compliqué. Au nom de notre humanité et de ce que nous savons des troubles psychiques et de la vulnérabilité qui est plus généralement en chacun de nous, il nous incombe d'accorder une véritable place à la médecine et au soin psychologiques et psychiatriques et de rendre les soins de santé mentale accessibles pour tous sur tous les territoires.



Une clinique de santé mentale qui s'appuie sur un quotidien du bien-vivre ensemble

C'est l'ambition de la Chesnaie³⁴³, à Chailles, près de Blois, clinique psychiatrique inspirée de la psychothérapie institutionnelle qui tire sa spécificité de la volonté d'humanisation du soin avec une attention mise sur la relation soignants et soignés. Loin d'un internement déshumanisant dans un hôpital austère, les patients de la

Chesnaie vivent à l'écart du monde dans un cadre reposant, quasi-idyllique : "Ici, un château et ses dépendances côtoient des bâtiments modernes. Des espaces ouverts, pas de mur ni de barrière, mais des grands espaces de verdure, une forêt, un jardin, des gens qui se croisent, qui s'arrêtent, qui se parlent, des endroits pour se poser, pour participer à la vie quotidienne, pour parler et entamer un travail de psychothérapie, un travail sur soi, l'échange et la rencontre étant au centre du soin." Un environnement stimulant qui associe nature, vie associative, contrats d'activité, ateliers de production et d'expression.

Mais des structures innovantes existent aussi en milieu urbain dense, comme à l'Adamant, péniche sur l'eau dans le 12^e arrondissement de Paris, au port de la Rapée. Un bateau-hôpital de jour qui accueille des patients atteints de troubles psychiques. La particularité de l'hôpital ? Sur l'Adamant, aucune blouse blanche, pas de signes physiques pour distinguer médecins et patients : *"Créer une structure très transparente afin d'éviter cette stigmatisation du lieu jugé très strict, très enfermé avec des barreaux était une volonté."*³⁴⁴, explique le docteur Frédéric Khidichian, chef du pôle Paris, responsable de l'Adamant.



Ôter la blouse blanche des médecins pour augmenter l'accessibilité psychologique des soins.

Intégré dans l'environnement, le lieu n'a en apparence rien d'un hôpital. Pas de murs blancs et froids donc, mais une péniche en bois chaleureuse où psychiatres, psychologues, cadres de santé, infirmiers, ergothérapeutes, psychomotriciens, éducateurs, agents de service hospitalier, travaillent de concert pour le bien-être des patients. L'espace comporte en outre des bureaux de consultation, une salle de réunion, mais aussi plus étonnant, des ateliers de cuisine, de peinture et de sculpture, des ateliers de cuisine, une salle de relaxation et

une bibliothèque. Le résultat est sans appel : *“Depuis que nous sommes installés dans cette structure, on perçoit de meilleures capacités des patients, et de fait des meilleures relations thérapeutiques entre soignants et patients”*, rapporte Frédéric Khidichian. Pour le cinéaste Nicolas Philibert qui a réalisé un documentaire sur ce lieu curieux, la beauté de la péniche et sa dimension conviviale sont au cœur de la réussite de l’Adamant. Les patients, sensibles à la beauté du lieu, sont apaisés par l’eau qui ouvre à une nouvelle temporalité, loin du tumulte de la ville et de la vie quotidienne. Un modèle de soin qui montre la voie d’une médecine plus humaine et éthique qui s’attache à l’être tout entier : *“le soin ne s’arrête pas à seulement donner des médicaments aux gens, c’est tout un ensemble. Soigner ici, ça veut dire d’essayer de renouer un lien, d’aider les patients à retrouver un lien avec le monde”*³⁴⁵.

le centre psychiatrique l’Adamant au rythme des flots



© Hôpitaux de Saint-Maurice

A Bergerac, un lieu original, La Traverse, est en train de voir le jour. Le projet d’urbanisme transitoire co-construit avec les habitants est localisé dans une ancienne manufacture de tabac de 4 500 mètres carrés. Il a vocation à accueillir des petites et moyennes entreprises, entreprises de l’Économie Sociale et Solidaire (ESS), associations, artisans et grands groupes voulant progresser en termes de RSE et d’inclusion. En plus d’un lieu de programmation culturelle, c’est aussi un lieu d’insertion, d’inclusion et d’accès aux droits, dont le droit à la santé globale et à une mutuelle. L’installation d’une Maison de Santé en son sein sur la proposition d’un groupe de médecins est une réponse à la précarité socio-économique de la population. L’objectif principal de la Maison de Santé est la déprescription. Selon les médecins, la moitié des prescriptions

devraient se résoudre avec des activités, des cafés, du temps avec les assistantes sociales, en retissant du lien social... Mais outre la réponse transverse apportée en termes de santé physique, mentale et sociale, la Maison de Santé espère bien séduire de jeunes médecins prêts à s’installer sur ce territoire, nous a expliqué Pierre Meisel, spécialisé dans l’inclusion et l’impact social et à l’origine du projet.

“

La Traverse accueille à Bergerac une Maison de Santé inspirée par les médecins, sur un principe majeur : la déprescription médicamenteuse, au profit de prescriptions de “lien social” !

3 - Nature, sport et art au service de la santé dans nos territoires

La nature, l’environnement de nos territoires peuvent être mis au service de la santé. De manière générale, le territoire santé est un territoire qui promeut des modes de vie plus sains, axés autour d’une vie proche de la nature, de l’activité physique, du sport, d’une nourriture équilibrée et de pratiques artistiques.

● Les zones bleues, ou l’intégration de multiples facteurs de santé en un territoire modélisant

Une notion intéressante pour étudier les critères de la santé au cœur de nos territoires, et forger le territoire santé, est celle de zones bleues. Le docteur Martin Juneau, cardiologue et directeur de l’Institut de cardiologie de Montréal revient sur ce concept intrigant. Alors que l’espérance de vie dans le monde atteint 74,9 ans pour les femmes et 69,8 pour les hommes³⁴⁶ contre 85,2 pour les femmes, et 79,3 pour les hommes³⁴⁷ en France, certaines régions connaissent une longévité exceptionnelle. Ces régions, ce sont les *Blues zones*. C’est en 2000 que le médecin italien Gianni Pes et le démographe belge Michel Poulain découvrent la concentration la plus forte au monde d’hommes centenaires en Italie, dans la province de Nuoro. Les deux universitaires

délimitent alors la zone avec un stylo bleu, d'où le nom de "zone bleue". Plus tard, le travail se poursuivra entre les mains des deux hommes et du journaliste Dan Buettner. Au total, 5 zones, toutes situées dans l'hémisphère nord, seront identifiées : à Limonade aux États-Unis, à Nicoya, au Costa Rica, dans la région italienne de la Sardaigne, en Icarie, en Grèce et dans la région japonaise d'Okinawa.



Mais quels sont donc les secrets de la jouvence ?

Hors du facteur génétique, l'équation tiendrait à plusieurs éléments : une nature préservée et un mode de vie proche de la nature, un lien social fort, une alimentation saine et une activité physique régulière.

Plus précisément, dans son livre *The Blue Zones*, Dan Buettner identifie 9 caractéristiques communes à ces zones :

- la pratique d'une activité physique modérée et régulière, tout au long de la vie ;
- la restriction calorique ;
- le semi-végétarisme, la nourriture provenant en grande partie de plantes ;
- une consommation modérée d'alcool (vin rouge en particulier) ;
- le fait de donner un sens à sa vie ;
- la réduction du stress ;
- l'engagement dans la spiritualité ou la religion ;
- l'importance de la famille qui est au centre de la vie ;
- l'engagement social fort, l'intégration dans la communauté.

Si l'on prend l'exemple de l'île d'Okinawa, les habitants y ont une haute qualité de vie tout au long de leur vie d'après le Dr Suzuki, directeur du centre de recherche d'Okinawa sur la science de la longévité et coauteur de l'étude sur les centenaires d'Okinawa. La région compte un nombre impressionnant de centenaires si bien que dans le village d'Ogimi, on peut trouver une stèle avec l'inscription : "À 80 ans, vous êtes

jeune. À 90 ans, si vos ancêtres vous invitent à les rejoindre au paradis, demandez-leur d'attendre que vous ayez 100 ans - alors, vous pourrez y réfléchir." Nulle raison pour les aînés de rester chez eux : à Okinawa, les personnes âgées sont actives ! La société préserve pour chacun un "Ikigai", une raison de se lever, un sens à l'existence. Beaucoup participent ainsi à la production artisanale textile, notamment au tissage, appelé basho-fu. D'autre part, la vie sociale des aînés se structure autour des moai, groupes de personnes partageant un intérêt commun. Des remèdes à l'ennui et à la solitude qui pour Takashi Inafuku, chef de l'un des districts d'Ogimi, ne sont pas étrangers à la longévité des résidents : "Ce sont des lieux où vous pouvez échanger et communiquer avec les autres"³⁴⁸.

Des piliers forts de la santé qui peuvent nous inspirer des modes de vie nouveaux, plus en phase avec notre nature profonde. Dans son livre, Dan Buettner nous rassure : "La longévité s'explique à 10% par les gènes et à 90% par le mode de vie." À nous donc de développer un mode de vie axé sur la nature, le sport, de favoriser une alimentation saine et de renforcer nos liens sociaux pour vivre vieux, et heureux !



Les zones bleues sont des espaces ayant réussi à intégrer toutes les dimensions des territoires-santés en un lieu et une culture distinctifs.

● Territoires en forme : un esprit sain dans un corps sain

Les bienfaits du sport ne sont plus à démontrer : bien-être, amélioration de la qualité de vie, effets cardiométaboliques, renforcement immunitaire, mais aussi effets antidépresseurs et prévention de certains cancers (18 à 27 % de risque en moins pour le cancer du foie). Mais si l'on sait bien aujourd'hui le rôle de l'activité physique sur la santé, il reste encore beaucoup à faire pour encourager les personnes à adopter un mode de vie plus actif. Le constat est en effet préoccupant. Le mode de vie des Français est aujourd'hui largement sédentaire : 47% des femmes et 29% des hommes sont physiquement

inactifs³⁴⁹. En 40 ans, les jeunes ont perdu 25% de leurs capacités cardiovasculaires. Les adultes passent en moyenne 12 heures par jour assis les jours travaillés, et 9 heures par jour assis les jours non travaillés³⁵⁰. Or, selon l'OMS, la sédentarité est responsable de 2 millions de décès par an dans le monde, et de nombreuses pathologies chroniques.

9h est le temps assis par jour non travaillé en France, contre 12h par jour travaillé.

Pour soutenir cet enjeu de santé publique, l'Agence nationale du sport est en charge depuis 2015 de la promotion et du développement de l'activité sportive pour tous. Une des mesures pour promouvoir l'alliance entre sport et santé est celle des Maisons Sport et Santé (MSS). Lancées en 2019, les Maisons Sport Santé visent à accompagner des personnes éloignées du sport dans l'activité physique. Ce dispositif s'adresse ainsi en priorité aux personnes en bonne santé qui n'ont jamais pratiqué de sport ou n'en ont pas fait depuis longtemps, aux personnes atteintes d'affections de longue durée et aux personnes souffrant de maladies chroniques pour lesquelles l'activité physique et sportive est recommandée. La force de ces lieux réside dans un programme sport-santé dans une complémentarité entre professionnels de la santé et du sport. On compte aujourd'hui 436 Maisons Sport-Santé. Depuis leur lancement en 2019, les MSS ont déjà accompagné 360 000

personnes malades ou éloignées de la pratique sportive. L'enjeu : atteindre l'objectif de 500 MSS fin 2022.

En outre, avec la venue des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024, un formidable élan s'est déjà mis en marche partout en France pour faire vivre le sport. L'enjeu est de taille : *“Au-delà du nombre de médailles obtenues, l'enjeu, grâce à cet événement planétaire, consiste à laisser un héritage à notre pays : faire en sorte que notre nation devienne plus sportive.”*³⁵¹ Dans cette volonté, le Label Terre de Jeux 2024 est un outil visant à mobiliser les collectivités autour des Jeux. Le principe : distinguer les communes et collectivités territoriales qui s'engagent à promouvoir et à développer la pratique sportive dans leur territoire. Pour le moment, ce sont déjà 3 900 labellisés Terres de jeux, dont 3 680 communes³⁵². Au programme, des projets en tous genres : événements, animations, concours, dispositifs d'accès au sport pour les enfants ou les seniors, actions de sensibilisation au handicap... Entre un camion-piscine offrant des séances d'apprentissage à la natation et à l'aqua-santé dans les Bouches-du-Rhône, une exposition reliant Histoire et Sport à Saint-Denis à La Réunion (ce qui crée une sensibilité ancrée dans le territoire au comportement de santé), ou encore un flash mob à Petite-Forêt des Hauts-de-France, les initiatives originales pour créer une dynamique positive et inclusive en faveur du sport sont nombreuses dans nos territoires !

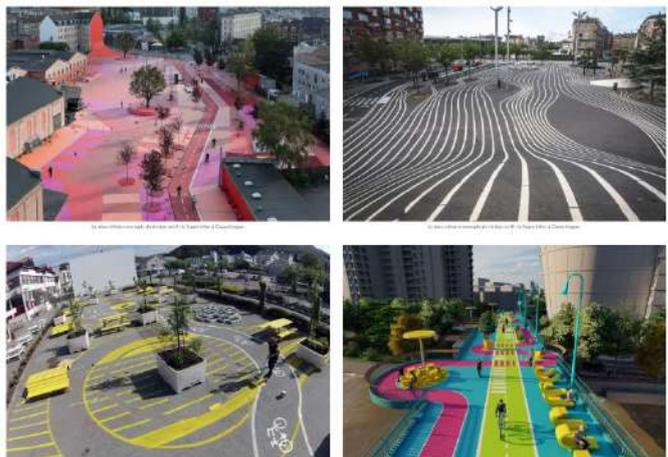
Une incitation territoriale au sport par le design en Bretagne



© Bretagne sport santé



Rembourser la première année les ordonnances sportives des patients, comme le fait la Bourgogne-Franche-Comté.



© Image de Gabin Vallet sur Unsplash

Les transports franciliens

Dans ce mouvement de prise de conscience du rôle de l'activité physique, de nombreuses initiatives innovantes fleurissent partout en France. L'une d'elle, est prometteuse : les prescriptions sportives. Pour le moment très limitées, elles reposent pourtant sur un principe très simple : de la même manière qu'une ordonnance médicale, il s'agit pour les professionnels de santé d'adresser une recommandation concernant l'activité physique. Si la sécurité sociale ne rembourse pas encore de telles prescriptions, certaines mutuelles ou collectivités comme la Région Bourgogne-Franche-Comté offrent un soutien financier considérable. D'autres initiatives touchent nos aînés dont la pratique d'une activité physique est essentielle pour retarder le vieillissement et maintenir leurs capacités. Ceux-ci devraient en effet faire de l'exercice hebdomadaire d'intensité modérée au moins 150 à 300 minutes, ou environ 75 à 150 minutes pour une intensité soutenue. Dans le Finistère, certains EHPAD semblent avoir trouvé la solution : proposer des séances de gymnastique et de vélo d'appartement. L'objectif : retarder la perte d'autonomie des personnes âgées. Un projet qui semble faire ses preuves : *“On avait un résident qui ne se déplaçait qu'avec ses deux cannes, mais qui a beaucoup progressé au niveau de l'équilibre grâce à ce programme, maintenant, il se déplace sans ses cannes”*³⁵³, rapporte Elise Béon, enseignante en activité physique adaptée.



Des tickets gratuits contre des squats

A Cluj-Napoca, en Roumanie, le maire de la ville Emil Boc a trouvé un moyen original

et efficace pour inciter les personnes à faire du sport ! En échange de 20 squats effectués face à la caméra du distributeur du ticket de bus, les usagers peuvent voyager gratuitement grâce à un “ticket santé”. Selon le journal local Ziua de Cluj, le concept a produit ses fruits : lors de la première édition, entre fin septembre et 31 décembre 2020, environ un million de squats auraient été effectués, soit plus de 55 000 tickets pour près de 1 900 heures de sport !

Quelques squats pour un ticket de bus gratuit à Cluj-Napoca, en Roumanie



© Creapills

● **Un souffle d'art et de culture pour des territoires en santé**

Avec l'épidémie de la Covid-19 et la mise à l'arrêt des activités dites “non-essentielles”, parmi lesquelles se trouvent la culture et l'art, beaucoup ont découvert leur rôle en vérité précieux. Pour s'en convaincre, il suffit d'écouter les neurosciences pour qui l'art est un véritable médicament. Activant les circuits nerveux, le circuit du plaisir et de la récompense, et celui de l'empathie, et source d'hormones de bien-être en tout genres (dopamine, ocytocine, sérotonine, endorphine), elle produirait le même effet que l'état amoureux! La fréquentation culturelle aurait des effets sur la santé, réduisant de 48% le risque de dépression des personnes âgées à partir d'une visite par mois.



Au XXIe siècle, la culture sera pour la santé ce que le sport a été au XXe siècle : l'expérience culturelle contribuera au mieux-être, comme la pratique du sport à notre forme physique.

Nathalie Bondil, ancienne directrice du Musée des Beaux Arts de Montréal (MBAM) et directrice du musée et des expositions de l'Institut du Monde Arabe

Aussi, de plus en plus, l'art s'invite à l'hôpital. La crise sanitaire et sociale qu'a traversée l'hôpital a été l'occasion de redécouvrir les bienfaits thérapeutiques de l'art et de développer des formes nouvelles de soin. À Paris, à l'hôpital de la Pitié Salpêtrière, l'art est plus que jamais au rendez-vous. Manifestations culturelles, festivals de musique, consultations poétiques, représentations théâtrales et échanges entre patients et artistes, les initiatives ne manquent pas pour faire dialoguer art et santé. Les EHPAD ne sont pas en reste, avec des pratiques innovantes d'introduction d'éléments culturels dans les résidences. On parle ainsi d' "EPHAD musées". En amenant la culture et l'art dans ces établissements, l'idée est de faciliter l'accès à la culture et à l'art aux personnes âgées dépendantes. Une approche originale et novatrice qui permettrait de maintenir la santé et le bien-être de nos aînés en favorisant la stimulation intellectuelle, la mémoire, l'imagination des personnes âgées.

Pratique courante des Anglo-Saxons, elle est expérimentée en 2018 à Montréal au Musée des Beaux-arts (MBAM) pour les patients souffrant de dépression ou de maladie chronique grâce à une convention signée avec les membres des médecins francophones du Canada (MFdC). En période, post-covid de réparation émotionnelle, l'expérience gagne l'Europe, et notamment à Bruxelles où cinq musées publics accueillent des patients traités pour stress à l'hôpital Brugmann. En France, depuis 2019, les médecins de l'Institut de Cardiologie de la Pitié-Salpêtrière, à Paris, peuvent prescrire, par ordonnance muséale, à leurs patients et aux adhérents de l'Association Parole & Réactions souffrant de facteurs de risques cardio-vasculaires, une visite au château de Compiègne, dans l'Oise. Les initiatives se développent de plus en plus sur les territoires, au CHU de Rouen, de Dieppe, au CHU de Lyon Sud, au CHU de Montpellier, au CHU Dijon Bourgogne...

La thérapie par la peinture



© Viacheslav Yakobchuk

“

Nous sécrétons des hormones lorsque nous visitons un musée et ces hormones sont responsables de notre bien-être. Les gens ont tendance à penser que ce n'est efficace que pour les problèmes de santé mentale. [...] Mais ce n'est pas le cas. C'est aussi efficace pour les patients diabétiques, pour les patients en soins palliatifs et pour les personnes atteintes de maladies chroniques. [...] Quand on regarde une œuvre d'art, notre attention est portée sur l'œuvre et on oublie nos souffrances et nos anxiétés.

Dr Hélène Boyer, vice présidente des Médecins Francophones du Canada

Cette prise de conscience du rôle de la culture et de l'art sur la santé ne doit pas s'arrêter aux portes de l'hôpital. Depuis l'art-thérapie au plaisir de la danse, de la visite d'un musée à la pratique de la peinture ou de la musique, c'est tout un changement de vision de société qu'il s'agit d'insuffler. Pour entamer cette reconnexion de la santé et de l'art et amorcer une révolution de la santé, un outil novateur existe : la prescription muséale. La proposition est simple : introduire l'art en approche complémentaire de santé par le biais d'ordonnances muséales sur le modèle des ordonnances médicales classiques.

Conclusion et propositions

À la clef, un rêve : que dans le monde de demain, l'on ressorte de chez son médecin, non pas nécessairement avec une ordonnance de médicament, mais avec la recommandation de la visite d'un musée !

En bref, le territoire, avec ses ressources, ses infrastructures, et les modes de vie qu'il abrite, est un levier important pour la santé. Enjeu global qui cristallise toutes les tensions et les challenges liés à la transition vers un monde durable, la question de la santé dépasse la dimension sanitaire. Englobant des aspects divers (celui des services publics, notamment médicaux, mais aussi la dimension environnementale, l'inclusion, la question des infrastructures et des transports, des lieux de loisirs et de culture, celle du travail, et bien d'autres encore), la santé de demain est résolument globale, au carrefour du bien-être physique, mental et émotionnel. Cette conception holiste de la santé comme l'harmonie du corps et de l'esprit fait du territoire un acteur de premier plan pour assurer le bien-être des habitants. Le territoire heureux de demain se doit donc d'être un territoire santé ou territoire de guérison mettant à profit ses espaces, ses ressources et ses infrastructures au service de la santé.

La route est difficile, mais de nombreux acteurs sont déjà en marche dans cette transition vers le monde épanouissant et durable. La tâche est ardue, mais les résultats en valent le coup. Car le maintien de l'équilibre des individus est gage d'une société heureuse, dynamique et performante dans laquelle chacun, trouvant sa place, peut redonner aux autres ce qu'il a reçu. Le territoire santé agit ainsi sur des piliers fondamentaux de la santé des individus et des sociétés :

- *la sécurité (psychologique et financière), dans la mesure où un territoire qui assure un accès réel à santé et met en place des mesures qui vont dans le sens de la réduction des risques psycho-sociaux, de la prévention et du bien-être, accroît les capacités et le sentiment de confiance et de protection ;*
- *l'autonomie des individus et de la société : en donnant un accès réel aux services de santé et plus généralement aux infrastructures associées au bien-être, le territoire santé participe à l'autonomisation des individus. Parce qu'il défend des modes de vie sains par des actions de prévention et qu'il met à disposition ses ressources au service des habitants, il appelle ainsi les individus à s'impliquer dans leur santé. Le bénéfice global : une société plus forte et plus résiliente ;*
- *le bonheur : grand gagnant d'une politique de santé sur les territoires, le bonheur est le résultat d'une approche holistique de la santé mise en pratique sur les territoires.*

Contribuant à la vie sociale, culturelle et sportive, le territoire santé œuvre finalement au bonheur, Bien suprême que tout être poursuit d'après Aristote. Rien que ça !

Des propositions à même d'instaurer un territoire de santé ou territoire de guérison ont été imaginées par La Fabrique Spinoza, et réparties en trois grands champs :

DÉTERMINANTS DE SANTÉ :

- *VISION GLOBALE - Intégrer les déterminants négligés ou sous-exploités, mais essentiels au bonheur dans les hôpitaux et les centres de santé : la participation et l'engagement dans des activités culturelles et artistiques, le renforcement de la convivialité et la promotion de la cohésion et des liens sociaux, la réinsertion sociale pour les personnes les plus fragilisées, une plus grande horizontalité de rapport soignants / soignés, etc. ;*
- *ALIMENTATION - Valoriser une nourriture saine et durable en poursuivant le développement des circuits courts et des supermarchés durables qui contribuent à des pratiques plus respectueuses de l'environnement alignées avec les enjeux de durabilité (lutte contre le gaspillage, produits locaux, biologiques, sans emballages ou avec des emballages durables...) ;*

- **ARTS, SPORT ET BIEN-ÊTRE** - Faire converger les champs de l'art et de la santé sur une double inspiration de l'OMS et des ordonnances muséales, jusque dans les établissements de soins, mais aussi culturels ; plus largement, promouvoir des lieux de bien-être divers et accessibles, qui soient sanitaires, culturels, sportifs, ... ;
- **LIENS** - Tester les ordonnances de lien social à l'image de celles du lieu de la Traverse à Bergerac.

ACCÈS À LA SANTÉ :

- **INFRASTRUCTURES** - Accélérer la création de maisons de santé pluriprofessionnelles pour atteindre les 4 000 prévues par l'Etat (pour l'instant 2 000) ; développer les pratiques qui permettent aux communes de financer les études de médecins contre leur installation temporaire dans des déserts médicaux ;
 - **MOBILITÉ** - Poursuivre le développement des espaces itinérants et innovants pour la santé : bus, services itinérants pour la santé, pour tendre la main à ceux éloignés des parcours de soin ;
 - **URBANISME** - Installer l'Urbanisme Favorable à la Santé dans le cursus des métiers attenants : professionnels soignants, architectes, urbanistes, paysagistes, jardiniers, étudiants en sciences politiques, etc ;
 - **ESPACES** - Hybrider les lieux de santé pour élargir le flux de populations et les motivations à y venir : espaces collaboratifs, crèches, ateliers d'artisanat, café, musée, place de services, lieu de fête, télécabines, etc ;
 - **ATOUPS NATURELS** - Valoriser et optimiser les ressources naturelles du territoire pour le plus grand bonheur des habitants : parcs, lieux de plein air, sentiers de randonnée, zones de détente, aires de jeux, pistes cyclables, équipements urbains dédiés à la pratique sportive... ;
 - **DIGITAL** - Pour les territoires où la demande est difficilement supportée faute d'une présence suffisante de médecins, un accès facilité à la télémédecine : téléconsultations pratiquées chez soi, cabines de téléconsultation, valises de télémédecine...;
- SOLUTIONS HYBRIDES** - Dessiner des solutions de soins hybrides (présentiel/télécabines) en ruralité ;

DÉMOCRATIE SANITAIRE :

- **EDUCATION** - Développer une éducation à la santé dès le plus jeune âge et une démocratisation de la santé, notamment de la santé mentale, en guise de prévention ; passer un "brevet vital" dans sa scolarité qui valide des connaissances minimales de santé ;
- **CITOYENS** - Accompagner les initiatives citoyennes émergentes de lieux de santé, à l'image de la maison de santé des Hyper Voisins ;
- **TARIFS** - Garantir une offre de soins qui couvre l'ensemble du territoire, avec la possibilité pour tous les usagers du service public d'accéder à un médecin pratiquant les tarifs du secteur 1, sans dépassements d'honoraires ;
- **SOLIDARITÉ** - Examiner le potentiel de répliation des médecins solidaires, qui se déplacent chacun 1 jour par mois pour reconstituer un centre de santé en désert médical.
- **SANTÉ MENTALE** - Évaluer les coûts-bénéfices des remboursements des séances psy (psychologues, TCC, etc.).

2C

Les transports, la mobilité et l'accessibilité : faire avec les atouts et contraintes territoriales, pour une transition décarbonée

Les transports figurent en tête des éléments les plus mesurés dans les enquêtes et sondages sur les critères d'épanouissement sur les territoires (1B4-1). C'est dire leur importance dans les modes de vie des Français !

De prime abord, le sujet convoque plutôt des éléments techniques et logistiques ; lesquels semblent difficiles à relier au bonheur. Pourtant le transport et la mobilité, c'est la liberté et l'autonomie. C'est aussi l'accessibilité à tout et la possibilité de développement économique. Mais également le lien social rendu possible. Sans oublier la sécurité psychologique et physique découlant à la fois du fait de ne pas se sentir isolé et des politiques de préventions routières et d'aménagement des espaces partagés.

Malgré cela, l'itinéraire reliant le transport avec ses leviers du bonheur est semé d'embûches et de points de tension. Pour commencer, les transports publics ne sont pas équitablement distribués sur le territoire. Par ailleurs, l'évolution rapide des modes de vie se heurte au temps long de la mise en œuvre des politiques de transports. Ensuite, le développement du maillage des transports qui irrigue les territoires de vie s'inscrit dans une nécessité de décarbonation pour des questions environnementales et sanitaires évidentes. Puis, l'arrivée de nouveaux moyens de déplacements, comme les trottinettes et monoroues, questionne la législation et le savoir-vivre tout en suscitant des conflits au niveau de l'occupation de l'espace. Enfin, la recherche d'efficience par l'économie de la fonctionnalité, comme le covoiturage implique un basculement culturel dans une économie du partage sur un petit territoire personnel qu'est la voiture.

Dans ce contexte, comment repenser dans leur globalité les transports en conciliant au mieux ces points de tension. Comment gagner le pari d'une mobilité intelligente qui nourrit l'épanouissement des citoyens, l'attractivité et la transition des territoires ?

Pour répondre à ces questions, nous nous pencherons sur les besoins et attentes des usagers en matière de modernisation des transports (2C4). La promotion des mobilités douces sera également examinée sous le prisme de la décarbonation et du bien-être. (2C3). Concernant les transports en commun, il sera question de déploiement, accessibilité et modularité (2C2). De manière générale, il s'agit donc de repenser un réseau de transport intégré et flexible, en mettant l'accent sur le maillage, la modularité et la décarbonation (2C1).

2C1 | Les transports : des enjeux complexes entre maillage, modularité et décarbonation

Il est essentiel de garantir une équité en matière de mobilité. Cette dimension de justice territoriale soulève des questions cruciales liées à l'accessibilité des services de transport, aux inégalités sociales et à la santé, étroitement liées à la mobilité (3). La mobilité soulève également la question de son impact, tant sur le plan environnemental que sur celui de la santé (2). De toutes ces questions découlent celle de l'accessibilité aux transports dans les zones rurales ainsi que ses conséquences sociales et démographiques (1).

1 - Les défis liés aux transports dans les zones rurales et les conséquences sociales et démographiques

- La fracture de mobilité renforce la dépendance à la voiture...

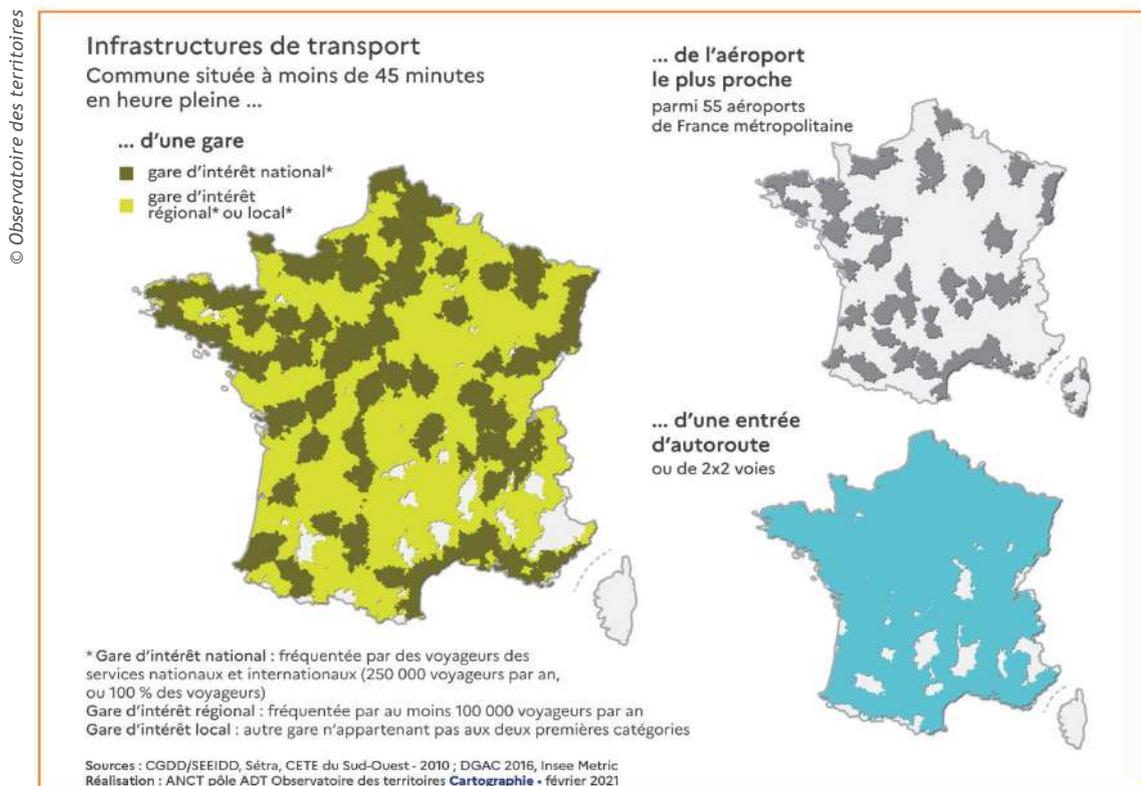
La fracture de mobilité se faisant de plus en plus marquante en zone rurale, ses habitants sont alors contraints d'utiliser la voiture pour leurs déplacements quotidiens.

En effet, selon l'Association des Petites Villes de France (APVF), pendant de nombreuses années, une partie de la France - qu'elle nomme la "France des oubliés" - a été abandonnée par les gouvernements successifs³⁵⁵. Cette situation a entraîné la fermeture des services publics, et avec eux la suppression des petites lignes ferroviaires et même l'absence de mise en place de réseau de transports collectifs, ce qui oblige les gens à utiliser leur voiture.

des Français
1/4 déclarent ne pas pouvoir rejoindre l'offre de transport en commun à pied depuis leur domicile.

En effet, 1 Français sur 4 déclare, en 2022, ne pas pouvoir rejoindre l'offre de transports en commun à pied depuis son domicile comme l'indique la Caisse des dépôts dans son dossier "Mobilités - la fracture rurale"³⁵⁶. Ce sont alors 5,3 millions de Français qui sont dépendants de la voiture et les habitants des zones périurbaines et rurales effectuent en moyenne 23 km de plus que les urbains pour les trajets quotidiens.

Carte 2021 de proximité de transport en France





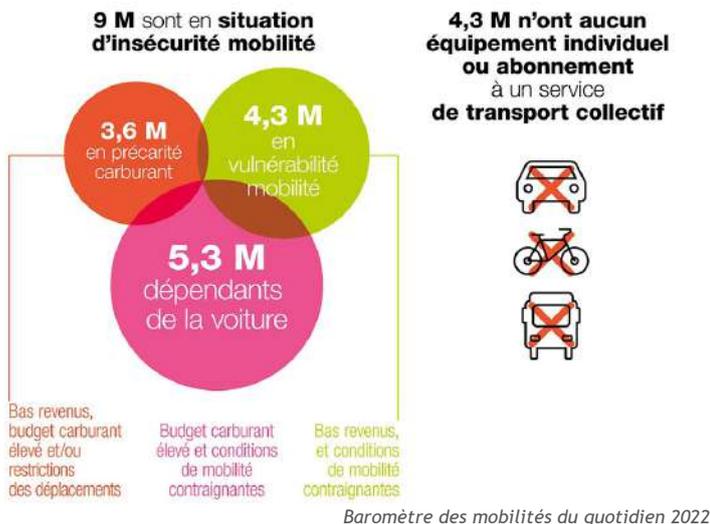
“Tips” pour limiter son empreinte carbone

L'association France Nature Environnement sort un éco-guide de l'automobile 2022 comportant 8 conseils pour limiter l'impact de sa voiture. Les tops 3 “tips” de La Fabrique Spinoza : adopter l'éco-conduite pour économiser jusqu'à 30% de carburant ; acheter une voiture d'occasion (si on roule peu : en parcourant 5 000 km/an, il faut 10 ans pour rembourser la dette écologique d'une voiture électrique neuve) ; privilégier les mobilités actives et le covoiturage !³⁵⁷



Un accès facilité aux transports pour un meilleur accès à l'emploi

Wimooov, une association labellisée Bleu Blanc Zèbre, propose une plateforme de mobilité solidaire qui accompagne les publics en situation d'empêchement de mobilité dans le cadre de leur insertion socioprofessionnelle. Cette plateforme est un outil de développement local qui fédère un panel de services de mobilité solidaire et qui s'appuie sur les relais locaux (transports publics, associations, entreprises, collectivités) pour assurer l'analyse des besoins de mobilité du territoire et proposer une offre homogène de services.³⁵⁹



- ... Et restreint les relations sociales

© Caisse des dépôts

Un an après, ce même laboratoire dresse un nouveau bilan sur les contraintes de mobilité (Laboratoire de la Mobilité Inclusive, 2018)³⁶⁰. Il en ressort que ces contraintes ont un impact significatif sur le lien social car 37% des jeunes âgés de 18 à 24 ans ont déjà renoncé plusieurs fois à passer du temps avec leurs amis (contre 20% en moyenne nationale) et 32% à rendre visite à leur famille en raison de ces obstacles.

- ...Entrave l'accès à l'emploi...

Cette situation s'explique notamment par la rareté des emplois en milieu rural, accentuant le recours massif à la voiture individuelle comme choix contraint.

Plus de 86%

des Français considèrent que les obstacles liés à la mobilité sont un obstacle à l'emploi.

37%

des jeunes

âgés de 18 à 24 ans ont déjà renoncé plusieurs fois à passer du temps avec leurs amis à cause de mobilité empêchée.

Les contraintes de mobilité affectant le lien social soulignent la nécessité de trouver des solutions durables pour préserver les relations interpersonnelles, le bien-être et la planète. En effet, l'impact des transports sur l'environnement et la santé est indéniable.

En 2017, le Laboratoire de la Mobilité Inclusive a révélé que 23% des Français et 46% des jeunes ont abandonné une opportunité de

2 - L'impact des transports sur l'environnement et la santé

Gaz à Effet de Serre
(Actu-Environnement,
2019)³⁶¹



Les Gaz à Effet de Serre (GES) sont des gaz naturels présents dans l'atmosphère terrestre. Ces gaz emprisonnent les rayons du soleil, stabilisant la température à la surface de la planète à un niveau raisonnable. Depuis le 19ème siècle, la concentration de gaz à effet de serre dans l'atmosphère est en constante progression. Celle-ci est notamment causée par le gaz carbonique (CO2), émis entre autres lorsque nous utilisons des énergies fossiles, telles que le charbon, le pétrole ou le gaz (...). Avec la vapeur d'eau, ils sont responsables de l'effet de serre et participent grandement au réchauffement climatique.

- **Les émissions de GES liés aux transports : un défi majeur pour l'environnement et la santé**

Le secteur du transport est actuellement le plus grand émetteur de gaz à effet de serre, soit 30% de toutes les émissions dans le monde. Selon l'Agence de la transition écologique (ADEME), la pollution due aux transports a des impacts directs sur l'atmosphère et sur l'humain, avec des conséquences à l'échelle régionale, territoriale et mondiale. L'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) a notamment classé la pollution de l'air extérieur et les particules de l'air extérieur comme cancérigènes certains en octobre 2013. Plus précisément, 40 000 décès sont attribuables chaque année aux particules fines³⁶².

- **Le confinement : une occasion de réduire l'impact environnemental et sanitaire**

Toutefois, pendant le confinement dû à la Covid-19, les déplacements en transport ont considérablement diminué, entraînant une réduction significative de l'empreinte carbone. Les dépenses totales de transport ont baissé

de 13,6 % par rapport à 2019, entraînant une réduction de la consommation d'énergie (-16,9 %) et des émissions de gaz à effet de serre (-16,3 %) en 2020³⁶³.

Cette baisse a également eu un impact positif sur l'environnement et sur la santé. Par exemple, le retour des eaux claires à Venise, jamais expérimenté de mémoire d'homme, a permis aux espèces de vie animale de s'épanouir dans les canaux habituellement pollués³⁶⁴. L'homme, partie-prenante de la biodiversité, a aussi bénéficié des effets de cette baisse de pollution. En effet, l'Institut National de l'Environnement Industriel et des Risques (INERIS)³⁶⁵ a estimé que : *“Les bénéfiques des réductions de la pollution de l'air ambiant, observées durant le premier confinement au printemps 2020, peuvent être estimés à environ 2 300 décès évités en lien avec une diminution de l'exposition de la population française aux particules, et à environ 1 200 décès évités en lien avec une diminution de l'exposition au dioxyde d'azote (NO2).”*

Ces impacts positifs donnent à voir concrètement la nécessité de repenser les politiques et le design des transports pour favoriser l'épanouissement. En creux, cela convie aussi à réinventer dans les territoires la répartition ou l'accessibilité aux éléments nécessaires à la qualité de vie de leurs habitants : services, commerces, emplois, loisirs, lieux de vie sociale, écoles... L'impact des transports sur l'environnement et la santé est donc à double titre une question de justice territoriale.

3 - La justice territoriale et le droit à la mobilité

- **La revendication d'un “droit à la mobilité” ...**

L'Association des Petites Villes de France (APVF) fait valoir le «droit à la mobilité», reconnaissant ainsi que la liberté de se déplacer est un droit fondamental qui confère à la mobilité une valeur autonome et d'autonomie. Cette liberté de se déplacer selon sa volonté contribue à améliorer l'autonomie³⁶⁶ et le quotidien des citoyens sur leur territoire. Ce faisant, elle participe à l'épanouissement et au bonheur. Il est donc crucial d'établir une légitimité solide pour ce droit à la mobilité, car comme l'a si bien

dit Roger Peyrefitte, auteur de romans et de biographies historiques, : *“Il n’y a de bonheur que dans la liberté et de grandeur que dans une liberté croissante”*.

65% des Français estiment que la capacité à se déplacer facilement est essentielle pour leur qualité de vie quotidienne, et ce de manière transverse aux âges, et conditions socio-économiques.

Cette liberté de mobilité est d’une importance considérable. Selon un sondage réalisé en 2018 - auprès d’un échantillon de 1 000 individus âgés de 18 ans et plus en France - par le cabinet de conseil ELABE, 65% des Français estiment que la capacité à se déplacer facilement est essentielle pour leur qualité de vie quotidienne³⁶⁷. Cette capacité est clairement considérée comme primordiale pour toutes les catégories de population, indépendamment de l’âge, du sexe, de la profession ou du lieu de résidence. Le Comité Économique et Social Européen (CESE) a renforcé ces propos lors d’une session plénière en 2022, en affirmant qu’une mobilité urbaine durable et inclusive peut améliorer la qualité de vie des personnes³⁶⁸. *“Améliorer la mobilité signifie avant tout améliorer la qualité de vie dans les villes”*, a déclaré le co-rapporteur polonais Mateusz Szymański. Plus précisément, *“la mobilité doit répondre aux besoins des villes et de leurs environs, elle doit être bien planifiée et durable de manière à faire coïncider les exigences environnementales et sociales, et elle doit également prendre en compte les nouvelles tendances et favoriser l’optimisation des choix des habitants quant à la manière dont ils souhaitent se déplacer.”*

Organisation d’une mobilité équitable au sein des territoires



Aujourd’hui, le droit à la mobilité n’est pas encore garanti à chaque citoyen en France. La situation des “zones blanches” - les zones enclavées et non desservies par les transports - est notamment préoccupante car elle concerne une partie significative de la population française, qui se trouve dans des zones géographiques éloignées des centres urbains et des pôles économiques³⁶⁹.

Le cabinet de conseil Mobycon décrit les trois versants de la mobilité : l’aspect économique qui consiste à emmener une personne d’un point A à un point B à moindre coût ; l’aspect culturel qui représente la perception des infrastructures et la possible de contribuer à la ville et à l’environnement ; et enfin l’aspect social qui concerne l’accès à des activités tels que le soin, le travail et les contacts sociaux³⁷⁰. Afin de garantir une mobilité heureuse et de prendre en considération ces aspects, il est primordial de mettre l’humain au centre des réflexions. Mobycon a ainsi conçu un indice de bonheur de la mobilité inspiré de l’indice de bonheur national brut du Bhoutan. Le directeur commercial Martin Van de Leur explique alors : *“je rêve d’avoir un impact (...) sur la réalisation des rêves (...), sur un système de mobilité durable et sûr qui pense et fonctionne vraiment de manière inclusive.”*

“

Mobycon a conçu un indice de bonheur de la mobilité inspiré de l’indice de Bonheur National Brut du Bhoutan.

La Fabrique Spinoza, à travers son étude *Vieillir heureux : innover et changer le regard pour une société plus unie* (2022), suggère l’introduction de stages de conduite afin de préserver la mobilité des personnes âgées et de garantir leur droit à se déplacer en toute autonomie³⁷¹. Mobilians et sa branche métier Education et Sécurité routières, partenaires de l’étude, souhaitent accompagner les seniors dans leur conduite et promouvoir leur sécurité routière. Ils proposent des actions concrètes telles que des séances d’information collectives, des audits de conduite individuels pour fournir des conseils personnalisés et des sessions intergénérationnelles d’apprentissage du code

de la route. L'objectif est d'adapter les seniors aux évolutions routières, de valoriser leur expérience et de lutter contre la stigmatisation liée à leur mobilité. Ils aspirent à généraliser ces actions à l'échelle nationale en créant une «box des mobilités» soutenue par l'Assurance maladie, qui orienterait les seniors vers une école de conduite de référence près de chez eux. En conséquence, les écoles de conduite se transformeraient en des espaces accueillants et d'accompagnement pour tous, favorisant le droit à une mobilité sécurisée et adaptée, améliorant le bien-être des seniors.



Initiatives territoriales pour passer des mobilités exclusives à des mobilités inclusives

AVELO : une initiative inspirante en DROM-COM (ADEME, 2023)³⁷²

À Mayotte, les transports publics sont quasiment inexistantes et plus de 77% de la population vit en dessous du seuil de pauvreté. Dans ce contexte, le développement du vélo sur l'île est devenu essentiel pour permettre les déplacements individuels. L'ADEME a ainsi encouragé la Communauté d'Agglomération Dembéné Mamoudzou (CADEMA) à participer au programme «AVELO», financé par le dispositif des Certificats d'Économie d'Énergie (CEE). Ce programme est innovant pour le territoire car une grande partie des habitants ne savent pas utiliser le vélo et il incite donc la population à apprendre, selon les propos de Yann Le Bigot, Directeur Régional délégué à l'ADEME.

Citygo : une initiative pour lutter contre la fracture territoriale (Citygo)³⁷³

Pour répondre aux besoins des populations enclavées, Citygo, application labellisée Bleu Blanc Zèbre, est un service de covoiturage de banlieue à banlieue qui met en relation conducteurs et passagers sans nécessité de planification, via un service 100% mobile et géolocalisé. Le but est de réduire le gaspillage de temps et d'argent ainsi que la pollution

inutile causés par les trajets en voiture sans passager et les transports en commun souvent longs et pénibles. Les passagers indiquent leur trajet, les conducteurs à proximité disponibles répondent et le coût du trajet est fixé entre les deux parties. Citygo facilite ainsi les trajets depuis les banlieues, permettant aux passagers de se déplacer plus rapidement, moins cher et de manière conviviale, et aux conducteurs de réduire leurs dépenses automobiles tout en rendant service à d'autres personnes dans leur voisinage.

La Ferromobile : une initiative décarbonée, autonome et partagée (France mobilités, 2022)³⁷⁴

En 2021, la Ferromobile est créée, offrant une solution de mobilité flexible et décarbonée. Cette voiture électrique, autonome et partagée est conçue pour circuler à la fois sur rail et sur route en utilisant un véhicule de série adapté. La Ferromobile permet la réutilisation d'infrastructures ferroviaires existantes abandonnées ou fermées, donnant ainsi du sens aux coûts de remise en état et de maintenance permettant à toutes et tous d'utiliser un moyen de transport à moindre coût. Elle répond aux problèmes d'enclavement des territoires causés par la fermeture de lignes de desserte fine, qui isolent les régions rurales des grandes agglomérations. Cette solution innovante permet ainsi de reconnecter les territoires et ses citoyens en offrant une solution de mobilité flexible, accessible à toutes et tous pour un réenchantement du quotidien.

● ...et d'un droit à l'air pur

Pour garantir un droit à un air pur et créer des villes saines, Greenpeace préconise une transformation radicale de notre approche de la mobilité urbaine³⁷⁵. En éliminant presque tous les véhicules à combustible fossile des routes, il sera possible de répondre à un besoin de liberté de mouvement. Ceci grâce à de nouvelles formes de mobilité urbaine dites «douces» expliquées en aval, diminuant considérablement les impacts négatifs du secteur des transports sur la santé humaine et l'environnement. Changer la planification urbaine et se tourner vers des transports décarbonés et modulaires permettraient de créer des villes plus vertes,

plus calmes et plus saines, en conjuguant agrément, bénéfices santé et lutte contre le réchauffement climatique.



La montagne à 10 minutes en bus

Pour accéder à un air pur d'altitude, il est possible de quitter la ville en bus en 10 minutes, via le réseau de transport,

et rejoindre la montagne. Les habitants peuvent ainsi, en été, perdre 10°C en peu de temps. Plus largement, les trames bleues et vertes en ville permettent de se préserver en cas de chaleur, avec le concept de "Destination fraîcheur". Des campagnes de sensibilisation dans les réseaux de transport incitent à quitter la ville pour profiter de la nature.

2C2 | Vers des transports en commun accessibles, modernes, modulaires et décarbonés

Pour répondre à un besoin d'accessibilité à l'emploi, aux services publics et aux commerces, le gouvernement met en place un plan dédié au développement de l'offre de transports en commun (2), tandis que les territoires investissent dans les transports publics (1).

1 - L'investissement dans les transports publics pour un réenchantement territorial

Développement de solutions de mobilité pratiques et abordables entre les territoires Afin de favoriser l'utilisation des transports en commun en France, diverses solutions de mobilité abordables et pratiques ont été développées à travers le pays. Aleop, par exemple, offre un service de transport à la demande à petits prix en Pays de la Loire, proposant des trajets tels que Nantes-Poitiers en car, train ou bateau³⁷⁶. De même, Ouibus et Flixbus proposent des voyages en bus à bas coûts pour des trajets populaires tels que Toulouse-Bordeaux ou Grenoble-Lyon.

Pour faciliter l'utilisation des transports, Île-de-France Mobilités a mis en place un service public régional de Transport À la Demande (TAD) dans 36 territoires d'Île-de-France, tels que les Yvelines ou l'Essonne.

L'objectif ? Répondre aux besoins de mobilité des habitants vivant dans des zones urbaines éloignées de l'offre de transport existante. Ce service dessert 624 communes, ce qui en fait une solution pratique pour les zones urbaines éloignées de l'offre de transport existante³⁷⁷. Son fonctionnement est multiple afin que ce service soit accessible à toutes et tous. Cet outil se compose de :

- un site internet (tad.idfmobilites.fr) et une application mobile (information des voyageurs, réservations et géolocalisation pour connaître le service disponible à proximité et suivre l'arrivée du véhicule) ;
- un centre d'appels (information des voyageurs et réservations) 09 70 80 96 63 de 9h à 18h, du lundi au vendredi ;
- un algorithme qui permet de calculer / programmer l'itinéraire des voyageurs ;
- un service après-vente unique pour répondre aux questions des utilisateurs quel que soit le territoire.

Le transport à la demande en Ile-de-France



Dans la même veine, pour faciliter l'accès aux transports en commun en Bretagne, la carte KorriGo offre une solution universelle pour accéder aux 12 réseaux de transports de la région, simplifiant ainsi l'utilisation des transports collectifs pour les utilisateurs³⁷⁸. L'objectif de cette solution pratique est également d'encourager l'utilisation des transports en commun et de réduire l'utilisation de la voiture individuelle pour les déplacements quotidiens. Cette carte propose notamment un "PASS Qualité Air" valable uniquement pendant les journées d'alerte à la pollution déclarées. Ce billet permet une circulation libre sur toutes les lignes de bus et de métro du réseau STAR (transports en commun de Rennes Métropole) pendant les jours de forte pollution.

● Les initiatives écologiques et sociales pour favoriser les transports publics

En France, de plus en plus de villes adoptent la gratuité des transports en commun dans une démarche écologique et sociale. Plus de trente villes proposent actuellement la gratuité, soit pour les moins de 18 ans, soit le week-end, soit pour tous les usagers³⁷⁹. Certaines villes, telles que Dunkerque, Calais et Libourne, ont franchi un pas de plus en offrant la gratuité pour tous et toutes.



Proche de tout par la mobilité, et gratuitement pour ouvrir les possibles

La proximité de la ville, soit la ville du quart d'heure, représente le premier facteur d'épanouissement. C'est ce qu'explique Jean-François Vereecke, actuellement économiste, urbaniste, artiste peintre, et anciennement directeur Observation et Prospective au sein de l'Agence d'urbanisme et de développement de la région Flandre-Dunkerque (AGUR). Quand on habite à la Communauté urbaine de Dunkerque, on est proche de tout : de la Belgique, de la mer, de la campagne. Aucun obstacle n'existe, même l'Angleterre, ou Lille ou Paris sont à proximité. Il n'y a de surcroît pas d'embouteillage. Cet effet est renforcé par le bus gratuit pour tous,

avec des lignes à haut niveau de service. Cette facilité d'accès réduit l'impact environnemental, et ouvre les possibles à des gens qui n'étaient pas mobiles, tout en retrouvant du pouvoir d'achat.

Quant à Montpellier, une initiative intéressante sera mise en place en 2025 pour inciter les citoyens à opter pour des modes de déplacement durables : cinq lignes de Bustram seront lancées, circulant de 5 h 00 à minuit sur une route aménagée pour permettre un trafic rapide et aisé dans 10 communes³⁸⁰. La Banque des Territoires rapporte en interview que le Groupe Caisse des Dépôts et Consignation soutient un projet de Transdev intitulé "Arrêts fraîcheurs". Il s'agit de végétaliser les arrêts de bus en cours de déploiement à Montpellier à l'été 2022 pour les lignes Bustram³⁸¹. Cela produit un bénéfice d'usage pour le citoyen, en même temps qu'il encourage à prendre les transports en commun, même en période de grande chaleur.

Malgré ces avancées, la justice territoriale a des progrès à faire en termes de mobilité. En effet, un rapport du Sénat de 2023 a conclu que l'objectif de rendre les transports en commun gratuits à Paris et en Île-de-France est actuellement hors de portée³⁸². Concrètement, la question du report du trafic automobile, les lignes de transport déjà saturées et les coûts d'exploitation élevés constituent des obstacles majeurs.

Cela souligne la complexité des politiques de transports. Ces dernières doivent conjuguer, entre autres, intelligence territoriale, prospective sur des modes de vie qui évoluent plus vite que les politiques publiques, multimodalité, enjeux économiques, sociétaux et climatiques... Le tout sur un temps long, et moyennant des investissements conséquents. C'est tout l'objet du plan gouvernemental.

2 - Le plan gouvernemental pour favoriser l'accessibilité des emplois, des services publics et des commerces

Le plan d'avenir pour les transports du gouvernement a pour vocation de garantir un droit à la mobilité pour tous. Les objectifs ? Rendre les citoyens autonomes dans leur vie quotidienne et

leur permettre d'accéder à une vie professionnelle et sociale satisfaisante.

Sur une échelle plus territoriale, cela amène à réfléchir aux stratégies les plus impactantes pour désenclaver certaines zones, fluidifier les flux, tout en maîtrisant les coûts et le bilan carbone. Transition bas-carbone, modernisation des réseaux, transports du quotidien et projet de RER métropolitain font partie de l'équation pour un meilleur maillage et équilibre territorial.

● Développer les RER métropolitains : un choix controversé

Le projet de développement des RER métropolitains par le gouvernement suscite des débats et des opinions divergentes. Certes, il vise à améliorer la desserte des bassins de vie, à faciliter l'accès aux transports en commun et à réduire l'utilisation de la voiture individuelle, ce qui permettrait d'offrir un meilleur accès aux services publics et aux commerces³⁸³. Toutefois, Génération Écologie alerte sur les préoccupations quant à l'impact environnemental des grands projets métropolitains, car ils peuvent être énergivores, consommateurs de matières premières et nuire à la biodiversité³⁸⁴. Selon un communiqué de l'organisation, le renforcement de la métropolisation par les RER ne répond plus aux besoins actuels, où l'on cherche à organiser la démobilité, ralentir et organiser la dé-métropolisation.

Par conséquent, pour que ce projet gouvernemental soit un succès, il est essentiel de trouver un équilibre entre les besoins des citoyens en matière de transport et la préservation de l'environnement. Il faut également envisager des solutions adaptées à chaque bassin de vie pour offrir aux habitants le choix de leur mode de transport sur leur territoire. En fin de compte, le but est de créer des territoires heureux emprunt de liberté, celle où les individus peuvent choisir leur mode de transport tout en limitant la pollution et les émissions de gaz à effet de serre.

● Investir dans les transports du quotidien pour favoriser l'accès aux services publics

Lors de son discours du 24 février 2023, Elisabeth Borne souligne que l'investissement dans les transports du quotidien permet de donner accès

à la mobilité, ce qui peut résorber les fractures territoriales, rompre l'isolement et redynamiser certains territoires. La première ministre appelle à un dialogue avec les collectivités pour construire la déclinaison opérationnelle du plan d'avenir du gouvernement pour les transports, en liant les infrastructures aux services et en trouvant des solutions adaptées à chaque bassin de vie³⁸⁵.

Comme mentionné dans la partie 1C sur les avantages des territoires, avoir accès à des services de proximité tels que les établissements de santé et les commerces peut avoir un impact positif sur la qualité de vie des habitants et contribuer à leur bien-être³⁸⁶. Il est donc crucial de promouvoir le développement des services de transport pour offrir une plus grande liberté de déplacement et de choix de mobilité, en accord avec les besoins et les préférences des citoyens. Cela contribuera à leur bonheur et à leur épanouissement sur leur territoire.

● Moderniser le réseau de transports pour garantir le droit à la mobilité

La première ministre a annoncé la volonté de l'État de s'engager dans la transition écologique et de développer le réseau ferroviaire pour élargir le droit à la mobilité en réponse à une revendication citoyenne, comme énoncé en amont, en investissant 100 milliards d'euros d'ici 2040³⁸⁷.

Il est par ailleurs capital de souligner l'importance d'une offre ferroviaire de qualité et abordable pour prendre le pas sur les voyages en avion. En effet, il est préoccupant de constater que, en raison du manque d'offre et des tarifs souvent plus élevés que ceux des vols, une partie de la population préfère renoncer à se déplacer ou choisir des moyens de transport plus coûteux sur le plan environnemental en France. Afin de remédier à cette situation, il est essentiel d'améliorer la qualité et de rendre les tarifs des trajets en train plus compétitifs par rapport à ceux des avions comme l'explique la journaliste pour Europe 1, Margaux Fodéré. Cela encouragerait les individus à privilégier le train, contribuant ainsi à une mobilité plus durable et respectueuse de l'environnement³⁸⁸.



Une offre de train accessible pour toutes et tous

L'objectif est alors de moderniser le réseau existant, augmenter le nombre de trains, améliorer la ponctualité et réduire les temps de trajet pour offrir une alternative crédible à la voiture. Une priorité est également accordée à l'investissement dans les transports durables de demain. Des initiatives telles que l'introduction d'un billet unique, disponible sous forme d'application ou de titres dématérialisés, permettent de voyager facilement d'une région à l'autre, voire d'un réseau à l'autre, à travers toute la France. Des exemples concrets tels que le Pass Navigo à Paris ou Korriigo en Bretagne illustrent déjà cette transition vers des solutions de mobilité plus modernes et pratiques.

En 2020, le gouvernement produit notamment un rapport prospectif 2040-2060 avec 6 rapports thématiques³⁸⁹ :

- un rapport mobilité des personnes pour proposer des politiques adaptées à la diversité des densités des territoires (notamment la réduction de la demande de mobilité) ;
- un rapport transports terrestres de marchandises et leur logistique ;
- un rapport transport maritime de marchandises et ports ;
- un rapport motorisation ;
- un rapport risques et incertitudes pouvant éclairer les décisions publiques en horizon incertain ;
- un rapport mobilités-aménagement (avec une évaluation de la contribution de l'aménagement urbain à la réduction des émissions dues aux transports).

Ce dernier rapport montre la volonté de l'Etat de réduire l'émission des GES par les transports pour des territoires légers et respirables, ceci passant par une transition vers les mobilités bas-carbone.

- **Les stratégies de l'État pour une transition bas-carbone des mobilités**

En vue de promouvoir une transition vers des modes de mobilité bas-carbone, le gouvernement français a établi en juillet 2021 une stratégie comprenant cinq axes principaux, centrée sur la décarbonation et la digitalisation des transports³⁹⁰. Cette stratégie prévoit des mesures visant à numériser et décarboner les opérations aéroportuaires, ainsi qu'à développer des systèmes de transport routier automatisés.

Promotion de la voiture électrique comme solution de décarbonation



© Image de paulbr75 de Pixabay

Un des leviers d'action de cette stratégie est le report modal, qui consiste à développer des solutions de transport répondant aux besoins et caractéristiques de chaque territoire, en favorisant les modes de transport les plus écologiques et adaptés à chaque situation³⁹¹. Ceci, toujours dans un objectif de garantir une liberté de déplacement tout en responsabilisant les communautés, qui sont les acteurs clés pour développer des territoires respectueux de l'environnement, et en plaçant l'humain au centre des décisions.

Ainsi, des options de transport en commun, covoiturage, transport fluvial et ferroviaire pourront être proposées, offrant aux habitants des choix diversifiés pour leur permettre de se déplacer de manière pratique et contribuer au bien-être d'un territoire durable. Cette approche diffère des pratiques antérieures, telles que le RER, qui imposent un mode de transport unique pour une zone donnée.



Une solution associative durable et électrique pour une transition bas-carbone

L'entreprise Mob-Ion offre une solution durable et électrique pour une transition

bas-carbone dans le domaine de la mobilité. Ils ont développé l'approche de conception de la #PérennitéProgrammée, qui rompt avec l'obsolescence programmée et est labellisée Bleu Blanc Zèbre. Leur objectif est de fabriquer localement des produits de mobilité à faible empreinte carbone, tels que des batteries électriques pour scooters, à des prix compétitifs. Pour atteindre cet objectif, Mob-Ion utilise des matériaux renouvelables et recyclables, encourage la réparabilité des pièces, réduit les déchets industriels et recycle les batteries. Ils adoptent également une approche de conception démontable qui facilite la réparation et le recyclage des différents composants. Cette solution répond au problème de la précarité en matière de mobilité en proposant des produits durables, réparables et respectueux de l'environnement. Grâce à la remanufacturation des composants et à l'extension de leur durée de vie, cette approche favorise une transition vers une mobilité plus respectueuse de l'environnement. De plus, elle génère des emplois locaux et permet de réduire les coûts pour les utilisateurs³⁹².

Revoir la façon dont fonctionnent les transports publics et l'offre de transport en commun est un grand pas vers une stratégie bas-carbone réussie. À cela s'ajoutent les mobilités douces, permettant une modularité des transports et une avancée vers une décarbonation affirmée.



Des propositions et solutions apportées par les experts de la décarbonation

Rapport de l'Institut Montaigne pour la décarbonation des territoires (2021)³⁹³

- Proposition 6 : mise à disposition d'un guide pour les élus et services techniques des collectivités pour des aménagements cyclables harmonisés, l'accompagnement des services en charge pour accélérer le développement d'aménagements de qualité et encourager l'utilisation du vélo ;
- Proposition 7 : promotion du report modal de la voiture individuelle vers le transport collectif dans les zones périurbaines par la création de pôles d'échanges multimodaux routiers sur les voies rapides et la mise en place de voies réservées aux bus depuis ces pôles ;
- Proposition 10 : l'accompagnement du développement de solutions de covoiturage par la subvention et la promotion dans les zones où les transports publics sont insuffisants.

Rapport de la Fabrique de l'Industrie pour décarboner le réseau routier en France (2021)³⁹⁴

- Proposition 1.1 : Fixer un prix plancher des carburants fossiles ;
- Proposition 2.5 : Construire des mécanismes d'accompagnement par l'UE pour l'électrification des grands axes ;
- Proposition 3.4 : Mettre en place des facilités de circulation pour les usagers peu émetteurs (ex : lignes dédiées covoiturage ou électrique, péage réduit).

2C3 | La mobilité douce pour concilier décarbonation, hygiène de vie collective et bien-être

Face à une utilisation massive de la voiture pour les déplacements logement-travail, une réflexion se fera précisément sur une décarbonation liée à ces trajets (2), et de

manière plus globale sur les déplacements doux du quotidien pour une meilleure qualité de vie des citoyens (1).

1 - La promotion de la mobilité active (déplacements doux) et la réduction des déplacements polluants pour une meilleure qualité de vie

Mobilité douce

(Géoconfluence, 2021)³⁹⁵



Les mobilités douces, ou modes de transport doux, peuvent désigner soit les déplacements non carbonés, soit les déplacements très faiblement carbonés, et dans tous les cas ceux qui émettent moins de Gaz à Effet de Serre (GES) que l'usage de véhicules motorisés individuels. La marche, le vélo, la trottinette, sont des exemples de modes de transport complètement décarbonés.

- Le vélo, un moyen de mobilité réalisable, abordable et vecteur de bien-être

Le vélo, souvent considéré comme une simple activité de loisir, est en réalité un moyen de mobilité pratique, économique et bénéfique pour la santé et le bien-être.

C'est pour cela que Toutenvélo - société présente dans 11 villes de France - se concentre sur la cyclologistique urbaine pour utiliser le vélo comme outil de transformation sociale. Les principales activités de Toutenvélo comprennent la livraison de petits volumes, les déménagements, la vente de matériel Toutenvélo et la sensibilisation par le biais de formations et d'actions de promotion du vélo cargo³⁹⁶. L'association dirige également le programme «Ma Cyclo Entreprise», qui vise à promouvoir la cyclomobilité pour les petits entrepreneurs, commerçants, artisans et professions libérales. En favorisant la cyclomobilité, l'association promeut un mode de vie sain, actif et écologique sur les territoires.

“

Le vélo peut et doit redevenir rapidement un transport de masse.

Jean-Marc Jancovici

Afin de promouvoir cette pratique de déplacement, le président de la Fédération des usagers de la bicyclette, Olivier Schneider et le président du think tank The Shift Project, Jean-Marc Jancovici, ont rédigé une tribune dans Le Monde (2023). L'objectif ? Mettre en évidence les avantages de la sobriété du vélo, notamment son impact positif sur la santé, son coût abordable, sa faible empreinte spatiale et surtout son rôle dans la réduction de la pollution³⁹⁷. Ils soulignent que *“le vélo peut et doit redevenir rapidement un transport de masse”*, y compris en périurbain, puisque la plupart des trajets quotidiens pourraient être effectués à vélo si des infrastructures adaptées étaient présentes.

Le vélo comme mode de déplacement convivial et durable



En ce sens, le Conseil départemental du Var cherche à tisser un réseau d'espaces naturels sensibles, en mobilité douce. Pour préserver la nature, des crédits d'aménagements sont investis à l'image du site d'Illens la cascade. Pour éviter que la cuvette ne soit polluée, le département a construit un belvédère au-dessus, qui permet néanmoins de recevoir des embruns tandis que des sentiers traversent des décors dignes d'une carte postale. Le nombre d'espaces naturels sensibles est en augmentation suite aux efforts du département, avec pour intention de créer un réseau, puis un circuit d'un site à l'autre. A terme, selon une interview menée auprès du département, il sera probablement possible de circuler de l'un à l'autre y compris en mobilité douce. Le développement des voies cyclables, comme la voie méditerranéenne vélo qui traverse le Centre Var, combinée aux performances accrues d'autonomie des vélos électriques, permettra de se déplacer à travers le département et ce quel que soit son âge, d'un espace naturel sensible à un autre.



L'autoroute remplacée par la véloroute

La Véloroute Vallée de la Baise, également connue sous le nom de V82, est une piste cyclable de 152 km qui relie les villes de Condom et de Saint-Jean-Poutge. Cette piste cyclable traverse les départements du Gers, du Lot-et-Garonne et des Hautes-Pyrénées, offrant ainsi une expérience diversifiée aux cyclistes de tous niveaux pour des trajets quotidiens ou touristiques. La piste cyclable est entièrement ouverte depuis 2020, ce qui en fait l'une des plus récentes et des plus modernes de France. La construction de cette véloroute a été réalisée en plusieurs étapes sur plusieurs années, impliquant une collaboration étroite entre les différents départements traversés. Des travaux d'aménagement ont été réalisés pour les cyclistes. Un exemple inspirant !

Grenoble Alpes Métropole explique lors d'une interview qu'elle a investi dans les transports durables, notamment le vélo. Grenoble Alpes Métropole offre une variété d'options de déplacement à vélo et est reconnue comme l'une des villes les plus accessibles de France, y compris pour les personnes en situation de handicap. Des initiatives telles que le système "chrono-vélo" et les pistes cyclables à double flux ont été mises en place pour favoriser l'utilisation du vélo. Grenoble Alpes Métropole propose également des services de location de vélos appelés "métro-vélos". Les enquêtes et les capteurs dans la ville montrent que la part du vélo continue de croître en milieu urbain. Les vendeurs et réparateurs de vélos participent à l'activité économique locale. En somme, Grenoble est une ville exemplaire en matière de transport durable axé sur le vélo.

de progression

81%

du nombre de déplacements à vélo entre 2010 et 2020 selon l'Agence d'urbanisme de la région grenobloise

● Des initiatives "car free" pour des territoires sains et aérés

Plusieurs grandes villes françaises telles que Grenoble, Paris, Lyon, Marseille, Caen et Toulouse, poursuivent l'objectif de créer des zones urbaines apaisées fréquentées par des véhicules non ou faiblement polluants et de favoriser la transition vers des modes de déplacement doux grâce à des aménagements adaptés. Depuis 2019, ces villes ont mis en place des Zones à Faible Émissions (ZFE) pour limiter ou interdire la circulation de véhicules polluants dans les centres urbains³⁹⁹. L'objectif est d'améliorer la qualité de l'air, de réduire la pollution sonore et de promouvoir une ville plus apaisée en favorisant les modes de déplacement non motorisés. En 2022, cette démarche devient obligatoire dans 12 métropoles françaises.

Ainsi, afin de créer des villes sans voitures, l'initiative *Car Free Megacities* vise à rendre possible la circulation dans Londres, Paris et New York sans utiliser de véhicules polluants⁴⁰⁰. L'objectif est de libérer plus d'espace urbain pour les citoyens et pour la nature, de réduire la pollution atmosphérique, de promouvoir des modes de transport actifs et sains, et de diminuer les émissions de carbone.

Parmi les villes au centre de ce projet, Paris est considérée comme la métropole européenne leader en matière d'initiatives de réduction d'utilisation de la voiture d'après un rapport de la start up Fluctuo, spécialisée dans la collecte et le traitement de données sur les services de mobilité⁴⁰¹. Elle possède une offre de mobilité partagée tels que les trottinettes, les scooters et même les voitures. Le vélo est notamment en pleine expansion avec un total de 25 000 recensés dans les rues de Paris en septembre 2021.



En 2021, la Fédération Française de la Randonnée Pédestre a mis en place un baromètre des villes marchables.

● Un désir citoyen d'instaurer des territoires "marchables"

En 2021, la Fédération Française de la

Randonnée Pédestre a mis en place un baromètre des villes marchables, en se basant sur une consultation de 68 510 Français⁴⁰². Les résultats montrent que la population vivant en Bretagne, en Pays de la Loire et en Bourgogne-Franche-Comté pensent que leur territoire est favorable à la marche. Ceux vivant en Occitanie, en Île-de-France ou encore en Normandie ont une opinion moyennement favorable. Enfin, les personnes vivant dans les DROM-COM sont majoritairement défavorables. Les principales critiques émises sont les suivantes : 71% attendent des mesures de promotion de la marche à pied, 60% considèrent que la circulation des véhicules motorisés est gênante et 41% souhaiteraient des trottoirs plus larges, bien entretenus, sécurisés et sans obstacles.

En plus de désengorger les territoires et de rendre l'air plus respirable, l'étude *Santé positive : guide des déterminants scientifiques aux citoyens, professionnels et institutions* (2022) de La Fabrique Spinoza met en avant les bienfaits de la marche sur la santé. Marcher 2 minutes par heure réduit de 33 % le risque de mourir prématurément et plus largement, marcher 30 minutes par jour réduit le risque d'infarctus de 19 %⁴⁰³.

2 minutes de marche par heure réduit de 33% le risque de mourir prématurément.

● Un partage des mobilités inspirant

L'Agence Normande de la Biodiversité et du Développement Durable (ANBDD) - qui accompagne les acteurs normands souhaitant s'engager dans la transition écologique - et la Fédération de la Manche Familles Rurales réalisent des retours d'expériences sur des actions réussies pour porter à connaissance et inspirer d'autres territoires⁴⁰⁴. Rézo Pouce représente une action dont les acteurs peuvent s'inspirer : il s'agit d'un réseau solidaire d'auto-stop organisé par les pouvoirs publics sur la Communauté de communes de Pont-Audemer Val de Risle (CCPAVR) depuis septembre 2020.

Près de 100 panneaux sont installés sur les 32 communes du territoire pour signaler les arrêts. Une plateforme web est également administrée pour renseigner les utilisateurs. Afin d'animer de façon constante le dispositif, une communication régulière est mise en oeuvre.

Panneau d'auto stop Rézo Pouce



© Mieux vivre autrement



Des panneaux signalant des zones d'auto-stop solidaire sur un réseau de communes, comme sur la Communauté de Communes de Pont-Audemer Val de Risle.

Il est en effet primordial d'avoir accès à des moyens d'auto partage de véhicule à travers le numérique, facilitant ainsi le contact et l'accessibilité aux informations. Dans cette veine, Mobicoop, labellisé Bleu Blanc Zèbre, développe un modèle de covoiturage libre, gratuit apportant des solutions de mobilité courtes, moyennes et longues distances en France métropolitaine et dans les outre-mers français⁴⁰⁵. À travers une plateforme numérique, les membres coopèrent librement pour organiser ce partage de véhicule et de trajet.

Ainsi, en matière de mobilité, les initiatives inspirantes sont nombreuses et permettent de repenser la place de la voiture dans nos déplacements quotidiens. De plus, celles-ci ne se limitent pas à la réduction de l'empreinte carbone : elles peuvent également participer à la revitalisation des territoires et faciliter l'accès à son lieu de travail.

2 - Mobilité, décarbonation et emploi

● Des habitudes de transport des travailleurs français à changer

Encourager activement un changement des habitudes de transport des travailleurs français en faveur de modes de déplacement plus durables est essentiel pour créer un impact positif sur l'environnement et la qualité de vie.

Cela est impératif car en 2017, des statistiques de l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques (INSEE) montrent que 74% des travailleurs, utilisent leur voiture quotidiennement pour se rendre au travail, indépendamment de la distance parcourue⁴⁰⁶. Seulement 16% (4 millions d'actifs) ont recours aux transports en commun, tandis que 8% (2 millions de personnes) utilisent des modes de transport actifs tels que la marche (6%) ou le vélo (2%). Ces chiffres sont préoccupants et nécessitent une action immédiate pour encourager des modes de transport plus durables. Par la suite, en 2020, même si les déplacements en voiture restent inchangés, l'INSEE constate que le recours à la bicyclette pour se rendre au travail a atteint 6%.

74% **des travailleurs** utilisent leur voiture quotidiennement pour se rendre au travail, indépendamment de la distance parcourue.

-52% **de risques** de mourir d'une maladie cardiaque en allant au travail à vélo.

● Promouvoir des modes de transport doux pour une mobilité écologique et citoyenne

Dans le but de réduire les émissions de gaz à effet de serre et de devenir la première région d'Europe à énergie positive, la Région Occitanie s'engage à promouvoir les modes de transport

doux pour les trajets domiciles-travail⁴⁰⁷. Elle annonce en 2020 une augmentation de son aide financière pour l'achat d'un vélo à assistance électrique, passant de 100 à 200 €, ainsi que la mise en place d'un nouveau dispositif nommé «Eco-chèque mobilité - Bonus Forfait Mobilité Durable». Grâce à ce nouveau dispositif, les salariés pourront bénéficier d'une aide allant jusqu'à 400 € pour l'achat d'un vélo électrique et jusqu'à 240 € pour un vélo classique.

Cette pratique du "vélo taff" se développe dans les années 2000⁴⁰⁸. Elle consiste à utiliser le vélo comme mode de transport pour se rendre sur son lieu de travail. Celle-ci est de plus en plus valorisée par les entreprises soucieuses de l'environnement et de la santé de leurs employés. En effet, selon l'étude *Santé positive : guide des déterminants scientifiques aux citoyens, professionnels et institutions* (2022) de La Fabrique Spinoza, aller au travail à vélo réduit de 52% le risque de mourir d'une maladie cardiaque. Ainsi, pour encourager cette pratique, certaines entreprises proposent des vélos de fonction. Ces vélos peuvent être mis à disposition des salariés pour une durée de 36 mois minimum, afin de leur permettre de se déplacer plus facilement et plus rapidement sur leur lieu de travail.



Imiter Ubiq qui accorde des congés (écologiques) plus longs à ses salariés si le mode de transport des vacances est écologique.

C'est un concept popularisé par des start-ups comme Tandem, qui offrent aux entreprises un service⁴⁰⁹. Les employés intéressés remplissent un formulaire en ligne pour faire part de leur demande, et la start-up s'occupe du reste : livraison, entretien et réparation des vélos. Les entreprises peuvent ainsi encourager l'utilisation du vélo pour le trajet domicile-travail et promouvoir une culture de déplacement durable.

Grenoble Alpes Métropole a créé une agence mobilité en lien avec le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS). Objectif ? Détecter lorsque la mobilité est un frein à l'emploi.

Par exemple, le vélo semble être discriminant socialement en laissant partiellement de côté les classes populaires, les privant d'un moyen de transport. Un diagnostic attrayant est alors proposé pour déterminer comment augmenter la mobilité : si beaucoup souhaitent passer leur permis, d'autres pratiques sont parfois recommandées : transport en commun, test d'auto-partage, accompagnement pour bénéficier des lignes de covoiturage, "remise en selle" sur vélo, réassurance pour les inquiets, et soutien à choisir les parcours sécurisés à vélo par l'appli "chrono-vélo". Tout ceci contribue à ringardiser la voiture comme le dit Aurélien Barrau, astrophysicien et philosophe.



Ringardiser la voiture, comme le suggère Aurélien Barrau.



Une ubiquité permise par le télétravail

Tel que mentionné dans la section 3B sur le travail et l'emploi, la crise sanitaire a entraîné un changement de mode de vie qui a favorisé le développement du télétravail. Cette approche a permis une combinaison d'un gain de temps personnel doublé d'un meilleur confort de vie.

D'après une étude de l'Agence d'Urbanisme de l'aire métropolitaine lyonnaise Urbalyon datant de 2022, le télétravail est de plus en plus répandu dans la région, avec 17% d'utilisateurs réguliers en 2021. Cette pratique est d'autant plus courante pour les salariés dont le lieu de travail est éloigné de leur domicile. Alors que

seulement 1,8% des travailleurs résidant à moins de 5 km de leur lieu de travail pratiquent régulièrement le télétravail, cette proportion atteint 9% pour ceux habitant à plus de 50 km de leur lieu de travail.

En plus de réduire les déplacements en voiture et en transports collectifs, le télétravail permet également des économies significatives sur les heures de pointe, avec une réduction moyenne de 3,6% en voiture et de 3% en transports collectifs pour l'heure de pointe du matin, et de 2,6% en voiture et de 3,6% en transports collectifs pour l'heure de pointe du soir. En outre, le télétravail est une solution avantageuse pour la collectivité car il permet de réduire les émissions de gaz à effet de serre sans coûts de fonctionnement ni investissements importants.

Cependant, bien que le télétravail puisse être un moyen efficace de limiter les déplacements, environ deux tiers des actifs qui quittent la Métropole de Lyon continuent de travailler dans celle-ci, ce qui indique qu'il y a toujours une demande de travail en présentiel.

La promotion des modes de transport doux et la décarbonation des déplacements répondent donc aux impératifs environnementaux et aux demandes citoyennes.

A noter que les initiatives en matière de mobilité sont principalement motivées par les souhaits des citoyens eux-mêmes. Pour créer des territoires épanouissants et heureux, il est donc essentiel d'inclure leurs habitants dans le design des modes de transport, notamment en s'adaptant au contexte actuel de développement du digital.

204 | La modernisation des transports par et pour les citoyens heureux

La modernisation des transports pour répondre aux attentes des citoyens requiert une approche à plusieurs échelles. Afin d'assurer un service public amélioré, il est indispensable de favoriser

la participation innovante des territoires (3). Et pour garantir une mobilité heureuse, cette participation doit être accompagnée d'une action citoyenne active (2). De manière

générale, pour créer des territoires plus intelligents et relever les défis actuels, le développement adéquat d'une smart Mobility est essentiel (1).

1 - Vers une modernisation territoriale augmentée : le développement d'une smart mobility pour des territoires plus intelligents

● Des moyens "smart" pour faciliter la mobilité urbaine et rurale

Afin de bénéficier d'un service de transport pratique, fiable et respectueux de l'environnement, Rouen Normandy Autonomous Lab a mis en place un service de mobilité novateur. Ce dernier propose des véhicules autonomes électriques à Rouen et en Europe⁴¹⁰. Pour utiliser ce service, il est possible d'appeler un véhicule en temps réel via une application mobile dédiée. Le véhicule se met en route, se rend à l'arrêt sélectionné par l'utilisateur et le transporte jusqu'à l'arrêt choisi, au sein d'un circuit fermé.



Véhicule autonome électrique du Rouen Normandy Autonomous Lab

Les applications peuvent également être un moyen utile pour faciliter cette mobilité. Par exemple, l'application MOOVIT présentée dans l'étude *Vers un digital vertueux : un digital durable qui apaise, développe et unit* (2023) de La Fabrique Spinoza propose les meilleures options de trajets ainsi que les meilleurs modes de transport⁴¹¹. Depuis sa création en 2012, cette application compte 950 millions d'utilisateurs dans le monde en 2021⁴¹². Pour fournir des itinéraires optimaux, Moovit a développé une communauté active appelée les Mooviters, qui ajoutent et améliorent les informations sur les transports en commun de leur ville. Cette communauté compte actuellement 875 000 membres à travers le monde et est née de la demande croissante des

utilisateurs pour l'expansion de Moovit dans leur ville, preuve que cette application plaît⁴¹³. Les créateurs ont ainsi mis en place des outils de cartographie accessibles pour permettre aux voyageurs locaux de collecter et d'organiser des données de transit locales, qu'ils peuvent ensuite partager avec le monde entier via l'application. Actuellement, les Mooviters sont responsables de la collecte, de l'organisation et de la diffusion des données locales de transit de 77% des villes où l'application se déploie chaque année, ce qui fait de Moovit le "Wikipedia des transports en commun"⁴¹⁴.

77% est la proportion de villes adoptant Moovit sur une initiative de leurs habitants, montrant la puissance de la mobilisation citoyenne.

Cette application de mobilité, en 2022, rédige un rapport sur l'utilisation des modes de déplacements, notamment en France⁴¹⁵. Il en ressort que les temps de transports se sont rallongés et qu'ainsi les mobilités douces sont prioritaires. Nantes étant la "championne de la micro-mobilité" comprenant les vélos, trottinettes et scooters électriques avec 15% de déplacements quotidiens.

Également, dans un esprit inclusif, Streetco est une application innovante qui fournit un GPS piéton collaboratif conçu spécialement pour répondre aux besoins des personnes en situation de handicap et à mobilité réduite⁴¹⁶. Cette application permet à ses utilisateurs de trouver l'itinéraire le plus adapté à leur mobilité, grâce à une communauté de personnes appelées "Streeters" qui fournissent des informations en temps réel sur les éventuels obstacles présents sur le trajet. Jean-Michel, habitant de Bois-Le-Roi témoigne de l'utilisation de l'application en tant que personne en fauteuil roulant : "(...) tous les itinéraires prennent en compte les fauteuils roulants. Pas d'escaliers, ni de pente, mais des trottoirs adaptés et l'assurance qu'il y ait un ascenseur... Si un fauteuil passe, toutes les personnes à mobilité réduite passent ! Un must." Un témoignage inspirant, démontrant l'utilité d'une application adaptée

aux situations physiques de toutes et tous, pour une vie plus légère et agréable au sein des territoires.

Face à la difficulté des personnes à mobilité réduite pour accéder aux transports publics, Picto Access, labellisé Bleu Blanc Zèbre, propose une solution globale pour répondre à l'ensemble des besoins en matière d'accessibilité de la ville, tels que les ERP (Etablissements Recevant du Public), les environnements de travail, les logements et les transports. Cette solution permet de gérer et planifier l'accessibilité pour mieux concevoir ensemble les villes de demain, en rassemblant et mobilisant toutes les parties prenantes impliquées dans la ville et les mobilités⁴¹⁷. Grâce à cette solution, Amiens Métropole a obtenu la Marque Or "Destination pour tous"⁴¹⁸. La solution Picto Access a joué un rôle essentiel dans cette réalisation, en permettant à la Métropole de mettre en valeur les actions menées par les acteurs publics et privés pour offrir les meilleures conditions d'accueil à tous les usagers et visiteurs, indépendamment de leur situation.

● Une régulation intelligente et durable des flux de transport

La smart mobility permet, à travers ses différents outils connectés, d'analyser et adapter les flux de transports afin de désengorger et aérer les territoires.

La liste de ces dispositifs intelligents ne cesse de s'allonger. Par exemple, *Optimet UrbanMap* répond aux besoins croissants des passagers et résidents d'informations de voyage en temps réel combinées à des contenus de médias sociaux⁴¹⁹. Le système affiche des données sur le réseau de transport urbain, les temps de trajet, les événements autour de la station et le nombre de passagers à bord pour anticiper et améliorer les conditions de voyage, quitte à prendre le transport suivant.

Également dans un souci de confort de mobilité, grâce à *Hesion Smart Parking Solutions*, il est possible de trouver rapidement une place de parking. La solution ? Des parcmètres intelligents équipés de spots cams installés sur chaque place de stationnement⁴²⁰. Cette solution permet d'économiser du temps et

d'améliorer l'expérience de stationnement, parfois laborieuse. Par ailleurs, selon McKinsey & Company, la synchronisation intelligente des feux de circulation pourrait réduire les temps de trajet moyens de plus de 5% comme le retranscrit l'étude *Vers un digital vertueux : un digital durable qui apaise, développe et unit* (2023) de La Fabrique Spinoza⁴²¹.

de réduction

du temps de trajets moyen par la synchronisation intelligente des feux de circulation (étude Vers un digital vertueux : un digital durable qui apaise, développe et unit de La Fabrique Spinoza, 2023)

50%

Un projet innovant pourrait également voir le jour d'ici 2050. Il s'agit du projet Loop Aix-Marseille. Ce projet prospectif viserait à raccourcir le temps de trajet entre les villes d'Aix-en-Provence et Marseille, en utilisant un système DRMT (Demand-Responsive Mass Transport)⁴²². Ce système reposerait sur une flotte de véhicules électriques autonomes qui s'auto-organiseraient pour répondre aux demandes des voyageurs, offrant ainsi une alternative rapide, flexible et économique à l'utilisation de la voiture individuelle. L'objectif est de réduire considérablement le temps de trajet entre les deux villes, passant de 45 minutes en TER à seulement 15 minutes⁴²³.

Un modèle similaire est en phase de test au niveau européen. Le projet SCOOP lancé en 2014 et déployé en Bretagne - territoire pilote - en 2019, vise à mettre en place des systèmes de transport intelligents coopératifs sur les routes et les véhicules⁴²⁴. Les capteurs équipant les véhicules permettent de détecter les événements et de les transmettre aux véhicules en amont ainsi qu'au gestionnaire via des unités de bord de route. Les objectifs principaux du projet sont l'amélioration de la sécurité routière, la gestion de trafic plus efficace et l'optimisation des coûts de gestion de l'infrastructure. Même s'il convient d'attendre les résultats de la phase pilote, il s'agit d'un projet ambitieux pouvant inspirer d'autres régions et inciter les territoires et ses citoyens à développer de nouvelles approches d'aménagement des mobilités.

2 - Action citoyenne : mobilisation pour une mobilité heureuse

● La voie (voix) citoyenne

La question des transports n'est pas seulement liée au déplacement d'un point A à un point B. C'est aussi une question d'occupation de l'espace. Et force est de constater que la cohabitation entre les différents modes de transports ne va pas de soi.

A Paris, par exemple, il est parfois difficile de simplement marcher ou se balader sur des territoires où circulent aussi des vélos, des trottinettes et des monocycles électriques, lesquels empiètent souvent sur les trottoirs, causant des accidents avec les piétons⁴²⁵. Fin novembre 2022, Le Conseil National de la Sécurité Routière envisageait une recommandation, visant à "sanctuariser les trottoirs pour les piétons."⁴²⁶ Une mesure qui fait écho au Code de la rue, une démarche inspirée de la Belgique et mise en place en 2006 en France. L'objectif est de concilier sécurité et circulation, écologie et partage de l'espace public. Anne-Hidalgo, Maire de Paris, a initié des travaux dans ce sens début janvier 2023⁴²⁸. Dans cette même veine, les concessions de trottinettes électriques en libre-service seront supprimées dès septembre 2023 à Paris suite au référendum d'avril 2023 totalisant 89,03% de votes pour la fin des trottinettes sur les 103 084 votants⁴²⁹.

● Repenser le territoire pour une bonne cohabitation des mobilités douces et traditionnelles

D'ailleurs, en 2023, la Sécurité Routière alerte sur la hausse préoccupante du nombre d'accidents impliquant vélos, trottinettes et Gyropods, et de leur gravité⁴³⁰. Les mobilités douces ne le sont pas tant que cela au regard des chiffres : "les utilisateurs d'engins de déplacements personnels motorisés (EDPM) réunissent, outre la trottinette électrique, le monoroue, le gyropode et l'hoverboard. Ils représentent désormais 8% des tués et 20% des blessés graves de la route. (...) La mortalité des cyclistes s'est accrue de 30% l'an dernier, avec un total de 244 tués (+57 tués par rapport

à 2019, année d'avant la pandémie). On compte aussi parmi eux davantage de blessés graves : 2.600 (+300, soit une augmentation de 13%) (...) 34 "trottinettistes" ont perdu la vie en 2022 contre 10 en 2019 et la gravité de leurs blessures est également en forte hausse : 600 blessés graves estimés en 2022, soit 400 de plus qu'en 2019".



© Vivre le Marais

Les dangers de la trottinette électrique à deux

Que disent ces chiffres ? Ils invitent à repenser les mobilités sur le territoire en fonction des usages pour prévenir l'effet rebond d'une économie de GES et d'un bénéfice santé sur un risque physique. Le besoin de sécurité étant parmi les besoins essentiels de l'homme selon la pyramide de Maslow⁴³¹, cela pose autant la question de la réglementation, de la logistique, de l'aménagement du territoire, que du respect des règles du vivre-ensemble dans la mise en place de politiques publiques de transport. Avec sans doute un équilibre à trouver entre des formules individuelles et collectives pour l'autonomie et l'épanouissement de chacun sur des territoires heureux.



Les citoyens et citoyennes, acteurs et actrices d'une mobilité heureuse

Dans cette démarche de donner une pleine voix aux citoyens, le MIX - Laboratoire des Mobilités Innovantes, un living lab (méthodologie où citoyens, habitants, usagers sont considérés comme des acteurs clés des processus de recherche et d'innovation) s'est créé à Rouen. Il vise à imaginer et expérimenter

les mobilités de demain en Normandie⁴³⁴. Il met l'accent sur les usages et l'accompagnement des changements de pratiques de mobilité en valorisant l'expertise des habitants en tant qu'utilisateurs quotidiens. Les citoyens peuvent contribuer à l'émergence de mobilités décarbonées et innovantes en rejoignant l'équipe d'Innovation Citoyenne comme bénévoles.



sécurité routière

En 2022, selon l'Observatoire National Interministériel de la Sécurité Routière (ONISR), 3 541 personnes ont perdu la vie sur les routes de France, que ce soit en métropole ou en outre-mer⁴³². Ce chiffre représente une augmentation de 1,3 % par rapport à l'année 2019 et de 10,1 % par rapport à 2021 en raison des restrictions de circulation mises en place lors des périodes de confinement.

Si ces chiffres ne semblent pas considérables en raison de périodes de confinements, il reste impératif de prendre des mesures au niveau local pour prévenir les accidents et améliorer la sécurité routière⁴³³. Dans cette optique, la ville d'Argentan, située dans le département de l'Orne, s'est engagée dans une démarche proactive en obtenant le label de Ville Prudente.

Cette reconnaissance démontre l'engagement de la collectivité d'Argentan à promouvoir la sécurité sur les routes et à sensibiliser les habitants aux bonnes pratiques en matière de conduite.

● Les initiatives citoyennes pour un bonheur citoyen par la mobilité

Pour un développement de l'écomobilité, le mouvement créé par et pour les jeunes "Je Passe Au Vert" donne les clefs nécessaires pour bouger moins et bouger mieux⁴³⁵. Grâce à des guides "slow mobilités" et astuces pour le quotidien, une prise de conscience sur les opportunités de mobilité durable s'offre à toutes et tous.



Carte interactive des mobilités durables "je passe au vert"

Grâce à cette carte interactive, des initiatives de mobilité décarbonées, solidaires, innovantes sont mises à disposition. Par exemple, à Limoges l'application "Trouve ton SAM" permet à tous les fêtards de rentrer en toute sécurité. La "Vrac mobile" à Biarritz, quant à elle, est une épicerie mobile travaillant en direct avec les producteurs et artisans locaux. Elle encourage les circuits courts et donc la diminution des transports et favorise ainsi la préservation de l'environnement tout en soutenant l'économie locale et les liens de proximité⁴³⁶.

Afin de donner du sens à cette mobilité verte, l'association «Gnoumba Wa Chahoula» veut créer une épicerie itinérante solidaire à Mayotte pour aider les populations précaires qui sont loin des centres urbains à avoir accès à des produits alimentaires de base à faible coût⁴³⁷. Pour financer leur premier vélo cargo solaire et les premiers produits, ils ont lancé une campagne de financement participatif. En échange, ils encouragent les habitants à collecter des canettes pour lutter contre la prolifération des déchets, qui est un problème important à Mayotte.

Ces initiatives citoyennes sont nécessaires pour évoluer vers une mobilité équitable, durable et choisie afin d'œuvrer à des territoires heureux. Celles-ci doivent manifestement être accompagnées de la participation des acteurs clefs des territoires pour garantir leur efficacité et leur qualité.

3 - Participation innovante des territoires pour un service public augmenté



La Loi d'Orientation des Mobilités ou Loi LOM et la compétence "Mobilité"

(Ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des Territoires, 2021)⁴³⁸

La Loi d'Orientation des Mobilités a été publiée au Journal officiel le 26 décembre 2019. Cette loi transforme en profondeur la politique des mobilités, avec un objectif simple : des transports du quotidien à la fois plus faciles, moins coûteux et plus propres.

“Dans le cadre de cette loi, les Établissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) ou “interco”, avaient la possibilité de prendre la compétence “mobilité” entre 2019 et 2020. Si la communauté de commune refusait, la compétence mobilité était déléguée à la Région. L’Association Nationale des Pôles Territoriaux et des Pays, (ANPP) plaide pour que les adhérents prennent la compétence mobilité. Mais les EPCI sont des petites structures sans moyens ni ressources pour gérer lignes chemins de fer, autopartage, covoiturage, lignes de vélo... Aussi dans le cadre des Pôles d’Équilibre Territoriaux et Ruraux (PETR), qui regroupent 3 ou 4 EPCI, il y a un frein réglementaire dès lors que toutes les EPCI n’ont pas pris la compétence mobilité. Celles qui ont pris cette compétence peuvent la transférer au PETR. En revanche, le PETR doit demander à la Région de lui céder la compétence quand ce n’est pas le cas.” indique Jean-Baptiste Cailleux, Chargé de Mission ANPP, territoires de Projets.

● Un accompagnement territorial des citoyens pour un territoire accessible

De nombreuses associations ou dispositifs sont présents pour accompagner les touristes et habitants dans leur choix de mobilité sur le territoire. C’est le cas de la Maison de la Mobilité Toulon Provence Méditerranée

(TPM) qui est un lieu situé dans le centre-ville de Toulon, au cœur de la métropole. Elle offre une gamme d’informations et d’accompagnements pour répondre aux besoins de tous les publics en matière de déplacements : transports en commun, vélo, marche à pied, train, transport aérien, covoiturage, stationnement⁴³⁹... Les agents d’accueil de la Maison de la Mobilité TPM sont formés pour fournir des solutions adaptées à tous les moyens de transport disponibles dans la Métropole, ainsi qu’aux modes alternatifs à la voiture et aux dispositifs d’aide aux déplacements.

● La voiture personnelle : un transport en commun ?

Le programme Acteurs et Collectivités engagés pour l’éco-mobilité (AcoTE) mis en place par l’ANPP en collaboration avec la Roue Verte dans le PETR de Déodat (Vosges) est une solution de covoiturage. Les lignes couvrent les trajets entre zones rurales, périurbaines et villes, principalement les trajets professionnels. Cette solution conjugue avantages économiques, écologiques et sociaux. Pour preuve économique, l’on peut mettre en concurrence le coût du kilomètre par voyageur : 3 centimes pour le covoiturage, contre 25 pour le bus, soit huit fois moins cher. Ce faisant, le programme AcoTE donne la possibilité aux personnes sans moyen de transport de se déplacer, d’accéder à de l’autonomie, à une certaine liberté et à des emplois. Bref à une certaine justice territoriale. Les conducteurs, quant à eux, gagnent, via une application, à peu près 100 € par mois : de quoi rembourser le prix du carburant. L’optimisation des trajets de voiture par le covoiturage l’emporte également sur le bus qui roule parfois à vide ou de manière non optimisée, polluant pour rien.



© Le Bien Public

L'organisation du covoiturage

Quelles sont les clefs du succès d'un tel projet ? Le retour d'expérience de l'ANPP sur le programme AcoTE est riche en enseignements. Premièrement, le succès et la pérennité du projet tiennent à l'absence de freins réglementaires et administratifs et à la présence des moyens financiers et humains, comme indiqué en encadré. Deuxièmement, au niveau territorial et logistique, il y a un seuil de masse critique de flux. En effet, il faut au minima 200 passagers et conducteurs et des lignes d'environ 25 km avec des arrêts prédéfinis par une étude et une concertation. Ces effets de seuil rendent l'opération difficilement répliquable dans les zones rurales où l'habitat est très dispersé. Troisièmement, le programme AcoTE s'inscrit dans l'économie de la fonctionnalité et du partage. Concrètement, les solutions de covoiturage impliquent de transformer des voitures individuelles, espaces et bulles privés, en transports en commun avec des arrêts prédéfinis et une mise en relation via une application. Cette transformation nécessite une évolution des comportements encore réticents et marqués par la peur de l'étranger et de l'inconnu, la préservation d'un confort individuel et de l'intimité.

passagers et conducteurs

200

et des lignes d'environ 25 km avec des arrêts prédéfinis par une étude et une concertation sont les chiffres et ingrédients clés pour un système de covoiturage rural - urbain efficace en milieu pas trop dispersé.

Cette expérience de l'ANPP est en tout cas très inspirante sur les propositions que l'on pourrait formuler en matière de politiques publiques de transports.

D'un point de vue réglementaire, il s'agirait de faciliter le transfert de compétences en matière de mobilité entre les échelons administratifs pour avoir des tailles critiques de territoires sur lesquels développer le covoiturage sans délai administratif.

D'un point de vue financier, la mise en place de tels programmes ne peut se faire sans un budget et des compétences adéquates : il s'agirait donc de réallouer le budget de la Loi LOM sur ce type de projets.

Au niveau des comportements, pourquoi ne pas imaginer des *nudges* autour de l'économie de la fonctionnalité pour inciter davantage de conducteurs à accueillir des passagers dans leurs voitures ? Cela pourrait se faire par exemple via des crédits d'impôts ou bien des badges virtuels ou concrets à coller sur la voiture. Mais aussi par des séances d'informations dans les auto-écoles ou encore de la gamification avec un rabais sur la vignette ou le contrôle technique en échange d'économie de GES grâce au covoiturage. Et pourquoi pas du *storytelling*, des podcasts de belles histoires de covoitureurs... l'achat de voitures en partage... ?

Et enfin, pour les zones peu denses, pourquoi ne pas mettre davantage l'accent sur les possibilités de mutualisation de navettes inter-entreprises dans le cadre de démarches d'Écologie Industrielle Territoriale (3C). Ces navettes pourraient être dimensionnées au nombre de personnes transportées et desservir plusieurs zones rurales et plusieurs entreprises, voire des tiers lieux relais de ces entreprises ?

● Des services publics augmentés et mobiles

Des services publics mobiles sont initiés afin de faciliter les démarches citoyennes contraignantes. Tout d'abord, les camions Impôts⁴⁴⁰ sont une solution mobile qui apporte une aide précieuse aux populations qui manquent de services de proximité pour effectuer leurs déclarations d'impôt. Ces camions se déplacent directement

Le camion bleu pour faciliter les démarches



© Ville de Caudebec

sur le territoire des personnes concernées, ce qui est particulièrement bénéfique pour les populations isolées géographiquement ou n'ayant pas la possibilité de faire leur démarches en ligne. Grâce aux camions Impôts, ces populations ont ainsi accès à un service de qualité avec un interlocuteur humain.

Également, le Camion bleu est un dispositif créé en partenariat avec l'État et le Département pour aider les habitants de vingt communes aux alentours de Lambres-lez-Douai - une commune située dans le département du Nord en région Hauts-de-France - à effectuer leurs démarches administratives⁴⁴¹. Il s'agit d'un service itinérant qui permet de faciliter l'accès aux services publics pour les populations qui sont éloignées des antennes CAF, des bureaux administratifs ou du digital. Le concept de ce camion met l'accent sur la mobilité en proposant des services qui vont directement vers les citoyens. Cela permet de répondre aux besoins spécifiques des populations les plus isolées en leur offrant une solution pratique, accessible et efficace. Pour les personnes ayant accès à internet, un planning est mis à disposition sur le site de ce dispositif pour informer les habitants des dates et lieux de passage du Camion bleu.



Le Camion bleu est un dispositif créé en partenariat avec l'État et le Département pour aider les habitants de vingt communes à effectuer leurs démarches administratives aux alentours de Lambres-lez-Douai, une commune située dans le département du Nord en région Hauts-de-France.

Pour aller encore plus loin et ne pas avoir à se déplacer, 6Tzen.org, une initiative citoyenne gratuite, labellisée Bleu Blanc Zèbre, vise à faciliter l'accès aux démarches administratives en ligne ou sur téléphone portable pour les usagers⁴⁴². Elle offre l'accès aux 100 démarches administratives les plus courantes, permet de trouver en trois clics toutes les démarches d'une mairie, d'un conseil départemental ou régional sur un thème précis et de créer un compte citoyen pour sauvegarder les informations

et documents personnels en toute sécurité. Les collectivités territoriales bénéficient de formulaires standards et adaptés, d'un espace dédié personnalisable et d'un accompagnement pour la mise en place du service.



**L'intérêt général...
de proximité : quand
le sens s'ancre**

La Communauté urbaine de Dunkerque nous confie lors d'une interview qu'il est motivant pour les agents de travailler au service des autres, en proximité, sur le territoire. L'intérêt de la fonction publique territoriale est d'être dans un contact riche avec le local, les opérations et les usagers. Par exemple, travailler à une offre de lecture publique locale, via un bibliobus dans un village est gratifiant. L'impact est marqué, visible, local. En ce sens, l'intérêt général de proximité est ancré dans le territoire et donne un sens particulier.

Ces initiatives témoignent de l'importance de travailler les transitions pour rendre les services publics plus accessibles et adaptés aux besoins des citoyens, en s'adaptant aux nouveaux modes de vie et en prenant en compte les enjeux de mobilité. Elles constituent ainsi un levier pour une amélioration de la qualité de vie pour toutes et tous.

conclusion et propositions

Il est clair à la lumière de cette section sur les transports que l'adaptation et la modernisation des transports demeurent un défi complexe qui demande une approche globale et intégrée.

Les enjeux liés à la mobilité, l'impact sur l'environnement et la santé, ainsi que la justice territoriale et le droit à la mobilité, doivent être pris en compte. Tout comme la multiplicité des usages et leur cohabitation dans l'espace. Et le tout sans sacrifier la sécurité... C'est dire toute la difficulté de devoir à la fois conjuguer des aspirations liées à des modes de vie qui évoluent très vite et qui sont impactés par des transitions de vie personnelles et professionnelles ; avec des politiques publiques qui se font dans le temps long moyennant de lourds investissements. Et de devoir trouver des points d'équilibre efficaces et rentables satisfaisant à la fois les besoins d'autonomie, les choix de chacun, l'intérêt collectif et le vivre-ensemble.

Toutefois, il y a dans les initiatives présentées matière à nourrir tant les politiques publiques de transport que les initiatives citoyennes en la matière. Les réflexions issues de cette partie nous amènent à préconiser les actions suivantes :

- *Informersur les difficultés de mobilités sur certains territoires dans le cadre de projets d'installation ;*
- *Valoriser les territoires sur d'autres plans que les transports quand le maillage est peu dense ;*
- *Sécuriser les espaces de circulation pour prévenir les accidents ;*
- *Obliger les cyclistes, trottinettistes et monorouistes à une formation au Code de la route ;*
- *Former au Code de la Rue pour un meilleur vivre ensemble et une meilleure sécurité ;*
- Promouvoir et inciter l'utilisation des moyens de transports décarbonés ;*
- *Travailler les mutualisations et les synergies dans une optique d'économie de la fonctionnalité et du partage, de multimodalité et de décarbonation ;*
- *Accompagner financièrement et en termes de ressources les collectivités territoriales dans la prise de leur responsabilité sur les transports ;*
- *Récompenser et valoriser socialement les conducteurs de covoiturage pour faire changer les comportements et faciliter l'économie de la fonctionnalité et du partage ;*
- *Mettre en œuvre et répliquer sur les territoires les propositions des Lauréats du Nudges Challenge pour une utilisation des transports plus durable, économique et favorisant le lien social⁴⁴³ ;*
- *Développer les marches exploratoires dans les transports pour améliorer la sécurité ;*
- Faire émerger et développer les communautés d'usagers comme préalable à la mise en place de mobilités douce ou partagées dans le cadre d'un système étendu ;*
- *Favoriser l'émergence citoyenne des initiatives de mobilité à l'image de Moovit qui naît dans 77% des villes sur plébiscite des populations.*

Alors idéalement, qu'est-ce qu'un territoire heureux en matière de transport ? Sans doute un territoire qui investit dans son aménagement pour rapprocher les services essentiels de ses habitants, dans la décarbonation pour leur procurer une meilleure qualité de l'air, dans la multimodalité et dans le vivre-ensemble. Sans doute aussi un territoire qui permet à ses habitants de se sentir en sécurité, autonomes et en lien physique avec le reste du territoire et ses autres atouts. C'est certainement dans ce sens que les transports et la mobilité nourrissent le bonheur sur les territoires.

☑ **Partenaire officiel**

COMMUNAUTÉ URBAINE DE DUNKERQUE

Dunkerque : un territoire

- **ouvert sur le monde** qui croit à la richesse des échanges : de par son positionnement géographique (proches de 3 grandes capitales : Paris, Bruxelles, Londres), son port, ses entreprises internationales implantées sur le territoire, son implication dans de nombreuses coopérations et réseaux internationaux et européens. Son souci de l'ouverture d'esprit : mobilité des jeunes à l'international, accueil des étudiants étrangers...
- **marqué par la présence de l'eau** : plus grand polder habitée de France, l'eau est au coeur de la ville dans toutes ses fonctions (maritime, littoral, canaux...)
- **de grands espaces** : nombreux sites "verts" gérés par la CUD et aussi un massif dunaire exceptionnel (avec une protection de niveau national pour la Dune Marchand)
- **chargé d'histoire** : opération Dynamo (film Dunkirk de Nolan), réseau des villes mémoires et qui est attaché à son patrimoine
- **de contraste** : industrie et plages ! dont sont friands les cinéastes pour des tournages de film et les artistes qui viennent en résidence,
- **à la pointe de l'innovation** : engagé très tôt dans les transitions et reconnu à ce titre : obtention de nombreux labels... : la notion de responsabilité environnementale et sociale en même temps, l'idée de concilier "fin du monde et fin du mois" avec le dispositif Eco-Gagnant pour faire changer les modes de vie des habitants pour un mieux-être environnemental en même temps que matériel. Territoire pionnier du questionnement écologique face à l'industrie : triangle vert, triselec, conventions internationales
- **de contraste** : qui fait le pari d'une **industrie réenchantée**
Un bassin d'emploi en devenir : preuve de dynamisme, d'atouts concurrentiels annonce de nombreuses implantations
Une trajectoire verte en commun avec les industriels.
Une réconciliation, un réenchantement avec l'industrie, avec les citoyens (La Fabulous factory) l'industrie du XXI^{ème} siècle qui attire les jeunes.
- **d'énergie** : des hommes, de la nature (vent, eau), de l'industrie ...

La philosophie du territoire sur les territoires heureux

Un Territoire à taille humaine qui a tout d'un grand et où il fait bon vivre : l'équilibre : terre/mer, urbain/rural, sports et culture/travail.

- **Avec une qualité de vie des habitants** reposant sur des services publics et des équipements de très haut niveau : très accessibles : outre le bus gratuit, un réseau de lecture publique « les Balises » qui offre une ouverture culturelle énorme pour tout le monde, et gratuitement...

- **A l'écoute** de ses habitants grâce à de nombreux dispositifs de concertation
- **A l'écoute** se préoccupant de tous, avec un regard particulier sur le pouvoir d'achat
- **Qui a le sens de l'accueil** : accueil des nouveaux arrivants ...
- **Convivial**, organisation de nombreux événements festifs et collectifs.

Les approches concrètes en faveur des territoires heureux

Ça bouge à Dunkerque, c'est bon pour la santé (bus gratuit, vélo, ... nombreux clubs sportifs, mobilité des jeunes, on danse : festival bonne aventure.., au coeur de l'Europe)

Une solidarité entre tous

- **MOBILITÉ** : une mobilité gratuite, de proximité et pour tous
- **IDENTITÉ** : un carnaval emblématique et fédérateur, une "architecture concept" du XXe siècle, une culture frontalière et maritime
- **CONVIVIALITÉ** : le lien humain comme premier marqueur du territoire : carnaval qui dure 3 mois, festival de la Bonne Aventure pour les jeunes, gratuit,...
- **CITOYENNETÉ ET VIE ASSOCIATIVE** soutenir les projets citoyens plutôt que faire à leur place : un tissu associatif très dense soutenu notamment par la collectivité
- **DYNAMISME**, le vent, l'énergie : nombreux clubs sportifs
- **AMENAGEMENTS** : un équilibre entre densité, végétal, art et écologie : souci de préserver le patrimoine
- **LIEUX** : l'équipement de la Halle aux Sucres, emblème de la transition du territoire
- **PARTENARIAT** : le principe du partenariat important, au sein du territoire :
 - 1ere interco volontaire de France : l'Union fait la force entre les communes
 - Avec les territoires voisins : à l'échelle du littoral, avec l'hinterland, la métropole européenne de Lille
 - Au sein du territoire : une habitude de travailler ensemble : une gouvernance renouvelée récemment avec les industries (Euraénergie) et de plus en plus avec les citoyens lors de grandes concertations sur les enjeux actuels et sur des actions concrètes

Un moment de détente sur la plage de Malo les Bains



© Pierre Volot

03. S'ACCOMPLIR SUR SON TERRITOIRE

Les territoires sont confrontés à la fuite des jeunes à deux moments charnières : les études supérieures et la recherche d'un emploi.

Comment permettre aux personnes qui le souhaitent d'étudier et de se former sur leur territoire de vie ou à proximité ? Comment maintenir l'emploi pour conserver et attirer des populations ? Comment l'économie circulaire, par son pouvoir transformateur et son ancrage territorial, peut-elle synchroniser les transformations personnelles et territoriales pour un bonheur citoyen où l'immatériel prend toute sa place ?

C'est via un cheminement à travers l'éducation heureuse, les territoires apprenants, le travail et l'emploi, l'économie circulaire, l'écologie industrielle et territoriale et le faire et vivre-ensemble que nous poursuivons notre itinéraire vers l'épanouissement.

Street art, La Butte aux Cailles, Paris



© airfrance.com

A/ Éducation

B/ Travail

c/ Économie circulaire

3A

L'éducation, la formation et l'apprenance : apprendre local, agir global ; l'inverse ou les deux ?

Dans notre étude sur les territoires et modes de vie heureux, l'éducation et la formation sont un enjeu central. D'une part, tous les territoires n'ont pas la même offre éducative et de formation. D'autre part, le passage à l'éducation supérieure marque une étape importante dans la vie. A cette occasion, de nombreux jeunes peuvent être tentés ou avoir envie de quitter leur ville, alors que l'enjeu des territoires est de retenir ces populations. La mobilité se fait souvent vers les grandes métropoles, au sein desquelles de nombreux étudiants poursuivent leurs études supérieures sans être originaires de ces régions (DEPP, 2021). Du côté des jeunes ruraux coexistent un fort attachement à la ruralité marqué par des engagements associatifs locaux, et un désir d'ascension sociale qui invite à quitter ce territoire au moment des études supérieures (Pirus, 2021)⁴⁴⁵.

Porteuse d'épanouissement en soi, l'éducation doit donc être analysée sous un prisme territorial. Dans quelle mesure le territoire peut-il être vecteur d'un apprentissage heureux ?

L'école n'est plus le seul lieu d'apprentissage pour les jeunes. Le territoire offre en lui-même de nouvelles opportunités d'apprentissage pour tous et par tous grâce aux écosystèmes locaux - les territoires apprenants (3A6). L'accès au savoir est également facilité grâce aux nouvelles modalités d'apprentissages offertes par le numérique (3A5). Les types de savoirs peuvent varier en fonction du territoire de vie. L'offre éducative et les savoir-faire régionaux professionnalisants peuvent être valorisés et enrichis grâce à des initiatives locales (3A4). D'autres initiatives répondent quant à elles à différentes disparités territoriales en matière d'éducation (3A3). En effet, les différents territoires de vie n'offrent pas les mêmes opportunités d'apprentissage pour tous (3A2). Cet accès à l'éducation constitue un enjeu majeur, d'autant plus qu'il représente une clé de l'épanouissement individuel (3A1).

3A1 | L'apprentissage heureux

Lorsque l'apprentissage se déroule dans des conditions propices à l'état de flow, à l'engagement et au sentiment d'efficacité personnelle, il peut être vecteur d'épanouissement chez les jeunes (3). Les conditions scolaires jouent en effet un rôle central dans le bien-être des élèves. Ainsi, plusieurs théories expliquent les facteurs jouant un rôle dans le bonheur des jeunes apprenants à l'école (2). Il existe d'ailleurs des établissements scolaires qui se penchent sur cette question du bonheur et s'impliquent dans la mise en place de conditions scolaires épanouissantes (1).

1 - Des établissements scolaires qui visent l'épanouissement des apprenants

Différentes approches territoriales visent le bonheur à l'école, qui s'incarnent dans des établissements aux projets variés. Sans volonté d'exhaustivité, ni même de systématisme, cette sous-partie en présente quelques-uns de manière illustrative pour démontrer que les territoires expérimentent, en coordination avec le système éducatif, et que parfois, ces initiatives ont un impact positif qui dépasse le simple cadre de l'établissement.

● Tendre vers une cité scolaire du bien-être à Givors

En 2015, une Cellule Académique Recherche et Développement, Innovation et Expérimentation (CARDIE) du Rhône, une entité déconcentrée de l'Education Nationale, a sollicité La Fabrique Spinoza pour concevoir une démarche autour du bien-être à l'école dans une cité scolaire publique de Givors à côté de Lyon. Après avoir étudié la littérature scientifique relative aux composantes principales du bien-être à l'école, notamment le climat scolaire, la relation pédagogique, l'environnement de "travail", etc. La Fabrique Spinoza a constitué un formulaire de 90 questions à destination des élèves de la cité scolaire. 1 200 y ont répondu. L'intention de ce baromètre était de mieux comprendre les besoins des élèves pour pouvoir créer un dialogue apaisé entre parents, élèves et enseignants. Ce projet visait à favoriser

la constitution d'une communauté éducative épanouie sur le territoire.



Créer par établissement un indice de bonheur de la communauté éducative/ élèves, professionnels/ familles pour faire rayonner l'épanouissement sur le territoire.

● Suisse : le pouvoir de la bienveillance à l'école

Une expérimentation intitulée BALE a été réalisée pour développer la Bienveillance À L'École, en Suisse. La méthode BALE propose l'apprentissage et le développement de la bienveillance à l'école, via un outil principal mis en place : le cercle de parole, de confiance ou magique. Des règles simples comme "je parle au JE", "je ne me moque pas", etc. permettent de développer la fraternité. Ce sont 5 000 élèves et plus de 200 enseignants qui ont pu déployer cette méthode. Elle donne lieu à 93% de satisfaction de la part des enseignants, à une diminution par deux des disputes entre élèves (mais aussi entre professionnels) et à une réduction à quasiment nulles des exclusions inter-enfants. Les bénéfices interpersonnels rayonnent donc sur le territoire.

● Les écoles alternatives pour un apprentissage heureux : l'exemple de Living School à Paris

Le système éducatif républicain est le socle de l'apprentissage en France. Il peut tirer des inspirations des écoles alternatives pour s'enrichir, y compris au niveau des territoires. Les pédagogies alternatives sont orientées vers l'épanouissement des jeunes apprenants. Par exemple, *Living School* - implantée dans le 19^{ème} arrondissement de Paris au sein de l'école «Georges Auric» (3-11 ans) et «Darius Milhaud» (2-6 ans) - est une école maternelle et élémentaire privée innovante dont la raison d'être est de

permettre l'émergence de citoyens épanouis, responsables, et contributeurs d'une réelle évolution de l'humanité. Les 3 axes clés de la pédagogie Living School sont : le savoir-être, l'écocitoyenneté et l'aide à la parentalité⁴⁴⁶. Vu ainsi, le projet éducatif est contributif au territoire de vie puisqu'il cherche à développer la citoyenneté.

Le développement du savoir-être des élèves a une place centrale car il est considéré que le changement du monde commence par soi. Pour promouvoir une pédagogie heureuse en dehors de la salle de classe, les soft skills des parents sont également développées grâce à des formations dédiées. Considérés comme acteurs de transformation des enjeux sociaux et environnementaux à travers les territoires, les élèves conduisent chaque année des projets à fort impact : sauver 7 enfants de la faim, replanter 722 arbres au Sénégal, offrir plusieurs nuits d'hôtel à un SDF du quartier, etc.

La Living School : un atelier d'éveil corporel animé par un enfant



La joie et le plaisir sont considérés comme les moteurs les plus puissants des apprentissages. Des séances pédagogiques enthousiasmantes, focalisées sur le potentiel des enfants, sont ainsi proposées. De plus, chaque semaine, les enfants célèbrent leurs réussites dans leur cahier de réussite. Le témoignage positif du jeune élève Nathan montre bien que bonheur et apprentissage peuvent aller de pair : *“J'adore aller à l'école. J'aime bien faire le savoir-être parce que c'est pas dans toutes les écoles qu'on le fait. J'aime bien quand on fait le calendrier le matin en anglais. Aussi ce que j'aime, c'est faire l'éveil corporel. Et puis, j'aime bien aller au parc !”*



L'École Aujourd'hui : une éducation nouvelle à Paris

Créé en 1975, à Paris dans le 14^e arrondissement, cet établissement est une école nouvelle à la gouvernance partagée. L'éducation nouvelle est un courant pédagogique qui défend le

principe d'une participation active des

individus à leur propre formation.

Susciter l'esprit d'exploration et de coopération est le principe des méthodes actives⁴⁴⁷.

Dans cette école, l'apprentissage de la vie sociale est central. Territoire à part entière, cette école est un

“lieu de vie” au sein duquel les élèves circulent librement et s'entraident tout en ayant un

emploi du temps qui mêle travail individuel et collectif. Cette responsabilisation des élèves en fait

lieu d'apprentissage augmenté. Les

parents peuvent également bénéficier de cette libre circulation à différents temps scolaires. Une ouverture sur son territoire

et la façon d'y évoluer de façon sécurisée est également favorisée par les sorties scolaires locales⁴⁴⁸. En effet, “Ouvrir l'école sur le monde extérieur” est un des objectifs

affichés du projet pédagogique. L'école fait alors bien territoire.

● **Les internats d'excellence :**
des conditions favorables à la réussite
et au bonheur des élèves

Un internat d'excellence désigne un établissement - collège ou lycée - qui réunit des conditions favorables à la réussite scolaire, à l'épanouissement collectif et à la préparation de l'avenir des élèves. En diminuant drastiquement les temps de déplacement des élèves, les internats annulent la fatigue liée aux trajets et offrent plus de temps pour étudier, se divertir, se reposer, etc. Les conditions d'apprentissages s'en trouvent alors optimisées.

En plus des cours, les internes bénéficient d'un accompagnement pédagogique personnalisé pour la révision des cours et la réalisation du travail personnel. Des activités sportives et culturelles collectives sont également proposées. Ce type d'établissement peut venir en aide à des élèves qui rencontrent des obstacles sociaux, économiques ou familiaux et qui ne bénéficient pas d'un environnement favorable pour réussir leurs études.

Les internats d'excellence s'adressent aux élèves motivés qui souhaitent changer de cadre de vie pour réussir leurs études, construire leur projet professionnel, développer leur sens de la vie en communauté et des responsabilités. C'est le cas de Léo, élève interne en 3ème, section football - au collège Pierre Aguiton (Brécey, 50) - qui témoigne de son expérience : *“Plus tard, j'aimerais faire préparateur physique dans le foot. L'internat ça m'a beaucoup aidé pour réfléchir à cette orientation, car ici au collège, on peut parler avec le CPE, la conseillère d'orientation, les AED (Assistants d'Éducation), les potes qui nous entourent et puis les coaches de foot.”*

Au-delà de l'aspect éducatif, Léo s'épanouit également à travers les liens sociaux qu'il a pu bâtir : *“Pour moi l'internat, en un mot, c'est une famille parce qu'on s'entend super bien avec tout le monde. C'est une super bonne ambiance. Ces potes-là ils restent vie pour toujours.”* Les internats d'excellence sont déployés au sein de nombreux territoires français : 307 internats d'excellence sont labellisés

sur le territoire national (Education.gouv.fr, 2023)⁴⁴⁹.

307 internats
d'excellence
sont labellisés sur
le territoire national.

● **L'école du bonheur :** des activités au service de l'épanouissement des élèves à La Réunion

La métropole gagne à s'inspirer de projets dans les territoires ultra-marins. Dans la ville de Saint-Denis - chef-lieu de l'île de La Réunion - le dispositif novateur “l'école du bonheur” est en expérimentation dans 20 établissements scolaires. Son objectif est de développer les capacités des enfants sur leur temps périscolaire ou pendant les vacances. Jean-Max Boyer, conseiller municipal de secteur au quartier de La Source, précise que *“le concept de l'école du bonheur, c'est faire du sur-mesure ensemble autour des ateliers, de la culture, des langues, tout cela au service du bonheur des enfants.”* (France Info, 2022)⁴⁵⁰. Ainsi, des associations, des intervenants, des bénévoles et des éducateurs initient les enfants à de multiples activités (ateliers théâtre, cuisine, cours d'anglais, de sport, etc.). Grâce à ce dispositif, le chef-lieu a obtenu le titre de “enfants”, décerné par l'UNICEF pour la période 2020-2026. Dès lors, la commune s'engage à respecter pleinement les droits et le bien-être de l'enfant comme faisant partie intégrante de sa politique. En travaillant sur la culture, les enfants s'inscrivent dans le territoire et renforcent leur “citoyenneté locale”.

L'École du bonheur à La Réunion



© département de La Réunion

Ces écoles axées sur l'épanouissement de leurs élèves s'efforcent de créer un environnement scolaire favorable, qui a des conséquences positives pour les apprenants mais aussi pour les territoires. Les sciences humaines et sociales montrent d'ailleurs que la qualité du cadre scolaire a un impact significatif sur le bonheur des élèves.

2 - Les leviers du bien-être à l'école

Cette sous-partie examine via un rapide survol de concepts scientifiques les contributions des écoles vues plus haut à l'épanouissement des élèves.

● Les facteurs du bonheur à l'école sous l'angle de la sociologie

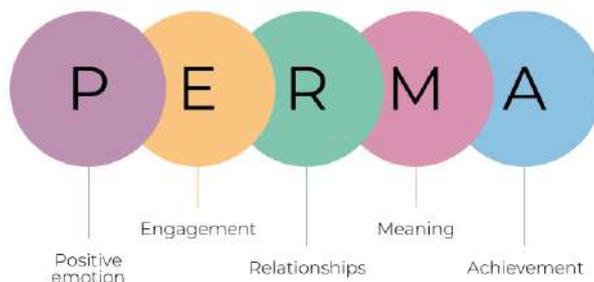
L'école peut être un lieu qui suscite un sentiment de bien-être chez les élèves lorsque plusieurs conditions sont remplies. La littérature met en évidence différents facteurs impliqués dans ce sentiment de bonheur. En 2017, le rapport du Cnesco intitulé *La qualité de vie à l'école : l'école française propose-t-elle un cadre de vie favorable aux apprentissages et au bien-être des élèves ?*⁴⁵¹ met en avant le modèle sociologique de Konu et Rimpelä identifiant des facteurs du bien-être à l'école. Selon ce modèle proposé en 2002, l'élève est heureux lorsque trois besoins fondamentaux sont satisfaits : "avoir" (conditions matérielles de vie scolaire), "aimer" (relations interpersonnelles à l'école) et "être" (besoins de croissance personnelle). L'état de santé de l'élève (symptômes physiques ou psychologiques) est également

considéré comme déterminant. De même, il est suggéré que le bien-être des élèves est impacté de façon directe par l'enseignement, l'éducation ainsi que l'apprentissage (facteurs interdépendants).

● Les clés du bien-être à l'école selon la psychologie positive

La psychologie positive, science du fonctionnement optimal des individus, offre également un éclairage sur la question. Le modèle PERMA de Seligman, père de la psychologie positive, peut en effet être adapté au contexte scolaire. Cinq dimensions détermineraient ainsi le bien-être des élèves (Canopé, 2019)⁴⁵² :

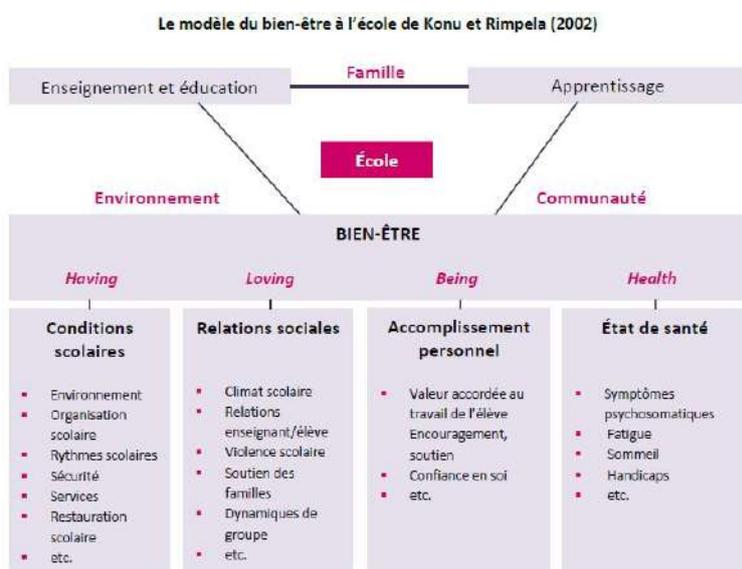
Le modèle PERMA de Seligman : les cinq piliers du bien-être selon la psychologie positive



© Strengthscope

- (P) l'émotion positive : capacité à considérer le passé, le présent et le futur dans une perspective positive ;
- (E) l'engagement : activités stimulantes, variées, supports attractifs pour les élèves ;
- (R) les relations positives : qualité des relations construites avec les élèves (soutien, proximité, empathie, coopération) ;
- (M) le sens de la vie : amélioration des conditions de vie à l'école et cohérence entre valeurs et actions ;
- (A) l'accomplissement : progression dans les apprentissages scolaires, de compétence et de dépassement de soi.

Le modèle du bien-être à l'école de Konu et Rimpelä



© Cnesco

● La posture positive et bienveillante de l'enseignant, facteur clé du bien-être des élèves

Ces différentes approches se rejoignent sur l'importance du sentiment d'accomplissement chez les élèves, mais aussi d'interactions sociales positives - tant avec les

camarades qu'avec les équipes pédagogiques. Les neurosciences révèlent ainsi que la bienveillance à l'école contribue au bien-être de l'élève. Dès lors, la communication que propose l'enseignant - tant sur le plan verbal, non verbal et paraverbal - influence les sentiments, les besoins de sécurité et de confiance des apprenants (Canopé, 2019).

● Quels critères les écoles tournées vers le bonheur remplissent-elles ?

A travers les territoires, les écoles qui se concentrent sur l'épanouissement des élèves - présentées ci-dessus - répondent à des critères identifiés par la recherche comme étant essentiels pour favoriser leur bien-être.

La qualité de la relation avec les élèves, critère majeur selon l'angle de la sociologie et de la psychologie positive, est notamment favorisée grâce à l'expérimentation BALE en Suisse. La bienveillance, qui a un impact positif sur le bien-être selon les neurosciences, est au cœur de cette méthode.

L'émotion positive, dimension du bien-être selon la psychologie positive, est par exemple centrale au sein de la *Living School*. En effet, la joie et le plaisir étant considérés comme les moteurs les plus puissants des apprentissages, les élèves célèbrent chaque semaine leurs succès dans leur cahier de réussite.

L'engagement des élèves, autre dimension du bien-être selon la psychologie positive, se développe à travers des activités stimulantes, variées et des supports attractifs. "L'école aujourd'hui" accorde une place importante à l'engagement des élèves. En effet, par sa pédagogie, elle favorise la participation active des élèves et leur libre exploration dans l'espace.

Enfin, l'accomplissement de soi, critère du bien-être selon la sociologie et la psychologie positive, est par exemple favorisé par les internats d'excellence. Ils proposent en effet des conditions favorables à la réussite scolaire, à l'épanouissement collectif et à la préparation de l'avenir. Cela s'exprime notamment par un accompagnement pédagogique personnalisé pour la révision des cours et la réalisation

du travail personnel et un accompagnement multi-acteurs pour l'orientation. La *Living School*, par le développement des *soft skills* des élèves, encourage quant à elle le développement de compétences enrichissantes et professionnalisantes.

3 - Apprendre favorise l'épanouissement

Cette sous-partie poursuit la dynamique engagée dans la précédente et examine les concepts scientifiques de flow, d'engagement et de sentiment d'efficacité personnelle pour éclairer les apports des établissements examinés plus haut.

● L'état de flow, ingrédient du plaisir d'apprendre

L'apprentissage peut, dans certaines conditions, être vecteur d'épanouissement. La littérature scientifique montre par exemple qu'atteindre un état de flow au cours d'une activité scolaire suscite un sentiment de bien-être chez les apprenants. Une étude menée en Italie et publiée dans la revue scientifique *The Journal of Psychology* (Carissoli, Beretta, Negri, Fianco & Delle Fave, 2022)⁴⁵³ révèle en effet que des collégiens atteignant cet état de flow durant l'apprentissage - avant et pendant la Covid-19 - avaient des affects positifs plus élevés que ceux n'ayant jamais atteint cet état, ou l'ayant perdu. Lorsque cet état est vécu vis-à-vis d'un domaine perçu comme important et utile, les bénéfiques sont décuplés. C'est ce qu'indique une étude croate publiée dans le journal scientifique *Problems of Education in the 21st Century* (Olcár, Ljubin Golub & Rijavec, 2021)⁴⁵⁴. Il est en effet suggéré qu'un état de flow ressenti au cours d'activités académiques - perçues comme importantes et utiles - est davantage lié au bien-être des étudiants que lorsqu'il est vécu au cours d'activités ludiques ou quotidiennes - perçues comme moins importantes et utiles.

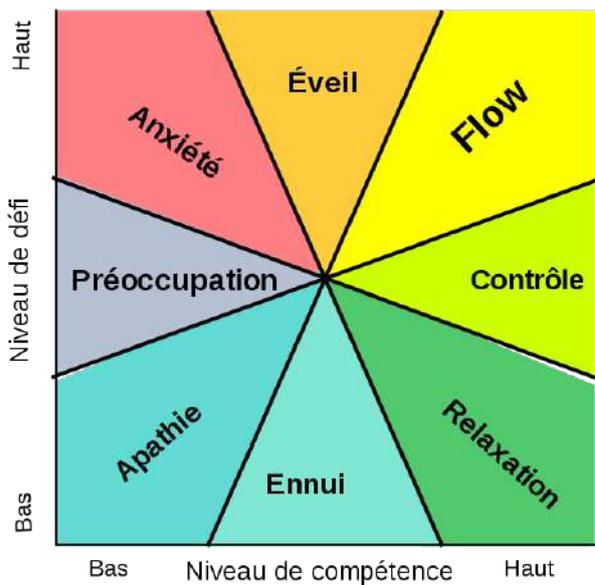


Le flow

Le concept de flow a été développé par Csikszentmihalyi (1975)⁴⁵⁵ afin de décrire et de comprendre le plaisir et la motivation intrinsèque éprouvée

au cours d'une activité. Il s'agit d'un état durant lequel l'individu ressent une implication et immersion totale dans la tâche menée, se sent en contrôle de ses actions, effectue des transitions automatiques entre ses actions et perd la notion du temps.

Une variété d'activités ludiques (activités physiques, artistiques, musicales, etc.) se sont révélées capables de susciter l'expérience du flow. Les activités qui tendent à induire un état de flow ont trois caractéristiques communes : elles possèdent un objectif clair, proposent un feedback immédiat sur l'action ainsi qu'un niveau de difficulté cohérent avec ses compétences.



La zone du flow

© Oliver Beatson

- L'engagement et le sentiment d'efficacité personnelle, conditions clés de l'apprentissage heureux

Par ailleurs, le rapport à son apprentissage - l'engagement et le sentiment d'efficacité personnelle - influence également l'épanouissement des apprenants. D'un côté, le fait d'être engagé dans les activités scolaires - travailler dur à l'école, aimer apprendre de nouvelles choses en classe, etc. - mène au bien-être. Ce sentiment de bien-être renforce en retour cet engagement académique, comme le montre une étude menée aux Philippines et publiée dans la revue scientifique *Journal of School Psychology* (Datu & King, 2018)⁴⁵⁶. D'un

autre, avoir un haut sentiment d'efficacité personnelle est vecteur d'épanouissement chez les étudiants. Ainsi, une récente étude menée en Chine et publiée dans la revue scientifique *Frontiers in Psychology* (Wu, Xie, Lai, Mao & Harmat, 2021)⁴⁵⁷ a révélé que le lien entre l'état de flow et le bien-être subjectif d'étudiants était en partie expliqué par leur sentiment d'efficacité dans le domaine académique.

Le sentiment d'efficacité personnelle

Bandura (1997)⁴⁵⁸ a conceptualisé l'auto-efficacité (ou sentiment d'efficacité personnelle) comme les croyances qu'une personne possède sur sa capacité à accomplir une tâche ou un objectif. L'auto-efficacité est censée influencer sur les efforts déployés par une personne pour accomplir une tâche ainsi que sur la confiance de l'étudiant (Prior, Mazanov, Meacheam, Heaslip & Hanson, 2016)⁴⁵⁹. Dans le contexte de l'apprentissage des étudiants, cet effort peut à son tour influencer les résultats de l'apprentissage.

- Prise de recul et leçons tirées grâce à ces recherches

Un recul est à prendre vis-à-vis des résultats puisque les études mentionnées ont été conduites dans d'autres pays que la France. Toutefois, il s'agit d'un éclairage inspirant du fait que les facteurs mentionnés renvoient à des mécanismes psychologiques universels. A la lumière de ces différentes recherches, il est possible de suggérer que l'apprentissage peut mener au bonheur lorsque le contexte encourage des leviers de mise en action positifs tels que l'état de flow, l'engagement ou le sentiment d'efficacité personnelle.

- Les écoles tournées vers le bonheur favorisent-elles ces leviers psychologiques ?

L'état de *flow* peut être encouragé chez les élèves grâce à trois conditions préalables (Csíkszentmihályi, 1975) :

- des objectifs clairs ;

3. S'ACCOMPLIR SUR SON TERRITOIRE / A. Éducation

- un équilibre entre défi et compétence ;
- un feedback immédiat sur l'action.

Dès lors, nous pouvons suggérer que les écoles qui proposent des activités académiques qui remplissent ces trois conditions sont susceptibles de plonger leurs élèves dans un état de *flow*. Par exemple, si les internats d'excellence remplissent ces trois conditions lors des accompagnements pédagogiques personnalisés, il est possible que ces temps soient vecteurs de *flow*. Un élève expérimentant le *flow* est un élève qui est d'autant plus engagé en classe (Mandhana & Caruso, 2023)⁴⁶⁰.

Le sentiment d'efficacité personnelle est quant à lui favorisé par quatre sources (Bandura, 1977)⁴⁶¹ :

- l'expérience vécue ;
- l'expérience vicariante (observer un individu similaire à soi-même exécuter une activité) ;
- la persuasion verbale ;
- l'état émotionnel ou physiologique.

L'expérience vécue serait la composante ayant

le plus d'impact sur le sentiment d'efficacité personnelle, suivi de l'observation vicariante. Les deux dernières composantes auraient un moindre impact. C'est ainsi que les écoles favorisant l'entraînement des élèves à une activité ou action précise renforcent leur sentiment d'être capable de le reproduire à l'avenir. Par exemple, la *Living School* intègre dans sa pédagogie la réalisation d'un projet visant un impact sociétal. Il est possible de suggérer que grâce à cette expérience, les élèves se sentent davantage capables de mener de nouveaux projets d'utilité sociale. Cela pourrait même les rendre plus sûrs de leur capacité à réussir à mener des projets à impact positif dans le monde professionnel, et sur leur territoire.

Après avoir mis en avant que l'apprentissage heureux était possible dans un contexte propice, il est nécessaire de se pencher sur l'hétérogénéité des conditions et opportunités d'apprentissage en fonction des territoires de vie. En effet, les perspectives académiques et professionnelles des apprenants peuvent être limitées par des disparités territoriales.

3A2 | Les disparités territoriales concernant l'accès à l'éducation et à la formation chez les jeunes

Selon leur zone géographique, les élèves n'ont pas les mêmes réalités éducatives. Les perspectives d'orientation et aspirations professionnelles sont fortement déterminées par les opportunités disponibles sur leur territoire (4). Ces orientations scolaires sont décorrélatées des capacités des élèves, qui sont d'ailleurs inégales selon les territoires en raison de facteurs socio-économiques (3). Une hétérogénéité des conditions scolaires se constate également en fonction de la zone géographique des élèves (2). Au-delà même de ces conditions scolaires, il faut savoir que tous les jeunes n'ont pas le même accès à l'offre éducative (1).

1 - Une accessibilité scolaire différente selon les territoires

Une répartition disparate des élèves
Selon le territoire, les élèves n'ont pas tous

la même offre et accessibilité éducative. Tout d'abord, les élèves sont inégalement répartis sur le territoire, comme l'illustrent les cartographies de l'ouvrage de la Direction de l'Évaluation, de la Prospective et de la Performance (DEPP) intitulé *Géographie de l'École* (Ben Ali et al. 2021)⁴⁶². Les territoires les plus denses regroupent la majorité des collèges et lycées. Ainsi, 18 fois plus d'élèves sont scolarisés dans l'académie de Versailles (1 157 150 élèves et 208 élèves par km²) par rapport à l'académie de Martinique (65 200 élèves et 58 élèves par km²). Un écart d'autant plus important se constate entre l'académie de Paris - qui présente une concentration de 3000 élèves par km² - et l'académie de Guyane - où il s'agit d'un élève par km². Le fait qu'une ville de 105,4 km² de superficie concentre une telle densité d'élèves par rapport à une région de 83 846 km² illustre l'ampleur des disparités territoriales en France.

3000 élèves par km²
dans l'académie de Paris contre 1 élève par km² dans l'académie de Guyane.

- Une offre scolaire hétérogène

Par ailleurs, répartition des élèves oblige, le nombre d'établissements est également différent selon les territoires. *“La présence d'une école est essentiellement liée à la densité de la commune”* selon la note d'information de la DEPP intitulée *Une typologie des communes pour décrire le système éducatif* (Duquet-Métayer & Monso, 2019)⁴⁶³. Il est en effet indiqué qu'à la rentrée 2017, *“plus de la moitié des élèves du premier degré public résidant dans des communes rurales éloignées ou périphériques très peu denses ne disposent pas d'école publique dans leur commune”*. A l'échelle des académies - comme l'illustre la carte interactive de l'Observatoire territorial sur l'éducation (Education.gouv.fr., 2023)⁴⁶⁴ - celle de Versailles regroupe le plus d'établissements scolaires en 2021 (4088). A l'inverse, les DROM en concentrent le moins (par exemple, 222 écoles à Mayotte) tout comme la Corse (301 écoles).

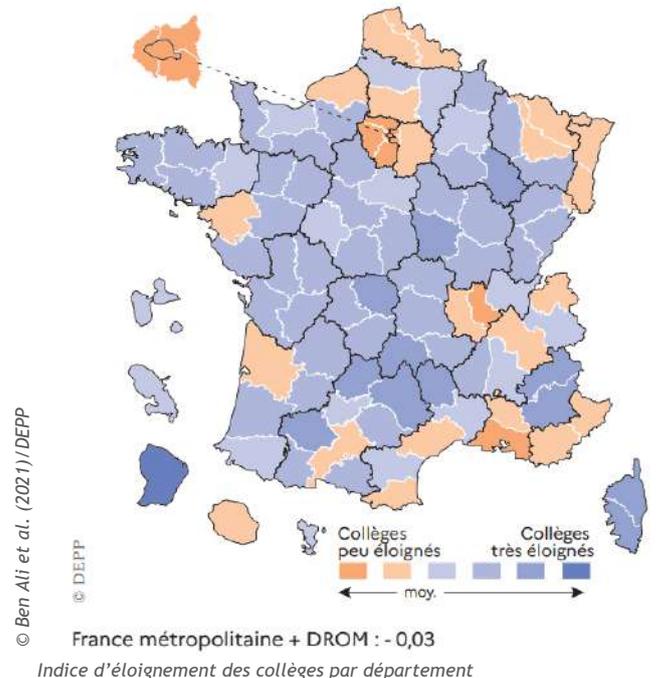
+ de 50% des élèves du premier degré public en ruralité ou urbanité peu dense sans école publique dans leur commune.

- Une inégale distance à parcourir

Finalement, puisque certaines zones géographiques concentrent un grand nombre d'établissements scolaires, et d'autres peu, voire aucun, les élèves ne parcourent pas tous la même distance géographique pour se rendre à l'école. L'ouvrage de la DEPP intitulé *Géographie de l'École* (Ben Ali et al. 2021) offre un éclairage à ce sujet. Ainsi, les collèges les plus éloignés de leurs élèves se trouvent en Guyane. En France métropolitaine, les territoires situés en bordure

des limites départementales, loin des grandes villes, et dans le centre, sont davantage touchés par cet éloignement des collèges. Les zones géographiques les plus marquées par de forts contrastes d'accessibilité - entre les collèges les plus et les moins isolés - se situent dans la diagonale entre l'académie de Reims jusqu'à celle de Bordeaux, ainsi qu'en zone de montagne.

7.3 Indice d'éloignement des collèges par département Public et Privé sous contrat, rentrée 2019



Ces données questionnent de fait l'épanouissement scolaire sur les territoires. Selon une enquête de l'Observatoire de la Vie Etudiante (OVE) datant de 2016⁴⁶⁵, un étudiant met en moyenne 33 minutes pour se rendre sur son lieu de formation. Pour de nombreux étudiants, ce trajet peut prendre plus d'une heure, matin et soir. Une dizaine d'heures par semaine peut avoir un impact sur la qualité de vie des étudiants mais aussi mener au décrochage. C'est ce qu'explique Jean-Charles Geslot, professeur d'histoire à l'université de Versailles (78) : *“Le taux d'abandon pour les étudiants de première année qui habitent loin est nettement plus élevé que la moyenne”*. Des facteurs tels que le stress, la fatigue et, surtout, le manque de temps disponible pour réviser, faire du sport ou se détendre peuvent considérablement compromettre la qualité de vie ainsi que la réussite scolaire (Le Monde, 2019)⁴⁶⁶. Jean-Charles Geslot constate par

exemple un “niveau de fatigue conséquent” pour ces étudiants qui sont parfois obligés de ne pas assister à des cours magistraux “qui ont lieu trop tôt ou trop tard dans la journée pour eux” (L'étudiant, 2023)⁴⁶⁷.

Ces différences d'accessibilité scolaire révèlent en filigrane une inégalité des conditions scolaires à travers les territoires.



Le taux d'abandon pour les étudiants de première année qui habitent loin est nettement plus élevé que la moyenne.

Jean-Charles Geslot, professeur d'histoire à l'université de Versailles

2 - Des conditions scolaires hétérogènes sur les territoires

● Nombre de classes et d'élèves par classe

Au sein des établissements scolaires, les conditions d'apprentissage sont différentes en fonction du territoire de vie des élèves. D'une part, le nombre de classes et d'élèves par classe varie selon la localisation de l'établissement scolaire. L'ouvrage *Géographie de l'École* publié par la DEPP (Ben Ali et al. 2021) décrit ces disparités. Ainsi, 79% des écoles constituées de deux classes ou moins sont localisées dans des communes de moins de 1000 habitants. Par ailleurs, les plus fortes proportions d'écoles accueillant une à deux classes se situent dans les académies de Dijon, Limoges, de Clermont-Ferrand et de Corse. A l'inverse, les écoles de huit classes ou plus sont majoritaires dans plusieurs académies en France métropolitaine - par exemple Paris (59%) - mais aussi dans celles d'Outre-mer - par exemple à Mayotte (73%).

De plus, le nombre d'élèves par classe est le plus important dans les zones urbaines, allant souvent au-delà de 30 dans les classes de lycée. Cependant, plusieurs académies appartenant au territoire métropolitain comptent en moyenne une vingtaine d'élèves par classe - par exemple Nantes (22,8) - tandis que les DROM

en comptabilisent une dizaine - par exemple Guyane (17).

D'après de nombreuses communautés d'enseignants à l'image de celle rassemblée par le site de partage bienenseigner.com, ce nombre différencié d'élèves par classe impacte l'épanouissement des apprenants. En effet, enseigner au sein d'une classe de plus de 30 élèves n'est pas un cadre d'apprentissage favorable : l'enseignant ne peut pas prendre en compte chaque élève de façon personnalisée, doit s'en tenir à un seul style d'enseignement en classe entière, fait face à plus de problèmes de comportement, a moins de conversations de qualité avec les élèves et subit une plus forte charge émotionnelle. Une classe bondée est un préjudice pour le parcours scolaire des élèves : les résultats ont tendance à être inférieurs à la moyenne, ils effectuent moins de projets et d'apprentissage pratique et sont moins préparés aux futurs systèmes éducatifs⁴⁶⁸. C'est ainsi qu'un nombre d'élèves raisonnable par classe offre un cadre propice à la réalisation d'activités pédagogiques enrichissantes et à un suivi plus personnalisé et épanouissant pour les élèves.

● Nombre d'équipements numériques

D'autre part, le nombre d'équipements numériques - ordinateurs et outils de vidéo-projection - au sein des établissements scolaires varie en fonction des territoires. Selon l'ouvrage de la DEPP intitulé *Géographie de l'École* (Ben Ali et al. 2021), les collèges les moins bien dotés (moins de 25 ordinateurs pour 100 élèves) se situent dans certains DROM - Guyane et Guadeloupe - et notamment dans certains départements de l'Île-de-France - comme le Val-d'Oise. A l'inverse, les collèges les mieux équipés se trouvent dans d'autres départements d'Île-de-France - comme le Val-de-Marne (67 ordinateurs) - ainsi que dans certains territoires ruraux - comme la Corrèze (plus de 67 ordinateurs). Les lycées, généralement bien équipés (au moins 38 ordinateurs pour 100 lycéens), sont moins marqués par des disparités d'équipement entre académies. Une exception : certains DROM - Mayotte, Guadeloupe, Guyane - sont moins bien dotés que cela.

L'association faîtière des enseignantes et enseignants de Suisse alémanique (LCH) a mandaté l'Institut pour les médias et l'école de la Haute école pédagogique de Suisse centrale à Schwytz pour réaliser une étude sur l'impact du numérique à l'école. Les conclusions sont ambiguës mais encourageantes⁴⁶⁹. L'accès aux équipements numériques offre une opportunité de rendre l'enseignement plus fluide, concret, flexible et même personnalisé pour les élèves. Cela permet aux élèves de s'épanouir davantage dans leurs apprentissages grâce à une meilleure intégration des savoirs, en utilisant les outils numériques de manière appropriée et en ayant recours à des logiciels éducatifs pertinents. La maîtrise des outils numériques est d'ailleurs devenue une compétence essentielle à l'ère numérique du XXI^e siècle.

L'accès à des contenus pédagogiques et équipements numériques ainsi que le niveau d'attention à chaque élève - selon que la classe est plus ou moins chargée - ne sont donc pas homogènes sur les territoires. Ces facteurs peuvent, en creux, devenir des leviers à travailler au niveau des territoires pour améliorer la qualité de vie à l'école et la réussite scolaire.

3 - Une réussite scolaire qui varie selon les territoires

● Réussite aux tests de français et de mathématiques

Les élèves n'ont pas les mêmes taux de réussite académique en fonction de la localisation de leur établissement. Pour commencer, les élèves ont des résultats scolaires différents en fonction de la localisation de leur établissement. En 2020, suite à la passation de tests spécifiques en français et mathématiques, des disparités de réussite se sont manifestées chez les 6^{ème} (Ben Ali et al. 2021). Les difficultés scolaires se sont avérées prononcées chez les collégiens situés dans les départements du Nord-Est, du Sud-Est et du Centre-Ouest - les taux de réussite allant de 57% à 63%. Dans les DROM, même constat, avec des taux de réussite inférieurs à 50%. A l'inverse, les collégiens de Paris et des Hauts-de-Seine ont des taux de réussite entre 72% et 76%. En classe de seconde générale et

technologique, la majorité des élèves de la plupart des départements ont un bon niveau de français. Toutefois, au nord de l'Île-de-France et dans les DROM - en Guyane et à Mayotte - moins de 70% des lycéens ont le niveau attendu en français. En mathématiques, des tendances similaires se retrouvent, avec d'autres départements touchés par des difficultés scolaires - comme le Val d'Oise.



Élèves en voie professionnelle : un niveau scolaire hétérogène selon le département (Ben Ali et al. 2021)

Dans les départements de la côte atlantique et ceux au nord des Alpes, le niveau scolaire est plus élevé que la moyenne nationale (de 57% en français et de 37% en mathématiques).

Dans la plupart des départements des Hauts-de-France, de l'Île-de-France et de la côte méditerranéenne, le niveau est inférieur à la moyenne nationale.

Les DROM et plusieurs départements franciliens sont les zones avec le plus d'élèves en difficulté scolaire. Plus précisément, plus de 6 élèves sur 10 ont des difficultés en français dans les DROM et en Seine-Saint-Denis. En mathématiques, il s'agit de 8 élèves sur 10 qui éprouvent des difficultés dans les DROM, en Seine-Saint-Denis, dans le Val-de-Marne et dans le Val-d'Oise.

● Zone rurale : de meilleurs niveaux scolaires mais de moindres opportunités

Les opportunités professionnelles restreintes des jeunes en zone rurale n'est pas corrélée à leur niveau scolaire. Selon un rapport du Conseil Economique Social et Environnemental (CESE, 2018)⁴⁷⁰, jusqu'à la 3^{ème}, ces jeunes ont de meilleurs résultats scolaires que la moyenne nationale tandis que le nombre de jeunes sans emploi ni formation est plus important dans ces territoires ruraux (24,4% contre 20% des urbains). Ce constat soulève des questions de justice territoriale. Les élèves ont les capacités de s'orienter vers des établissements exigeants et diversifiés, mais leur territoire ne leur offre

pas tous les champs des possibles en termes d'orientation.

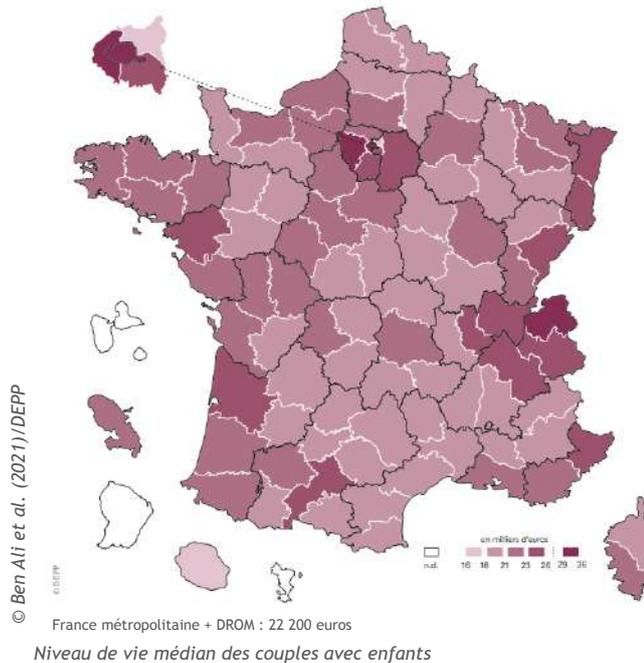
● Réussite au baccalauréat

De plus, parmi les élèves ayant passé le baccalauréat en France, la proportion l'ayant obtenu diffère selon le territoire de vie. La probabilité d'obtenir son baccalauréat dépend de l'académie au sein de laquelle la scolarité est effectuée (DEPP, 2021). Ainsi, les élèves de 6ème auraient plus de chance d'obtenir leur baccalauréat s'ils étudient en Île-de-France, en Guadeloupe ou en Martinique. Lorsqu'il s'agit du baccalauréat général, ce sont les académies de Corse et de Lyon qui sont les plus propices à son obtention. Le type de territoire a également son importance (DEPP, 2021). En effet, le taux d'obtention du baccalauréat s'élève à 73% dans les communes rurales éloignées et peu denses et à 79% dans les communes urbaines et très denses. Lorsqu'il s'agit d'un baccalauréat général ou technologique, cet écart est d'autant plus prononcé avec des taux de réussite qui passent respectivement à 46% et à 60%. Par ailleurs, le taux de lycéens n'ayant aucun diplôme s'élève quant à lui à 12% au sein de ces deux types de territoire.

● L'impact du statut socio-économique sur les résultats scolaires

Enfin, les résultats scolaires sont le reflet de disparités socio-économiques au sein des territoires. Selon l'OCDE, la France est l'un des pays où le lien entre catégorie sociale et niveau scolaire est le plus élevé (Assemblée nationale, 2020)⁴⁷¹. Ainsi, les mêmes régions concentrent les élèves de faible statut socio-économique - qui ont des parents moins diplômés et au chômage - et ceux ayant des difficultés scolaires (Ben Ali et al. 2021). Dès lors, selon l'ouvrage de la DEPP intitulé *Géographie de l'École*, "les inégalités sociales de compétences sont exacerbées là où le nombre d'élèves en difficulté est important". Les régions concernées sont : les DROM ainsi que les départements du nord et du sud-est de la métropole. En outre, cette position sociale peu élevée se constate majoritairement dans les «petites villes», au sein desquelles se trouvent d'ailleurs la plus grande proportion de jeunes en difficulté de lecture (DEPP, 2021).

53 Niveau de vie médian des couples avec enfants 2018



Les variables de la réussite scolaire mêlent donc à la fois des critères d'accessibilité et de qualité de l'enseignement auxquels s'ajoutent des facteurs socio-économiques. L'ensemble de ces critères sont liés et déterminants en matière d'aspirations professionnelles.

4 - Des aspirations professionnelles influencées par les territoires

Les aspirations professionnelles des élèves français sont fortement influencées par le territoire sur lequel ils se trouvent. "Dis-moi où tu habites, je te dirai quelle école tu fréquentes et quel parcours scolaire tu suis." comme le résume la note d'information de la DEPP intitulée *Une typologie des communes pour décrire le système éducatif* (Duquet-Métayer & Monso, 2019).

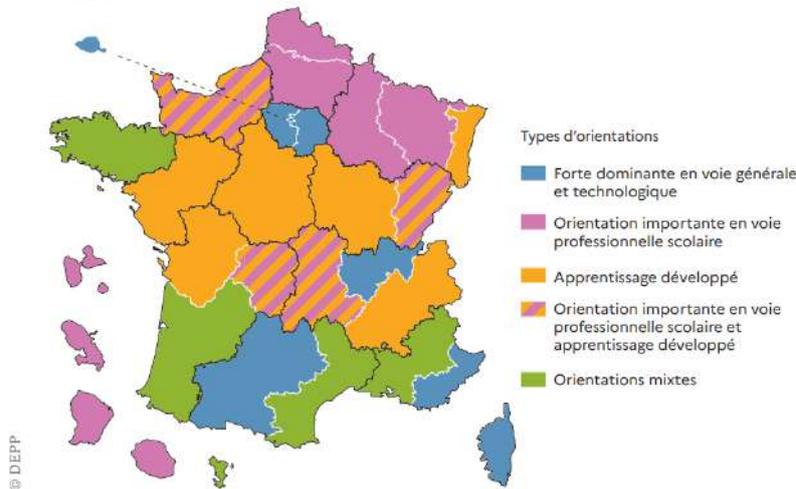
● Poursuite d'études après la 3ème

L'orientation en fin de 3ème varie selon la localisation de son collège. Les académies au sein desquelles l'orientation en lycée général et technologique est la plus fréquente - entre 64 et 79% - sont la Corse, Lyon, Nice et Toulouse et trois académies en Ile-de-France. Ainsi, c'est dans les départements urbains denses ou très denses que cette orientation générale est la plus récurrente (DEPP, 2021). A l'inverse, l'orientation vers un lycée professionnel est

plus fréquente - entre 29% et 45% - dans les académies situées dans le quart Nord-Est et dans la plupart des DROM. De même, les élèves vivant dans des territoires éloignés des grandes villes sont plus susceptibles de s'orienter vers la voie professionnelle (DEPP, 2021).

- l'accès restreint aux opportunités (culture, sports, recruteurs) ;
- la fracture numérique ;
- la fragilité économique du territoire ;
- les difficultés de mobilité ;
- le coût ;
- l'autocensure.

29.1 L'orientation en fin de 3^e 2019



L'orientation en fin de 3^e



Les freins financiers, matériels, organisationnels ou culturels conduisent de nombreux jeunes à privilégier la proximité par rapport au contenu de la formation.

© Ben Ali et al. (2021)/DEPP

Dès lors, la part des diplômés du supérieur chez les 30-34 ans est plus faible dans les territoires ruraux

qu'ailleurs et les deux tiers des jeunes ruraux de 18 à 29 ans sont en emploi, en apprentissage ou en stage rémunéré contre 56% en milieu urbain.

En résumé, la variable territoriale impacte la facilité d'accès à l'éducation, les conditions scolaires, les taux de réussite et les aspirations professionnelles des élèves. Pour pallier cette offre éducative hétérogène et ces inégalités scolaires, des solutions sont mises en place au sein des territoires.

● **Zone rurale : une orientation privilégiée en voie professionnelle**

Pour quelle raison les élèves en milieu rural s'orientent-ils plus vers des voies professionnelles ? Le niveau scolaire n'est pas en cause - puisqu'il est équivalent voire supérieur en milieu rural (Murat, 2021). De multiples facteurs sont en cause dans les choix d'orientation (Assemblée nationale, 2020) :

- l'attachement au territoire d'origine ;
- le manque d'offre de formation de proximité ;
- l'accès limité à l'information ;

3A3 | Les initiatives territoriales en faveur de l'éducation et de la formation pour les jeunes

Face aux disparités géographiques, les territoires se mobilisent afin de déployer des solutions à l'échelle locale. Le gouvernement et les associations, acteurs du territoire, déploient des solutions favorisant une orientation choisie chez les jeunes (3). Les politiques de la ville développent également des initiatives au sein des quartiers prioritaires afin de favoriser l'égalité des chances, et a fortiori, la réussite scolaire (2).

Au sein des territoires ruraux, des stratégies de regroupement scolaire permettent de conserver de l'offre éducative de proximité (1).

1 - Maintenir l'accessibilité scolaire sur le territoire

Pour pallier le faible nombre d'écoles et d'effectifs dans les zones rurales, des

initiatives ont été mises en place afin de conserver une offre éducative de proximité. Comme indiqué par la mission d'information sur les nouveaux territoires de l'éducation (Lafon & Roux, 2019)⁴⁷³, cet enjeu est au fondement de notre contrat social. Les élus locaux des zones rurales affirment que le maintien de cette offre de proximité est leur principale préoccupation :

“

Ces écoles de petites communes sont une chance pour nos enfants et au-delà de cela elles permettent à nos villages de rester en vie !

- Regrouper les établissements scolaires dans les zones rurales

Le regroupement des établissements est mis en place par certaines zones rurales - les Ardennes, la Meuse, l'Orne, Haute Savoie - afin de maintenir un accès à l'éducation (Lafon & Roux, 2019).

Tout d'abord, il existe le Regroupement Pédagogique Intercommunal (RPI), qui est soit un regroupement d'écoles sur plusieurs sites (RPI dispersé), soit sur un site unique (RPI concentré). À la rentrée scolaire 2017, 4 949 RPI ont été comptabilisés sur les territoires ruraux - dont un tiers sont des RPI concentrés (1 648). Les élèves résidant dans les communes rurales périphériques sont plus souvent dans ce cas - 61% - que ceux résidant dans les communes rurales éloignées - 50% (Duquet-Métayer & Monso, 2019).

Prenons l'exemple d'un RPI dispersé réussi, mis en place en Haute-Savoie (74) - en région Auvergne-Rhône-Alpes. Face à une migration rurale des habitants vers les grandes villes, les communes de Leschaux, Saint-Eustache et de La Chapelle Saint-Maurice de ce département ont décidé il y a plus de 20 ans de fusionner pour un RPI. Les 78 élèves des trois villages sont regroupés par niveau, de la petite section jusqu'au CM2. Le pari de la mutualisation semble réussi grâce à l'implication des acteurs

de l'éducation sur le territoire. C'est ce qu'avance Maïwenn Notaristefano en 2023, directrice de ce RPI : *“C'est un RPI dispersé qui fonctionne très bien car on a une énergie de la part de l'équipe enseignante, on a une équipe de circonscription au niveau de l'éducation nationale qui est présente, des mairies qui sont très attentives aux besoins des écoles et aux demandes que peuvent formuler les enseignants. On a des parents d'élèves qui se mobilisent aussi pour que les projets puissent avoir lieu. C'est un modèle scolaire qui fonctionne et qui a le mérite de rassembler les gens qui gravitent autour de l'école et d'avoir un objectif commun : la réussite des élèves.”*⁴⁷⁴



L'exemple d'un RPI heureux, qui favorise la connexion aux autres et au territoire
(Mairie Saint Geoirs, 2021)⁴⁷⁵

En 2002, le RPI “Toutes Aures” a été créé en Isère (38) dans la région Auvergne Rhône-Alpes). Il est constitué de trois écoles sur trois communes différentes :

- L'école “Les Petits Malins” à Saint-Michel-de-Saint-Geoirs : petite, moyenne et grande section
- L'école “Les Châtaigniers” à Saint-Geoirs : CP, CE1 et CE2
- L'école “Le temps qui passe” à Brion : CM1 et CM2

Certains élèves sont scolarisés dans ces trois écoles en même temps. Un transport scolaire est alors chargé de faire la navette entre les trois communes.

Un épanouissement pédagogique des élèves

Sur la commune de Saint-Michel-de-Saint-Geoirs, au sein de l'école Les Petits Malins, *“les élèves s'épanouissent dans un cadre privilégié propice aux apprentissages”*. De la maternelle au CM2, les classes sont équipées : matériel pédagogique, numérique et équipements sportifs. De plus, des approches pédagogiques variées et enrichissantes sont proposées : salle de motricité, terrain de sport extérieur, ateliers Montessori, jeux de construction, activités manuelles, accessoires pour motricité et musique, véhicules en extérieur.

Sur la commune de Saint-Geoirs, l'école Les Châtaigniers propose des classes multi-niveaux en effectif réduit. Les élèves sont ainsi suivis plusieurs années au sein d'une même classe. Cela permet de respecter leur rythme d'apprentissage. En 2021, un parent d'élève explique l'apport de cette initiative pour l'épanouissement de ses enfants : *“Je suis père de trois enfants qui ont eu la chance de fréquenter le RPI de la petite section au CM2. Ils en sont ravis et nous aussi. Le gros avantage du multi-niveaux c'est l'adaptabilité de l'enseignement. En effet, les enseignants suivent des enfants sur plusieurs années et peuvent ainsi s'adapter à leurs besoins. De plus, les élèves s'entraident et ça les rend autonomes très rapidement.”*

Un lien social renforcé

Les classes multi-niveaux proposées par l'école Les Châtaigniers (Saint-Geoirs) renforce d'ailleurs des interactions sociales positives entre les élèves. En effet, des comportements d'entraide et de coopération sont encouragés par ce cadre. Les plus grands aident les plus petits, et les élèves en difficulté se sentent valorisés en allant aider d'autres enfants plus jeunes.

Une (re)connexion à la terre du territoire

Situées au cœur des collines de la Bièvre, les écoles du RPI bénéficient d'un cadre privilégié alliant nature et monde rural. Au sein de l'école Les Petits Malins (Saint-Michel-de-Saint-Geoirs), les élèves sont connectés à la terre de leur territoire via l'alimentation de leur cantine, composée de produits frais, locaux et parfois bio. L'école Le temps qui passe (Brion) propose quant à elle des activités de proximité en pleine nature mais aussi des interventions extérieures culturelles, sportives et artistiques. Autant d'opportunités de faire découvrir aux jeunes élèves les paysages et la richesse de leur territoire.

Ensuite, les réseaux d'écoles ou Écoles Rurales en Réseau (ERR) sont des regroupements d'écoles ou de RPI de plusieurs communes qui se réunissent autour d'un projet pédagogique commun. À la rentrée scolaire 2017, 170 réseaux ont été comptabilisés.

Plusieurs départements ont mis en place des ERR afin de maintenir une accessibilité scolaire au sein de territoires ruraux. Par exemple, dans le département du Tarn (81) en Occitanie, des ERR ont été créés dans les zones rurales ayant des classes et enseignants très isolés. L'objectif est de permettre aux écoles de travailler collectivement sur des projets pédagogiques en partageant des ressources matérielles et humaines. Une particularité : un tiers-lieu est au cœur de deux de ces ERR. Il s'agit du centre de ressource du Fraysse. Il permet aux enseignants de partager des ressources matérielles et humaines tout en rompant cet isolement des élèves, des classes, des enseignants mais aussi culturel et social. Il est devenu un tiers-lieu dans le cadre du projet “Fablab à l'école”. Dès lors, les classes ont pu se succéder pour réaliser des projets créatifs et utiliser les machines, mais aussi des kits fablab⁴⁷⁶.



S'appuyer sur des tiers-lieux pour créer des RPI dispersés ou des ERR afin de favoriser l'équilibre de la vitalité des villages en zone rurale ce qui maintient des équipements éducatifs et de la vie dans chacune des communes impliquées.

Finalement, des expérimentations ont été mises en place afin de regrouper des écoles primaires et collèges de secteur. Il s'agit notamment de faciliter la mise en relation entre les acteurs pédagogiques - échanges de service entre professeurs, mutualisation de moyens administratifs, actions communes. Il peut s'agir d'un regroupement physique des établissements ou d'une mise en réseau.

● Le rôle des politiques locales

Les politiques locales jouent également un rôle dans le maintien de l'offre éducative en zone rurale (Lafon & Roux, 2019). Dans l'académie de Reims, il existe une politique académique en faveur de la ruralité qui est pilotée par la rectrice. Plusieurs projets ont été menés jusqu'alors, comme le fait d'implanter des classes bilangues de continuité entre écoles primaires et collèges.

● Une nécessaire logique de “boîte à outils” innovante

Finalement, l'école rurale doit entrer dans une logique de “boîte-à-outils” innovante, proposant des solutions d'organisation - à disposition des acteurs locaux - afin que les écoles puissent accorder leur organisation aux besoins de leur territoire (Lafon & Roux, 2019).



Exemple d'innovation : collège multisites dans les Alpes-de-Haute-Provence

En 2018, face à une diminution régulière du nombre d'élèves, les trois collèges des communes d'Annot, de Castellane et de Saint-André-les-Alpes - Alpes-de-Haute-Provence (04) - se sont regroupés en une seule structure administrative. Une synergie entre les trois sites et des projets pédagogiques communs ont pu être mis en œuvre. Cela a conduit à une plus grande satisfaction des élèves, des équipes enseignantes, des familles et des élus locaux (Lafon & Roux, 2019).

2 - Permettre à tous de réussir

Les résultats scolaires étant le reflet de disparités socio-économiques au sein des territoires, des initiatives ont été mises en place dans les Quartiers Prioritaires de la politique de la Ville (QPV) - politique d'éducation prioritaire - afin de favoriser l'égalité des chances, et a fortiori, la réussite scolaire.



Les Réseaux d'Éducation Prioritaire (REP) et d'Éducation Prioritaire Renforcée (REP+)

La politique d'éducation prioritaire vise à atténuer l'effet négatif des disparités sociales et économiques sur la réussite scolaire en renforçant l'action pédagogique et éducative dans les écoles et établissements situés dans les zones les plus défavorisées sur le plan social (Education.gouv.fr, 2021)⁴⁷⁷.

Les REP+ englobent les quartiers ou les zones isolées qui rencontrent les défis sociaux les plus importants et qui ont un impact significatif sur la réussite scolaire. En revanche, les REP sont situées dans des zones plus diversifiées socialement, mais qui rencontrent encore des difficultés sociales plus importantes que celles des collèges et écoles en dehors de l'éducation prioritaire.

À la rentrée 2022, 1 092 réseaux composent la carte de l'éducation prioritaire : 730 collèges et 4 174 écoles en REP, 362 collèges et 2 462 écoles en REP+. Au total, plus de 1,7 millions d'élèves bénéficient des différents dispositifs de l'éducation prioritaire. Les enseignants y disposent de conditions particulières d'exercice permettant notamment de développer et faciliter le travail collectif et la formation continue (Eduscol, 2022)⁴⁷⁸.

● Dédoubler les classes en QPV

Dédoubler les classes des écoles situées en QPV est essentiel à la réduction des inégalités sociales et à la réussite scolaire. Cette démarche a été adoptée depuis la rentrée 2017 dans les classes de CP et CE1 des REP et REP + (Eduscol, 2022). Grâce à un effectif d'environ 12 élèves par classe, l'encadrement renforcé est plus favorable à l'acquisition des savoirs fondamentaux (lire, écrire, compter, respecter autrui) et ainsi, à la réussite scolaire. L'acquisition de ces connaissances constitue un levier de réduction des inégalités sociales. En 2019, les nouveaux dédoublements concernent 700 classes de CE1 en REP + et 3 200 classes de CE1 en REP (Gouvernement, 2022)⁴⁷⁹.

Des études internationales révèlent que la réduction de la taille des classes, si elle s'avère peu avantageuse à l'échelle d'un système éducatif⁴⁸⁰, est largement bénéfique pour les élèves d'origine défavorisée et pour les élèves plus jeunes. En effet, la revue de littérature de l'Institut des Politiques Publiques (IPP ; Bouguen, Grenet, & Gurgand, 2017)⁴⁸¹ montre que le dédoublement d'une classe de 24 élèves améliore les performances moyennes des élèves de façon significative, et qu'il est possible d'en voir les effets à long terme sur les trajectoires scolaires et l'insertion professionnelle. Ces

effets sont observés alors même que les enseignants ne sont pas spécifiquement accompagnés au plan pédagogique. Le calcul coût-bénéfice indique qu'une telle politique est rentable dès qu'elle permet d'augmenter le salaire futur de ses bénéficiaires de 1 %, via ses bénéfices sur la trajectoire scolaire.



Dédoubler les classes pour permettre aux élèves de mieux apprendre

Des établissements scolaires en QPV voient une nette différence à l'issue de cette mesure de dédoublement des classes, à l'instar de l'école primaire de Pierre Corbeille à Versailles dans les Yvelines (78)⁴⁸². En 2019, Laetitia Lerat, directrice de cet établissement, déclare en effet qu'elle a constaté une *“baisse significative d'élèves en difficulté à l'entrée du CE2 et du cycle 3”*. Aurélie De Smet, enseignante en CE1, explique que le fait d'être moins nombreux facilite la concentration des élèves tout en favorisant leur autonomie. La parole prend une place d'autant plus importante, ce qui les incite à participer et à verbaliser leurs besoins. L'atmosphère en classe s'en trouve améliorée, la professeure ayant une meilleure connaissance de ses élèves et des parents, qui en retour sont plus rassurés.

Cette mesure est favorable à la réussite et l'épanouissement des jeunes élèves, comme en témoigne Monsieur Baala, parent d'élève : *“Notre fille Emma s'est adaptée à ce dédoublement assez facilement. Elle pouvait parler de ses difficultés, ce qu'elle comprenait mais surtout ce qu'elle ne comprenait pas. Et cela a pu l'aider à se développer, et également à se socialiser plus facilement avec les autres élèves de sa classe.”*

● Effectuer un suivi personnalisé pour les jeunes en QPV

Proposer un suivi personnalisé aux jeunes des QPV rencontrant des difficultés scolaires constitue un levier essentiel pour promouvoir la réussite scolaire. Ainsi, le Programme de Réussite Éducative (PRE) - mis en place en 2005 - est un dispositif local hors cadre scolaire qui vise à prendre en charge les jeunes, dès 2 ans, en situation de fragilité (Gouvernement, 2022). Le PRE place la famille au centre de l'action et nécessite la participation de l'ensemble de la communauté socio-éducative : enseignants, directeurs d'école, assistantes sociales, médecin scolaire, etc. Les équipes pluridisciplinaires se mobilisent afin d'identifier les difficultés de l'enfant, de diagnostiquer la situation (par exemple le décrochage scolaire), de proposer un parcours éducatif adapté et d'effectuer un suivi de l'évolution de l'enfant. En 2020, 550 ont été déployés sur l'ensemble du territoire - avec un impact sur 100 000 enfants et jeunes (Agence Nationale de la Cohésion des Territoires, 2020)⁴⁸³.



Le dispositif Jeune Envie Motivation, accompagner les élèves de moins de 16 ans en décrochage scolaire

En 2014, le dispositif Jeune Envie Motivation (JEM) de l'association Abilis (labellisée Bleu Blanc Zèbre) voit le jour. Il s'agit d'un parcours qui alterne entre les cours à l'école et les activités de connaissance de soi, de travail sur l'estime de soi et sur l'insertion professionnelle. Il s'adresse aux élèves de 13 à 16 ans démotivés, démotivés et qui pourraient se retrouver en situation de décrochage scolaire. Le dispositif dure trois mois et se déploie 4 demi-journées par semaine⁴⁸⁴. Depuis janvier 2020, le public accueilli regroupe des élèves du bassin Sud-Loire, ainsi que Nantes et la priorité est donnée aux QPV. De 2014 à 2022, 232 jeunes ont été accompagnés (67% de garçons et 32% de filles) dans 42 établissements scolaires⁴⁸⁵. Selon une étude d'impact menée en 2023, 53% ont continué leur scolarisation ou ont repris une formation avec envie. De plus,

76% des bénéficiaires ont au moins pris un peu plus confiance en eux et en leurs capacités⁴⁸⁶.

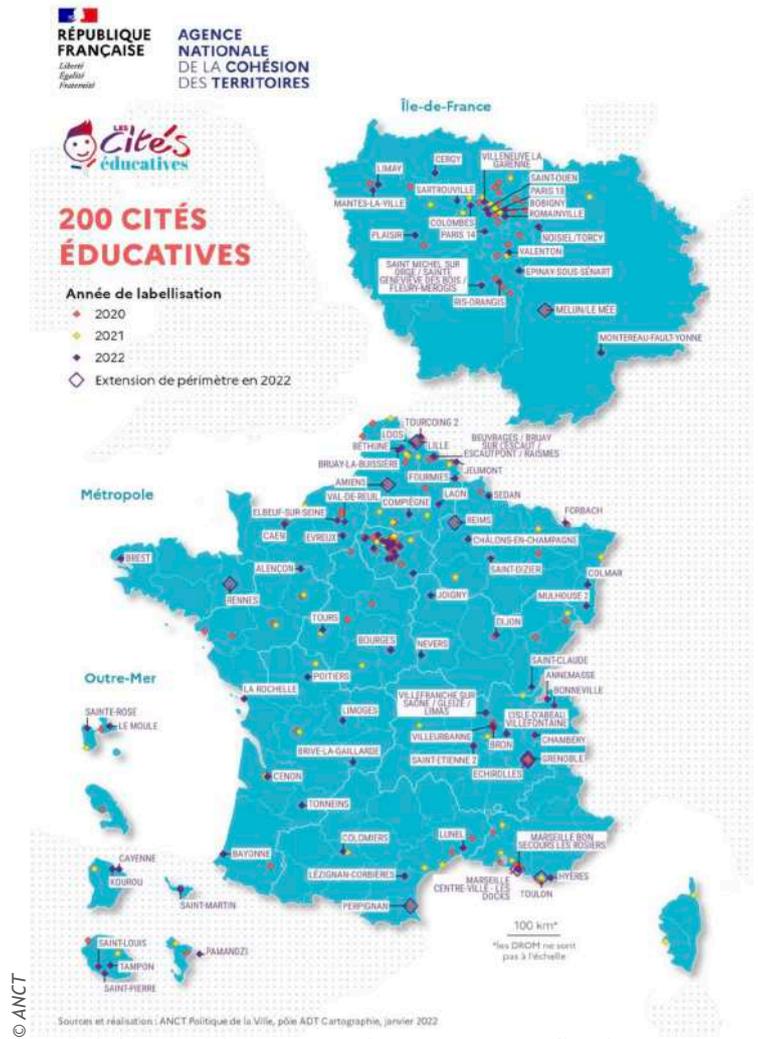
● **Prioriser l'éducation en QPV**

Placer l'éducation au centre des priorités dans les QPV de la politique de la ville est primordial pour favoriser la réussite scolaire. Les Cités éducatives - programme lancé en 2019, adopté par le gouvernement dans le cadre de la "Mobilisation nationale pour les habitants des quartiers" - correspondent à cette démarche. Ce sont des territoires ayant pour objectif d'intensifier les prises en charge éducatives des 0-25 ans en QPV en rassemblant les acteurs locaux de la communauté éducative - État, collectivités locales, parents, associations, intervenants du périscolaire, travailleurs sociaux, établissements scolaires (Gouvernement, 2022). Il s'agit de coordonner les dispositifs existants et d'innover (Cités éducatives)⁴⁸⁷. Les Cités éducatives agissent notamment en faveur de la réussite scolaire, à travers plusieurs leviers : lutter contre le décrochage, renforcer le programme de réussite éducative, développer l'accompagnement personnalisé des jeunes, encourager la coopération avec les parents.

46 nouveaux territoires sont labellisés Cité éducative en 2021.

La démarche des Cités éducatives est novatrice dans sa conception transversale entre deux ministères et entre les acteurs locaux. Elle est porteuse d'espoir quant à son potentiel de transformation de l'action publique. En 2019, 80 territoires - décidant de faire de l'éducation une priorité partagée - ont reçu le label Cité éducative. En 2021, 46 nouveaux territoires sont labellisés. A ces 126 cités éducatives s'ajoutent d'autres territoires, atteignant 200 projets en 2022. Les projets labellisés doivent répondre à trois grands objectifs : conforter le rôle de l'école, renforcer la continuité éducative et ouvrir le champ des possibles (Inspection Générale de l'Administration & Inspection Générale de l'Éducation, du Sport et de la Recherche, 2021)⁴⁸⁸. Le site des Cités éducatives précise qu'une labellisation est

accordée aux territoires au sein desquels les acteurs proposent une stratégie ambitieuse et partagée, appuyée par la collectivité. Il s'agit de grands quartiers d'habitat social, présentant des dysfonctionnements urbains importants et des enjeux de mixité scolaire. Les enjeux d'aménagement du territoire et du volontarisme des élus locaux sont également pris en compte⁴⁸⁹.



© ANCT

200 Cités éducatives réparties sur tout le territoire pour 1 million de jeunes bénéficiaires

Des Cités éducatives parsèment ainsi le territoire. Celle du Plateau de Corbeil-Plein Ciel en Seine-et-Marne (77) en est un exemple. Elle couvre un territoire de 8 000 habitants et de 23 établissements scolaires à cheval sur Melun et Le Mée-sur-Seine. Il été labellisé car il remplissait les critères d'attribution : plus de 5 000 habitants, un établissement en REP+ et un programme de rénovation urbaine en cours. Daniel Auverlot, recteur de l'académie de Créteil, indique que les objectifs prioritaires sont la continuité entre le temps scolaire, périscolaire et extrascolaire, puis le développement de l'autonomie et de la mobilité des élèves (Rédaction La République de Seine et Marne, 2021)⁴⁹⁰.



Rassembler les dispositifs en un système territorial via les Cités éducatives comme celle du Plateau de Corbeil-Plein Ciel : de nombreux dispositifs sont alors intégrés, tels que l'école de la deuxième chance, l'espace dynamique d'insertion, les centres d'affaires dans les quartiers, le programme de réussite éducative intercommunal, le dispositif expérimental au niveau de la réussite éducative des 16-18 ans, etc.

Une particularité de cette Cité éducative est le déploiement d'un "bus de la réussite éducative" axé sur des thèmes tels que la santé, la parentalité ou les loisirs. Il permet d'aller vers les publics invisibles du territoire afin d'offrir un accompagnement aux jeunes de 0 à 25 ans, ainsi qu'à leur famille (ANCT, 2020)⁴⁹¹. Cet accompagnement est bénéfique pour l'orientation.

3 - Bien choisir son orientation

Des initiatives territoriales - à destination des jeunes de zone rurale ou QPV - visent à ouvrir le champ des possibles en matière d'orientation scolaire. Tout d'abord, les acteurs du territoire ont mis en place plusieurs dispositifs favorisant une orientation éclairée chez les jeunes.

● Favoriser l'accès à l'information sur l'orientation

S'informer sur les différentes possibilités d'orientation est une démarche essentielle du fait qu'elle favorise une poursuite d'études choisie, et a fortiori, épanouissante. Le gouvernement se mobilise afin que les jeunes issus de la ruralité aient une vision claire de leurs perspectives d'orientation. C'est ainsi que le programme d'expérimentation "Territoires éducatifs ruraux" a été déployé à la rentrée 2021 en Normandie, à Amiens et à Nancy-Metz (Education.Gouv.fr, 2021)⁴⁹². Il vise à renforcer les prises en charge pédagogiques et éducatives en milieu rural. L'objectif est de développer l'ambition scolaire et la mobilité des jeunes des zones rurales et éloignées. Pour cela, les actions s'orientent autour de 3 leviers :

- renforcer la coopération entre l'école et les acteurs locaux ;
- garantir aux élèves ruraux un véritable pouvoir d'agir sur leur avenir ;
- renforcer l'attractivité de l'école rurale et l'accompagnement des personnels.

Les associations, acteurs du territoire, déploient également des interventions favorisant une orientation choisie et éclairée. L'auto-censure limitant les perspectives professionnelles des lycéens en QPV, l'association Article 1 propose des solutions locales afin que chaque jeune puisse trouver sa voie. 11 antennes régionales sont concernées : Hauts-de-France, Normandie, Ile-de-France, Pays de la Loire, Guadeloupe / Martinique, La Réunion / Mayotte, Bourgogne-Franche-Comté, Auvergne-Rhône-Alpes, Nouvelle-Aquitaine, Occitanie et Provence-Alpes-Côte d'Azur. Cette association agréée par le Ministère de l'Éducation Nationale œuvre pour une société où chacun peut s'orienter, réussir ses études, et s'insérer professionnellement, indépendamment de ses origines sociales, économiques, géographiques et culturelles. Les jeunes en QPV sont accompagnés dans leur orientation grâce aux programmes Inspire et Inspire Bac Pro.



© Compte Facebook d'Article 1

Article1 anime un atelier pour les jeunes

Le programme Inspire propose une plateforme afin de connaître les possibilités d'orientation et entrer en contact avec des étudiants. En complément, des ateliers sur la poursuite d'étude, l'insertion professionnelle et la déconstruction des stéréotypes de genre sont également proposés dans les lycées en QPV. A chaque début d'animation, les intervenants témoignent de leur parcours afin d'inspirer les lycéens. Durant la période scolaire 2020-

2021, 153 000 jeunes ont utilisé les plateformes digitales et 1 400 ateliers ont été animés, touchant 28 000 jeunes en QPV en France⁴⁹³. Quant à lui, le programme Inspire Bac Pro favorise l'accès aux débouchés de la voie professionnelle grâce à une plateforme ludique et pédagogique utilisée en compagnie de l'enseignant, en classe.

1400 ateliers territoriaux ont été animés par Article 1, touchant 28 000 jeunes en QPV en France pour favoriser l'orientation.

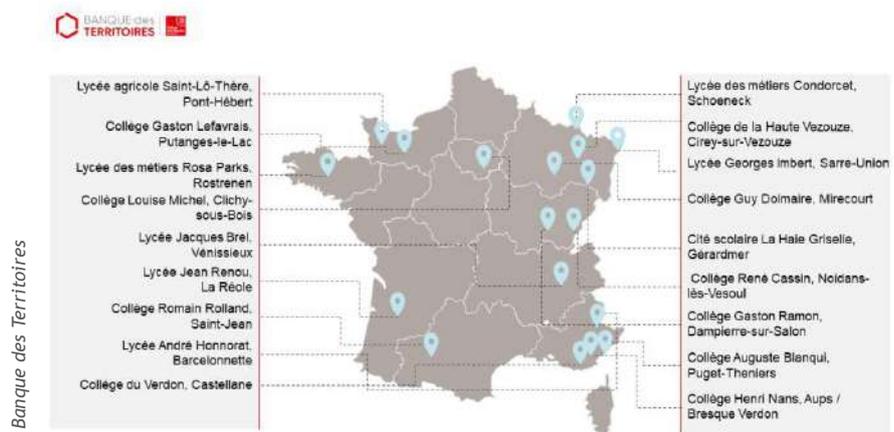
● Fluidifier les échanges entre les lycéens et les étudiants

La projection dans la poursuite d'études est facilitée par les échanges entre lycéens et étudiants. Outre les associations telles qu'Article 1 utilisant ce levier d'inspiration par les pairs, des projets éducatifs tels qu'ORACCLE (Cergy Université Paris, 2020) visent à fluidifier les échanges entre les lycées et l'enseignement supérieur. Ce projet territorial permet à chaque élève d'être acteur de son parcours universitaire et de consolider son projet professionnel. Il est l'un des huit lauréats de l'appel à projet "Dispositifs territoriaux pour l'orientation vers les études supérieures", lancé en 2019 (Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, 2020)⁴⁹⁵.

● Mettre en place des "espaces services jeunesse" dédiés à l'orientation

La présence d'espaces d'orientation constitue également une réponse face aux problématiques d'éloignement de service auxquelles sont confrontés les jeunes des QPV et zones rurales. C'est ainsi que des "espaces services jeunesse" - expérimentation lauréate d'un appel à manifestation d'intérêt lancé dans le cadre du programme d'investissement d'avenir jeunesse en 2020 (Académie de Lyon, 2022)⁴⁹⁶ - sont mis

en place sur ces territoires (Education.Gouv.fr, 2021)⁴⁹⁷. Comme l'illustre l'infographie ci-dessous, il en existe 18 en France en 2021, répartis dans 9 régions : 1 en Bretagne, 2 en Normandie, 1 en Ile-de-France, 5 dans le Grand Est - Bourgogne Franche-Comté, 2 en Bourgogne-Franche-Comté, 1 en Auvergne-Rhône-Alpes, 1 en Nouvelle-Aquitaine, 1 en Occitanie et 4 en Provence-Alpes-Côte d'Azur. Ces lieux - portés par un ensemble d'acteurs locaux et gouvernementaux - sont dédiés à l'éducation, la formation et la jeunesse au sein d'un établissement secondaire public accessible par des visiteurs extérieurs. Ils rassemblent une offre dédiée aux jeunes de 0 à 25 ans et à leur famille. L'objectif est de favoriser son accès à tout moment en ouvrant l'école sur la ville. Cette expérimentation apporte une réponse proche du terrain pour faciliter l'accès de tous à certains services liés à l'éducation, la formation et la jeunesse. Des services liés à l'orientation professionnelle sont notamment proposés.



Les espaces services jeunesse à travers le territoire, en décembre 2021

L'ouverture de ces espaces services jeunesse était prévue durant l'année scolaire 2021-2022. En novembre 2022, la région Auvergne Rhône-Alpes accueille son premier espace services jeunesse. Il cible les habitants de trois villes du Rhône (69) : Vénissieux, Saint-Fons et Feyzin. Ce lieu propose des permanences régulières organisées avec Pôle emploi, des médiateurs numériques ou encore avec le bureau d'information jeunesse et le point d'information jeunesse. De plus, des rendez-vous ponctuels sont également possibles, comme des interventions liées à l'orientation. Cet espace innovant permet d'optimiser une prise en charge pédagogique épanouissante grâce à la collaboration entre les acteurs

de l'éducation sur les territoires. C'est ce qu'indique Olivier Dugrip, recteur de la région académique Auvergne-Rhône-Alpes, recteur de l'académie de Lyon, chancelier des universités :

“

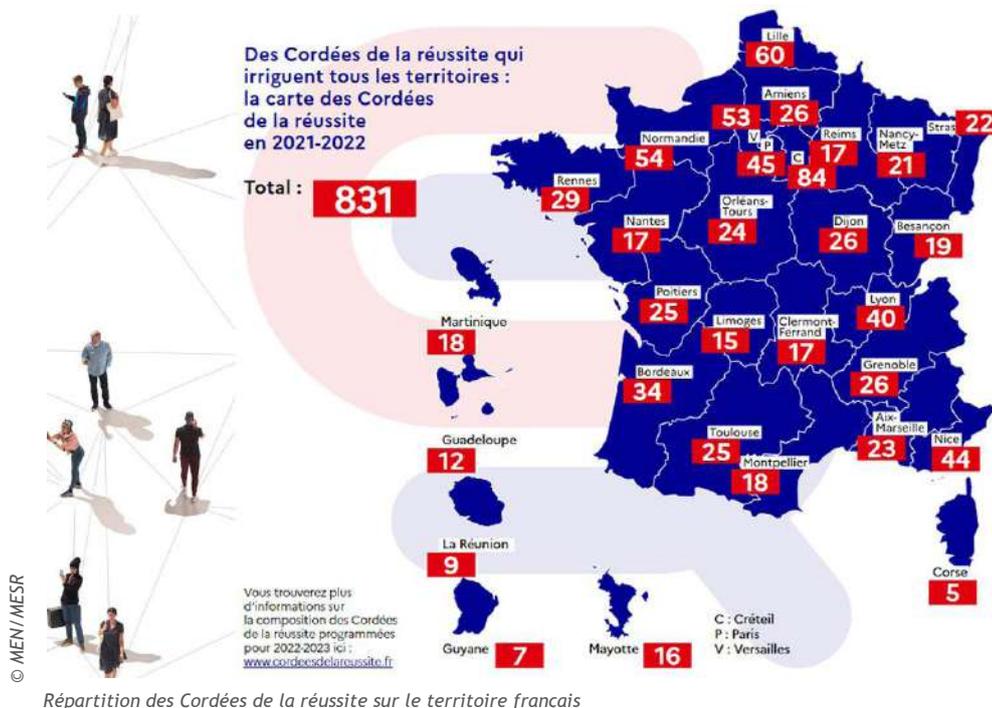
L'espace services jeunesse est un espace innovant symboliquement situé dans un établissement scolaire. Son rôle est de faire le lien entre les jeunes, leurs familles, les services de l'État et des collectivités territoriales ainsi que des associations, afin d'améliorer l'accès vers des dispositifs créés pour eux. Implanté sur un territoire jeune, marqué par des difficultés économiques, l'espace services jeunesse a été imaginé pour notre jeunesse, afin qu'elle puisse bénéficier de l'ensemble des dispositifs créés pour lui permettre de réussir.

d'orientation adaptés. C'est ce que proposent les Cordées de la réussite - lancées en 2008. Il s'agit d'un label créé avec les ministères chargés de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur pour promouvoir l'égalité des chances des jeunes vis-à-vis de l'accès à l'enseignement supérieur (Gouvernement, 2022). C'est ainsi que les Cordées de la réussite accompagnent les élèves en QPV de la 4ème jusqu'à l'enseignement supérieur afin de lutter contre l'auto-censure et de susciter l'ambition scolaire (Aides territoires, 2022). Dès lors, diverses actions sont proposées : tutorat, sorties culturelles, découverte de lieux et de secteurs professionnels - permettant notamment de lutter contre les stéréotypes de genre.



Le Sens de l'École, association qui change le regard sur l'école en QPV

L'association Le Sens de l'École, labellisée Bleu Blanc Zèbre (BBZ), vise à d'aider les enfants à changer de regard



- Favoriser l'égalité des chances en accompagnant les élèves sur le long-terme

Accompagner sur le long-terme les jeunes en QPV est une solution que les territoires mettent en place afin de favoriser des choix

sur l'école. En agissant positivement sur les croyances erronées des enfants, l'enjeu est de remettre sur la voie d'une scolarité épanouie et réussie. Il s'agit de faire germer le sentiment d'appartenance à l'école, une conception dynamique de

l'intelligence et la raison d'être de la scolarité de chacun. L'association a deux niveaux d'intervention : des parcours d'ateliers en classe, dès l'école primaire, en éducation prioritaire et la formation des enseignants. Depuis 2020, 3 211 élèves ont participé aux ateliers. Pour l'année scolaire 2021-2022, Le Sens de l'École intervient uniquement dans les académies de Paris et de Versailles⁴⁹⁹.

- Mentorer les jeunes pour les aider à construire leur projet professionnel

Une façon efficace d'accompagner les jeunes dans la construction de leur projet professionnel est le mentorat. Des associations se mobilisent afin que les étudiants puissent bénéficier de cet accompagnement personnalisé, à l'instar de l'association Article 1. En effet, elle propose un programme de mentorat nommé Dema1n. Il consiste à créer des binômes "mentor-mentoré" afin de proposer aux étudiants un accompagnement de 6 mois et plus. Le mentor a pour rôle d'aider le jeune à relever des défis et challenges concrets (comme le fait de trouver un stage). Si l'expérience est appréciée par l'étudiant, une possibilité d'accompagnement sur le plus long terme est possible. Durant la période scolaire 2020-2021, 2 300 étudiants accompagnés individuellement de Bac+1 à Bac+5⁵⁰⁰. Cette expérience peut être un tremplin pour trouver sa voix, comme témoigne Joffrey, mentor de Stella⁵⁰¹ :

66

J'aimerais aider Stella à trouver un métier qui pourrait lui plaire. Pas juste un métier qu'elle ferait par défaut à force de ne rien trouver, mais plutôt un métier dans lequel elle se sentirait en confiance et pourrait pleinement s'épanouir.

En zone rurale et dans les petites villes, le mentorat est également un levier utilisé afin que chaque jeune puisse s'orienter vers une voie qui lui correspond. C'est ainsi que l'association Chemins d'avenirs informe,

accompagne et promeut le potentiel des collégiens et lycéens. Elle agit à travers un système de parrainage et la création d'un écosystème de réussite autour de ses filleuls. Chemins d'avenirs est la première structure à mentorer les jeunes des zones rurales et des villes petites et moyennes indépendamment de résultats scolaires ou de critères sociaux. Pour que seuls la motivation, la curiosité et le potentiel d'un jeune fassent la différence dans son parcours et ses projets d'avenir. 5 000 jeunes des petites villes et des zones rurales ont été accompagnés⁵⁰².

- Proposer aux lycéens des cours pour intégrer une grande école

Grâce aux Conventions d'Éducation Prioritaire (CEP), les lycéens en QPV suivent des cours les préparant à l'intégration de l'Institut d'études politiques de Paris Sciences Po. Ainsi, ces CEP - créées il y a 20 ans par Science Po - élargissent les perspectives d'orientation des jeunes en QPV. Depuis 2021, les zones rurales et les territoires d'Outre-mer peuvent également bénéficier de ces CEP. Alan, étudiant en première année à Science Po de Menton, explique le principe de ces ateliers qu'il a suivi durant sa scolarité en Guadeloupe : *"C'était le mercredi pendant deux heures. Au début de l'année, on se préparait surtout à analyser l'actualité, à développer nos capacités de réflexion et à apprendre à parler en public. On s'est ensuite entraîné à rédiger les écrits de Sciences Po, puis à passer l'entretien d'admission."* Cette expérience lui a beaucoup apporté : *"Ça m'a permis d'améliorer mon sens critique de l'actualité, du monde, d'améliorer mes capacités oratoires..."* En 20 ans, 2 600 élèves sont entrés à Sciences Po par cette voie-là. En septembre 2023, 250 étudiants pourront intégrer l'école grâce aux CEP. Jusqu'à là, c'était 170.

Les CEP facilitent l'admission des jeunes en QPV à Sciences Po



Ces CEP ouvrent la voie à de nouveaux talents, dont les seuls freins d'orientation sont la distance géographique. Raphaël Zaouati, étudiant élu au conseil de l'Institut, explique en effet que ce dispositif permet *“de recruter des étudiants de qualité qui ne seraient peut-être pas entrés à Sciences Po, car leurs lycées sont éloignés des grandes écoles”*. Cela ouvre la voie à de nouvelles perspectives d'orientation, comme le déclare Solène, étudiante sur le campus de Sciences Po à Reims : *“L'autocensure, c'est quelque chose de réel. Je suis fille d'ouvrier, j'ai fait toute ma scolarité en ZEP, on ne connaît pas forcément quelqu'un proche de nous qui a fait ce genre de filière.”* Ces CEP vont ainsi à l'encontre des discours défaitistes. Anoa, étudiante à Sciences Po Paris, témoigne : *“À Perpignan, on nous disait ‘si vous êtes un peu ambitieux, allez à Montpellier’, mais Paris n’y songez pas”* (Le Parisien, 2023)⁵⁰³.

- Permettre aux jeunes d'expérimenter les métiers, avec CitiZchool

Face aux enjeux de décrochage scolaire renforcés dans les QVP et en milieu rural, des solutions territoriales sont déployées afin de faciliter les choix d'orientation chez ces jeunes. Pour favoriser la projection dans l'avenir professionnel, connaître ses capacités personnelles et lutter contre l'autocensure face aux choix d'orientation, des structures locales telles que CitiZchool se mobilisent. Labellisée BBZ, cette association propose des programmes d'accompagnement aux jeunes entre 13 et 30 ans. En plus du développement de compétences transversales et du montage de projets, un des axes d'intervention est l'expérimentation de métiers. Il s'agit de permettre aux jeunes

de rencontrer des professionnels passionnés, d'expérimenter le métier avec eux, de déconstruire des préjugés et de s'inspirer de leur parcours⁵⁰⁴.



Rencontrer des professionnels du territoire comme avec CitiZchool pour éclairer son orientation.



Le Contrat d'Engagement Jeune (CEJ)

Ce dispositif vise à favoriser l'insertion professionnelle des jeunes âgés de 16 à 25 ans en leur proposant un accompagnement renforcé vers l'emploi. Il s'agit d'un contrat d'une durée de 9 à 24 mois, conclu entre un jeune et un employeur. Il s'adresse aux jeunes qui rencontrent des difficultés d'insertion professionnelle, notamment ceux qui ne sont ni en emploi, ni en formation, ni en études (NEET). L'objectif est de leur offrir une expérience professionnelle et des opportunités d'apprentissage afin de faciliter leur insertion sur le marché du travail.

En résumé, plusieurs initiatives territoriales sont en faveur d'une accessibilité scolaire, d'une réussite de tous et d'une orientation choisie. Il est également important de se pencher sur d'autres types d'initiatives éducatives locales favorisant la construction des projets d'avenir des jeunes tout en dynamisant le territoire.

3A4 | Les offres éducatives locales dynamisant le territoire

L'offre éducative locale est enrichie grâce aux projets locaux d'éducation. En plus d'être des leviers d'accomplissement pour les jeunes - impact local, ils ont des ambitions de transformation sociétale - impact global

(1). D'ailleurs, l'offre éducative locale peut varier en fonction des spécialités régionales. La transmission de ces savoir-faire locaux créent des compétences différenciantes et professionnalisantes au sein des territoires (2).

1 - Initiatives éducatives locales : impact local ou global ?

Différentes initiatives ont pour vocation d'enrichir l'offre éducative au niveau local, dynamisant ainsi le territoire. Par exemple, les projets locaux d'éducation permettent d'accompagner les jeunes dans leur parcours éducatif. Trois catégories de projets se déclinent : le projet éducatif local, le projet éducatif de territoire et le projet éducatif global.

- Le projet éducatif local : créer une continuité entre les différents temps et espaces socio-éducatifs

Premièrement, le Projet Educatif Local (PEL) vise à structurer les actions en faveur de la jeunesse au sein d'une ville (durant la durée du mandat). Il se construit en collaboration avec les acteurs de l'éducation - parents, public concerné, établissements scolaires, élus et services municipaux, associations, partenaires institutionnels - afin de créer du lien entre les différents temps et espaces socio-éducatifs (Ville de Longjumeau, 2022)⁵⁰⁵. Le PEL pose l'éducation - éducation formelle et non formelle étant articulées - comme responsabilité collective et partagée. Il est complémentaire aux politiques ordinaires (éducation artistique, culturelle et sportive) et aux politiques contractuelles (contrats de ville, dispositif de réussite éducative, etc.). *“C'est la cohérence et la complémentarité de l'offre éducative qui permettent à l'enfant et au jeune de trouver les conditions nécessaires à leur épanouissement, leur socialisation et leur réussite.”* (Ville de Quimper, 2022)⁵⁰⁶.

Par exemple, dans la ville de Quimper, un PEL étendu sur les années 2018-2022 a été mis en place. Il s'adresse aux jeunes de 0 à 16 ans et s'articule autour de cinq objectifs :

- accompagner l'acquisition de la citoyenneté des jeunes ;
- valoriser leur engagement ;
- renforcer leur accès aux ressources locales (sportives, culturelles, numériques) ;
- veiller à l'intégration de tous et accompagner les familles en encourageant leur investissement dans la vie de leur quartier.

L'impact de ce PEL est à la fois local - avec un accompagnement éducatif des jeunes de la ville - et sociétal - du fait qu'il valorise la position de citoyen engagé chez les jeunes. Dès lors, *“souvent impulsés à l'échelle d'un quartier, les enfants sont fiers d'être les acteurs des projets menés, plus particulièrement quand ils sont visibles (expositions photos et peintures, fresques, représentations théâtrales...)”* (Ville de Quimper, 2022).



Faire découvrir aux plus jeunes la culture et la musique bretonne à Quimper

En 2018, des enfants des écoles Sainte-Thérèse, Jean Monnet et Yves Le Manchec ont joué un soir de la musique bretonne (“percubagad”) dans le jardin du Théâtre Max Jacob en compagnie de musiciens professionnels (dits “musiciens du bagadig Kemper”). Cette prestation est l'aboutissement d'un cycle d'une quinzaine de séances menées dans le cadre du PEL de la ville et porté par la fédération Sonerion Penn ar Bed⁵⁰⁷.

A Quimper, une prestation de musique bretonne est mise à l'honneur dans le cadre du PEL de la ville

© Delphine Tanguy



Pour dynamiser un territoire, faire disparaître la distinction entre aidant et bénéficiaire, à l'image des jeunes des programmes Projets Éducatifs Locaux qui grandissent en se mettant au service de leur territoire.

● **Le projet éducatif de territoire : offrir une réponse adaptée aux besoins et aspirations des élèves**

Deuxièmement, le Projet Educatif de Territoire (PEdT) est le volet d'actions du PEL sur les temps scolaires. Il s'agit d'un cadre qui permet aux acteurs éducatifs de coordonner leurs actions afin d'offrir une réponse adaptée aux rythmes, besoins et aspirations des élèves. Le PEdT assure (durant la durée du mandat) une offre d'activités périscolaires en continuité et en complémentarité avec l'école, notamment le mercredi (Jeunes.gouv.fr.)⁵⁰⁸. Ce type de projet constitue un facteur d'attractivité du territoire du fait qu'il contribue au maintien et à l'installation des familles dans la commune.

Par exemple, la commune de Beaufort-en-Anjou déploie un PEdT sur les années 2021-2024 à destination des 0-18 ans (Beaufortenanjou.fr)⁵⁰⁹. Deux objectifs ayant un impact sur les jeunes du territoire - impact local - sont formulés. D'un côté, il s'agit de leur permettre de prendre part aux structures qu'ils fréquentent (en créant par exemple des espaces d'échanges et de débats). D'un autre, l'objectif est de pratiquer des activités contribuant à leur épanouissement (en prenant par exemple en compte les intelligences multiples). Trois autres objectifs visent des impacts sociétaux. Premièrement, le but est de leur permettre d'appréhender les enjeux de développement durable (en les faisant par exemple participer à des actions éco-citoyennes). Deuxièmement, il s'agit de contribuer aux activités collectives respectueuses des autres et de l'environnement (en les impliquant par exemple dans des manifestations communales). Troisièmement, l'objectif est d'appréhender leur future citoyenneté (en leur proposant par exemple une formation de secourisme).



Apprendre le vivre ensemble à l'école pour redessiner le monde heureux de demain

Comme l'explique Marie-Catherine Chazeaux, Directrice Pôle Produit et Architecture chez Cogedim, il faut penser aux générations futures.

“Et si nous faisons réfléchir plus les enfants sur le vivre ensemble ?” L'experte propose de mettre en place des ateliers pour les enfants sur comment imaginer demain et s'ouvrir les uns aux autres. Elle déclare que les générations nouvelles de 15-20 ans sont plus ouvertes que les anciennes, et ont leur mot à dire pour imaginer le monde de demain. Marie-Catherine Chazeaux indique qu'il faut d'ailleurs les interroger pour comprendre ce qu'ils attendent d'une ville de demain.

D'autres PEdT s'attachent à sensibiliser les jeunes à la découverte et la préservation de leur environnement, à travers des activités en pleine nature, au sein de leur territoire. C'est ainsi qu'à Saint-Nazaire, chef-lieu d'arrondissement du département de la Loire-Atlantique dans la région Pays de la Loire, des élèves expérimentent en 2018 une nouvelle façon d'apprendre et de comprendre le monde qui les entoure grâce au PEdT «3 eaux». Sur la place des Jaunais, les jeunes réalisent des activités éducatives et ludiques autour des eaux douces, salées et saumâtres. L'objectif vise un impact global : faire découvrir aux jeunes la faune et la flore et être sensibilisés à l'environnement. Amina, en classe de 6ème au collège Pierre Norange, partage son expérience : *“Avec les jumelles, on a regardé des images des oiseaux et on devait les chercher, on a fait un croquis de paysage, on apprend des choses et on s'amuse entre copains et copines.”* A travers ce projet éducatif, il s'agit de considérer l'enfant dans sa globalité sans le résumer à sa qualité d'élève, en faisant intervenir des associations en plus des enseignants ou de la ville de St Nazaire, comme l'explique Xavier Perrin, adjoint à l'éducation de la ville de Saint-Nazaire⁵¹⁰.



PEdT de Manosque (2023 - 2026) à destination des 0-25 ans

En lien avec l'Education Nationale et les équipes de la ville, Manosque (Alpes-de-Haute-Provence, 04) construit un PEdT sur la période 2023-2026. Ce projet éducatif vise à accompagner

les enfants et les jeunes de la ville à développer leur autonomie, leur capacité à être responsable et leur citoyenneté, dans un objectif d'émancipation personnelle au sein d'un collectif. Le PEdT s'articule autour de 5 axes. D'abord, le développement de la parole et de l'engagement des jeunes. Ensuite, le soutien des apprentissages et de l'insertion professionnelle. L'accessibilité de la ville pour les jeunes est également un axe majeur tout comme le soutien aux familles. Enfin, la coopération entre professionnels est visée. Rappelons que la Ville de Manosque a rejoint le réseau UNICEF "Ville Amie des Enfants" en octobre 2021.

- **Projet éducatif global : favoriser la réussite et l'épanouissement des élèves**

Troisièmement, le Projet Educatif Global (PEG) détermine les axes principaux de la politique éducative portée par une ville durant la durée du mandat. Il vise à favoriser la réussite et l'épanouissement des jeunes grâce à une coopération renforcée entre les partenaires éducatifs, de sorte à ce qu'ils constituent une véritable communauté éducative. Le PEG concerne tous les temps de la jeunesse (de la naissance à l'âge adulte), ainsi que l'ensemble des espaces éducatifs - crèche, école, périscolaire, temps de loisirs et de vacances, famille. Il est complémentaire aux réseaux, contrats ou dispositifs existants - comme les Réseaux d'éducation prioritaires, le volet Éducation du Contrat de ville ou la Convention Territoriale globale (CTG). Certains objectifs sont partagés, comme le soutien de la fonction parentale ou l'accompagnement des familles dans leur cadre de vie (Ville de Poitiers)⁵¹¹.

Par exemple, la ville de Poitiers déploie un PEG sur son territoire durant la période 2022-2027 à destination des jeunes de 3 mois jusqu'à l'âge adulte. Les objectifs de ce PEG sont porteurs d'impacts sociétaux. Tout d'abord, il s'agit d'éduquer à la nature - en développant par exemple des actions d'éducation à la nature en extérieur (comme faire école dehors) et de sensibilisation à la transition écologique

pendant les temps scolaires, périscolaires et extrascolaires. L'enjeu est de placer la nature au cœur de l'éducation et de faire prendre conscience de l'importance de sa préservation. Ensuite, il s'agit d'éduquer à la citoyenneté et à la démocratie participative - en favorisant par exemple le dialogue, l'écoute et la bienveillance. L'enjeu est de développer l'esprit critique et d'initiative des jeunes afin qu'ils deviennent acteurs de leur territoire. La construction collective d'un climat de vie positif et l'apprentissage de la démarche de projets collectifs est également central. Enfin, il s'agit d'éduquer à la mixité et à l'égalité - en luttant par exemple contre les inégalités de genre dans les espaces éducatifs. L'enjeu est d'encourager la diversité dès la petite enfance, de veiller à la réussite de tous et d'accompagner les jeunes dans leur parcours professionnel (Ville de Poitiers).



A La Réunion, le passeport éducatif collégien, pour l'épanouissement à l'école, et des citoyens

Le passeport éducatif collégien soutient les établissements dans l'élaboration de projets pédagogiques pour les élèves autour de thématiques choisies : ils permettent de mener des actions sociétales, découvrir des professions et des entreprises, explorer des sites naturels. Les projets s'inscrivent dans le programme pédagogique et créent du lien et de l'engagement apprenant chez les collégiens. Les propositions des élèves sont riches, éducatives et de plus en plus nombreuses. Ce sont des prétextes pour s'émanciper, à l'oral ou à l'écrit, voire dans le champ artistique. Ils élargissent la vision du monde des collégiens et développent aussi l'esprit de citoyenneté. Enfin, ces projets font le lien avec le reste de la population et permettent de développer le civisme au-delà du collège et de véhiculer des messages aux citoyens.

S'épanouir par l'éducation à la nature

© Ekaterina Bolovtsova / Pexels



L'association Ma chance Moi Aussi, PEG innovant qui accompagne les enfants les plus vulnérables à s'épanouir

Dans les quartiers défavorisés, l'association **Ma Chance Moi Aussi**, labellisée BBZ, accompagne jusqu'à leur envol les enfants les plus vulnérables dès l'âge de 5 ans. L'objectif est qu'ils puissent choisir leur vie et devenir des acteurs responsables de la société. Hors des temps scolaires, des activités leur sont proposées afin d'acquérir des savoirs essentiels (ouverture au monde, à la culture, à la citoyenneté) et un savoir-être (confiance en soi, respect de l'autre, sens de l'effort). L'accès au sport et aux vacances, moments d'apprentissage et de mixité sociale, est également facilité. "Ici, j'ai appris à prendre confiance en moi (...) J'ai gagné en maturité sur ces années d'accompagnement." déclare Ozan, 15 ans⁵¹². L'association s'inscrit dans un maillage territorial fort pour travailler avec tous les acteurs locaux qui partagent son ambition et ses valeurs. Elle est implantée dans 8 collectivités en région Auvergne-Rhône-Alpes (Clermont-Ferrand, Décines-Charpieu, Echirolles, Lyon, Chambéry, Annemasse,

Aix-les-Bains et Albertville) et 1 en Ile-de-France (Drancy). 276 enfants ont été accompagnés depuis 2015⁵¹³.

● Vers des projets pédagogiques durables

Enfin, pour construire des projets pédagogiques durables - et sortir d'une logique annuelle et court-termiste - la mission d'information sur les nouveaux territoires de l'éducation (Lafon & Roux, 2019) considère qu'il est nécessaire de renforcer les partenariats entre les collectivités locales et les services déconcentrés de l'éducation nationale.



Rescolariser sa commune grâce à l'école Montessori

En 2016, les villages de Gavaudun (315 habitants) et de Blanquefort-sur-Briolance (500 habitants) - qui ont créé un regroupement pédagogique intercommunal (RPI) en 1996 - ont mis en place la pédagogie Montessori pour sauver leurs écoles. Cette méthode d'enseignement repose sur la manipulation des objets, le sensoriel et l'autonomie des enfants. Suite à cela, les effectifs ont augmenté et une classe supplémentaire a été créée. "C'est un

projet gagnant-gagnant : les enfants sont heureux, les enseignants voient leurs élèves joyeux de venir à l'école et sont donc super motivés, les parents pour les mêmes raisons sont contents et les élus sont ravis de ce développement inespéré !” déclare le maire de Gavaudun, Éric Congé⁵¹⁴.

2 - Les territoires porteurs de savoir-faire locaux différenciants et professionnalisants

Des écoles et formations déployées sur le territoire favorisent la transmission et la valorisation des savoir-faire locaux et professionnalisants.

● Des savoir-faire artisanaux et ancestraux professionnalisants

Les territoires sont porteurs de savoir-faire artisanaux et ancestraux tels que la poterie ou la tapisserie. D'un côté, la poterie existe par exemple depuis la période gallo-romaine en région Centre-Val-de-Loire. Cette région accueille aujourd'hui des événements mais également des structures de référence en la matière, telles que le Centre céramique contemporaine La Borne (Terroir Artisan, 2021)⁵¹⁵. Il est vecteur d'apprentissage à travers ses offres d'ateliers d'initiation à la poterie - intergénérationnels, en famille, entre écolier, adultes, enfants ou - et de stages - pour les enfants et les adultes. Ce Centre est reconnu au niveau local, national et international (Ministère de la Culture)⁵¹⁶. D'un autre, l'art de la tapisserie est par exemple un savoir-faire qui remonte au XV^{ème} siècle à Aubusson, en Nouvelle-Aquitaine (France Info, 2022)⁵¹⁷.

Ce territoire transmet ce savoir artisanal grâce à des formations professionnelles telles que le Brevet des métiers d'art «art de la lisse» au cours duquel des lissiers (conception et à la réalisation de tapisseries d'art contemporaines) interviennent pour transmettre leurs savoirs⁵¹⁸.

● Se former aux spécialités culinaires de son territoire

Le patrimoine culinaire est également un héritage qui se transmet au sein de différents territoires. C'est ainsi que la Normandie, berceau de nombreux produits laitiers, propose des formations d'apprentis fromagers. Par exemple, le lycée agricole de Saint-Lô-Thère, situé dans la Manche, accueille une formation de fromager en 5 ans (Ouest France, 2019)⁵¹⁹. Le Grand-Est, région aux multiples spécialités culinaires, a quant à elle investi 35,7 millions d'euros pour la création d'un «pôle d'excellence hôtelier». Elle accueille par exemple le lycée hôtelier de Strasbourg qui forme depuis 100 ans de grands chefs cuisiniers, pâtisseries, directeurs d'établissements réputés dans le monde (France Info, 2022)⁵²⁰.

d'euros

**35,7
millions**

pour la création d'un «pôle d'excellence hôtelier» par la Région Grand-Est, en lien avec les spécialités culinaires, pour tirer parti de l'ADN territorial.



© Gustavo Fring/Pexels

La poterie, un savoir-faire local qui se transmet de génération en génération

● Apprendre les savoir-faire connectés à la terre (ou à la mer) du territoire

La terre même du territoire - ses cultures, ses eaux - est porteuse de savoir-faire locaux. Ainsi, le vin est par exemple un savoir maîtrisé en Provence-Alpes-Côte d'Azur. Il existe dès lors dans cette région des formations relatives, comme le baccalauréat professionnel de viticulture-oenologie proposé par le

lycée agricole et viticole Château Mongin situé dans la commune d'Orange. Par ailleurs, la pêche est une expertise présente dans la région de Bretagne. Une école de pêche, nommée Le Club Pêche, forme par exemple des jeunes entre 5 et 17 ans au niveau du port du Blosson à Roscoff⁵²¹. Dans cette même région, des formations - comme le Master Ingénierie Marine - sont labellisées par le pôle de compétitivité "Pôle Mer Bretagne Atlantique". Cette labellisation permet d'avoir le point de vue d'acteurs industriels et de la recherche, forts d'une expérience marine transverse⁵²².



Apprendre la pêche à l'école pour se reconnecter aux richesses de son territoire

© Aventure Pêche Bretagne

cannage, etc. Les métiers manuels, écologiques et au service de l'économie locale répondent à un réel besoin des territoires.

- Maintenir les jeunes sur les territoires grâce aux apprentissages locaux

Ces différentes formations offrent aux jeunes l'opportunité de se reconnecter à leur territoire en développant des savoir-faire qui leur sont spécifiques.

Les territoires peuvent d'ailleurs offrir des savoirs différenciants et professionnalisants en proposant des cursus scolaires hybrides à l'échelle locale. Par exemple, parce que les Landes sont la première fréquentation thermique de France, l'école du thermalisme de Dax accueille la première année d'école de médecine. Un autre exemple de cursus innovant est la création d'une école du design à

Mont-de-Marsan par les industriels et les commerçants.

Attirer l'attention des jeunes sur ces savoirs spécifiques est une façon de les faire rester sur leur territoire de vie tout en préservant ses richesses.



Savoir-Faire & Découverte, organisme de formation spécialisé dans l'artisanat et les métiers de la transition écologique

Cet organisme propose de développer des savoir-faire manuels, locaux et écologiques grâce à des stages découverte et des formations actions. Elles conduisent à de nombreuses reconversions professionnelles. D'une part, les stages permettent de développer des apprentissages en restant connecté à son territoire : faire son vin naturel bio, démarrer un rucher familial, aménager les extérieurs en végétaux tressés, etc. D'autre part, les formations actions favorisent le développement de compétences professionnelles locales : charpente traditionnelle, arboriculture,



Les entreprises pour faire émerger des centres d'apprentissage locaux

Quand les centres d'apprentissages n'émergent pas spontanément, les entreprises commencent à développer leurs propres centres de formation. Ces "nouveaux campus" rassemblent par exemple dans le Finistère les chambres des métiers, d'agriculture, les CCI, des entreprises et bâtissent des formations ad hoc selon leur besoin pour des durées courtes inférieures à 2 ans, sans contraintes administratives.

En résumé, les offres éducatives à l'échelle locale dynamisent les territoires en proposant des savoirs à fort impact (social, sociétal et environnemental) et en perpétuant la transmission de savoir-faire locaux professionnalisants et reconnus à l'international. Ces différentes opportunités éducatives peuvent être vecteur d'ancrage territorial chez les jeunes et influencer

l'équilibre des territoires tout en cultivant une identité professionnelle territoriale génératrice d'épanouissement (3B1-2). Afin que tous les apprenants restent sur leur territoire tout en développant des savoirs provenant d'un autre lieu de vie, l'usage du numérique s'avère primordial. Il ouvre en effet la voie à des modes d'apprentissage optimisés à la portée de tous.

3A5 | Le multimodal et les tiers-lieux numériques : l'éducation et la formation à portée de tous, en dehors de l'Education Nationale et de l'École

Dans certaines conditions, l'apprentissage hybride peut comporter des bénéfices psychologiques tels que l'autonomie, la créativité, la satisfaction et l'engagement (2). Les solutions multimodales déployées à l'échelle locale sont une réponse aux disparités territoriales touchant aux conditions scolaires et aux niveaux de réussite (1).

1 - Solutions multimodales : pallier les fractures territoriales

L'éducation dépasse les frontières de l'école grâce aux nouvelles technologies de

l'information et de la communication. Suite à la Covid-19, un modèle d'apprentissage plaçant l'apprenant en position d'acteur se développe : l'apprentissage mixte, ou le Blended Learning. Il s'agit de combiner apprentissage en face à face et apprentissage en ligne (Garrison & Kanuka, 2004)⁵²³. La modalité peut être "synchrone" (en direct) ou asynchrone (en différé)⁵²⁴. Cela concerne 39% des formations en 2022, comme indiqué dans l'étude *Vers un digital vertueux : un digital durable qui apaise, développe et unit* (2023) de La Fabrique Spinoza⁵²⁵. Ce format d'apprentissage se révèle être une réponse à différentes fractures territoriales.

Les différentes modalités de l'enseignement hybride (DRANE)⁵²⁶

Modalité	Présentiel	Distanciel
Synchrone	Élèves et enseignants sont tous ensemble au même moment et au même endroit : regroupement en salle de cours dans l'établissement.	Élèves et enseignants sont tous ensemble au même moment et au même endroit : regroupement en classe virtuelle, en dehors de l'établissement.
Asynchrone	Élèves et enseignants ne sont pas ensemble ni au même moment ni au même endroit : tâches en autonomie dans une autre salle, et/ou à un autre moment mais dans l'établissement.	Élèves et enseignants ne sont pas ensemble ni au même moment ni au même endroit : tâches réalisées en dehors de l'établissement.

- **Équiper et former au numérique dans les établissements scolaires**

Afin de démocratiser cet apprentissage hybride et réduire la fracture numérique territoriale, il est nécessaire que les établissements soient équipés numériquement, et que les enseignants et les parents aient reçu une formation sur l'hybridation des apprentissages et les enjeux du numérique éducatif (Eduscol, 2022)⁵²⁷. C'est dans ce cadre que l'action "Territoires Numériques Éducatifs" (TNE) - nécessitant l'implication de l'Etat, des collectivités et des parents - a été initiée en 2020. Il s'agit de tester à grande échelle une mise en œuvre de la continuité pédagogique (en classe et à distance). Cette action met à disposition, dès l'école primaire, des équipements numériques et ainsi qu'un accompagnement, des ressources pédagogiques et des formations adaptées aux besoins locaux. En 2021, 12 départements sont concernés, dont un situé dans un DROM (la Guadeloupe).

- **Intégrer le numérique dans les salles de classe, vecteur de réussite scolaire**

Par ailleurs, dans une moindre mesure, introduire avec parcimonie des outils numériques auprès des élèves peut être vecteur de réussite scolaire au sein des territoires. En Corse, l'école d'Afa propose des écrans interactifs - depuis la rentrée scolaire 2019 - aux élèves de CM1-CM2. Selon le maire de la commune, cela s'est avéré bénéfique : *"Les enfants sont ravis, ils deviennent plus autonomes. Du côté des enseignants, ils ont la possibilité d'adapter les exercices au niveau de chaque élève. On peut vraiment faire du sur-mesure"* (La Gazette des



Équiper les classes d'outils numériques pour de meilleures performances scolaires

Communes, 2019)⁵²⁸. Une recherche menée par l'université de Bourgogne qui montre par ailleurs l'impact positif des tablettes sur la motivation et les progrès des élèves (La Gazette des Communes, 2019)⁵²⁹.

- **Zones rurales : favoriser la continuité pédagogique grâce aux tiers-lieux numériques**

Enfin, l'hybridation des apprentissages est une façon de favoriser l'apprentissage des jeunes en zone rurale. Il s'agit en effet d'un moyen de dépasser leurs difficultés de mobilités de leur permettre de réussir dans des formations éloignées de chez eux. Les tiers-lieux numériques, complémentaires aux établissements universitaires, permettent ainsi de rapprocher les jeunes de tous territoires à l'enseignement supérieur. Par exemple, les Campus connectés - répartis dans 10 régions et financés jusqu'en 2025 - sont des tiers-lieux de l'enseignement supérieur, innovants et collaboratifs, qui offrent la possibilité de poursuivre une formation à distance.



@ Ministère de l'Enseignement Supérieur et Recherche

Il permettent aux jeunes d'accéder à près de 200 formations - en partenariat avec des universités, des écoles privées, le CNED (Centre national d'enseignement à distance) ou encore le CNAM (Conservatoire National des Arts et Métiers). Au total, 89 campus connectés pourront accueillir jusqu'à 5 000 étudiants par an d'ici 2025 (Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, 2021)⁵³⁰. Il s'agit de nouveaux lieux favorisant le lien social des apprenants situés dans les territoires enclavés (Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, 2020)⁵³¹.

89

campus connectés pourront accueillir jusqu'à 5 000 étudiants par an d'ici 2025 et donner accès à des enseignements tout en restant sur son territoire.

À Tarare - située dans le Rhône (69) en région Auvergne-Rhône-Alpes - un campus connecté a vu le jour le 1er septembre 2021. Il s'agit d'une commune semi-rurale d'à peine 11 000 habitants qui compte parmi les plus pauvres de France, comme le souligne Joëlle Rembert, cheffe de projet du campus connecté de Tarare. L'offre de formation étant faible dans la communauté d'agglomération de l'Ouest Rhodanien, les jeunes se voient souvent contraints de quitter leur territoire et de rejoindre Lyon ou Roanne pour étudier. Certains n'en ont pas les moyens et d'autres n'en ont pas l'intention. Le campus connecté installé à Tarare depuis septembre 2021, dans le tiers-lieu La Bobine, représente ainsi une opportunité pour ces jeunes, notamment à ceux qui "n'imaginent même pas qu'ils peuvent quitter Tarare", de s'épanouir professionnellement sans faire le compromis de quitter le territoire auquel ils se sentent appartenir.

Le campus ne compte en 2021 que 3 étudiantes, mais l'objectif est d'accueillir 50 jeunes d'ici 2025. Il propose des conditions matérielles favorables aux apprentissages (ordinateurs, connexion internet, imprimantes) dans un cadre de travail calme et lumineux. Une tutrice est également présente afin d'accompagner les étudiants à la fois individuellement et collectivement, offrant un soutien administratif, pédagogique et méthodologique.

D'un côté, ce nouveau campus connecté ouvre le champ des possibles. En effet, des projets culturels sont mis en place avec l'université Lyon 2 - située à une cinquantaine de km de Tarare. "L'idée, c'est de faire venir la culture au campus connecté. Nous organiserons des sorties, nous irons voir des spectacles." comme l'explique Hélène Lannier, tutrice du campus. De plus, cette solution hybride ouvre la voie à de nouvelles opportunités professionnelles.

"Nous sommes installés dans un tiers-lieu qui accueille des entreprises et des startups. L'insertion professionnelle sera facilitée par ce réseau", assure Hélène Lannier. Les étudiants sont amenés à croiser les professionnels au cours d'événements organisés au sein du tiers-lieu, ou dans les lieux partagés (salle de brainstorming, cuisine, espace déjeuner ou terrasse). Il s'agit d'une solution face aux difficultés de recrutement de la commune pour les postes de cadres intermédiaires et cadres, du fait d'une faible qualification des jeunes locaux.

D'un autre, ce nouveau lieu d'apprentissage favorise la motivation, l'entraide et le lien social entre apprenants. C'est ce qu'explique Cyrine, étudiante en BTS gestion et protection de la nature avec l'Institut Agro Dijon, qui vient tous les jours sur ce campus connecté : "Le fait d'être plusieurs, c'est motivant. On a envie de travailler, on se sent moins seul et on peut se faire aider si on rencontre des difficultés". Par ailleurs, la journée d'intégration au sein du campus accueille également la promotion de l'université Lyon 2. Cela favorise un "esprit de promo" et de cohésion comme l'explique Cyrine : "On discute sur WhatsApp avec les étudiants. La semaine prochaine, on se regroupe tous en Lozère pour une sortie sur le terrain avec les profs."

2 - Vers un apprentissage multimodal heureux

Comment tendre vers un apprentissage multimodal heureux ? Des études scientifiques internationales ont mis en avant l'influence positive de cette modalité d'apprentissage lorsque le contexte d'apprentissage est propice.

● Le contexte auto-évaluatif, vecteur d'un apprentissage multimodal épanouissant

Dans un contexte d'auto-évaluation, le format mixte peut favoriser l'autonomie et la créativité des apprenants. C'est ce qu'indique une étude menée auprès d'étudiants - en design et mode - en Indonésie et publiée dans le journal scientifique *International Journal of Emerging Technologies in Learning* (Sudirtha et al. 2022)⁵³³. En effet, il est montré que l'apprentissage synchrone et asynchrone suscite davantage l'autonomie et la créativité des élèves lorsqu'ils effectuent en plus une auto-évaluation que

lorsqu'ils n'en effectuent pas. Selon les auteurs, cela est dû au fait que l'auto-évaluation présente plusieurs opportunités favorables : s'engager dans un apprentissage actif, apprendre de façon plus flexible - possibilité d'explorer des informations, acquérir une attitude honnête, responsable et confiante, affiner ses capacités de réflexion d'ordre supérieur.

● **Le haut sentiment d'efficacité personnelle : une condition favorable à l'apprentissage mixte heureux**

Lorsqu'un apprenant possède un haut sentiment d'efficacité personnelle durant un cours combinant apprentissage en face à face et apprentissage en ligne, sa satisfaction est supérieure. C'est ce que révèle une recherche menée auprès d'étudiants - en management - en Albanie et publiée dans le journal scientifique *Open Learning: The Journal of Open, Distance and eLearning* (Prifti, 2020)⁵³⁴. Ainsi, le sentiment d'efficacité personnelle vis-à-vis de la technologie - en l'occurrence la plateforme en ligne proposant des cours de management - est fortement et positivement lié à la satisfaction des participants. Les auteurs indiquent dès lors qu'améliorer le sentiment d'efficacité personnelle dans le domaine technologique peut améliorer la satisfaction des étudiants lors d'un cours hybride. Ils suggèrent par ailleurs que l'apprentissage mixte, en améliorant la satisfaction des étudiants, peut également augmenter leur participation, leur motivation, leur concentration et leur réussite.

● **Les expériences multimodales positives, des leviers d'engagement affectif**

Avoir connu des expériences positives au cours d'apprentissages hybrides peut favoriser l'engagement des apprenants. C'est ce que montre l'étude menée auprès d'étudiants en Espagne et publiée dans le journal scientifique *Mathematics* (Batista-Toledo & Gavilan, 2023)⁵³⁴. Dès lors, les résultats révèlent que la satisfaction des étudiants est liée à une expérience positive vis-à-vis de l'apprentissage mixte - au niveau émotionnel, intellectuel, sensoriel, etc. De plus, cette satisfaction favorise l'engagement affectif des étudiants - comme la volonté d'étudier.

● **Prise de recul**

Les recherches présentées n'ayant pas été conduites en France, il est possible qu'elles soient le reflet d'un autre contexte culturel. Néanmoins, elles offrent un éclairage inspirant vis-à-vis des apports potentiels de l'apprentissage mixte. A la lumière de ces différentes recherches, il est possible de suggérer que le contexte d'apprentissage (contexte auto-évaluatif, sentiment d'efficacité personnelle, expériences positives vécues avec cette hybridation) influence les expériences positives et épanouissantes (autonomie, créativité, satisfaction, engagement) au cours d'un apprentissage multimodal.

En résumé, l'hybridation des apprentissages favorise la personnalisation des contenus, l'autonomie des élèves et leur réussite. La science montre que l'intégration d'outils digitaux dans les enseignements peut, dans certains contextes, favoriser des expériences d'apprentissage positives pour les élèves (autonomie, créativité, engagement, satisfaction). En dehors des frontières de l'école, les tiers-lieux numériques favorisent l'accès à des formations éloignées dans les zones rurales. Ainsi, l'école n'est de fait plus le seul espace éducatif. Le territoire offre en lui-même de nouvelles opportunités pour renforcer ses savoirs, les partager et en développer de nouveaux.

3A6 | Les territoires apprenants : miser sur des écosystèmes locaux pour re-valoriser les connaissances territoriales

Les écosystèmes locaux que sont les territoires apprenants permettent d'apprendre en étant en synergie avec son entourage et son territoire (3). Grâce au numérique, des tiers-lieux éducatifs et collaboratifs voient le jour en dehors des frontières de l'école (2). C'est ainsi que les territoires apprenants favorisent la co-construction d'une nouvelle éducation, basée sur l'apprentissage, les compétences et l'empowerment des apprenants (1).

1 - La co-construction d'une nouvelle éducation

● Qu'est-ce qu'un territoire apprenant ?

L'école n'est plus le lieu éducatif central et l'éducation formelle n'est plus la seule forme et source éducative (Territoires Apprenants). Il existe en effet des territoires apprenants. Ce terme englobe plusieurs définitions.

Le néologisme "apprenance"



Les territoires apprenants donnent ainsi lieu à un nouveau type d'apprenance. L'apprenance est un néologisme popularisé par Philippe Carré dès 2005. Il s'agit d'une disposition à apprendre, à s'adapter au monde et à façonner un monde désirable. Le pouvoir, le savoir et le vouloir apprendre seraient ainsi au centre de la connaissance (Thot Cursus, 2018)⁵³⁷. Le sujet apprenant est dès lors au cœur de sa formation.

D'un côté, dans l'ouvrage intitulé *Territoires apprenants. Un processus d'apprentissage émergent à l'épreuve du réel* (Gwiazdzinski & Cholat, 2021)⁵³⁸, une définition est proposée. Les auteurs suggèrent qu'un territoire apprenant est "un lieu, un temps et un réseau où l'on favorise l'apprentissage in situ et in vivo, hors les murs

des institutions, en associant d'autres acteurs de l'environnement." Il s'agit d'un processus, d'une démarche et non d'un dispositif.

D'un autre côté, Denis Cristol, auteur de l'ouvrage intitulé *Les territoires apprenants : usages et imaginaires pour apprendre ensemble* (2021), propose une autre définition. Selon lui, les territoires apprenants désignent des territoires au sein desquels des collectifs décident ensemble d'apprendre, d'innover et d'agir pour se développer à titre individuel et communautaire (Centre Inffo, 2021)⁵³⁹.

L'objectif des territoires apprenants est d'installer une culture durable du "faire ensemble", de créer un espace de liberté, informel et non hiérarchisé, qui favorise les rencontres sans hiérarchie et un accueil de l'imprévu (Territoires Apprenants). Les acteurs du territoire doivent reconnaître leur diversité, leur complémentarité et favoriser un fonctionnement en écosystème. Cette gouvernance partagée avec les acteurs du territoire sort du fonctionnement ordinaire des établissements scolaires. La finalité est de co-construire une nouvelle éducation (Gwiazdzinski & Cholat, 2021).



Deux types de territoires apprenants : territoire ressources et territoire projet

Deux types de territoires, complémentaires, se distinguent : le territoire ressources et le territoire projet.

Territoire ressources

Le territoire ressources possède des ressources matérielles (comme les écoles), humaines (comme les enseignants), organisationnelles (comme les programmes) et une urbanisation des lieux qui abritent ces ressources (comme

les learning centers, les fab-lab, les espaces de co-working, etc.). La perspective de ce type de territoire est : “j’apprends donc je peux agir et apporter de la valeur ajoutée au territoire” (Thot Cursus, 2018). Denis Cristol, auteur de l’ouvrage intitulé Les territoires apprenants : usages et imaginaires pour apprendre ensemble (2021) indique que les politiques publiques misent sur les territoires ressources mais que cela ne suffit pas car il faut un projet - sans projet il n’y a pas d’apprenance (Centre Inffo, 2021).

Territoire projet

Le territoire projet - qui désigne un territoire ayant un projet - possède une perspective différente : “j’agis donc j’apprends”. Dès lors, l’apprentissage est une fonction dérivée de l’action (Thot Cursus, 2018).

● Une double démarche

Selon Eric Favey, président de la Ligue de l’Enseignement, le territoire apprenant est une démarche à double sens. D’un côté, l’intention est d’enseigner des programmes en donnant beaucoup de sens pour les élèves. Les apprentissages sont incarnés pour les motiver. Les mettre en relation avec l’environnement et le territoire donne du sens aux élèves. D’un autre, il s’agit de consacrer des interventions de partenaires (associatifs, artistiques, culturels), qui sont des acteurs du territoire, afin de les reconnaître et de les valoriser.

● L’apprentissage au coeur de l’éducation

Le concept de territoire apprenant suggère que l’apprentissage - à tout âge - peut se réaliser dans plusieurs temps et espaces non institutionnalisés et structurés. L’éducation est dès lors perçue comme la “compétence généralisée d’un territoire”. Le paradigme éducatif change : il ne s’agit plus de se concentrer sur les processus d’enseignement mais sur ceux d’apprentissage - la capacité d’apprendre d’un individu. Cela implique une “responsabilité éducative” distribuée dans le territoire. Dès lors, l’apprentissage devient “la compétence répandue d’un territoire” et non simplement d’un lieu

précis. Le territoire sur lequel s’étendent les actes éducatifs est apprenant (Gwiazdzinski & Cholat, 2021).



Dans le concept d’apprenance, la “responsabilité éducative” est distribuée entre l’apprenant, le territoire et les acteurs.

● Une éducation articulée autour des compétences

Le territoire apprenant suggère le passage d’une éducation basée sur les contenus à une éducation basée sur les compétences (*competence based education*). Le territoire apprenant articule sa démarche autour de compétences clés - résilience, confiance, créativité, etc. (Gwiazdzinski & Cholat, 2021).

● Empowerment des apprenants

La démarche du territoire apprenant suggère un nouveau paradigme : l’apprenant au centre de son apprentissage et développant des compétences sur la durée. Ainsi, le pouvoir d’agir, d’échanger, d’aider, d’être acteur du changement est rendu aux élèves. Ces derniers ont une posture d’ingénieur et non plus de spectateur ou d’interprète de leur apprentissage - lorsqu’ils effectuent des devoirs (Gwiazdzinski & Cholat, 2021).



© Le blog Hop'Toys

Renforcer le pouvoir d’agir des jeunes grâce à la démarche du territoire apprenant



Des clés pour développer un territoire apprenant

(Gwiazdzinski & Cholat, 2021)

Quelle méthodologie pour faire émerger un territoire apprenant ?

Les actions interagissent et s'hybrident entre le dedans et le dehors de l'école. Quatre axes favorisent l'émergence d'un territoire apprenant :

- reconnaître l'individu (les partenaires, les enseignants, les élèves) comme un sujet actif ;
- avoir la possibilité de dépasser les limites spatiales par les coopérations (réseau d'établissements, création de groupes projets, d'agencement d'actions en temps et hors temps scolaire) ;
- prévoir un temps long (plusieurs années) pour mieux agir sur le temps court ;
- déployer des propositions et actions fluides et complémentaires.

Comment réussir la mise en place d'un territoire apprenant ?

Plusieurs principes facilitent la réussite de cette démarche :

- la participation du plus grand nombre ; la diversité des regards ;
- la transversalité (aborder le territoire de façon pluridisciplinaire) ;
- la créativité à tous les niveaux (partenariat, co-construction, livrables...) ;
- l'accueil des sens et de l'émotion ;
- le dialogue ;
- le mouvement (il permet une relecture de la ville, de ses disparités et de ses potentiels) ;
- la liberté (d'exprimer ses sentiments, de construire son analyse et d'avancer des propositions) ;
- l'écoute ;
- la rigueur ;
- le plaisir (de naviguer, de découvrir, d'échanger et de construire ensemble).

Une nuance : les territoires apprenants ne se décrètent pas

Selon Denis Cristol, auteur de l'ouvrage intitulé *Les territoires apprenants : usages et imaginaires pour apprendre ensemble* (2021),

on ne peut décréter les territoires apprenants (Centre Inffo, 2021). En effet, ces territoires supposent des “effets d'organisation” et sollicitent l'imaginaire. L'auteur explique ainsi que “les territoires se génèrent d'eux-mêmes à la condition de coopération entre les acteurs qui y vivent, d'une part, et d'alignement entre les différents niveaux qui le composent (individus, communautés, institutions), d'autre part.”

2 - L'émergence de nouveaux espaces éducatifs

● Les tiers-lieux éducatifs au sein d'un territoire apprenant

De nouveaux écosystèmes d'apprentissage voient le jour en dehors des frontières de l'école grâce au numérique. Les territoires peuvent par exemple accueillir des tiers-lieux éducatifs et collaboratifs de différentes sortes - comme les *FabLab*, *Living Lab*, *Learning Lab*, etc. Ils n'ont pas de modèle uniforme - dans leur composante économique, dans leur gouvernance ou dans leur processus de création - et se caractérisent par leur caractère unique (Herondart, 2022)⁵⁴⁰. Comme l'indique l'ouvrage intitulé *Territoires apprenants. Un processus d'apprentissage émergent à l'épreuve du réel* (Gwiazdzinski & Cholat, 2021), ces tiers-lieux se caractérisent souvent par un “bricolage” et une “nouvelle écologie du faire”. Ces espaces apprenants peuvent être portés par des enseignants, des chefs d'établissement, des collectivités territoriales ou des associations. Les activités pratiquées en dehors du cadre scolaire constituent une “quatrième sphère éducative” contribuant à “l'auto-formation des jeunes”.

Les FabLaB, ces tiers-lieux éducatifs qui permettent d'apprendre de ses mains



Les territoires apprenants permettent également de dessiner les métiers de demain en hybridant les compétences. Les tiers-lieux éducatifs et collaboratifs sont en effet des laboratoires d'innovation et d'expérimentation qui mettent notamment à disposition des outils numériques, à l'instar des Learning Lab.



Exemples de tiers-lieux éducatifs et collaboratifs

Les FabLab

Il s'agit de laboratoires de fabrication qui permettent - à tout âge et pour tous les niveaux de compétence - de fabriquer de nouveaux objets, de réparer ou détourner des objets existant, de réaliser des projets, de se former, etc. Ainsi, il est possible de développer ses compétences manuelles au sein de ces lieux. Les *FabLab* favorisent également les liens sociaux et le travail en équipe : la rencontre, l'échange, la collaboration, le partage⁵⁴¹.

Des FabLab se déploient au sein du territoire. Prenons l'exemple du projet *Fab Lab* à l'école (Behr, 2022)⁵⁴². Il vise à fournir gratuitement aux classes - du CM1 jusqu'à la 5ème - un équipement et des ressources pédagogiques de création. Cela permet la fabrication de plusieurs projets - comme des puzzles, des stickers, des cartes géographiques, etc. Les élèves sont amenés à travailler en groupe et à développer leur sens des responsabilités, leur autonomie et à renouveler leur rapport à l'enseignant. Ce projet a été développé en 2019 et en 2020 en Île-de-France, dans le Grand Est, en Normandie et en Occitanie. Il s'est déployé nationalement en 2022.

Les Living Lab

Il s'agit de structures innovantes qui réunissent les acteurs du territoire - collectivités, entreprises, communauté éducative, associations, chercheurs, etc. L'objectif est de favoriser la communication et les échanges pour mettre en place des projets initiés par des acteurs locaux. Il s'agit ainsi de développer des lieux de partage en réseau, à différentes échelles territoriales, afin de produire des

résultats solides et utilisables par les différentes communautés d'acteurs (Eduscol, 2017).

Les territoires peuvent accueillir plusieurs types de Living Lab. Par exemple, le *Living Lab* "Interactik" est déployé en Bretagne. Il propose notamment un service en ligne qui facilite la mise en réseau d'initiatives éducatives locales (pédagogiques, universitaires, économie digitale) (Eduscol, 2017)⁵⁴³.

Les Learning Lab

Ce sont des lieux et un écosystème d'expérimentation et d'innovation sur les nouvelles formes de travail et d'apprentissage collaboratif. Il s'agit de dédier un espace à l'expérimentation de nouvelles formes de pédagogies. Ces espaces collaboratifs innovants ont recours simultanément aux outils numériques, aux environnements, équipements, supports d'apprentissage et méthodes pédagogiques favorisant l'intelligence collective (Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche & Direction du Numérique pour l'Éducation & Numérialab, 2017)⁵⁴⁴.

Les *Learning Lab* peuvent prendre place au sein des établissements scolaires. Par exemple, l'Institut Universitaire de Technologie (IUT2) de Grenoble (38) en propose un. Il s'agit d'un espace très modulable, dédié aux formes de pédagogie qui font activement participer l'ensemble des étudiants et apprenants. Cette «salle d'innovation» ou de "pédagogies actives" est adaptée à des pratiques de pédagogie par problème et / ou par projet et permet des configurations de travail variées. Il est également possible d'accueillir des ateliers de créativité. Le travail collaboratif est favorisé par des sessions de brainstorming, partage et diffusion d'informations. Le matériel de visioconférence disponible dans la salle permet aux étudiants ou enseignants de participer et de partager des contenus de cours à distance (Université de Grenoble, 2019)⁵⁴⁵.

● Le territoire apprenant est multi-échelles

Depuis une dizaine d'années, des "établissements apprenants", des "réseaux apprenants", des "académies apprenantes" ou encore des "villes apprenantes" ont vu le jour. En 2020, pendant la crise sanitaire de la Covid-19, la "nation apprenante" est lancée par le Ministère de l'Éducation Nationale et de la Jeunesse afin de repositionner l'enseignement à distance durant le confinement (Gwiazdzinski & Cholat, 2021).



Le jardinier sensible, une filière métier née des spécificités du territoire ou l'apprenance territoriale incarnée

En lien avec son projet 1 millions d'arbres, La Réunion cherche à structurer une nouvelle filière de métiers. En effet, parce que l'initiative valorise une biodiversité indigène et endémique, il ne peut reposer sur des "jardiniers-élagueurs". A l'inverse, dans un esprit de "jardiniers sensibles, le département rassemble une variété de partenaires pour faire émerger une filière métier : la chambre des métiers, des centres éducatifs, des associations comme les Apprentis d'Auteuil, le CNFPT, le Parc national, etc. Ainsi, les métiers correspondants auront pour atout : identité territoriale, sens, valeur écologique, et réponse à des besoins locaux.

● Les villes apprenantes

Certaines villes sont "apprenantes" ou "éducatrices". Il s'agit d'un label UNESCO, développé en 2013, qui met en avant les villes encourageant avec succès l'apprentissage tout au long de la vie au sein de sa communauté. En 2022, les villes de Brest, Nanterre, Sarcelles, Évry-Courcouronnes, Clermont-Ferrand, Mantes-la-Jolie et Montpellier font partie du réseau mondial des villes apprenantes de l'UNESCO. Ainsi, les zones urbaines ont un grand rôle à jouer dans l'apprentissage continu des citoyens, comme l'indique Audrey Azoulay, Directrice générale de l'UNESCO :

"Plus de la moitié de l'humanité vivant dans des zones urbaines, les villes ont le pouvoir de conduire des politiques d'apprentissage tout au long de la vie en mettant en œuvre et en soutenant des initiatives locales ainsi qu'en apportant un changement de la base vers le sommet" (Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, 2022)⁵⁴⁶.

L'académie de Montpellier a par exemple - depuis 2018 - un incubateur de projets pédagogiques numériques intitulé M'L@B. Cela fait suite à l'appel à projet de la DNE (Direction du Numérique pour l'Éducation) dans la thématique "Territoire apprenant". Dans le cadre de cet incubateur académique, le projet "Tiers-Lab" a vu le jour. Il consiste à accompagner les tiers-lieux éducatifs, comme les FabLabs dans les établissements scolaires. Les actions et le matériel déployés permettent de développer les compétences du XXIème siècle - la pensée critique, la créativité, la culture informatique, la résolution de problème, et la collaboration. Il s'agit d'un levier - pour les élèves et les adultes internes ou externes à l'école - de réalisation de tout type de projets, voire la naissance de nouvelles pratiques pédagogiques : concevoir un objet 3D, programmer un objet connecté, concevoir un escape game, etc. Les tiers-labs favorisent ainsi l'intelligence collective, nécessaire à la résolution des problèmes actuels et aux défis de demain. Les deux principes portés par ce projet sont : apprendre en faisant et partager son savoir (Hypothèses, 2020)⁵⁴⁷.



Une entreprise engagée sur son territoire pour fédérer un écosystème éducatif

Le Crédit Agricole Vendée-Atlantique a noué des partenariats avec 3 écoles :

- avec **Simplon-Microsoft** pour développer les connaissances sur l'IA ;
- avec **l'école de design** pour enseigner le concept d'élaboration du parcours utilisateur. Il s'agit d'intégrer les citoyens ou utilisateurs dans le design pour faire émerger de nouveaux services et usages en co-construction expérientielle ;
- avec **la Chaire Impact positif**

d'Audencia relative aux enjeux de RSE (Responsabilité Sociale des Entreprises). Ces partenariats répondent à des besoins de compétences des collaborateurs du Crédit Agricole Atlantique Vendée pour un monde en transition. De surcroît, l'entreprise, ce faisant, fait émerger une école transverse ou un écosystème rassemblant ces 3 écoles, et favorise la matérialisation d'une formation du travail de demain.

3 - Apprendre en étant connecté aux autres et à son territoire

● Apprendre en étant connecté aux autres

D'une part, apprendre au sein des territoires nécessite d'être connecté aux autres. Les territoires apprenants sont en effet basés sur la coopération entre les apprenants et les sachants. Selon Eric Favey, président de la Ligue de l'Enseignement, le territoire peut aider à construire cette confiance mutuelle et à ainsi faciliter les situations délicates - lorsqu'il y a ignorance, confusion. Il ajoute que ces écosystèmes d'apprentissage offrent la chance de donner de la visibilité et de la légitimité aux savoirs. Au-delà d'un moyen, le lien social serait même la finalité de l'apprentissage. Albert Jacquard indique ainsi que *“la finalité du savoir c'est la rencontre”*. Dès lors, l'apprentissage de matières telles que l'histoire permettrait de connaître le vécu de l'autre, différent du sien. Denis Cristol estime également que l'apprentissage est le moyen de se connecter aux autres. Selon lui, les individus apprennent au sein des territoires afin de vivre ensemble et de faire communauté. L'apprentissage ne serait de fait plus simplement tourné vers soi, mais également vers sa communauté (Centre Inffo, 2021).



Favoriser le partage entre pairs enseignants par le biais de l'écologie

Grenoble Alpes Métropole a cherché à créer un maillage fort dans le champ éducatif afin de devenir un territoire apprenant. Une personne sur cinq

travaille directement ou indirectement dans la recherche. La Maison pour la Science fait d'ailleurs le lien entre l'université et l'école. Elle vise à sensibiliser les professeurs des écoles à la science et à favoriser le partage entre pairs enseignants. Grenoble Capitale Verte a par ailleurs été l'occasion de créer un comité scientifique.



Le territoire apprenant favorise la connexion entre les individus, leur permet de vivre ensemble, de faire communauté, et donc contribue au bonheur territorial.

● Apprendre en étant connecté à son territoire

D'autre part, la connexion à son territoire est inhérente au concept de territoire apprenant. Il s'agit d'un écosystème qui prend en compte le regard de l'individu sur son environnement. L'idée est qu'il existe une interdépendance entre le milieu et l'individu. Denis Cristol préfère la notion de milieu d'apprentissage à celle d'environnement d'apprentissage. Effectivement, l'idée d'un “environnement” dissocie le sujet de la nature (le sujet apprend grâce à l'environnement sans l'influencer). A l'inverse, le “milieu” renvoie à cette interdépendance entre un apprenant et un lieu : l'apprenant façonne son milieu tout en étant sculpté par celui-ci. Cette interconnexion avec son territoire définit le territoire apprenant. Denis Cristol indique ainsi la chose suivante : *“si les territoires apprenants ont un sens, c'est de réintroduire l'homme dans la nature et la nature dans l'homme”* (Centre Inffo, 2021).

De même, dans l'ouvrage intitulé Territoires apprenants. Un processus d'apprentissage émergent à l'épreuve du réel (Gwiazdzinski & Cholat, 2021), cette distinction entre environnement d'apprentissage et territoire apprenant est soulignée. Les auteurs suggèrent que le territoire apprenant est différent d'un environnement d'apprentissage car il n'est pas un lieu physique délimité au sein duquel l'apprentissage se réalise de façon

délibérée avec un enseignant. Le territoire apprenant désigne une “compétence éducative généralisée, une façon de la formation d’avoir lieu dans le territoire. L’événement éducatif est aussi, dans ce cas, spontané, improvisé, non structuré.”

L’environnement sculpte les apprentissages, tout comme l’apprenant sculpte son territoire



© Gamm vert

De même, dans l’ouvrage intitulé *Territoires apprenants. Un processus d’apprentissage émergent à l’épreuve du réel* (Gwiazdzinski & Cholat, 2021), cette distinction entre environnement d’apprentissage et territoire apprenant est soulignée. Les auteurs suggèrent que le territoire apprenant est différent d’un environnement d’apprentissage car il n’est pas un lieu physique délimité au sein duquel l’apprentissage se réalise de façon délibérée avec un enseignant. Le territoire apprenant désigne une “compétence éducative généralisée, une façon de la formation d’avoir lieu dans le territoire. L’événement éducatif est aussi, dans ce cas, spontané, improvisé, non structuré.”



Le territoire apprenant reconnecte l’apprenant au réel et renforce son ancrage et son appartenance territoriale.

Selon Eric Favey, président de la Ligue de l’Enseignement, le rapport entre apprentissage et territoire a toujours existé. Il précise que

les deux questions fondamentales sont : Comment organise-t-on le territoire pour mieux apprendre (se cultiver au sein du territoire) ? Et en quoi l’apprentissage sur le territoire a-t-il des effets pour le territoire (pour cultiver le territoire) ? (Service de Streaming Vidéo - Académie de Lyon, 2021)⁵⁴⁸.

4 - Enjeux sociétaux du territoire apprenant

● Redonner le goût de l’apprentissage

Les territoires apprenants sont porteurs de plusieurs enjeux sociétaux. D’une part, ces écosystèmes permettent l’accès au savoir et le goût d’apprendre. Ils mettent en effet à disposition des connaissances sur un territoire, et des personnes pour les partager. Selon Eric Favey, un enjeu éducatif au sein d’un territoire apprenant est le rapport joyeux au livre et à la lecture. La question se pose alors de savoir comment créer à l’échelle d’un territoire quelque chose de plus cohérent dans le rapport au livre (Service de Streaming Vidéo - Académie de Lyon, 2021). C’est ainsi que, dans l’ouvrage intitulé *Territoires apprenants. Un processus d’apprentissage émergent à l’épreuve du réel* (Gwiazdzinski & Cholat, 2021), le chercheur en sciences de l’éducation et de la pédagogie Philippe Meirieu est cité : “si l’École et tous ses acteurs étaient plus souvent des passeurs que des douaniers, s’ils empruntaient un peu plus souvent les chemins de traverse avec un certain goût de l’aventure au lieu de passer leur temps à demander leurs papiers aux élèves, est-ce que nous ne retrouverions pas un peu plus le goût d’apprendre avec nos élèves.”

Justice sociale et égalité face aux savoirs

D’autre part, les territoires apprenants sont vecteurs de justice sociale et d’égalité face aux savoirs et apprentissages. Leur rôle est en effet de permettre aux élèves les plus fragiles de reprendre confiance dans l’école. Plus largement, ils ont pour vocation d’élever le niveau général de tous les élèves (Territoires Apprenants). Selon Eric Favey, cette égalité face aux savoirs renvoie au rôle de l’éducation populaire. Il s’agit d’une éducation pour tous et par tous, avec des apprenants qui sont également sachants de plusieurs types de savoirs (personnels, intimes, sociaux appris par la pratique, professionnels, académiques).

Les territoires apprenants permettent à cette éducation de retrouver une singularité (Service de Streaming Vidéo - Académie de Lyon, 2021). Ils sont un moyen de “sortir de cette chape de plomb, qui en donnant à l'école le monopole de la définition du mérite, condamne à vie un

enfant de 17 ans parce qu'il n'a pas de bons résultats scolaires”, comme l'indique François Dubet, sociologue et auteur d'études consacrées à la marginalité juvénile, à l'école et aux institutions (Gwiazdzinski & Cholat, 2021).

Conclusion et propositions

Pour conclure, le territoire peut être vecteur d'un apprentissage heureux lorsqu'il offre à tous les apprenants une accessibilité à l'éducation, des conditions scolaires adéquates, des opportunités de réussite et des perspectives d'orientation variées. Des initiatives territoriales, dans et hors l'école, sont vectrices d'épanouissement et d'attractivité territoriales. Le constat est que l'éducation ne se limite pas à la salle de classe, et que le territoire est en lui-même vecteur d'apprentissage. C'est ainsi que les territoires apprenants développent de nouvelles façons d'apprendre en restant connecté à la fois aux autres et à son territoire. L'ouverture vers d'autres types d'apprenance favorise une société épanouie, qui retrouve goût à l'apprentissage tout en préservant des intentions de vivre ensemble, d'égalité face au savoir et de justice sociale.

En filigrane, pour tendre vers une éducation heureuse à travers les territoires, voici quelques pistes de travail visant des bénéfices multilatéraux (à la fois pour les apprenants et leur territoire) :

- *Permettre aux élèves de développer des projets collectifs à impact social et / ou environnemental sur leur territoire, à l'image de l'Ecole du Bonheur à La Réunion ;*
- *Favoriser des conditions optimales pour un apprentissage multimodal heureux, à l'image des campus connectés ;*
- *Soutenir l'émergence d'écosystèmes apprenants qui s'appuient sur les richesses des territoires ;*
- *Créer par établissement un indice de bonheur de la communauté éducative élèves, professionnels, familles pour faire rayonner l'épanouissement sur le territoire ;*
- *Distribuer la responsabilité de l'apprenance inter-acteurs sur les territoires ;*
- *Développer des filières apprenantes sur la base de l'ADN territorial historique ou récent en croisant terroir, histoire, métiers, implantations, et entreprises ; à l'image de la filière paysagère de La Réunion, la chaudronnerie pour éoliennes en Bretagne, l'industrie à haute fiabilité à Grenoble (mais aussi filière de la mobilité) ;*
- *S'appuyer sur les besoins (de compétences) et les vertus (engagement) des entreprises locales pour faire émerger de nouvelles filières.*

3B

Le travail et l'emploi au cœur de l'autonomie et de l'accomplissement des citoyens et des territoires

Le travail et l'emploi sont au cœur des existences, de la réalisation de soi, mais aussi de l'équilibre des territoires. C'est pourquoi, afin d'alimenter cette étude, nous avons mené de nombreux entretiens avec des représentants de divers organismes territoriaux. Il en ressort que la recherche d'une situation professionnelle est un moment charnière dans la vie des individus : elle peut les amener à quitter un territoire pour un autre. Dans ce mouvement se conjuguent trois enjeux. Celui de la quête d'un travail permettant a minima de "faire sa vie", et dans le meilleur des cas, de s'accomplir professionnellement et personnellement. Celui, ensuite, de faire converger le travail et le territoire en choisissant son lieu de vie. Et enfin, celui pour les territoires, de maintenir un dynamisme économique créateur de travail et d'emploi ou bien d'accueillir des travailleurs hors-sol.

Dans ce triple défi où les aspirations professionnelles et la quête de modes de vie plus heureux se sont accentuées avec la crise de la Covid-19, l'équation "travail/territoire/bonheur" a, en fait, bien plus d'inconnues ! En effet, l'emploi et le travail que ce soit en quantité et en qualité ; le maillage des transports ; les lieux d'accueil des travailleurs salariés et indépendants... et bien d'autres critères encore... ne sont pas équitablement distribués.

Dès lors, quels sont les leviers qui permettent d'allier travail, territoire et bonheur ? Comment mettre en synergie les aspirations personnelles avec les politiques économiques en matière de travail et d'équilibre des territoires ? Quelles sont les initiatives territoriales inspirantes et porteuses d'épanouissement en matière de travail et d'emploi ?

Nous répondrons à cette question en analysant comment développer l'emploi et l'ancrage dans les territoires (3B3) ; les avantages de la réindustrialisation et du Made in France (3B4) ; les solutions apportées par le télétravail, le coworking et les manufactures de proximité (3B5) et enfin les nouvelles modalités de travail comme par exemple le temps partagé (3B6). Mais nous allons d'abord commencer par un état des lieux du travail sur les territoires (3B2), et bien sûr par un rappel de la relation entre travail, bien-être et bonheur (3B1).

3B1 | Le travail et l'emploi : des vecteurs d'autonomie et d'épanouissement sur les territoires

Avoir une activité professionnelle est pour beaucoup la base de l'indépendance. Parallèlement c'est aussi une condition d'autonomie des territoires du fait de la création du dynamisme économique qui en découle. Le bien-être dans l'exercice d'une profession resterait une véritable composante du bonheur des individus. Alors est-ce que l'identité professionnelle contribue au bien-être au travail ? Trouver ou avoir du sens dans son travail permet-il à l'individu d'accéder au bonheur tout en l'incitant à s'impliquer davantage ? Est-il possible de trouver le bonheur grâce à son métier ?



L'emploi et le travail

L'emploi

Selon le Bureau International du Travail⁵⁴⁹, une personne en emploi est une personne de 15 ans ou plus ayant effectué au moins une heure de travail rémunéré au cours d'une semaine donnée ou absente de son emploi sous certaines conditions de motif (congrés annuels, maladie, maternité, etc.) et de durée. Toutes les formes d'emploi sont couvertes (salarié, à son compte, aide familiale), que l'emploi soit déclaré ou non.

Selon l'INSEE⁵⁵⁰, il s'agit de l'ensemble des personnes, salariés et travailleurs indépendants, exerçant une activité entrant dans le domaine de la production.

Les personnes salariées travaillent, aux termes d'un contrat, pour une autre entité en échange d'un salaire ou d'une rétribution équivalente, avec un lien de subordination.

Les non-salariés travaillent mais sont rémunérés sous une autre forme qu'un salaire.

En pratique, les non-salariés sont des personnes affiliées à un régime de protection sociale des travailleurs non

salariés : régime social des indépendants (RSI), Urssaf ou Mutualité sociale agricole (MSA). Sont concernés les micro-entrepreneurs d'une part et les non-salariés "classiques" de l'autre ; ces derniers sont pour l'essentiel des entrepreneurs individuels "classiques" (hors micro-entrepreneurs) ou des gérants majoritaires de sociétés à responsabilité limitée (SARL ou SELARL).

Le travail

Le travail, selon le site webclass désigne en économie toute activité rémunérée en vue de produire un bien ou un service. Le travail est l'un des 2 facteurs de la production, avec le capital.

Au sens général, le travail désigne toutes les activités sociales constituant une production utile pour la société. Le travail renvoie à la seule activité de production rémunérée. Un bénévole d'une association ou un père de famille préparant le repas du soir pour ses enfants ne travaillent donc pas selon cette définition.

Le travail, au sens économique, s'échange sur un marché du travail, selon les néoclassiques, qui fixe notamment la quantité de travail utilisée et le niveau des rémunérations. La rémunération du travail est la contrepartie de la réalisation d'une production économique : on dit que le travail est l'un des "facteurs de production", avec le capital.

1 - Travail et emploi : de l'identité au bien-être

Quelles sont les relations entre le travail, l'identité, le territoire, le sens et le bien-être ? C'est en répondant à cette question que nous commençons cette partie.

- Le travail : une composante de l'identité



De la reconnaissance du travail à l'identité

D'après Isabelle Gernet et Christophe Dejourn (2009) : «la reconnaissance du travail participe à l'accomplissement de soi dans le champ social. La dynamique et la reconnaissance du travail permettent en particulier de comprendre comment, grâce au travail, un certain nombre de sujets parviennent à stabiliser leur identité. (...) On comprend mieux pourquoi, en l'absence de reconnaissance, le doute quant au rapport entretenu avec le réel par l'intermédiaire du travail peut apparaître. Et comment, quand ce doute s'installe, l'identité tout entière peut se trouver déstabilisée.»

Dès les années 1970, Renaud Sainsaulieu, théoricien de la sociologie des organisations, met en lumière l'effet culturel central de l'activité professionnelle dans L'Identité au travail (réédité en 2019). Pour lui, *“autant que l'appartenance sociale, le parcours scolaire ou la formation, la vie au travail construit l'identité des individus”*. Il démontre que les organisations sont des lieux d'apprentissage et de définition de soi. Dans la préface de cette réédition⁵⁵³ Norbert Alter écrit que l'entreprise constitue *“l'un des lieux de socialisation centraux du monde contemporain et de ce fait dispose d'une responsabilité sociale”*.

D'après Hélène Garner, directrice du département Travail Emploi Compétences de France Stratégie et Dominique Méda, hautefonctionnaire, philosophe et sociologue française⁵⁵⁴ : *“Le travail est, après la famille, l'un des composants essentiels de l'identité. La place et l'importance que lui accordent les individus dépendent néanmoins très fortement de leur catégorie socioprofessionnelle et de leur situation familiale. Si, pour les cadres et les indépendants, le travail est une activité très importante, vectrice d'épanouissement et de réalisation personnels, cela est beaucoup moins le cas pour les employés et ouvriers, notamment peu qualifiés.”*

Dans un article⁵⁵⁵ (2006), elles indiquent que *“40 % des personnes interrogées, qui comprennent non seulement des actifs occupés mais également des retraités, des personnes au foyer, des inactifs et des étudiants, et 54 % des seuls actifs occupés citent ‘le métier, la situation professionnelle, les études au moins une fois dans les trois principaux composants de leur identité’. (...) Du point de vue de la place du travail dans l'identité, une frontière très nette sépare donc deux groupes : les cadres et les indépendants, pour lesquels le travail (le métier, la situation professionnelle, les études) est un fort composant de l'identité, et les employés et ouvriers, pour lesquels il l'est peu.”*



© Depositphotos

Le travail, une des composantes de l'identité

Une indication à nuancer toutefois au vu de certaines reconversions de cadres vers les métiers de l'artisanat : un *“déclassement professionnel choisi”*, pour un travail plus expérientiel, plus épanouissant et ayant davantage de sens pour eux, selon le doctorant en sociologie Antoine Dain (2022)⁵⁵⁶. Mais surtout une autre manière d'envisager sa vie professionnelle car beaucoup d'artisans sont aussi à la tête d'une entreprise artisanale. Sur les 130 000 adultes formés par les CMA pendant l'année 2020, 10% étaient des cadres en reconversion, indique un article de la Fabrique de l'Industrie (2022)⁵⁵⁷. D'ailleurs, selon l'Institut Supérieur des Métiers (ISM), les cadres reconvertis représentent actuellement 12% des créateurs de sociétés artisanales. S'orienter vers l'intelligence de la main, c'est donc aussi choisir son identité professionnelle. Cet engagement parfois *“vocationnel”* implique de changer de territoire professionnel ou peut procéder d'une envie de changer de territoire

de vie, comme nous le verrons par la suite. Il laisse transparaître le lien entre identité et engagement dans le travail.

“L’engagement dans le travail peut représenter un médiateur irremplaçable pour stabiliser et accroître son identité. Celui qui a été reconnu pour la contribution qu’il a apportée à l’organisation par son travail peut éventuellement rapatrier cette reconnaissance de son savoir-faire dans le registre de son identité. Grâce à la reconnaissance, travailler n’est pas seulement produire des biens ou des services, c’est également se transformer soi-même” indiquent Isabelle Gernet, psychologue clinicienne, et Christophe Dejourn, psychiatre psychanalyste et professeur de psychologie, spécialiste en psychodynamique du travail et en psychosomatique (2009)⁵⁵⁹.

“

Travailler n’est pas seulement produire des biens ou des services, c’est également “se transformer soi-même”.

Enfin, selon Anne-Marie Fray et Sterenn Picouleau (2010)⁵⁵⁹ : *“L’individu s’identifie à l’activité de travail. C’est l’utilisation de ses savoirs, de son style personnel, de ses logiques d’action, de ses stratégies et de ses compétences dans son activité qui constitue son identité professionnelle.”*

Ces différentes références nous permettent dans un premier temps de conforter le lien entre travail et identité. Dans ces réflexions le lieu - territoire du travail - est sous-jacent et constitutif à la fois du processus de construction identitaire et du bien-être.

● Identité professionnelle et bien-être : un cercle vertueux

Certaines organisations ont bien compris le lien entre l’identité personnelle, l’identité organisationnelle et le bien-être. En investissant dans le bien-être, elles cultivent le lien à leurs collaborateurs à travers un partage de valeurs qui s’inscrivent dans leur identité.



Le point de vue de Sven Berger

Sven Berger (2020), directeur ACT-ON SWITZERLAND⁵⁶⁰, estime ainsi que “promouvoir le bien-être au travail et offrir des services adaptés encouragent également le développement de l’identité des employé(e)s. (...) Se concentrer sur le soi des collaborateur-trice-s (c’est-à-dire leur identité) permettrait également de satisfaire la nouvelle génération de travailleur-euse-s et donc d’augmenter leur sentiment de bien-être au travail. En effet, l’identité personnelle est étroitement liée à l’identification organisationnelle car elle implique un état dans lequel les objectifs et les valeurs de l’entreprise font partie intégrante de l’identité.”

Dans cette relation entre l’identité et le bien-être, on voit ici apparaître plus clairement la notion de sentiment d’appartenance et donc la notion d’environnement professionnel, de lieu, de territoire. Cette notion fait d’ailleurs écho aux Niveaux logiques de Dilts⁵⁶¹, cet outil de développement personnel utilisé en coaching. Le modèle est représenté par une pyramide organisée de bas en haut en 6 niveaux logiques. Il conceptualise le fait que nous sommes psychologiquement ordonnés en niveaux logiques, c’est-à-dire en processus hiérarchisés et interdépendants. Plus on monte dans la pyramide, plus on se rapproche de “soi”. Dans ce modèle, il est intéressant de noter que le premier niveau à la base de la pyramide est l’“Environnement”, lequel influence tous les autres niveaux. En définitive, il remet le territoire au cœur de notre équation “travail, identité, sens, territoire, bien-être”.

C’est ainsi que, fréquemment, de nouvelles recrues choisissent le croisement d’un métier et d’un territoire pour trouver leur épanouissement. Lydie Ré, directrice adjointe des ressources humaines du département du Var, déclare en effet que plusieurs agents rejoignant ce département disent vouloir venir vivre dans un beau territoire, avec une variété de paysages. La collectivité œuvre à préserver la nature et à maîtriser l’urbanisation. Lydie Ré explique que souvent, les nouvelles recrues faisant le choix

de ce croisement entre métier et territoire mentionnent un projet de famille. Ils connaissent déjà le lieu, y viennent par exemple en vacances. Ils mentionnent parfois avoir envie de finir leur vie dans le Var, et se disent qu'à 50-55 ans, c'est le moment de déménager. Ils bâtissent un véritable projet de vie autour du territoire, et viennent vivre dans le Var parce qu'ils trouvent un emploi au Conseil départemental.

L'épanouissement se trouve au croisement d'un projet de vie, d'un métier et d'un territoire



© Manutan



Transformer les pratiques managériales pour plus de sens et de QVCT

Lydie Ré, directrice adjointe des ressources humaines du département du Var, indique que dans ce département, une démarche "Avançons ensemble" a été lancée en 2020. Elle vise à faire évoluer les pratiques managériales, autour de 3 axes :

- **expérimenter de nouvelles pratiques et outils notamment d'intelligence collective ;**
- **décloisonner et renforcer le travailler ensemble ;**
- **définir plus finement les marges de manœuvre des managers et leur niveau de responsabilité.**

● Nouvelles aspirations et crise de la Covid-19 : vers de nouveaux territoires professionnels ?

L'itinéraire vers le bonheur au travail ne peut faire l'économie d'une boussole : le sens. Les nouvelles aspirations en la matière ont été accélérées par la crise de la Covid-19, permettant de redonner au territoire une place importante dans le bonheur au travail.



Le refus des "jobs à la con"

D'après un article des Échos une étude de Kantar TNS sur le sens du travail (2019)⁵⁶², "près d'un Français sur cinq (18 %) a le sentiment d'occuper un 'bullshit job', que l'on peut traduire en français par 'job à la con'.

Ce terme, popularisé par l'anthropologue américain David Graeber, désigne un emploi inutile, dont on ne perçoit pas le sens. Les actifs français regardent les choses en face : lorsqu'ils ont le sentiment que leur travail au quotidien n'a ni sens, ni utilité, ils savent se remettre en question. Une étape essentielle pour 43 % des sondés. Comment redonner du sens à son activité professionnelle ?"

Pour les actifs français, la quête de sens au travail devient un critère fondamental, notamment chez les plus jeunes. Ils ont besoin d'adhérer à un espace professionnel en adéquation avec leurs valeurs et leurs aspirations personnelles. Pour les 18-24 ans, cette quête de sens est devenue un enjeu majeur, confirme l'étude d'OpinionWay pour Microsoft (2020)⁵⁶³.

L'article du Monde (2022) *Le rapport des jeunes au travail, une révolution silencieuse*⁵⁶⁴, souligne à la fois les aspirations existentielles comme la quête de sens et les aspirations plus "pratiques" des jeunes, telles que l'autonomie et la flexibilité qui permet de reprendre le contrôle sur sa vie et son travail. Est-ce une manière d'exprimer le souhait de façonner son travail par son identité personnelle plutôt que l'inverse pour mieux s'accomplir ?



© Image de Christina @ wocintechchat.com sur Unsplash

Trouver du sens à son travail, un critère essentiel d'épanouissement



Trouver du sens grâce à l'écoute

Comme l'exprime Lydie Ré, directrice adjointe des ressources humaines du département du Var, le Conseil départemental a une conviction : écouter les agents sur le processus de production de leur travail est ce qui génère véritablement le sens. De la même manière, par symétrie des attentions, les besoins des usagers doivent être écoutés pour dessiner au mieux les conditions de délivrance d'un service. Que ce soit en interne ou en externe, chaque fois qu'un processus de production est repensé, il faut interroger ceux qui sont touchés chez les agents et chez les usagers, c'est l'assurance d'un travail et d'un service de qualité, qui écoute et qui respecte. Travail et service public sur le territoire sont les deux facettes de la même pièce, c'est le principe de symétrie des attentions.

Et dans ce contexte de questionnement, comme nous l'avons vu en 1A, la crise de la Covid-19 et le confinement ont parfois bouleversé le rapport de chacun à sa propre identité. En 2020, pendant la crise Covid-19, un article pour la Fondation Jean Jaurès, de Romain Bendavid, Directeur de l'Expertise Corporate & Work Experience, département Opinion, Ifop et Marie Gariazzo, Directrice des études qualitatives du département "Opinion et stratégies d'entreprise", Ifop⁵⁶⁵ indiquait que : "Près des trois quarts des salariés (74 %) estiment qu'il y aura un 'avant' et un 'après'

crise sanitaire dans l'organisation du travail de leur entreprise, une conviction encore plus partagée au sein des plus jeunes (84 % des 18-24 ans)."

Certains métiers de 1^e et 2^e ligne, comme les soignants, les livreurs, les primeurs se sont vus confortés dans leur identité et leur sens par la reconnaissance nationale pendant la crise de la Covid-19. Mais d'autres personnes, privées de leur moyens d'exercer leur travail ont aussi pu se rendre compte de la dissonance de ce travail avec leurs propres valeurs, de la vacuité de leur existence sans le travail, ou encore de la nécessité de "bouger". Avec ce désir d' "être à sa place", intervient encore la notion de territoire dans l'identité. Car changer de travail, c'est souvent changer a minima d'environnement professionnel, parfois de territoire.



Changer de travail, c'est souvent changer a minima d'environnement professionnel, parfois de territoire.

D'après la 5^e édition de l'Observatoire des Trajectoires Professionnelles (2022)⁵⁶⁶, 1 actif sur 3 a connu une transition professionnelle en 2022, confirmant la tendance d'avant crise Covid-19. Parmi les sondés qui estiment que la crise a profondément et négativement transformé leur situation de travail, 35% déclarent vouloir changer de profession dans l'année à venir. Leur volonté de changement est d'ailleurs entre 3 à 6 fois supérieure à celle des 32% d'actifs qui estiment que la crise n'a pas affecté leur travail. Pour la moitié des actifs, la motivation au travail a été la plus touchée par la crise.

des actifs

1/3

a connu une transition professionnelle en 2022, selon la 5^e édition de l'Observatoire des Trajectoires Professionnelles

La quête d'un accomplissement au travail ou par le travail nous ramène dans un espace-temps lié à l'exercice professionnel. Choisir de changer de travail, n'est-il pas aussi un peu choisir de changer d'environnement et de territoire pour être à sa place ? Un parfait exemple : celui de ce parisien, acheteur industriel à Paris assis 10 heures par jour derrière un ordinateur, qui décide après le confinement, à 51 ans, de tout quitter pour devenir berger⁵⁶⁷ dans les Pyrénées.



Gabrielle, cadre dirigeante de grande entreprise, devient sage-femme pour être utile et déménage

Son témoignage a été très médiatisé par Les Déviations : “Elle a dû faire face à une baisse de revenus significative, s’immerger dans un monde rigide et contraint : l’hôpital, bien moins à l’écoute de ses collaborateurs que ne le sont les entreprises. [...] Avant j’étais dans un métier très intellectuel, où je ne sollicitais quasiment que mon cerveau. Et j’avais donc, cette frustration d’avoir l’impression de ne pas savoir faire les choses avec mes mains. (...) Aujourd’hui, mes mains ont aidé des bébés à naître, elles ont soutenu des mamans.... (...) Je travaille sur des pathologies lourdes et j’habite dans un territoire assez

défavorisé avec beaucoup de patientes qui ont des problématiques de précarité. (...) Mais même si ce projet me fait rencontrer des difficultés, le fait qu’il me remplisse d’énergie, de créativité, de satisfaction, fait que j’arrive à surmonter toutes les difficultés qui se présentent.”

2 - Être à sa place : du sens du travail au bonheur

La question du territoire dans le bien-être au travail est donc centrale. Mais il est important également de s'interroger sur la manière dont ce territoire façonne les imaginaires de travail et l'identité professionnelle.

● Quand le territoire façonne l'identité professionnelle

Naître et grandir dans les Alpes nourrit-il une vocation de berger ou d'agriculteur ? Ou au contraire le désir de s'échapper pour accéder à des métiers plus tertiaires et plus urbains ? Et à l'inverse, grandir dans une métropole prédestine-t-il à un métier tertiaire au cœur d'une ville servicielle ? Ou bien amène-t-il à se projeter dans une campagne paisible et une reconversion dans l'artisanat ? Nous n'avons pas les détails pour répondre clairement et distinguer dans ce cheminement ce qui relève du milieu social, de l'histoire personnelle et du territoire. Pour autant, nous avons pu isoler des éléments qui mettent en relation la construction de l'identité professionnelle avec le territoire.



Pour Félix Gentili⁵⁶⁹, instituteur en zone d'éducation prioritaire (ZEP), durant 15 ans, puis inspecteur de l'Education nationale : *“L'identité professionnelle est avant tout une identité sociale ancrée dans une profession. Elle est le produit d'une incorporation de savoirs professionnels.”*

Mais en quoi le territoire peut-il impacter cette identité professionnelle ? Dans sa thèse *Vers la territorialisation de l'identité professionnelle* (2014)⁵⁷⁰, Catherine Rothenburger a étudié l'influence du territoire sur l'identité professionnelle d'enseignants en milieux ruraux, en France et à l'étranger. Pierre Champollion, Président de l'Observatoire Education et Territoires, dans sa préface de la thèse, indique ainsi : *“Catherine Rothenburger a réussi à démontrer, en fonction bien sûr des territoires et des enseignants observés, que la prégnance de certains éléments du système ‘territoire - identité’ peut expliquer la territorialisation des identités professionnelles, ainsi que la construction d'un système capacitaire plus ou moins avancé.”*

“

La prégnance de certains éléments du système «territoire - identité peut expliquer la territorialisation des identités professionnelles, ainsi que la construction d'un système capacitaire plus ou moins avancé.

Pierre Champollion, Président de l'Observatoire Education et Territoires

Ce qui a été démontré pour l'enseignement est-il vrai pour d'autres métiers ? Et en quoi cela peut-il contribuer à l'épanouissement et au bonheur ? Nous n'aurons sans doute pas les réponses pour tous les métiers, mais le témoignage qui suit offre une belle mise en perspective du travail, du territoire et du bonheur.

Cécile Chéri-Dubourg est productrice d'asperges et de maïs doux à Vert dans les Landes. Installée depuis 2008 avec son époux sur une exploitation agricole de 35 ha, elle met clairement en relation son identité professionnelle, le territoire sur lequel elle exerce son métier et vit avec son épanouissement :



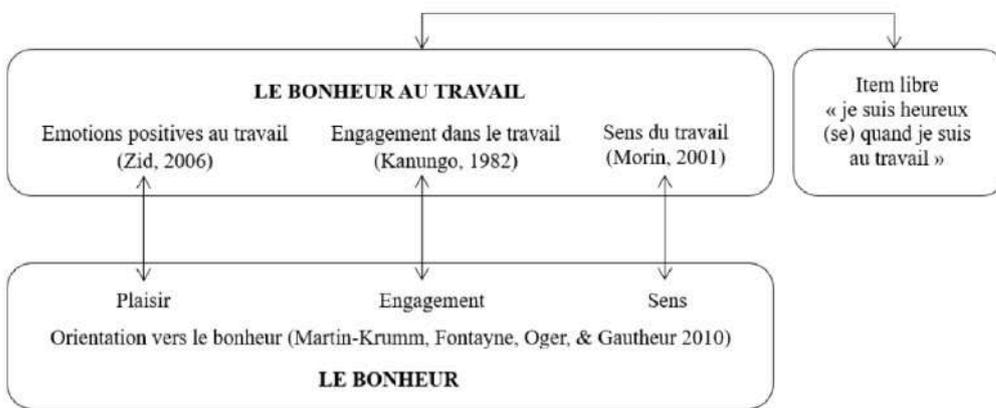
“J'ai épousé les valeurs du métier d'agriculteur. Je suis heureuse de vivre et travailler chez moi sur un même territoire. Mon cadre de vie est également mon cadre de travail. Et plus qu'un travail, cette exploitation agricole et mon métier sont notre projet de vie avec Laurent, une histoire de passionnés. C'est un véritable bonheur d'organiser mon temps et mon rythme de vie comme je veux. Je peux respecter le rythme biologique de mon corps. Créativité, invention, remise en question sont notre lot quotidien pour nous adapter à la demande de nos clients puisque nous vendons en direct. C'est parfois angoissant mais également stimulant et source d'épanouissement, quand une idée germe et porte ses fruits. Cécile et agricultrice, c'est une seule et même personne. Mon métier est indissociable de ma personne parce que nous avons aussi créé des éco-gîtes et que je contribue à rendre les gens heureux durant leurs vacances chez nous. Je parviens à déceler ce dont ils ont besoin pour être heureux ici et je partage avec eux les bons plans sur notre territoire et une tranche de vie. Cette satisfaction de mes clients me rend heureuse et donne du sens à mon métier. Enfin, j'ai la liberté et le temps de m'investir bénévolement pour mon territoire en qualité d'élue de ma commune et dans l'association locale Vert de Terre⁵⁷¹. Être agricultrice c'est contribuer au développement local, à l'aménagement de mon territoire, à son aménagement paysager et enfin créer du lien social. Nous animons et faisons vivre notre territoire.”

Selon un sondage OpinionWay réalisé pour Microsoft⁵⁷² en décembre 2020, 72% des travailleurs français reconnaissent que leur travail contribue à leur bonheur. L'étude révèle même que 91% estiment que le bonheur personnel et le bonheur professionnel sont corrélés et que les deux se nourrissent l'un l'autre.

Un tel alignement de planètes est-il rare ? En tout cas, il semble qu'il produise du bonheur. Et il est important de noter que le territoire est au centre de ce bonheur.

● **Le territoire au coeur du bonheur au travail : être à sa place et trouver une harmonie**

Marguerite Morice, docteure en psychologie du travail et des environnements de travail à l'Université Paris X, a conduit une recherche pour élaborer une échelle évaluant le bonheur au travail en France (2013). Celle-ci montre que le modèle de bonheur authentique composé des émotions positives, de l'engagement et du sens de la vie de Seligman (2003) est également applicable dans le cadre organisationnel. Elle a d'ailleurs modélisé le bonheur au travail.



Le bonheur au travail
© Marguerite Morice, docteure en psychologie du travail



Le sens du travail et surtout les émotions positives au travail sont des prédicteurs significatifs du bonheur au travail.

Marguerite Morice, docteure en psychologie du travail et des environnements de travail.

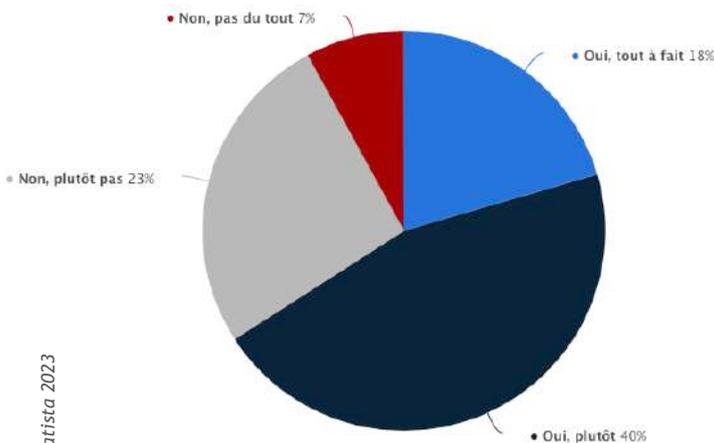


Être agricultrice, c'est contribuer au développement local, à l'aménagement de mon territoire, à son aménagement paysager et enfin créer du lien social. Nous animons et faisons vivre notre territoire.

Cécile Chéri-Dubourg, productrice d'asperges et de maïs doux à Vert dans les Landes.

Si l'on reprend le témoignage de Cécile plus haut, on constate en effet qu'elle est très engagée dans son travail : "Être agricultrice, c'est contribuer au développement local, à l'aménagement de mon territoire, à son aménagement paysager et enfin créer du lien social. Nous animons et faisons vivre notre territoire." Par ailleurs, il lui procure des émotions positives : "C'est parfois angoissant mais également stimulant et source d'épanouissement, quand une idée germe et porte ses fruits." Et enfin, il a du sens pour elle : "Cette satisfaction de mes clients me rend heureuse et donne du sens à mon métier."

Dans ses recherches, elle a montré que "le sens du travail et surtout les émotions positives au travail sont des prédicteurs significatifs du bonheur au travail."



● Territoire d'équilibre vie privée - vie professionnelle

L'ensemble de ces éléments est très éclairant sur la manière dont le territoire intervient dans le bonheur à travers l'activité professionnelle. Pour rappel, le travail et l'emploi figurent parmi les principaux critères d'épanouissement sur les territoires dans les études et sondages que nous avons analysés en 1B. C'est donc un enjeu d'attractivité important à l'heure où les changements de modes de vie s'accélèrent, mais aussi un enjeu de maintien de l'activité économique et de la vie tout court. Mais en plus d'être une question d'équilibre territorial, l'autonomie des habitants et l'autonomie des territoires via le travail et l'emploi se conjuguent finalement en une question d'harmonie et d'équilibre des temps de vie.

Dans cette veine, Pierre Bréchon, professeur émérite de science politique à Sciences Po Grenoble, estime dans un article pour La Tribune (2023) que : “Selon les Français, leur travail doit à la fois leur permettre de se réaliser mais aussi leur fournir de bonnes conditions matérielles de travail. Un bon travail doit être épanouissant et valorisant, on veut avoir des responsabilités et de l'initiative. (...) Le travail doit être non seulement un gagne-pain mais permettre son épanouissement personnel. Il doit aussi être compatible avec une vie familiale, sociale et des loisirs eux-mêmes épanouissants.”

Cette partie introductive sur les connexions entre le territoire, le travail et le bonheur nous amène à la partie suivante, plus concrète. Il s'agit de la répartition quantitative et qualitative du travail et de l'emploi sur le territoire.



© Caleb Jones sur Unsplash

Un travail épanouissant doit être compatible avec une vie privée

3B2 | L'emploi, entre disparités quantitatives et qualitatives sur les territoires

La distribution du travail et de l'emploi sur les territoires est une question complexe, à la fois économique, sociale et environnementale. C'est plus largement aussi une question d'équilibre des territoires, d'accessibilité et de justice sociale avec des boucles d'actions et de rétroactions en lien avec les transports,

l'habitat, la couverture numérique, les services et commerces de proximité.

Nous allons nous attacher dans cette partie à une approche factuelle de la distribution de l'emploi dans les territoires en questionnant quelques éléments de prospective au regard de

3. S'ACCOMPLIR SUR SON TERRITOIRE / B. Travail

l'épanouissement et du bonheur. Par exemple, comment certains métiers émergents peuvent-ils contribuer à l'accomplissement de ceux qui les exercent et servir l'épanouissement sur les territoires ? Ou encore, est-ce que l'évolution géographique du travail peut contribuer à rendre les gens plus heureux ?

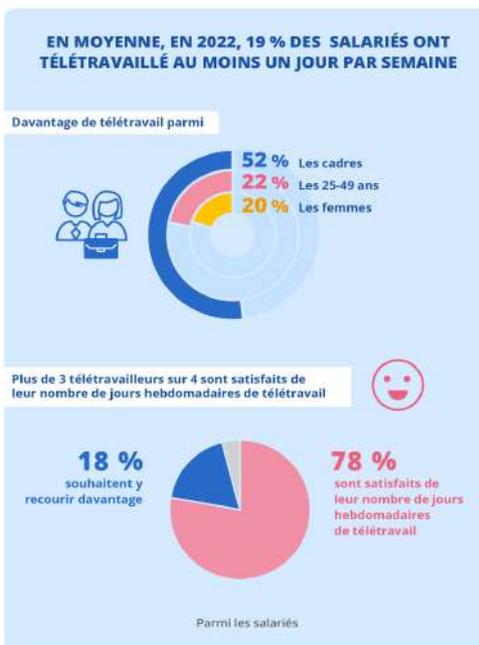
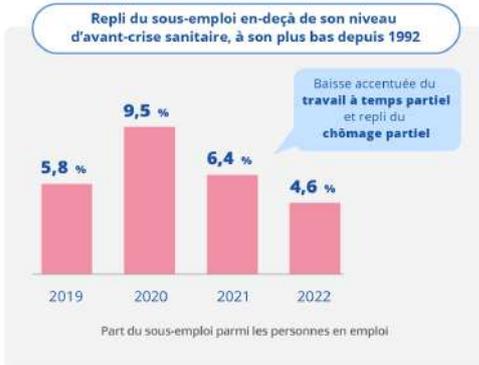
Mais commençons par une photographie de l'emploi en France. Quel est le panorama des métiers à l'horizon 2030 (4) ? Comment se présente le marché de l'emploi en France en 2023 (3) ? Comment l'emploi est-il réparti sur les territoires ? (2). Comment l'emploi est-il réparti par secteur ? (1).

1 - Le tertiaire : secteur prépondérant en France

68,1% des personnes âgées de 15 à 64 ans sont en emploi en France en 2022. Le tertiaire reste depuis plusieurs décennies le secteur économique incontournable avec 76 % de l'emploi en France.

● Une vision globale de l'emploi en France

D'après l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques (INSEE), 68,1% des personnes âgées de 15 à 64 ans sont en emploi en France en 2022. Les chiffres de l'infographie de l'INSEE, après la crise de la Covid-19, montre une croissance du télétravail et un rétablissement des emplois à durée limitée à leur niveau d'avant la crise.



Infographie du marché du travail en 2022

UNE PHOTOGRAPHIE DU MARCHÉ DU TRAVAIL EN 2022

L'emploi des jeunes continue d'augmenter fortement, le chômage recule de nouveau

© INSEE

68,1 %
DES PERSONNES ÂGÉES DE 15 À 64 ANS SONT EN EMPLOI EN 2022
son plus haut niveau depuis que l'Insee le mesure (1975)

+ 0,9 pt Par rapport à 2021

+ 2,6 pts L'emploi des jeunes continue d'augmenter fortement, porté par l'alternance

Part des personnes en emploi au sens du Bureau international du travail (BIT) parmi les 15-64 ans

Personnes vivant en logement ordinaire en France hors Mayotte
insee.fr

Secteur	Évolution sur trois mois	Évolution sur un an	Emploi salarié
Agriculture	-2,5	5,4	314,8
Industrie	5,6	35,8	3 252,0
dont industrie manufacturière	4,1	27,6	2 848,6
Construction	-7,3	-2,3	1 588,8
Tertiaire marchand	17,8	200,9	13 478,6
dont intérim ¹	-4,3	-11,9	787,8
Tertiaire non marchand	7,4	40,1	8 446,9
Ensemble	21,0	279,9	27 081,0
Secteur privé	12,2	261,4	21 144,3
Fonction publique	8,7	18,5	5 936,8

Emploi salarié par secteur au premier trimestre 2023

3. S'ACCOMPLIR SUR SON TERRITOIRE / B. Travail

dans le tertiaire, c'est-à-dire le secteur des services, que sont regroupés 76% des emplois en France⁵⁷⁴.

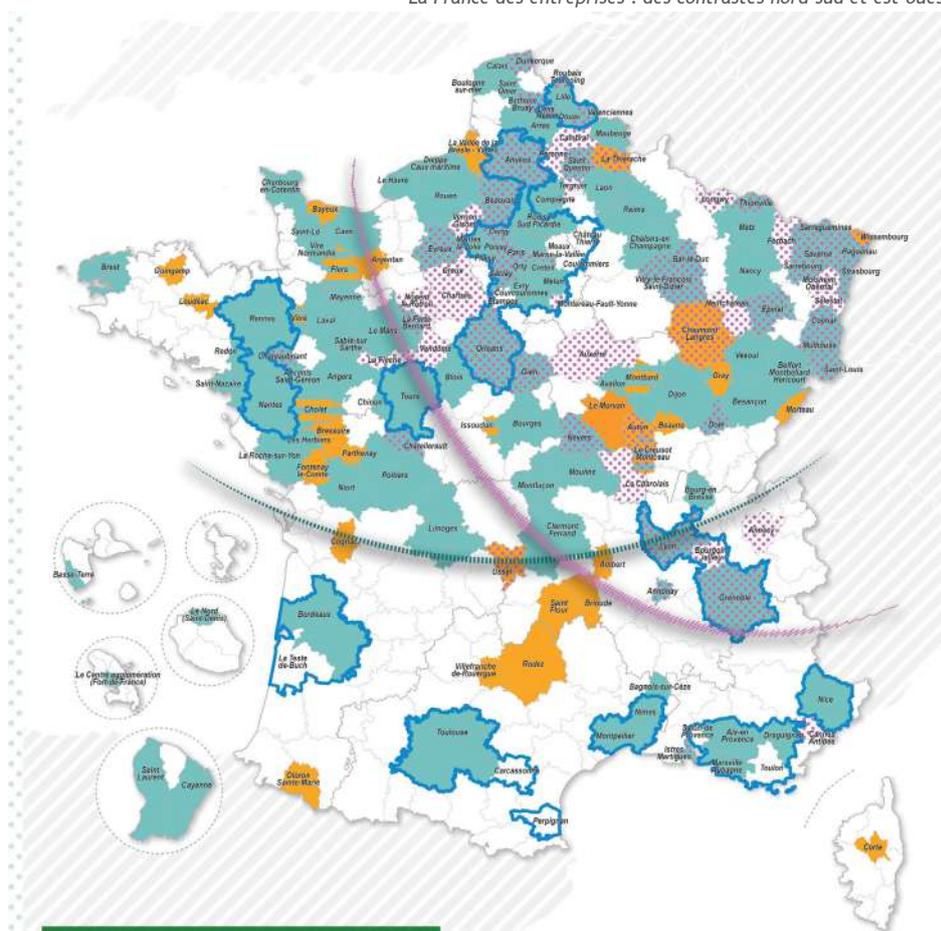
Cette donnée est intéressante parce qu'elle donne à penser que beaucoup d'emplois seraient télétravaillables, et donc que cela pourrait avoir un impact sur la répartition de l'emploi dans les territoires.

Autrement dit, que la possibilité d'emmener le travail sur un territoire choisi pourrait être accessible à beaucoup de personnes pour leur épanouissement. Cela pourrait contribuer à dessiner et rééquilibrer les territoires dans la mesure où le travail et l'emploi y sont inégalement répartis.

● Emploi salarié par secteur au quatrième trimestre 2022 (en milliers)

Cependant, l'emploi salarié n'est pas équitablement réparti dans les grands secteurs d'activités que sont l'agriculture, l'industrie, la construction et le tertiaire. En effet, c'est

La France des entreprises : des contrastes nord-sud et est-ouest



La France des entreprises
Des contrastes nord-sud et est-ouest

Dynamisme de l'entrepreneuriat :
opposition entre grandes villes et espaces peu denses

- Zone d'emploi où le taux de création d'entreprise est supérieur à 12,5 %
- Les 31 zones d'emploi avec la plus forte proportion d'entreprises créées depuis plus de cinq ans

Profil des entreprises :
des contrastes nord-sud et est-ouest

- Zone d'emploi où au moins 35 % des salariés travaillent dans une entreprise de plus de 100 salariés
Données indisponibles pour Mayotte
- Dans la moitié nord de la France, les grandes entreprises sont nombreuses

- Zone d'emploi où au moins 15 % des salariés travaillent dans une entreprise étrangère
Données indisponibles pour Mayotte
- Dans le quart nord-est de la France, beaucoup de salariés travaillent dans une entreprise étrangère

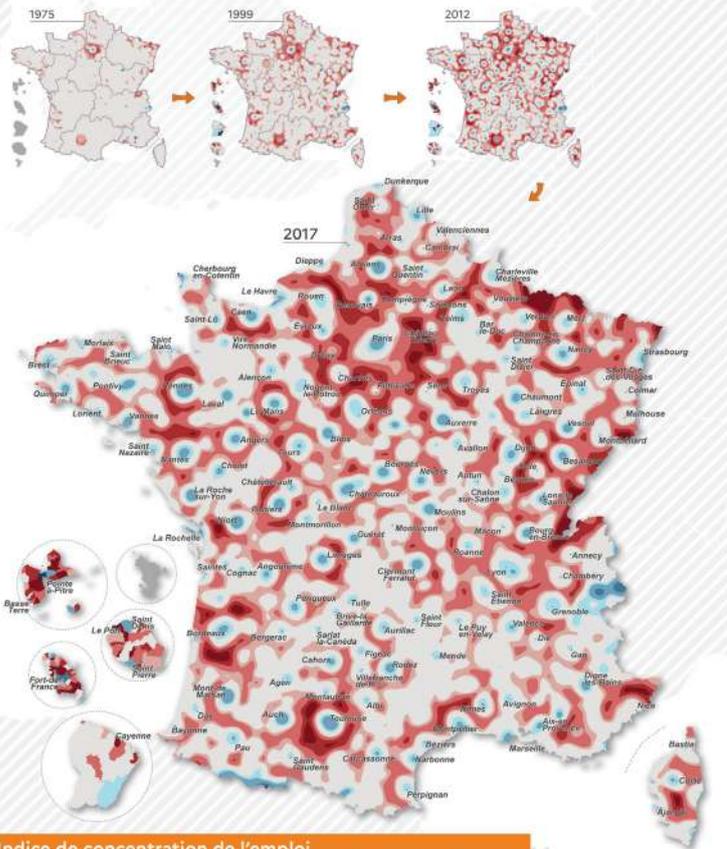
Sources : Insee, Clap, Lifi, 2014-2015, Répertoire des entreprises et des établissements (Sirene) 2014-2020, zones d'emploi 2010 - Actualisation de la carte du rapport 2016 p64 - Réalisation : ANCT pôle ADT Observatoire des territoires Cartographie - février 2021

© INSEE/ANCT/Observatoire des Territoires

3. S'ACCOMPLIR SUR SON TERRITOIRE / B. Travail

Indice de concentration de l'emploi : une dissociation croissante entre lieux de résidence et lieux de travail, 2021, sur la base de données de 2017

Evolution de l'indice de concentration de l'emploi entre 1975 et 2012
Une dissociation croissante entre lieux de résidence et lieux de travail



Indice de concentration de l'emploi
Une dissociation croissante entre lieux de résidence et lieux de travail

Rapport entre le nombre d'emplois et le nombre d'actifs occupés en 2017
Représentation lissée



POUR MIEUX COMPRENDRE

Dans les zones en rouge foncé, on compte plus de 175 actifs résidents occupés pour 100 emplois, alors que dans les zones en bleu foncé on compte plus de 175 emplois pour 100 actifs occupés résidents.

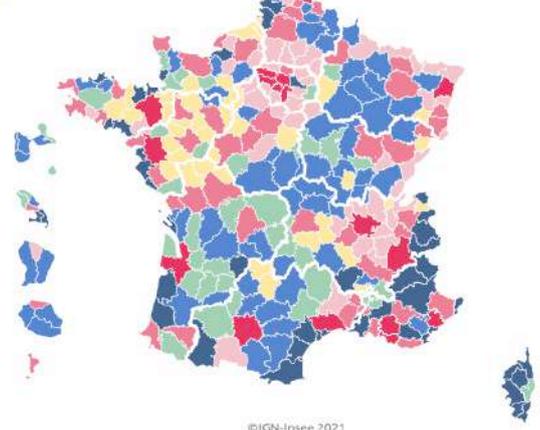
Sources : Insee, RP 1975 à 2017, carte communale lissée sur 10 km pour la France métropolitaine, carte communale classique pour l'outre-mer. Les cartes 1975 à 2012 sont extraites du rapport 2016 de l'Observatoire des Territoires. Données 1975 non disponibles pour les régions d'outre-mer - Réalisation : ANCT pôle ADT Observatoire des Territoires - Février 2021.

2 - Une répartition inégale du travail et de l'emploi sur les territoires

Le travail et l'emploi sont inégalement répartis sur le territoire. Cela est à la fois le résultat de contraintes territoriales, d'un processus de métropolisation et de choix stratégiques qui ont orienté l'implantation de certains secteurs.

● Un état des lieux avec l'Observatoire des Territoires et l'INSEE

Sans rentrer dans les détails, malgré le fait que les photographies de la France aient été prises à des périodes différentes autour de la crise de la Covid-19, elles soulignent l'importance de l'emploi et du travail dans notre problématique. A savoir que d'une part le dynamisme économique est essentiel à la vitalité



Source : Insee, recensements de la population 2016 et 2017, Clap 2015, enquête sur la fréquentation des hébergements touristiques 2019.

Répartition géographique des zones d'emploi par secteur, 2021

© INSEE/ANCT/Observatoire des Territoires

© INSEE

des territoires pour maintenir un équilibre territorial. Et que d'autre part on a assisté ces dernières années à une dissociation croissante entre les lieux de résidence et les lieux de travail. Dès lors, on peut se demander quels ensembles de solutions mettre en place pour concilier travail et modes de vie heureux tout en fertilisant le territoire. Dans cette équation, la répartition des secteurs est aussi clé.

“

On a assisté ces dernières années à une dissociation croissante entre les lieux de résidence et les lieux de travail.

“

Le visage des territoires s'est dessiné selon le résultat de politiques centralisées. Chaque territoire a été spécialisé dans une filière d'excellence pour peser sur l'économie sans concurrencer son voisin et c'est encore le cas aujourd'hui.

Damien Deville, géographe, auteur et conteur.

Citons l'exemple de la filière aéronautique et spatiale qui compte 1 661 établissements⁵⁷⁵ rien qu'en Nouvelle-Aquitaine et en Occitanie. Elle emploie 143 700 salariés dont 109 600 emplois dédiés (uniquement consacrés à l'activité aérospatiale).

C'est ainsi que l'État français a distribué les fleurons de l'industrie dans les territoires. En parallèle, certaines filières deviennent très compétitives au détriment d'autres activités à l'instar d'Airbus à Toulouse qui crée une dépendance sur ce territoire.

La métropolisation a aussi joué un rôle important dans la répartition du travail et de l'emploi dans les territoires, accentuant parfois les inégalités. Damien Deville estime qu'il y a *“une urbanisation des esprits : on a le regard tourné vers la grande ville quand on habite la campagne car elle offre plus de services et d'opportunités d'emplois.”*

Il ajoute qu'un individu s'installe sur un nouveau territoire bien souvent par le biais du travail et de l'emploi. : *“il est rare de choisir un territoire par amour pour celui-ci. Deux raisons existent pour choisir un territoire : l'emploi et les attaches familiales.”* D'ailleurs, les métropoles concentrent 86% des créations d'emplois, d'où une dichotomie d'opportunités entre territoires que nous allons observer à travers le marché de l'emploi.

86% des créations d'emplois ont lieu dans les métropoles.

3 - Le marché de l'emploi en France en 2023

La majorité des travailleurs exerce dans le secteur des services. Pour le reste, environ 27% travaillent dans l'industrie et 5% dans l'agriculture.

Après 10 ans de contexte économiquement difficile, le marché de l'emploi⁵⁵⁶ se stabilise et une reprise s'installerait durablement. Un peu plus en détails mais uniquement pour la France métropolitaine, Top-métiers⁵⁵⁷ a établi une carte de l'emploi en 2023 qui met en lumière quelques disparités.

Malgré une nette progression de l'emploi partout en France, certaines régions semblent mieux loties que d'autres.

“

La grande majorité des offres sont concentrées en Île-de-France et en région Auvergne-Rhône-Alpes. En troisième position, arrivent les Hauts-de-France, talonnés par la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, ainsi que l'Occitanie.

● L'arc grand Ouest : territoires les plus dynamiques

Les métropoles de l'arc grand Ouest concentrent le capital humain, les emplois et les jeunes diplômés. Gironde, Loire Atlantique et Charente-Maritime font partie des départements qui recrutent le plus en France. Ce dynamisme s'étend aussi du Calvados jusqu'à l'Aude et serait lié à plusieurs facteurs :

- La proximité des métropoles Brest, Rennes, Angers, Nantes, Niort, Bordeaux et Toulouse ;
- L'évolution des lignes ferroviaires ;
- La qualité de vie, jugée meilleure qu'en région parisienne.

Une forte activité se constate d'ailleurs le long du Rhône. En effet, des Bouches-du-Rhône jusqu'à la Haute Savoie, s'étend une autre zone très dynamique, là encore portée par les métropoles de Lyon, Aix en Provence et Annecy. Le secteur lyonnais, notamment, enregistre de forts recrutements de cadres (R&D et informatique).

● Et ailleurs...

La région parisienne propose le plus grand nombre d'offres d'emplois. Pourtant c'est insuffisant au regard de sa population extrêmement élevée⁵⁷⁸.

Enfin, dans les régions des Hauts-de-France et du Grand Est à la population plutôt dense, certaines métropoles comme Lille ou Strasbourg sont très dynamiques mais ne suffisent pas à combler le déficit d'offres dans les autres villes.

Dans ce contexte, l'entrepreneuriat et la création d'entreprises peuvent être une variable

d'ajustement intéressante pour le développement et de rééquilibrage de certains territoires. Parfois même en proposant des projets qui répondent à une quête de sens, à des modes de vie plus heureux à travers l'exercice de métiers qui ont la côte.

4 - Quel panorama pour les métiers à l'horizon 2030 ?

Le secteur de la Tech apparaît particulièrement dynamique. La santé et le social sont en tension.

Par ailleurs, l'impact du changement climatique et de la crise énergétique fait émerger de nouvelles professions. Par exemple : des consultants en développement durable, des courtiers en énergie, très demandés par les entreprises pour optimiser leurs factures de gaz et d'électricité.

Face aux multiplications des cyberattaques, les employeurs recrutent aussi massivement des spécialistes en cybersécurité.

● Cinq principaux secteurs d'activité

En 2023, 5 secteurs d'activité proposent la majorité des opportunités professionnelles :

- La santé et le social pour accompagner le vieillissement de la population. Il s'agirait de métiers porteurs de sens, gratifiants et stables grâce à une demande croissante. Serait-ce une voie d'avenir pour rendre les habitants d'un territoire plus heureux même si ces métiers sont jugés parfois insuffisamment rémunérés ?
- L'industrie et le BTP pour répondre à la perpétuelle augmentation de besoins en logements et infrastructures exigeant de plus en plus de savoir-faire, notamment dans le domaine de la construction durable. Une grande variété de métiers accessibles avec ou sans expérience. C'est peut-être une solution pour envisager une reconversion professionnelle dans un territoire ;
- L'informatique : un fort besoin en recrutement s'expliquant par la diversité des métiers existants et l'évolution constante de la technologie. Des salaires compétitifs, la sécurité de l'emploi, des possibilités d'évolution professionnelle ou de spécialisation dans les métiers du numérique. Ils ont aussi l'avantage d'offrir plus de flexibilité en termes d'horaires et de possibilités de travail à distance ;

- Le commerce (en particulier les métiers de bouche) : avec une population en augmentation et une demande croissante d'aliments, ce secteur est un secteur sécurisé pour envisager une reconversion et peut-être particulièrement dans des territoires moins urbanisés ;
- L'énergie et l'environnement car les entreprises investissent de plus en plus dans des projets durables. C'est une manière de travailler tout en ayant un impact positif sur la planète, et donc de nourrir une quête de sens.



Les métiers qui recrutent en 2023 dans chaque région

Le site [transitionspro.fr](https://www.transitionspro.fr) dresse, région par région, une liste des métiers qui recrutent. Une ressource intéressante dans le cadre d'un projet de mobilité et/ou de formation. Rendez-vous sur leur page "Métiers qui recrutent".

● Les métiers en croissance d'ici 2030

D'après, le rapport Métiers 2030 élaboré par France Stratégies et la DARES⁵⁷⁹, un million d'emplois seraient créés entre 2019 et 2030. 40% d'entre eux seraient exercés par des diplômés du supérieur principalement dans trois secteurs :

- Les activités juridiques, comptables et de gestion ;
- Les services administratifs et de soutien ;
- Le commerce.

Ensuite, il y aurait une augmentation des effectifs (entre 80 000 et 150 000) dans :

- Les activités informatiques ;
- La construction ;
- La santé ;
- L'hôtellerie- restauration ;
- Les activités récréatives et culturelles ;
- La R&D.

Les quatre métiers les plus créateurs d'emplois (entre 110 000 et 115 000 chacun) seraient les ingénieurs informatiques, les infirmiers-sages-femmes, les aides-soignants et les cadres commerciaux. Puis viendraient les aides à domicile (+100 000) et les ouvriers qualifiés de la manutention (+80 000), avant les cadres des services administratifs et financiers et les

ingénieurs et cadres techniques de l'industrie (respectivement +75 000). Globalement, de 2019 à 2030 il y aurait 760 000 postes à pourvoir par an.

● **Les métiers en plus forte expansion entre 2019 et 2030**

Le tableau ci-dessous permet de dresser un état des lieux des perspectives professionnelles à l'horizon 2030. Nous pouvons supposer que les métiers de la santé et du social en se développant dans certains territoires contribueront au bien-être des habitants ainsi qu'au maintien des populations. D'autres métiers télétravaillables permettront probablement des changements de vie pour investir de nouveaux territoires plus en adéquation avec les aspirations d'un individu, à l'instar des secteurs informatique, administratif et financier, étude et recherche...

● **Les 25 postes du tertiaire les plus demandés ces cinq dernières années**

Sur la base de ses propres données, LinkedIn a effectué un classement des métiers en croissance entre janvier 2018 et juillet 2022. Communauté oblige, ce classement concerne essentiellement des métiers cadres du tertiaire et donc n'est pas représentatif de l'ensemble des métiers. Toutefois, le point intéressant est qu'il s'agit d'emplois télétravaillables et donc qui peuvent changer la physionomie des territoires tout en permettant des modes de vie choisis, plus heureux.

- Responsables Ressources Humaines ;
- Spécialiste en cybersécurité ;
- Responsable de la gestion des données ;
- Ingénieur données ;
- Analyste CRM ;
- Ingénieur cloud ;
- Ingénieur solutions ;
- Spécialiste support informatique ;
- Commercial sédentaire ;
- Secrétaire général ;
- Conseiller en recherche d'emplois ;
- Responsable relations publiques ;
- Directeur d'établissement de santé ;
- Modeleur BIM (il met au point une maquette numérique 3D permettant de visualiser le projet) ;
- Responsable développement foncier.

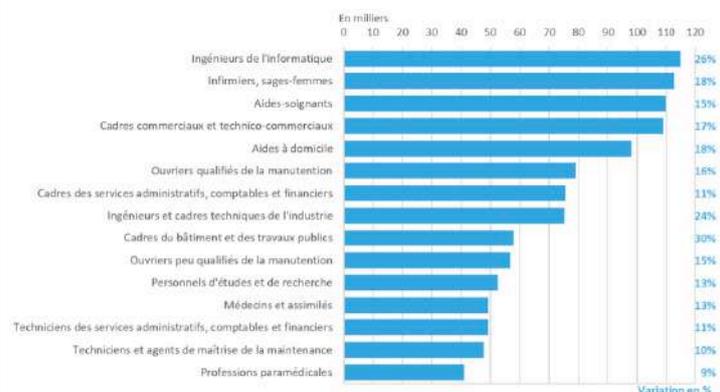
En résumé, si l'emploi est concentré dans le tertiaire et les grandes métropoles, un triple mouvement ouvre des perspectives en matière de rééquilibrage pour des modes de vie plus heureux. Il s'agit tout d'abord des aspirations des français à vivre ailleurs que dans des grandes métropoles. Il s'agit ensuite de la possibilité offerte par la demande de compétences dans le tertiaire pour permettre à de nouvelles populations de s'ancrer dans des territoires choisis, fertilisant ainsi la vie économique et sociale. Il s'agit enfin de l'ancrage et de l'engagement des entreprises dans leur territoire sur lequel elles créent de l'emploi et participent à la vie économique et locale, tout en incorporant le terroir dans leur marque employeur pour attirer et fidéliser les talents de manière affinitaire.



Les métiers dont la demande a le plus augmenté sur LinkedIn ces 5 dernières années⁵⁸⁰

- Responsable growth marketing ;
- Responsable du développement commercial ;
- Responsable du succès client ;
- Responsable grands comptes
- Courtier en énergie ;
- Responsable ingénierie ;
- Lighting artist ;
- Ingénieur en fiabilité de site ;
- Consultant en développement durable ;
- Chargé des admissions ;

Figure B – Les métiers en plus forte expansion entre 2019 et 2030



Champ : France métropolitaine.

Lecture : en 2030, il y aurait 115 000 postes d'ingénieurs de l'informatique en plus, soit une hausse de 26 % par rapport à 2019.

Source : projections France Stratégie/Dares, à partir des enquêtes Emploi (Insee)

Présentation de l'organisation

En France, les 40 000 salariés du Pôle Clients Services et Territoires d'EDF proposent à ses clients des solutions innovantes pour les accompagner dans la maîtrise de leur consommation, contribuer à la performance énergétique et économique des entreprises et aider les collectivités locales à adopter des solutions durables. Le Pôle CST s'appuie sur sa Direction Commerciale à destination de l'ensemble des clients, résidentiels, entreprises ou collectivités et sur ses filiales de services, comme Dalkia, IZIVIA, EDF ENR, IZI by EDF et IZI Confort, pour accompagner ses clients sur les enjeux d'efficacité énergétique, de décarbonation des usages et de développement des énergies renouvelables.

La philosophie de l'organisation sur les territoires heureux

Le Pôle Clients Services et Territoires d'EDF est concerné par les enjeux de territoires heureux à double titre :

- **Pour ses clients :** EDF s'engage auprès des particuliers, entreprises et territoires pour leur donner la possibilité d'agir, grâce à des services et des solutions, pour moins et mieux consommer l'énergie, selon leurs besoins et leurs aspirations.
- **Pour ses salariés :** Le bien-être au travail, la santé et la sécurité de tous, l'éthique et le respect des droits humains, action en faveur de l'égalité, de la diversité et de l'inclusion sont au cœur des engagements sociaux et sociétaux du groupe EDF.

TRAVAIL - Une approche concrète en faveur des territoires heureux Le télétravail ou "mon job en proximité" pour les collaborateurs

Après des expérimentations lancées en 2019 et une généralisation du télétravail lors de la crise sanitaire, EDF a lancé en juin 2020 un projet d'entreprise, TAMA "Travailler Autrement, Manager Autrement". Ce projet définit non seulement les conditions pratiques du télétravail, mais s'appuie aussi une transformation de des pratiques managériales, avec notamment la co-construction de projets d'équipe.

EDF propose par ailleurs à ses salariés le dispositif "Mon Job En Proximité". Il offre la possibilité, sur certains emplois, que le salarié travaille sur un site à proximité de son lieu d'habitation et non celui de son équipe, évitant ainsi un déménagement.

ECOLOGIE - Une approche concrète en faveur des territoires heureux - des collectivités accompagnées vers une énergie décarbonée collectivités accompagnées vers une énergie décarbonée

La transition énergétique des collectivités est au cœur de l'avenir durable du territoire. EDF propose une large gamme de services permettant de consommer moins d'énergie, d'émettre moins de CO2 ou encore d'optimiser les ressources locales. A titre d'exemple, les réseaux de chaleur fournissent du chauffage et de l'eau chaude sanitaire à l'ensemble d'un quartier ou d'une ville. Les unités de production peuvent être alimentées par des énergies renouvelables (biomasse, géothermie, ...) et des énergies de récupération (valorisation des déchets, récupération de la chaleur des data centers ou de l'industrie...).

EMPLOI - Une approche concrète en faveur des territoires heureux - le travail local / la non délocalisation

Les 6 200 conseillers clients d'EDF sont tous implantés en France. Ils participent ainsi au maintien de bassins d'emplois sur le territoire.

EDF est le premier énergéticien à obtenir la certification "Relation Client en France", mise en place par l'Association Française de la Relation Client. Cette certification reconnaît et valorise les entreprises françaises qui font le choix d'implanter leur service client en France et qui s'engagent dans les territoires, au travers d'actions dans le domaine de l'insertion locale, de la formation et de l'inclusion.

EMPOWERMENT - Une approche concrète en faveur des territoires heureux - des clients en capacité de piloter leur consommation énergétique, voire d'auto-consommer

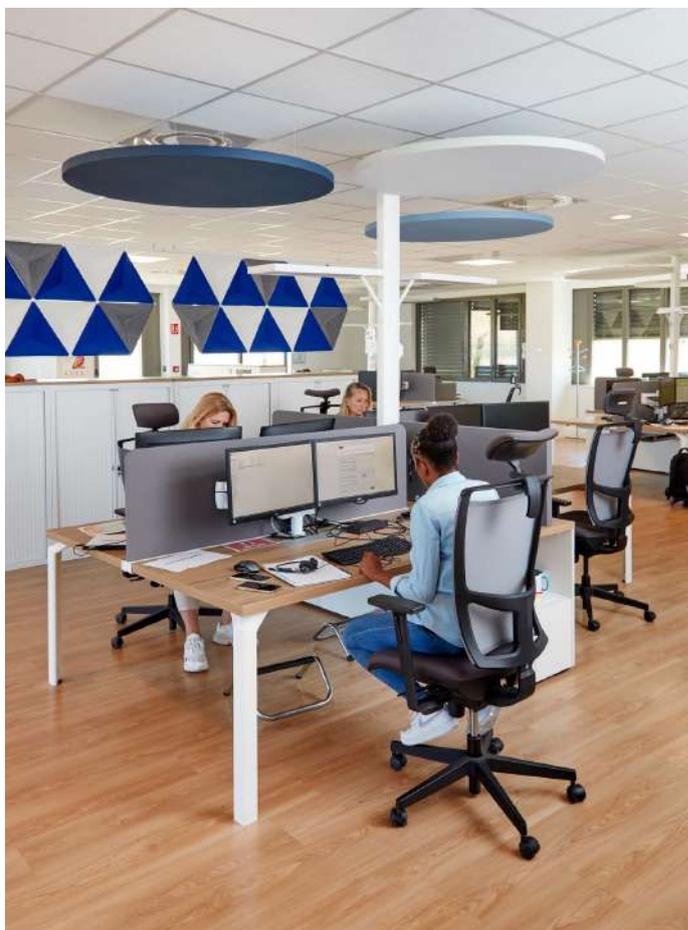
EDF accompagne ses clients pour les aider à mieux comprendre leur consommation et ainsi mieux la maîtriser. L'application EDF & Moi est plébiscitée par nos clients, avec un nombre de connexions qui a doublé en 2022 par rapport à l'année précédente et désormais près de la moitié des clients qui l'utilisent.

Pour aller encore plus loin, nos clients peuvent aussi recourir à l'autoproduction et à l'autoconsommation, en installant des panneaux photovoltaïques à leur domicile.

LIEN SOCIAL - Un projet inspirant en faveur des territoires heureux - Proximity

Proximity propose aux collectivités locales et aux commerçants des solutions globales et innovantes de fidélité aux cœurs de ville qui favorisent la dynamisation et l'attractivité du territoire, le commerce de proximité, en augmentant le flux de clients et leur fidélité, et l'économie locale.

Conseillers et conseillères EDF à Valence



Notre raison d'être :

“

Construire un avenir énergétique neutre en CO₂, conciliant préservation de la planète, bien-être et développement grâce à l'électricité et à des solutions et services innovants.

3B3 | Développer l'emploi et l'ancrage dans les territoires

“L'enracinement est peut-être le besoin le plus important et le plus méconnu de l'âme humaine⁵⁸¹”, cite Damien Deville en référence à Simone Weil, philosophe et auteure de L'enracinement. L'enjeu des communes aujourd'hui consiste à pérenniser leurs activités pour que la population reste.

À l'échelle des intercommunalités, des départements et du maillage économique, le territoire mise sur l'attractivité et la qualité de vie au travail. Ce sont deux facteurs primordiaux pour maintenir et développer l'emploi et le travail dans un territoire.

1 - Les entreprises intimement liées à la vie d'un territoire et de ses individus

● Les entrepreneurs, investis dans leur territoire

La grande majorité des entrepreneurs, dirigeants de TPE et PME (84%) a un fort attachement à leur territoire, d'après le baromètre *L'attractivité des territoires pour entreprendre*⁵⁸², réalisée en 2018 pour la Fondation MMA. Cet attachement dépasse les 90% en Bretagne et Auvergne-Rhône Alpes. 37 % d'entre eux se disent même très attachés à leur territoire. Les raisons de cet attachement sont avant tout personnelles (54 %) mais également liées au dynamisme économique (42 %), ou encore aux atouts du territoire lui-même (24%).

84% des dirigeants de TPE-PME ont un fort attachement à leur territoire et 48% déclarent s'être déjà investi au niveau local d'après le baromètre *L'attractivité des territoires pour entreprendre (2018)*.

32% disent que leur attachement au territoire s'est renforcé depuis le début de leur activité entrepreneuriale. Cela a pour conséquence

un fort niveau d'implication de la part des entrepreneurs au niveau local : 1 entrepreneur sur 2 (48 %) déclare s'être déjà investi au niveau local.

L'attachement des entrepreneurs à leur territoire

© Le Coin des Entrepreneurs



Pour autant, 66% déclarent éprouver des difficultés à trouver des salariés pour les postes recherchés sur leur région. C'est surtout le cas chez les petits exploitants agricoles (80%) et les artisans (77%).

● L'entreprise, un véritable acteur de son territoire

Source d'emplois et de valeur économique, l'entreprise marque son ancrage territorial⁵⁸³ par ses différents rôles. Elle est partie prenante d'un écosystème sur le territoire et outre la création de richesses, elle répond aux enjeux sociaux, sociétaux et environnementaux⁵⁸⁴.



L'environnement, une notion locale jusque dans le travail

Lydie Ré, directrice adjointe des ressources humaines du département du Var, déclare que “Naturellement au Var” est un programme de préservation des ressources écologiques du

territoire. Il mobilise beaucoup d'actions concrètes. Elle explique que par les RH, il va se décliner vis-à-vis des agents du Conseil départemental, via un volet de sensibilisation : “Comment, dans mon travail, je fais en sorte de préserver les ressources et mon environnement ?” Ce faisant, par le travail, l'action écologique trouve un impact territorial et s'ancre.

Pour assurer son fonctionnement, l'entreprise tisse des liens avec cet écosystème de plusieurs manières et avec différents objectifs (mécénat, partenariat avec des associations ou des collectivités, portes ouvertes pour recruter ou faire connaître ses activités...).

Son engagement pour le territoire constitue alors un vecteur de lien social qui peut inciter chacun à agir pour le bien-être de tous. Tous ces partenariats et par exemple les manifestations sportives de clubs représentent des moments de bonheur partagé à l'échelle d'un territoire, voire au-delà. Par extension, nous pouvons donc considérer que l'entreprise engagée et responsable participe à rendre les individus heureux sur un territoire.

● L'impact des entreprises sur les territoires

D'après l'étude *Impact Entreprises & Territoires*⁵⁸⁵ (2021), “41% des dirigeants d'établissements reconnaissent que le mouvement de co-construction est ancré dans leur territoire ou que les initiatives sont de plus en plus nombreuses (...). N'importe quelle entreprise doit désormais exercer son activité dans le respect et le nouvel ajustement des modes de production, un juste échange avec ses fournisseurs et une saine considération du bien-être de ses salariés. Nouer des alliances/partenariats sur un territoire se mesure dans l'entreprise car elle attend aussi un retour sur investissement sociétal”.

Tous territoires confondus, l'engagement des entreprises pour leur territoire apparaît le plus dynamique en Nouvelle-Aquitaine, dans les Hauts de France et le Grand Est. En matière de soutien aux structures d'intérêt général et d'insertion, on note la Nouvelle Aquitaine,



© Léa Nature Recrute

A l'image de Léa Nature et de Charles Kloboukoff, son président-fondateur, des entreprises s'engagent pour leur territoire

l'Occitanie, la région PACA et la Corse.

Les entreprises de moins de 500 salariés restent les plus engagées dans les partenariats. Enfin, les secteurs les mieux représentés sont l'industrie et l'agriculture quand le BTP, le commerce et la grande distribution sont en retrait.



Pierre Sabatier en conférence pour le crédit agricole⁵⁸⁶

Le diagnostic concernant le territoire landais met en lumière une attractivité à développer concernant la tranche des 25-45 ans, forces vives pour l'avenir des territoires. “Les grandes métropoles siphonnent ces générations. Les territoires doivent créer les conditions de l'attractivité. Comment ? En créant une attractivité fiscale, en réfléchissant aux infrastructures, en favorisant la création d'activités privées dans les secteurs attractifs économiquement”, décrit Pierre Sabatier, ingénieur agronome, entrepreneur et économiste. Les critères sur lesquels agir ? “La qualité des écoles et de l'éducation, l'offre de logement avec le calme et l'espace ainsi que l'offre culturelle”. L'esthétique peut aussi déterminer le choix d'une installation dans les Landes. “Les entrepreneurs doivent avoir une vision du monde qui vient définir leur place et donner du sens. Les entreprises connectées de petite taille génèrent plus de proximité avec leurs collaborateurs, donc plus d'engagement et d'adhésion. Elles répondent mieux aux aspirations actuelles. Elles doivent laisser de la liberté, avoir confiance, offrir plus d'écoute et de place à l'initiative pour attirer les 25-45 ans. En somme, l'entreprise doit faire sa révolution.”

- Des partenariats pour marquer l'ancrage territorial

D'après l'étude *Impact Entreprises & Territoires (2021)*, précitée, 93% des entreprises sont tout à fait d'accord pour nouer des partenariats sur leur territoire "pour favoriser leur ancrage local."

93% des entreprises sont tout à fait d'accord pour nouer des partenariats sur leur territoire "pour favoriser leur ancrage local. «d'après l'étude *Impact Entreprises & Territoires (2021)*).

En France, le Groupe Euralis comme ses marques, Maison Montfort et Lidea, sponsorisent des clubs sportifs emblématiques dans les Pyrénées-Atlantiques, le territoire où il est implanté : rugby avec la Section Paloise, basket avec l'Élan Béarnais Pau Lacq Orthez, (EBPLO), Billère Handball, football avec le Pau FC ou encore équitation avec le Concours 5 Étoiles.

Affichage des logos sur les tenues des joueurs ou dans les stades et salles de sport ou organisation d'événements spécifiques après les matches sont des occasions de gagner en notoriété et de soutenir les clubs.

Cette coopérative agricole soutient aussi financièrement l'Orchestre de Pau Pays de Béarn et permet ainsi à ses collaborateurs basés à Lescar d'assister à des concerts, parfois suivis de dîners.

Euralis choisit ses partenaires en fonction des valeurs qu'ils partagent avec le Groupe, notamment la proximité, l'ouverture et la simplicité.

 **Maison Montfort, une marque ancrée dans le sud-ouest à travers des partenariats sportifs**

Bruno Traverse, DG d'Euralis Gastronomie, témoigne : "Maison

Montfort a organisé 10 parrainages de match sur la saison avec la Section Paloise, l'Élan Béarnais, le Pau FC et le BHB. Ces initiatives ont permis une visibilité importante en touchant le public des stades (18 300 supporters par match pour le rugby et 7 700 pour le basket) et des réseaux sociaux (plus de 500 000 personnes sur toutes les actions). À cela, s'ajoutent les quelque millions de téléspectateurs qui ont suivi les rencontres via les retransmissions TV. Notre objectif est d'augmenter encore la notoriété de Maison Montfort, une marque ancrée dans le Sud-Ouest mais que l'on retrouve partout en France."

- Basket Landes, acteur engagé pour son territoire

Le club de basket de Ligue féminine valorise son territoire en nouant des partenariats avec des entreprises landaises de toutes tailles : le groupe agroalimentaire Aqualande et sa marque Ovive, le Domaine de Marquestau & Co, producteur d'armagnac installé en milieu rural...



© Basket Landes - Officiel sur Facebook

Basket Landes, des partenariats pour valoriser son territoire

Fédérateur de toutes catégories socio-professionnelles, le club a affrété des trains pour emmener ses supporters (entrepreneurs, habitants, bénévoles du club...) pour soutenir son équipe en 2022 et en 2023 en finale de la Coupe de France à Bercy.

Comme nous l'avons vu, l'entreprise actrice d'un écosystème sur son territoire peut être

source d'épanouissement pour ses salariés et les habitants. Pour attirer des talents, elle valorise bien souvent ce même territoire comme une composante de sa marque employeur.

2 - Le territoire composante de la marque employeur

Les services de ressources humaines ont dû s'adapter à un monde du travail en évolution. On ne recrute plus aujourd'hui comme hier. Les entreprises doivent donc agir sur des leviers additionnels.

● Le développement local et le territoire intégrés à la marque employeur pour donner du sens

Pour accompagner leur recrutement, les entreprises développent de plus en plus leur marque employeur. Elles doivent construire une image fiable de recruteur et cela passe par l'élaboration d'une marque employeur. Outre les valeurs et les conditions de travail, ces dernières s'appuient sur le territoire et ses richesses ainsi que la qualité de vie.

“Nos valeurs coopératives de solidarité, de développement local, de produits sûrs et sains ont vraiment du sens. (...) Nous œuvrons pour attirer de nouveaux collaborateurs et fidéliser nos salariés. (...) Nous recrutons surtout des gens qui veulent donner du sens à leur travail et qui ont le goût de la performance. (...) Nous revoyons nos organisations de travail pour correspondre aux attentes des candidats tout en maintenant évidemment la performance des activités”, explique Valérie Lamothe, DRH du pôle aval (volailles et gastronomie) du groupe coopératif Maïsador⁵⁸⁷.



“La Bretagne comme port d'attache, le monde pour horizon”

Le site Happy to meet you⁵⁸⁸ présente la stratégie de marque employeur du groupe Sill, fédération de PME dans l'agroalimentaire basée dans le Finistère. Le groupe “a fait le choix, pour les visuels de son site, non seulement de mettre en avant son laboratoire (pour l'aspect

‘innovation’), mais aussi son territoire, le pays des Abers. Le site comporte ainsi des clichés 100% terroir : phare, rivière, champ de vaches, Crozon... Tout cela vient appuyer le discours sur la valorisation des produits de tradition et permet d'affirmer l'identité de la marque. Pour autant, pas question de négliger le discours relatif au développement à l'international ! Là encore, le groupe tire parti de son implantation, en affirmant que c'est son appartenance à un pays de marins qui le rend «naturellement ouvert sur le monde.”

Des plateformes se sont spécialisées dans l'accompagnement des entreprises à la mise en place de leur marque employeur à l'instar de Welcome to the Jungle ou Happy to meet you, cabinet de recrutement et agence marque employeur travaillant sur toute la France depuis Rennes, Nantes, Paris et Brest.

Ainsi, la startup nantaise iAdvize, sur sa page web «bureaux» met en avant les atouts de son territoire pour attirer et fidéliser les candidats. Pour cela, elle mise tant sur la proximité de l'eau (la mer mais aussi la Loire) que sur le dynamisme de Nantes et les espaces-temps de convivialité. *“Ses astuces ? Donner des chiffres tout d'abord ('5 mn à pied de l'hypercentre', '40 minutes de voiture'). Mais aussi une petite liste des endroits fétiches des collaborateurs : le bar sympa fréquenté après le travail, la salle de sport dans laquelle s'entraîne l'équipe de foot, ou encore la salle de concerts Stereolux à proximité des Machines de l'Île.”* indique le site Happy to meet you. Ce faisant, l'entreprise permet aux candidats de se projeter concrètement sur un territoire et d'évaluer si l'emploi proposé sur le territoire est en mesure de combler ses aspirations.



Des incubateurs de startup locaux, l'émergence de nouveaux modèles

Comme l'expliquent Nathalie Massé, manageuse de l'innovation au Crédit Agricole Atlantique Vendée, et Lucie

Hermouet, intrapreneuse dans la même structure, “Villages By CA” sont des accélérateurs de startups dans une cinquantaine de lieux, avec des modèles économiques indépendants et des gestionnaires qui sont des collaborateurs salariés ou indépendants. Ils accompagnent les startups à potentiels partenariats locaux, et de création d'emploi. Ces incubateurs poussent de nouveaux modèles, avec pas loin de 3 000 startups. L'état d'esprit est antagoniste de Station F, puisque l'écosystème est ancré dans le territoire.

3 - Aspirations professionnelles et territoires : une combinaison vers le bonheur ?

- La recherche de l'équilibre vie professionnelle/vie personnelle accentuée par la crise de la Covid-19

D'après la seconde édition du baromètre des territoires (2021), ainsi qu'une analyse de l'Institut Montaigne⁵⁸⁹ :

- 78% des Français se disent heureux voire très heureux pour 38 %. Et même après deux crises majeures ;
- 70% estiment avoir trouvé une vie équilibrée entre temps de vie personnelle, familiale, sociale et professionnelle ;
- 66% trouvent qu'il fait bon vivre dans leur quartier ou leur commune et le même pourcentage estime que l'endroit où ils vivent va plutôt bien.

Le baromètre des territoires indique aussi qu'après la crise sanitaire, les Français aspirent à être bien chez eux.

Pourtant quand les évaluations sont rapportées au travail ; à l'emploi et au dynamisme économique, les chiffres baissent. Seulement 18% des habitants des zones rurales estiment qu'il y a de plus en plus de créations d'entreprises (contre 31% dans les agglomérations) et que les commerces qui ferment sont rouverts rapidement (39% dans l'agglomération parisienne et 30% dans les autres grandes agglomérations).

des Français

ont déménagé pour concilier leurs aspirations personnelles et professionnelles suite à la crise de la Covid-19. 19% ont également envie de franchir le pas, d'après la seconde édition du baromètre des territoires de l'Institut Montaigne.

8%

Par ailleurs, suite à la crise de la Covid-19, 8% des Français ont déménagé pour concilier leurs aspirations personnelles et professionnelles. 19% ont également envie de franchir le pas, encore faut-il que toutes les conditions puissent être réunies.

Dans la recherche de l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée permettant de s'épanouir sur un territoire, le télétravail semble pouvoir être une variable d'ajustement. Pendant la crise sanitaire de la Covid-19, 53% des habitants de l'agglomération parisienne et 42% de ceux des autres agglomérations (+ de 100 000 habitants) ont pu pratiquer le télétravail quand seulement 30% y ont eu accès en agglomérations de taille moyenne et zones rurales.

Trouver son équilibre vie professionnelle / vie personnelle



© Culture RH



Une bascule en télétravail réussie chez EDF

Comme l'explique Julie Lacombe, attachée de direction chez EDF, EDF Commerce a opéré une expérimentation du télétravail 1 an avant la crise sanitaire, pour les conseillers clientèle. Lors

de la pandémie, la bascule en télétravail s'est faite rapidement, avec une attention marquée de ne pas abîmer le lien social. Post-Covid-19, le télétravail est resté autorisé jusqu'à 2 ou 3 jours par semaine, avec pour préalable la construction de "projets d'équipe", pour définir les rythmes, les points de rencontre, ce qui pouvait être fait à distance ou sur place. En particulier, au moins 1 journée de présence partagée de toute l'équipe peut être mise en place. Un effort a été fait pour faire évoluer en même temps les pratiques managériales.

S'installer sur un territoire implique donc d'emporter avec soi son travail ou son emploi ou bien de rechercher un emploi localement pour pouvoir s'établir. Dans cette recherche de transition, les Agences d'attractivité peuvent être des accompagnateurs précieux facilitant l'intégration de nouveaux venus.

- **Les agences d'attractivité pour développer les territoires**

Pour accompagner cette convergence entre aspirations professionnelles et territoires, les agences d'attractivité se développent. Elles étaient 29 en France en 2020 d'après le CNER⁵⁹⁰ (fédération des agences de développement économique et lieu de réunion des professionnels du développement économique territorial et de l'aménagement du territoire). Initiées par des régions, des départements, des métropoles ou même des intercommunalités, elles se situent à la croisée de l'attractivité économique et de l'attractivité touristique.

Au-delà de la création d'agences d'attractivité et de l'élargissement des missions d'organismes de promotion de la destination à l'attractivité, l'étude du CNER met en exergue :

- La fusion entre agences de développement économique et organismes de promotion de la destination (offices de tourisme, comme Toulouse a tout, Vaucluse Provence Attractivité, Landes Attractivité née en 2022) ;
- Le repositionnement des agences de développement économique.

Côté résultats :

- 70 projets de développement d'activités

d'entreprises déjà présentes sur un territoire ont abouti en 2019. Ceci correspond à une moyenne de 802 emplois et surtout au maintien ou à la création de 8,5 emplois en moyenne.

- 38 projets d'implantation d'entreprises dans un territoire pour 1 043 emplois.



Envie de changer et de s'installer au vert ?

L'agence d'attractivité Redon en Bretagne a créé un guide d'accueil des nouveaux arrivants, faisant la part belle aux richesses du territoire. "Vivre à #RedonVilleetAgglomération, c'est bénéficier des avantages de la campagne avec le confort urbain. Vous venez en famille ? Du job de votre conjoint à la garde de vos enfants en passant par le logement nous vous accompagnons ! Tout est mis en œuvre pour faciliter l'intégration dans le territoire. (...) Vous débutez une nouvelle aventure professionnelle sur le pays de Redon et vous avez besoin d'aide pour faciliter votre installation ?⁵⁹¹"

Forum emploi/formation au sein de l'agence d'attractivité Redon en Bretagne



L'agence d'attractivité accompagne les nouveaux arrivants du début à l'aboutissement d'un projet : découverte du territoire, emploi du conjoint, logement, scolarité, activités sportives et culturelles... Le site internet est également un portail vers l'emploi sur le territoire.

Dans ce contexte, la relocalisation d'entreprises, industries et emplois est une plus-value certaine pour redynamiser l'activité économique et attirer les populations.

3B4 | Relocaliser l'emploi, pour des territoires plus heureux

Une nouvelle stratégie s'opère en France suite à une nouvelle donne imposée par l'économie mondiale soumise à de forts soubresauts (pandémie de la Covid-19, guerre en Ukraine...). La France n'a pas échappé au phénomène et il est apparu indispensable de ramener des activités dans le pays et donc de développer l'emploi sur tous les territoires. Un mouvement entamé dans les années 90 et qui s'accélère aujourd'hui.

Travailler pour ces sociétés françaises qui font le choix de relocaliser leur production peut apporter un sentiment de sécurité aux individus, voire même de fierté d'œuvrer pour ces entreprises redevenues locales. Et ce phénomène converge avec l'envie de plus en plus forte de consommer local.

1 - La relocation des entreprises en France amorcée

- D'une stratégie de faibles coûts à un investissement sur le long terme dans les territoires

Pandémie de la Covid-19, guerre en Ukraine, hausse des prix de l'énergie et des matières premières... ont mis en lumière un retour indispensable à la fabrication et production en France pour éviter les ruptures d'approvisionnement. La délocalisation pour des coûts de production plus faibles a vécu⁵⁹²... Le mouvement inverse est engagé d'autant que la numérisation des outils de production combinée à l'innovation lève d'anciens freins nuisibles à la compétitivité et à la performance.

En parallèle, cette mutation économique est soutenue par un Français qui veut consommer français et qui est attaché à son territoire⁵⁹³. Cela fait écho à la campagne publicitaire "Nos emplettes sont nos emplois" initiée par les Chambres de Commerce et d'Industrie en 1993 pour inciter les citoyens à consommer français⁵⁹⁴.

Ainsi, France 2030, le plan d'investissements doté de 54 milliards d'euros pour rattraper

le retard industriel français, ambitionne de redonner au pays une industrie forte, en phase avec les enjeux technologiques et sociétaux.

54 milliards d'euros : c'est le montant de France 2030, le plan d'investissements pour rattraper le retard industriel français.

La Banque Publique d'Investissements (Bpifrance) accompagne des projets de relocalisation tels que ceux de l'entreprise mosellane Acreos, spécialisée dans les simulateurs pédagogiques de conduite d'engins lourds, la société de textiles technologiques Chamatex et son usine de chaussures de sport en Ardèche partenaires de Salomon, Babolat et Millet. Il s'agit à chaque fois d'activités très innovantes et fortement automatisées.

782 projets de relocalisation et de développement d'activités soutenus par le plan France Relance.

Par ailleurs, le plan France Relance du gouvernement soutient plus de 782 projets⁵⁹⁵ de relocalisation et de développement d'activités notamment dans l'agroalimentaire, la santé, l'électronique et le textile. A la clef, près de 100 000 emplois créés ou confortés. Parmi ces derniers figurent ceux de Petit Bateau (Aube), Tricot Saint-James (Manche), Safilin (Pas-de-Calais) ou Velcorex (Haut-Rhin)⁵⁹⁶.



Thevenon en Auvergne : relocaliser des emplois dans le textile

C'est le pari fou réalisé par l'entreprise auvergnate Thevenon⁵⁹⁷, spécialisée dans le tissu d'ameublement haut de gamme.

Thevenon investit dans un nouvel atelier au Puy-en-Velay afin de réimplanter le savoir-faire textile sur le territoire. A la clef une quinzaine d'emplois créés dès cette année. À terme, une centaine de personnes devraient être recrutées. "Je suis en reconversion et je recherche un métier manuel", explique une candidate venue postuler. Les heureux élus suivront une formation de trois mois pour devenir couturiers.

Si les relocalisations sont effectives, c'est la possibilité pour les territoires d'offrir une variété de possibilités d'ancrage à travers des emplois manuels, d'autres plus techniques, et d'autres encore d'encadrement dans différents secteurs. Les relocalisations sont donc une carte à jouer pour concilier emploi et modes de vie heureux sur les territoires et certains outils permettent de faciliter ce processus.

● Un outil pour relocaliser ou fabriquer en France

La plateforme La Source Française⁵⁹⁸ ne cesse de se développer depuis sa création en 2022. Fondée par Tiphaine Chouillet et Benjamin Lasserre, elle met en relation des entreprises et des fabricants français. Plus de 1 500 industriels y sont inscrits et La Source Française a déjà accompagné plus de 224 entreprises dans leur recherche de fabricants français.

224 **entreprises** accompagnées dans leur recherche de fabricants français par la plateforme La Source Française.

Les deux fondateurs prônent un retour à une production de proximité. La Source Française couvre maints secteurs (mode, maison, jouets, beauté, mobilité, loisirs...). 200 projets ont été impulsés en un an, notamment pour des PME comme Viahero (fabricant de sacs) ou Émile Henry (céramiques culinaires).

LA VALLÉE DU BIJOU DANS LA DRÔME

© La Source Française



La Source Française valorise les savoir-faire des régions, comme les métiers de la bijouterie dans la Drôme

Relocaliser les industries et entreprises en France, c'est contribuer à l'emploi sur les territoires et permettre à des personnes de s'y établir ou d'y rester et de s'y épanouir. Mais c'est aussi cultiver la fierté d'une fabrication française et l'économie locale. C'est aussi tout ce que véhicule le Made in France.

2 - Le Made in France plébiscité

Créé en 2012, le salon du Made in France fait la promotion du savoir-faire des entreprises, tous secteurs confondus et de toutes tailles, qui fabriquent en France et créent ainsi de la richesse et de l'emploi sur le territoire.

D'année en année, le salon organisé à Paris et Lyon ne cesse de voir sa fréquentation augmenter.

Le Made In France est source de valeur ajoutée durable, d'emploi, de dynamisme, d'espoir et de belles histoires. L'indication "Made in France" s'avère aujourd'hui déterminante.

● Le textile français renaît de ses cendres

Le secteur du textile, par exemple, mise sur le Made in France après 50 ans de délocalisation se soldant par des pertes d'emplois massives. En effet, "Depuis les années 1970, les effectifs dans le secteur du textile-habillement-cuir-chaussure⁵⁹⁹ ont fortement diminué, passant de 764 000 en 1970 (...) à moins de 115 000 en 2012. (...) En 2013, selon l'INSEE, on dénombre un peu plus de 108 000 salariés dont 60 %

dans le textile et 40 % dans l'habillement. (...) Depuis 1995, 60 % des entreprises dans l'habillement et 50 % des entreprises dans le textile ont disparu et les effectifs se sont effondrés. » peut-on lire dans l'article L'innovation à l'épreuve des délocalisations : le cas de l'industrie textile en France, de Dalila Messaoudi (2015).

Le marché de la chaussette made in France en progression



Pour illustrer, prenons le marché de la chaussette qui progresse et a affiché un taux de croissance de 2,5% en 2020 malgré les deux confinements : environ 340 millions de paires vendues par an dont 95% importées. L'entreprise Labonal représente 0,8% de ce marché et fait ainsi vivre 100 familles en Alsace. Les fabricants français misent sur le Made in France qui séduit les Français et l'export (Le Slip français, Bonne Maison, Berthe aux Grands Pieds...) ainsi que la relocalisation, à l'image de celle de la société Broussaud. Plus d'une vingtaine de nouvelles marques (Atelier St Eustache, Archiduchesse, Chaussettes Orpheline, Badelaine...) sont apparues ces dernières années.

● Du Made in France au Made in Région ?

De surcroît, le Made in France flirte avec l'économie circulaire (3C). Cela accentue encore davantage l'importance de l'ancrage territorial des entreprises et les possibilités offertes en termes d'emplois et de transition professionnelle choisie.

“

Plus que le Made in France, c'est désormais le Made in Région qui attire les Français !

Nicolas Cohen,
fondateur de A Little Market

Par exemple, la marque de montres Routine a pour objectif de relocaliser une filière horlogère durable en Franche-Comté. Depuis 2016, la marque est associée à treize ateliers partenaires implantés en France et possède le label Origine France Garantie. Ensemble, ils veulent créer des montres éco-conçues et réparables destinées à durer. Leurs multiples partenariats visent à réduire l'empreinte carbone de la marque.



La sécurité alimentaire, fierté du territoire et des habitants, et soutien au Made in Région

En phase avec le programme de la BPI 2030, La Réunion lance son plan «Être en sécurité alimentaire 2030». D'ores et déjà, le taux de couverture alimentaire est de 60%. Pour aller plus loin, un label départemental 100% La Réunion a été créé pour valoriser ce qui est fait avec des produits à 100% de l'île. Il en résulte déjà un échantillon de 500 produits. Les producteurs comme les habitants en retirent la fierté d'un produit 100% local. Pour arriver à cela, le département met en relation des acteurs locaux. Ainsi, un créateur de confiture a été connecté à un producteur de sel à Saint Lau, avec qui il a pu obtenir le label.

En outre, dès 2016, Nicolas Cohen, l'un des fondateurs de A Little Market expliquait dans Le Figaro⁶⁰⁰ *«Depuis peu, nous constatons une attirance encore plus forte pour les produits régionaux : les Français sont à la recherche d'une plus grande transparence et d'une traçabilité plus précise de ce qu'ils consomment. Plus que le Made in France, c'est désormais le Made in Région qui les attire !»*. Rappelons que A Little Market était une plateforme française de produits faits

à la main lancée en décembre 2008. Des artisans créateurs pouvaient vendre en ligne leurs créations directement à des acheteurs. L'entreprise a été rachetée par Etsy.



Développer le Made in Région pour revitaliser les territoires.

Made in France, relocalisation, donnent aux projets d'entreprises le pouvoir de redynamiser un territoire et d'offrir des opportunités de travail et d'ancrage. Dans le même temps, l'évolution des manières de travailler représente aussi une variable d'ajustement importante pour concilier choix de vie et projet professionnel.

3B5 | **Télétravail, coworking, tiers-lieux, manufactures de proximité... : concilier territoires, travail et bonheur**

Les manières de travailler ont fortement évolué ces dernières années. Différentes solutions ont vu le jour. Parmi ces pistes pour avoir une existence plus douce : VivrOVert, une plateforme pour choisir son nouveau territoire de travail et de vie, les tiers-lieux qui se multiplient, le télétravail qui a redoublé depuis la crise de la Covid-19, le coworking ou corpoworking, le flex office. De nouveaux espaces de travail sont nés.

1 - Le télétravail, une organisation à mettre en place de façon concertée

● Le télétravail : une organisation en soi

Créée en 2018, Incitu accompagne et valorise les bonnes pratiques en termes d'organisation du travail notamment.

Et d'après Stéphane Théry, responsable du développement du programme de labellisation Work In Work Out (WIWO), *“en 2023, plus que jamais le télétravail se doit d'être installé comme une évolution en profondeur au sein de l'entreprise. Le télétravail n'est pas une solution à un problème, mais bien une organisation en soi”*⁶⁰¹.

Incitu propose donc à travers son programme WIWO, de valoriser les bonnes pratiques du télétravail constatées dans les différentes

structures. Ce label se veut une reconnaissance “promotion” et non “sanction”.

Et pour compléter, Xavier de Mazenod, fondateur du média Zevillage.net dédié au futur du travail et du premier tiers-lieu en milieu rural dans l'Orne il y a près de vingt ans, estime que *“le télétravail n'est pas un avantage social, c'est un mode d'organisation sur la base du volontariat. Les employeurs comprennent que pour garder leurs talents, il faut les écouter et leur donner ce qu'ils veulent, en commençant par des jours de télétravail. Aujourd'hui, tous les chefs d'entreprise l'autorisent car cela leur permet de réduire les surfaces de bureaux et ils ont des salariés plus heureux et plus productifs.”*

● L'impact du télétravail sur l'épanouissement

D'après l'enquête de La Fabrique Spinoza⁶⁰² & Institut Think & Norstat sur la QV2T (Qualité de Vie au Travail et Télétravail) lors de la 3e vague de janvier 2022, 66% des collaborateurs (présentiels, hybrides et “fullremote”) interrogés sont globalement satisfaits de leur situation professionnelle. L'équilibre du travail hybride n'est donc que partiellement atteint en termes d'épanouissement.

Les études convergent pour affirmer que l'un des critères fondamentaux de l'épanouissement

hybride est la fréquence de télétravail (dans l'absolu), mais aussi la capacité à la choisir. L'enquête QV2T précédente observe une baisse de la satisfaction relative à la fréquence de télétravail en 2021, passant de 82 % en septembre, à 75 % en novembre, puis à 67 % en janvier 2022.

Le choix de la fréquence de télétravail plutôt que le fait de la subir est essentiel. De même, la mise en place du télétravail doit se faire de façon concertée pour faciliter l'organisation du travail et donner du sens à la venue sur site.

De son côté, l'Institut Top Employers qui certifie les entreprises humanistes dans leur gestion des collaborateurs mesure que pour 53% des entreprises "Top Employers France", les collaborateurs sont autonomes dans le choix de leurs horaires et lieux de travail.

● Télétravailler et s'investir sur son territoire pour être heureux

Lorsqu'un individu arrive sur un nouveau territoire et qu'il a fait le choix du télétravail, pour s'intégrer à la vie locale, il doit s'investir dans la vie locale et devenir un acteur de son territoire.



**Un juste milieu à trouver
- l'opportunité ratée de la
réhabilitation des cafés**

“Il y a un juste milieu à trouver pour éviter la centralité et la gentrification. Il ne faut pas que l'attractivité déployée

fasse fuir et remplace les populations en place. Concernant les tiers-lieux qui peuvent accueillir des télétravailleurs, on y a mis beaucoup de moyens quand on aurait pu réhabiliter les cafés” selon Dominique Valentin, CEO VivrOvert et Relais d'Entreprises.

“Certains se voient plus en milieu rural car la population y est moins dense, les habitants se repèrent plus facilement. Mais tout dépend de l'état d'esprit de chacun. Si un nouvel arrivant prend la posture 'je vais vous apprendre à vivre et comment cultiver aux locaux' ça se passera mal. Pour se faire accepter il faut faire le premier geste”, estime Xavier de Mazenod, fondateur du média Zevillage.net.

Et il poursuit : *“le risque de désocialisation lié au télétravail c'est du pipeau. Il existe quand la mise en place du télétravail est mal ou pas gérée. Il y a d'ailleurs très peu d'échecs de télétravail et ce mode de travail reste réversible. Ce qui manque aux salariés en télétravail, ce sont les derniers potins, la vie des gens, ce qui fait la chair du lien social dans l'entreprise, c'est la fonction de la machine à café.”*

Nous pouvons donc en déduire que pour être heureux sur un nouveau territoire, l'individu peut certes télétravailler mais il doit aussi tisser les liens avec la communauté locale pour préserver et entretenir son bien-être. En termes de télétravail, il peut opter pour différents formats : télétravail de la maison, corpworking, coworking, flexoffice ...

Télétravailler en préservant le lien social



2 - Vers de nouveaux espaces pour travailler

Les espaces de travail non traditionnels sont aujourd'hui en pleine expansion ! Si le phénomène est né dans les années 2000 avec le développement du coworking, la crise sanitaire de la Covid-19 est venue accélérer le phénomène de façon exponentielle.

William Willems, directeur de la marque de coworking Regus en Belgique, confiait aux colonnes de La Libre en décembre 2021 que *“les espaces flexibles représentent 3,2% des surfaces de bureaux et ils incarnent un potentiel de 10% à horizon 5 ans.”*

Dans un article du Monde⁶⁰³ (2022) Emeline Cazi écrivait, *“à l'automne prochain les 4 000 cadres parisiens de CGI, une société de services numériques, 11 000 salariés en France, occuperont 5 des 14 niveaux que compte le Carré Michelet, un immeuble entièrement rénové à la Défense, dans les Hauts-de-Seine. Au passage, le groupe aura réuni toutes ses équipes au même endroit, lesquelles travailleront pour beaucoup en flex office, c'est-à-dire sans bureau fixe, et aura sérieusement réduit ses mètres carrés. D'ici à 2025, lorsque Total occupera, en face, les deux tours dessinées par Philippe Chiambaretta, les employés du siège travailleront, eux aussi, dans des locaux immaculés, avec des espaces ‘ouverts sur la ville’, un jardin paysager sur le toit, mais, là encore, dans un peu moins grand - 130 000 mètres carrés, tout de même.”*

- Le corpoworking ou le coworking en entreprise

Le corpoworking



Le corpoworking est la contraction des mots corporate et working. Le terme désigne un espace de coworking qui prend place au sein des locaux d'une entreprise. Cette dernière accueille donc dans ses locaux d'autres travailleurs que ses salariés.

Les entreprises orientent leurs stratégies RH sur les nouvelles organisations du travail⁶⁰⁴ afin de conserver leurs talents, minimiser leurs coûts, mais aussi et surtout de gagner en agilité. Elles développent aussi parfois le concept de *corpworking*.

“Action Logement soutient ce mouvement” précise Dominique Valentin, CEO de VivrOVert et de Relais d'Entreprises. Et la structure a annoncé “l'ouverture au premier semestre 2023 des deux premiers espaces de corpworking, à Gimont (Gers) et au sein de la future Cité Internationale des Chercheurs à Toulouse, ainsi que l'ouverture prochaine de cinq autres lieux. Co-construit avec les parties prenantes (collectivités, entreprises, partenaires sociaux), ce projet est mené en partenariat avec la Région Occitanie, Toulouse Métropole et l'Ademe. Le corpworking est un tiers-lieu qui a pour but de proposer le «bureau près de chez soi, à moins de 15 minutes du lieu de résidence des télétravailleurs des entreprises adhérentes.”⁶⁰⁵



© Ubiq

Le corpoworking ou le développement du coworking au sein même des entreprises

Le partage d'un même espace de travail entre plusieurs structures se démocratise en France. C'est ainsi qu'EDF a mis en place un type de contrat *“Mon job en proximité”* qui permet aux gens de travailler sur des sites qui ne sont pas de leur entité de rattachement, y compris les sites de production d'électricité. Comme l'explique Julie Lacombe, attachée de direction chez EDF, le succès a été au rendez-vous car le dispositif permet de concilier un temps de trajet réduit, et la socialisation avec des collègues même s'ils ne sont pas de la même entité. Cela a également permis de générer de la transversalité en interne chez EDF.



Une partie de l'espace tertiaire est à disposition suite aux économies d'espace résultant du télétravail.

Le télétravail peut d'ailleurs favoriser les opportunités de coworking, du fait qu'il crée des espaces vacants. Comme l'expliquent Nathalie Massé, manageuse de l'innovation chez Crédit Agricole Atlantique Vendée, et Lucie Hermouet, intrapreneuse dans la même structure, la mise à disposition de ressources foncières inexploitées dans les banques peut mieux servir leur territoire et environnement. Les expertes déclarent qu'un partage de ces ressources est envisageable avec les autres entreprises et acteurs locaux. Les entreprises autres que les banques peuvent le réaliser aussi. Cela encourage les échanges entre les acteurs territoriaux. Les agences bancaires sont elles-mêmes des lieux se prêtant à cela. Toutefois, des obstacles de confidentialité et sécurité demeurent. Nathalie Massé et Lucie Hermouet indiquent d'ailleurs que des expérimentations sont en préparation : le Crédit Agricole Atlantique Vendée est en cours d'analyse pour d'autres agences qui rempliraient les conditions adéquates pour tester l'accueil d'un tiers-lieu en leur sein.

● Le flex office



Le flex office⁶⁰⁶

Le flex office est une version moderne de l'organisation sur le lieu de travail. Appelé aussi bureau flexible, ce nouveau mode de management est basé sur la confiance plutôt que sur le contrôle, et sur le bien-être au travail.

Le flex office aussi nommé flex desk est l'absence de bureau attitré. L'employé peut travailler dans un nouvel espace de travail chaque jour, dans un open space, une salle de réunion, une salle de coworking... et même chez lui. Car il comprend également le télétravail.

Le *flex office* serait une solution à mi-chemin entre travail au bureau et travail à distance. Elle conjugue à la fois la rationalisation de l'espace de l'entreprise dans un contexte où le télétravail s'est développé, avec l'organisation du salarié.

Ce nouvel environnement de travail moderne change la qualité de vie au travail et s'inscrit idéalement dans un mode de travail collaboratif. L'individu devient un véritable travailleur nomade et il choisit son lieu de travail. Toutefois, travailler en *flex office* pourrait générer de l'insatisfaction, notamment parce que l'espace est impersonnel, les bureaux n'étant pas attitrés. Mais aussi parce qu'en cas de nécessité, il est plus difficile de réunir de grosses équipes, dans la mesure où l'entreprise ne dispose pas d'un poste de travail par personne.

Pourtant, d'après *Welcome to the jungle*⁶⁰⁷, le flex office séduit de plus en plus d'entreprises qui voient leurs bureaux désertés depuis la pandémie de Covid-19. D'après une étude Deskeo⁶⁰⁸(...), 16% des entreprises l'ont déjà mis en place et 55% l'envisagent sérieusement, notamment les grands groupes qui y voient un moyen de faire des économies sur leurs dépenses immobilières.

Et selon Dominique Valentin, CEO de VivroVert et Relais d'Entreprises, *"tant pour les travailleurs indépendants que pour les entreprises, un bien immobilier peu ou mal utilisé est remis en question. Aujourd'hui les entrepreneurs veulent ne payer que l'usage et le bail opéré."*

● Le coworking

Alexandre Foatelli, rédacteur en chef de République Workplace Le Média, propose une radiographie de l'offre de coworking en France⁶⁰⁹.

D'après son état des lieux, les salariés qui ont expérimenté le *home-office* plébiscitent cette nouvelle autonomie et apprécient de passer moins de temps dans les transports car il impacte grandement les niveaux de fatigue et de stress. Le télétravail participe donc à l'équilibre vie professionnelle / vie personnelle des collaborateurs.

Travailler depuis son domicile n'est tout de même pas la panacée. De nombreuses études réalisées pendant et après le confinement, dont *Nouveaux espaces et (ré)engagement des collaborateurs* de La Fabrique Spinoza (2022)⁶¹⁰ ont en effet mis en lumière des conditions de travail pas toujours optimales (matériel inadapté, mauvaise ergonomie, pas d'espace dédié) et des risques psycho-sociaux bien réels tels que la surcharge cognitive, le blurring (débordement du travail sur la vie personnelle), le stress généré par un management à distance parfois trop contrôlant sans oublier, bien sûr, la sensation d'isolement et l'affaiblissement des relations interpersonnelles.

La solution semble donc se trouver dans l'adoption d'un modèle hybride mêlant présentiel et *distanciel*, avec des néo-télétravailleurs exerçant non pas depuis leur domicile mais depuis des espaces de *coworking* qui proposent un environnement professionnel, adapté et convivial.

3 - Les tiers-lieux : faire converger les aspirations des individus et des territoires

- **Investir un tiers-lieu pour télétravailler, une solution pour s'épanouir**

On construit sa vie autour du travail, souvent on y rencontre son conjoint et des amis. *“La fusion vie privée / vie professionnelle est une fausse bonne idée pour le bonheur, en tout cas elle est dangereuse”*, estime Dominique Valentin. Le télétravail à domicile peut en effet engendrer un repli sur soi.

En revanche, le télétravailleur qui fréquente un tiers-lieu s'inscrit davantage dans une dynamique d'ancrage dans son territoire. Le tiers-lieu constitue alors un lieu de sociabilisation.

Le télétravail est aussi l'antichambre de l'entrepreneuriat car le management fonctionne à la confiance et au résultat. De cette autonomie, peuvent parfois émerger des projets d'entreprises.

- **Les tiers-lieux : l'hybridation au service de la transformation du territoire**

“En 2021, on recensait 2 500 tiers-lieux. Aujourd'hui, il y en a probablement 3 à 4 000.

Ils regroupent ceux qui veulent se retrouver, diversifier leurs activités, faire émerger des démarches collectives et individuelles. Plus de la moitié sont situés en zone rurale et hors des métropoles. Chaque région a son maillage territorial de tiers-lieux et beaucoup d'associations ont envie d'en créer dans leur village car ce lieu participe du lien social, pour ancrer dans un territoire des populations, des activités. Chacun peut faire sa recette là où auparavant c'était cloisonné”, estime Ophélie Deyrolle, présidente du WIP, tiers-lieu situé à Colombelles dans le Calvados et secrétaire générale de l'Association Nationale des Tiers-Lieu (ANTL).

**3000
à
4000** tiers-lieux
en 2023 (probablement)
contre 2 500 tiers-lieux
en 2021.

L'une des bases des tiers-lieux reste la mutualisation des moyens et des ressources dans un même espace. Souvent pour les créer, on utilise des friches industrielles, des friches naturelles et on a recours au réemploi de matériaux de construction...

Ancré dans l'économie de la fonctionnalité (3C) et dans l'intelligence collective, le tiers-lieu est un lieu d'idéation, de design et d'expérimentation, accueillant souvent des espaces de *coworking*. De ce fait, il nourrit ceux qui y travaillent où y développent des projets. Par ailleurs, en rassemblant des entrepreneurs, des citoyens, des associations... il permet de résoudre des problématiques territoriales.

Toutefois, l'enjeu d'un tiers-lieu pour sa réussite reste son animation. La fonction de concierge est déterminante car c'est la personne qui met en lien les différentes parties prenantes.



Favoriser l'émergence d'acteurs conçus dès le début pour répliquer, comme le Laboratoire d'Intelligence Collective et Artificielle

Former un réseau de tiers-lieux, en fédérant différents territoires, constitue d'autant plus une piste de résolution des enjeux territoriaux. Blandine Calcio Gaudino, responsable du pôle Écosystèmes & Innovation de la Banque des Territoires, nous éclaire à ce sujet. Elle explique que dans le quartier des Chutes-Lavies (4ème arrondissement à Marseille), le LICA (Laboratoire d'Intelligence Collective et Artificielle) ouvre son Tiers-Lab des transitions, un tiers-lieu durable, dans une bastide du 18e siècle et ses 6 000 m² de parc. Une levée de fonds, dont l'objectif était de 3,5 millions d'euros, a été réalisée auprès d'investisseurs citoyens via la plateforme HelloAsso. L'experte déclare que ce nouveau lieu proposera notamment des services à destination des citoyens, des collectivités et des organisations pour les former et les éclairer sur les enjeux des transitions numérique ou climatique. Souhaitant jouer un rôle fédérateur au sein de ce nouvel écosystème, ce projet est conçu pour être reproduit sur d'autres territoires, afin de créer la plus large communauté possible de "transitionneurs" à l'échelle locale, européenne, internationale.

Les aspirations des individus peuvent alors converger avec celles du territoire, grâce au cadre épanouissant et "hybridant" qu'offrent les tiers-lieux.

● Les tiers-lieux, sources d'actions et de développement de compétences

D'après Ophélie Deyrolle, ce sont des espaces de dialogue où chacun peut apporter son histoire, sa pratique de communautés apprenantes, on y apporte et on y reçoit. Le tiers-lieu repose sur le «faire» et les expériences collectives. Les habitants du territoire en deviennent acteurs quand ils s'investissent dans un tiers-lieu. Toutes les générations y trouvent leur place. C'est le lieu des possibles même si tout ne réussira pas. Un endroit pour tester et un lieu d'accueil inconditionnel de la parole et des idées, des solutions. D'autres contribuent aux propositions. C'est aussi un lieu d'intégration où chacun apporte une identité culturelle, sans être jugé.

De surcroît, la pratique et l'expérimentation sont au cœur des tiers-lieux, ce qui en fait des espaces permettant à la fois aux collaborateurs de s'ouvrir sur leur territoire tout en gagnant en compétences. Lucie Hermouet, intrapreneuse chez Crédit Agricole Atlantique Vendée, témoigne de son expérience. En pilotant le projet de tiers-lieu des Herbiers au sein de sa structure, elle a tissé un partenariat avec le Café des entrepreneuses, qui accompagne des femmes en création d'entreprise. Via ce projet, Lucie Hermouet explique avoir grandi en compétences et s'être développée au bénéfice du territoire et de son employeur. Elle explique également que pour les collaborateurs, c'est l'opportunité de faire différemment, de sortir du cadre, de prendre des risques, de s'acculturer, de découvrir de nouvelles choses, d'être reconnus, d'adopter de nouvelles trajectoires et de s'épanouir.

Dans un tiers-lieu, chacun s'implique et participe ainsi au bien-être sur son territoire mais également à son propre bien-être. *"L'épanouissement passe par une fabrication collective, un processus de construction sociale, projet collectif», précise Ophélie Deyrolle. Et elle poursuit : «Parce que les tiers-lieux sont des lieux de rencontres, d'échanges, de solidarité et de lien social, ils peuvent rendre les gens plus heureux. Ces derniers y sont considérés et reconnus pour ce qu'ils sont et non pour ce qu'on projette d'eux. Ils peuvent avoir une diversité de casquettes. Ils ont le droit de sortir de leur casquette habituelle avec la diversité d'activités.»*



vivrovert, la solution pour choisir où l'on veut vivre et travailler

Dès 2012, Dominique Valentin, un Ardennais installé près de Toulouse, crée VivrOvert, une plateforme d'informations destinée aux citoyens en quête de grand air. VivrOvert permet de faire converger les envies pour combiner un lieu de vie et de travail. Dans Les Échos, il expliquait «l'objectif est de

proposer un assistant numérique qui sélectionne des lieux de vie en toute objectivité, en radiographiant jusqu'à 60 critères tels l'ensoleillement, les infrastructures, le prix du mètre carré, l'offre culturelle, la couverture santé...»

Serait-ce l'outil pour provoquer un petit miracle dans la vie de citoyens désabusés

en quête d'une meilleure vie ? En tous cas, c'est une solution pragmatique. D'autres pistes pourraient permettre un meilleur épanouissement par le travail sur les territoires à l'instar des manufactures de proximité, d'Alliance Villes Emploi, de la plateforme digitale Lokaljob ou encore d'aménagements du temps de travail différents.

Les tiers-lieux, espaces hybrides plaçant les habitants en acteurs du territoire

© Mon Job de Sens



✓ Partenaire Pionnier

LOCAL CA VOUS

Local
CA VOUS | by 

L'accompagnement des transitions sur les territoires est au cœur du projet sociétal du Crédit Agricole, et il devient chaque jour plus clair qu'il est nécessaire de travailler avec un collectif large et diversifié pour trouver des solutions durables. C'est donc pour servir au mieux cet objectif et pour être toujours plus utile aux habitants et entreprises locale que l'expérimentation Tiers lieu Local CA Vous® a été lancée aux Herbiers.

Local CA Vous®, c'est une nouvelle façon d'accueillir les acteurs de la ville et de sa région dans un climat propice aux rencontres, de tisser des liens forts entre des personnes venant d'univers différents et qui ne se croisent pas ailleurs, et de faciliter l'émergence de projets collectifs pour créer de la valeur en local.

Ce tiers-lieu est ouvert à toutes et tous, et nous avons à cœur d'y créer un environnement où chacun trouvera des éléments qui l'aideront à comprendre et à s'engager dans les transitions agro-alimentaires et agricoles, numériques et sociales que nous sommes en train de vivre. Local CA Vous® un lieu d'ouverture pour aider à la coopération des acteurs locaux et engagé RSE.

La mission d'un tiers est de mettre en lien, de faire corps, impulser l'innovation qui permettra à un territoire de sortir du lot.

Le Local CA Vous® propose une programmation événementielle à destination des habitants et professionnels du territoire et un espace de travail partagé avec des bureaux ouverts à la location. Tout cela sera organisé pour faciliter la rencontre et le partage d'expériences. Un premier partenariat a été signé avec le Café des Entrepreneuses qui cherchait à s'implanter aux Herbiers. Leur objectif est d'aider les femmes entrepreneuses dans leur projet et de se sentir moins seules. Le Local CA Vous® héberge régulièrement leurs ateliers.

Et le mot de la fin :



Seul on va plus vite mais ensemble on va plus loin.

Espace créativité du Tiers lieu Local CA Vous des Herbiers



3B6 | De nouvelles modalités de travail pour s'épanouir sur les territoires

Vivre et travailler sur un territoire tout en étant heureux. Choisir de travailler à certaines périodes, choisir de travailler pour plusieurs entreprises. Les manufactures de proximité permettent d'exercer son métier tout en partageant des outils et un lieu ; Alliance Villes Emploi sert de courroie de transmission entre des demandeurs d'emploi, des collectivités, des entreprises et contribue ainsi à apporter du bonheur à chacun ; Lokaljob réunit les acteurs de l'emploi sur un même territoire ; temps partagé, emploi saisonnier... ; l'économie sociale et solidaire, d'autres solutions pour travailler comme un individu peut en voir envie et selon les besoins des entreprises.

1 - Les manières de travailler évoluent : temps partagé, temps partagés saisonniers...

Depuis quelques années, les entreprises mettent en place de nouvelles modalités de travail. L'une de ces pratiques, le temps partagé, existe depuis fort longtemps dans le milieu agricole puisqu'elle permet d'adapter le fonctionnement de l'entreprise à la saisonnalité des activités. Pourtant, elle peine à se faire une place dans d'autres secteurs qui pourraient bénéficier de nombreux avantages.

● Le travail à temps partagé pour favoriser l'ancrage territorial

Le recrutement est effectué par une entreprise tierce, l'Entreprise de Travail à Temps Partagé (ETTP). Cette dernière est donc l'employeur et elle établit le contrat de travail⁶¹³. Les entreprises ont recours aux ETTP pour répondre à leurs besoins soit à temps partiel soit à temps complet. À la différence du travail intérimaire qui pallie des besoins prédéfinis et restreints, le travail à temps partagé peut renforcer l'attractivité sur un territoire car il apporte une flexibilité et notamment sur la durée du travail. L'ETTP peut en effet proposer un salarié à temps partagé à plusieurs entreprises du même territoire. Pour l'individu, cela peut lui permettre d'avoir un emploi à temps

complet sans occuper forcément le même poste et fréquenter les mêmes collègues tous les jours. On peut donc considérer que cette pratique ouvre le champ des possibles professionnellement.



© Mer et Vie

Travailler à temps partagé pour un champ des possibles élargi sur son territoire



© Mer et Vie

Travailler à temps partagé pour un champ des possibles élargi sur son territoire



Le temps partagé : antidote contre la monotonie

Sur le site Stop à la routine⁶¹⁴, plusieurs salariés expliquent leur choix pour le travail à temps partagé. Pour Arnaud, dessinateur industriel : “La diversité des fonctions me permet d’avoir plus de recul et m’oblige à jongler avec les priorités : il est important d’aller à l’essentiel, il faut être méthodique et organisé...”

“Je vis à 200 % mon temps partagé comme un électron libre, sans jamais être confrontée à la monotonie” confie

Charlotte, qui occupe la fonction Web Marketing auprès de 3 P.M.E. de secteurs différents (immobilier – diététique – nautisme).

Sans oublier aussi que parfois, le temps partagé peut se conjuguer avec le travail saisonnier, notamment quand les activités de deux ou plusieurs entreprises ont des saisonnalités inversées⁶¹⁵.

● Le jobsharing, un atout

Un duo d'employés partage un même poste à temps plein, une responsabilité et le salaire de chacun est calculé selon le temps de travail, les compétences, l'ancienneté... Le jobsharing repose sur l'implication des deux individus, la loyauté du binôme et parfois la complémentarité de compétences pour avoir un mouton à 5 pattes ou plus⁶¹⁶.

Dans la même mouvance, on parle aussi de topsharing, pour un partage de décision ce qui réduirait la pression pour un seul individu et donc augmenterait la qualité de vie au travail.

Le jobsharing, un même poste et des compétences complémentaires



Le jobsharing pour un monde du travail plus juste

“Pour les salariés, l’attrait principal du jobsharing est lié au fait de pouvoir trouver un poste plus intéressant à temps partiel alors que ce dernier confine souvent sur certains types de

poste et peut rendre difficile le fait de faire carrière”, assure Irenka Krone, cofondatrice et directrice de l’association Suisse Part-Time Optimisation. “Alors que le temps partiel concerne majoritairement les femmes, ce modèle peut donc aussi être vu comme un levier pour rendre le monde du travail plus juste, en offrant à chacun et chacune l’opportunité d’occuper des postes à responsabilités.” peut-on lire sur le site de France Défi 2023⁶¹⁷.

Précurseur du jobsharing en France dans les années 90, la société Hewlett-Packard continue d'employer des collaborateurs en *jobsharing*. Malgré l'efficacité de cette pratique, rares sont les offres en jobsharing sur le marché de l'emploi français.

Pourtant, depuis la pandémie, le rapport au travail bouge, allant vers plus de flexibilité en matière de rythme de travail et de télétravail. Le *jobsharing* aura peut-être une place grandissante dans quelques temps dans les entreprises.

D'après un article d'Ariane Picoche pour *Welcome to the Jungle*⁶¹⁸, le jobsharing agit sur la rétention des talents. Sa flexibilité autant côté employeur que salarié offre aussi une forme de stabilité. Rappelons que la stabilité dans le travail est l'un des piliers pour que l'individu se sente bien et heureux dans un territoire.

2 - Le territoire, acteur de l'emploi

● **Lokaljob** : quand les acteurs d'un territoire s'allient pour y valoriser l'emploi

Lokaljob⁶¹⁹ est une plateforme digitale qui permet aux territoires de rendre leurs habitants acteurs. L'outil met en relation les entreprises locales (TPE et PME) et les habitants pour répondre aux besoins en recrutement.

Lokaljob, la plateforme pour valoriser l'emploi sur les territoires



Du côté des entreprises, elles gagnent en visibilité, recrutent plus vite, diminuent les coûts, jouissent d'une meilleure implication de leurs collaborateurs et ont une image attractive d'employeur.

Du côté des habitants, ils ont accès sur une seule plateforme à toutes les offres d'emploi autour de chez eux ou en tout cas sur le territoire qui les intéresse.

Lokaljob permet aussi aux habitants d'un territoire de recommander des personnes, de partager les offres sur leurs réseaux sociaux. Cette cooptation renforce les liens entre les habitants d'un même territoire et les citoyens peuvent devenir ambassadeurs de leur territoire.

● Alliance Villes Emploi, un soutien pour développer l'emploi et faire vivre le territoire

L'association, réseau national de collectivités locales ou structures associatives ou GIP paracollectivités, agit dans l'insertion/emploi et le développement local. Par son action, Alliance Villes Emploi contribue à améliorer le bien-être des personnes grâce à leur insertion socio-professionnelle.

Alliance Villes Emploi fait en sorte que les entreprises puissent être accompagnées par différents leviers (RH, numérique, transition écologique). L'action d'Alliance Villes Emploi s'appuie sur les bassins de vie et d'emploi en œuvrant dans un cercle vertueux pour constituer une courroie de transmission entre

le besoin d'un territoire et celui des entreprises.

“Nous travaillons sur l'emploi et les compétences avec un accompagnement des TPE confrontées à l'enjeu du recrutement pour conserver une activité et côtés salariés pour garder un emploi. Pour que cela fonctionne, il faut avoir de l'ingénierie territoriale, autrement dit une entité qui sécurise administrativement, financièrement et pour répondre

aux appels à projets. Il ne faut surtout pas rester tout seul mais agir ensemble à l'échelle d'un territoire. Les maisons de l'emploi (77 en France actuellement) jouent ce rôle mais elles ont fortement diminué avec le désengagement de l'État en termes de financements. Elles œuvrent sur les fonctionnalités de l'ingénierie (Plans Locaux d'Insertion, Missions Locales...)", indique Lucie Becdelièvre, déléguée générale chez Alliance Villes Emploi.

S'il y a de l'emploi, les gens restent. Les territoires sont confrontés à l'exode des jeunes quand ils manquent de projets. Pour attirer les jeunes, les Landes misent sur deux approches clés :

- On peut y étudier. Les universités de Bordeaux, Pau et Toulouse développent un cursus universitaire sur les Landes, y compris avec la création d'une chaire sur le numérique et le bien-vivre dans son habitat.
- On y trouve du travail. Les Landes sont le département le plus industriel de l'ex-Aquitaine. Et ces industries sont disséminées sur tout le territoire, pas seulement dans les bassins les plus attractifs; du fait notamment de ses 15 Syndicats Mixtes structurants d'accueil des entrepreneurs et entreprises.

Le travail est une dimension structurante pour un territoire. Il y a à la fois les projets de vie et les projets économiques. À l'inverse, si la main d'œuvre est inexistante, aucune entreprise ne s'installe. Le rôle d'Alliance Villes Emploi c'est donc aussi d'aider les entreprises à s'inscrire dans un écosystème.

3 - Les manufactures de proximité et l'économie sociale et solidaire : pour l'innovation professionnelle et sociale

Les manufactures de proximité sont un dispositif France Relance qui existe depuis 2021. Elles apportent un soutien aux artisans et entrepreneurs du faire dans les territoires. Ces tiers-lieux dédiés à la production innovent et favorisent l'émergence de nouvelles activités économiques en mutualisant des espaces et des machines, en permettant à des métiers de se rencontrer et de collaborer. Elles sont un lieu d'échange et de partage entre travailleurs d'un même territoire et sont peut-être sources d'épanouissement pour les individus.

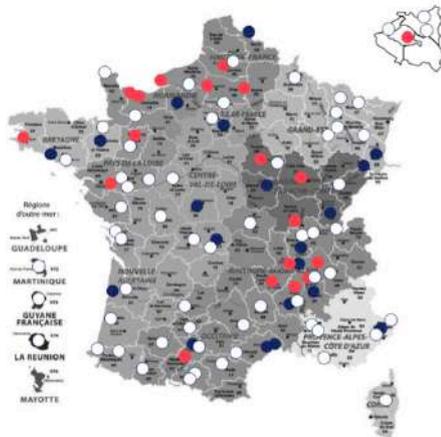
Une vingtaine de filières sont représentées : bois, métal, textile, fabrication numérique, métiers d'art, éco-construction, agro-alimentaire, céramique, mobilités durables, parfumerie...

Cartographie des 100 manufactures de proximité

MANUFACTURES DE PROXIMITÉ
Tiers-lieux de production de nos territoires

100
Lauréats

- 20 lauréats vague 1
- 19 lauréats vague 2
- 61 lauréats vague 3



© France Tiers-Lieux

● Les chiffres-clés du programme

- 43 lauréats en zone rurale ;
- 18 lauréats à proximité d'un QPV ou en QPV (quartier prioritaire de la politique de la ville) ;
- 39 lauréats en petites et moyennes villes ;
- 17 filières : multi-filières, métiers d'art, agro-alimentaire, textile, fabrication numérique, bois, éco-construction, bois, métal, réemploi, industries culturelles, mobilités durables, transition écologique, parfumerie, céramique, chaussure, châtaigne, aéronautique.

● La vague 3 avec 61 lauréats

- 10 lauréats à proximité d'un QPV ou en QPV ;
- 29 lauréats en petites et moyennes villes ;
- 17 filières : agro-alimentaire, multi-filières, bois, métiers d'art, bois, métal, fabrication numérique, éco-construction, industries culturelles, textile, réemploi, mobilités durables, transition écologique, céramique, châtaigne, chaussure.

● Runfabrik à La Réunion

RunFabLab a été créé pour favoriser le développement économique de La Réunion, dans une recherche d'alternatives et aussi d'accompagnement pour les filières prioritaires de l'île à savoir l'agriculture tropicale, l'environnement et le tourisme. Il y est proposé :

- Le prototypage rapide, qui s'adresse aux entrepreneurs et créateurs ;
- La production en petite série, qui répond notamment aux besoins des artistes, designers ou bricoleurs ;
- L'innovation, l'invention des objets, des espaces, des formes de demain.

Les services proposés avec ou sans encadrement :

- Impression 3D et numérisation par scanner 3D ;
- Fabrication circuits imprimés/appareillages électroniques ;
- Découpe laser de différents matériaux ;
- Découpe vinyle et autres matériaux souples ;
- Découpe à la scie à chantourner ;
- Fraisage numérique ;
- Couture professionnelle et broderie numériques ;
- Robotique et domotique autour de produits leaders ;
- Perçage et façonnage au moyen de petit outillage.

● La Smalah à Saint-Julien-en-Born

De la location de machines à l'accompagnement. Installé dans le bâtiment de la recyclerie du Grenier de Mézos, l'atelier de fabrication est un atelier collaboratif.



Atelier de broderie numérique pour les débutants au sein de RunFabLab sur l'Île de La Réunion

© RunFabLab



Semaine de formation dédiée à la fabrication de mobilier acoustique à partir de matériaux de seconde main au sein de La Smalah

© La Smalah - Association citoyenne de développement local

Équipé en machines outils traditionnelles et numériques (découpe laser, imprimantes 3D...), cet atelier est ouvert à tous. Chacun peut utiliser ses outils, y être formé et venir utiliser de la matière recyclée récupérée au Grenier de Mézos.

La Smalah c'est avant tout un groupe de gens qui font des choses ensemble. Des gens qui vivent ici, toute l'année ou seulement une partie, et qui ont envie de prendre soin de cet endroit. Des gens qui mettent en commun leur savoir-faire, leur temps, leurs légumes ou leurs instruments de musique.

Lieux d'hybridation par excellence, les manufactures de proximité flirtent avec les valeurs de l'Économie Sociale et Solidaire pour des territoires plus heureux.

- L'économie sociale et solidaire, un vecteur de bonheur à l'échelle d'un territoire

L'Économie sociale et solidaire⁶²⁰



En lien avec la loi ESS de 2014, on définit aujourd'hui l'ESS en prenant en compte trois critères : (1) un projet économique inscrit dans le marché, mais caractérisé par une propriété collective et une lucrativité limitée ; (2) une finalité sociale avec une réflexion marquée sur la solidarité (types, natures, modalités de réalisation) et l'empowerment ; (3) une «gouvernance participative de la gestion de projet et du fonctionnement de l'activité.

Placer l'économie au service des personnes et de la société dans son ensemble, telle est la vocation de l'économie sociale et solidaire (ESS).

D'après le Ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté Industrielle et Numérique, l'économie sociale et solidaire est un acteur économique de poids, représentant 10 % du PIB et près de 14 % des emplois privés en France. Ce secteur compte environ 200 000 entreprises et structures et 2,38 millions de salariés.

D'après Nadine Richez-Battesti et Delphine Vallade, auteures de *ESS, territoire et régime de solidarité* : "l'innovation sociale comme levier pour une 'ville solidaire', 'regroupant des organisations privées non capitalistes (...), l'ESS constituerait un vecteur clé de la transition vers un modèle de développement durable et solidaire."

Elles sont parties du constat que "Dans le contexte de métropolisation et de globalisation, l'ESS réinvente des pratiques économiques contribuant à renouveler les modalités du 'vivre ensemble' sur les territoires urbains."

Les initiatives d'ESS s'implantent au plus près d'un besoin non satisfait localement, en termes de production, d'offre de services, de participation directe..., selon un modèle économique particulier. L'ESS présente une large palette d'activités et joue un rôle stratégique pour les territoires dans lesquels elle est fortement ancrée et les acteurs publics avec lesquels elle coopère, négocie, construit des projets et dispositifs.



Soutenir l'ESS par l'hybridation entrepreneuriale

Grenoble Alpes Métropole soutient le monde de l'ESS via de l'incubation, ou du micro-financement. La rencontre entre les startups tech et sociales y est encouragée pour mixer les mondes et les hybrider. La Chaire Territoires en transition de Grenoble École de Management aide à faire le pont. L'école est d'ailleurs entreprise à mission.

D'après le Ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté Industrielle et Numérique, les entreprises de l'ESS se mobilisent pour remettre l'humain au cœur de l'économie. Les entreprises de l'ESS innovent, expérimentent et portent des solutions concrètes dans les territoires, aux côtés des acteurs économiques "classiques" et des pouvoirs publics. Nous pouvons donc considérer que ce maillon de l'économie, source de travail et d'emploi dans les territoires et grâce à sa vocation est à la jonction entre travail, emploi, bonheur et territoire.

conclusions et propositions

Dès lors, quels sont les leviers qui permettent d'allier travail, territoire et bonheur ? Comment mettre en synergie les aspirations personnelles avec les politiques économiques en matière de travail et d'équilibre des territoires ? Quelles sont les initiatives territoriales inspirantes et porteuses d'épanouissement en matière de travail et d'emploi ?

Nous l'avons vu, territoire et travail sont particulièrement imbriqués puisque les décisions politiques ont tout d'abord façonné le visage industriel de la France. Puis la mondialisation de l'économie a entraîné des changements et parfois même des délocalisations. Aujourd'hui et depuis quelques années, certaines entreprises empruntent le chemin inverse et choisissent de relocaliser leurs activités, permettant de redynamiser des territoires, de recréer des emplois et de développer de nouveaux savoir-faire. En outre, elles répondent ainsi aux attentes sociétales des Français de plus en plus en quête de Made in France voire de Made in "près de chez moi" au plus près de leur lieu de vie.

L'entreprise est intimement liée au territoire dans lequel elle est implantée puisque au-delà de son activité économique, elle est un vecteur de lien social et donc d'épanouissement, à la fois pour ses salariés et pour les habitants du territoire. Nous avons vu que ce sont plutôt les petites entreprises qui seraient engagées dans des partenariats sur leur territoire, l'une des solutions à envisager serait de mobiliser aussi des structures de taille plus importante.

Le travail et l'emploi sont des composantes de l'existence de tout individu pour qu'il puisse interagir avec la société qui l'entoure. Pour prétendre au bonheur, mieux vaudrait respecter le célèbre adage "il faut travailler pour vivre, et non l'inverse".

Enfin, d'après plusieurs études, femmes et hommes passeraient quelque cent mille heures au travail, soit quasiment douze années cumulées ! Le nombre peut effrayer, surtout si toutes ces années passées à travailler l'ont été dans des missions rébarbatives et globalement peu enrichissantes.

Alors, il serait préférable de bien choisir son métier, voire en changer, son entreprise ou ses tâches, son territoire pour parvenir à être pleinement heureux.

Pour allier travail, territoire et bonheur, l'un des principaux leviers semble être d'adopter la souplesse dans l'organisation du travail dans les entreprises, prendre en compte les aspirations profondes des individus pour faire en sorte d'avoir des collaborateurs investis et bien dans leur emploi.

Si l'on se réfère au schéma en partie 3A1, il faudrait pour être heureux dans son travail avoir des émotions positives, de l'engagement et du sens. Si l'on relie cela à la dimension géographique, voici quelques propositions qui peuvent permettre de contribuer à des territoires et modes de vie heureux :

- *Sensibiliser et former aux métiers du territoire dès la formation initiale, tout en offrant aussi d'autres possibilités afin d'avoir une adéquation entre demande et offre d'emplois sur les territoires en fonction des secteurs déjà représentés ;*
- *Promouvoir les métiers de demain, dont une grande partie sont télétravaillables ; Développer les emplois à temps partagé pour permettre de sédentariser des personnes et de conserver les compétences sur un territoire, tout en offrant des possibilités de développement intéressantes ;*
- *Stimuler le jobsharing et le topsharing pour offrir des opportunités intéressantes en termes de carrières ou d'équilibre de vie sur les territoires ;*
- *Impulser des stratégies de mutualisation dans les zones périurbaines ou rurales pour offrir des emplois et conditions de vie pouvant rivaliser avec celles de plus grosses entreprises installées dans les métropoles ;*
- *Développer les communautés d'entraides locales par le réseau, la cooptation pour permettre aux entreprises de trouver leurs candidats plus facilement sur les territoires ;*
- *Inciter les entreprises à participer pleinement à la vie locale et à utiliser le territoire dans leur marque employeur car c'est un vecteur d'identité, de fierté, de valeur et de sens ;*
- *Faciliter le recours au télétravail et mettre en place des lieux sociaux de relais entre les travailleurs et leurs entreprises et pour les entrepreneurs pour favoriser l'ancrage, le lien social et l'hybridation des projets et des compétences ;*
- *Accompagner l'installation totale des nouveaux venus sur le territoire ;*
- *Encourager la relocalisation et le Made in Région pour rapatrier des emplois en France et favoriser l'économie circulaire ;*
- *Acculturer les entreprises aux alliances territoriales multipartites privé-associatif- public pour dynamiser l'activité économique, développer leur marque employeur, soutenir le territoire, et inscrire le bien commun dans l'ADN des projets ;*
- *Développer des lieux hybrides en termes de publics, fonctions, usages et types de structures pour faire émerger de nouveaux modes de travail, et une plus grande collaboration entre les parties, à l'image des coworking en EHPAD.*

3C

Économie circulaire : vers une transformation désirable, synchrone et heureuse de nos modes de vie et de la société

Que nous dit la quête d'un mode de vie plus heureux ? Que questionnent réellement les nombreux baromètres et sondages relatifs à l'épanouissement sur les territoires ? Sans doute, au-delà des critères variables autour de la qualité de vie et de la recherche d'un bonheur individuel, peut-on y lire à la fois le souhait d'un monde meilleur et un manque de synchronisation des réponses apportées par la société actuelle.

L'«ailleurs» peut-il devenir un «autrement» pour combler ce besoin grandissant ? Comment l'économie circulaire, par son action transformatrice, fédératrice, et régénératrice peut-elle contribuer à l'épanouissement des individus sur des territoires plus résilients ?

Dans un monde qui est en train de basculer dans un nouveau paradigme, nous allons présenter une nouvelle proposition du bonheur sur les territoires (3C3) fondée sur les 7 piliers de l'économie circulaire (3C2) et un fonctionnement - en opposition à l'économie linéaire - plus vertueux (3C1).

3C1 | L'Économie circulaire : un fonctionnement vertueux ancré dans les territoires

Ainsi pour commencer, voyons comment un meilleur ancrage économique (3) dans les territoires associé à une plus grande circularité des biens (2) contribue à une économie augmentée (1).

1 - L'économie circulaire : une économie augmentée

Pour bien comprendre l'intérêt de l'économie circulaire dans le cadre de notre sujet sur les territoires et modes de vie heureux, il est nécessaire de la comparer à l'économie linéaire.

● L'économie linéaire : une économie du jetable

L'économie linéaire est un modèle de production et de consommation qui prévaut depuis la Révolution Industrielle du XIX^{ème} siècle. Ce modèle s'est développé avec le capitalisme et la société de consommation. Il repose sur des ressources naturelles abondantes - ce qui n'est plus le cas aujourd'hui - et un schéma linéaire, selon l'Institut National de l'Économie Circulaire (INEC)⁶²².

L'ÉCONOMIE LINÉAIRE : UNE ÉCONOMIE DU JETABLE



Selon ce schéma, les matières premières sont extraites parfois très loin du lieu de leur transformation. Puis, ces matières premières subissent une ou plusieurs étapes de transformations. Les biens produits à partir de ces matières sont ensuite acheminés vers des points de distribution. Ils sont achetés et utilisés par les consommateurs. Et enfin, ils finissent en déchets, soit à la faveur d'un nouveau produit à la mode plus attrayant ; soit parce qu'ils ne fonctionnent plus et qu'il est plus facile et économique d'en acheter de nouveaux que de les réparer ; soit parce qu'ils ne sont pas réparables.

Qualifiée d'économie "du jetable"⁶²³, l'économie linéaire est l'expression d'un système qui nie ses impacts sociaux et environnementaux négatifs au prétexte qu'il créerait de la croissance et de la richesse... économiques. En effet, ce modèle de production prospère souvent à grand renfort d'énergie et d'eau et sans réelle prise en compte de l'exploitation humaine et de la destruction de la biodiversité.

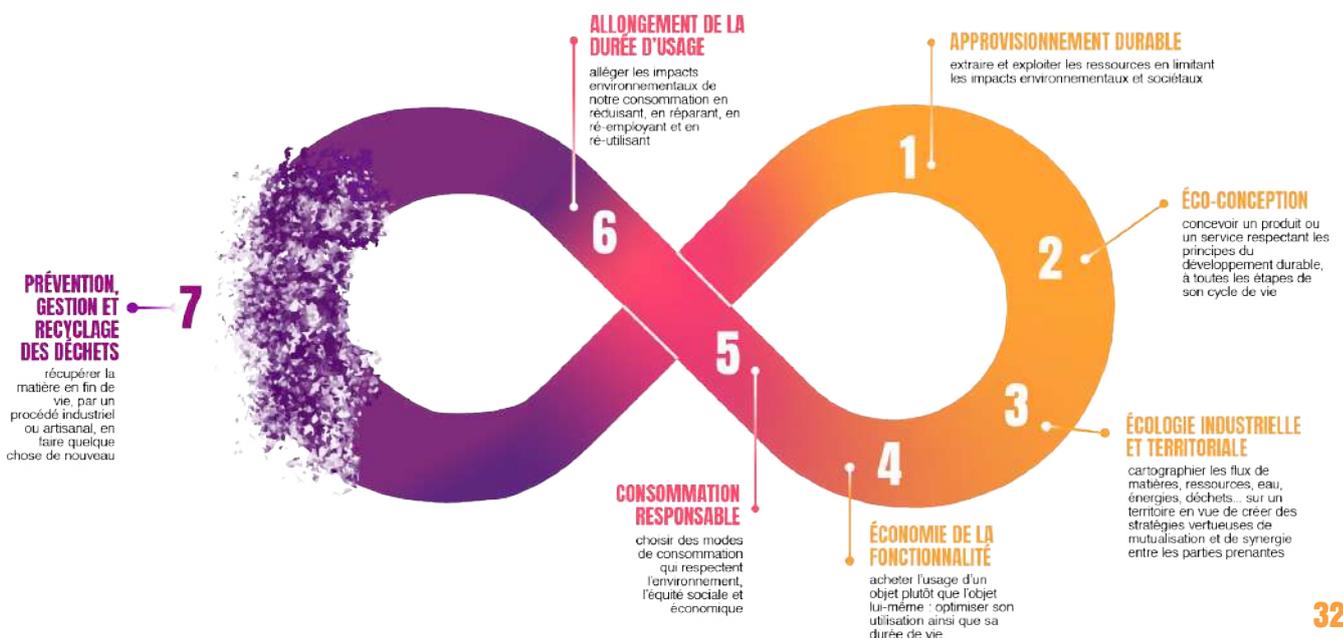
Au contraire, l'économie circulaire ne se limite pas au volet économique. Elle cherche à réduire les impacts négatifs et à produire des impacts positifs au niveau social et environnemental.

● L'économie circulaire : l'impact positif au rendez-vous

Il existe plusieurs définitions de l'économie circulaire selon les organismes. Les nuances donnent à voir comment un modèle à la base «économique» porte en lui les conditions d'une société plus heureuse.

Ainsi, pour le Ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires : *"L'économie circulaire consiste à produire des biens et des services de manière durable en limitant la consommation et le gaspillage des ressources et la production des déchets. Il s'agit de passer d'une société du tout jetable à un modèle économique plus circulaire. (...) Les nouveaux modèles de production et de consommation liés à l'économie circulaire peuvent être générateurs d'activités et*

LES 7 PILIERS DE L'ÉCONOMIE CIRCULAIRE POUR DES TERRITOIRES PLUS SOBRES, PLUS RÉILIENTS, PLUS DURABLES



de création d'emplois durables et non délocalisables."⁶²⁴

L'ADEME, dans sa définition, évoque davantage les externalités positives et le bien-être. En effet, pour l'Agence de la transition écologique : *"l'économie circulaire peut se définir comme un système économique d'échange et de production qui, à tous les stades du cycle de vie des produits (biens et services), vise à augmenter l'efficacité de l'utilisation des ressources et à diminuer l'impact sur l'environnement tout en développant le bien-être des individus"*.⁶²⁵

Pour le cabinet AZIMIO enfin, l'économie circulaire fait basculer le monde dans un nouveau paradigme transdisciplinaire et vertueux. Il s'agit d'un *"nouveau système d'organisation et de vivre-ensemble fondé sur un bouleversement scientifique, philosophique, technique et politique permettant d'assurer les conditions d'existence des espèces vivantes et de préserver la biodiversité"*.⁶²⁶

Certes, ces trois définitions expriment des périmètres un peu différents. Toutefois, elles mettent en perspective la notion de préservation de l'environnement - et donc du territoire -, avec le bien-être des individus. Ce faisant, elles interrogent nos modes de vie et leurs impacts en termes d'utilisation des ressources, de bilan carbone et de production de déchets.

2 - La circularité pour réduire les déchets, le bilan carbone et le prélèvement des ressources

Déchets, ressources et bilan carbone sont-ils devenus des marqueurs de la santé des territoires ? Ce qui est sûr, c'est que l'analyse des flux et la mise en circularité permet de réduire le score social et environnemental désastreux de l'économie linéaire.

● **L'économie linéaire : un score social et environnemental désastreux**

Quel est au juste le prix d'un bien "pas cher" venu du bout du monde en express ? Sans doute serait-il exorbitant si l'on prenait en

considération les externalités négatives de ce type de fonctionnement. Le documentaire *The True Cost*⁶³⁰ réalisé par Andrew Morgan montre qui paie réellement le prix des vêtements de la fast fashion. Des vêtements vendus "pas chers" en Occident, certes... Mais fabriqués dans des pays en développement où les travailleurs sont exploités, l'environnement pollué et la biodiversité empoisonnée.

Et un T-shirt "pas cher" rend-il son acheteur des pays riches heureux ? Sans doute pas très longtemps... Qualité et mode obligent, le T-shirt viendra s'ajouter bientôt aux tonnes de déchets envoyés d'Occident par containers à Haïti, au Togo, à Madagascar ou au Ghana⁶³¹. Qualifiée de "poubelle des textiles du monde" dans un reportage de la RTBF⁶³², Accra au Ghana croule sous des tonnes de vêtements inutilisables. Ces derniers s'accumulent dans les décharges, s'incrument dans le sable des plages et affectent autant la vie marine que la vie des humains. Et on l'a vu, dans la partie 1C, quand le paysage est attaqué, les habitants du territoire souffrent.



L'empreinte carbone, le bilan carbone et l'effet de serre

L'empreinte carbone

Selon le Ministère de la Transition Écologique et de la Cohésion des territoires⁶²⁷, l'empreinte carbone est un indicateur estimant la quantité de Gaz à Effet de Serre (GES) émise pour satisfaire la consommation au sens large (biens, services, utilisation d'infrastructures), d'un individu, d'une population, d'un territoire ou d'une activité, en tenant compte des émissions liées aux importations et aux exportations, quel que soit le lieu de production de ces biens et services (production intérieure ou importations). L'empreinte carbone est quantifiée en kilogrammes d'équivalent dioxyde de carbone (kg CO₂e). Pour l'année 2020, dans un contexte de pandémie, l'empreinte carbone d'un Français est estimée à 8,2 tonnes de CO₂ équivalent

par an et par personne. Elle est aussi estimée à 77 kg d'équivalent CO₂ pour un jean ; 11 pour un steak et 5 415 pour un Lyon-Bangkok en avion selon l'ADEME.

Le bilan carbone

Le bilan carbone⁶²⁸ est une méthodologie mise au point par l'ADEME en 2004. Elle permet de quantifier les émissions de gaz à effet de serre pour les organisations. La méthode "bilan carbone" prend en compte la globalité des émissions GES, directes ou indirectes, pour tous les flux physiques d'une organisation sans lesquels le fonctionnement de celle-ci ne serait pas possible.

Après une sensibilisation et une définition du périmètre de recherche, le bilan carbone permet de récolter toutes les données concernant les émissions de GES pour mettre en œuvre une stratégie de réduction de ces GES.

L'effet de serre

L'effet de serre est un phénomène naturel qui permet de conserver une partie des rayonnements solaires près de la surface de la Terre. Sans ce phénomène, la température moyenne de la planète serait de -18°. L'effet de serre est possible grâce à des gaz présents dans l'atmosphère et qui forment une sorte de cloche au-dessus de la Terre.

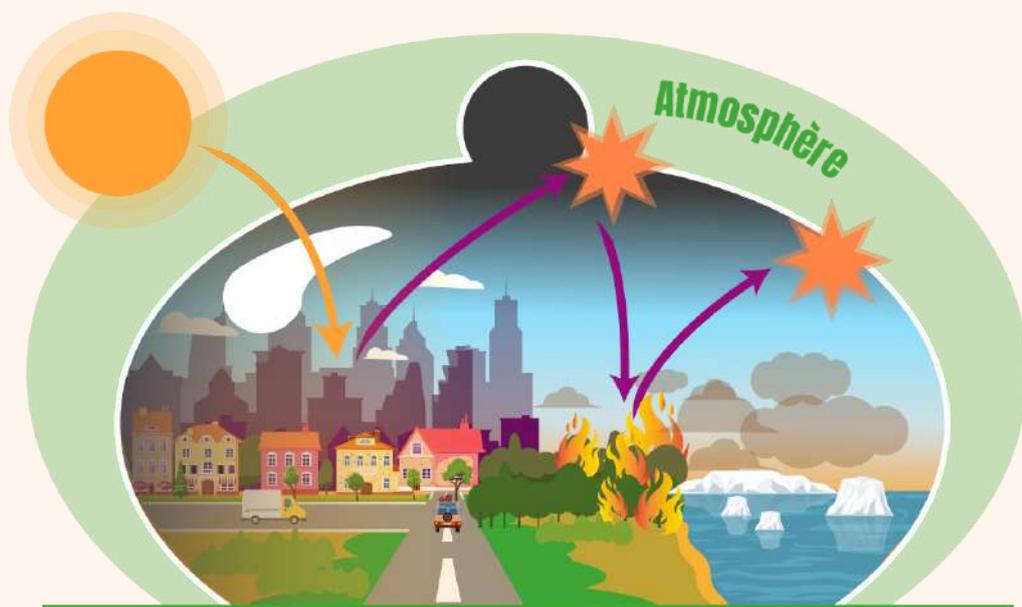
Les gaz à Effet de Serre⁶²⁹ (GES)

Certains GES sont d'origine naturelle comme la vapeur d'eau ou le dioxyde de carbone.

D'autres GES proviennent des activités humaines. Leur augmentation et leur concentration dans l'atmosphère se traduit par une hausse des températures, un réchauffement climatique et tout une série de perturbations au niveau de la biodiversité et du climat qui questionnent l'habitabilité de la planète et impliquent des changements de comportements urgents et radicaux.

Ces gaz émis par les activités humaines sont par exemple :

- Le CO₂ (dioxyde de carbone) issu par exemple de la combustion d'énergie fossile, de la production de ciment et de la déforestation tropicale ;
- Le CH₄ (Méthane) provenant de décharges, de l'agriculture, de l'élevage et de procédés industriels ;
- Le N₂O (Protoxyde d'azote) généré par l'agriculture, les procédés industriels, l'utilisation d'engrais ;
- Les gaz fluorés issus de sprays, de la réfrigération, de procédés industriels, ou de la fabrication de composants électroniques.



© La Fabrique Spineza

L'EFFET DE SERRE



© Image de 19661338 sur Pixabay

L'économie hors sol produit des déchets qui s'accumulent sur nos territoires et ceux des pays en développement

Pourtant, l'économie du jetable, souvent déconnectée du territoire de consommation, a bel et bien des impacts planétaires visibles sur chaque territoire. En France, selon l'ADEME⁶³³, 342 millions de tonnes de déchets ont été produits en 2018. Cela représente 5,1 tonnes de déchets par habitant et par an. 240 millions de tonnes proviennent du secteur de la construction ; 72 millions de tonnes des entreprises et 39 millions de tonnes des ménages.

Parmi ces déchets, 28% sont éliminés ; 6% valorisés énergétiquement et 66% utilisés dans des opérations de remblai ou de recyclage.

342 millions
de tonnes de déchets
ont été produits en France en 2018, soit 5,1 tonnes de déchets par habitant et par an. A l'échelle de la planète, plus de 8 millions de tonnes de plastique pénètrent chaque année dans les océans.

Mais à l'échelle de la planète, une grande partie des déchets finissent dans la nature. Ils empruntent les rivières et fleuves et contaminent l'eau et les sols avant de se retrouver sur le 7ème continent, un grand continent de plastique en Atlantique Nord. Nelly Pons, auteure de l'ouvrage *Océan plastique*⁶³⁴ indique que plus de 8 millions de tonnes de plastique pénètrent chaque année dans les océans, et avec, les

polluants qui les constituent. Des faits peu glorieux qui sont à l'origine des néologismes "poubelloène"⁶³⁵ et "capitalocène"⁶³⁶ en remplacement du terme d'anthropocène. Cette ère géologique a été nommée ainsi pour la première fois en 2000 par le biologiste américain Eugene F. Stoermer et le chimiste et Prix Nobel de chimie néerlandais Paul Josef Crutzen. L'anthropocène aurait pour déclencheur la Révolution Industrielle du XIXème siècle et révèle la capacité de l'homme à transformer l'ensemble du système terrestre ... Et à laisser des strates de déchets dans les couches géologiques.

Parmi ces déchets, 28% sont éliminés ; 6% valorisés énergétiquement et 66% utilisés dans des opérations de remblai ou de recyclage.

“

Le "poubelloène" et le "capitalocène" viennent tristement remplacer le terme d'anthropocène.

Au-delà des déchets, le modèle linéaire génère de la conception à la fin de vie des produits, un bilan carbone très élevé. C'est-à-dire que les produits issus de ce système nécessitent l'utilisation de machines et d'énergies fossiles qui produisent des Gaz à Effet de Serre (GES) aux différentes étapes de fabrication et durant le transport. Ce sont ces GES qui sont responsables du réchauffement climatique et de la perturbation des écosystèmes. Sans oublier l'utilisation de ressources telles que l'eau qui sert à la fabrication de nombreux biens... Selon le Centre d'Information sur l'Eau⁶³⁷, il faut par exemple 11 000 litres d'eau pour fabriquer un jean, soit la consommation en eau d'une famille de quatre personnes pendant trois semaines... Et 30 000 litres d'eau pour fabriquer une voiture, soit une demi piscine.

Comme nous l'avons expliqué dans la partie 1C, le bien-être et la santé humaine sont intimement liés à l'environnement. En 1972, le Rapport *Meadow*⁶³⁸ alertait déjà le monde sur les limites de la croissance face à la finitude des ressources

planétaires. Aujourd'hui, l'exploitation d'une partie de l'humanité, l'invasion des déchets... mais aussi les effets visibles du dérèglement climatique comme les famines, les migrations, les canicules, les inondations, les incendies ... et enfin l'éco-anxiété ressentis jusque dans nos pays Occidentaux ... rendent visibles le lien entre la planète et les humains qui l'habitent au même titre que les autres êtres vivants.

La nécessité de basculer vers l'économie circulaire s'impose.

● L'économie circulaire : une nécessité

Pivoter vers l'économie circulaire implique de changer de modèle et de grille de lecture. Néanmoins, il est a priori plus facile de s'inscrire dans un modèle circulaire à la création d'un nouveau projet qu'en essayant de transformer une organisation ancienne. En effet, dans le premier cas, des outils, méthodes et modèles d'affaires circulaires ajoutés aux apports de l'Économie Sociale et Solidaire (ESS) peuvent grandement faciliter le design du modèle économique. Dans le deuxième cas, en revanche, transformer des organisations de taille importante et/ou très anciennes est une autre paire de manches. Même si l'organisation est en toute bonne foi impliquée dans une stratégie de Responsabilité Sociale et Environnementale (RSE), c'est sa raison d'être comme sa manière d'être au monde et de fonctionner qu'il faut revoir en profondeur.



Le réseau Circulab, pour des modèles plus circulaires et plus résilients

Labellisé Bleu Blanc Zèbre, ce réseau accompagne depuis 2012 les entreprises, les entrepreneurs et les villes à évoluer vers des modèles plus résilients et à concevoir des solutions régénératrices. Son réseau d'experts et ses outils fiables contribuent à créer plus de valeur et d'impact positif tout en renforçant la résilience⁶³⁹.

● Un corpus réglementaire en faveur du développement de l'économie circulaire

Afin d'accélérer les changements, un corpus réglementaire se structure un peu plus chaque année. Pour réduire les déchets qui altèrent le Vivant dans son ensemble, l'Union européenne et la France, à divers échelons territoriaux, ont mis en place depuis plusieurs années une législation. Elle est composée de directives, lois, feuilles de route et création de filières qui encouragent des modèles économiques plus vertueux et tentent de prévenir et gérer les déchets.

Citons par exemple la loi Anti-Gaspillage pour l'Économie Circulaire (AGEC) de 2020⁶⁴⁰. Son objectif est de diminuer les plastiques dans la conception, l'emballage et la composition des biens mis sur le marché. C'est la loi qui a interdit, entre autres, les sacs plastiques aux caisses ; puis les pailles en plastique au 1er janvier 2021. Depuis le 1er janvier 2023, par ailleurs, la restauration rapide doit fournir de la vaisselle réutilisable.

Citons également la mise en place progressive des filières Responsabilité Élargie du Producteur (REP)⁶⁴¹ sur le principe «pollueur-payeur». Ces dispositifs reposent sur le fait que les producteurs responsables de la fabrication d'un bien sur le marché, doivent être en mesure de financer ou d'organiser la prévention et la gestion de déchets issus de leurs produits en fin de vie. Concrètement, cela signifie la mise en place de systèmes de collecte, réparation, recyclage ou traitement de ces déchets.

Citons enfin le projet de TVA Circulaire déjà mise en place dans 7 pays européens. Le projet a été remis sur la pile des priorités en août 2021 par le Sénateur des Bouches-du-Rhône, Jean-Noël Guerini⁶⁴². La TVA Circulaire «consiste à moduler la TVA sur les produits et services en fonction de leurs externalités. Il s'agirait en l'occurrence de réduire la TVA sur les produits éco conçus, biosourcés ou 100 % recyclés. Cela aurait certes un coût fiscal, mais qui serait largement compensé par la baisse des dépenses importantes liées aux préjudices environnementaux (pollution, gaspillage, impacts sanitaires). C'est ce que montre

Le rapport 'Projet MODEXT : Modélisation des externalités environnementales pour une TVA circulaire', publié en octobre 2018 par l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME). Une telle mesure permettrait également de rétablir une concurrence équitable en faveur de produits plus responsables, mais souvent plus chers, et de les rendre accessibles au plus grand nombre de consommateurs." Mais une étude des conditions de mise en œuvre s'impose : une mission confiée à Emmanuelle Ledoux, directrice générale de l'Institut National de l'Économie Circulaire (INEC) et Emery Jacquillat, président de la Camif. Les conclusions devraient permettre d'apprécier dans quelle mesure cet outil peut accélérer le basculement vers l'économie circulaire.



La Loi AGEC, les filières REP, la TVA Circulaire en gestation : des outils réglementaires pour favoriser le basculement vers l'économie circulaire.

Pivoter vers l'économie circulaire percute directement la notion de "territoires et modes de vie heureux". En effet, cela reconnecte le sens, la nécessité et la finalité des modes de vie de chaque individu avec les impacts de ce mode de vie sur la santé et le bien-être du territoire et de tous ses habitants. En filigrane, c'est aussi l'agrément procuré par le territoire qui est revalorisé dans la notion de l'épanouissement et du bonheur. Tout comme l'espace-temps du territoire.

3 - Le territoire comme espace-temps

Cette notion d'espace-temps du territoire permet d'apprécier le territoire dans le temps long pour lui ré-attribuer à la fois la création de richesses et la responsabilité partagée des externalités. Elle rompt avec la logique d'une économie linéaire hors-sol.

● D'une économie linéaire hors-sol ...

L'économie linéaire obéit à une logique de division internationale du travail et des ressources dessinée par le capitalisme. Pour simplifier, la production est implantée là où la ressource est la plus disponible et/ou où la main d'œuvre est la moins chère. L'objectif est d'obtenir la meilleure rentabilité dans une économie de masse portée par des prix bas.

Dans ce processus, plusieurs effets pervers sont à l'œuvre. Premièrement, parce qu'ailleurs c'est moins cher, de nombreuses délocalisations ont lieu. Des territoires perdent ainsi leurs industries, leurs savoir-faire. Des travailleurs se retrouvent au chômage et des prestataires locaux sans client. En cascade, c'est toute l'économie d'un territoire qui disparaît. C'est ainsi que la France a perdu une grosse partie de son industrie textile⁶⁴³ à partir des années 70, au profit des pays asiatiques qui habillent la planète, comme l'explique l'article *Un nouvel âge d'or pour le textile "fabriqué en France"* des Archives Nationales du Monde du Travail.

Deuxièmement, le consommateur n'a souvent pas de lien avec le territoire de production de son bien. Cela n'a donc pas pour effet de nourrir son propre ancrage au territoire, ni la valeur ou l'attachement qu'il pourrait mettre dans le bien.

Troisièmement, la valeur du bien est totalement décorrélée de son coût réel en termes d'impacts négatifs. Parfois même, il est nécessaire de mettre en place des aménagements coûteux pour compenser les services écosystémiques que la nature nous donnait gratuitement - par exemple de l'ombre et de la fraîcheur, la filtration des eaux par des sols de bonne qualité, du bien-être en regardant un paysage - avant d'être dégradée et de ne plus pouvoir assurer ce rôle.

Quatrièmement, le cynisme de la situation est que si l'économie linéaire produit des biens souvent hors sol pour le consommateur, avec une valeur économique qui est délocalisée, elle produit aussi des déchets qui n'ont pas de nationalité, s'accumulent sur le territoire ou voyagent, ainsi que des dégâts planétaires.

Ces effets pervers de l'économie hors-sol affectent autant la santé du territoire que le bien-être de ses habitants. Le destin commun des habitants et de leur territoire est au contraire toute la force de l'économie circulaire.

“

Si l'économie linéaire produit des biens souvent hors sol pour le consommateur, avec une valeur économique qui est délocalisée, elle produit aussi des déchets qui n'ont pas de nationalité, s'accumulent sur le territoire ou voyagent, ainsi que des dégâts planétaires.

● ... à une économie circulaire ancrée dans les territoires

Ainsi, le terrain de jeu de l'économie circulaire, c'est le territoire ! Et cette échelle géographique change tout.

Au niveau économique, tout d'abord, l'économie circulaire implique de travailler à la réduction de son bilan carbone et donc de miser sur le local pour toutes les étapes du cycle de vie du produit. Dans cette veine, les organisations permettent ainsi de créer et conserver la production de valeur sur le territoire et donc les emplois. Cela a pour effet de revitaliser le territoire d'un point de vue économique et de le rendre plus attractif, plus vivant. Mais aussi de façonner des territoires plus autonomes et plus résilients, moins dépendants de l'extérieur en cas de crise.

Au niveau social, ensuite, l'économie circulaire, nous le détaillerons plus tard, crée du lien et de la coopération dans des écosystèmes vertueux. Ces derniers engendrent aussi des emplois, et notamment des emplois inclusifs en partenariat avec des structures d'insertion ou de l'Économie Sociale et Solidaire (ESS) (3B). Cela a pour effet d'améliorer l'ancrage dans le territoire, le bien-être et le vivre ensemble (4B). Sans oublier que les citoyens et salariés peuvent voir leur

propre impact dans une démarche d'économie circulaire qui est transformante. Résultats ? L'empouvoirement, la prise de conscience, la satisfaction d'une quête de sens.

Au niveau environnemental, enfin, le fait de chercher à réduire le prélèvement de ressources, la production de déchets et le bilan carbone a des impacts directs. Ces impacts positifs sont visibles sur la biodiversité à travers la qualité de l'air et des sols. Mais aussi sur l'agrément, la santé et le bien-être des populations et des territoires (1C) car le déchet génère des émotions négatives et du mal-être, selon Frédéric Willemart, directeur général de Terravox.

Les travaux d'ORÉE⁶⁴⁴ démontrent d'ailleurs les nombreuses externalités positives et la création de valeur de l'économie circulaire sur les territoires à travers plusieurs livrets dédiés. Cette création de valeur intervient en matière de préservation et restauration de l'environnement⁶⁴⁵, d'innovation radicale et durable⁶⁴⁶, de nouveaux modèles économiques⁶⁴⁷. Mais également en ce qui concerne le social, la santé et le bien-être⁶⁴⁸; l'emploi et les compétences⁶⁴⁹; la collaboration⁶⁵⁰, l'alimentation ou encore l'attractivité des territoires.

“

L'économie circulaire produit une valeur ajoutée économique, sociale et environnementale ancrée dans le territoire.

Plusieurs manières permettent de faire advenir ces externalités positives grâce aux 7 piliers de l'économie circulaire.

3C2 | Les 7 piliers de l'économie circulaire au service du développement et de la résilience des territoires

Les 7 piliers de l'économie circulaire sont 7 leviers pour contribuer à une économie plus durable et favoriser le bien-être des territoires et de leurs habitants.

La variable territoriale est ici déterminante. En effet, elle introduit une proximité géographique des étapes du cycle de vie. Cela peut ainsi se traduire par une économie de transports et de production de GES, de la collaboration et du partage, mais aussi par l'appréciation concrète des impacts positifs au niveau des territoires de vie.

Ces 7 leviers peuvent s'additionner et se compléter dans une démarche transformante ou d'amélioration continue créatrice de valeur. Ils s'articulent autour du cycle de vie du produit avec pour objectifs la prévention, la gestion et le recyclage des déchets (7), ces derniers étant ainsi réintroduits dans un nouveau cycle pour éviter de prélever de nouvelles matières. Cette étape qui boucle le cycle de vie est repoussée le plus tard possible en misant sur une utilisation maximale des produits et services via l'allongement de la durée de vie des produits (6), la consommation responsable (5), l'économie de la fonctionnalité (4) et l'Écologie Industrielle Territoriale (3). Les deux premiers piliers, quant à eux, permettent de s'inscrire dès la production du produit dans la circularité grâce à l'écoconception (2) et l'approvisionnement durable (1).

1 - L'approvisionnement durable : maîtrise du bilan carbone et achats locaux

Premier pilier de l'économie circulaire, l'approvisionnement durable vient acter la finitude des ressources.

● La finitude des ressources

En effet, l'ADEME estime qu'“*au rythme actuel de croissance de la consommation, 183 milliards de tonnes de matières premières*

seront consommés dans le monde en 2050 contre 85 milliards de tonnes actuellement.” Or les ressources minières, la biomasse et les ressources énergétiques - base de la fabrication de tout un ensemble d'objets, équipements et carburants utilisés dans le fonctionnement de notre économie - ne sont pas inépuisables.

Pour prendre un exemple emblématique, la Société Européenne de Chimie⁶⁵¹ a alerté dans un communiqué de presse daté du 03 novembre 2022, sur le caractère non durable de la fabrication des smartphones. En effet, sur 30 éléments chimiques utilisés pour fabriquer ces appareils, 11 (Lithium, Magnésium, Phosphore, Etain, Nickel, Cuivre, Or, Plomb, Tungstène, Néodyme et Antimoine) ne sont pas entièrement disponibles, ce qui pourrait causer des risques en matière d'approvisionnement. L'exploitation non durable de 7 autres éléments (Carbone, Yttrium, Gallium, Arsenic, Argent, Indium, Tantale) engendre un risque grave dans les 100 ans à venir. Tandis que l'usage croissant de 2 autres éléments (Cobalt et Dysprosium) est considéré comme une menace grandissante. Sans oublier, dans les processus d'extraction et de fabrication, la pollution et les GES engendrés par l'utilisation d'énergies fossiles et de nombreuses machines ainsi que par le transport. Un coût environnemental et une destruction de la biodiversité qui s'ajoutent souvent aux mauvaises conditions de travail de personnes exploitées à l'autre bout du monde.



“Au rythme actuel de croissance de la consommation, 183 milliards de tonnes de matières premières seront consommés dans le monde en 2050 contre 85 milliards de tonnes actuellement.” estime l'ADEME.

● **L’approvisionnement durable pour préserver le territoire et les hommes**

Selon l’ADEME⁶⁵² : “l’approvisionnement durable concerne le mode d’exploitation/ extraction des ressources visant leur exploitation efficace en limitant les rejets d’exploitation et l’impact sur l’environnement pour les ressources renouvelables et non renouvelables”. Le Ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires⁶⁵³ ajoute à ce pilier la prise en compte des impacts sociaux.

L’approvisionnement durable réinterroge donc plusieurs éléments. La nature et la disponibilité de la matière, tout d’abord. Sa provenance ensuite, car plus elle vient de loin, plus son bilan carbone est élevé. Les conditions de son extraction avec les impacts sociaux et environnementaux afférents sur les territoires. Et enfin la productivité de la ressource, c’est-à-dire l’efficacité avec laquelle une économie transforme les ressources naturelles en produits utiles ou en richesses et les impacts environnementaux associés.

De ce fait, l’approvisionnement durable porte en lui une dimension territoriale par le seul fait que le bilan carbone du transport doit inciter à rechercher en priorité des approvisionnements au plus proche du lieu de production et de consommation, si ce n’est dans le territoire même.

Dès lors, comment l’approvisionnement durable peut-il favoriser l’épanouissement sur les territoires ? Comment peut-il contribuer à rendre les territoires plus heureux ? Quelle valeur peut-il apporter au territoire ?



L’approvisionnement durable pour une économie biosourcée et des bénéfices biophiliques

Dans le champ de l’économie verte, les Landes ont donné lieu à des innovations locales inspirantes. Elles combinent préservation de l’environnement et bénéfices pour les usagers des matériaux bio-sourcés. Ainsi les 2 technopoles Habitat et Alimentaire ont

vu émerger :

- **une production de béton 0% carbone à base d’argile (que l’on trouve dans la région) ;**
- **les chanvres de l’atlantique (usage médical, isolation, et vêtements) ;**
- **la production de farine animale à partir de mouches ;**
- **et de la ouate écologique qui isole à partir de vêtements recyclés.**

● **L’approvisionnement durable et local pour redynamiser les territoires**

Prenons l’exemple de Savoie Lactée⁶⁵⁵. L’usine implantée à Albertville à l’initiative de l’Union des Producteurs de Beaufort valorise le lactosérum de 7 coopératives de producteurs de fromages. Ce co-produit, ressource locale et durable issue des fromageries alentours, est la matière première d’une beurrerie collective, d’un atelier de fabrication de Ricotta et de poudre de protéines de lactosérum. Les effluents et eaux de lavage des ateliers alimentent par ailleurs une unité de méthanisation, permettant de produire du biogaz transformé en chaleur et en électricité. Ici, c’est le gisement de matières premières qui a permis de développer l’activité. Et les bénéfices pour le territoire sont multiples puisqu’ils se traduisent par la valorisation d’un terroir alimentaire à partir d’une matière première de qualité tracée. S’ajoutent à cela des emplois non délocalisables et la production d’énergie locale alimentant 800 foyers par an à un prix préférentiel.

Un champ de lin, dont la France est le premier producteur mondial, en Normandie

© barskefrank sur Pixabay



Autre exemple : le t-shirt Propre⁶⁵⁶. A contrepied du modèle de *fast fashion*, l'entreprise a relocalisé la fabrication de t-shirts en France, où l'industrie textile avait disparu. L'approvisionnement durable réside dans une matière première française : le lin, dont la France est le premier producteur au monde⁶⁵⁷. Une matière première adaptée au sol et au climat français, contrairement au coton. D'ailleurs, depuis dix ans, la hausse des surfaces de production de lin est continue, affichant +133% entre 2011 et 2020⁶⁵⁸. Les différentes étapes de fabrication sont également effectuées en France pour un produit robuste et résistant, avec une teinture labellisée sans produits nocifs pour la santé et un emballage zéro-plastique.



Woodeum mise sur les constructions en bois : une ressource renouvelable, abondante en France et permettant de réduire le bilan carbone de la construction

Il est aujourd'hui possible de construire des bâtis principalement en bois. Woodeum, filiale d'Altarea, réalise depuis neuf ans des bâtiments bas carbone et biosourcés. Ils souhaitent remettre au goût du jour le bois, ce matériau ancestral. Son premier atout est qu'il est stockeur de carbone, et sa production est peu émissive en carbone. A l'inverse, pour produire une tonne de béton, c'est environ une tonne de CO₂ en plus qui sont émises que pour une tonne de bois. Cette perspective est encourageante alors qu'un tiers des émissions carbone de France proviennent de l'immobilier. Woodeum, en plus de la construction bois, vise une performance énergétique optimale via un bâtiment très bien isolé et alimenté en énergie bas carbone. En effet, le bois est naturellement 5 fois plus isolant que le béton et la construction bois se prête parfaitement à l'isolation par l'extérieur.

Parce que la France est l'une des 3 plus grandes forêts d'Europe, et que celle-ci croît chaque année, de nouvelles usines de production de bois doivent être créées à court terme pour tripler la production et penser "hyper-croissance".

Il faudrait viser 4 fois plus de bâtiments bas carbone d'ici 5 ans pour se rapprocher de la cible des accords de Paris. Si la totalité de la production de nouveaux logements se faisait en bois, la France ne consommerait pas l'excédent annuel de ses forêts.

Qu'il s'agisse de profiter d'un gisement de matière existant sur le territoire ou de substituer une matière lointaine par une matière locale et plus durable, l'approvisionnement durable et local contribue à revitaliser les territoires. C'est le premier maillon de la chaîne qui permet de développer ou rapatrier des pans d'activités avec tous les effets bénéfiques induits. C'est aussi un élément important de l'écoconception.

2 - L'écoconception : penser toutes les étapes du cycle de vie du produit pour des territoires plus heureux

Deuxième pilier de l'économie circulaire, l'écoconception a pour vocation de concevoir un produit ou un service en respectant les principes du développement durable, à toutes les étapes de son cycle de vie. Pour ce faire, on réalise une analyse du cycle de vie du produit ou du service.

- L'Analyse du Cycle de Vie (ACV) pour limiter les impacts environnementaux

L'Analyse du Cycle de Vie (ACV)



L'Analyse du Cycle de Vie est une méthode qui permet de mesurer les impacts environnementaux d'un service ou d'un produit tout au long de ses étapes de vie :

- **conception ;**
- **extraction des matières premières ;**
- **fabrication ;**
- **transport ;**
- **usage ;**
- **fin de vie.**

Pour ce faire, l'on prend en considération à chaque phase les flux entrants et les flux sortants. Les flux entrants sont par exemple les matières et l'énergie : ressources en fer, eau, pétrole, gaz, eau... Quant aux flux sortants, ils peuvent

correspondre aux déchets, émissions gazeuses, liquides rejetés, particules émises...

La prise en compte de ces paramètres permet de faire des choix plus respectueux de l'environnement et de réduire l'empreinte carbone et eau des produits.

L'objectif d'une Analyse de Cycle de Vie (ACV) est de prévenir les impacts négatifs d'un produit ou d'un service sur l'environnement. Concrètement, il s'agit de calculer les impacts environnementaux sur l'ensemble du cycle de vie d'un produit et de les intégrer dès la conception afin de faire les meilleurs arbitrages pour un produit ou un service plus sobre.

● L'écoconception pour des territoires plus heureux

Dans la démarche d'écoconception, la variable territoriale est importante, de part notamment le bilan carbone que le transport engendre entre les étapes. Mais ce n'est pas tout ! L'écoconception peut intégrer la possibilité du réemploi, de la réutilisation et du recyclage locaux plutôt que de prélever de nouvelles matières dans la nature. Par ailleurs, les matériaux utilisés, les choix de conception low tech, la sobriété énergétique dans le cadre de l'utilisation, et la réparabilité ont des impacts directs sur le territoires et les hommes qui les habitent.

A titre d'exemple Woodeum indique que leurs constructions bois peuvent réduire

l'empreinte environnementale mais aussi économique. En effet, parce que le bois est cinq fois plus isolant que le béton et que des isolants intérieurs et extérieurs sont ajoutés, les dépenses énergétiques sont diminuées de 20 à 100 euros pour un 5 pièces.

Ces impacts s'apprécient aussi au regard de la valorisation de matières et savoir-faire locaux permettant de relocaliser des activités économiques. Mais ils s'apprécient également en termes de réduction des déchets via l'allongement de la durée de vie des produits et le choix de matériaux durables. Pour finir, les choix de sobriété énergétique et de matériaux durables permettent de limiter la production de GES et de polluants chimiques dans l'eau et dans l'air. Finalement, c'est à la fois les modes de vie et toute la qualité de vie sur un territoire qui sont impactés.

La démarche d'écoconception peut s'appliquer à des produits, des services, des sites ou logiciels informatiques, des écoquartiers...

● Les écoquartiers : pour un vivre ensemble décarboné sur les territoires

En effet, les écoquartiers reprennent ce principe de sobriété avec en plus une dimension sociale et territoriale intéressante. Conçus pour minimiser leur impact sur l'environnement avec des matériaux durables, ils façonnent autant les territoires que les habitants autour de modes de vie plus vertueux.

C'est ainsi que l'écoquartier⁶⁵⁹ de Bonne à Grenoble⁶⁶⁰ a été récompensé par le Grand-prix

L'écoquartier de Bonne à Grenoble

© Bertrand93, Bertrand Marion



national de l'écoquartier en 2009. Sa conception fonctionnelle autour d'espaces verts, en collaboration avec les habitants, répond à une démarche Haute Qualité Environnementale (HQE). Cette dernière s'exprime à travers des choix de matériaux, des procédés de construction, l'efficacité énergétique et l'utilisation d'énergies renouvelables. Ces caractéristiques permettent à l'écoquartier de Bonne de proposer un cadre épanouissant et transformant pour ses habitants en même temps qu'un Urbanisme Favorable à la Santé (2B).

“

Grâce à sa démarche HQE, l'écoquartier de Bonne propose un cadre épanouissant et transformant pour ses habitants en même temps qu'un Urbanisme Favorable à la Santé

Les écoquartiers portent en eux une mutualisation et une synergie des flux, des besoins et des ressources. C'est aussi le principe de l'Écologie Industrielle Territoriale.

3 - Écologie Industrielle Territoriale : des synergies et mutualisations créatrices d'impacts positifs pour les territoires et leurs habitants

Troisième pilier de l'économie circulaire, l'Écologie Industrielle Territoriale (EIT) est une démarche trop peu connue par rapport aux multiples avantages qu'elle apporte. Son ancrage dans le territoire transpire de son nom.

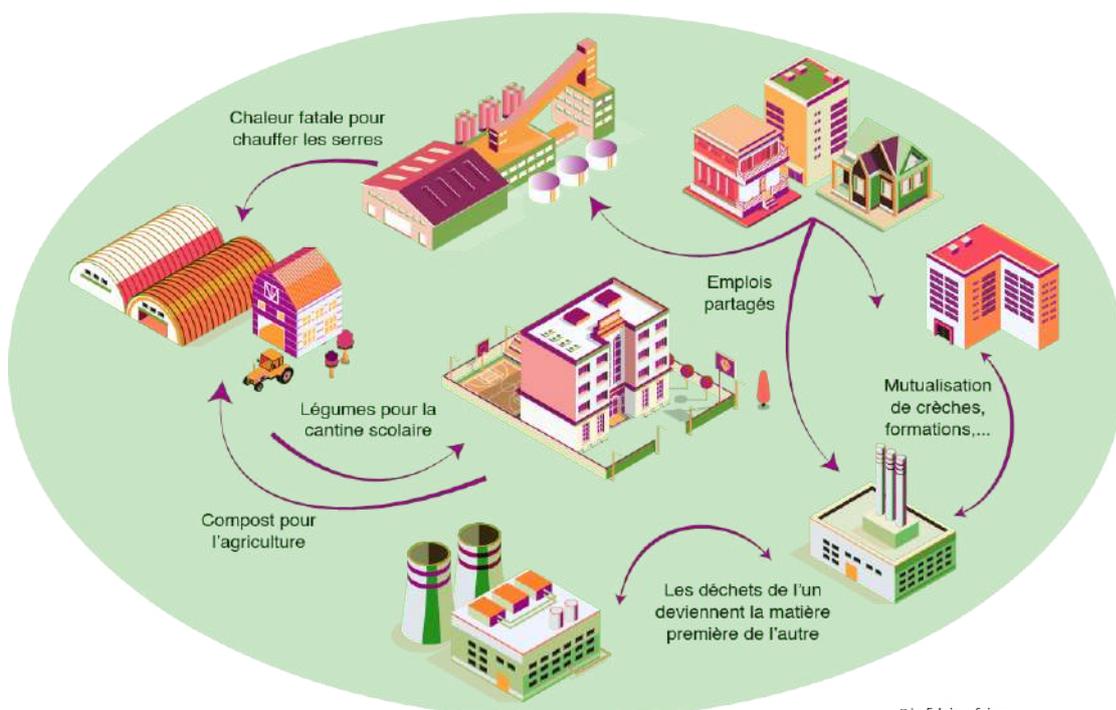
Il s'agit en fait de cartographier, sur un territoire, les flux de matières, ressources, eau, énergies, déchets et les besoins d'entreprises, organisations et acteurs du territoire... Cela permet ensuite de créer des stratégies vertueuses de mutualisation et de synergie entre les entreprises, collectivités et habitants.

● EIT : des synergies pour des territoires plus sobres et plus résilients

En matière de synergie, il y a de très nombreuses possibilités. Par exemple, les déchets d'une entreprise deviennent la ressource d'une autre. La chaleur fatale d'une industrie chauffe des locaux, des habitations ou des piscines municipales. L'agriculteur fournit les cantines du territoire et alimente en retour ses sols avec le compost de déchets organiques des cantines.

Par exemple, selon EDF, un nombre croissant de collectivités cherche à s'alimenter en énergie décarbonée, et issue du tissu local. Via sa filiale Dalkia, un accompagnement est offert. La chaleur dite "fatale" des industries peut être récupérée pour alimenter par exemple les

ÉCOLOGIE INDUSTRIELLE ET TERRITORIALE



circuits d'eau chaude des communes. C'est le cas d'Issoire, dans le Puy-de-Dôme, qui tire partie de la chaleur dégagée par un industriel local producteur d'Aluminium.

Mais des synergies peuvent aussi être mises en place dans d'autres domaines que l'énergie. Prenons l'exemple de la Communauté de Communes de Belle-île-en-Mer (CCBI)⁶⁶¹ qui a initié une démarche d'EIT de février à mai 2022. Pour ce faire, elle a organisé plusieurs ateliers à destination des organisations publiques, entreprises privées, associations. L'objectif était à la fois de sensibiliser les acteurs de toute l'île à l'économie circulaire, mais aussi de détecter des synergies possibles. Bilan en juillet 2022 ? Les 24 participants aux ateliers ont mis en avant 18 synergies possibles, dont 8 sont réalisées. Par exemple, la blanchisserie alimente la ressourcerie en linge usagé pour du réemploi. Le collège transmet la liste de fournitures aux parents en amont de la rentrée afin qu'ils puissent s'approvisionner à moindre coût à la ressourcerie qui dispose d'un stock important de matériel de papeterie. L'Hôpital fournit des béquilles inutilisées au centre de vacances qui a exprimé ce besoin pour les enfants qui se blessent pendant leur séjour.

Tout cela contribue à diminuer l'impact des activités humaines sur le territoire en valorisant les flux de matières et d'énergies à l'intérieur d'un modèle circulaire. Ce processus réduit les déchets, les achats, le bilan carbone et donc contribue à la préservation de l'environnement pour offrir un cadre de vie plus propre et plus vertueux aux habitants du territoire.

● EIT : mutualiser au bénéfice des habitants d'un territoire

En matière de mutualisation, de nombreuses possibilités existent également ou restent à inventer. Il peut s'agir de faire des achats groupés entre organisations d'un même territoire pour réduire les coûts et le bilan carbone de la livraison. Certaines entreprises mutualisent également tout un ensemble de services au bénéfice de leurs salariés. Cela peut se concrétiser par exemple par de la formation, des navettes de transports en commun, un service de restauration, un club de sport... Il

est même possible de mutualiser des ressources humaines afin d'assurer un CDI à temps plein à une personne qui va travailler pour plusieurs entreprises en temps partagé (3B).

Par exemple, dans le cadre de la démarche Coopérations Locales et Environnementales en Synergies (CLES), 16 entreprises de la zone portuaire de Strasbourg ont réussi à mutualiser des sessions de formation pour leurs salariés comme l'indique le site de l'EIT⁶⁶². Cette mutualisation a permis de compléter des formations où il y avait un nombre insuffisant d'inscrits, d'ouvrir les formations existantes aux entreprises intégrant la démarche et d'optimiser les coûts de formations pour les entreprises participantes.

16 entreprises de la zone portuaire de Strasbourg ont réussi à mutualiser des sessions de formation pour leurs salariés.

Autre exemple, le groupement d'employeurs Convergence à Troyes⁶⁶³ permet le partage de salariés adaptés aux besoins des entreprises. Alliant flexibilité et sécurité, ce modèle est gagnant pour les entreprises, pour la vitalité et l'attractivité des territoires et pour les salariés. Ces derniers ont ainsi accès à des CDI à temps plein, une mutuelle et un plan de formation. Cette stabilité permet au salarié de se projeter sur un territoire en facilitant l'accès au logement et les démarches bancaires. Le modèle peut aussi répondre aux aspirations des travailleurs en termes de mobilité et de gains de compétences.

Les possibilités offertes par l'EIT sont immenses. Elles permettent de bâtir des territoires plus intelligents dans la gestion des ressources, matières et déchets au bénéfice de leurs habitants. C'est aussi dans une logique d'efficacité d'utilisation des ressources qu'intervient l'Économie de la Fonctionnalité et de la Coopération (EFC).

4 - L'économie de la fonctionnalité au service de la coopération, de l'optimisation, de l'hybridation et du lien social

Quatrième pilier de l'Économie Circulaire, l'Économie de la Fonctionnalité ou Économie de la Fonctionnalité et de la Collaboration (EFC) propose une manière d'habiter son territoire fondée sur le partage et l'usage plutôt que sur la possession et l'accumulation.

● La Bibliothèque d'Objets de Montreuil : partage, emprunt, réparation et collaboration

C'est ce principe qui a inspiré la création de la Bibliothèque d'Objets de Montreuil (BOM)⁶⁶⁴. La BOM met à disposition de ses adhérents plus de 500 objets contre une somme modique. Bricolage, jardinage, puériculture, fête, cuisine, sport ... En encourageant l'emprunt plutôt que l'achat, la BOM promeut un modèle fondé sur l'EFC et la mutualisation plutôt que l'acquisition. Moins d'achats, moins de matières premières prélevées et moins de déchets, tout en prolongeant la durée de vie des objets disponibles à l'emprunt de manière optimale et par la réparation. L'initiative, par les nombreux ateliers proposés, diffuse les valeurs du partage et de la collaboration. Elle cultive de surcroît le lien social et intergénérationnel ainsi que l'entraide. En résumé, la communauté rassemblée par ce projet est mue par la réduction des impacts négatifs au profit d'impacts positifs sur un territoire commun. En passant, l'on remarque aussi que le lieu même de la BOM conjugue plusieurs usages, tel un tiers-lieu.

Des objets, plusieurs usages ou plusieurs vies : l'exemple des livres pour enfants dans une brocante



© Image par jacqueline macou de Pixabay

Plus de 600

objets

de bricolage, jardinage, puériculture, fête, sport ... sont mis à disposition des adhérents de la Bibliothèque d'Objets de Montreuil.

● Le tiers-lieu : un espace, plusieurs usages ... un nouveau commun ?

Au niveau des territoires, il est intéressant d'explorer la multifonctionnalité des lieux et l'hybridation des espaces. Avec l'accélération du télétravail et la fermeture des cafés, ces dernières années ont vu fleurir de nombreux espaces de coworking et tiers-lieux. Le tiers-lieu, largement abordé dans les parties dédiées à l'éducation (3A), à l'emploi (3B) et à l'habitat (4A) offre plusieurs fonctions. Cette multifonctionnalité permet de faire naître des écosystèmes créateurs de valeurs, voire régénératifs. Nouveaux endroits de rassemblement au sein des territoires, ils cumulent des activités de formation, de divertissement, de culture, d'atelier, de télétravail, de location de machines...

A Issy-les-Moulineaux, le "Nid d'Idées d'Avenir" conçu par ALTAREA, plus communément appelé NIDA est un lieu hybride, expérientiel et multiusage de 1 500 mètres carrés. Cette nouvelle destination pour les entreprises, les associations et des particuliers met l'innovation et l'optimisme au service d'un monde plus durable et plus responsable. Le NIDA se veut "le symbole du rayonnement d'Issy-les-Moulineaux en tant que territoire précurseur en termes d'innovation et de Smart City" peut-on lire sur le communiqué de presse d'ALTAREA. Un avant-pont du territoire, lui-même investi dans la transformation de ce même territoire et la transition écologique.



Hybridation, tiers-lieux et transformation des territoires

Gabrielle Halpern, docteure en philosophie, et auteure de l'essai *Tous Centaures ! Éloge de l'hybridation* (Pommier, 2020) souligne dans un article⁶⁶⁶ (2022) les échanges transformants entre les communautés et le lieu qu'elles partagent, et par extension, le pouvoir transformant du tiers-lieu sur tout le territoire.

“L'hybridation n'est ni la fusion, ni la juxtaposition, ni l'assimilation. Il existe une quatrième voie, qui est celle de la ‘métamorphose réciproque’ : pour obtenir un centaure, il ne suffit pas de mettre un homme sur un cheval, mais il faut que chacune des parties fasse un pas de côté, sorte de son identité, se métamorphose au contact de l'autre, et alors seulement il y aura rencontre, et donc création d'une tierce figure, d'un tiers monde, d'un tiers-lieu. La juste relation à l'autre peut se définir comme ‘la métamorphose réciproque’, qui mène à l'hybridation.

(...) la dimension territoriale des tiers-lieux peut être source d'inspiration. En effet, dans un pays centralisé comme la France, auquel s'ajoute le développement du virtuel par les nouvelles technologies, il est intéressant de rappeler la force de la proximité. Pour le philosophe et urbaniste Henri Lefebvre, il ne peut y avoir changement (de vie, de société, de comportement) que s'il y a production d'un espace approprié. Il parle d'‘art de l'espace’, c'est-à-dire que l'individu ne fait pas seulement vivre un espace, il le produit en quelque sorte (par ses émotions et ses actions, par ce qu'il y projette, etc.). L'idée d'un espace comme ‘produit’ est très puissante et pourrait venir nourrir la possibilité d'une hybridation entre le tiers-lieu et le territoire, entre les parties prenantes du tiers-lieu et le territoire. À partir du moment où une personne participe à un tiers-lieu, s'y engage ou en bénéficie, à partir du moment où un tiers-lieu, par l'intermédiaire de ses parties prenantes, développe des activités, crée de nouveaux liens avec d'autres acteurs, avec d'autres secteurs, ainsi qu'avec les habitants, on pourrait dire qu'il ‘produit’ le territoire et initie une véritable hybridation.”

Ainsi, l'économie de la fonctionnalité fertilise les actifs immatériels que sont le lien social et le partage tout en nourrissant l'épanouissement personnel et professionnel des habitants du territoire. Et toute cette dynamique contribue à diffuser des valeurs de “commun”, de partage et des comportements qui alimentent la consommation responsable.

5 - La consommation responsable : un pouvoir d'agir pour mieux vivre sur son territoire



© La Fabrique Spinzoza

Cinquième pilier de l'économie circulaire, la consommation responsable modèle le mode de vie et la façon dont le citoyen habite son territoire. La consommation responsable consiste à choisir des modes de consommation qui respectent l'environnement, l'équité sociale et économique. Le consommateur, qu'il soit organisation ou individu est invité à prendre en compte les impacts environnementaux et sociaux à toutes les étapes du cycle de vie du produit dans ses choix d'achat. Objectif ? Des modes de vie plus vertueux.

● La consommation responsable pour des modes de vie plus vertueux

Encore embryonnaire il y a quelques années, la consommation responsable, voire engagée, est devenue une composante à part entière de nouveaux modes de vie et de la recherche d'un bonheur moins consumériste. Elle a pris de l'envergure avec le développement du Commerce Équitable, du bio, puis des nombreux labels et systèmes de notation mis en place. Elle

fait échos à la responsabilité de chacun dans la lutte contre le réchauffement climatique et dans la transformation de la société. La consommation est ainsi revalorisée comme un acte réfléchi à la fois aligné avec ses propres valeurs, mais aussi dans ses externalités pour tendre vers un destin plus collectif.

7 Français sur 10 déclarent voir le lien entre leurs choix de consommation et l'avenir de la planète.

D'ailleurs, le 15ème Baromètre GreenFlex-ADEME de la Consommation Responsable (2022)⁶⁶⁷ *“confirme que les Français se responsabilisent et se perçoivent de plus en plus acteurs de la lutte contre le dérèglement climatique.”* 7 Français sur 10 déclarent voir le lien entre leurs choix de consommation et l'avenir de la planète. 90% des Français.es disent vivre dans une société qui les pousse à acheter sans cesse, et 83% souhaiteraient vivre dans une société où la consommation prendrait moins de place. Le modèle de l'économie linéaire et son mythe de croissance infinie est ainsi très critiqué même si des freins au changement économiques, culturels ou liés à la désirabilité de la sobriété persistent. Des freins qui peuvent être levés grâce à la réglementation et à l'accès à la donnée.



EDF : La consommation énergétique responsable et juste

Le Groupe EDF est très investi dans la consommation énergétique responsable et juste... Selon Pierre-Christophe Bertrand, Directeur de Cabinet du Directeur Exécutif Groupe EDF en charge du Pôle Clients, Services & Territoires, la campagne EDF de sensibilisation nationale et sur les territoires, contribue à la prise de conscience écologique en donnant les clés pour appliquer la devise simple et parlante : “Je baisse, j'éteins, je décale..» Elle se réfère aux actions à mener pour diminuer sa consommation énergétique. De par la confiance accordée par le public, EDF

mobilise ses clients dans une spirale vertueuse, de sensibilisation à la valeur de l'énergie.

Par ailleurs, EDF propose des solutions d'auto-consommation d'électricité. En installant des panneaux solaires sur les toits des habitations (mais aussi des parkings, des entreprises, ou collectivités), EDF ENR (Energies renouvelables) engage une partie de la population dans la lutte contre le réchauffement climatique. Dans un contexte de mal-être croissant dû à l'éco-anxiété, ce dispositif accélère la prise de conscience et permet aux citoyens de reprendre un peu le contrôle de leur vie, avec une solution qui est en plus locale, où l'on reprend la main. C'est une démarche à la fois individuelle et collective qui répond à des aspirations plus larges.

En parallèle, les conseillers clientèle d'EDF sont sensibilisés et formés aux situations de précarité énergétique. Ils font les premières détections et accompagnements, en vérifiant que le client bénéficie d'un tarif adapté et en proposant des conseils en termes de maîtrise de la consommation. Ils informent le client sur le chèque énergie et l'orientent vers les partenaires sociaux si besoin. 230 experts solidarité EDF, dédiés à la solidarité, coopèrent par ailleurs directement avec les structures d'action sociale pour accompagner au mieux les clients les plus fragiles.

EDF conjugue donc à la fois des enjeux de sobriété énergétique et de justice sociale, pour que la ressource soit utilisée de la meilleure façon possible dans un contexte d'inflation et de réchauffement climatique.



Valider par une enquête subjective que cette sobriété énergétique a un impact faible sur la qualité de vie, mais contribue au sens dans son quotidien et son existence.

● Le digital et la réglementation au service de la consommation responsable

Grâce à la traçabilité des données, aux systèmes de notation, labels et applications,

le consommateur peut aujourd'hui plus facilement se rendre compte de l'impact de sa consommation. Ainsi, l'application Yuka⁶⁶⁸ pour l'alimentation et les cosmétiques invite-t-elle à une consommation plus saine. La Note Globale⁶⁶⁹, quant à elle, informe le consommateur sur la performance globale des produits alimentaires en croisant, sur l'ensemble de la chaîne de valeur, de nombreux critères. On y trouve des critères de bien-être animal, nutrition et santé humaine, environnement, traçabilité, origine, équité et contribution à l'économie française, et enfin responsabilité sociale des entreprises. D'autres labels comme le label Global Organic Textile Standards (GOTS)⁶⁷⁰ renseignent le consommateur sur le textile. L'Ecolabel européen⁶⁷¹, quant à lui, s'applique à 52 catégories de produits, de l'ameublement au bricolage, du textile à la papeterie.

La réglementation, quant à elle, peut aussi orienter les choix de consommation avec des mentions désormais obligatoires ou encadrées. Cela concerne par exemple l'indice de réparabilité⁶⁷², les allégations environnementales ou bien des dispositifs de lutte contre la déforestation importée⁶⁷³ qui incitent à privilégier le local et les circuits courts.

“

L'indice de réparabilité, les allégations environnementales ou bien des dispositifs de lutte contre la déforestation importée incitent à privilégier le local et les circuits courts.

- Le local et les circuits courts : le territoire en faveur de la consommation responsable

Mais au-delà de cela plusieurs systèmes ancrés dans les territoires et issus des autres piliers de l'économie circulaire permettent de consommer de manière plus responsable. Citons entre autres les circuits courts alimentaires (2A) ; les friperies, recycleries et magasins de seconde main qui permettent une circularité des biens

sur le territoire, tout en créant du lien social et en préservant le territoire de déchets.



© Image de Burst sur Negative Space

Les friperies et magasins de seconde main permettent d'acheter des biens sans prélever de nouvelles ressources planétaires.

Par exemple, l'ARR PACA⁶⁷⁴ (Association Régionale des Ressourceries PACA), en partenariat avec Valdélia, éco-organisme du mobilier professionnel (Déchets d'Éléments d'Ameublement professionnel DEA Pro) initie une étude-action pour mettre en œuvre une plateforme mutualisée de collecte et de vente de mobilier professionnel. Cette plateforme de massification est destinée aux ressourceries du territoire et aux acteurs du réemploi. Elle naît du constat d'un gisement de DEA pro à exploiter (en lien notamment avec la loi AGECE), malgré un dimensionnement restreint des ressourceries et un accès difficile au foncier. Cette initiative permet d'améliorer l'autonomie et la résilience des territoires en réorientant des déchets vers du réemploi ou de la réutilisation grâce à l'allongement de la durée de vie.

6 - L'allongement de la durée de vie : bien mieux que le recyclage

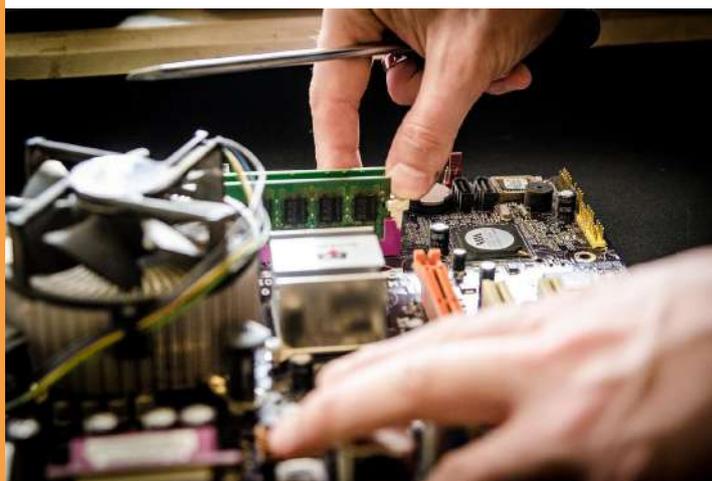
Sixième pilier de l'Économie Circulaire, l'allongement de la durée de vie des biens et produits consiste à réduire, réparer, réemployer et réutiliser pour refuser d'acheter de nouveaux biens. L'idée est de prévenir les impacts environnementaux de nos modes de vie sur les territoires.

- Prévenir les impacts environnementaux sur les territoires

L'objectif est d'empêcher le prélèvement de nouvelles matières dans la nature, le

coût environnemental de la production et du transport de nouveaux biens et la production de déchets supplémentaires qui viendront polluer le territoire.

L'allongement de la durée de vie des biens peut-être prévue dès le départ avec par exemple, une écoconception low-tech dotée d'un fort indice de réparabilité. Mais elle repose aussi sur des choix du consommateur : garder son smartphone cinq ans plutôt que le changer tous les ans par exemple. Ou bien refuser le diktat de la fast fashion et investir dans des vêtements durables et fabriqués en France. Il peut s'agir aussi de donner plutôt que de jeter, le don⁶⁷⁵ étant une partie intégrante de l'économie circulaire à partir du moment où il ne justifie pas un réachat systématique. Ou encore de vendre des biens de seconde ou troisième main ... mais avec un supplément d'âme.



Réparer permet d'allonger la durée de vie des biens

© Image par Michal Jarmoluk de Pixabay



Envie Autonomie : permettre à tous d'avoir accès à du matériel médical

Envie Autonomie⁶⁷⁶, labellisée Bleu Blanc Zèbre, a été créée en 2015 sur la base d'un double constat. Un nombre croissant de personnes ne parviennent pas à s'équiper en aides techniques médicales nécessaires à la compensation du handicap ou de la perte d'autonomie par manque de ressources financières. Pourtant, un nombre conséquent de matériel médical est jeté alors qu'il pourrait bénéficier d'une seconde vie. Principal réseau

engagé et solidaire de matériel médical, Envie Autonomie récupère le matériel médical chez les particuliers et dans les établissements, le rénove et l'aseptise avant de le proposer à la vente ou la location à petits prix avec toutes les garanties nécessaires.

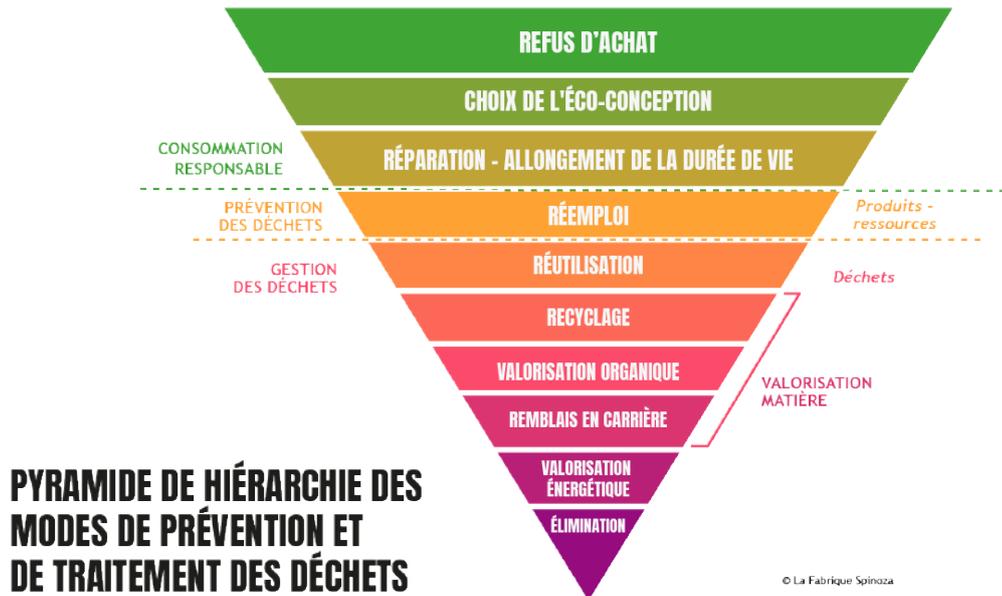
● **Le Temps des Retrouvailles : des générations de jouets, un supplément d'âme**

Le Temps des Retrouvailles⁶⁷⁷ est une boutique de jouets de seconde ou troisième main implantée à Diémoz en Isère. La boutique écoconçue propose un mode de consommation plus responsable en allongeant la durée de vie des jouets sur plusieurs générations d'enfants. Elle rachète les jouets aux particuliers, les nettoie et les remet en vente. Ce sont pas moins de 45 000 livres, 2 500 jeux de sociétés, 1 500 petites voitures et 3 000 figurines Playmobil qui ont été sauvés par la boutique en 3 ans⁶⁷⁸. Le magasin est aussi un vecteur de lien social sur son territoire en proposant par exemple des apéro-rétro où les participants peuvent s'affronter sur des jeux vidéos des années 90, ou encore des ateliers légos pour les enfants.

**livres,
4 500 2 500 jeux de sociétés, 1500 petites voitures et 3 000 figurines Playmobil sauvés par la boutique Le Temps des Retrouvailles !**

La création de valeur via l'allongement de la durée de vie des objets n'est donc pas seulement une économie. C'est aussi un report du matériel vers de l'immatériel comme la culture du souvenir, la madeleine de Proust, le lien social, le divertissement, la nostalgie d'une époque qui va unir les gens. Finalement, c'est un puissant fertilisant des territoires qui les préserve des déchets.

7 - L'amélioration de la prévention, de la gestion et du recyclage des déchets



**PYRAMIDE DE HIÉRARCHIE DES
MODES DE PRÉVENTION ET
DE TRAITEMENT DES DÉCHETS**

Enfin, septième pilier de l'économie circulaire, l'amélioration de la prévention, de la gestion et du recyclage des déchets est un champ complexe que nous ne détaillerons pas ici.

Si tous les autres piliers ont au final pour vocation de prévenir le déchets par la réparabilité, le réemploi, l'allongement de la durée de vie, le partage... nous rappellerons simplement ici que les modes de traitement des déchets sont à la fois réglementés et variables. Par ailleurs, le challenge réside davantage dans la prévention des déchets le plus en amont possible que dans le traitement des déchets en tant que tels.

● **La prévention et le traitement des déchets : des arbitrages et mises en place complexes**

Le recyclage permet de réinjecter de la matière dans le cycle économique et de créer de nouvelles activités et emplois sur les territoires. Dans cette veine, le sur-cyclage ou upcycling est une manière de recréer d'autres objets et de produire des objets hybrides ou artistiques à partir de biens en fin de vie. La valeur ajoutée de ce procédé réside tant dans l'économie de traitement des matières que dans le détournement, l'hybridation ou l'imagination.

Car attention, le recyclage est contesté⁶⁷⁹. Dans son essai *Recyclage, le grand enfumage*, Flore Berlingen, militante de l'écologie et

des communs, indique : *“Le recyclage permet de ne pas remettre en question le jetable et les intérêts économiques qui lui sont liés, et surtout d'éviter de se demander ce qu'il révèle - une surproduction - et les origines de celle-ci, à rechercher dans les fondements du capitalisme et du productivisme.”*

Par ailleurs, concrètement, le recyclage nécessite la mise en place des filières de récupération et de traitement spécifique. Qui plus est, les matières composites sont difficilement recyclables ou nécessitent l'ajout de matière neuve pour pouvoir être de qualité suffisante. Par ailleurs, l'énergie nécessaire pour cette transformation peut être un coup de canif dans le bilan carbone. Par exemple, recycler le verre à partir de bouteilles cassées récupérées dans des containers nécessite de le chauffer à une chaleur telle que le bilan carbone de la nouvelle bouteille est très élevé. En revanche le recyclage peut-être intéressant s'il est territorialisé comme ci-dessous.

Téléphone surcyclé en lampe, pour une nouvelle vie mêlant l'utile et l'esthétique sur fond de nostalgie.



© Johnny Briggs sur Unsplash

66

Le recyclage permet de ne pas remettre en question le jetable et les intérêts économiques qui lui sont liés, et surtout d'éviter de se demander ce qu'il révèle – une surproduction – et les origines de celle-ci, à rechercher dans les fondements du capitalisme et du productivisme.

Recyclage, le grand enfumage,
Florence Berlingen.

- Awahi : des maillots de bains et articles de sport fabriqués à Marseille à partir de déchets récoltés dans la mer

L'entreprise Marseillaise Awahi⁶⁸⁰ réalise des maillots de bain et articles de sport à partir de bouteilles en PET et de déchets récoltés dans la mer. Les articles sont réalisés en France par un chantier d'insertion employant 27 personnes. Le déchet trouvé localement se retrouve ainsi valorisé sur son territoire de fin de vie à travers un projet à impact environnemental et social.



InterLock : des objets et du mobilier design consignable

InterLock, labellisée Bleu Blanc Zèbre, écoconçoit du mobilier et des objets de décoration en aluminium et plastique. Pour réduire le bilan carbone du transport, les objets sont livrés à plat selon une technique d'origami. InterLock assure aussi la fin de vie de ses objets via une consigne. En fin de vie, les biens lui sont retournés et les matières sont retraitées. L'aluminium et le plastique sont séparés. L'aluminium est revendu tandis que le plastique est re-compressé pour un nouvel usage.

Ce 7ème pilier qui vient fermer la boucle de l'économie circulaire réinterroge à rebours nos modes de consommation, ses effets rebonds et notre rapport à la matérialité dans le bonheur. Finalement, et si l'économie circulaire préfigurait une autre proposition du bonheur plus ancrée dans les territoires ?

3C3 | Une autre proposition du bonheur sur les territoires

Depuis le début de cette étude, nous nous interrogeons sur les éléments qui contribuent à des territoires et des modes de vie plus heureux. Et force est de constater que l'économie circulaire dispose de "supers pouvoirs" pour participer à cette entreprise ! Le pouvoir d'accélérer la transition écologique, la transformation et la résilience des territoires par une meilleure gestion des ressources, la prévention des déchets, et la mise en place d'entreprises régénératives (3). Le pouvoir de favoriser l'ancrage dans les territoires et l'attractivité des territoires (2). Et le pouvoir de développer des écosystèmes collaboratifs et de tisser des liens au service du vivre-ensemble (1).

1 - Tisser des liens au service du vivre ensemble et de l'innovation

L'économie circulaire crée naturellement des écosystèmes au service d'un modèle plus durable. Elle rassemble et fédère autour de projets communs par le design thinking, l'intelligence collective et/ou tout simplement la coopération.

- La coopération comme moyen

Le livret d'OREE⁶⁸¹ consacré à la coopération montre que cette dernière est à géométrie variable et multidimensionnelle dès lors

qu'il s'agit de mettre en œuvre un projet d'économie circulaire. En effet, la coopération peut se développer entre individus dans des projets structurés ; mais aussi entre structures, de manière bilatérale. A un niveau plus multilatéral ou écosystémiques, les réseaux d'acteurs ; les filières ; les démarches d'Écologie Industrielle Territoriale offrent d'autres terrains de jeu de la coopération.

Le territoire est ici l'ingrédient qui peut permettre d'embarquer plus facilement les parties prenantes. Pourquoi ? Parce qu'il est à la fois leur point commun et leur lieu de vie. Le pouvoir de la proximité du territoire réside dans le fait que les externalités d'un projet deviennent visibles, palpables, partagées. Par la coopération territoriale, les parties-prenantes ont donc la possibilité de se réapproprier leur territoire, les impacts positifs qu'ils génèrent tout en agissant pour un monde plus propre, plus juste, plus épanouissant. Ces parties-prenantes sont en général toutes actrices et bénéficiaires des projets en économie circulaire par les mécanismes de boucles de rétroaction.

66

Le pouvoir de la proximité du territoire réside dans le fait que les externalités d'un projet deviennent visibles, palpables, partagées.

Prenons l'exemple du Quartier des Deux-Rives⁶⁸² dans les 12^e et 13^e arrondissements de Paris. Ce territoire héberge un quartier d'affaires dense (Bercy, Tolbiac, Gare d'Austerlitz et Gare de Lyon - 100 000 emplois, 60 grosses entreprises, de nombreux restaurants...), situé de part et d'autre de la Seine.

A partir de 2012, une démarche d'Écologie Industrielle Territoriale se structure. Objectif ? Impulser des projets pilotes sur le territoire parisien visant à optimiser les flux de matières et les ressources (y compris les compétences, savoir-faire, RH...), grâce à de nouveaux modèles économiques. Des stratégies de mutualisation territorialisées autour de la mobilité, du recyclage et de la consigne se mettent en place.

Dans cette veine, l'expérimentation "Tri en Seine"⁶⁸³ réunit 14 structures autour de la mutualisation et de la gestion de déchets non accueillis par les poubelles de tri habituelles. Une déchèterie mobile et fluviale dédiée aux professionnels est mise en place. Grâce à la mobilisation des acteurs économiques et commerçants du quartier, en 2020, ce sont 19 tonnes de déchets qui sont collectées suite à un état des lieux détaillé des flux.

19 tonnes de déchets collectées via une déchèterie fluviale en 2020 dans le Quartier des Deux-Rives.

En misant sur le transport fluvial, l'opération évite la mise en circulation de 24 camions de ramassage dans le quartier et le déplacement des professionnels vers les déchèteries. En termes d'impacts positifs, cela se traduit par une réduction de la pollution, moins de densité au niveau du trafic. C'est aussi l'occasion de prévenir les encombrants sur la voie publique et de faire prendre conscience aux professionnels de la nécessité de réduire les déchets. Bref, d'amener à réfléchir globalement sur la manière d'exercer son activité professionnelle.

La démarche donne naissance en 2021 à L'Association Deux Rives quartier circulaire. Cette association réunit alors 18 acteurs :

- 6 entreprises : La Poste, La RATP, Setec, Natixis, Petit Bain, Cemex ;
- 4 associations : 13 Avenir, Agence Parisienne d'Urbanisme, L'Agence parisienne du Climat, ESS'paces ;
- et 8 acteurs publics : Caisse des dépôts, Eau de Paris, Ministère des Finances, Métropole du Grand Paris, SYCTOM, Haropa Port de Paris, Ville de Paris, Voies navigables de France.

Actuellement, le Quartier des Deux-Rives travaille sur un projet autour de l'eau sur la base d'un processus d'intelligence collective.

● L'intelligence collective comme carburant, le design thinking comme méthode

L'intelligence collective (encadré) est au cœur de l'économie circulaire. Elle permet d'appréhender les situations, les problématiques et de faire émerger des idées, des projets et des solutions pour tendre vers un optimum possible. Comment ? Grâce à l'implication d'une diversité d'acteurs qui ne sont pas forcément experts d'un sujet. Agent catalyseur des liens qui font vivre le territoire et des projets qui le fertilisent, l'intelligence collective synthétise toutes les opportunités et contraintes structurelles et contextuelles.

Par ailleurs, l'intelligence collective permet de mener à bien des démarches de Design Thinking ou de Smart Design. L'approche 360° s'articule autour de la faisabilité technologique, de la viabilité économique, de la désirabilité et de la circularité des ressources. Ce faisant, elle génère des solutions à impacts positifs et effets rebond maîtrisés, qu'elles soient répliquées, issues de l'hybridation ou de l'innovation.

Pour faciliter ce processus d'intelligence collective, de nouveaux espaces émergent. C'est le cas par exemple du tiers-lieu Local CA VOUS des Herbiers du Crédit Agricole Atlantique-Vendée. Objectif ? Donner à chacun l'opportunité de s'investir sur le territoire, et d'y co-construire. Le lieu travaille à amener différentes entités locales, publiques et privées, et les mettre au service de l'intérêt général sur le territoire. Des "guides de parties prenantes" sont clés pour cela, ils détaillent la manière d'écrire avec des tiers : que ne faut-il pas oublier quand on travaille sur un projet, afin que chacun soit écouté dans l'alliance. Il n'existe pas suffisamment de modèles contractuels qui formalisent ces alliances, et définissent la propriété de la valeur ajoutée produite par ces univers multi-parties prenantes. Quelle forme contractuelle pour partager les biens communs ? En ce sens, un tiers-lieu répond à un besoin d'une entité supra qui rassemble les parties prenantes sur ces sujets, crée des synergies en ressources et des solutions hybrides ou innovantes.

Dans cette même veine, selon une démarche d'amélioration continue, la qualité du territoire émerge d'un projet commun, mais a aussi un pouvoir d'attraction pour dessiner le territoire. Par exemple, Grenoble a été élue Capitale Verte de l'Europe en 2022. Cela a été l'occasion de rassembler, de faire travailler les acteurs ensemble, y compris les acteurs associatifs, et par là-même de les soutenir, et de les faire rayonner. Le territoire grenoblois compte bien amplifier encore ses actions en faveur de la transition écologique en s'unissant autour de la dynamique Green Grenoble 2022. La dynamique embarque les habitants, les industriels et les différents acteurs. Issue d'un large consensus de partenaires, Green Grenoble⁶⁸⁴ s'attache à promouvoir toutes les actions menées dans la lutte contre le changement climatique et pour un futur plus viable. En prouvant au passage qu'une nouvelle dynamique économique est totalement compatible avec le respect du vivant et l'épanouissement social. Le projet agit comme un mouvement de défi et de fédération, avec par exemple, des ateliers pour imaginer et co-construire la ville rêvée. *"Plus largement, grâce à cette distinction des rassemblements se créent à Grenoble qui auraient sinon eu lieu à Paris ou à Berlin"* indique Grenoble Alpes Métropole.

Les bénéfices de l'engagement et de la participation citoyenne en termes d'épanouissement et de bonheur semblent donc démultipliés par la variable territoriale.



L'intelligence collective

Dans son best-seller paru en 2008, *La Sagesse des foules*, l'économiste James Surowiecki bouscule cette croyance selon laquelle seuls les leaders sont à même de prendre et d'imposer les décisions importantes, et que les foules agissent comme des troupeaux de moutons. Il démontre au contraire, à travers de multiples exemples, que le plus grand nombre est souvent à l'origine des meilleures décisions et prévisions. Cette théorie de l'intelligence collective s'applique aussi bien à la politique, à l'économie

ou au management et consacre le groupe face à l'individu.

Quatre facteurs clés doivent cependant être respectés pour un processus optimal :

1 - La diversité d'opinions : plus les approches sont diverses, plus les profils sont différents dans le groupe, plus il est probable qu'une bonne ou meilleure solution émerge.

2 - L'indépendance d'esprit : les opinions de chacun ne doivent pas dépendre des opinions des autres. Le peu d'intelligence des foules serait le résultat du trop peu d'indépendance d'esprit dans ce contexte.

3 - La décentralisation : pour assurer un équilibre entre le global et le local, les individus apportent chacun leur savoir spécialisé, tiré d'une connaissance intime d'un aspect du problème à résoudre.

4 - L'agrégation : un mécanisme de compte objectif, pour réunir les jugements des personnes en un jugement final. (ex: vote à la majorité, estimation de probabilité sur un marché prédictif).

A noter que plus il y a de femmes dans les groupes, plus ces derniers sont "intelligents". Cela s'explique par la meilleure capacité d'écoute et d'empathie dont elles feraient preuve, permettant ainsi que tout le monde s'exprime.

Par ailleurs, les démarches d'intelligence collective ne s'improvisent pas et peuvent nécessiter l'emploi de méthodes, d'outils ou de facilitateurs.

D'après Emile Servan-Schreiber, docteur en psychologie cognitive et chercheur en intelligence collective, le premier intérêt de l'intelligence est la prévision et la survie. Le deuxième est la capacité à inventer, innover et trouver des solutions.

Les entreprises les plus innovantes sont celles qui impliquent le plus d'employés dans l'innovation et l'idéation et non celles qui dépensent le plus d'argent. Ainsi, sur les marchés prédictifs, quand tous les employés sont impliqués : les prévisions sont 70% meilleures que l'Intelligence Artificielle (IA) et les systèmes classiques. Une solution

valorisante pour les employés et moins coûteuse pour l'entreprise que d'employer un expert ! Pour preuve, l'intelligence collective d'amateurs peut aisément rivaliser avec les pronostics des experts de la CIA dotés pourtant d'informations secrètes. Elle fait même 30% de mieux que les professionnels !

Finalement, l'intelligence collective concrétise l'engagement dans un territoire autant que la création de liens sociaux, deux fondamentaux de l'ancrage territorial.

2 - Favoriser l'ancrage territorial pour fertiliser le territoire et renforcer son attractivité

L'ancrage territorial est à la fois un prérequis et une conséquence de l'économie circulaire. Par la mise en exergue des interactions qui se produisent entre le territoire et celles et ceux qui l'habitent, on se rapproche finalement, pour qualifier le territoire, de la notion de commun.

Les communs

(Le Portail des Communs)



D'après Le Portail des Communs⁶⁶⁶

“Les biens communs, ou tout simplement les communs, sont des ressources, gérées collectivement par une communauté. Celle-ci établit des règles et une gouvernance dans le but de préserver et pérenniser cette ressource.

Des logiciels libres aux jardins partagés, de la cartographie à l'énergie renouvelable, en passant par les connaissances et les sciences ouvertes ou les AMAPs et les épiceries coopératives, les ‘Communs’ sont partout ! (...)

Il est important de noter que la définition des communs est un chantier à part entière toujours en cours, à l'image de leur diversité. La définition ci-dessus est proposée dans un but de vulgarisation de la notion de communs.”

Un commun que l'on peut dynamiser en relocalisant des emplois, ou bien choyer en en prenant soin via des éco-gestes.

● Terravox : l'impact de l'attachement au lieu sur les éco-gestes et les émotions positives

Dans cette veine, Terravox, entreprise spécialisée dans la sensibilisation des citoyens à la prévention des déchets, est en train de mener des travaux de recherche⁶⁸⁷ sur la relation entre le lien d'attachement à la résidence et le tri des déchets.

Frédéric Willemart, directeur général de Terravox et Jean-Damien Grassias, doctorant en sciences de gestion expliquent : *“l'attachement au lieu, ou le lien cognitif et émotionnel d'un individu avec un lieu donné, conduit à des comportements de protection du lieu (ex : ne pas jeter par terre) ou de maintien de proximité (ex : rester dans son foyer plutôt que de déménager)”* . *“Ce que l'on cherche à mesurer et démontrer, précise Frédéric Willemart, c'est dans quelle mesure l'attachement au lieu et notamment l'attachement au foyer et à la résidence, augmentent la probabilité de trier ses déchets dans le contexte d'habitats verticaux à forte densité humaine”* .



L'attachement au lieu, ou le lien cognitif et émotionnel d'un individu avec un lieu donné, conduit à des comportements de protection du lieu (ex : ne pas jeter par terre) ou de maintien de proximité (ex : rester dans son foyer plutôt que de déménager)

Frédéric Willemart, directeur général de Terravox et Jean-Damien Grassias, doctorant en sciences de gestion.

Le directeur général de Terravox ajoute que la propreté est un facteur d'appartenance résidentielle. *“Quand les gens vous disent “Ma ville, elle est sale”, il y a aussi une dépréciation individuelle.”* Trier c'est

respecter son lieu de vie, son territoire, ses voisins et se respecter soi-même car le déchet est un facteur d'émotions négatives. En outre, le déchet est un facteur de dégradation. Il crée un indice de désordre. Il augmente le turn over des locataires et des gardiens qui font de l'entretien plutôt que du technique et du relationnel. Il oblige les bailleurs à faire intervenir des sociétés de nettoyage pour éviter la fuite des locataires qui en ont les moyens.

Ce qui est en jeu dans ce processus, c'est l'attachement au lieu de vie. En effet, les personnes âgées, contrairement à ce que l'on pourrait penser, trient plus que les jeunes parce qu'elles habitent leur lieu de vie depuis plus longtemps. Quand il n'y a pas d'accès au tri dans certains territoires, cela cristallise pour les habitants, une situation dégradée dans la résidence ou le quartier. Cela les renvoie à l'exclusion. Quand le tri est mal fait, c'est en général un marqueur que les gens vivent “en solo”, qu'ils n'ont pas le sens de la communauté. De même, la qualité du tri reflète un respect des règles de vie, un sentiment d'appartenance à une résidence, une marque de considération des voisins.

Certes, les travaux de recherche de Terravox ne sont pas encore achevés. Néanmoins, sous le prisme de notre sujet sur les “Territoires et modes de vie heureux” , il ne nous semble pas exagéré de souligner ici certaines interactions créatrices d'épanouissement et d'émotions positives. Bref, de bonheur ! Il s'agit alors de voir comment tirer le meilleur parti pour un bonheur pluriel des relations entre l'ensemble des leviers liés à l'ancrage : l'attachement au territoire de vie, le lien social, l'économie circulaire, la bonne gestion des déchets et la propreté, l'attractivité, l'équilibre et la résilience des territoires. Dans cette perspective, c'est parfois la relocalisation qui précède l'ancrage et l'attractivité.

● 1083 : la relocalisation d'industrie textile en France, facteur d'ancrage territorial

L'aventure de plusieurs entreprises est très inspirante en matière d'ancrage et de renforcement de l'attractivité territoriale. Ces dernières ont adopté des modes de

fonctionnement qui tiennent compte des limites planétaires. Ce point de départ les a amenées à relocaliser des activités industrielles en France.

C'est le cas de l'entreprise 1083. Spécialisée dans la fabrication de jeans et chaussures écoresponsables, l'entreprise a été créée en 2013. Elle est portée et soutenue par une communauté de consommateurs très actifs. Ces derniers coopèrent à l'élaboration de produits, en rupture avec une des industries les plus polluantes de la planète.

Le nom de l'entreprise porte sa raison d'être : *“Savez-vous qu'un jeans conventionnel parcourt jusqu'à 65 000 km lors de sa fabrication alors que 1 083 km, seulement, séparent les 2 villes les plus éloignées de l'hexagone ? En 2013 nous nous sommes lancés comme défi de relocaliser à moins de 1 083 km de chez vous la fabrication de jeans et de chaussures pour créer un maximum d'emplois et de plaisir !”*

Par ailleurs, l'entreprise à l'origine de 150 emplois et d'une école du jean a aussi écoconçu un “jeans infini” : recyclé (à partir de polyester issu de déchets des océans et de bouteilles plastiques), recyclable et consigné à l'infini.

Cet exemple et le précédent montrent qu'en misant sur l'ancrage territorial, l'économie circulaire permet de transformer et régénérer des territoires.

3 - Transformer et régénérer les territoires

Finalement, la force sous-jacente de l'économie circulaire tient à son pouvoir transformant et régénératif qui permet de tendre vers des modes de vie et territoires heureux.

● L'EC porteuse de transformation et de résilience

Ainsi, pour commencer, l'économie circulaire est un processus transformant, à la fois pour les individus, les organisations, les territoires et par extension pour la société. De par son fonctionnement systémique, l'économie circulaire implique les individus,

les organisations et les territoires dans un modèle plus sobre et plus vertueux. Dans un mouvement centripète, elle fédère autour d'un projet commun toutes les parties prenantes ; lesquelles bénéficieront ensuite des externalités positives redistribuées dans un mouvement centrifuge.

A l'échelle du citoyen, l'économie circulaire propose des modes de vie et de consommation plus responsables avec des impacts financiers certains imprégnés de sobriété, d'économie du partage et de lien. Pour le salarié, c'est un processus à la fois engageant, apprenant et porteur d'opportunités auquel il peut contribuer dans le cadre de son métier. Ce faisant, il peut grandir en termes de compétences via des démarches d'intelligence collective. Il peut aussi bénéficier de formations et autres avantages grâce aux synergies et mutualisations mises en place par son entreprise.

Au niveau des organisations, l'implication dans des démarches d'économie circulaire améliore la manière d'exercer l'activité de l'entreprise en prenant en compte les différents impacts qu'elle génère. Elle permet de réduire les impacts négatifs de l'entreprise sur son territoire, parfois en lien avec des démarches d'Écologie Industrielle Territoriale. L'étape ultime étant de basculer vers un modèle régénératif, comme l'indique l'article *“Oubliez la durabilité, il est temps de passer au business régénératif”* (2023)⁶⁸⁸ des Echos Start..

Au niveau du territoire, enfin, l'économie circulaire est transformante dans le sens où le support des vies et matières - le territoire - s'appréhende à la fois comme un commun et un organisme vivant à part entière. Un organisme vivant avec son pouvoir d'agir, son autonomie, son identité. Un organisme vivant avec ses stratégies de collaboration qui replacent l'homme au cœur de la biodiversité. Pascale Rossler, experte en transition écologique globale et auteure du livre *Révélez votre nature !* indique que *“dans la nature les choses se passent beaucoup dans la collaboration et non dans la compétition qui arrive quand on n'a pas le choix. C'est l'entraide qui fait gagner de l'énergie à tout le monde. Il y a un gros enjeu à reprendre conscience dans un*

collectif, avec une bonne cohérence dans un territoire, de l'importance des interactions pour pouvoir s'entraider et construire des stratégies vertueuses, porteuses d'autonomie, notamment au niveau alimentaire. Plus chacun est capable de réponses résilientes, plus il entraîne les autres dans un cercle vertueux". Cela confirme la nécessité de basculer vers un modèle régénératif.



Dans la nature les choses se passent beaucoup dans la collaboration et non dans la compétition qui arrive quand on n'a pas le choix.

Pascale Rossler, experte en transition écologique globale et auteure du livre *Révélez votre nature !*

● Vers des modèles d'affaires régénératifs

Selon le rapport final de la première Convention des Entreprises pour le Climat (CEC)⁶⁸⁹, "Régénérer, c'est aller au-delà de la réduction d'impacts négatifs ou de leur neutralisation pour s'engager vers la génération d'impacts positifs nets pour les écosystèmes et la société. (...) La régénération entend remettre la vie et le vivant, qu'il soit humain ou non humain, au cœur de chaque action et décision. Et de se poser la question : 'cette décision va-t-elle dans le sens de plus ou de moins de vie pour les humains et les non-humains ? Permet-elle au vivant d'exprimer son potentiel ?' En adoptant tel mode d'organisation ou telle pratique managériale, permet-on aux membres de l'équipe de se sentir pleinement vivants et d'exprimer leurs talents singuliers, leur créativité et leur propension naturelle à s'engager et à trouver des solutions aux problèmes qui se posent au quotidien ? En concevant ces produits au départ de tels ou tels composants, va-t-on soutenir la vie des écosystèmes et des parties prenantes ? Si ces produits finissent dans l'environnement terrestre ou marin, vont-ils bonifier ou dégrader la vie dans ces écosystèmes ? En fonction de leur qualité (ou absence de

qualité), contribuent-ils ou nuisent-ils à la santé des travailleurs ?



Une entreprise régénérative, c'est d'abord une entreprise qui regarde le monde autrement et s'interroge sur son positionnement dans le système économique, social et plus largement vivant au sein duquel elle agit.

On le devine à ce qui précède, une entreprise régénérative, c'est d'abord une entreprise qui regarde le monde autrement et s'interroge sur son positionnement dans le système économique, social et plus largement vivant au sein duquel elle agit. C'est aussi une entreprise qui décide d'investir non seulement dans le renouvellement et le maintien de ses facteurs de production classiques - ses équipements, ses bâtiments, etc. -, mais aussi dans les communs environnementaux et sociaux qu'elle affecte et sur lesquels elle peut agir. Pourquoi ? Parce que l'entreprise a compris et intégré qu'une population en bonne santé, qui se sent en sécurité et qui a confiance en l'avenir, c'est la possibilité pour elle de trouver des clients, des fournisseurs et de s'associer les talents et les compétences dont elle a besoin. Tout comme des écosystèmes fonctionnels en état de s'adapter aux changements globaux, l'entreprise peut s'approvisionner en ressources et en énergie, bénéficier des indispensables régulations apportées par la nature et trouver des conditions opérationnelles favorables."

Cette approche redonne au territoire son statut d'être vivant avec son propre métabolisme. Jean-François Vereecke, directeur de l'Agence d'urbanisme et de développement de la région Flandre-Dunkerque (AGUR). Il indique : "A la Communauté urbaine de Dunkerque (CUD), nous privilégions les approches écosystémiques : on essaie d'envisager le territoire comme un être vivant, et un ensemble d'interactions et d'interrelations."

Mais concrètement, comment un modèle

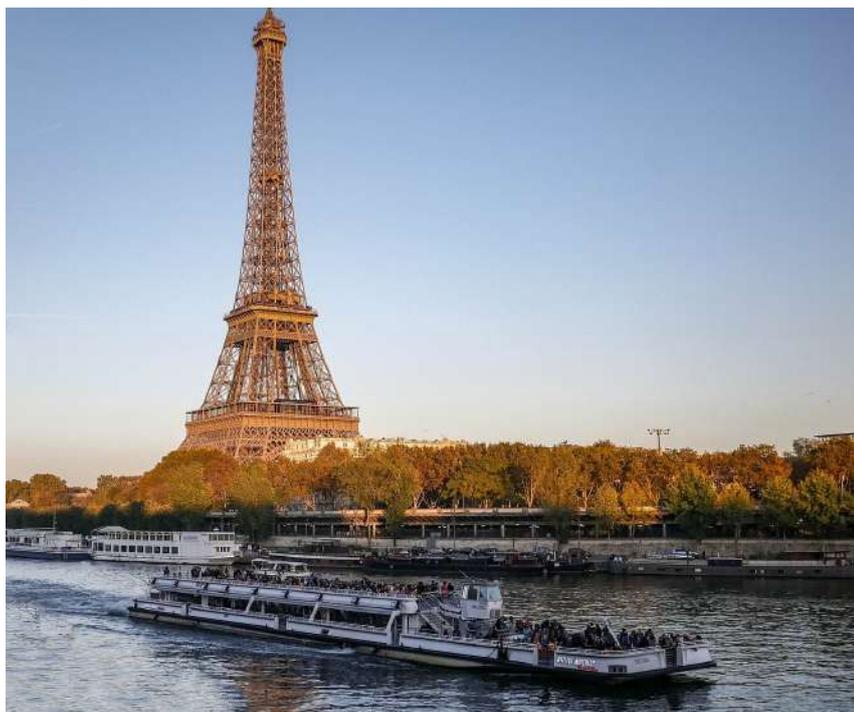
régénératif fonctionne-t-il ? Comment un modèle d'entreprise peut-il rentrer dans les limites planétaires ?

● **Un modèle régénératif global pour des territoires et modes de vie heureux**

Christophe Sempels est docteur en sciences de gestion de l'Université catholique de Louvain et directeur général de Lumia, centre de recherche et de formation dédié à l'entreprise régénérative. Il explique dans son article *La régénération, le nouvel impératif de transformation de vos modèles économiques*⁶⁹⁰ d'avril 2022, que les entreprises n'ont d'autre choix que celui de se transformer pour préserver les conditions d'habitabilité de la Terre.

Pour ce faire, le saut paradigmatique qu'elles doivent faire repose sur la coopération avec la nature et la bonne définition des problématiques à résoudre. Car il ne s'agit pas seulement de réduire les impacts négatifs de leurs activités à leur seuil incompressible en travaillant sur les gains d'efficacité. Il s'agit de basculer vers un modèle régénératif au niveau écologique, social, intellectuel, expérientiel et culturel. Cela implique de repenser leur modèle au plus près de leur raison d'être en la reliant au vivant, aux déchets et aux ressources, même quand l'activité peut sembler éloignée du vivant. Puis de déployer l'intelligence collective pour résoudre la problématique. Christophe Sempels cite ainsi plusieurs exemples de problématiques à résoudre :

- *“Pour une entreprise proposant des croisières promenades sur la Seine : comment améliorer l'écosystème du fleuve en offrant une expérience culturelle et/ou de divertissement à nos passagers ?”*
- *“Pour une entreprise de vente d'épices et d'arômes : comment développer une alimentation saine issue d'une agriculture régénérative sans générer de déchets et la distribuer sans émettre de carbone ?”*



© Image par de/pics de Pixabay

Comment améliorer l'écosystème de la Seine en offrant une expérience culturelle et/ou de divertissement aux passagers ?

En filigrane, les liens qui se tissent permettent de synchroniser les organismes vivants dans un processus de transformation au service d'un vivre-ensemble augmenté. C'est un changement gagnant-gagnant, radical et inéluctable. Il découle d'un processus d'adaptation dans le cadre du basculement dans un nouveau paradigme.

● **Basculer dans un nouveau paradigme**

Selon Marc Halévy, philosophe, physicien et prospectiviste, nous sommes en train de basculer dans un nouveau paradigme⁶⁹¹. La perte de repères est le fruit de cinq grosses ruptures à l'œuvre.

- La première rupture est écologique. La fin de l'abondance et les limites planétaires nous poussent à changer nos comportements vers plus de frugalité.
- La deuxième rupture est technologique. Elle se caractérise par l'avènement du digital. Mais cela doit nous pousser à nous réappropriier intellectuellement les choses afin de ne pas être dans un monde totalement déshumanisé et automatisé. Nous devons donc faire preuve d'intellectualité.
- La troisième rupture est économique. L'économie de masse fait face à l'économie de niche et appelle de la virtuosité.

- La quatrième rupture est organisationnelle. Les pyramides éclatent, tiraillées par les réseaux. Cela nécessite de l'organicité, c'est-à-dire de donner la primauté de la collaboration sur les procédures.
- La cinquième rupture est paradigmatique et cyclique. Elle doit nous amener à plus de spiritualité.

Dans ce contexte, l'avantage de l'économie circulaire et des organisations régénératives, c'est qu'elles conjuguent tous les attributs nécessaires pour affronter ce changement de paradigme. Avec en plus un supplément d'âme au niveau du territoire, unité de temps et d'espace de nouveaux imaginaires et de nouveaux projets.

Qui plus est, l'économie circulaire a ceci de rassurant qu'elle produit, avec beaucoup de bon sens, des effets visibles et de l'autonomie près de chez soi. Elle rend le réinvestissement de l'avenir possible dans une démarche transformante portée pas une vision commune au service de quelque chose de plus grand que soi. Il s'en dégage tant une nouvelle façon d'habiter son territoire qu'une nouvelle approche du bonheur.

4 - Du bon sens au sens, du bien-être au bonheur

Sujet de prédilection de La Fabrique Spinoza, le bonheur s'envisage et se concrétise différemment selon chacun. Il fait aussi l'objet de nombreuses études et évaluations à travers de multiples critères qui prennent en compte le lien au collectif. Aussi l'économie circulaire donne-t-elle à réfléchir sur les attributs du bonheur individuel et collectif.

Comment ? En réinterrogeant le sens de l'existence à travers l'immatérialité et la sobriété.

● La sobriété heureuse

Les grandes conférences autour de la RSE et de l'économie circulaire s'interrogent souvent sur la désirabilité de la sobriété. Il est vrai qu'elle s'oppose diamétralement au monde capitaliste du "toujours plus, toujours plus vite". Pourtant, cette quête sans fin aurait dû depuis longtemps nous alerter sur son inconséquence au regard du prix à payer en matière environnementale et sociale.

Au contraire, la sobriété invite à un usage plus raisonné des ressources et à leur valorisation. Pierre Rhabi, expert en agroécologie, écrivain et penseur promeut, dans son livre *Vers la sobriété heureuse*⁶⁹², une éthique de la frugalité et de la tempérance, comme antidote au diktat de la démesure. Il écrit "Face au toujours-plus indéfini qui ruine la planète au profit d'une minorité, la sobriété est un choix conscient inspiré par la raison. Elle est un art et une éthique de vie, source de satisfaction et de bien-être profond. Elle représente un positionnement politique et un acte de résistance en faveur de la terre, du partage et de l'équité".

Évoquant la puissance de la modération, face à l'anéantissement personnel que représente la soumission à la machine économique, il écrit :



Quel est le sentiment - ou l'intuition -, surgi de la profondeur d'une sagesse millénaire, qui donne cet esprit de tempérance qui exprime sa beauté par un 'cela suffit' ? Et, dans le même temps, fait advenir en nous cette gratitude qui, en s'épanouissant au plus profond de notre être, donne la plénitude de leur valeur à tous les présents de la vie, et à notre présence au monde une légèreté singulière, celle de la sobriété tranquille et heureuse ?

Dans la lignée des ruptures évoquées par Marc Halévy, une sixième rupture ne serait-elle pas à l'œuvre ? Celle du basculement d'un bonheur capitaliste, matériel, individualiste vers un bonheur qui redonne de la valeur aux choses, aux êtres, aux actions et à l'immatériel ?

● La part grandissante de l'immatériel dans le bonheur

Un article du *Courrier International* *Matérialisme et bonheur*⁶⁹³, des valeurs qui s'opposent, d'Elisabeth Berthou tente d'appréhender la part matérielle et



© Giselafotografies de Pixabay

immatérielle dans le bonheur individuel en s'appuyant sur des travaux de l'American Psychological Association (APA).

Elle indique : *“Les études sur les rapports entre le bonheur et la richesse matérielle des psychologues américains E. Diener et D. Myers, rapportées par l'American Psychological Association (APA), soulignent que ‘les individus sont plus heureux s'ils vivent dans les pays riches plutôt que dans les pays pauvres. Cependant, une fois qu'ils ont assez d'argent pour subvenir aux besoins de base comme la nourriture, un toit, etc., l'argent ne contribue pas beaucoup à améliorer leur bonheur. Ni les hausses de la croissance économique nationale, ni les augmentations de revenus personnels n'ont beaucoup d'effet sur le bien-être personnel des citoyens.’ ‘La recherche va plus loin en montrant que ceux qui ‘adhèrent aux messages de la culture de consommation ressentent moins de bien-être personnel’ . Selon une étude récente, les individus qui déclarent que ‘l'argent et la popularité sont relativement importants à leurs yeux obtiennent moins de satisfaction dans la vie, moins d'expériences d'émotions plaisantes et sont atteints de plus de dépression et d'anxiété’. Des résultats similaires ont été*

démontrés pour une variété de groupes d'âge et de populations à travers le monde. En outre, cette étude suggère que ‘la lutte pour la richesse nuit aussi aux relations sociales et favorise des comportements non écologiques’” .

De surcroît, dans une interview accordée au magazine de Santé Publique France La santé en action daté de mars 2017⁶⁹⁴, Romina Boarini, chef adjoint de la division statistiques auprès des ménages et mesure du progrès de l'OCDE, indique : *“L'OCDE définit le bien-être comme l'ensemble des opportunités dont chaque personne dispose pour pourvoir à ses besoins matériels et non-matériels, s'épanouir pleinement en tant qu'être humain et pouvoir porter un projet collectif qui contribue au vivre ensemble.”*

Elle poursuit : *“L'OCDE fait partie des institutions internationales qui ont promu fortement la notion d'indicateurs de développement et de progrès sociétal au-delà du PIB, travaux dans lesquels le bonheur national brut s'inscrit. Nos propres travaux, notamment l'Initiative Vivre Mieux, s'appuient sur des indicateurs multidimensionnels qui mettent l'accent sur la qualité de vie, le vivre ensemble harmonieux, et une vision écologique et « humanisante » du progrès social, bien au-delà du confort matériel. Les travaux de l'OCDE ainsi que l'initiative bhoutanaise opèrent un changement de perspective fondamentale dans notre façon d'évaluer le développement d'un pays et notamment remettent en discussion la croissance économique comme le seul moyen (ou un moyen inconditionnel) d'atteindre des niveaux de bien-être plus élevés. Cela ne veut bien sûr pas dire que les politiques publiques ne doivent pas s'engager dans la lutte contre la pauvreté, bien au contraire, mais que les moyens d'action doivent être pondérés par d'autres critères que la simple prise en compte du bien-être économique.”*

La destination “Bonheur” serait-elle plus directe, plus qualitative, plus assurée et plus collective via le chemin de l'économie circulaire ? En tout cas, l'on constate que les critères immatériels font partie intégrante

des indices de mesure du bonheur. Et même qu'ils sont plus nombreux que les critères strictement matériels ou économiques ! Tous indices confondus (cf encadré), on y trouve par exemple : la santé, la sécurité, la vie en communauté, la gouvernance, l'éducation, l'environnement, le sentiment de satisfaction personnelle, l'équilibre entre la vie professionnelle et la vie de famille, la sauvegarde de l'environnement et le développement durable, la conservation et la promotion de la culture, le soutien social, l'espérance de vie en bonne santé, la liberté dans les choix de vie de l'individu, la générosité perçue, le faible niveau de corruption perçue. Dans tous ces critères, on lit et on lie l'importance des équilibres, des liens sociaux, du sentiment d'appartenance, de l'environnement et du territoire.

Par ailleurs, au fil du temps, deux tendances qui pourraient sembler contradictoires ont émergé. Il s'agit d'une part d'une meilleure prise en considération des interdépendances de l'individu avec son environnement et les autres personnes. Et d'autre part de sa capacité à agir. Pour autant, on peut y voir aussi l'importance d'avoir été "bien nourri", ancré dans un collectif et un territoire, pour pouvoir mieux s'individualiser. "Des racines et des ailes..."

Au final, on s'achemine à travers les indices, vers une définition d'un bonheur moins matérialiste et moins individualiste qui s'intègre dans de nouveaux imaginaires et projets de société. Force est de constater que de nombreux critères de ces indicateurs font aussi partie des fondamentaux et de la valeur ajoutée de l'économie circulaire. Certainement alors qu'une des voies vers des territoires et modes de vie heureux réside dans l'économie circulaire.



quelques indicateurs du bonheur

Le BNB

L'indice du Bonheur National Brut⁶⁹⁶ est créé en 1972 par le roi du Bhoutan Jigme Singye Wangchuck pour remplacer le PNB dans son

royaume. Il associe à la croissance économique traditionnelle des notions de durabilité et de collectivité grâce à la combinaison de quatre critères :

- la croissance et le développement économique ;
- la conservation et la promotion de la culture bhoutanaise ;
- la sauvegarde de l'environnement et le développement durable ;
- la bonne gouvernance responsable.

Cet indice a fait émerger dans un champ économique, des aspects liés à l'immatériel et à l'équilibre, là où le PNB ne considérait que la valeur économique produite, fut-elle destructrice par ailleurs.

Le BIB

Dans cette veine, l'OCDE développe en 2011 le Bonheur Intérieur Brut pour mesurer la qualité de vie de ses pays membres.

Il repose sur 11 critères :

- les revenus ;
- le logement ;
- l'emploi ;
- la santé ;
- la sécurité ;
- la vie en communauté ;
- la gouvernance ;
- l'éducation ;
- l'environnement ;
- le sentiment de satisfaction personnelle ;
- l'équilibre entre la vie professionnelle et la vie de famille.

Les aspects immatériels qui entrent en jeu dans le bonheur progressent avec l'agrégation de données subjectives (sondages sur le niveau de satisfaction des citoyens) en plus de données objectives (taux de chômage, espérance de vie, niveau d'étude)⁶⁹⁷.

L'indice du World Happiness Report

Depuis 2012, le Réseau des solutions pour le développement durable des Nations Unies publie chaque année le rapport mondial sur le Bonheur ou World Happiness Report⁶⁹⁸. L'évaluation agrège six grands indicateurs que sont :

- le PIB par habitant ;
- le soutien social ;
- l'espérance de vie en bonne santé ;
- la liberté dans les choix de vie de l'individu ;

- la générosité perçue ;
- le faible niveau de corruption perçue.

Le BRB

Les travaux du BNB et du BIB ont inspiré la

construction du Bonheur Réunionnais Brut par ISOPOLIS⁶⁹⁹. ISOPOLIS a pour mission de faire du bonheur un pilier de la transformation de la société réunionnaise et de la résilience un moyen d'y parvenir. Les recherches sont en cours.

Conclusion et propositions

Pour conclure, que dire de toute cette réflexion et de toutes ces initiatives au regard de notre problématique sur les territoires et modes de vie heureux ?

En synthèse, il semble que l'économie circulaire offre les moyens de nourrir les différentes dimensions de l'épanouissement et du bonheur. Mais aussi de lier le bonheur individuel au bonheur citoyen ou partagé dans une recherche d'équilibre vertueux, plus que dans une logique où le bonheur se ferait au détriment d'autrui.

Ancrée dans la limitation des déchets et la préservation des ressources et donc des territoires, elle nourrit les critères du bonheur relatifs à l'environnement et à la santé.

Reposant sur un fonctionnement en écosystème, elle coche les critères qui ont trait au soutien social ou au lien social.

Créatrice de solutions répliquées, hybridées ou innovantes, elle contribue à la satisfaction personnelle, à la liberté de faire des choix autant qu'à un monde plus généreux et plus juste.

Régénératrice, elle permet de relocaliser des activités et des savoir-faire, alimentant ainsi les critères économiques du bonheur et permettant l'ancrage ainsi qu'un meilleur équilibre des territoires.

C'est aussi par l'économie circulaire que s'opère, dans un processus qui synchronise les transformations, le lien entre individu, territoire et société dans un bonheur partagé où l'immatériel prend toute son importance.

Alors, comment capitaliser sur les superpouvoirs de l'économie circulaire pour des territoires et citoyens heureux ? En vision très "méta", trois pistes, explicitées dans la partie propositions sociétales, se dégagent :

- *Sensibiliser dès le plus jeune âge à la notion de "commun" et à l'approche systémique pour responsabiliser les citoyens et cultiver l'attachement et l'inclusion de tous dans une gouvernance partagée du territoire ;*
- *Former tous les acteurs de la société, dès le plus jeune âge, à l'économie circulaire pour accompagner le basculement dans ce modèle vertueux ;*
- *Faire changer les comportements par des nudges et la réglementation, tout en proposant une autre vision du bonheur.*

C'est finalement tout cela, remplacer l' "ailleurs" par l' "autrement" !

☑ **Partenaire officiel**

GRENOBLE-ALPES MÉTROPOLE

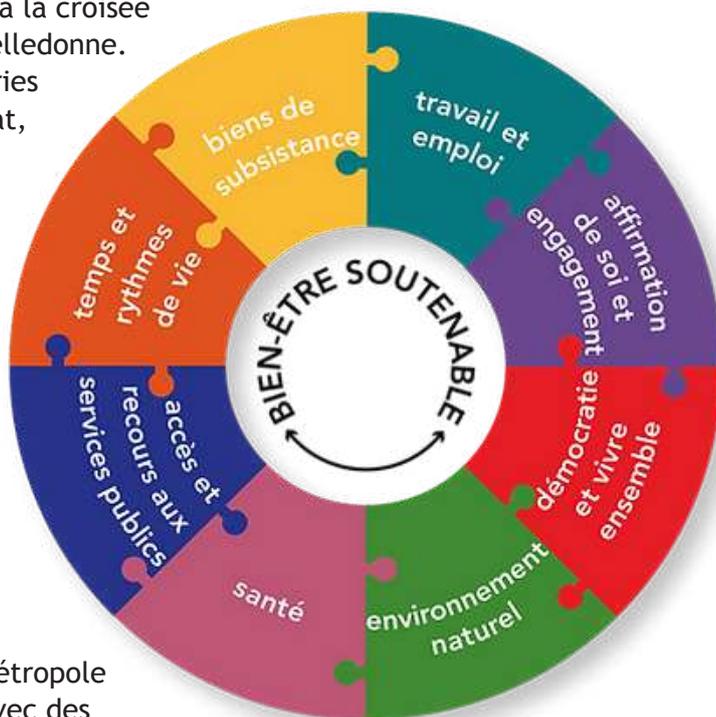


Présentation du territoire

● Grenoble-Alpes Métropole est une métropole de 450 000 habitants, rassemblant 49 villes et villages de l'Isère, de plaine ou de montagne, à la croisée des massifs du Vercors, de Chartreuse et de Belledonne. Elle assure des compétences en termes de voiries et déchets, aménagement du territoire, habitat, développement économique, protection de l'environnement, cohésion sociale, énergie...

● Un territoire heureux, pour la Métropole grenobloise, c'est un territoire du bien-vivre, c'est-à-dire du juste équilibre entre le bien-être soutenable pour soi, pour les autres et pour la nature. Le territoire - et l'institution qui l'anime - est "heureux" s'il donne à ses habitants des possibilités d'agir : se loger, apprendre, se rencontrer, créer, entreprendre, prendre soin, s'engager, s'épanouir...

● Pour mesurer ce bien-être soutenable, la Métropole a construit en 2012 l'IBEST, en collaboration avec des chercheurs, élus, citoyens et techniciens. Cette "boussole" identifie 8 grands thèmes qui contribuent au bien-être individuel et collectif sur notre territoire. Pour chaque thème, elle précise un "seuil de soutenabilité", c'est-à-dire un niveau qui permettrait à chacun de se réaliser. Par exemple pour la santé : "100% des personnes malades sont suivies médicalement".



Les 8 thèmes reprennent des axes classiques, comme l'accès à l'emploi ou aux biens de subsistance, mais en soulignant ce qui y fait bien-être. Il ne s'agit pas seulement d'avoir un emploi mais un emploi durable et avec un bon niveau de reconnaissance, notamment salariale. On y trouve également des thèmes moins suivis par la statistique mais très déterminants comme le rapport au temps, la capacité pour chacun à s'affirmer, s'engager ou être en lien avec d'autres, le contact avec la nature et sa préservation...

Cet outil, qui s'appuie sur des enquêtes récurrentes, impacte aussi bien notre manière d'observer le territoire (par exemple, nourrir le diagnostic "vieillesse du territoire", avec des données sur l'entraide entre générations), que l'évaluation de nos politiques publiques (est-ce qu'une opération de relogement prend bien en compte ces 8 dimensions ?) et le pilotage de nos actions (comment prioriser les subventions sur des projets contributeurs au bien-être ?).

Parmi les atouts en faveur de l'épanouissement sur le territoire :

- Les montagnes : un métropolitain sur trois habite une commune de montagne et le paysage est marqué par la majesté des massifs alpins. Grenoble-Alpes Métropole cultive dans ses politiques publiques l'attention à la montagne : le PLUI "classe" les paysages pour préserver un "droit à la vue", l'action sur les forêts et la biodiversité alpine préservent cette nature sentinelle du dérèglement climatique, etc.
- La participation citoyenne: le territoire métropolitain se construit dans ces relations entre l'institution, et ses habitants et acteurs locaux. En présentiel ou en ligne (<https://metropoleparticipative.fr/>), la Métropole porte des espaces de dialogue et de contribution sur les grands et petites projets d'aménagement, les services du quotidien, ou pour coconstruire la neutralité carbone locale via une convention citoyenne pour le climat locale (<https://conventionclimat.grenoblealpesmetropole.fr/>).
- La mobilité : dans ce territoire étonnamment plat malgré ses piémonts, le vélo est roi. Ses larges pistes cyclables, ses services "Métrovélo", et une offre performante de transports en commun donnent à tous le droit à une mobilité durable, à un prix abordable.
- Un territoire innovant et apprenant : la métropole grenobloise s'est appuyée de longue date sur ses ressources naturelles (l'eau des torrents notamment) pour innover et se développer. Cet esprit d'innovation s'incarne dans les rapports étroits entre son université, sa recherche et ses industries. 23 500 chercheurs publics et privés étudient les phénomènes et recherchent des solutions, notamment autour des transitions énergétique et environnementale. Ils génèrent de l'activité, des créations d'entreprises, notamment productives, et des emplois pour toutes et tous.

Notre baguette magique pour favoriser l'épanouissement sur les territoires :

En 2022, le territoire grenoblois a été nommé "Capitale Verte européenne". Ce titre est venu reconnaître une trajectoire d'actions pionnières qui contribuent à une conception équilibrée du bien-vivre, entre recherche, innovation technologique, énergies renouvelables et urbanisme, d'une part et questions sociales et de participation citoyenne, amélioration de la santé et du bien-être des habitants, lutte contre le réchauffement climatique et préservation des ressources naturelles et de la biodiversité d'autre part. Le plan climat de la métropole est ainsi un des premiers signés en France, dès 2005.

Trois piliers ont structuré la très riche programmation Capitale Verte : la science, la culture et la participation citoyenne. Le futur site internet des solutions et son animation prolongeront cette dynamique : il donnera à voir les ressources du territoire pour accompagner nos changements de modes de vie.

© Lucas FRANGELLA/GAM

Emblématique de la ville, la passerelle St Laurent enjambe l'Isère depuis le centre historique de Grenoble pour rejoindre les contreforts du massif de la Chartreuse.



04. | FERTILISER SON TERRITOIRE

Loin d'un simple décor de vie, le territoire, s'il nourrit, a aussi besoin d'être fertilisé. C'est le principe de la régénération. On s'attachera dans cette dernière partie à considérer les équilibres et points de tension entre l'écologie personnelle et l'écologie des territoires à travers l'habiter, le lien social, la convivialité, l'engagement, l'inclusion et la démocratie.

Être à sa place, n'est-ce pas être sur le bon territoire ? Pour trouver son territoire, nous avons développé, sur le principe de l'ikigai, le Terrikigai.



A/ Habitat

B/ Lien social

c/ Démocratie locale

**D/ Ecologie personnelle et
écologie des territoires**

4A

L'habitat : l'éthique de l'habiter pour des territoires heureux

On le voit, le bonheur n'est pas une notion abstraite mais elle est ancrée dans le monde. Ainsi, la question du territoire heureux passe irrémédiablement par celle de l'habiter. Notre territoire, notre quartier, notre logement, tous ces lieux de vie contribuent à notre bien-être.

Qu'est-ce qu'habiter un territoire ? Dans quelle mesure l'habiter d'un territoire participe-t-il à notre bien-être et à notre épanouissement ? À partir de cette conviction du rôle de l'habitat sur le bonheur, il s'agira de penser une éthique de l'habiter féconde pour développer le bien-être des individus et le bonheur collectif dans les territoires. Cette question en implique ensuite une seconde : comment penser l'organisation du territoire, l'urbanisme, l'aménagement mais aussi les politiques territoriales pour assurer l'inclusion, la cohésion, et le bonheur de tous au sein des territoires?

L'habiter, condition de l'enracinement, est une dimension essentielle de l'humain (4A1). Plus particulièrement, notre logement joue un rôle majeur sur notre épanouissement, il est un lieu de refuge et de sécurité qui nous donne des ailes, une impulsion pour nous diriger dans le monde (4A2). Au-delà de notre demeure, l'habiter heureux pose la question de la politique territoriale pour une meilleure accessibilité et une intégration de chacun dans le territoire : le territoire heureux est un territoire accueillant et inclusif (4A3). Qu'en est-il alors du voyage (4A4) ?

4A1 | Habiter un territoire, condition de l'humanité heureuse

Par delà toutes nos différences, nous partageons un point commun : nous naissons dans un lieu déterminé qui nous façonne. Puis tout au long de notre vie, que nous quittions notre territoire de naissance ou non, nous évoluons dans un lieu, nous habitons un territoire. L'habitat contribue à l'identité de l'individu (1). Fondamentalement, l'habiter correspond à une dimension existentielle de l'humain (2). Identité et ancrage ne sont cependant pas à confondre avec enfermement et fermeture à l'altérité : une nouvelle éthique de l'habiter entre attachement au territoire et ouverture aux autres territoires et aux enjeux du monde est à inventer (3).

1 - J'habite donc je suis

Finis les rêves de vie à cent-à-l'heure et de voyages, l'heure est à l'aspiration à une vie plus simple. Dans un monde marqué par une quête de sens et d'un mode de vie plus durable, l'ancrage dans un lieu est revalorisé. L'étude Elabe Baromètre des Territoires 2021 : la France convalescente, la France du "proche"⁷⁰⁰ le montre : être bien chez soi apparaît comme un essentiel alors que les rêves de tour du monde sont relégués au second plan (4/10).

Habiter, c'est être. Pour Schultz-Kleine et Menzel Baker, l'attachement au lieu se définit

comme “un lien affectif positif entre un individu et un lieu spécifique, ce dernier constituant pour l’individu une extension du soi.”⁷⁰¹ Assumant cette dimension fondamentale de l’humain, la philosophe Simone Weil défend une théorie de l’enracinement. En 1943, Simone Weil, réfugiée au sein de la France Libre, publie *l’Enracinement*⁷⁰². Sans doute influencée par sa qualité d’exilée, Simone Weil prend conscience de la valeur de l’enracinement, “le besoin que nous avons d’être ancrés dans un passé et un environnement familial qui puisse nous nourrir spirituellement”⁷⁰³:

*“L’Enracinement est peut-être le besoin le plus important et le plus méconnu de l’âme humaine. C’est un des plus difficiles à définir. Un être humain a une racine par sa participation réelle, active et naturelle à l’existence d’une collectivité qui conserve vivants certains trésors du passé et certains pressentiments d’avenir. Participation naturelle, c’est-à-dire amenée automatiquement par le lieu, la naissance, la profession, l’entourage. Chaque être humain a besoin de recevoir la presque totalité de sa vie morale, intellectuelle, spirituelle par l’intermédiaire des milieux dont il fait naturellement partie.”*⁷⁰⁴

En somme, le besoin d’appartenance est vital pour l’humain : être, c’est naître, habiter et évoluer dans un milieu, c’est-à-dire dans un lieu, avec des êtres connus, participant ainsi à une collectivité et à un passé qui dépassent la vie individuelle. C’est de ces racines que l’humain tient sa puissance de création et son impulsion vers la vie.

On comprend mieux pourquoi pour Simone Weil, le déracinement est “de loin la plus dangereuse des maladies des sociétés humaines.”⁷⁰⁵ Faisant à l’appui une analyse historique, Simone Weil montre que le déracinement est un terreau du malheur et des tragédies. L’enracinement est-il alors le secret pour une vie et une société heureuses ?

2 - L’habiter, fondement de l’humanité et de l’être au monde

Indiscutablement, habiter est le propre de



Naître sur un territoire

l’humain, c’est même pour Heidegger “le trait fondamental de la condition humaine.”⁷⁰⁶ Mais attention à ne pas confondre l’habiter et le logement. Habiter, pour Heidegger, c’est véritablement “être-présent-au-monde-et-à-autrui” et non pas seulement occuper un logement : “Être homme veut dire : être sur terre comme mortel, c’est-à-dire : habiter. (...) L’homme est pour autant qu’il habite”⁷⁰⁷.

Il existe encore une deuxième composante de l’habiter : le soin. Habiter, c’est prendre soin : “Le trait fondamental de l’habitation est (le) ménagement.” Et cela peut nous dire beaucoup sur la manière dont nous voulons habiter la Terre.

Le philosophe contemporain Bernard Klasein poursuit cette intuition : “S’enraciner semble être le propre de notre humanité. Habiter est un des vecteurs les plus profonds de notre humanisation”. Son livre, *Habiter, une philosophie de l’habitat* (2018), est un éloge de l’enracinement, de l’habitat, où l’homme peut se structurer en humanité. Un authentique plaidoyer “pour le lieu habité, avec ses aspects de demeure et d’ancrage, et (...) l’idée de l’habitat comme le type même de ces racines qui fondent notre humanité et notre être-au-monde.”⁷⁰⁸

Au temps du nomadisme et des courses effrénées, Bernard Klasein nous rappelle la valeur du chez-soi. Ceux qui ne disposent pas d’une demeure, les migrants comme les “sans domicile fixe”, mais peut-être aussi les voyageurs invétérés, souffrent d’une aliénation. Contre l’injonction au nomadisme, Klasein nous fait voir que l’homme n’est pleinement humain et libre que quand il est enraciné dans un lieu, qu’il habite véritablement un espace.

3 - Plaidoyer pour une nouvelle éthique de l'habiter

Dans notre monde en perpétuel mouvement, il semble que nous ayons perdu le sens profond de l'enracinement et l'habitat. Faisons le choix de renouer avec une pensée de l'habiter qui lui accorde sa juste place, entre immobilisme et nomadisme.

En effet, être enraciné, habiter un lieu, ne doit pas être synonyme de repli sur soi. Célébrer l'habitat, le territoire, l'*Heimat* (concept allemand intraduisible en français d'appartenance ou d'attachement profond à un lieu ou à une région, lieu où l'on se sent chez soi) ne signifie pas défendre l'identité fixe et la fermeture à l'altérité. L'habiter heureux passe par un ancrage dans un territoire aux paysages, aux traditions et aux défis qui le dépassent toujours.



Une nouvelle éthique de l'habiter conjugue identité et ouverture, c'est-à-dire un ancrage au territoire, aux traditions, et en même temps une sensibilité aux défis du monde.

La figure de Yacouba Sawadogo, qui a reçu un prix Nobel pour avoir "arrêté le désert", est particulièrement éclairante à cet égard. Paysan né au Burkina Faso, dans la région du Sahel, Yacouba Sawadogo est très tôt affecté par les dérèglements climatiques qui pèsent sur sa région, en particulier pendant les épisodes de sécheresse des années 1980. Inspiré par les sagesses et les contes anciens qui prônent la connexion à la terre, il entreprend alors de restaurer la forêt de sa région. Reprenant la technique du "zaï", une méthode traditionnelle d'agriculture d'Afrique de l'Ouest originellement utilisée lors de la saison des pluies, il parvient finalement à freiner l'avancée du désert. Pour le géographe et conteur Damien Deville auteur du livre *L'Homme qui arrêta le désert*⁷⁰⁹, tiré d'un entretien avec le paysan burkinabè, l'œuvre de Yacouba a redonné vie à la région : "Sa forêt est un tampon contre les vents et le désert. Grâce à elle, il a redessiné des conditions d'habitabilité de son territoire. Tout le monde est revenu vers le village après la grande famine des années 1980."

Un modèle de respect envers la nature et de fidélité à sa terre qui va à contre-courant du mythe contemporain du mouvement. C'est bien dans la sédentarité, dans "l'affection à son port d'attache" que Yacouba Sawadogo se réalise.

Est-ce à dire que l'œuvre de Yacouba est restreinte à son village ? Loin de là. L'entreprise de Yacouba Sawadogo inspire de nombreux projets de reforestation et alerte sur les changements climatiques ainsi que sur l'importance de préserver les plantes et les arbres indigènes et de reboiser les régions arides. En 2018 à Stockholm, le paysan attaché à sa terre natale reçoit le Right Livelihood Award, ou le "Prix Nobel Alternatif". En 2020, il est désigné « Champion de la Terre » par les Nations Unies. Dans une leçon de dévouement à la terre, le parcours de Yacouba Sawadogo nous montre que l'authentique enracinement produit des fruits par delà les frontières. Protégeant les terres de sa région contre le péril des changements climatiques et de la sécheresse, l'œuvre de Yacouba a transcendé son territoire pour rejoindre l'enjeu de l'humanité, du vivant, de la nature, du monde : la préservation de la planète et des écosystèmes.

Respecter la terre dans sa diversité, c'est aussi le message du géographe et conteur Damien Deville : "La plupart des maux des sociétés occidentales, leurs effrois, peuvent se résumer au déracinement des individus." De la trajectoire de Yacouba Sawadogo, Damien Deville nous invite à retenir et à défendre la pluralité des habitats et des manières d'habiter :



On aurait intérêt à remettre en récit la diversité des territoires, les manières d'y vivre pour trouver des solutions plus pertinentes au monde contemporain. La question n'est pas de savoir dans quels territoires on peut vivre ou pas, mais comment vivre dans chaque territoire en respectant les grands équilibres écosystémiques. Yacouba en est un magnifique exemple pour l'Afrique et pour le monde.

Damien Deville, géographe et conteur

4A2 | La demeure, lieu sécurisant du refuge et de l'intimité

Nous sommes attentifs dans le choix de notre logement, et à raison. L'influence du logement sur le bonheur est démontrée par de nombreuses études (1). Prendre soin de son logement est donc fondamental car celui-ci est le reflet de nous-mêmes (2). Dans la perspective des enjeux écologiques, il s'agit de concevoir des logements durables et écoresponsables (3).

1 - L'influence du foyer sur le bonheur

● Le logement, composante significative du bonheur

On pourrait penser que le logement n'est qu'un élément accessoire dans notre bonheur. Loin s'en faut ! Les études tendent au contraire à montrer le rôle prépondérant du logement dans notre bien-être et notre épanouissement. L'étude *Vers un digital vertueux : un digital durable qui apaise, développe et unit (2023)*⁷¹⁰ de La Fabrique Spinoza met en avant les données récoltées en 2019 par l'Institut de Recherche sur le Bonheur, selon lesquelles 15% de notre bonheur global dépend de notre logement⁷¹¹. L'étude *GoodHome*⁷¹², publiée en juin 2019, confirme ces données et démontre que 73% des gens qui se sentent bien chez eux seraient aussi épanouis dans la vie. Réalisée en collaboration avec l'institut de Recherche sur le bonheur, l'étude commanditée par le groupe *Kingfisher*, spécialisé dans le bricolage, si elle n'est pas totalement impartiale, est intéressante. Pour découvrir la recette du bonheur chez soi, les chercheurs ont interrogé plus de 13 000 personnes dans 10 pays d'Europe.

● La demeure, reflet de nos besoins essentiels

D'après l'étude *GoodHome*, le logement reflète nos besoins émotionnels fondamentaux : *“Peu importe où nous vivons, notre logement reflète avant tout nos besoins émotionnels fondamentaux. Comme le désir d'être fier de soi ou de s'exprimer. De se sentir en sécurité, serein ou de maîtriser la situation.”*



© L'art et création

La maison cocon, source de confort et de sécurité

L'étude retient cinq besoins essentiels : la fierté ; le confort ; l'identité ; la sécurité et le contrôle. La sécurité est bien entendu essentielle, mais elle ne résume pas à la protection physique. Elle comprend aussi des éléments matériels comme la solidité de sa maison. La maison doit également satisfaire un besoin de confort, d'autant plus important dans un monde où tout va vite et où tout est changeant : la maison, véritable “sanctuaire”, “refuge”, représente un havre de paix dans ce contexte. Notre maison a également une dimension identitaire. La maison heureuse est celle qui nous ressemble, qui est à notre image. Le contrôle fait quant à lui référence au “degré de maîtrise que l'on exerce sur les choix qui affectent le lieu où l'on vit”. Enfin, dernier élément, et pas des moindres, la fierté décrit le besoin essentiel que nous avons d'être fier de l'endroit où nous vivons. Pourtant, alors qu'il est le principal sentiment expliquant le bonheur chez-soi, seules 64% de personnes le ressentent. L'étude révèle aussi que seules 64% des personnes éprouvent un sentiment d'identité chez elles.

des personnes

ressentent de la fierté à l'égard de leur logement, un chiffre relativement bas si l'on considère que la fierté est une source importante de notre bonheur domestique.

64%

64% des personnes éprouvent un sentiment d'identité chez elles.

Par ailleurs, contrairement à l'idée selon laquelle plus une maison est grande plus on s'y sent bien, le sentiment d'espace est trois fois plus important que la taille réelle du lieu où l'on vit. 20% des personnes estiment manquer de place. La luminosité est également précieuse pour l'appréciation de son logement : 13% des personnes manquent de lumière naturelle. Enfin, la qualité de l'environnement contribue également au sentiment de bien-être. L'étude rapporte que 10% des individus manquent d'accès à un espace vert et 9% pâtissent d'une mauvaise qualité de l'air.

“

On parle beaucoup de mètres carrés heureux, je pense que c'est ce que doit viser l'habitat, en pensant prioritairement usages.

Nathalie Bardin, directrice Marketing Stratégique, RSE et Innovation, ALTAREA

Enfin, et pour définitivement mettre un terme aux idées reçues, le fait d'être propriétaire n'est pas la clé du bonheur chez soi. Avoir un logement dans lequel on se sent en sécurité, confortable et qui nous ressemble, duquel on est fier, est le plus important. Ainsi, l'étude montre que la possibilité d'adapter son intérieur participe sept fois plus au bonheur que le fait d'être propriétaire.

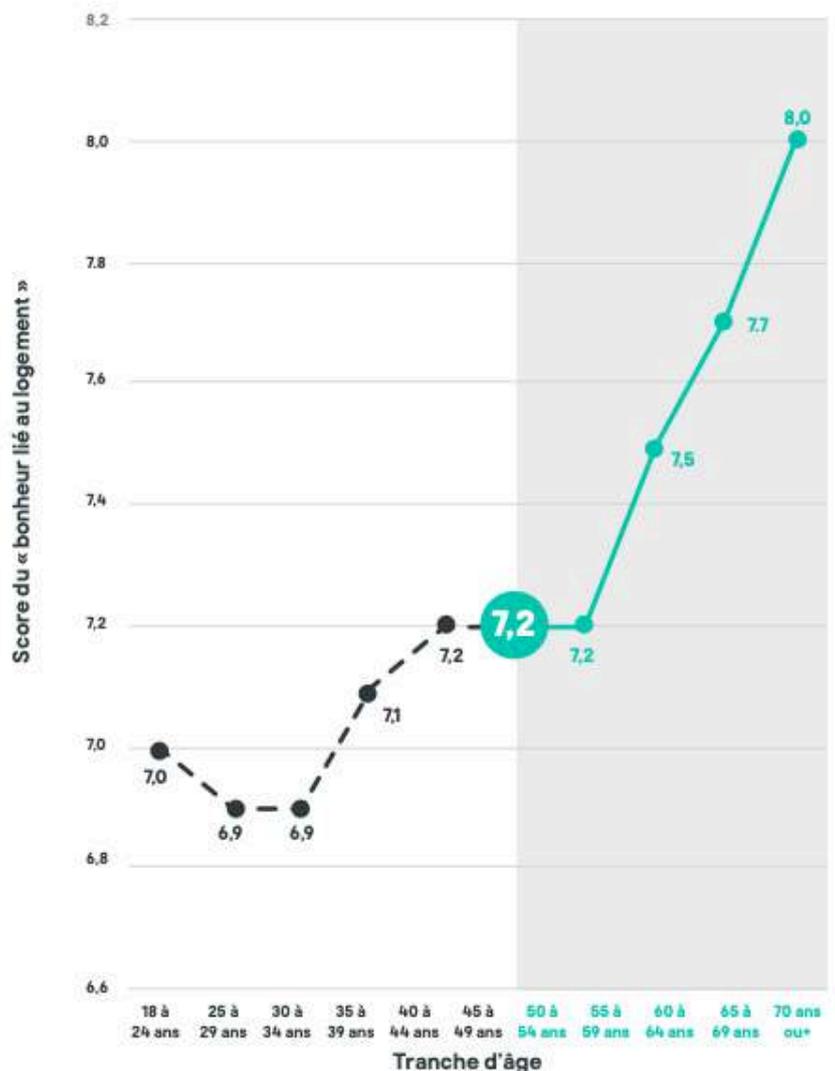
“

Ma maison est mon sanctuaire. Ma maison est une prolongation de mon âme.

Diana, 36 ans Bucarest, Roumanie

● Les ingrédients d'une maison où il fait bon vivre

On a vu l'importance des besoins de fierté et d'identité dans l'appréciation que l'on a de sa demeure. Pour renforcer cela, l'adaptabilité est un des principaux facteurs qui expliquent le sentiment de bien-être que l'on a chez soi. Une maison heureuse est une demeure dans laquelle on se reconnaît, évoluant aux grés de nos évolutions.



Le bonheur lié au logement selon l'âge

Autre élément important : le fait d'envisager de s'installer durablement dans un endroit. En effet, quand on se projette à long terme dans un endroit, l'attache émotionnelle au lieu, le sentiment de fierté et d'identité se renforcent. Ainsi notre sentiment de bonheur dans notre maison augmente avec l'âge, en particulier après 50 ans.

Un des piliers sur lequel se fonde notre épanouissement chez-nous, qui permet à la fois la fierté, le sentiment d'identification au foyer, et la capacité à se projeter dans le futur dans son logement est enfin l'apparence et la beauté de l'habitat. L'esthétique (l'architecture, les matériaux, les couleurs, l'aménagement, l'agencement, la décoration intérieure...) sont au cœur de notre sentiment de bien-être chez-soi. Faire de son logement un lieu que l'on aime, avec une décoration qui nous ressemble, est l'assurance d'être heureux chez soi.

Concernant les immeubles, Marie-Catherine Chazeaux, Directrice Pôle Produit et Architecture chez Cogedim, marque du groupe ALTAREA, leader de la transformation urbaine bas carbone, insiste sur l'importance de l'attention donnée à la porte d'entrée, véritable "sourire de l'immeuble". Marie-Catherine Chazeaux invite ainsi à mettre en valeur la porte d'entrée des immeubles, objet essentiel puisqu'elle fait le lien entre l'intérieur, l'habitat, et la ville. La porte d'entrée doit permettre aux passants de se repérer instantanément. On ne doit pas penser un immeuble uniquement pour ses occupants ; mais également pour les passants, pour les habitants de la ville. Un bel immeuble, c'est un immeuble intégré à la ville mais aussi un immeuble qui interpelle, sur lequel les passants s'arrêtent pour l'observer, l'admirer. Avec la porte d'entrée, l'objectif est de viser un effet "Waouh", de susciter la curiosité et l'intérêt.

“

Le fait d'habiter en ville ou à la campagne joue peu dans le fait de se sentir bien chez soi. En revanche, avoir accès à un espace vert est fondamental.

2 - Prendre soin de son chez-soi pour prendre soin de soi

Notre logement n'est pas qu'un lieu de résidence, un toit sur lequel nous dormons. C'est avant tout un lieu de vie et de régénération. Aline Boidron, ancienne ingénieure en bâtiment reconvertie en consultante habitat, fondatrice de Hom'Aline, nous appelle à réinvestir cette dimension primordiale mais pourtant trop négligée de nos vies. En effet, c'est dans notre logement que nous nous ressourçons, que nous partageons des moments en famille ou avec nos amis, que nous nous reposons après une journée de travail éprouvante. C'est aussi et surtout là que nous dormons, que notre organisme se répare. Notre logement n'est donc pas qu'un espace à vocation fonctionnelle, il est aussi fondamentalement le reflet de notre intériorité. Prendre soin de son chez-soi, c'est donc prendre soin de soi.

● Le hygge danois, une inspiration pour une demeure heureuse

Si l'importance du lieu de vie sur le bonheur est évident, le hygge danois, esprit de bien-être associé à l'idée d'un logement comme d'un cocon chaleureux, peut être une source inspirante pour développer une demeure heureuse. Difficilement traduisible en français, le hygge peut autant renvoyer au fait de se blottir sous les couvertures qu'au plaisir de déguster une tasse de chocolat chaud en plein hiver. Sur le site officiel du Danemark⁷¹⁴, on peut lire que *“le hygge consiste à prendre du temps loin de l'agitation quotidienne pour être avec des personnes qui vous sont chères - ou même seul - pour vous détendre et profiter des plaisirs plus calmes de la vie.”* Avant de préciser : *“Hygge est souvent synonyme de moments informels en famille ou entre amis proches. En règle générale, le cadre est à la maison ou dans un autre endroit calme, ou peut-être un pique-nique pendant les mois d'été. Cela implique généralement de partager un repas et du vin ou de la bière, ou du chocolat chaud et un bol de bonbons si les enfants sont inclus. Il n'y a pas d'ordre du jour. Vous célébrez les petites joies de la vie, ou peut-être discutez de sujets plus profonds. C'est l'occasion de se détendre et de ralentir les choses.”*

Pour Meik Wiking, auteur de *The Little Book of Hygge*⁷¹⁵, le hygge est à l'origine une "stratégie de survie hivernale" dans un pays où la nuit tombe à 15 heures pendant les mois d'hiver. Selon Meik Wiking, également fondateur de l'Institut du bonheur, ce regain d'intérêt pour le hygge n'est pas un hasard : "Les études autour du bonheur ont explosé ces cinq dernières années. Cela a clairement poussé les gens à s'intéresser à la façon de vivre des Danois. Et le hygge en est l'une des clés essentielles, c'est inscrit dans l'ADN du pays, comme la liberté l'est dans celui des Etats-Unis."⁷¹⁶ En effet, si le Danemark se situe constamment en tête des pays où il fait bon vivre, le hygge apparaît comme la recette du bonheur danois, indissociablement lié à la demeure. Ainsi, 7 Danois sur 10 affirment que le bonheur se trouve dans leur foyer⁷¹⁷.

Le hygge est donc une forme de réconfort et de convivialité associée au foyer : "Le hygge n'a d'autre raison d'être que de se réunir, sans limite de temps. Être entouré de personnes que vous aimez, sans contrainte ni délai."⁷¹⁸ Au hygge danois, on peut ainsi emprunter l'esprit de convivialité et de chaleur du foyer !

Sans chercher à substituer à nos habitudes, nos modes de vie et nos particularités françaises, l'on peut néanmoins saisir le sens du hygge danois et nourrir notre façon d'habiter notre territoire et nos logements. La France possède un art et une douceur de vivre bien à elle, enrichis par la singularité de nos régions diverses, que nous pouvons cultiver. Composé du patrimoine matériel et immatériel et bien sûr par sa gastronomie (2A), l'art de vivre à la française est assimilé pour nos voisins à l'élégance, au raffinement, à l'art de recevoir, et à un certain goût de la lenteur. Déguster un délicieux repas avec ses amis pendant des heures, flâner dans les boutiques, les musées, marcher dans un parc, à la montagne, ou en bord de mer, ou tout simplement profiter du temps qui passe, c'est sans doute là le fameux art de vivre à la française. Ainsi en Normandie, l'on peut évoquer la douceur du climat, l'air rafraîchissant de la mer, le bocage, la sérénité, la beauté des clochers. Caen par exemple, ville du quart d'heure, marquée par sa proximité avec la nature, se démarque par sa qualité de

vie. Ici, l'on peut prendre son temps, profiter de la mer et de la nature en famille ou avec les amis. En Provence, on pourra évoquer le doux chant des cigales et les senteurs de lavande, la beauté de la montagne et des villages et cités historiques... Les exemples ne manquent pas, chaque région possédant ses atouts et une qualité de vie unique. Le site internet Les Pépites de France met ainsi en valeur les trésors de nos territoires. Chaque région avec ses secrets peut nous inspirer dans notre quête de l'habiter heureux.

● Conseils pour valoriser son chez-soi

Prendre soin de son chez-soi est important de la même manière que prendre soin de soi. Mais au quotidien, cela est souvent plus facile à dire qu'à faire ! Entre les responsabilités professionnelles, les enfants, les activités et la vie sociale, il est aisé de se laisser aller et de délaissé son logement. Les objets encombrant le salon, les vêtements font déborder les placards, les jouets s'empilent dans les chambres des enfants, l'entretien laisse à désirer, chacun se reconnaîtra selon sa situation !

La spécialiste de l'habitat heureux Aline Boidron nous rappelle les essentiels⁷¹⁹:

- Désencombrer, ranger et nettoyer son intérieur ;
- Trier ou réparer les objets et meubles cassés ; Créer une décoration d'intérieur qui nous plaît et nous correspond ;
- Entretien des extérieurs.

Pour aller plus loin, dans la lignée du hygge, quelques coups de pouce et astuces peuvent nous aider à être plus heureux chez nous. L'idée qui doit nous guider en toile de fond pour Aline Boidron consiste à considérer notre logement comme un membre à part entière de notre famille et donc d'en prendre soin. L'étude "GoodHome" préconise plusieurs conseils pour améliorer le bonheur chez soi.

Tout d'abord, il s'agit de réorganiser son mobilier pour l'optimiser au mieux et créer plus d'espace. L'idée est aussi de régulièrement faire place au changement pour renouveler son intérieur afin de mieux régénérer son esprit. Cela passe par des choses très simples comme repeindre une pièce, diffuser des huiles

essentielles, faire brûler de l'encens, mettre un bouquet de fleurs dans un vase...

Par ailleurs, l'appréciation de notre logement est directement liée à la façon dont nous le vivons, aux personnes et aux moments qui y sont associés. Ainsi, y inviter ses proches et ses amis permet de le revaloriser en lui conférant une atmosphère conviviale.

Il ne faut pas non plus hésiter à faire entrer la nature chez nous. Dans cette même idée, les bienfaits du design biophilique ne sont plus à prouver. Une étude de 2015 par Humans Spaces⁷²⁰ - une entreprise qui explore des méthodes et des solutions pratiques pour concevoir, planifier et construire de meilleurs espaces - a ainsi démontré que la mise en œuvre d'un design biophilique dans un environnement professionnel contribue à une hausse significative du bien-être de 15% et de la productivité de 6% avec une baisse des maladies liées au stress et une stimulation de la créativité.

Enfin, il est conseillé de faire entrer sa personnalité dans son logement en faisant jouer sa créativité. En bricolant, d'une pierre deux coups, nous pouvons améliorer notre logement et agir sur notre bien-être et notre santé⁷²¹. Véritable solution anti-stress, le bricolage est un moyen facile de lutter contre la sédentarité, de faire baisser le taux de cortisol, hormone du stress, de se concentrer et de ressentir cet état si apaisant de flow (3A). À pratiquer sans modération ! Au cœur de l'économie circulaire et solidaire (3C), les recycleries et les ressourceries sont des lieux de choix pour réparer ses objets et ses meubles à moindre coût. À Paris, les Ressourceries telles que la REcyclerie (18e arrondissement) ou la Petite Rockette (11e, 12e arrondissements) proposent par exemple des ateliers upcycling de réparation, de couture... Au lieu de jeter et de racheter un objet simplement abîmé, l'idée est de le réparer, de le *relooker* ou de le *customiser* pour le revaloriser.



L'adaptation hédonique ou la raison des sentiments domestiques

D'un point de vue scientifique, l'importance de l'implication dans son logement à travers l'aménagement, l'amélioration de la décoration mais aussi des petits changements et gestes en faveur de l'harmonie de son chez-soi, réside dans le concept d'adaptation hédonique. Concept inventé en 1971 par les chercheurs Brickman et Campbell dans Hedonic Relativism and Planning the Good Society puis développé par le psychologue Michael Eysenck, l'adaptation hédonique est *“la tendance observée des humains à revenir rapidement à un niveau de bonheur relativement stable malgré des événements positifs ou négatifs majeurs ou des changements de vie”*⁷²².

Dans un article intitulé *Psychologie positive et modèle de l'adaptation hédonique*⁷²³, les chercheurs en psychologie S. Lyubomirsky, C. Martin-Krumm et S.K. Nelson expliquent le phénomène : après un état de bien-être intense provoqué par un événement positif, les individus s'adaptent rapidement et ne ressentent plus le même plaisir, oubliant ce qui les rendait heureux hier et courant à la quête de nouveaux objectifs.

L'adaptation hédonique concerne également les changements négatifs, selon le schéma inverse : après une tristesse et un mal-être intense lié à un événement négatif, les individus s'adaptent finalement à leur nouvelle situation.

Mais pour les chercheurs, ce mécanisme n'est pas fatal. Par différents éléments, l'on peut en effet déjouer ou au moins ralentir l'adaptation hédonique. Pour cela, il existe deux moyens principaux : l'attention portée à l'événement positif qui permet de prendre constamment conscience de ses bienfaits et de sa chance ; la variété des expériences positives ; et les activités surprenantes pour entretenir l'état de bien-être et de satisfaction.

Appliqué au plaisir d'être chez-soi, cela nous permet de comprendre le rôle de l'investissement permanent dans son logement et la valeur des changements, des aménagements, des décorations et des gestes du quotidien qui permettent de renouveler notre logement.

Aménager son logement est une chose, l'agencer et l'organiser de manière harmonieuse en est une autre. Ainsi, concevoir la décoration de son futur logement est souvent délicat pour les résidents. Tout le monde n'a pas la fibre artistique et les habitants veulent parfois tout et son contraire. Ils ont du mal à se projeter et n'ont pas l'expertise, ni une compréhension des enjeux esthétiques. La marque Cogedim propose alors aux futurs résidents de choisir parmi 10 harmonies qui ont été travaillées par des professionnels. Ainsi, il y a choix sur catalogue, appropriation, et donc les résidents se sentent bien. En complément, pendant les deux ans de construction et jusqu'à la livraison, des visites de chantier, des visites virtuelles et de la pédagogie permettent d'augmenter la satisfaction et le sentiment de chez soi du résident.

Dans cette volonté de réduction énergétique, plusieurs dispositifs ont été mis en place : MaPrimeRénov', MaPrimeRénov' Sérénité pour les foyers les plus modestes, l'éco-prêt à taux zéro (Éco-PTZ), le dispositif Coup de pouce économies d'énergie, le chèque énergie pour aider à payer les travaux de rénovation énergétique, les aides des entreprises de fourniture d'énergie mais également des mesures fiscales incitatives (CEE)⁷²⁶. D'autre part, la loi Climat et Résilience votée en 2021 comporte une mesure interdisant aux propriétaires d'augmenter les loyers des locations considérées comme des "passoires thermiques" afin d'encourager les travaux de rénovation énergétique.

*Domespace, la maison en bois écoconçue qui tourne avec le soleil.
Un nouvel art de vivre mêlant bien-être, écologie, innovation,
bonheur et intelligence.
© Domespace*



3 - Politique de l'habiter heureux et durable

Dans un monde où les questions écologiques se font de plus en plus urgentes, il est crucial de repenser notre manière de construire des bâtiments et d'habiter nos logements. Chaque année en France, le secteur du bâtiment génère 123 millions de tonnes de CO₂ et représente 44% de la consommation énergétique nationale d'après le Ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires. D'après l'Observatoire National de la Rénovation Énergétique (ONRE)⁷²⁵, 7,2 millions de logements seraient mal isolés en France.

À côté de ces stratégies, l'éco-construction (3C2), réalisation d'un "bâtiment économe en énergie et dont la réalisation est la moins polluante possible"⁷²⁷, apparaît comme une solution globale particulièrement prometteuse. L'idée est de construire un logement durable avec les matériaux les plus naturels possibles afin de respecter au mieux l'environnement. Les atouts de ce nouveau mode de construction sont multiples : économie d'énergie, bilan carbone limité, confort thermique optimal, économies sur la consommation en eau...



5 commandements pour choisir un logement durable et heureux (WWF)

- 1- Les transports en commun tu investigueras ;**
- 2- La consommation énergétique tu anticiperas ;**
- 3- De la proximité des services tu t'enquerras ;**
- 4- En adéquation avec tes besoins tu choisiras ;**
- 5- À la présence du végétal tu veilleras.**

Ainsi, à un niveau aussi écologique qu'hédonique, tout porte à privilégier les constructions à partir de matériaux naturels, durables et biologiques. Les constructions bois, en particulier, possèdent un pouvoir biophilique au niveau de l'appartenance, mais aussi du toucher, de l'odeur, du bien-être. En bref, on se sent bien dans les habitats en bois.

C'est à partir de cette intuition que Woodeum, promoteur immobilier éco-responsable, s'est engagé dans le développement d'habitats en bois et bas carbone. En effet, une étude réalisée par Didier Lepelletier, professeur en sciences médicales et président du Haut Conseil de la santé publique et la docteure en sciences de la biologie et de l'immunologie Florence Aviat à partir d'une méta-analyse d'environ 70 études à travers le monde, conclut sur les bienfaits pour l'être humain à vivre dans des constructions bois. On observerait assurément une diminution de la pression artérielle, du rythme cardiaque, et une augmentation des émotions positives. Les chercheurs montrent que des élèves chinois dans une salle de classe en bois sont plus calmes, font preuve d'un meilleur apprentissage et dorment mieux.

Pour Woodeum, le bois alimenterait le sentiment de satisfaction quant à son logement. Au sens symbolique, le bois agirait comme un aimant, donnant aux gens envie de s'en rapprocher, de passer la main dessus, au point qu'il pourrait donner un sens à son habitat. Et l'opinion ne semble pas démentir ces idées puisque d'après un sondage Ipsos de 2019, parmi l'ensemble des matériaux, le bois est celui qui

a le capital sympathie maximal. Les habitants peuvent même développer de la fierté à être des pionniers et défenseurs de nouvelles valeurs liées à la construction bois.

Contrairement à ce que laisserait penser la fable des trois petits cochons, les habitats en bois sont solides ! Les constructions bois ont même le potentiel de répondre à un large panel de besoins de constructions. Woodeum utilise ainsi une technologie de construction en bois massif, le lamellé collé. Le bois est utilisé pour la superstructure à partir du rez-de-chaussée et au-dessus. Par exemple, conçue par l'architecte Jean-Paul Viguier, Hypérion est à Bordeaux la plus haute tour résidentielle en structure bois construite en France, et compte 17 étages. Par ailleurs, ce sont des quartiers entiers qui peuvent être conçus en bois, à l'image de l'ensemble immobilier bas carbone de Lyon qui comprend commerce, bureaux, logements et un immeuble de 16 étages.

À l'heure de la prise de conscience des enjeux écologiques, les constructions bois apportent un espoir nouveau. En effet, ces constructions sont répliquables à plus grande échelle. Woodeum a développé plus de 6000 logements bois depuis 2014 et 3 000 sont en développement. Le prototype initial est devenu répliquable et économiquement viable. Pour un passage à l'échelle, Woodeum préconise :

- une stabilité du régime normatif, afin de sécuriser les constructeurs bois ;
- une adaptation de ce cadre normatif qui a été conçu pour le béton ;
- une formation systématique à la construction bois dans les écoles d'architecture et d'ingénieur.

Afin de maximiser les bénéfices dans les constructions bois, Woodeum mentionne quelques préconisations dans les constructions bois :

- mettre du bois apparent dans les parties communes pour inviter les habitants à voir, sentir et toucher le bois, comme créateur de lien ;
- effectuer un travail des paysagistes très en amont dans les projets constructifs ;
- installer des terrasses et balcons pour 100% des logements.

Et pour changer d'échelle, Woodeum fusionne avec le promoteur Pitch Immo, très implanté dans les territoires, afin d'accélérer son déploiement national et créer le leader de la promotion bas carbone en France.

4A3 | L'habiter heureux : un territoire inclusif et accueillant

On l'a vu, l'habitat est structurant dans notre rapport au monde. Il façonne nos réalités et nos représentations. Par conséquent, les politiques d'habiter, d'urbanisme, ont un rôle majeur dans l'épanouissement individuel et le bonheur collectif. L'habiter heureux est le résultat de l'équation d'un urbanisme inclusif, d'une politique d'accessibilité à l'habitat et de la vitalisation du territoire par des espaces de création, de partage et vivre-ensemble.

1 - Vers un urbanisme inclusif et respectueux de la diversité

● L'habitat, reflet des identités : l'exemple de l'habiter créole

Une politique authentique d'habitat heureux ne peut être hors-sol et superposer les mêmes règles sur différents territoires. Dans la mesure où l'habiter renvoie à une manière d'être au monde, l'urbanisme de la ville de demain se doit d'être sensible à la singularité des territoires et des individus qui vivent chacun leur territoire à leur façon en fonction de leur identité et de leurs particularismes régionaux. Autrement dit, l'habiter heureux passe par un urbanisme inclusif et respectueux de la diversité.

Le cas de l'habiter créole, en particulier de La Réunion, en est un exemple intéressant. Dans un article intitulé *Quelles représentations du quartier idéal à La Réunion ? Une réflexion sur les modes d'habiter et la qualité de vie comme*

*indicateurs de la durabilité urbaine*⁷²⁸, Amandine Junot et Jean-Philippe Praene rappellent la singularité de l'habiter créole qui réside dans l'importance donnée à la nature : *“Ce qui caractérise le fait de vivre à La Réunion c'est d'être à l'extérieur et de vivre en présence ou à proximité de la nature.”* Le mode de vie réunionnais est tourné autour de la vie en extérieur, la nature et la vie communautaire.



L'habiter réunionnais, entre vie communautaire et nature :

“La nature occupe une place significative dans les représentations de l'habiter créole en opposition aux représentations de l'environnement urbain caractérisé par les constructions, la diminution marquée du végétal, et la perte du caractère rural. Les espaces naturels sont présentés comme déterminants pour la qualité de vie, et les habitants préfèrent passer leur temps libre au contact de la nature en dehors d'espaces bâtis ou anthropiques. Ce qui caractérise le fait de vivre à La Réunion c'est d'être à l'extérieur et de vivre en présence ou à proximité de la nature.”

Amandine Junot

L'article rapporte une évolution de l'urbanisme et des modes de vie réunionnais qui a eu lieu avec la départementalisation, affectant l'identité et l'habiter réunionnais. Les projets durables comme les écoquartiers sont parfois délaissés car ils ne sont pas nécessairement adaptés aux besoins et aux aspirations profondes des habitants. À titre d'exemple, l'aménagement de quartiers mixtes qui permettent de combiner plusieurs fonctions en un même espace, de dynamiser le tissu

Maison créole de La Réunion



© Serge-Gelabert

économique tout en limitant la circulation et la population sont souvent mal perçus par les habitants “*Ils construisent trop dense, des blocs, on ne respire plus, l’air ne circule plus*” (Fabien, 26 ans, Petite-Île). “*Tu ne mélanges pas commerces et maisons, car le bruit et tout...*” (Émilie, 25 ans, Le Tampon). En effet, ces types de quartiers entrent en conflit avec une vision de l’espace qui sépare strictement fonctions résidentielles et socio-économiques. Si la ville est perçue comme le lieu de l’activité économique ou de loisirs, le quartier apparaît comme un havre de paix assurant le besoin de calme et de nature. L’exemple réunionnais démontre l’importance d’un urbanisme et d’aménagements qui prennent en compte l’identité et la culture de la population qui possède un mode d’habiter spécifique.

Aussi, l’exemple de l’aménagement du territoire réunionnais doit-il nous alerter sur un aspect fondamental : la réussite d’un projet d’aménagement dépend toujours de sa désirabilité et de son acceptabilité réelle en fonction des identités et des modes d’habiter spécifiques du territoire. Dans le cas contraire, le projet d’aménagement, aussi bien ficelé et durable soit-il, risque d’avoir des effets inverses à son intention originelle. Dans le cas réunionnais, il semblerait en effet que l’inadaptation des aménagements avec le mode de vie et les désirs des habitants les conduisent à reprendre leur contrôle par des usages peu durables. Ainsi, pour préserver leur intimité, les habitants déclarent ajouter des systèmes d’aération coûteux en énergie dans leur logement. Pour construire des aménagements des territoires effectivement viables et durables, la première étape est donc d’envisager la congruence entre les projets et les besoins et les aspirations des habitants.



**L’Ouest de La Réunion,
pionnier de la ville
durable**

Respecter les spécificités du territoire réunionnais pour en développer les potentialités, c’est la démarche de l’ÉcoCité insulaire et tropicale, plan d’aménagement de l’Ouest de La Réunion pour “un nouveau modèle de

ville tropicale et durable”! Le projet est inédit : étendu sur un périmètre de 5 000 ha et sur trois communes (le Port, les bas de La Possession et les bas de Saint-Paul), il vise à concilier la croissance démographique avec un développement équilibré du territoire.

Les objectifs sont nombreux, au service de la population ouest réunionnaise :

- **pourvoir aux besoins en termes de logements ;**
- **structurer les activités économiques, notamment en ce qui concerne les filières de construction durable et de construction bioclimatique ;**
- **développer l’emploi local ;**
- **diversifier les activités de l’Ouest ;**
- **faire rayonner le territoire ;**
- développer les transports en commun et rendre les transports plus fluides ;**
- préserver et renforcer la filière agricole.**
- **Au cœur du projet, les enjeux de préservation de l’environnement et du territoire, la lutte contre le réchauffement climatique et la sauvegarde du patrimoine naturel, culturel et paysager du territoire ouest réunionnais. Avec un son programme d’innovation urbaine, il s’agit de faire de l’Ouest et de La Réunion les pionniers de la ville durable.**

- **Accueillir la diversité au sein des territoires**

Les territoires sont divers, en termes de ressources, de langue, de culture, d’infrastructures etc : l’affirmation semble pour la plupart évidente. Mais ce que l’on oublie parfois, c’est que la diversité est présente à même les territoires. Un territoire heureux est un territoire inclusif où chacun a sa place et un espace convivial nourri des échanges et des solidarités.

L’intégration de tous les groupes sociaux, y compris des minorités, joue un rôle central sur le bien-être collectif. L’enquête de 2009 *Perception des Inégalités et Sentiments de Justice*⁷³⁰ est formelle : le lien entre justice sociale et niveau de satisfaction, sentiment de bien-être n’est plus à prouver. L’intégration de

toutes les populations dans les territoires est une question de justice sociale mais aussi de bonheur collectif : elle profite à tous. Autrement dit, la qualité du tissu social et la cohésion des habitants au sein des territoires sont essentielles au bien-vivre (4B). Enfin, la question de l'intégration des différents groupes sociaux au sein des territoires est d'ordre éthique. Faire peser des discriminations sur certains groupes sociaux ou individus (femmes, personnes en situation de handicap...), nous dit l'économiste Amartya Sen, c'est freiner leurs capacités, autrement dit leur liberté réelle. C'est les priver de leur puissance d'action et de leur droit de choisir, entraver leur possibilité d'être et de faire.

Faire de chacun un membre à part entière du territoire n'est pas seulement une question de justice, c'est aussi une condition du bonheur partagé comme le montre la partie 4B de notre étude *Être acteur de son territoire : convivialité, sentiment d'appartenance, engagement, inclusion... du bonheur personnel au bonheur partagé*.

Plus qu'une simple cohabitation, le territoire heureux est celui qui incite à l'échange et au partage. En ce sens, toutes les dynamiques de convivialité, de solidarité et de festivité sont à mettre en valeur. La Fête des Voisins est un moment à part pour faire connaissance avec ses voisins et rompre l'isolement. Le mouvement compte aller plus loin avec un appel à la solidarité avec l'heure civique, idée initiée par le créateur de la Fête des voisins Atanase Périfan : une heure par semaine, il s'agit de réaliser une action de solidarité de proximité ou d'entraide de voisinage⁷³¹. Au sein des immeubles, lieux de cohabitation, différentes initiatives peuvent également être mises en place pour favoriser la convivialité. Selon les experts, une des voies est la revalorisation du rôle du syndic, véritable pilier du vivre-ensemble heureux au sein des immeubles et des quartiers. Le syndic est le chef d'orchestre de l'immeuble et son rôle pourrait encore s'étendre plus loin au quartier. Son rôle est d'accompagner en amont de la 1ère Assemblée Générale mais également de créer des partenariats pour amener du lien et de la vie dans l'immeuble. Cela peut comprendre des services d'aide à la location, de gestion locative, d'aide au déménagement, de club client qui

négoce des prix aux résidents dans les magasins du quartier, etc. Des réseaux peuvent se créer au sein de l'immeuble, entre immeubles et avec le quartier. Cela peut nécessiter que quelqu'un soit nommé pour l'animer d'occasions positives. En bref, "est-ce que je peux vous offrir quelque chose ?" serait la bonne posture sur ce réseau.

● Vers des territoires non genrés ?

La question de l'intégration des femmes dans les territoires est fondamentale. Après tout, elles composent 51,5% de la population française soit 2,2 millions de plus que les hommes! Pourtant, les femmes pâtissent d'un urbanisme et d'aménagements encore et toujours créés par et pour les hommes⁷³². Mais aussi de représentations genrées et masculinisées de la ville. Sans oublier les comportements prédateurs de certains hommes dans la ville et les transports qui contraignent leur appréhension des territoires et leur façon de les habiter.



Manspreading

Dans l'article de Violaine Morin Comment le "manspreading" est devenu un objet de lutte féministe⁷³³ dans le Monde, le manspreading est défini comme "l'étalement masculin, c'est-à-dire le fait que les hommes prennent une place disproportionnée dans l'espace public, en particulier sur les banquettes des transports en commun, en écartant les jambes, laissant moins d'espace à leurs voisines."

C'est notamment le constat du géographe Yves Raibaud, auteur de *La ville faite par et pour les hommes*⁷³⁴. Pour Édith Maruéjols, géographe du genre, cette exclusion n'est pas nouvelle, et débute depuis la plus petite enfance⁷³⁵. Sur le banc des accusés, la cour de récréation des cours d'école : "L'exclusion de la fille de l'espace public commence dès la cour de récré"⁷³⁶. Ce qui est visé ici, c'est l'aménagement de l'espace de la cour qui met au centre de la scène le jeu des garçons, souvent du football, et relègue sur le côté les

filles et les garçons qui n'ont pas envie de faire du sport. Ainsi, ce qui devrait être un lieu de développement des passions, des talents et de l'épanouissement des enfants est en réalité un "lieu de production des inégalités filles-garçons."⁷³⁷

66

Une cour de récré, c'est comme une petite société. De façon très caricaturale, les garçons prennent 90% de la cour en jouant au football et les personnes qui ne veulent pas y jouer, souvent des filles, sont sur les côtés.

Catherine Ruth, Conseil d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement de Meurthe-et-Moselle

Mini-société, la cour de récréation est un miroir des inégalités territoriales genrées. Pour le géographe Yves Raibaud, nos espaces urbains sont construits pour les garçons, avec des équipements, des infrastructures de loisirs (skateparcs, citystades...) qui servent largement les garçons et les hommes⁷³⁸. Concernant la signalétique urbaine, l'historienne Christine Bard estime que 94% des rues portent un nom d'homme. Enfin, l'habiter des femmes dans la ville est contraint par la peur : entre 80% à 100% des femmes ont déjà été harcelées dans les transports en commun⁷³⁹. En milieu rural, c'est la double peine pour les femmes qui "font face à un cumul des inégalités de genre et des inégalités territoriales." selon un rapport du Sénat de 2021 intitulé "Femmes et ruralité : en finir avec les zones blanches de l'égalité". Ces 11 millions de femmes qui vivent en milieu rural, soit 1/3, souffrent d'un déficit de mobilité, d'un accès aux services publics et aux soins plus compliqués ainsi qu'une difficulté à trouver une garde d'enfants à proximité.

**80%
à
100%** des femmes ont déjà été harcelées dans les transports en commun.

Mais tout cela n'est pas une fatalité. Il existe des solutions pour réduire les inégalités de genre et intégrer les femmes dans les territoires, de ce depuis la petite enfance. À Rennes, dans le quartier de Blosne, l'école maternelle Torigné⁷⁴⁰ a été repensée et réaménagée pour effacer les stéréotypes de genre. "La cour de récré ça ne sert pas qu'à se défouler."⁷³¹, rappelle Geneviève Letourneux, conseillère municipale déléguée aux droits des femmes et la lutte contre la discrimination. Au lieu d'une configuration classique avec un vaste parterre où les garçons jouent au foot, et où les filles se partagent le reste, l'école a misé sur une multiplicité d'espaces mixtes : un petit train, une scène de théâtre, un espace végétalisé... La maternelle est la troisième de Rennes à avoir conçu une cour d'école non genrée, et la ville espère aller plus loin : à terme, l'objectif est de réaménager les 85 cours d'école de la ville. Ces cours d'école mixtes déjà expérimentées à Grenoble, Rennes, Bordeaux, Trappes, Lyon, sont des pistes inspirantes pour imaginer les espaces éducatifs inclusifs de demain.

Mais ces aménagements inclusifs ne doivent pas s'arrêter aux portes des écoles. Pour Matthieu Adam, géographe chargé de recherches au CNRS et membre du laboratoire Environnement ville société de l'université de Lyon "dès leur plus jeune âge, les garçons apprennent à investir l'espace public, à pratiquer des activités sportives. Alors qu'on explique aux filles que ce même espace est risqué."⁷³² Il s'agit d'éduquer les hommes à la mixité dès le plus jeune âge mais aussi d'adapter les aménagements, notamment les infrastructures sportives. Ainsi, d'après le centre Hubertine Auclert, 95% des personnes qui utilisent les city stades sont des hommes⁷³³. Environ 60% des usagers du vélo sont des hommes dans les grandes agglomérations contre seulement 40% de femmes⁷³⁴.

Pour créer la ville inclusive et heureuse de demain, il s'agit donc de ne plus créer des infrastructures sportives bénéficiant aux hommes mais aussi aux femmes mais aussi d'encourager la mixité sportive. Un des axes sur lequel les territoires peuvent travailler pour améliorer l'inclusion des femmes est celui de la sécurité. À titre d'exemple en île-de-France, 67,5% des femmes ressentent un sentiment

d'insécurité dans les espaces publics contre 37,8% des hommes⁷³⁵. Pour que les femmes s'approprient les territoires, il s'agit d'identifier les causes de leur insécurité et d'adopter en ce sens les aménagements publics, notamment les transports. En outre, pour une partie des féministes, le mieux serait de combiner espaces mixtes et espaces non mixtes, ces derniers pour garantir des espaces sécurisants. À Strasbourg, un groupe d'étudiantes de l'EM Strasbourg a imaginé une idée inédite⁷³⁶: demander au personnel du bar un cocktail spécial, du nom de Mademoiselle, pour prévenir d'un danger. Les établissements partenaires du projet sont appelés à prendre soin de la femme qui se sent menacée, et éventuellement à prendre des dispositions contre la personne dont la victime se plaint.



Pour que les femmes s'approprient les territoires, il s'agit d'identifier les causes de leur insécurité et d'adapter en ce sens les aménagements publics, notamment les transports. À cet égard, une initiative mise en place par certaines municipalités, la société civile ou les habitants eux-mêmes, est la marche exploratoire. En investissant physiquement la ville, les quartiers, l'idée est de permettre aux femmes de se réapproprier la ville et de les rendre visibles dans l'espace. La marche exploratoire est un outil participatif de transformation du territoire qui permet aux acteurs, les femmes, de mieux cibler leurs difficultés d'usage pour réfléchir à des améliorations en termes d'aménagement.

● Vers la fin du validisme ?

La question des personnes non valides est également fondamentale dans l'aménagement de nos territoires. De l'adaptation des personnes aux territoires inclusifs, nous verrons que les

paradigmes de nos territoires face aux handicaps sont en pleine transformation. La loi oblige les établissements recevant du public à respecter des normes garantissant l'accessibilité aux personnes en situation de handicap. La loi "Pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées" du 11 février 2005 donnait 10 ans à ces établissements pour se rendre accessibles⁷⁴⁷. Mais près de vingt ans plus tard, ce n'est toujours pas le cas. En l'état, les territoires ne sont pas adaptés aux personnes en situation de handicap.

Mais qu'est-ce que le handicap et comment affecte-t-il l'habiter des personnes qui le vivent ? On a longtemps considéré, suivant le modèle de Wood, que le handicap était une "caractéristique bio mécanique et fonctionnelle propre à un individu qui dysfonctionne" et que ce serait aux individus de s'adapter, comme le montrent Frédéric Reichhart and Zineb Rachedi-Nasri dans un article intitulé *La ville à l'épreuve de l'accessibilité : analyse du contexte français*. Nous sommes cependant largement revenus de cette conception : aujourd'hui, le consensus est autour d'une conception socio-environnementale selon laquelle le handicap n'est pas le fruit des caractéristiques d'un individu mais de "l'ajustement manqué entre des facteurs personnels d'un individu et les composantes de la structure environnementale." Autrement dit, ce n'est plus à l'individu de s'adapter, mais à la société d'inclure.

L'air de jeux inclusive



L'habiter des personnes en situation de handicap dans les territoires est caractérisé par une mobilité contrainte. Contrairement à ce que l'on pense, les territoires ruraux ne sont pas les premiers visés, bien au contraire, selon le géographe Meddy Escuriet, membre du Groupe de travail "Handicap et Société" et membre du Comité National Français de Géographie auteur d'une étude intitulée *Outiller les territoires afin de permettre plus de choix pour travailler et vivre avec un handicap en milieu rural* : "Ce qui ressort de cette étude, c'est que le milieu rural, contrairement aux apparences, n'est pas la destination qu'il faut éviter. C'est un milieu qui sait s'ouvrir à la différence et à l'inclusion des personnes en situation de handicap." Les espaces ruraux offrent de nombreux atouts : la taille du territoire qui permet un meilleur accompagnement, plus individualisé, des personnes, une vie plus saine et plus calme, la présence de nature et d'animaux qui ont des bénéfices thérapeutiques. La mobilité reste cependant un frein majeur à l'habiter des personnes en situation de handicap en zones rurales qu'il convient d'améliorer.

66

Il apparaît évident qu'il y a une plus-value pour les personnes avec un handicap psychique ou comportemental à être accompagnées en milieu rural, car celui-ci offre les conditions d'une vie plus calme et plus saine⁷⁴⁸.

Meddy Escuriet, docteur en géographie, spécialiste de la question du handicap

En ville, espaces publics et voiries inadaptées, manque d'accès aux établissements et aux transports, portes trop étroites, etc, entravent l'expérience de l'habiter de la ville des personnes à mobilité réduite. La ville reste construite par et pour les personnes valides. Ainsi, en 2018 avait lieu à Paris une manifestation contre le manque d'accessibilité des villes aux personnes en situation de handicap, organisée par l'Association des Paralysés de France. Clotilde Aubet, elle-même en fauteuil roulant et auteure de

Intermittente du fauteuil, témoigne : "pour une personne à mobilité réduite, les ascenseurs sont indispensables, puisque ni les escalators ni a fortiori les escaliers ne sont praticables lorsque l'on est en fauteuil roulant ou avec un déambulateur. Dans l'idéal, l'accès dans le métro ne doit pas être trop haut, par exemple pas une marche de 10 cm de haut, mais tout au plus 3-4 cm." Avant d'ajouter : "Néanmoins, le concept d'accessibilité concerne toutes les formes de handicap, et pas seulement les personnes à mobilité réduite. Par exemple, les personnes aveugles et malvoyantes ont aussi besoin d'aménagements, notamment du relief au sol pour le guidage ou une annonce à voix haute du nom des stations." Sur les 303 stations du métro parisien, seules les 9 stations de la ligne 14 sont accessibles aux personnes à mobilité réduite, soit seulement 3% du réseau⁷⁴⁹.

La solution se trouve peut-être du côté des outils de design tels que Design For All (DFA), universal design, la "conception universelle" ou "conception pour tous" qui, en référence aux travaux de Macé, renvoient à "la conception de produits et d'environnements qui soient utilisables par tout individu, dans la plus grande mesure possible, sans recourir à l'adaptation ou à la conception spécialisée". Autrement dit, mettre fin à la norme de validisme pour adopter une démarche d'accessibilité, c'est améliorer l'expérience, l'usage, finalement l'habiter, de tous. Par exemple, l'abaissement de la plate-forme des bus à 23 cm de la chaussée contre 35 cm dans les véhicules classiques, ne facilite pas seulement l'usage des personnes en fauteuil roulant mais aussi des personnes âgées, des femmes enceintes, des personnes avec une poussette, des enfants en bas âge, des voyageurs avec des bagages... La marge est ainsi un laboratoire d'expérience qui permet de redéfinir la norme et d'inventer de nouvelles possibilités qui améliorent l'expérience de l'habiter de tous dans les territoires.

Ainsi, chercher des pistes depuis l'expérience du handicap, de l'altérité, ouvre à la découverte d'une infinie richesse de potentialités et de solutions à l'habiter de tous. Par exemple, l'habitat partagé peut être une alternative viable à la vie à domicile isolée ou à la vie en

établissement spécialisé pour les personnes en situation de handicap mais aussi pour les personnes âgées. Partageant des espaces communs et un projet de vie sociale tout en gardant un logement privatif, l'individu peut ainsi conserver son autonomie tout en bénéficiant d'un accompagnant et d'une vie communautaire.

“

L'aménagement inclusif est au bénéfice de toutes les catégories de population, comme s'en inspire le Design For All (DFA).

2 - De nouveaux imaginaires des territoires

● Réenchanter les territoires ruraux et les quartiers

Réconcilier les territoires urbains et les territoires ruraux est essentiel. Travailler à l'habitat heureux, c'est inclure et valoriser la diversité présente au sein de nos différents territoires. Cela passe aussi par la création de nouveaux imaginaires pour réenchanter les territoires jusqu'à lors relégués au second plan. On pense ici tout spécialement aux territoires ruraux et aux quartiers que l'on a souvent tendance à opposer. À chaque campagne politique, la problématique de la fracture territoriale revient, nourrissant l'idée d'une rivalité entre grandes métropoles et territoires ruraux et en particulier entre banlieues et campagnes. Mais d'où vient cette opposition si structurante dans le champ politique ? On doit en réalité sa genèse à Guilly, auteur de la *France périphérique*⁷⁵⁰ qui distingue deux "Frances" : la France des métropoles, bien lotie, et la France périphérique, en marge de la mondialisation et délaissée par les politiques publiques. Situés à proximité de métropoles dynamiques, les habitants des banlieues seraient finalement bien dotés et feraient presque oublier les difficultés rencontrées par les habitants des territoires ruraux. Le portrait de Guilly a eu pour mérite de souligner les atouts des banlieues contre des stéréotypes enfermants et de mettre en lumière les problématiques affectant les zones rurales, la désindustrialisation, le manque de mobilité, la difficulté à trouver un emploi.

Cependant les études en sciences ont montré le caractère très schématique voire tout bonnement caricatural de cette opposition entre France des villes, banlieues, et France des campagnes, France périphérique. Eric Charmes, urbaniste et sociologue, a montré que la France périphérique décrite par Guilly regroupe des situations tellement diverses qu'elles ne peuvent être confondues⁷⁵¹. Pour le sociologue Benoît Coquard⁷⁵², ce discours relève largement d'un fantasme au service d'un storytelling politique. L'instrumentalisation de ce concept par l'extrême droite pendant la crise des Gilets Jaunes a occulté la réalité plurielle des territoires périurbains qui représentent aujourd'hui un quart de la population française⁷⁵³. Pour Eric Charmes, auteur de *La revanche des villages*⁷⁵⁴ (2019), les territoires périphériques renouvellent les oppositions traditionnelles entre villes et campagnes en attirant des citoyens fraîchement installés à la campagne. Cette renaissance des campagnes, encore accélérée par la crise de la Covid-19, bouleverse les oppositions traditionnelles en dessinant des espaces transverses.

Une première étape pour l'habiter heureux consiste ainsi à réconcilier les territoires. C'est l'ambition de Jérôme Barrier, spécialiste de l'aménagement du territoire, auteur de *Réconcilier les territoires - Quel avenir pour nos villes et nos campagnes*⁷⁵⁵. Pour Jérôme Barrier, il est temps de poser un regard nouveau sur les territoires urbains et les territoires ruraux et de comprendre qu'ils ne s'opposent pas mais au contraire se complètent et s'enrichissent l'un l'autre. À l'appui de cette thèse, un néologisme particulièrement fécond et original : la géosymbiose. La géosymbiose, c'est l'idée holiste d'une union des territoires qui sont amenés à collaborer et à cohabiter. Il s'agit ainsi de se rappeler que le territoire est "un lieu qui fait lien", selon la formule de Michel Maffesoli et ainsi de saisir la complémentarité profonde entre les territoires : "*Plutôt que de penser les rapports territoriaux en termes antagoniques, il me paraît préférable de penser l'équation ville-campagnes en termes de complémentarité et donc d'interdépendance. Ce qui implique de retrouver un équilibre entre les différentes strates de territoire.*"⁷⁵⁶ Derrière le concept de géosymbiose se cache une réalité oubliée sur l'équilibre complémentaire des villes et des

campagnes. La ville et la campagne ont toujours été pensées en rapport, *“la ville (ayant) été créée en complémentarité des campagnes, pour protéger les récoltes, si précieuses, de même qu’une grande ville ne pouvait vivre sans son hinterland rural.”*⁷⁵⁷



La géosymbiose porte la formidable promesse holiste d’une union entre les territoires qui sont amenés à collaborer et cohabiter et se nourrir les uns les autres.

Pour valoriser la diversité de nos territoires, il s’agit de créer des récits inspirants fondés sur de nouveaux imaginaires et de nouveaux rêves. L’imagination est notre alliée pour inventer les territoires heureux de demain.

● Vers une ruralité positive ?

Proposons une nouvelle utopie rurale ! Des espaces éloignés voire carrément enclavés, avec peu d’habitants - qui en outre vivraient à l’âge de pierre - mais beaucoup d’ennui, les clichés sur les territoires ruraux ont décidément la vie dure ! Claire Desmares-Poirrier, néo-rurale installée il y a plus de dix ans en Bretagne, où elle a fondé un lieu “agri-culturel” composé d’une ferme bio et d’un café-libraire, démonte tous ces clichés dans *L’exode urbain : manifeste pour une ruralité positive.*⁷⁵⁸ Le problème pour l’autrice, c’est que l’on juge la vie à la campagne à l’aune des critères de la vie urbaine. À la campagne, il ne se passerait donc rien ? Que nenni pour Claire Desmares-Poirrier ! La réalité de la campagne, c’est qu’il n’y a certes pas les mêmes activités qu’en ville mais cela ne signifie pas qu’il n’y a pas une vie riche, différente, mais tout aussi intense qu’en ville : *“Il n’y a pas de scène nationale de théâtre, il n’y a pas l’opéra. Mais, moi, je peux vous dire que tous les week-ends il faut (...) que je choisisse entre un concert de rock, une sortie de résidence de théâtre ou de cirque ou de danse dans un lieu privé, des veillées chez des particuliers... En fait, de la culture et des événements, il y en a plein. C’est juste que la manière de le vivre est totalement*

*différente”*⁷⁵⁹. Concernant le prétendu manque d’emplois dans les zones rurales, avec l’idée que pour trouver un emploi, il faut partir en ville, là encore, il faut tordre le coup à cette idée reçue ! Claire Desmares-Poirrier le rappelle, seulement 10% de l’emploi rural est de l’emploi agricole. Autrement dit, l’emploi à la campagne est divers, comme en ville : *“La campagne, on a besoin de tous les savoir-faire : on a besoin des métiers du soin, on a besoin de comptables, d’avocats... En fait, on a besoin de tous les métiers, en vrai.”*⁷⁶⁰

La ville fait rêver, quand la campagne fait fuir, alors même que cette peur est largement fondée sur des préjugés. Après la déconstruction des stéréotypes vient donc la valorisation des territoires ruraux, de leur identité diverse, et de leurs nombreuses forces à une époque de transition écologique. Place donc à la “rural pride”, et même pourquoi pas, osons-le, à la “Plouc Pride !”. L’expression est empruntée au livre de la géographe Valérie Jousseume, autrice de *Plouc Pride. Un nouveau récit pour les campagnes* (2021)⁷⁶¹. Tout en dépoussiérant l’image vieillie de la campagne, le livre invite à développer de nouveaux imaginaires autour des territoires ruraux. Une vision positive de la campagne qui est une véritable bouffée d’air frais ! Pour l’autrice, deux récits contradictoires du futur sont possibles : le “monde de l’hypermodernité” centré sur le progrès technique au détriment de l’idéal social ou un “*récit alternatif, celui d’un mouvement de transition avec une revalorisation nette des campagnes*”.⁷⁶²



À l’heure des crises multiples, écologiques et sociales qui traversent notre monde, la campagne est peut-être un espace de choix pour inventer le nouveau monde.

Une prise de conscience qui est sans doute déjà en marche puisque selon une étude de l’Institut d’études opinion et marketing en France et à l’International (IFOP) pour Familles

Rurales⁷⁶³, 92% des Français considèrent que le monde rural est attractif et agréable à vivre avec 97% des ruraux qui se disent heureux de leur lieu de vie et estiment qu'il est préférable de vivre à la campagne.

“

Vivre à la campagne ce n'est pas juste choisir un cadre de vie. C'est une autre manière de vivre, un autre rythme, avec plus d'autonomie et donc une moindre dépendance à un système. Ce sont des relations sociales plus diverses, une ouverture à l'autre, à son altérité avec des niveaux d'âges, de revenus, de cultures, d'idées politiques très différentes. C'est le partage de savoir-faire, l'entraide⁷⁶⁴.

Claire Desmares-Poirrier

Il reste néanmoins à souligner, pour ne pas naviguer d'un stéréotype à l'autre, que Claire Desmares-Poirrier est néo-rurale et que sa vision très positive est en partie l'émanation de sa "conversion" et de son exode.

● Les banlieues libérées, créatives et inventives

Face à la campagne, la banlieue, conçue en miroir comme sa sœur ennemie. Rien ne semble pourtant plus faux quand on comprend que ces territoires souffrent tous deux de préjugés enfermants. Dans *La construction du "problème des banlieues", entre ségrégation et stigmatisation* (2009), le sociologue Cyprien Avenel revient sur la fameuse "question des banlieues" qui est présente dans le débat depuis "plus de trente ans". Pour l'auteur, le sujet cristallise les tensions, les peurs et les fantasmes, au point de finalement faire perdre des yeux le réel. La banlieue apparaîtrait presque comme le bouc émissaire de tous les problèmes sociaux, symbolisant à elle-même tous les maux de la société française : la violence, la pauvreté, la difficulté d'intégration, les problématiques identitaires. S'ajoute en outre bien souvent une autre grille de lecture, un prisme ethnique, qui

empêche de saisir l'immense diversité de ces espaces. À ce titre, un terme est significatif, celui de "jeunes des cités", associés à jeunes à problèmes, qui fait oublier l'hétérogénéité de la jeunesse de banlieue.

Un quartier HLM du Sud de la France



Pour en finir avec une vision rétrécissante des banlieues qui est largement le fruit du discours politique, de nouveaux imaginaires des banlieues, depuis leurs héros du quotidien, sont à inventer. C'est le projet de Makan Fofana avec son essai de 2021 *La banlieue du turf, Du chaos naît la création*. Entre philosophie, pop culture et culture urbaine, références à Nietzsche, à Harry Potter et à Booba, l'essai de Makan Fofana propose d'ouvrir l'horizon des banlieues. Loin des discours misérabilistes sur la banlieue, on a là un récit positif, aux airs de conte épique : "Il était une fois, au onzième étage d'une tour embrumée par des contes, un adolescent solitaire dans sa petite chambre de banlieue. Au cours d'une nuit poussiéreuse en étoiles, il eut une vision merveilleuse. Dès lors s'incrusta, telle une émeraude en son cœur, le sentiment que se cachait sous ce bâtiment un

trésor : la banlieue du turfu.” Un hymne à la banlieue appelle ses habitants à inventer les chemins de nouveaux futurs possibles.

La banlieue, espace d'expression et de création



nécessaires à cet espace : “Un espace devient public s’il garantit le flux des individus grâce à son accessibilité (centralité, dessertes diverses et multiples etc.), s’il permet une circulation aisée (séparation piétons automobiles, aller-retour etc.), s’il offre un éventail le plus ouvert possible de services et d’activités couvrant les goûts moyens des individus, enfin s’il est confortable tout en n’étant pas appropriable.”

66

Afin de se déployer sur d’autres dimensions, la banlieue, non pas seulement comme lieu d’habitation, mais comme culture, mode de vie, expérience, architecture, récit, doit passer au travers d’une machine à rétablir la pesanteur cosmique : l’imagination créatrice.

Makan Fofana, La banlieue du turfu

● **Plaidoyer pour des villes réinventées**

La ville, par sa densité, son caractère impersonnel, n’est pas non plus exempte de critiques. On y serait individualistes, repliés sur soi et sa petite existence, désagréables, pressés, et tout cela en premier lieu dans la maudite capitale. Mais les critiques ne datent pas d’aujourd’hui.



A La Réunion, des espaces publics créateurs de cohésion sociale

En référence à La Réunion, le sociologue Michel Watin rappelle la nécessité de créer des espaces publics pour recréer des espaces de cohésion sociale alors que les “kartiés” se font remplacer par les quartiers. Il énonce les caractéristiques

Dans un article de 1995 intitulé *Poétique et imaginaire de la ville contemporaine*, la docteure en urbanisme Laurette Wittner et le sociologue Daniel Welzer-Lang⁷⁶⁵ reviennent sur cette longue tradition. Déjà au Moyen Age, “la ville était le lieu de tous les maux, de tous les dangers”. Lieu nouveau, où les chemins ne sont pas tout tracés, la ville fait peur. En même temps, tout porte à croire que l’on ne peut se passer d’elle, puisque l’homme est un animal social, et qu’il pourvoie mieux à ses besoins en groupe. La ville devient ainsi le lieu de tous les paradoxes : lieu désiré et recherché par la modernité, espace énergique et vivant, lieu de citoyenneté et de civilité, “écran” qui fait barrage et protège l’homme de la nature et le civilise, elle est aussi associée aux maladies, aux épidémies, à la saleté, à la violence sociale, à l’insécurité et aux vices. Au XIX^{ème} siècle, avec l’industrialisation et l’essor des villes, la grande ville est admirée et honnie, source en même temps d’inspirations et de rejets par de nombreux auteurs, écrivains, poètes. Zola, dans sa saga des Rougon-Macquart, mais surtout dans le troisième volume de *la trilogie des Villes*, Paris (1998) se fait ainsi le témoin de sa gigantesque expansion. Dans *Écrire la ville : Londres et Paris au tournant du XIX^{ème} siècle*⁷⁶⁶, Joëlle Prunnaud montre ainsi la part d’inconnu, de curiosité et d’inquiétude que la grande ville, la capitale, représente et suscite alors. Dans Paris photographie de la ville, Zola fait jouer les antagonismes entre une ville lieu de progrès

et d'espérance, de mobilité sociale, mais aussi théâtre de la violence et de l'injustice sociale. Aujourd'hui, malgré le renouvellement des imaginaires, une même ambivalence affecte la représentation de la ville, à la fois perçue comme l'espace du dynamisme économique et social, lieu de tous les possibles, mais aussi perçue comme un lieu d'insécurité, un espace pollué, inégalitaire, symbole des excès humains de l'exploitation de la nature à l'heure des enjeux écologiques.

Mais la ville toute entière est-elle à jeter ? N'est-elle au fond que ça, qu'un lieu dense, impersonnel, où personne ne se parle ? Ne peut-on pas saisir la richesse de la ville et penser de nouveaux imaginaires pour faire évoluer la ville vers plus d'hospitalité, de partage, de nature ? En effet, la ville est un formidable espace de réunion des intelligences et des solidarités. Par sa densité, elle permet aussi la concentration des services, notamment des services de santé, des activités économiques, des lieux de loisirs et de culture. Elle reste un lieu d'opportunité professionnelle notamment pour les femmes qui sont 9 sur 10 à aimer la ville (84% pour les hommes). Une étude Ipsos/Storia Steria de 2015 commandée par *Lafarge Villes au féminin*⁷⁶⁷ révélait ainsi que si la ville est associée au stress et à l'insécurité chez les femmes, elle est aussi perçue comme positive pour l'épanouissement intellectuel et professionnel. Pour le sociologue Patrice Duchemin, la ville est ce que nous imaginons et nous en faisons : *“C'est le pouvoir des imaginaires qui va transformer la ville. (...) L'imaginaire, c'est le moteur du changement.”*⁷⁶⁸ Le sociologue propose ainsi “4 imaginaires pour lire la ville”, une grille de lecture pour saisir les visions, les imaginaires qui fondent les villes de demain :

- “l'imaginaire de la fluidité” : la ville que nous voulons, c'est un espace fluide, réactif, qui nous inscrit dans un “continuum permanent”, à l'image du vélo ;
- la vision de la ville comme “nature réparatrice” qui réconcilie la ville avec la nature avec la réintroduction de la nature au cœur de la ville sous forme de potagers partagés, de petits producteurs grâce au AMAP... ;
- “l'imaginaire du village” qui nous propose de repenser le lien social comme une dimension structurante de la ville ;
- “l'imaginaire de la ville interstitielle” qui souligne les croisements, les communications possibles entre

les acteurs, les pratiques, les projets.

Au lieu de condamner la ville, il s'agit de voir son potentiel d'échange, de partage, d'intelligence collective et d'envisager de nouveaux imaginaires pour l'améliorer. C'est le message de l'anthropologue urbaine et fondatrice du Bfluid Sonia Lavadinho dans sa tribune dans *Le Monde* : “transformer la ville fonctionnelle en ville relationnelle” à partir des besoins des habitants, en donnant la place aux femmes enceintes, aux personnes âgées, aux enfants, aux sportifs...

L'exemple de Grandiose Paris, un projet élaboré par l'artiste multi casquettes Franck Paglieri est inspirant. Dans un document illustré, il imagine, en faisant un pied de nez au Grand Paris, un Paris grandiose qui cultiverait le bonheur de ses habitants en magnifiant tous les potentiels de la Ville Lumière. Dans ce nouvel imaginaire, les objectifs qu'il poursuit peuvent servir de base à des préconisations plus générales :

- en termes de densité : aérer l'espace, dédensifier la ville et végétaliser Paris pour en faire une ville verte et de jardins ;
- en termes de végétalisation, d'accès à la nature et de lien à la terre et à l'alimentation : réconcilier Paris avec la nature, redonner un air de campagne, de village champêtre, réintroduire au plus proche des Parisiens les lieux de culture agricole, créer des potagers de quartier ;
- en termes d'urbanisme : réparer les erreurs des années 70, déconstruire le plan Lopez de 1956, sauver les banlieues en les restructurant de fond en comble ;
- en termes d'identité territoriale : en finir avec le style architectural international et être à l'avant-garde du particularisme, retrouver le style parisien (pierre de taille, verre, métal, symétrie, arcades, dôme et colonnes) ;
- en termes de mobilité : mettre fin au diktat de la voiture, repenser la place de la voiture et des transports en commun en assurant la gratuité de leur accès, piétonniser certaines zones ;
- en termes de culture : réconcilier Paris avec son riche patrimoine, retrouver les merveilles architecturales de toutes les époques, donner la possibilité de vivre toutes les beautés des siècles précédents avec le confort d'aujourd'hui.



Par ailleurs, l'art peut être un outil puissant pour réenchanter la ville. C'est ce qu'explique Jean-François Vereecke, actuellement économiste, urbaniste, artiste peintre, et anciennement directeur Observation et Prospective au sein de l'Agence d'urbanisme et de développement de la région Flandre-Dunkerque (AGUR). À Dunkerque, l'art rencontre le nudge pour réenchanter des espaces. La Communauté urbaine de Dunkerque et ses environs ont mis en place différentes initiatives artistiques qui ont considérablement amélioré la qualité de vie des habitants. Dans un quartier de la métropole lilloise, un projet artistique a permis de transformer un quartier initialement délabré en une véritable destination. Le rehaussement artistique, réalisé à l'aide de peintures bleues, a apporté une nouvelle dynamique, attirant ainsi les visiteurs et suscitant l'intérêt pour cette partie de la ville. Jean-François Vereecke ajoute qu'une autre initiative novatrice a été mise en œuvre pour inciter les automobilistes à ralentir leur vitesse. Des passages piétons ont été dessinés

avec des motifs de grandes fleurs, ce qui a modifié les comportements des conducteurs. Cette approche artistique a non seulement rendu les rues plus esthétiques, mais elle a également contribué à renforcer la sécurité et le respect des piétons.

En outre, Jean-François Vereecke explique qu'une troisième initiative a consisté à installer dans certains quartiers des paniers de basket et à les étendre en les peignant montants sur les murs. Cette transformation a favorisé l'appropriation des espaces publics et a incité les habitants à changer leurs pratiques. Auparavant, ces zones étaient simplement traversées sans y prêter attention, mais elles sont désormais devenues des lieux de rencontre et d'activités sportives, stimulant ainsi la cohésion sociale.

3 - Pour un territoire accueillant et accessible

Habiter heureux, cela signifie aussi inclure tout le monde dans le territoire et ne laisser personne sur le bas-côté.

● Gentrification, spéculation foncière : les nouveaux maux de la ville

Un nouveau mal gangrène la ville : la gentrification. Fondé en 1960 par la sociologue Ruth Glass dans *London : Aspects of Change*, le concept renvoie au processus par lequel des quartiers autrefois défavorisés se transforment avec l'arrivée de nouveaux résidents plus aisés. Si le phénomène présente des avantages certains en apportant de nouveaux investissements et une refonte des quartiers, elle est aussi source de tensions. Pour les habitants plus modestes, la perte de l'identité historique du quartier et l'adaptation aux nouveaux modes de vie, avec l'augmentation du coût de la vie, sont difficiles à vivre, et dans le pire des cas, peuvent les contraindre à partir.

Le phénomène concerne surtout les grandes villes, à savoir Paris, Lyon et Marseille mais il s'étend de plus en plus. Ainsi à Bordeaux, avec la spéculation immobilière liée à l'arrivée de la Ligne Grande Vitesse Paris-Bordeaux, les prix du logement ont particulièrement augmenté. En 2015 des rapports publics alertaient déjà sur le fait que 80% des métropolitains n'avaient pas les moyens d'y acheter leur logement. D'autres villes plus petites sont concernées. À Bayonne, le 20 novembre 2021 a eu lieu une manifestation rassemblant plus de 8 000 personnes pour un logement digne. À cause de l'attractivité du territoire, de la spéculation immobilière, de la prolifération des résidences secondaires mais aussi des locations touristiques type Airbnb, les habitants peinent de plus en plus à trouver un logement décent. Le mot d'ordre des manifestants, qui est aussi le nom des organisateurs : *“Vivre et se loger au pays!”*.

● À côté des villes inabordables, les territoires ruraux nouvellement désirables

En 2022, d'après le Baromètre 2022, 38% des Français déclarent que la crise de la Covid-19 leur a donné envie d'un cadre de vie plus éloigné du centre urbain. 40% des Parisiens souhaitent vivre dans une ville plus petite, un cadre plus vert, plus spacieux, plus calme. La crise sanitaire qui a entraîné une généralisation du télétravail a accéléré la *“renaissance des campagnes”*.

Cette hausse du coût de l'immobilier profite en particulier aux villes moyennes qui possèdent un regain de désirabilité. Villes moyennes, territoires périphériques aux métropoles et territoires ruraux, ces territoires autrefois mal aimés, associés à “ce mot hideux de province” que déplorait déjà André Malraux, apparaissent désormais comme la promesse d'une vie garantissant un meilleur équilibre et offrant une qualité de vie bien supérieure à la ville grâce à l'accessibilité des loyers. Ce sont dans les territoires ruraux que les personnes semblent le plus heureuses : alors que 75% des habitants des communes rurales et 70% des agglomérations de moins de 20 000 habitants considèrent qu'il fait bon vivre dans leur lieu de vie, ils ne sont “que” 58% dans les grandes agglomérations de plus de 100 000 habitants, selon le Baromètre des Territoires 2021 : la France convalescente, la France du “proche” d'Elabe.

Cet habiter nouveau est profondément pluriel comportant une partie de résidences secondaires mais aussi un phénomène nouveau : la bi-résidentialité. Pour beaucoup de citoyens lassés par la ville, la crise de la Covid-19 a fait naître un nouveau rêve, celui de vivre une partie de l'année ou de la semaine à la campagne.

● Politiques et initiatives pour un accès pour tous au logement

Le préalable pour construire un territoire heureux est l'accessibilité au logement. Rappelons un essentiel : les territoires appartiennent aux personnes qui les habitent, qui les façonnent par leurs usages, qui les rendent vivants et vibrants. Mais encore faut-il qu'ils puissent y vivre...

● L'exemple viennois d'une politique ambitieuse de logement pour tous

Vivre heureux à Vienne

© Vienne qualité de ville



Pour se faire, on peut regarder du côté de la ville de Vienne et de sa politique de logement ambitieuse. 60% des Viennois vivent dans une habitation à loyer plafonné. Depuis 1919, la ville mise sur l'habitat social en investissant massivement dans l'immobilier. Au total, ce sont 1,8 millions de Viennois qui résident dans l'une des 440 000 habitations municipales. Mais le logement social ne concerne pas seulement les habitants les plus précaires, l'idée étant de favoriser la mixité sociale. Ainsi, pour prétendre à ces logements, il faut habiter la ville depuis au moins deux ans et ne pas gagner plus de 3 100 euros environ. Pour Christian Schantl, responsable des relations internationales pour Wiener Wohnen, office municipal d'habitation, le classement de Vienne⁷⁷¹ comme ville offrant la meilleure qualité de vie dans le monde pendant dix ans n'y est pas étranger.

De manière générale, eu égard à la situation résidentielle inquiétante des habitants, en particulier les plus populaires, qui pour beaucoup consacrent plus de 40% de leur revenu au logement, plusieurs pistes sont à développer. Il s'agit d'abord d'investir de façon très importante dans des logements sociaux pour permettre aux habitants d'accéder à un logement. Beaucoup plaident en outre pour une politique de régulation plus exigeante vis-à-vis du marché immobilier et un encadrement renforcé des loyers. Certains, à l'image de Nil Caoussin, auteur d'un Manifeste de résident en Bretagne, va plus loin. En particulier, les locations temporaires Airbnb entraînant spéculation foncière et désinvestissement des centres villes, sont visées. Il s'agirait en ce sens de créer un statut de résident breton conditionner l'achat d'un bien immobilier au fait d'avoir habité préalablement sur un territoire pendant un an : *“Il ne s'agit pas de repousser les nouveaux venus mais de prioriser le logement principal sur le loisir et la spéculation”*. D'autres enfin appellent à prioriser le logement prioritaire sur le logement secondaire.



Créer un statut de résident sur certains territoires, nécessitant d'y avoir vécu pendant au moins 1 an, avant de pouvoir y acheter un logement.



Le projet Toits Temporaires Urbains (TTU), des solutions innovantes au service du logement pour tous

À côté des constructions classiques, il existe des solutions innovantes de construction comme les constructions modulables et temporaires pour assurer des besoins d'hébergement sociaux. C'est l'idée du projet Toits Temporaires Urbains (TTU)⁷⁷² : créer des constructions modulaires temporaires et sociales sur les fonciers vacants. Lancé en 2021 par des acteurs du logement social en Seine-Saint-Denis, le projet a pour mission de structurer et massifier le recours à des Bâtiments Modulaires Mobiles (BMM) en créant un gisement de plusieurs centaines d'unités de construction reconfigurables. “L'enjeu est de rendre utiles des fonciers vacants pour répondre à des besoins d'hébergement ou de relogement temporaires, en anticipant la réglementation environnementale, et en levant les difficultés à financer les opérations dont la durée de vie est plus courte que le logement social traditionnel”, résume en 2022 Camille Picard, directrice territoriale de la Banque des Territoires pour la Seine Saint-Denis et le Val-d'Oise, l'un des partenaires du projet. Le village itinérant Mugi, composé de 12 modules habitables est destiné à l'hébergement de travailleurs saisonniers : un premier projet s'installe dans les Pyrénées-Atlantiques, à l'initiative de la branche Pays Basque de Soliha, associée au centre de recherche Nobatek/Inef⁴.

4 - Territoire heureux : communauté vivante, tiers-lieux

Un territoire heureux c'est un territoire qui bouge et qui rassemble. Les tiers-lieux, espaces hybrides entre espaces de rencontres, de travail collaboratif et de développement artistique, sont donc des lieux de choix pour la vitalisation des territoires. Ces espaces de sociabilité et de partage sont en pleine croissance et ce n'est que le début ! Alors qu'ils étaient 1 800 en 2018, on en comptait en 2021 entre 3 000 à 3 500⁷⁷³.

Il est difficile, sinon impossible, de donner une définition unique aux tiers-lieux. En réalité, la définition des tiers-lieux c'est peut-être justement qu'ils échappent à toute définition. Ce sont des *“lieux hybrides, intermédiaires, hors-normes, polymorphes, pluridisciplinaires, modulaires, multi-usages, FabLab, hackerspace, repair café, incubateurs, espaces de coworking, scènes culturelles...”*⁷⁷⁴ S'ils sont si uniques, c'est que les tiers-lieux sont des espaces sur-mesure qui répondent à la fois aux enjeux du territoire et aux aspirations des locaux. Si en ville, les tiers-lieux sont davantage structurés autour d'espaces de travail collaboratif, de coworking (3B), les territoires ruraux voient fleurir un nouveau type de tiers-lieu : les sites *“nourriciers”*, tiers-lieux engagés pour l'alimentation durable qui combinent production éco-agricole et consommation équitable. Enfin, les Fabriques de territoires, tiers-lieux ressources, favorisent les synergies entre acteurs locaux et participent à renforcer l'écosystème local.

Conçus dans une logique de créer du lien, les tiers-lieux encouragent la solidarité et le

vivre-ensemble. Aussi divers qu'ils soient, pour Samuel Rouleau du groupe de réflexion OuiShare, les tiers-lieux ont en commun leur *“capacité, à l'épreuve de l'usage et au-delà de l'intention, à faire société.”*⁷⁷⁵ À l'image de la Cité Fertile à Paris, ancienne gare SNCF transformée en tiers-lieux éco responsable pendant quatre ans. L'espace de pas moins de 1 hectare rassemble un restaurant, une brasserie artisanale, un incubateur de startups à impact, une serre, des espaces d'expérimentation autour d'un jardin partagé... Le but du projet ? Inspirer une vision optimiste et inspirante de la ville durable de demain.

Pour France Tiers-lieux, c'est bien là, dans ces espaces alternatifs, que *“se fabrique notre avenir : transition écologique, fabrication locale, lien social, alimentation durable, participation citoyenne...”*⁷⁷⁶. À l'avant-garde de la transition écologique et sociale, les tiers-lieux ouvrent la voie des chemins du monde ouvert, durable et vertueux de demain auquel nous aspirons.

4A4 | Faut-il voyager pour être heureux ?

On l'a vu, l'ancrage dans un territoire est essentiel à l'épanouissement. Être heureux est loin d'être chose abstraite, le bonheur s'incarne concrètement dans une vie enracinée dans un territoire où l'individu est un maillon de l'écosystème local. Quid alors du voyage ? Est-il vain, inutile, voire complètement dévalué à l'heure des enjeux du monde durable ?

1 - Vivons heureux, vivons aventureux ?

Les études semblent dire le contraire en maintenant les effets positifs du voyage sur le bien-être. Une étude⁷⁷⁷ menée par la *School of Hospitality Business Management* de l'État de Washington, publiée dans la revue *Tourism Analysis* révèle en effet que les personnes qui voyagent seraient plus heureuses. Pour ce faire, 500 participants ont été interrogés sur différents critères relatifs aux nombres, à l'importance des voyages dans leur vie ainsi qu'à la satisfaction qu'ils leur procurent.

Le résultat ? Les voyageurs fréquents sont plus heureux que les personnes qui effectuent peu ou pas de tourisme. Par ailleurs, les personnes les plus investies dans leurs voyages, les planifiant à l'avance et les partageant sont plus épanouies. Chun-Chu, principal auteur de l'étude conclue : *“Si certaines choses comme le travail, la vie de famille et les amis jouent un plus grand rôle dans les rapports généraux sur le bien-être, l'accumulation d'expériences de voyage semble avoir un effet mineur mais notable sur la satisfaction de vivre autodéclarée. Cela illustre vraiment l'importance de pouvoir sortir de sa routine et d'expérimenter de nouvelles choses”*. L'idée n'est donc pas de voyager à des milliers de kilomètres de chez-soi, l'étude rapportant que partir à 120 kilomètres de son domicile suffit. L'essentiel pour vivre heureux, c'est d'expérimenter et de sortir de sa zone de confort.

Pour bénéficier des bienfaits du voyage, se déplacer à plus

**120 km
de distance**

**de son lieu de résidence suffit
d'après une étude de la School of
Hospitality Business Management
de l'Université de Washington !**

2 - Voyager chez soi

En 2021, le taux de voyage à l'étranger ou dans les Outre-mer s'élève à 32% quand il était de 52% en 2019. La crise de la Covid-19 a poussé les Français à poser un autre regard sur le voyage et à voir l'ailleurs près de chez eux. Ainsi, en 2021, ce sont 84% des Français qui sont partis en France pour leurs vacances.

84% **des Français**
sont partis en France pour
leurs vacances en 2021

Pour beaucoup, cette mise en pause forcée du monde aura été l'occasion d'une prise de conscience de l'impact de nos déplacements sur les écosystèmes et de la nécessité d'imaginer un mode de voyage plus durable. Tourisme de masse, pollution due aux voyages en avion, uniformisation du monde... Le voyage qui était autrefois synonyme d'aventure, et d'exploration du monde, apparaît aujourd'hui comme la source de la perturbation des écosystèmes. Sur le banc des accusés, l'avion en particulier est critiqué pour son fort impact sur l'environnement et ses émissions à effet de serre.

En outre, l'image d'un conquérant du monde apparaît surannée et dommageable dans un monde qui promeut le respect des peuples, l'égalité et la concorde. Est-ce à dire que le voyage n'a plus sa place dans ce nouveau monde ? Non sans doute, car il est au cœur de l'humain qui rêve, qui élargit les horizons, qui part à la rencontre de l'altérité et de l'ailleurs. Pour autant, une autre façon radicalement

nouvelle et compatible avec la vision d'un monde durable est à inventer. Pour le sociologue Rodolphe Christin, sociologue et commissaire de l'exposition "*Faut-il voyager pour être heureux*" organisée par la Fondation Group EDF, ce rapport nouveau au voyage est à chercher dans l'attention. Pour l'auteur de *La vraie vie est ici. Voyager encore ?*, le voyage démarre "sur le pas de sa porte"⁷⁷⁸, et peut-être même à l'intérieur de la maison, du territoire du proche.



© Usbek & Rica

Vers la fin d'un tourisme lointain de masse ?

“

Nul besoin d'explorer des contrées lointaines, l'ailleurs est ici, quand on lui porte attention.

Voyager, c'est d'abord rencontrer l'autre dans son altérité, réenchanter le quotidien et percevoir la beauté oubliée de son territoire. Une nouvelle façon de percevoir le voyage qui s'inscrit dans une conception écosophique.



L'écosophie⁷⁷⁹

Du grec "eco", l'habitat", et sophia", sagesse, l'écosophie signifie littéralement la "sagesse de l'habiter". Concept forgé par le philosophe norvégien Arne Naess en 1960, l'écosophie nous invite à repenser les rapports entre l'homme et la nature, entre l'homme et les animaux, en déplaçant le centre de gravité de notre conception anthropocentrée du monde vers une

vision holiste de la nature.

La crise écologique, crise de la modernité, doit nous faire prendre conscience que l'homme n'est pas au sommet de la hiérarchie du vivant, il en est seulement une partie au sein d'un tout qui le dépasse.



Voyager près de chez soi

© lesglobeblogueurs

L'expérience de la découverte de l'inconnu et de la beauté du monde propre au voyage peut se vivre au cœur de nos territoires, dans une nature ordinaire quelque peu oubliée. Lorsque l'on parle biodiversité, on a tendance à penser espèces exotiques que locales ; de même quand on pense espace naturel, on a tendance à penser en priorité aux grands espaces. Cela étant, la reconnexion à la Nature commence ici, où l'on est, dès le premier mètre carré.

C'est l'objet de l'association Un carré pour la diversité⁷⁸⁰: rappeler l'importance de "la Nature ordinaire" et de la "biodiversité d'à côté" en invitant les individus et les collectivités à cultiver un mètre carré en faveur de la biodiversité. Il s'agit d'accueillir la Nature et de laisser un écosystème se former en conservant un espace naturel dénué de toute intervention humaine, puis d'observer les espèces végétales et animales qui s'y installent.

Ainsi, une nouvelle pratique est apparue avec les confinements : observer la Nature de proximité⁷⁸¹: Babas Babakwanza, passionné de photographie Nature, propose avec Génération Verte 21 d'observer la Nature de proximité, celle qui nous entoure, afin de susciter les émotions si précieuses d'émerveillement et de "awe".

Une piste émerge : revaloriser et poétiser le réel de la Nature de proximité. Plusieurs voies sont possibles pour se sensibiliser et contempler la beauté de la nature de nos territoires, y compris de nos villes : des activités éducatives, comme la plantation d'arbres, des excursions et promenades naturelles (chemins de halage, boucles vertes ou parcs suspendus), mais aussi des activités plus audacieuses comme les jeux d'aventure dans la nature.



Les jeux dans la nature, quand nature rime avec aventure⁷⁸²

Pour les adeptes de l'aventure, l'association Wildmax Camp propose une immersion totale dans la jungle guyanaise pour un stage de survie. L'objectif

est d'apprendre à s'orienter et à survivre dans des milieux hostiles. Au programme : pêche, chasse, tir à l'arc, survie en milieu aquatique et forestier seul, en famille ou entre amis. Une belle occasion pour se reconnecter à la Nature en apprenant les gestes simples de survie. Pour une autre expérience plus proche de nous, à une heure de Paris, l'association Escape Forest propose de partir à l'aventure pendant 20 h en forêt dans le cadre d'un escape game. Le programme comprend un parcours du combattant, jeu de piste, énigmes, cuisine et veillée autour du feu de camp, un programme se déroulant sur deux jours et une nuit. Une expérience riche en émotions au plus près de la Nature⁷⁸³. Dépaysement garanti !

● **Le tourisme doux, un nouveau mode de voyage**

Le tourisme de masse et ses impacts négatifs sur les écosystèmes et sur les cultures locales paraît de plus en plus problématique. Mais peut-être ne faudrait-il pas aller trop vite et jeter le bébé avec l'eau du bain. Voyage n'est pas synonyme de tourisme de masse commercial. Il

existe en effet d'autres modes de voyages plus respectueux de la nature et des populations. Ces démarches de voyage s'inscrivant dans une approche écosophique relèvent de ce que nous appelons plus communément le tourisme doux.

Associant tourisme durable, sensible à la préservation de la nature, et mobilités douces, minimisant les effets négatifs sur l'environnement, le tourisme doux promet une façon toute neuve de voyager ! Le principe est de valoriser le tourisme de proximité, respectueux des écosystèmes et des cultures locales, tout en développant les échanges, les rencontres fécondes entre voyageurs et populations locales. Intégré dans l'économie circulaire, le tourisme doux présente en outre l'avantage de bénéficier aux acteurs locaux et de renforcer les solutions écoresponsables à disposition des habitants.



Idées et inspirations pour vivre le tourisme doux :

- **déguster des produits locaux et éco responsables dans des fermes locales ;**
 - **participer à des séjours de préservation de la nature, ou de conservation ;**
 - **séjour dans des maisons d'hôtes écologiques, éco-lodges ;**
 - **loisirs, pratiques sportives en plein air respectueux de l'environnement.**
- Cette liste est non exhaustive !**



conclusion et propositions

En conclusion, le bonheur n'advient pas ex nihilo. Il vient dans nos demeures, mais peut-être aussi de nos demeures. La particularité de l'homme en effet, c'est qu'il habite le monde, l'espace, les territoires, c'est-à-dire qu'il les façonne à son image, qu'il y met son empreinte. En retour, l'habitat, l'environnement des individus modèle leurs existences et leurs esprits. Le plaisir du chez-soi tient ainsi dans un lien unique, quasi mystique entre l'habitant et le logement, l'environnement.

C'est ce que nous dit le couturier, modéliste et designer Hubert de Givenchy : "Une maison, c'est une histoire, une histoire d'amour entre un lieu et ceux qui l'habitent." Se sentir chez-soi, c'est trouver en son habitat, en son territoire, un refuge, un lieu où nous pouvons être nous-mêmes et nous sentir en sécurité. L'habiter heureux passe ainsi par une revalorisation de notre logement qui est le véritable "reflet de notre âme", selon l'expression de Paulo Coelho mais aussi par des politiques territoriales d'accueil et d'inclusion. Rappelons une vérité de Lapalisse trop souvent oubliée : les territoires appartiennent à ceux qui les habitent, donnons donc à chacun la possibilité d'y trouver sa place. Enfin, si l'habiter heureux se traduit par l'ancrage, il ne doit pas nous faire renier les vertus du voyage. Habiter heureux, c'est faire un voyage intérieur, dans son territoire, dans son habitat, et en soi-même.

Ces réflexions nous amènent finalement à préconiser les actions suivantes :

- *Dégenrer l'espace et le rendre sûr et accessible à toutes et tous en utilisant les marches exploratoires dans une perspective d'amélioration continue ;*
- *Capitaliser sur les forces et les richesses des territoires pour les sortir d'une vision stéréotypée et créer de nouveaux imaginaires ; les faire produire par les habitants ;*
- *Développer économiquement et réglementairement une filière globale d'Éco-construction-bois à l'échelle locale et nationale ;*
- *Axer nos constructions immobilières vers de l'éco-construction en ligne avec un Urbanisme Favorable à la Santé ;*
- *Penser les espaces pour qu'ils correspondent aux enjeux du DFA (Design For All, ou le design inclusif) ;*
- *Plafonner le prix des loyers pour rendre nos villes accessibles pour toutes et tous ;*
- *Expérimenter sur un territoire pilote de conditionner l'investissement immobilier à un statut de résident ;*
- *S'inspirer des pays nordiques pour développer une culture du soin de son habitat pour prendre soin de soi.*

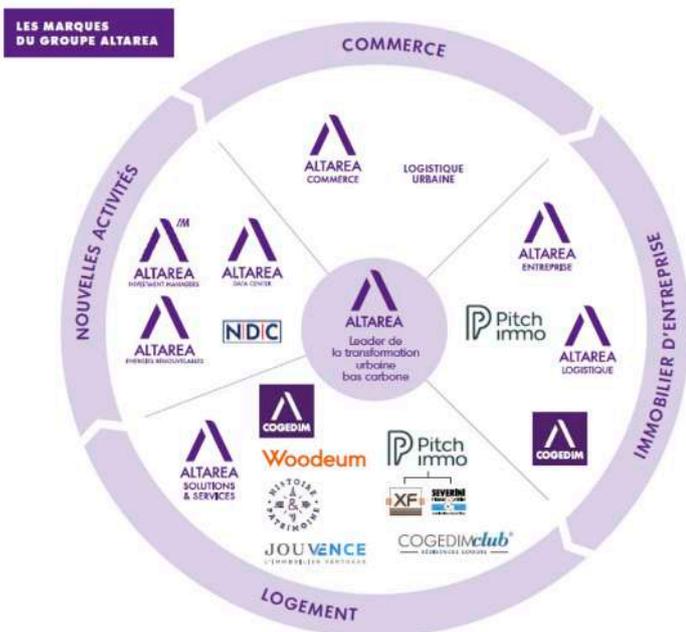
NB : par souci de transparence, La Fabrique Spinoza déclare avoir reçu un soutien financier de ALTAREA, dont Woodeum et Cogedim sont des filiales. Ce soutien est inférieur à 10% du montant global du projet. Les propositions ci-dessus sont issues des interviews d'experts, de partenaires, et des convictions issues des travaux de La Fabrique Spinoza.

☑ **Partenaire officiel**
ALTAREA



ALTAREA, leader de la transformation urbaine bas carbone

Deuxième promoteur de logement, premier promoteur d'immobilier d'entreprise, premier développeur de grands projets urbains mixtes et avec 5,5 milliards d'euros d'actifs de commerce gérés, ALTAREA est aujourd'hui le leader de la transformation urbaine bas carbone en France. La performance du Groupe repose sur un modèle unique : un modèle multimétier et multimarque, qui s'appuie sur des marques fortes et expertes pour répondre de manière intégrée à tous les besoins de la ville.



En logement, grâce à une offre multimarque et multi produit, ALTAREA est présent sur tous les territoires dynamiques et apporte une réponse à tous les segments du marché et à toutes les typologies de clients (primo-accédants, investisseurs particuliers, institutionnels, bailleurs sociaux, résidences gérées, services...). En immobilier d'entreprise, grâce à son modèle diversifié (promoteur et/ou investisseur), ALTAREA est devenu un acteur majeur en France, sur des projets neufs ou des restructurations complexes. Présent historiquement dans le Grand Paris, le Groupe accélère son développement dans les grandes métropoles régionales, tant en bureau qu'en logistique.

ALTAREA Commerce est à la fois développeur, promoteur, investisseur et asset manager, et concentre ses investissements autour de cinq typologies d'actifs à fort potentiel (les centres commerciaux, le commerce de flux en gare, les commerces de proximité, les retail parks, les centres commerces-loisirs), qui correspondent aux aspirations des consommateurs (choix large, mix produit efficace, offre de loisirs et restauration, services clients, parcours clients repensés).

En outre, le Groupe a développé en 2022 de nouvelles activités à fort potentiel : l'asset management immobilier, les data centers de petite taille et les énergies renouvelables.

En tant qu'entrepreneur de la ville, ALTAREA œuvre pour une ville durable et désirable. Face aux transitions territoriales, écologiques et sociétales, la ville relève de nombreux défis, dont celui du changement climatique. Nous sommes convaincus qu'elle est la solution : il est possible de développer des projets urbains de haute qualité, à impact positif et à l'empreinte environnementale réduite. ALTAREA a une responsabilité dans l'accompagnement des territoires, celle d'accélérer la décarbonation tout en répondant aux nouveaux usages et attentes des citoyens.

Le Groupe a ainsi développé une stratégie climat ambitieuse, qui repose sur 4 convictions fortes qui associent durabilité et bien-être de l'ensemble de nos parties prenantes :

- Atténuer notre impact carbone, en continuant de réduire celui de notre patrimoine et en poursuivant nos efforts sur l'empreinte carbone des bâtiments que nous concevons, ce qui passe par des modes constructifs mais aussi par les comportements et usages de leurs futurs occupants qu'il convient d'accompagner. Ainsi la foncière de commerce a réduit de plus de 85% ses émissions de CO2 depuis 2010 et tend vers la neutralité carbone à horizon 2030. Les activités de promotion visent, quant à elles, à réduire de 50% leurs émissions de CO2 ;
- S'adapter aux effets du changement climatique, ce qui signifie surtout, pour ALTAREA, garantir aux occupants de nos immeubles le confort en été en intégrant à nos projets, dès leur conception, des solutions de rafraîchissement naturel. Cela passe également par l'intégration de la biodiversité dans nos projets afin de préserver ou recréer du vivant tout en créant des îlots de fraîcheur. Une démarche d'économie circulaire qui passe par le réemploi des matériaux se développe de plus en plus dans les opérations de transformation que nous réalisons.
- Innover pour accélérer la décarbonation de nos activités en associant les forces complémentaires des marques Pitch Immo et Woodeum pour créer le leader national de la promotion immobilière bas carbone. Dans la même dynamique, nous créons Jouvence, la nouvelle marque d'Histoire & Patrimoine qui propose des solutions immobilières de qualité répondant aux besoins urgents de rénovation énergétique des logements et de préservation du bâti existant ;
- Mesurer notre impact à travers un reporting RSE qui répond aux exigences de finance verte. Le Groupe a ainsi publié son premier chiffre d'affaires vert aligné sur les critères de la taxonomie européenne (44% en 2022) et s'est fixé des objectifs de réduction d'intensité carbone réduit au m2 par euro de chiffre d'affaires. Une façon de lier performances financière et extra-financière.

Toulouse Guillaumet, eco-quartier en cours de réalisation



4B

Être acteur de son territoire : lien social, convivialité, sentiment d'appartenance, engagement, inclusion... du bonheur personnel au bonheur partagé

Le lien social est une question incontournable de l'étude "Territoires et modes de vie heureux" en raison de son caractère récurrent dans les enquêtes sur le bien-être territorial (1B). Le lien social est une thématique porteuse d'enjeux sociétaux : la convivialité, l'inclusion, l'engagement et la solidarité sur son territoire. Ce lien ne se décrète pas et pourtant la variable territoriale est importante. Le territoire est vecteur de convivialité entre habitants d'un même quartier de par son aménagement - commerces, tiers-lieux - et ses opportunités de socialisation - événements festifs, communautés. De cette convivialité peut naître un désir de tendre la main vers l'autre, près de chez soi. Cela peut s'exprimer par un engagement associatif local en faveur de défis majeurs tels que la précarité, l'isolement et la marginalisation. Faire partie d'une communauté et s'engager bénévolement contribuent à une citoyenneté heureuse sur les territoires.

Porteur d'épanouissement en soi, le lien social doit donc être analysé sous un prisme territorial. Dans quelle mesure le lien social au niveau local peut-il être vecteur de bonheur partagé ? Et comment, inversement, le territoire et son organisation peuvent-ils favoriser le lien social et la convivialité ?

Un florilège d'initiatives territoriales inspirantes favorisent l'inclusion de tout un chacun. D'un côté, de nombreux citoyens se mobilisent au quotidien près de chez eux afin de soutenir les personnes âgées, marginalisées ou en situation de précarité. D'un autre, des espaces sont aménagés en faveur des personnes en situation de handicap et de tout genre (4B3). Ces différentes actions sont rendues possibles grâce à l'engagement citoyen, présent à travers tout le territoire français. Cet engagement - favorisé par des opportunités territoriales et des leviers à la fois sociétaux et psychologiques - est vecteur de bonheur personnel et partagé (4B2). Le bonheur se trouve aussi dans les moments simples, de rencontre, de partage, de convivialité et d'entraide entre voisins. Les lieux fédérateurs - commerces, tiers-lieux, espaces d'agriculture urbaine - et événements locaux de voisinage favorisent ces interactions heureuses (4B1).



Le lien social

A quoi fait-on référence ?

Selon la définition du dictionnaire La langue française, le lien social renvoie à un ensemble d'interactions entre individus et groupes⁷⁸⁴.

Selon le sociologue Serge Guérin : *“Le lien social, c’est cette nécessité consubstantielle à l’être humain d’être en relation avec l’autre, et notre capacité à cultiver cette relation.”* Ainsi, il explique que *“le lien social naît de notre conscience du besoin de l’autre, et de la façon dont nous agissons en cohérence avec ce sentiment. (...) Nous sommes tous interdépendants, avec beaucoup à apprendre les uns des autres (...).”* C’est alors que le lien social serait au fondement de notre société : *“Il n’y a pas de société qui tienne sans une conscience active et entretenue de cette interdépendance.”* Selon le sociologue, cette interdépendance relève à la fois de l’utilité sociale (avoir besoin de l’autre) et de l’art de vivre (partager des plaisirs avec les autres).

Quel lien avec le territoire ?

“Le lien social fonde le vivre ensemble, renforce la cohésion de la société, et c’est lui qui donne vie à un grand nombre d’initiatives favorisant l’inclusion, redynamisant les territoires, changeant les regards et les comportements.” (Fondation de France, 2023)⁷⁸⁵

Le territoire joue un rôle catalyseur dans le développement d’initiatives conviviales et solidaires. Les ressources et les infrastructures disponibles sur un territoire peuvent faciliter la création de lieux de rencontres et d’activités, offrant ainsi des opportunités pour les résidents de se connecter et de s’impliquer dans des actions bénéfiques pour la communauté. En retour, ces actions conviviales et solidaires deviennent une richesse pour le territoire. Elles contribuent à renforcer le tissu social, à améliorer la qualité de vie des résidents et à promouvoir une image positive du territoire. Les initiatives solidaires peuvent également stimuler l’économie locale en favorisant le commerce de proximité, en créant des emplois et en attirant l’attention sur les atouts du territoire.

4B1 | Convivialité

Pour commencer, nous allons nous interroger sur les ingrédients qui sont à l’origine de la convivialité. Faire communauté autour de projets basés sur la nature, source de bien-être, peut faire émerger une convivialité entre habitants d’un même quartier. Ainsi, les espaces d’agriculture urbaine et les jeux grandeur nature sur la résilience des territoires constituent à la fois des leviers de sensibilisation à la préservation de la nature et des opportunités de rencontres entre les habitants locaux (4). La convivialité entre voisins, vectrice de bonheur sur son territoire, peut également être moteur d’engagement et d’entraide à l’échelle du

quartier. Le territoire favorise les rencontres et synergies de voisinage grâce à ses espaces, événements festifs et tiers-lieux socialement mixtes (3). Les espaces hybrides que sont les tiers-lieux favorisent ainsi la convivialité puisqu’ils encouragent les échanges entre des habitants de tout quartier, âge et milieu social autour d’événements de divertissement (2). Par ailleurs, l’accès aux commerces de proximité et multiservices, source de bien-être, permet de maintenir la convivialité locale du fait qu’il offre des temps réguliers de rencontre et d’interactions sociales (1).

La convivialité



A quoi fait-on référence ?

Selon la définition du Larousse⁷⁶⁶ la convivialité est :

1 - La capacité d'une société à favoriser la tolérance et les échanges réciproques des personnes et des groupes qui la composent.

2 - La facilité d'emploi d'un système informatique.

Quel lien avec le territoire ?

Dans notre étude, c'est évidemment la première définition qui prévaut, même si la seconde permet de s'interroger sur l'incidence des modalités de rencontres et interactions - physiques ou digitales - sur la convivialité.

Ce faisant, la variable territoriale prend tout son sens au sein de notre problématique en questionnant les conditions du territoire favorisant cette convivialité, en même temps que les effets de la convivialité sur l'attractivité du territoire et le bonheur personnel et partagé.

1 - Maintenir la convivialité locale grâce aux commerces de proximité

- Les commerces de proximité, au cœur du maintien des interactions sociales

La convivialité, besoin devenu prioritaire durant la période de post-confinement, peut être ravivée grâce à la fréquentation de commerces de proximité. C'est ce qu'avance le philosophe Benoît Heilbrunn dans le cadre d'une tribune dans le journal Le Monde en 2020. En effet, il considère que l'échange marchand peut être porteur de vivre-ensemble : "Au temps de la déliaison, le commerce de proximité est justement le dispositif qui peut nous permettre de recréer ces petits liens qui sont essentiels à la vie sociale."



© MAPA Assurances

Renouer des liens grâce aux commerces de proximité

Avant la crise sanitaire de la Covid-19, les commerces de proximité étaient déjà perçus comme porteurs de convivialité. C'est ce qu'indique un sondage - *Les Français et les commerces alimentaires de proximité*⁷⁸⁹ (2018) - mené par le Consumer Science & Analytics (CSA) pour la Confédération Générale de l'Alimentation en Détail (CGAD). Sur 2 500 répondants, 87% ont indiqué que les commerces alimentaires étaient vecteurs de lien social. De façon similaire, ces commerces étaient associés à la notion de convivialité par 86% des participants.

87% des personnes interrogées déclarent que les commerces alimentaires sont vecteurs de lien social.

Les commerces de proximité incitent à la dynamique de rencontre et d'échange avec l'autre, évitant ainsi l'isolement social des personnes peu entourées. D'un côté, pour certaines populations comme les personnes âgées, le commerce de proximité représente un lien social fort. En effet, se rendre dans ces lieux est une occasion de sortir de chez soi, d'aller à la rencontre de l'autre et de se faire connaître. Ainsi, cette opportunité de vie sociale évite les situations d'isolement⁷⁹⁰.



Les commerces ambulants, une convivialité de proximité pour les personnes âgées

En Charente, Isabelle Pasquereau tient une épicerie ambulante qui sillonne plus

de 17 communes autour d'Angoulême. À chaque visite, elle s'arrête au pied de la maison des personnes âgées isolées. Le maintien d'une convivialité locale est au cœur du projet, comme l'explique la propriétaire : «C'est cette relation avec la personne qu'on essaie de maintenir, parce qu'elles n'ont plus beaucoup de visites, peut-être plus de familles (...) ça leur permet d'avoir un lien social différent». Isabelle porte même les courses quand elles sont trop lourdes. L'attente de l'arrivée de cette épicerie est en elle-même créatrice de convivialité puisque cela offre l'occasion aux retraités de parler entre eux (France Info, 2023)⁷⁹¹.

C'est dans cette perspective qu'en 2016 Cloé Cornu ouvre son salon de coiffure C' Coiffure Tendance en milieu rural, à Parcey dans le Jura (39) dans la région Bourgogne-Franche-Comté. Une des ambitions de la propriétaire est que ce salon *«soit en milieu rural, pour le côté convivial et le service de proximité pour les personnes qui n'ont pas les moyens de se déplacer, notamment les aînés. Il n'y a pas d'âge pour vouloir être bien coiffé.»* Un an plus tard, en 2020, elle constate que cette initiative est un franc succès : *«J'ai su créer ce lien avec ma clientèle qu'elle soit féminine ou masculine, c'est ce que je recherchais, j'ai réussi, je suis heureuse.»*



Rafet NDiort, un salon de coiffure pas comme les autres

Depuis 2015, dans le 10^e arrondissement de Paris, ce salon de coiffure est avant tout un espace d'échange et de partage intergénérationnel et multiculturel. «C'est une cellule de crise comme j'aime bien dire», sourit Djeynaba, propriétaire qui se décrit comme la confidente, la psychologue ou encore le marabout de ses «clients». Ce lieu qui ne manque jamais d'ambiance transforme la vision traditionnelle du salon de coiffure. Les gens viennent souvent pour autre chose que se faire coiffer, il s'agit dans un premier temps de «poser

leurs problèmes, trouver des solutions, chercher un travail, juste prendre du bon temps». Djeynaba propose également une coiffure gratuite pour les sans-abri : «Ça fait du bien aux gens, ça me fait du bien à moi aussi», confie-t-elle⁷⁹³.

D'un autre côté, pour les personnes vivant seules, le commerce de proximité représente également une occasion de créer du lien social. C'est par exemple le cas pour 51% des Parisiens. La possibilité d'accéder à des magasins près de chez soi répond à un besoin d'appartenance, voire de construction identitaire. C'est ce qu'explique Vincent Chabault, enseignant-chercheur en sociologie à Sciences Po et à l'Université de Paris (2020)⁷⁹⁴. Le philosophe Benoît Heilbrunn déclare également, dans sa tribune publiée dans Le Monde (2020), que *«le commerce est une donnée majeure de l'existence qui permet de transformer un espace en un lieu, c'est-à-dire un espace qui soit à la fois historique, identitaire et relationnel.»* La boulangerie peut illustrer cette capacité des commerces à devenir de réels espaces relationnels. Par exemple, à Pujo en Hautes-Pyrénées (65) dans la région Occitanie, la boulangerie Madrigal est un *«réseau social convivial bien réel»* entre les habitants du village. Au hasard, les locaux s'y croisent, échangent et prennent des nouvelles. Ce lieu est fédérateur, à tel point qu'au retour de congés du boulanger, *«vous croisez des gens qui disent combien ils sont heureux de retrouver enfin leur lieu de rencontre»⁷⁹⁵.*

Des événements festifs rattachés à ces commerces de proximité, à l'instar de la fête du pain, sont autant d'opportunités de se réunir entre habitants et de partager un moment convivial. Cette fête a lieu partout en France. En 2022, Pierrot, boulanger *«mascotte de la fête du pain à Freissinières»* (en Hautes-Alpes, région Provence-Alpes-Côte d'Azur) depuis une vingtaine d'années, explique qu'à cette occasion *«on peut voir des enfants qui nous aident, on peut voir des gens qui sont heureux d'être ensemble, de travailler ensemble, de passer un moment de douceur, de partage, de convivialité.»⁷⁹⁶*



La fête du pain, une occasion de partager un moment convivial

© Verdon-info.net



Mon centre-ville a un incroyable commerce

“Mon centre-ville a un incroyable commerce” est un programme porté par Auxilia en partenariat avec leboncoin et la Banque des Territoires, au bénéfice des villes du programme Action Cœur de Ville. Un dispositif équivalent existe également au bénéfice des villes Petites villes de demain. Dans les villes retenues, est déployées une méthode participative inspirante pour faire émerger des commerces qui enrichissent le vivre-ensemble. Par le biais d’un marathon créatif de 36h, ceux qui ont envie d’entreprendre et les acteurs publics et privés du territoire, se rencontrent. En 2021, un an après avoir été lauréat, Emmanuel, propriétaire de la brasserie Les Enfants de Jean Bart, à Tétéghem-Coudekerque-Village, projette de futures initiatives conviviales rattachées à son commerce : lieu culturel et événementiel, expositions culturelles, concerts, séminaires, etc. En janvier 2023, les trois nouveaux lauréats de ce programme d’accélération ont été désignés parmi 45 porteurs de projets. Les prix délivrés visent à accompagner le développement de leur activité.

● Revitaliser les communes désertifiées grâce aux commerces de proximité

Dans les communes rurales, la présence de commerces de proximité irrigue la vie locale. Dans certaines communes, un seul commerce de proximité est proposé, représentant le ciment du lien social local. Par exemple, dans le village de Guarbecque dans le Pas-de-Calais

(62) en région Hauts-de-France, un seul bar à proximité est disponible : Le Campagnard. Il s’agit d’un *“lieu de convivialité indispensable à la vie du village”*⁷⁸⁹. D’autres communes, face à la fermeture progressive de leurs commerces de proximité, ont décidé d’implanter des commerces multiactivités, ou multiservices. À côté d’une activité principale comme une épicerie, ces commerces peuvent - comme c’est le cas du Comptoir de campagne à Liancé dans le Rhône (69) - proposer des services de proximité comme le pressing, la Poste, la réservation de billets de train, un photomaton, des colis ou encore des espaces réservés à d’autres activités (par exemple une salle en libre accès permettant aux habitants de fixer des rendez-vous avec une esthéticienne ou un ostéopathe)⁷⁸⁹. Cette initiative est soutenue par les municipalités cherchant à revitaliser leur commune. L’objectif est de sauver les commerces de proximité et de créer ou recréer du lien social entre les habitants locaux. Ainsi, ce type de commerce représente un véritable lieu de vie au sein des petites villes et villages. Les personnes ont l’occasion de se rencontrer, de partager un moment de convivialité, ou encore de se rendre des services⁸⁰⁰.



Les habitants sont les mieux placés pour réinventer et dynamiser leurs commerces de proximité, ce dont s’inspire le programme “Mon centre-ville a un incroyable commerce”



La “place des services” de la Poste : des services évolutifs et sur- mesure tout en créant du lien social

La “place des services” de la Poste est une offre physique et digitale d’hyper-proximité vendue aux collectivités et aux acteurs clés des territoires pour créer du lien, animer des écosystèmes, dynamiser les commerces locaux et simplifier le quotidien de tous. Elle prend la forme d’une conciergerie physique et digitale avec l’objectif de répondre aux besoins de tous les utilisateurs d’un quartier, d’une ville, d’une commune et relayer les politiques publiques. Cette offre est personnalisable et propose des services évolutifs / sur-mesure tels que :

- de la gestion de colis ;
- des partenariats avec les commerçants, artisans et professionnels de proximité (livraisons et boutiques éphémères) ;
- du prêt d’objets (jeux, bricolage, électroménager, mobilité etc.) ;
- des services de presse ;
- des actualités locales ;
- des ventes de produits et services postaux ;
- des petites annonces ;
- de la vente de boissons chaudes (café/thé) ;
- etc.

Brûlon est un des lieux d’expérimentation. *“Jamais je n’aurais imaginé que la Poste de Brûlon devienne un tel lieu, où l’on puisse acheter des timbres, expédier des colis mais aussi emprunter gratuitement un appareil à raclette ou des jeux de société.”* déclare Yvette, habitante de Brûlon.

Plusieurs communes ont ouvert des commerces de proximité multiservices qui représentent de véritables lieux de convivialité. *“Un commerce de proximité dans un village c’est ce qui donne la vie. C’est là où les gens se retrouvent.”*⁸⁰¹ C’est ce qu’indique David Bernière, qui crée en 2015 avec Alexis Maison le commerce multiservice La Chaumière, à Allery dans la Somme (80) en région Hauts-de-France. Ce lieu de vie comprend une épicerie (le P’tit Panier) multiservices (carterie, espace presse, petits

jouets, etc.)⁸⁰², un restaurant dans un ancien bus de la ville (le Bus’Taminet) et un bar (Concept Bar). Il permet de renforcer le lien social dans le village. David Bernière indique qu’avant l’ouverture de leur commerce, *“il n’y avait plus de lieu où les gens pouvaient se rencontrer.”* Et depuis, *“le fait de multiplier les activités, on peut se rencontrer en achetant son pain du matin ou en achetant son journal, ou en faisant ses courses, ou en buvant son petit café... Tout ça, ça crée une harmonie et surtout du lien social.”* Cinq ans après l’ouverture, en 2021, David Bernière constate que le bilan est positif : *“Nous avons dépassé la trajectoire que nous avons fixée. Cela montre que le projet était nécessaire et répondait à un besoin. Nous avons réussi à recréer une forme de convivialité dans le village”*⁸⁰³. En 2022, le lieu ferme ses portes, mais l’espoir d’une réouverture perdure : le maire d’Allery va proposer à son conseil municipal de le racheter et les villageois ont mis ce projet en tête de leurs attentes⁸⁰⁴.

Exemple plus récent, en 2020 à Montigny-sur-Loing en Seine-et-Marne (77) en région Île-de-France, une gare SNCF est transformée en conciergerie connectée : Le Local de Montigny. Michael Rigard, fondateur, déclare qu’il s’agit d’un lieu qui permet de recréer du lien social au sein de sa commune : *“C’est un lieu d’échanges, vers lequel on peut se tourner quand on ne sait pas vers qui se tourner pour un service.”*⁸⁰⁵

Autre initiative inspirante : celle de la plateforme des 1 000 Cafés qui accompagne l’ouverture des cafés multiservices. Afin de les replacer dans leur contexte, des programmes d’accélération et de soutien mis en œuvre par leboncoin permettent de revitaliser les centres-villes et placent le commerce et l’artisanat au cœur du développement économique et social local. Ainsi, cette plateforme 1 000 Cafés, dont le Groupe SOS est à l’initiative, accompagne les communes de moins de 3 500 habitants à ouvrir un café multiservice. L’objectif est de recréer du lien social et de pouvoir offrir des services et des biens de consommation nécessaires à la vie courante. À ce jour, 200 cafés sont accompagnés, plus de 1 300 communes candidates avancent dans leur projet, et 3 300 candidatures de particuliers sont envoyées pour gérer un futur café⁸⁰⁶.



© 1 000 cafés

L'initiative 1 000 cafés pour des commerces de proximités retrouvés



Grâce à la plateforme 1 000 cafés : le village de Gramond retrouve un commerce, vecteur de convivialité locale

En 2022, le village de Gramond dans l'Aveyron (région Occitanie) ouvre son premier commerce depuis 30 ans grâce à l'initiative 1 000 cafés. Il s'agit d'un café multiservices nommé L'Estanquet. "C'est principalement un bar, mais je propose aussi de la restauration légère sur réservation pour dix couverts. Il y a un petit appoint d'épicerie, un dépôt de pain et prochainement, de la viande de producteurs" explique la gérante Stéphanie Bourdieu, "très attachée au lien social". Ce lieu offre une nouvelle occasion de se rencontrer : "Ça permet aussi de rencontrer des gens de notre village car on n'en avait pas souvent l'occasion", indique Sandrine, la quarantaine, venue manger une quiche et un gâteau au chocolat avec sa fille. En plus de cela, il facilite la vie des habitants locaux : "On est content car jusqu'ici, on devait faire 6 km pour aller acheter le pain. Même s'il n'y a pas de légumes, ça dépanne et on peut venir boire l'apéritif !" déclare André, 88 ans (La Dépêche, 2022)⁸⁰⁷.

- L'accès aux commerces et services de la vie courante, une condition nécessaire au bonheur

En zone rurale, l'accès aux commerces de proximité peut être perçu comme vecteur d'épanouissement au sein de son lieu de vie. C'est ce que montre une étude menée auprès d'habitants de trois communes rurales : Bellecombe-Tarendol, Dieulefit et Saint-Basile dans la Drôme (26) en région Auvergne-Rhône-Alpes. Les participants ont en effet indiqué que la disponibilité, le nombre de commerces et services de la vie courante et les lieux de rencontre constituent les éléments matériels de leur bien-être sur leur territoire

(Bourdeau-Lepage & Rolland, 2021). Cette donnée fait écho au sondage IFOP (2020) qui révèle que l'offre de commerce est considérée par 88% des Français comme étant un des facteurs importants pour se sentir bien sur son territoire. La question des critères d'épanouissement territorial ressortant au sein des enquêtes nationales est abordée dans la partie 1B.

88% est la proportion des Français pour qui l'offre de commerce est un des facteurs important pour se sentir bien sur son territoire.



Des communes qui se mobilisent en faveur du maintien des commerces de proximité grâce...
(Le Figaro, 2021)⁸¹⁰

En France, 62% des communes n'ont aucun commerce, et 6 sur 10 n'ont ni épicerie ni boulangerie (TF1 Info, 2023). Les salons de coiffure font défaut dans plus de la moitié de ces communes, tandis que près de 45%

ne proposent aucun lieu de restauration. On constate que ces commerces sont souvent concentrés dans les grandes villes. Cependant, les petites communes ne se découragent pas face à cette situation et multiplient les initiatives pour maintenir ou revitaliser certains services essentiels pour leurs habitants.

Derrière ces services de proximité, il y a un enjeu de “*revitalisation*” de ces territoires, comme l’indique Sacha Bentolila, conseiller en charge de ces questions à l’Association des Petites Villes de France (APVF). C’est ainsi que “*pas une journée ne passe sans qu’un élu ne me parle de son projet*” déclare Cédric Szabo, directeur de l’Association des Maires Ruraux de France (AMRF).

... À des fonds d’aide de l’État

Pour faciliter les installations dans les villages, 12 millions d’euros sont débloqués en 2023. Avec son plan d’aide, le gouvernement aimerait soutenir 1 000 commerçants ruraux à travers le pays. Le guichet d’inscription pour faire sa demande est ouvert à partir du 1er mars 2023. Ce sont les préfetures qui ont pour tâche de centraliser les dossiers et d’assurer une répartition géographique équilibrée, avec une volonté affichée de favoriser les commerces alimentaires.

“*Ça fait plus de 25 ans qu’on n’a pas de bistrot et qu’on n’a pas de commerces non plus ici. Ça va vraiment donner une réelle dynamique à notre village !*”, se réjouit Michel Jacques, maire (SE) d’Hoste (Moselle). Le café du village d’Hoste a pour projet d’accueillir ses premiers clients en juin 2023 (TF1 Info, 2023).

... Au soutien de l’État via des programmes d’accompagnement

- **Plan “Action cœur de ville”** : mis en place en 2017 (et prolongé jusqu’à 2026), il est destiné à revitaliser les centres-villes. 234 villes moyennes ont pu en bénéficier.

- **“Petites villes de demain”** : initiative similaire lancée en 2020 (jusqu’à 2026) et destinée aux communes de moins de 20 000 habitants. Plus de 1 600 territoires sont accompagnés par ce programme dans leur

projet de développement.

- **De nouveaux dispositifs en 2023** : le Gouvernement souhaite par exemple lancer un dispositif de soutien (2023-2024) à l’installation de commerces dans des communes qui en sont dépourvues ou dont les derniers commerces ne répondent plus aux besoins de première nécessité de la population (ANCT, 2023)⁸¹².

Une généralisation de ces programmes d’accompagnement serait favorable, comme l’indique Cédric Szabo, directeur de l’AMRF.

... À des subventions publiques de l’État

Dans la région Centre-Val de Loire, en Eure-et-Loir (28), la commune de Saint-Victor-de-Buthon a bénéficié en 2019 de subventions de l’État, de la région et du département afin de rouvrir un commerce de proximité, quatre ans après la fermeture du seul commerce (une boulangerie). 60% du coût total a été pris en charge. Cela a permis au maire, Jean-Michel Cerceau, de racheter le bâtiment et de réaliser des travaux de rénovation du local. En 2021, un commerce multiservices a ouvert dans cette ancienne boulangerie.

... À des initiatives privées

- **Groupe SOS avec le programme “1 000 cafés”** : comme expliqué précédemment, cette initiative lancée en 2023 vise à ouvrir 1 000 cafés dans 1 000 communes de moins de 3 500 habitants. Actuellement, 200 cafés sont accompagnés.

- **Startup Comptoir de Campagne** : il s’agit de travailler avec les communes à l’ouverture d’un commerce multiservices sur leur territoire. À ce jour, 14 comptoirs ont été créés, principalement en Auvergne-Rhône-Alpes et Bourgogne-Franche-Comté.

- **Mouvement citoyen “Bouge Ton CoQ”** : il propose directement aux habitants de les accompagner dans le lancement d’une épicerie associative dans leur village. Aujourd’hui, plus de 100 sont en fonctionnement.

- **Proximity** : cette filiale d’EDF propose aux collectivités locales et aux commerçants des

solutions globales et innovantes de fidélité aux cœurs de ville qui favorisent la dynamisation du territoire, le commerce de proximité et l'économie locale. En particulier, le citoyen dispose d'un pass Proximity gratuit à l'identité de son territoire pour l'encourager à consommer localement, plutôt que de se déplacer à 15 minutes de distance en voiture par exemple. Proximity propose également de réaliser un diagnostic numérique auprès des commerces du centre-ville pour développer son attractivité et diriger le flux de consommation vers les commerces de proximité.

... À des initiatives des habitants

Parfois, les initiatives viennent des habitants eux-mêmes. C'est le cas par exemple à Arrou (Eure-et-Loir), où Claude Bellessort, un retraité natif de la commune, a racheté trois commerces (un café, une boulangerie et un salon de coiffure) en quatre ans, dont deux venaient de fermer. *“Voir ces commerces disparaître me faisait mal au cœur”*, explique-t-il. Au total, il y a investi 500 000 euros avec ses deux frères. Ils se sont regroupés au sein d'une Société Civile Immobilière (SCI).

2 - Les tiers-lieux, espaces hybrides vecteurs d'échange et de partage

Les tiers-lieux revêtent un potentiel fort de convivialité. Ils sont multidimensionnels et à explorer.

● La convivialité, ingrédient essentiel des tiers-lieux

Le lien social est au cœur des tiers-lieux. En effet, il s'agit d'espaces ouverts aux autres qui offrent la possibilité de se rencontrer, d'échanger, de dialoguer, de partager et développer une nouvelle vision du monde. Par nature, ce sont des espaces de proximité. Chaque tiers-lieu porte un projet spécifique, mais tous ont en commun de fédérer les citoyens autour d'une dynamique collective. Ainsi, Jacqueline Gourault, Ministre de la Cohésion des territoires en 2020, explique que les tiers-lieux sont des nouveaux lieux de lien social : *“Ce sont des initiatives locales*

*qui répondent à une aspiration nouvelle de la société. Des gens recherchent des lieux nouveaux, qui répondent au besoin de renouer du lien social.”*⁸¹⁴



Atelier cercle de parole de femmes à la Maison de la Conversation
© La Maison de la Conversation

● Favoriser la convivialité mixte et intergénérationnelle en milieu urbain

Les tiers-lieux, aujourd'hui principalement situés en zone urbaine⁸¹⁵, offrent des occasions de partage et de divertissement. Par exemple, la ville de Paris accueille des tiers-lieux tels que le “Kawaa”, café solidaire et créateur de convivialité. Il s'agit d'un “tiers-lieu sociétal”. L'objectif est de recréer des liens sociaux en favorisant la mixité sociale et les liens intergénérationnels. En effet, le lieu incite à la création de rencontres et d'échanges entre les habitants de divers quartiers, milieux et âges. Le Kawaa propose une plateforme collaborative permettant aux habitants et acteurs locaux - associations, collectivités, etc. - d'organiser des événements conviviaux, de petite taille et à l'échelle locale. Une des activités possibles est le café à thèmes. Des binômes sont constitués en amont sur la plateforme - sans photo de profil ou description - afin de faciliter les échanges au hasard. En 2020, plus de 3 500 personnes ont participé à un ‘kawaa’ avec un taux de satisfaction de plus 95%⁸¹⁶. Cette initiative se destine à se développer à travers les territoires. Ainsi, en 2024, un Kawaa va ouvrir ses portes à Lille.



La Maison de la Conversation : le lieu qui fait du lien

Dans le 18^e arrondissement de Paris, La Maison de la Conversation est un territoire d'expérimentation et un lieu d'innovation sociale dédié à l'art de la conversation inclusive entre personnes qui ne se rencontreraient pas autrement.

La force de ce lieu est d'être arrivé - sur un territoire excentré situé en bordure du périphérique près de la porte de Clignancourt - à devenir un point de rencontres et d'échanges ancré dans le quartier et non gentrifié ou "bobo-isé", comme d'autres tiers-lieux peuvent l'être. Les gens du quartier - qui compte une importante communauté d'afro-descendants - se sentent autorisés à pousser la porte. *"Ici, ce n'est pas un fond de cour. C'est un lieu valorisant. C'est la place du village d'avant. Dans un monde où le moindre de nos espaces est marchandisé, ici, tu n'es pas obligé d'être d'accord ou de payer."*, explique Xavier Cazard, le Fondateur de la MDC.

La MDC propose de nombreuses activités autour de l'art de la conversation ouvertes à tous et gratuites. Chacun peut laisser tomber son masque social pour rencontrer vraiment l'autre le temps d'un atelier d'écriture, de cercles de broderie dédiés aux femmes victimes de violence, d'ateliers de conversation des corps qui sont des ateliers de danse intergénérationnels, d'ateliers de conversations en français, de rencontres cinématographiques, d'activités musicales ou artistiques. *"La conversation, ce n'est pas obtenir quelque chose de l'autre, c'est faire avec l'autre. Il y a un vrai pouvoir civilisationnel de la conversation, c'est ce qui fait que tu fais société. La conversation, c'est d'abord écouter. Ça s'apprend ! C'est la qualité des liens forts que l'on a pu développer qui donne la capacité à développer des liens faibles..."* poursuit Xavier Cazard.

Sur ce territoire d'expérimentation, les rencontres donnent lieu à mille projets innovants qui rassemblent et ouvrent des perspectives. *"Le concept du tiers-lieu, c'est le middle ground. Nous, on capte les signaux faibles et les énergies. Ce niveau de*

granularité n'arrive pas dans les villes. Dans un mouvement perpétuel, la marge d'hier devient le centre. La MDC, c'est un territoire avec un ancrage physique, et qui rayonne." conclut-il.



Le Kawaa : un tiers-lieu convivial qui...

... Apporte apporte de la joie...

"C'était une superbe soirée de théâtre d'impro ! J'en rigole encore, merci au Kawaa et surtout merci à David pour l'accueil fort agréable et sympathique. Le choix des jeux était très intéressant, une animation superbe. À une prochaine !" - Jacqueline

... Et crée des rencontres fortuites...

"J'ai pu discuter avec une fille qui travaillait sur la terrasse et on a parlé de ciné pendant 30 minutes, et c'était super cool." - Martin

"J'ai rencontré Amel, grâce au déjeuner en anglais. J'y ai passé un excellent moment et fait de belles rencontres. Je trouve que le concept est très intéressant, je ne l'ai jamais vu ailleurs. C'est une très belle initiative et je vais en parler autour de moi parce que ça mérite d'être connu." - Jacque

"Grâce au défi Kawaa, j'ai pu rencontrer Cyril, qui venait manger au Kawaa par hasard, et j'ai découvert qu'on avait plein de connaissances communes !" - Géraldine

... qui se transforment parfois en amitié

"J'ai rencontré Will à l'atelier 'déjeuner en anglais'. Il a tout de suite été très gentil et chaleureux. Depuis, on se voit tous les vendredis au déjeuner en anglais, il nous a même ramené des spécialités de chez lui." - Palla

"J'ai rencontré Yannick et Raphaël pendant une soirée jeux de société. On a beaucoup discuté en jouant ensemble et on a découvert qu'on aimait tous les trois le billard. Maintenant on essaye de s'organiser des soirées billard régulièrement !" - Nicolas

● Offrir de vrais lieux de convivialité en milieu rural

Les tiers-lieux implantés en milieu rural constituent des opportunités de re-mobilisation citoyenne et de re-création de liens sociaux au niveau local⁸¹⁷. En effet, les lieux de convivialité ont disparu de certains territoires ruraux⁸¹⁸. Ils répondent à un besoin de lien dans les campagnes au sein desquelles la vie sociale est parfois reléguée au second plan, au profit du développement des zones commerciales et des besoins des néo-ruraux⁸¹⁹. Les tiers-lieux trouvent notamment leur place dans les territoires ruraux grâce à des programmes institutionnels tels que Les Fabriques de Territoires. Ce dernier fournit une aide au financement et à la mise en réseau des projets⁸²⁰.

Grâce aux animations et événements mis en place, les tiers-lieux ruraux permettent aux habitants d'échanger là où cela n'aurait pas pu être possible avant, faute de lieu ouvert et adéquat. Ces espaces offrent aux néo-ruraux la possibilité de rencontrer les populations établies depuis plus longtemps et ainsi de s'intégrer et s'investir à leur tour dans le rayonnement du territoire⁸²¹. Par exemple, la commune nouvelle de Mesnil-en-Ouche située dans l'Eure (27) en région Normandie accueille le tiers-lieu nommé La Tanière. Initié par une association locale et géré par les habitants, cet espace vise à développer le lien social et le vivre-ensemble. Plus précisément, il s'agit de créer du lien entre les quartiers de Damville. La Tanière propose des services - comme la mobilité solidaire - mais également des activités socio-culturelles, des événements et un café associatif⁸²².



Le café Pluche, lieu hybride et associatif qui renforce le lien social

Le café Pluche est un café associatif créé en 2014 à Comberanche-et-Épeluche, petite commune rurale située en Dordogne (24) dans la région Nouvelle-Aquitaine. L'intention de sa création : rompre l'isolement social grandissant, favoriser la mixité sociale des interactions et lutter contre la désertification des centres-bourgs ruraux. Ce café associatif vise ainsi à créer du lien social entre des individus issus de cultures, de générations et de milieux sociaux différents. Des événements variés sont proposés afin de fédérer les habitants locaux : conférences, ateliers thématiques (cuisine, écriture, etc.), concerts, spectacles, etc.⁸²³

● L'hybridation des lieux : un enjeu fort des territoires, avec la convivialité en ligne de mire

“Est hybride” ce qui est mélangé, hétéroclite, contradictoire. Autrement dit, c'est le mariage improbable, c'est tout ce qui n'entre pas dans nos cases ! L'hybridation pourrait bien être la grande tendance du monde qui vient», tels sont les propos de Gabrielle Halpern, auteure de l'ouvrage *Tous centaures ! Éloge de l'hybridation* (2020)⁸²⁴. Selon elle, l'hybridation sociale, économique, professionnelle, territoriale, générationnelle

Spectacle pour enfants au sein du café Pluche

© Le Café Pluche





Comment faire émerger un tiers-lieu en milieu rural ?

(extrait de “Les Tiers Lieux au service du développement des territoires ruraux”, par “Territoires conseils au service de la Banque des Territoires”, 2020)

Trois conditions préalables :

- S'appuyer sur un lieu existant étant visible et attractif et dont la communauté devra repenser l'usage, les fonctionnalités ainsi que les aménagements.
- S'assurer de la qualité de la communauté d'utilisateurs : il s'agit d'identifier la base d'utilisateurs potentiels ou de repérer un ou plusieurs porteurs de projets qui ont exprimé des besoins précis.
- Déployer la fonction d'animation : cela nécessite la présence d'un facilitateur en mesure de fédérer et faire vivre la communauté, prendre en charge la communication, monter des dossiers de demandes de subventions, organiser des événements ou encore s'occuper de l'intendance et de la logistique du lieu.

Trois étapes :

- Croiser l'intuition de départ avec la réalité des besoins : il s'agit de partir des besoins des acteurs en adoptant une méthode pas à pas permettant d'associer la réflexion d'une diversité d'utilisateurs futurs. Recueillir leurs attentes, leurs projets et leurs suggestions permet de faire émerger une dynamique collective autour d'un “objet” qui va être progressivement défini. Cette étape favorise également l'émergence du ou des bons porteurs de projets, capables de structurer et fédérer des communautés.
- Révéler la communauté des utilisateurs : il s'agit d'identifier et de mobiliser les futurs utilisateurs du tiers-lieu. Ce dernier va hybrider différentes activités, et proposer de nouvelles activités qui n'existaient pas auparavant. Tout l'enjeu est alors d'identifier les pratiques,

serait le grand enjeu politique des années à venir. En réinventant les lieux de rencontre qui arborent les territoires, l'hybridation rendrait les habitants plus humbles et créatifs.

L'hybridation des lieux et des usages pourrait d'ailleurs ré-enchanter la convivialité locale. Comme l'indique Jean-François Vereecke, directeur Observation et Prospective au sein de l'Agence d'urbanisme et de développement de la région Flandre-Dunkerque (AGUR), il faut travailler la convivialité, et inventer les lieux. Ce dernier explique que :

“

Traditionnellement, le bistro est le lieu privilégié mais beaucoup ont disparu. Dès lors, la convivialité doit être réinjectée, quitte à mélanger les lieux et les usages.

Jean-François Vereecke évoque des exemples. Il raconte que la grande bibliothèque de Dunkerque s'articule autour du jeu : on peut s'y allonger sur les grands escaliers, prendre son petit café et interagir. De même, la Halle aux sucres est aujourd'hui un lieu intégralement mélangé, au sein duquel il déclare pouvoir descendre de son espace de travail, voir un chanteur, croiser une exposition sur les déchets, puis observer une salle avec une réunion très sérieuse. L'expert précise que de manière plus générale, il va falloir de plus en plus d'espaces un peu mixtes suite au boom économique et le doublement futur d'emplois industriels. Il déclare ainsi qu'il va par exemple falloir ouvrir des écoles, et que celles-ci aient plusieurs usages : locaux des associations, résidences ou ateliers d'artistes, etc.

L'hybridation peut ainsi être considérée comme un des leviers de rencontres et d'échanges inspirants et transformateurs au sein des territoires.

les besoins et les motivations des utilisateurs potentiels, et de construire sur-mesure des réponses adaptées.

- **La nécessaire prise en compte des aléas** : le droit à l'erreur et les échecs font partie intégrante de tout processus d'innovation collaborative. C'est la qualité de la dynamique collective qui permet de dépasser ces écueils. Ainsi, il est préconisé de mettre en place une équipe projet dédiée à l'émergence du tiers-lieu, en veillant à ce que les porteurs de projet puissent disposer d'une crédibilité suffisante auprès des acteurs du territoire. Il est également nécessaire de faire preuve de souplesse et d'adaptation, et de déployer un modèle d'organisation évolutif, ouvert et collaboratif.

Deux facteurs de pérennisation :

- **Diversifier les sources de revenus pour consolider le modèle économique** : ce dernier ne doit pas seulement reposer sur une logique classique de subvention ou dépendre d'un seul financeur. Les possibilités de financement sont multiples : SCI (Société Civile Immobilière) aux nombreux associés, propriétaires du site, association à but non lucratif, SAS (Société à Actions Simplifiées) pour pouvoir accueillir des organisations de tout type (associations, entreprises, administrations publiques, etc.), particuliers en séjour de travail, de découverte ou de détente, etc. Pour atteindre un modèle économique stable, le tiers-lieu doit également être capable d'obtenir une reconnaissance des services qu'il rend à la collectivité. Cela favorise l'implication des acteurs du territoire dans la gouvernance du tiers-lieu mais également la contribution à son financement. Les recettes financières les plus évidentes d'un tiers-lieu sont souvent de nature locative (en faisant financer la réservation des lieux à l'occasion d'un événement d'entreprise par exemple).
- **Maintenir la dynamique collective** : elle repose notamment sur des valeurs partagées entre les acteurs ainsi que sur une vision commune des besoins et des enjeux de la communauté. De plus, il est important que le tiers-lieu puisse s'inscrire dans des réseaux locaux et régionaux, et élabore ses projets en lien avec les secteurs éducatifs, technologiques, économiques de son territoire.

3 - Favoriser les liens sociaux de voisinage sur le territoire

Parmi les différents types de liens sociaux, ceux de voisinage, que les sociologues nomment "liens faibles", sont essentiels. Cette section explore comment ils se cultivent.

● **L'aménagement du territoire pour ré-enchanter la convivialité locale**

Réaménager le territoire peut en soi être vecteur de socialisation à l'échelle du quartier. Comme l'explique Marie-Catherine Chazeaux, Directrice Pôle Produit et Architecture chez Cogedim, on parle de la ville du quart d'heure où tout est accessible en 15 minutes. Mais on pourrait parler également de la ville des 5 minutes où tout est pensé pour ralentir le temps, et créer des pauses dans la ville, les gens pourraient se croiser brièvement, se parler, et où les habitants prêteraient attention les uns aux autres. La ville est une complexité de pleins et de vides. Ce sont les vides qui créent les interactions et le lien entre les gens. Il s'agit alors de redéfinir un trottoir, une entrée d'immeuble, en plantant par exemple, en élargissant les trottoirs pour permettre à chacun d'aller à son rythme, etc. Il est possible de créer des moments d'arrêts, y compris avec des bancs. Et si les bancs d'immeuble ont été, ou doivent être, supprimés pour éviter les nuisances sonores, ils peuvent être réintroduits avec beaucoup d'arbres ou de la pleine terre pour absorber le bruit, ou bien avec des bassins d'eau qui le couvrent et créent un sentiment d'intimité dans la rencontre. En plus, l'eau crée de l'évaporation qui abaisse la température en cas de chaleur, les forêts urbaines favorisent les pauses et les rencontres. Aussi, la ville peut aménager des lieux de contemplation, pour créer le lien entre citoyens.



L'architecture des Landes favorise le lien social

Selon le département des Landes (région Nouvelle-Aquitaine), l'esprit de son département se déploie dans son aménagement architectural. Ainsi, dans la lignée de "l'airial", un arrangement typique consistant en une maison de maître et de nombreuses maisons de métayers autour. Le département aimerait faire perdurer cette idée qui incarne un certain quartier à la Landaise, et qui donne lieu à une socialisation locale, avec des mutualisations entre habitants, des barbecues, une laverie, etc. Cette approche encourage les liens faibles, comme l'explique le département des Landes.

Qu'est-ce que l'airial ?



Il s'agit d'un terrain couvert de pelouse et planté de quelques chênes ou de pins parasols, jadis au-devant de la plupart des habitations des Landes de Gascogne situées hors des bourgs.

De la même façon, l'aménagement des immeubles peut être vecteur de convivialité entre voisins. Marie-Catherine Chazeaux, Directrice Pôle Produit et Architecture chez



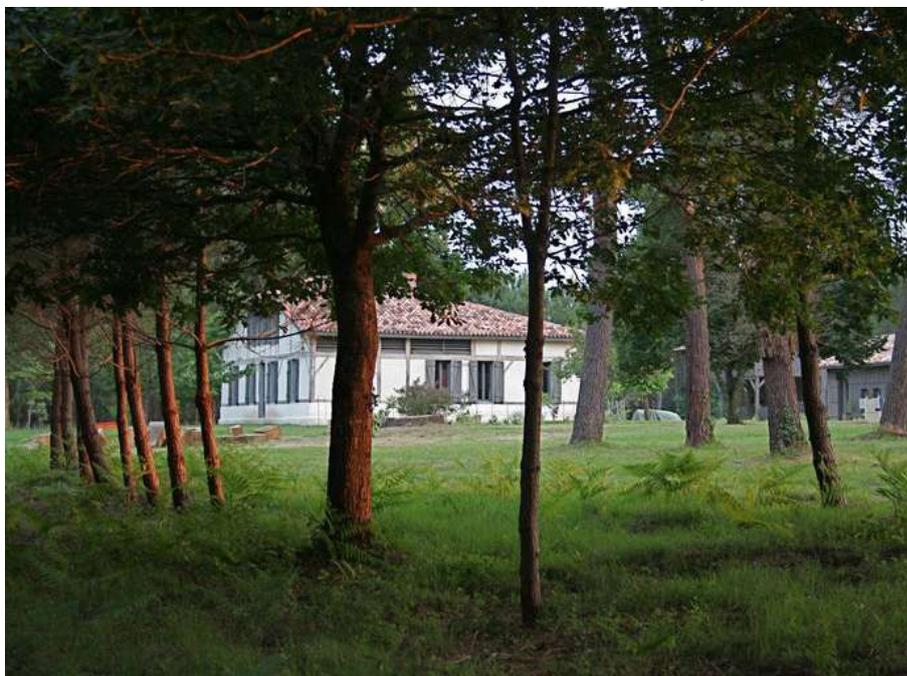
Les communs qui peuvent émerger dans un voisinage doivent être "gérés", c'est-à-dire qu'un acteur se dégage pour s'en occuper.

Marie-Catherine Chazeaux précise qu'il existe des conditions préalables à la création de lien social au sein des immeubles. D'un côté, le lien social n'émerge que lorsque le climat est apaisé. Elle indique que les "irritants" empêchent en effet de créer le lien. L'experte préconise alors de commencer par "déboucher

les bassins de vie". Les

paliers d'étage doivent être travaillés pour éviter de créer des conflits, en évitant qu'ils ne deviennent des débarras. D'un autre côté, les communs doivent être gérés afin que le lien se fasse vraiment. Ainsi, Marie-Catherine Chazeaux explique qu'il faut des personnes qui gèrent les espaces communs dans les immeubles, que ce soit une association, des individus. Ces lieux

L'airial des Landes pour créer du lien social



© Canalblog

doivent avoir des animations, qu'ils soient réservables, et que le ménage soit fait. Sans un amorçage avec une gestion prévue, l'usage ne se fait pas. Si l'aménagement du territoire peut favoriser les échanges entre habitants d'un même immeuble ou d'un même quartier, d'autres espaces et temps de rencontres plus spécifiques sont propices à la création de liens sociaux entre voisins.

L'hybridation peut ainsi être considérée comme un des leviers de rencontres et d'échanges inspirants et transformateurs au sein des territoires.



L'étude Grant de Harvard

L'étude Grant, du nom de son fondateur communément appelée la "Harvard study" est la plus longue étude de l'histoire de la psychologie, réalisée à partir de 1939 par des générations de chercheurs auprès d'étudiants d'Harvard de seconde année (incluant le futur président J.F. Kennedy) et les étudiants d'un quartier populaire de Boston (étude Glueck) et visant à découvrir le secret d'une vie heureuse et épanouie.

Pendant plus de 70 ans, les équipes de chercheurs se succèdent pour analyser ces "tranches de vie" évaluant leur bien-être physique et émotionnel. Dans sa conférence TED, Ted Waldinger, de la 4ème génération de chercheurs de l'étude, transmet les apports principaux et souligne l'importance des qualités des liens humains.

Les personnes se révélant les plus épanouies sont celles ayant nourri des relations de qualité qu'elles soient intimes, amicales, professionnelles ou au sein de communautés. George Vaillant, autre chercheur associé déclare : "les 75 années passées et les 20 millions de dollars dépensés dans l'étude permettent d'arriver à une simple conclusion de quelques mots : en résumé, le bonheur est amour. Point final". Les relations sont le premier critère du bonheur ou de la qualité de vie au travail.

● Différents espaces et temps de rencontres entre voisins

La présence de temps et lieux dédiés aux rencontres de voisinage multiplie les chances de créer des affinités à l'échelle locale. Les événements festifs constituent un moment opportun. Par exemple, la Fête des voisins, organisée une fois par an, favorise le vivre-ensemble. Il s'agit d'un temps de rencontre et de proximité entre des personnes parfois inconnues, tandis qu'elles partagent depuis des années un même immeuble. "C'est le genre de soirée où l'on commence par le Vous et ça finit par le Tu."⁸²⁶ Atanase Périfan, un élu local parisien ayant participé à la création de cette fête, explique que le fait de proposer un moment de convivialité offrirait un "antidote à l'individualisme et au repli sur soi". Dès lors, une telle festivité est l'occasion de se rencontrer, d'éviter l'isolement social et de générer une convivialité à l'échelle du quartier. Suite à la crise Covid-19, la Fête des voisins est l'occasion de resserrer les liens à l'échelle locale. En 2018, cet événement devient le premier rendez-vous citoyen en France et dans le monde. En effet, elle rassemble 9 millions de Français, 1 250 mairies et bailleurs et 30 000 participants à l'étranger (France Bleu, 2019)⁸²⁷.



La fête des voisins, un moment convivial pour se rencontrer © Quelles-Dates

La Fête des voisins

1er est le premier rassemblement de bénévoles et participants au monde par le nombre de personnes, avec 9 millions de Français



Le terrain de boules, cet outil de socialisation territorial, voire universel

Pour permettre au lien de se créer, des espaces fonctionnent bien : les tables de pique-nique, les espaces de rencontre, les jardins, mais surtout les terrains de boules, qui rassemblent les habitants en bas d'immeuble, sans que les riverains ne se plaignent de nuisances sonores pour autant.

Et qu'en est-il des néo-ruraux ? Comment faciliter leur intégration aux événements festifs locaux, lorsqu'ils ne connaissent pas encore les habitants ? De nombreux territoires se penchent sur la question, à l'instar du département du Var. En effet, Nathalie Perez Leroux, Conseillère départementale du Var, explique que dans ce département, les réinstallations concernent des familles qui ont eu des attaches par le passé. Pour pallier les possibles problèmes d'intégration dans les villages, la mairie instaure alors des cérémonies d'accueil des nouveaux arrivants. Des recueils d'informations sont donnés sur la vie locale. Parfois des secrétaires de mairie accompagnent les nouveaux arrivants dans leur installation. L'experte précise qu'à Ampus, ville de 1 000 habitants dans le Var, pour mélanger les anciens et les nouveaux arrivants et faire prendre la mayonnaise entre tous, l'école est un lieu clé. Autrement, en l'absence d'enfants, devenir bénévole dans une association est une belle opportunité. Par ailleurs, en s'appuyant sur les traditions, la pétanque, *"c'est du solide, ça parle fort, ça mélange les gens, il n'y a rien de tel"*, commente-t-elle. Il est dès lors possible d'en déduire qu'une certaine visibilité, voire une implication associative et un partage de communs au sein de son nouveau territoire de vie, peut faciliter l'intégration à des événements conviviaux ultérieurs.

La pétanque, ça rapproche tout le monde !



© Pétanque Surzur



Un accueil vivant des nouveaux arrivants par le maire lui-même

La Communauté urbaine de Dunkerque accueille chaleureusement les nouveaux arrivants avec différentes animations. Chaque accueil est marqué par un moment convivial, souvent symbolisé par un pot à la fin de chaque événement. Cette tradition est ancrée dans la culture locale. Parmi les activités proposées, il y a notamment des tours en bus animés par le maire de Dunkerque lui-même, offrant ainsi l'opportunité aux résidents de découvrir leur ville tout en échangeant avec leur premier représentant. Cette initiative remporte un vif succès, car les habitants apprécient grandement cette occasion de rencontrer leur maire. De plus, ces événements favorisent les rencontres avec les différentes associations locales, renforçant ainsi les liens communautaires à Dunkerque.



Un événement amiral pour fédérer tout un territoire

Selon Jean-François Vereecke, directeur Observation et Prospective au sein de l'AGUR (région Flandre-Dunkerque), le carnaval de Dunkerque est bien plus qu'un simple spectacle : c'est une expérience collective vécue par tous pendant trois mois, de janvier à mars-avril. Il déclare que lors de la participation au carnaval, chacun entre dans une véritable communion avec la communauté locale. Les habitants ouvrent plus ou moins leurs portes, offrent de délicieux pâtés et invitent à partager des moments chaleureux et conviviaux.

Jean-François Vereecke affirme que les amis de ses enfants qui viennent au carnaval sont souvent surpris par l'accueil souriant et bienveillant des Dunkerquois, qui les saluent chaleureusement. Il explique que la convivialité est profondément ancrée

à Dunkerque, et que cela se reflète particulièrement lors du carnaval. Il précise que les habitants du nord sont réputés pour leur hospitalité, et que cette festivité est une véritable explosion de joie et de créativité. Il ajoute que les plus belles bandes se sont formées, rassemblant des personnes de tous horizons, dans une proximité physique qui transcende les barrières sociales.

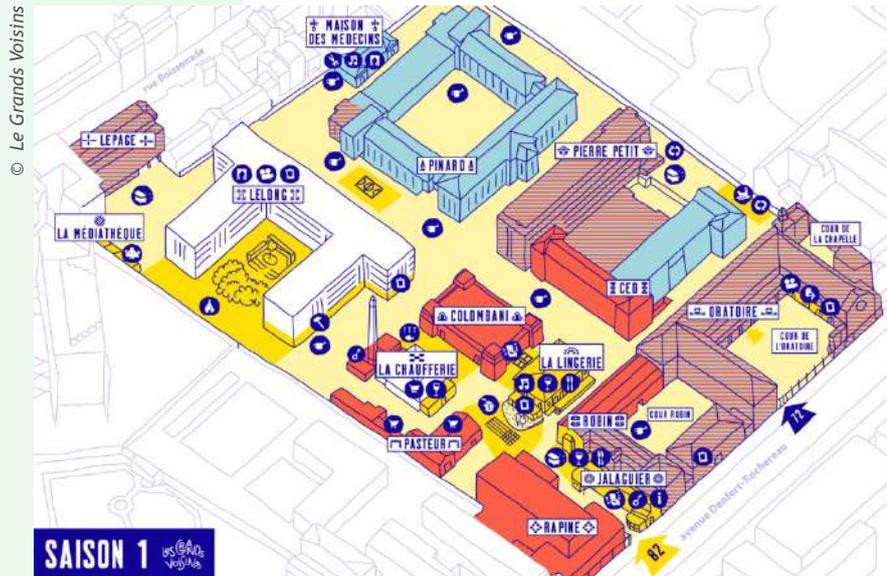
Jean-François Vereecke raconte l'origine du carnaval de Dunkerque. Cela remonte aux marins partant pêcher en Islande, sans être certains de revenir. La solde était versée avant leur départ, et pour se moquer de cette situation incertaine, ils se déguisaient en femmes pleureuses. Aujourd'hui, les déguisements sont plus variés que jamais, permettant à chacun de se transformer en tout ce qu'il souhaite.

Il précise qu'au carnaval, on se moque de tout et de tout le monde, avec une liberté joyeuse qui transcende les conventions sociales. Il illustre son propos par l'exemple des «white faces», révélant une excentricité décomplexée. C'est alors qu'il exprime que le carnaval est un grand n'importe quoi qui fait du bien, une véritable bouffée d'air frais.

Jean-François Vereecke considère le carnaval de Dunkerque comme un exemple parfait de ce que le collectif peut accomplir. En effet, cette célébration rassemble les individus autour d'un sentiment d'appartenance commun, transcendant les différences sociales et professionnelles. Main dans la main, ouvriers, patrons, ingénieurs et médecins se rejoignent pour former un seul et même groupe, unis par l'esprit festif et la magie du carnaval. Selon Jean-François Vereecke, c'est grâce à cette force collective que le carnaval de Dunkerque continue d'évoluer et de marquer les esprits année après année.

Outre la participation aux événements ponctuels, la fréquentation de tiers-lieux peut également favoriser les rencontres de voisinage. Par exemple, Grands Voisins est un tiers-lieu dans le 14^e arrondissement de Paris. Occupant un lieu vacant, ce site est une cour ouverte sur la ville, aménagée pour favoriser la convivialité. Les habitants locaux peuvent s'y rendre et se rencontrer entre voisins. Des habitants parlent d'un «*petit village*» pour parler des Grands Voisins. Grâce à un écosystème d'activités, ce tiers-lieu regroupe des publics variés : grand public, sans abri, artisans, artistes, entrepreneurs et migrants. Cela permet aux personnes en situation d'isolement de retrouver chaleur et confiance. L'important est le partage d'un même espace. En effet, cette mixité sociale favorise, au-delà de la convivialité, la déconstruction de préjugés vis-à-vis des pauvres et des migrants⁸²⁸.

Grands Voisins, un «petit village» convivial, mixte et inclusif en plein Paris



● Une entraide de voisinage s'organise sur les territoires

L'entraide entre voisins fleurit sur les territoires grâce à des initiatives telles que les réseaux de voisins. Chaque réseau a sa spécificité. Par exemple, le réseau Voisin-Age, présent dans 14 communes, favorise l'entraide entre les personnes âgées et les habitants d'un même quartier. Plusieurs formes sont possibles : se rendre visite, se téléphoner, aller faire les courses ensemble, partager une activité, etc. Les services sont réciproques ; les personnes âgées peuvent réceptionner les colis, arroser les plantes, récupérer le courrier pendant les vacances, etc⁸³⁰.



Le digital local : rencontrer son voisinage grâce aux plateformes digitales

(Vers un digital vertueux : un digital durable qui apaise, développe et unit, 2023)⁸²⁹

Plateforme leboncoin

Cette plateforme représente en elle-même une opportunité de rencontres entre voisins qui ne se seraient pas forcément rencontrés (car ils n'ont pas les mêmes centres d'intérêt ou les mêmes professions, etc). Une convivialité et une entraide locale sont notamment favorisées : *“Dans mon village, je suis devenu la référence leboncoin, les gens viennent me voir et nous recherchons ensemble, je leur explique toutes les astuces pour exploiter une photo, comment ne pas se déplacer pour rien, comparer les prix ; souvent ils me disent ce qu'ils recherchent et généralement je trouve.”* Cette plateforme peut même mener à des retrouvailles inattendues entre amis de longue date : *“Il se trouve que j'ai retrouvé un ami d'enfance via leboncoin, après 35 ans sans nouvelles ! Magnifique, merci leboncoin.”*

Plateforme HelloAsso

Cette plateforme met en relation les associations avec les habitants. Elle propose un moteur de recherche permettant de trouver les événements associatifs près de chez soi. Souvent utilisé à l'échelle du quartier, le site propose majoritairement des associations locales. Via cette plateforme, des personnes qui vivent dans le même quartier se rencontrent et se découvrent : *“Merci, vous m'avez permis de découvrir mes voisins.”* Aujourd'hui, de plus en plus de personnes recherchent ce lien avec des personnes à proximité. Quand tout s'effondre, le premier réseau de résilience et solidarité est le quartier.



Une solidarité intergénérationnelle résultant d'un territoire équilibré

Les Landes sont une terre de solidarité. Malgré les grandes canicules qui causent de nombreux décès chez les personnes âgées, les Landes bénéficient d'une forte solidarité intergénérationnelle lui ayant permis d'avoir alors parmi les plus bas taux de mortalité chez les seniors. Cette solidarité pourrait résulter de l'absence d'une grande métropole. Mont-de-Marsan, la plus grande ville avec ses 30 000 habitants, est entourée de ruralité, peut-être à la source d'une solide solidarité. Les Landes restent un département où les centralités urbaines sont restées à dimension humaine favorisant la qualité de vie de leur habitants.

Des associations se mobilisent également en faveur d'une entraide de voisinage. C'est par exemple le cas de Voisins solidaires, association à l'origine de la création de la Fête des voisins. Les actions d'entraide sont diverses : surveiller les habitations des voisins pendant les périodes de vacances, nourrir les animaux en cas d'absence, se prêter des outils, garder les enfants à tour de rôle, pratiquer le covoiturage... autant d'idées proposées sur le site de l'association afin de développer la solidarité locale⁸³¹.



© Groupe SOS

Ces différentes initiatives s'étaient sur le numérique. C'est ainsi que les applications communautaires ont leur rôle à jouer lorsqu'il s'agit d'entraide entre voisins. Les dispositifs sont nombreux : Allo Voisins, Nextdoor, la startup Ensemb'... autant de plateformes qui catalysent une solidarité locale.

● La convivialité, facilitatrice d'engagement entre voisins

La convivialité entre voisins peut être vectrice de mobilisation collective vis-à-vis d'enjeux sociaux et environnementaux. La République des Hyper Voisins, communauté présente dans le 14^e arrondissement de Paris, en est une illustration. Elle rassemble 15 000 habitants sur 70 hectares et 53 rues. Patrick Bernard, fondateur de la République des Hyper Voisins, s'est fixé en 2017 l'objectif de dynamiser la convivialité à l'échelle du quartier et d'en observer les effets sur le vivre-ensemble et l'économie du territoire. Ainsi, l'intention est d'encourager des personnes qui disent bonjour 5 fois par jour à devenir des Hyper Voisins qui le disent 50 fois par jour. La communauté se soude et s'approprie l'espace public à travers plusieurs événements ludiques.

Un défi convivial des Hyper Voisins : la table d'Aude de 340 mètres réunissant 1 000 convives



© Hyper Voisins

La finalité souhaitée est la mobilisation collective pour améliorer la ville de demain. En effet, il s'agit de faire émerger chez les habitants des réflexions sur ce qui ne fonctionne pas, et de déterminer ensemble ce qui pourrait mieux fonctionner⁸³². La République des Hyper Voisins s'engage dans plusieurs domaines touchant aux politiques publiques comme la santé, la propreté des villes ou encore la gestion des déchets.

Par exemple, en collaborant avec le pharmacien, la communauté des Hyper Voisins a saisi l'opportunité de vendre une grande maison pour initier un projet de maison de santé qui va au-delà de la simple mise à disposition de locaux pour les médecins généralistes manquant dans le quartier. En coopération avec les hôpitaux du secteur, l'idée est d'offrir des premiers soins (tels que la suture des plaies, par exemple) afin de réduire l'affluence aux services d'urgence et d'éviter de longues attentes pour les voisins⁸³³.

Patrick Bernard indique qu'aujourd'hui l'ambition est de créer 150 villages dans Paris en 15 ans, soit 750 000 habitants, équivalent à un tiers de la population parisienne. *“Si le*

tiers est piloté par une stratégie de micro-quartier, on change le visage de Paris tout entier.” Cette initiative est répliquable dans d'autres tissus urbains, qui ressemblent à celui-ci.

● Le bonheur d'établir des liens sociaux de voisinage

Établir des liens sociaux avec ses voisins contribue au bonheur. C'est ce que montre l'étude menée auprès d'habitants de trois communes rurales : Bellecombe-Tarendol,

Dieulefit et Saint-Basile dans la Drôme (26) en région Auvergne-Rhône-Alpes (Bourdeau-Lepage & Rolland, 2021). Il est en effet montré que les sociabilités de proximité entre voisinage et les logiques d'appartenance et de ressemblance représentent les éléments immatériels essentiels à leur bien-être. Cette étude suggère que les communautés de voisins renforcent un besoin psychologique



Le lien social est le préambule voire le prérequis à toute transformation territoriale, qui en retour le nourrit, comme l'illustre l'initiative La République des Hyper Voisins.

fondamental et universel (Baumeister & Leary, 1995) lié au bien-être : le besoin d'appartenance. L'universalité de ce besoin induit qu'en toute zone géographique, y compris en milieu urbain, les proximités de voisinage développant un sentiment d'appartenance ont la possibilité de contribuer au bien-être des habitants.

“

Les communautés de voisins renforcent un besoin psychologique fondamental et universel : le besoin d'appartenance, lequel contribue au bonheur.

Des études se sont penchées sur l'impact de ces proximités de voisinage sur les personnes âgées. Ainsi, les liens sociaux de voisinage seraient vecteurs de bien-être chez les seniors. C'est ce qu'indique une étude américaine menée auprès de 2 361 participants et publiée dans la revue scientifique *Research on Aging* (Ermer & Proulx, 2018). Les résultats révèlent notamment que le fait d'avoir des liens sociaux forts avec ses voisins est associé à un meilleur bien-être émotionnel chez les personnes âgées. Selon les chercheuses, cette étude sous-entend que les initiatives favorisant les activités sociales de quartier peuvent contribuer à renforcer le bien-être émotionnel des personnes âgées.

4 - Revitaliser la convivialité en se reconnectant à la terre et à l'histoire de son territoire

● Espaces d'agriculture urbaine, vecteurs de convivialité

En milieu urbain, la conscience grandissante vis-à-vis de la qualité de son alimentation (biologique, locale, etc.) et de la préservation de l'environnement mène à de multiples initiatives⁸³⁶. Il s'agit par exemple des jardins partagés - lieu où l'on cultive, en commun ou dans un espace commun, son potager. Par ailleurs, depuis 2015, il est possible d'obtenir un permis de végétaliser à Paris. Ce dispositif autorise le jardinage au sein

de l'espace public, embellissant ainsi le quartier tout en constituant une réponse à un besoin biophilique. Le lien social s'en trouve également renforcé à l'échelle locale⁸³⁷.

Le permis de végétaliser à Paris

© Christelle Thouvenin



“

C'est marrant parce que ça nous rapproche entre voisins. Les gens me disent "mais que faites-vous" ? Là, je leur explique [notre jardin partagé] et on parle ensemble.

Libellule, une jardinière urbaine

C'est ainsi que les différents espaces d'agriculture sont vecteurs de convivialité. Selon Jennifer Buyck et Olivier Perier, respectivement chercheurs en urbanisme et architecture, *"l'enjeu de ces pratiques repose sur la reviviscence d'une certaine convivialité"*. Dès lors, les temps de fête seraient inhérents aux jardins partagés. L'humanité serait indissociable des fermes pédagogiques. Les repas suivant les temps de cueillettes



La Ferme du Bonheur : un lieu festif et convivial qui reconnecte à la terre de son territoire

renforceraient le ciment de ce partage. Les chercheurs se penchent sur La Ferme du Bonheur à Nanterre en région parisienne, accueillant à la fois une basse-cour, une étable et une écurie, mais aussi des événements de convivialité et de divertissement : théâtre, cuisine, salle de bal, spectacles, expositions, fêtes. Il s'agit d'une expérience insolite qui mêle la fête à l'agriculture⁸³⁸.

● Célébrations locales et conviviales des récoltes du territoire

L'arrivée des récoltes, richesses des territoires, est une occasion de se rassembler et de faire la fête entre habitants d'une même ville ou village. Des rituels de célébration et de convivialité autour de la nature perdurent au sein des territoires.

Des fruits sont célébrés chaque année, à l'instar du citron qui possède sa propre fête à Menton, sur la Côte d'Azur (Alpes-Maritimes). Depuis 1934, la fête du citron a lieu chaque année dans cette ville. Les manifestations sont traditionnellement organisées par l'office du tourisme de Menton à la fin de la période hivernale. Un carnaval permet à tous de s'émerveiller face aux chars et sculptures élaborés à partir de citrons et d'oranges⁸³⁹. Une belle occasion de vivre un moment convivial, comme l'exprime un des participants en 2023 : *“C'est génial on s'amuse, on rigole. Ceux qui ne sont pas*

venus cette année, venez l'année prochaine !” Un franc succès puisque la la barre des 100 000 places ont été vendues à cette occasion. Des familles peuvent faire jusqu'à 1 000 km pour faire découvrir à leur enfant ce moment de joie et d'ouverture culturelle : *“Ça fait partie du patrimoine culturel de la France”* déclare une mère de famille à l'occasion de cette 89e célébration⁸⁴⁰.

© La Ferme du bonheur

L'éclosion de fleurs telles que le mimosa font également l'objet de célébrations. C'est ainsi que dans de nombreux villages, comme celui de Mandelieu-La-

Napoule, le mimosa est fêté chaque année. Il contribue au renom et à la prospérité de la ville. Nommée “soleil d'hiver”, cette fleur est généralement célébrée en février. L'occasion de profiter de festivités et d'événements divers (parades, corsos fleuris, défilés).

Les céréales sont également mises à l'honneur, comme c'est le cas du blé. À l'occasion de la fête de la Sainte-Barbe le 4 décembre, il est de coutume en Provence de planter le fameux “blé du bonheur” afin de porter chance à sa famille le jour de Noël. Le blé est alors semé dans trois petites coupelles, les “sietouns” (qui représentent la Sainte Trinité). Une bonne germination durant l'hiver présage de la prospérité de la famille pour l'année suivante. C'est aussi l'occasion de fêter la Sainte-Barbe dans les rues des villages, pour la joie des habitants.

● Des territoires de fête qui renforcent le sentiment d'appartenance

La fête peut occuper une place importante dans de nombreux territoires, surtout lorsqu'il s'agit de célébrer la culture et les traditions locales. Ces différentes occasions de se rencontrer et de se retrouver entre habitants renforcent le sentiment d'appartenance.



Le Maloya, pour un réveil musical et identitaire du territoire de La Réunion

Mêlant à la fois le domaine de la musique, du chant et de la danse, le Maloya est une tradition qui se transmet depuis plusieurs générations à l'île de La Réunion. Interdit un temps, il est devenu aujourd'hui l'expression majeure, sur le plan culturel et musical, de l'identité réunionnaise. Plus de 300 groupes musicaux le pratiquent. Depuis 2009, le Maloya figure parmi la sélective liste du Patrimoine Culturel Immatériel de l'humanité certifiée par l'UNESCO. Un bel hommage pour cette performance qui regroupe aussi bien les Réunionnais que les visiteurs !

C'est ainsi que dans les Landes, la fête est omniprésente toute l'année. Les festivités traditionnelles mettent en valeur les produits du terroir tout en renforçant le sentiment d'appartenance à la région. Ainsi, des événements tels que les fêtes de Bayonne, la foire de Haut de Suzan, les courses landaises et les fêtes de village sont autant d'occasions de se retrouver et de partager un repas festif. L'arrivée des kiwis est également célébrée avec enthousiasme. Les activités sportives comme le basket et les courses landaises sont également liées à ces événements festifs. Les fêtes de la tulipe et la fête du bœuf soulignent encore davantage l'importance des traditions locales. En résumé, les Landes sont animées par une multitude de fêtes qui reflètent l'amour de la population pour le partage, les traditions et les produits locaux.

À Grenoble, la descente des Alpages est un événement traditionnel qui renforce également la cohésion et le sentiment

d'appartenance à l'échelle locale. Cette festivité commence à rassembler plus largement. Elle a été créée par un quartier particulier et ses commerçants. À cette occasion, les vaches arrivent en centre-ville dans un esprit de foire populaire. La ville réfléchit régulièrement à créer un événement mythique qui serait un symbole fédérateur de toute la ville. Cet événement s'inscrit parmi tant d'autres festivités du territoire, Grenoble étant une ville étudiante qui compte déjà un nombre important de bars, de restaurants et d'équipements culturels. Les habitants cultivent alors régulièrement des liens de proximité à l'intérieur de leur communauté.



La fête du citron à Menton, une célébration grandiose et locale

D'ailleurs, les festivités, en plus d'être créatrices de convivialité et d'appartenance, peuvent avoir une dimension symbolique, à l'instar des carnivals dans le Nord qui font défiler des marionnettes géantes afin de représenter des valeurs de paix. À Dunkerque, par exemple, on trouve Reuze Papa et Reuze Maman, deux géants emblématiques. Lors des rassemblements de géants, la moitié de la population peut descendre dans les rues pour participer à cet événement festif. Un exemple amusant et célèbre est celui d'Hilaire Patate, le géant de Rosendale, qui s'est marié à Violette, la baigneuse de Malo, une véritable bourgeoise vêtue d'un maillot de bain des années 20 et d'un bonnet de bain. Hilaire Patate, lui, est représenté en marâcher avec

des habits en toile de jute. Il est arrivé que ces associations responsables de ces géants se disputent entre elles. Cependant, les maires des quartiers ont agi en tant que médiateurs et ont réussi à les convaincre de ne pas divorcer, préférant préserver l'unité et la tradition. Dans ce cas, les géants, symboles de quartier créent de l'appartenance, et aident à résoudre les conflits symboliquement.

La descente des Alpagnes à Grenoble, une tradition qui renforce le sentiment d'appartenance



© GEM Planète



Vivifier le folklore sur les territoires

Grâce à des aides financières des acteurs du territoire

Parce que le Var est attaché aux traditions, une aide est apportée par le département et les mairies aux associations. Ce sont elles qui font vivre le folklore. Les aides prennent la forme de soutien à la communication, de locaux ou de personnels mis à disposition.

Pour favoriser le lien social mixte et intergénérationnel

Le canton de Flayosc, dans le Var, comprend 34 communes rurales. Le folklore y joue un rôle important. Il est souvent lié à l'histoire et à l'activité, comme par exemple les fêtes de l'oignon de Carqueiranne, de la patate de La Roque-Esclapon, mais aussi de la transhumance, des pois chiches et des lentilles, ou des champignons. Ces fêtes sont authentiques, et s'appuient sur des marchés, des foires, et le plaisir de se retrouver ensemble. Ce sont des occasions de renouer avec des traditions, mais aussi d'ouvrir sur la modernité. Ainsi, le festival

du galoubet sur la colline de la Motte, voit les habitants redécouvrir ce long pipeau fin, et ce tambourin, mais aussi se connecter aux musiques gaéliques d'Ecosse et d'Irlande qui partagent des sonorités communes. Elles font donc venir des publics de toutes les générations, de lieux variés et mélangent des urbains et des ruraux.

● Jeu grandeur nature : un moment convivial en faveur d'une résilience locale

Réunir les habitants autour d'un jeu grandeur nature sur la résilience collective des territoires est une réponse ludique et conviviale aux défis environnementaux de notre époque. C'est ainsi que le jeu D2R - "Dealeuses et Dealeurs de Résilience" est lancé en juin 2023, à Strasbourg. Il vise à déployer la résilience locale via la réalisation de quêtes dans les territoires. À mi-chemin entre un jeu de piste et une chasse au trésor, ce jeu grandeur nature a pour vocation d'embarquer les habitants de chaque territoire. Les quêtes à réaliser permettent d'œuvrer concrètement au déploiement d'une résilience locale, collective et systémique. Ces missions partent des différents «points de deal» que sont les initiatives alternatives locales : écovillages, écolieux, tiers-lieux, fermes bio, recycleries, repair cafés, épiceries solidaires, cafés associatifs, écoles alternatives... Le but du jeu est de multiplier les "points de deal" et de les interconnecter pour qu'un maximum de monde puisse connaître à cette résilience. Il s'agit d'un ingrédient essentiel rendant les citoyens capables d'anticiper collectivement les chocs à venir au sein des territoires⁸⁴¹.

● Le bonheur de faire communauté autour de projets basés sur la nature

Se réunir autour de projets liés à la nature peut être vecteur d'épanouissement. C'est ce que montre une revue de littérature américaine publiée dans *Current Environmental Health Reports* (Leavell, Leiferman, Gascon, Braddick, Gonzalez & Litt, 2019)⁸⁴². Les auteurs s'intéressent aux populations en situation d'isolement. Ils cherchent à déterminer l'impact positif

des activités communautaires en lien avec la nature. Ainsi, cet article révèle que le fait de proposer des activités telles que les promenades dans la nature, le jardinage communautaire, etc. peut améliorer la santé mentale et physique à long terme des personnes isolées. Ces effets positifs procurés par la nature s'expliquent par l'activation de processus intra-personnels, interpersonnels et environnementaux.

En définitive, les territoires sont porteurs d'opportunités et de lieux de rencontres,

vecteur de convivialité locale. Cette convivialité s'organise notamment autour de projets d'utilité sociale - mixité sociale, solidarité, entraide - et environnementale - préservation de la nature, résilience. Toute mobilisation en faveur d'enjeux sociaux et environnementaux nécessite une forme d'engagement. C'est ainsi que *“le bien commun n'est pas une norme. Il nécessite un engagement de chacun comme condition de fonctionnement de la règle.”* (Visions solidaires pour demain, 2020).

4B2 | L'engagement pour le vivre ensemble sur son territoire

Venir en aide aux autres par le don ou s'engager bénévolement près de chez soi afin d'améliorer le quotidien des habitants locaux est vecteur d'épanouissement (3). Cette mobilisation citoyenne peut être amplifiée grâce à des opportunités territoriales et des leviers à la fois sociétaux et psychologiques (2). La cohésion sociale est ainsi favorisée par l'engagement bénévole à travers les territoires (1).

1 - L'engagement bénévole à travers les territoires



L'engagement bénévole, un pilier nécessaire au maintien de la cohésion sociale durant la Covid-19
(CESE, 2022)⁸⁴⁴

Durant la crise sanitaire, le ralentissement de l'activité économique a amplifié la nécessité de venir en aide aux personnes mises en difficultés. La mobilisation des bénévoles a été fortement sollicitée par les pouvoirs publics afin de répondre aux besoins du territoire. Les associations, par l'importance de leur maillage territorial de proximité, se sont

révélées essentielles au maintien d'une cohésion sociale dans le pays. Pour répondre rapidement aux besoins des associations en surchauffe, la plateforme numérique [Jeveuxaider.gouv.fr](https://jeveuxaider.gouv.fr) a été créée en urgence en 2020 afin de développer l'engagement bénévole sur les territoires. À cette période, les bénévoles mobilisés pouvaient être rattachés à des associations, mutuelles, syndicats, etc. Plusieurs initiatives de solidarité ont émergé : permanences téléphoniques pour du soutien psychologique et conseils pratiques à l'attention des dirigeants d'entreprises et travailleurs indépendants, numéros verts gratuits pour continuer à répondre aux besoins et aux intérêts du monde du travail (garde d'enfant, repos et congés payés imposés, rupture du contrat de travail...), etc. Les bénévoles mobilisés étaient parfois des personnes qui n'étaient pas engagées avant la crise sanitaire. Le bénévolat de voisinage, non organisé, s'est également multiplié à cette période.

● Des territoires associatifs : l'exemple des Landes qui fédèrent les habitants par l'histoire

Le lien social est cultivé dans les Landes par un tissu très associatif. Les Landes sont le

4. FERTILISER SON TERRITOIRE / B. Lien social

5^e édition du Baromètre France Bénévolat / IFOP



L'ÉVOLUTION DE L'ENGAGEMENT BÉNÉVOLE ASSOCIATIF EN FRANCE

— Entre 2010 et 2022 —

ÉVOLUTION DU BÉNÉVOLAT EN GÉNÉRAL ET EN ASSOCIATION EN PARTICULIER

1 CONCITOYEN SUR 5 EST BÉNÉVOLE DANS UNE ASSOCIATION, SOIT 11 MILLIONS

19 millions de bénévoles en associations, ou dans d'autres organisations, ou « en direct »

TAUX D'ENGAGEMENT EN 2022

19% - de 35 ans
17% 35 > 49 ans
18% 50 > 64 ans
26% + de 65 ans

- ÉVOLUTION DEPUIS 3 ANS -

-3 points - de 35 ans
-4 points 35 > 49 ans
-2 points 50 > 64 ans
-5 points + de 65 ans

Toutes les générations sont concernées par la diminution du taux d'engagement associatif

ÉVOLUTION DE L'ENGAGEMENT BÉNÉVOLE ASSOCIATIF PAR ÂGE

UNE BAISSSE DU TAUX DE BÉNÉVOLAT RENFORCÉE PAR LA PANDÉMIE



Une baisse plus importante chez les femmes que chez les hommes.

Pour les moins de 50 ans, une baisse du bénévolat associatif plus que compensée par la hausse du bénévolat direct.

Pour les plus de 50 ans, une diminution de l'engagement pendant cette période. Une partie d'entre eux attendent la fin de la pandémie pour reprendre.

1/3

des bénévoles associatifs sont des bénévoles ponctuels, c'est plus souvent le cas des jeunes bénévoles

LE BÉNÉVOLAT PONCTUEL CONTINUE DE PROGRESSER DANS LES ASSOCIATIONS

14%

Le bénévolat « plus dense » diminue nettement, il concerne les plus de 65 ans

LES BÉNÉVOLES EN BÉNÉVOLAT DIRECT / INFORMEL, QUI SONT-ILS ?

ILS SONT PLUS JEUNES QUE LES BÉNÉVOLES ASSOCIATIFS ET ce sont plus souvent des FEMMES

UN TAUX D'ENGAGEMENT DANS LE SECTEUR SOCIAL-CARITATIF, DE 7%



LE SECTEURS DU « SOCIAL-CARITATIF » RESTE LE MOINS TOUCHÉ PAR LA DIMINUTION DU BÉNÉVOLAT ASSOCIATIF

LES DIMINUTIONS LES PLUS IMPORTANTES CONCERNENT LES LOISIRS ET LA CULTURE

TAUX D'ENGAGEMENT PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ ASSOCIATIVE en 2022



LES EFFETS DE LA PANDÉMIE SUR LE BÉNÉVOLAT ASSOCIATIF

Au moins 4 millions de bénévoles

ont « arrêté de donner du temps pendant la pandémie » tout ou seulement partie de leurs activités bénévoles associatives. Parmi eux, près de 1/3 ont repris leurs activités en janvier 2022.

Environ la moitié de ceux qui ne sont plus bénévoles en association suite à la pandémie, se déclarent prêts à reprendre en cas de fin de la pandémie ou des restrictions sanitaires.

Plus de 1 million de bénévoles

ont déclaré avoir « décidé de donner du temps gratuitement ».

Ce sont soit des bénévoles qui se sont dirigés vers de nouvelles activités bénévoles, soit des nouveaux bénévoles. La plupart l'ont fait par « besoin de solidarité ». Près de 1/3 d'entre eux ont poursuivi leur engagement.

Avec le soutien de **Crédit Mutuel**

Source : Étude France Bénévolat, janvier 2022, réalisée par IFOP avec le soutien du Crédit Mutuel et l'appui de Recherches & Solidarités • Auteur : France Bénévolat - www.francebénévolat.org • Infographie : Apolline Plaque - www.illustration-crusoe.com

Le baromètre du bénévolat 2012-2022 © France Bénévolat

département le plus sportif de France en termes de nombre de licenciés / nombre d'habitants. La vie associative fait partie de l'art de vivre des Landes. Comme historiquement, les habitants étaient sous la coupe de quelques riches propriétaires, ils se sont organisés de manière solidaire et associative.

● Le digital pour dynamiser la vie associative des territoires : l'exemple de Dunkerque

Après la période de la Covid-19, à Dunkerque, une réflexion a été engagée concernant l'état d'esprit des habitants et la manière dont ils envisageaient l'avenir. Dans cette optique, une plateforme intitulée «Changer la vie ensemble» a été créée. L'objectif était de recueillir les perspectives des résidents sur la vie après la crise et les changements qu'ils souhaitaient voir opérer. La plateforme a évolué pour devenir «Tous acteurs pour Dunkerque». Désormais, ce sont les associations et les collectifs qui proposent des initiatives, telles que des événements visant à rassembler la population autour de causes communes. Par exemple, en juin 2023,

plusieurs collectifs et associations ont organisé la plus grande collecte de stylos en France. Une plateforme additionnelle permet aux associations d'échanger du matériel, mais aussi des bénévoles, et in fine créer des projets ensemble.

2 - Des leviers d'engagement sur les territoires

● Développer les opportunités territoriales pour engager les jeunes

Les jeunes ont l'occasion de développer leur engagement dès l'école via le tutorat de pair à pair, la contribution à un journal d'établissement ou la participation à des activités de lycéens. Pour favoriser la mobilisation des élèves non engagés - ce qui concerne davantage les garçons, et / ou ceux en lycée professionnel, et / ou ceux issus d'une famille défavorisée, etc. - le Conseil Économique Social et Environnemental (CESE, 2022) émet deux préconisations. D'une part, créer et généraliser une formation sur le bénévolat qui soit reconnue et valorisable pour les élèves délégués et / ou engagés dans des actions bénévoles. D'autre part, intégrer à l'application mobile Pass culture - qui permet aux 15-18 ans d'avoir accès à des offres culturelles de proximité - les offres de missions bénévoles (via la plateforme jeuxaider.gouv.fr) en lien avec les événements de l'application.



Créer et généraliser une formation sur le bénévolat qui soit reconnue et valorisable pour les élèves délégués et / ou engagés dans des actions bénévoles.



Intégrer à l'application mobile Pass culture les offres de missions bénévoles en lien avec les événements de l'application.

Par ailleurs, des dispositifs proposés par les pouvoirs publics sont déployés ou en cours de développement afin de favoriser l'engagement des jeunes sur les territoires, tels que :

● Le Service National Universel (SNU) :

cohésion, mission d'intérêt général, engagement volontaire. Il a pour objectif de favoriser la cohésion nationale, l'engagement citoyen et l'éducation à la citoyenneté chez les jeunes âgés de 15 à 17 ans. Le SNU est un dispositif en évolution, mis en place progressivement depuis 2019. Son déploiement complet est prévu pour 2026.

● Le Service Civique : dispositif créé en 2010 qui permet aux jeunes âgés de 16 à 25 ans (jusqu'à 30 ans pour les personnes en situation de handicap) de s'engager volontairement dans des missions d'intérêt général, que ce soit dans des organismes publics, des associations ou des collectivités locales.

● La Journée Défense et Citoyenneté (JDC) : instaurée en France en 1998, il s'agit d'une journée obligatoire pour tous les jeunes Français âgés de 17 ans. Elle vise à sensibiliser les jeunes quant à leur rôle de citoyen, de leur faire prendre conscience de leurs devoirs et de leurs droits, et de les informer sur les enjeux de la défense et de la sécurité nationale.

● Le Compte Engagement Citoyen (CEC) : mis en place en 2017, il s'agit d'un dispositif qui permet de valoriser et de reconnaître l'engagement bénévole des personnes dans des activités citoyennes. Il reconnaît le temps et les compétences investis dans des activités citoyennes et offre des avantages en termes de formation professionnelle pour les bénévoles engagés.

Par exemple, le Service Civique offre la possibilité de s'engager dans 10 grands domaines d'action (solidarité, santé, environnement, etc.). En 2021, 145 000 volontaires de 21 ans en moyenne ont effectué un Service Civique. Parmi eux, 35 000 étaient situés dans des territoires ruraux. Par exemple, dans la Communauté de communes du Pays de Conches dans l'Eure (27) en région Normandie, 16 volontaires agissent contre l'isolement des personnes âgées, favorisent la pratique culturelle et sensibilisent à l'environnement.

S'engager et s'épanouir sur son territoire grâce au Service Civique



L'engagement des jeunes en milieu rural est en progression par rapport à 2020 suite à la coopération étroite entre les acteurs des territoires et l'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires (ANCT). Cet engagement est une opportunité pour les jeunes et leur territoire : *“Les jeunes volontaires sont une partie de la réponse aux défis rencontrés par les territoires ruraux qui, eux aussi, peuvent apporter des réponses aux aspirations et interrogations de la jeunesse.”* (Béatrice ANGRAND, Présidente de l'Agence du Service Civique)⁸⁴⁶.



**collectif d'associations
RIVAGES, promouvoir
l'engagement des jeunes
pour dynamiser les
territoires ruraux**

Afin d'éviter l'exode des jeunes ruraux à l'issue des études secondaires, le collectif d'associations RIVAGES, labellisé Bleu Blanc Zèbre (BBZ), favorise leur engagement. Pour que les jeunes trouvent leur place sur leur territoire tout en participant à la vie démocratique de leur territoire, ce collectif propose des actions concrètes (missions de Service Civique, études des besoins et de la vision des jeunes du territoire, animation d'assemblées de jeunes, accompagnement et soutien à l'émergence de projets portés par des jeunes, etc.). Le territoire d'action de ce dispositif est le Pays du Val d'Adour, situé sur les 3 départements des Hautes-Pyrénées (65), du Gers (32) et des Pyrénées-Atlantiques (64), et ses alentours.⁸⁴⁷

● Favoriser l'engagement des seniors sur les territoires

Une proportion importante de personnes âgées s'engage bénévolement au sein de leur territoire. En effet, selon l'étude menée en 2013 par France Bénévolat - IFOP - Crédit Mutuel, 3 bénévoles sur 10 ont plus de 65 ans (France Bénévolat, 2014)⁸⁴⁸.

Un désengagement progressif se constate toutefois chez cette population (38% en 2010 vs. 26% en 2022 ; France Bénévolat, 2022)⁸⁴⁹. La crise de la Covid-19 a nécessairement eu un impact du fait que les seniors ont eu tendance à arrêter le bénévolat à cette période. Alexandre Jost, fondateur et délégué général de La Fabrique Spinoza, souligne par ailleurs qu'au moment de la retraite, les seniors peuvent souffrir d'un manque de confiance en soi qui se traduit par une auto-censure et un sentiment d'illégitimité à s'engager dans une association. Ils se demandent s'ils ont leur place. La baisse de l'engagement des seniors est une source d'inquiétude majeure des associations.

Plusieurs dispositifs sont à l'étude afin de permettre aux personnes âgées de s'engager dans ce qui leur correspond le plus. C'est ainsi que Jean-Hervé Lorenzi, titulaire de la chaire «Transitions Démographiques, Transitions Économiques» (TDTE) au sein de la Fondation du Risque, propose dans son ouvrage *L'erreur de Faust* (voir plus bas) la grille AGILE, un outil de mesure des aptitudes d'engagement des seniors, dans le but de trouver des remédiations. Celle-ci examine les compétences relationnelles, cognitives, physiques et numériques, comme socles d'un engagement dans la vie de la cité. De plus, il existe des clubs qui accompagnent des retraités pour leur permettre de trouver l'engagement qui leur convient. Par exemple, le réseau d'associations de retraités «les Sociétales» d'AG2R La Mondiale propose un programme «S'engager pour bien vieillir». Il accueille les seniors en leur permettant d'échanger sur leurs envies d'engagement. L'objectif est ainsi de favoriser leur mobilisation (*Vieillir heureux : innover et changer le regard pour une société plus unie, 2022*)⁸⁵⁰. Par ailleurs, le développement des capacités numériques facilite l'engagement des seniors. A l'échelle locale, de nombreux acteurs accompagnent l'illectronisme, à l'instar d'Astroliens, Konexio ou encore Emmaüs Connect (*Vers un digital vertueux : un digital durable qui apaise, développe et unit, 2023*)⁸⁵¹.



Le bénévolat pour épanouir les seniors au sein des territoires

© Journal du naturel

L'engagement des seniors est important et utile pour l'épanouissement des territoires. Il permet en effet de faire avancer des problématiques sociales et écologiques à l'échelle locale. Cet engagement est également bénéfique pour les seniors eux-mêmes. En effet, cela favorise les déplacements physiques, la création de lien social et le maintien des compétences cognitives. De surcroît, l'ouvrage intitulé *L'erreur de Faust : essai sur la société du vieillissement* (Villemeur, Albouy & Lorenzi, 2019) établit qu'à partir de 15 heures d'engagement hebdomadaire, la satisfaction de vie des seniors est supérieure. Ces éléments permettent de conclure que l'engagement des seniors est un bienfait territorial à la fois pour la société et pour eux-mêmes.

66

L'engagement des seniors est au bénéfice des seniors eux-mêmes autant que du territoire. Il est une clé des territoires heureux. Des dispositifs existent et d'autres à imaginer pour le développer plus avant.

● Reconnaître de façon collective et individuelle les bénévoles

Dans son rapport intitulé *Engagement bénévole, cohésion sociale et citoyenneté* (2022), le CESE émet des préconisations pour favoriser la reconnaissance des bénévoles. Il s'agit de leviers visant à rendre le bénévolat plus attractif. Trois préconisations sont

inspirantes. Premièrement, le CESE recommande de mener une campagne de sensibilisation sur le mécénat de compétences, afin de faire comprendre l'importance de rémunérer les salariés prenant un congé pour exercer une activité bénévole. Deuxièmement, il est préconisé de transformer la déduction d'impôt en crédit d'impôt pour les bénévoles qui engagent des frais dans le cadre de leur bénévolat. Troisièmement, le CESE

propose de faciliter la création, l'utilisation et la diffusion des open badges - images numériques représentant une validation des compétences, réalisations ou engagements - pour valoriser les compétences développées par les bénévoles. Cette valorisation du bénévolat via un open badge "Je suis bénévole engagé.e" est par exemple expérimentée par la Maison des Associations (MDA) de Tourcoing en 2022.⁸⁵²



Créer des open badges ou images numériques valorisant les compétences développées par les bénévoles

● Comprendre les leviers psychologiques de l'engagement

Comment amener les gens à agir en faveur de causes louables ? Tel est l'objet du livre intitulé *La soumission librement consentie* (2017)⁸⁵³ de Robert-Vincent Joule et Jean-Léon Beauvois, chercheurs en psychologie sociale. Ils expliquent que les stratégies d'engagement - consistant à engager librement une personne dans une action liée au comportement attendu - sont efficaces pour modifier les attitudes et les comportements. Ces stratégies d'engagement permettent des changements sociétaux majeurs.

Pour qu'une personne s'engage, il faut qu'elle prenne cette décision librement, de façon visible, explicite, irrévocable et en public. Le fait que tout le monde soit témoin de son acte incite à agir en cohérence par la suite. Par exemple, l'acte engageant peut être le fait de lever la main lors d'une conférence ou

sensibilisation lorsqu'il est demandé : *“Qui est prêt à s'engager au sein de telle association ?”*. Ou alors, de répondre *“oui”* publiquement à une question à laquelle il n'est pas socialement acceptable de répondre l'inverse comme : *“Êtes-vous prêt à vous engager dans cette association pour mettre un terme à la faim dans le monde ?”*. Plus l'acte est conséquent et répété, plus il est engageant. Cette prise de décision va modifier le comportement de la personne pour la simple et bonne raison qu'elle pense que cette décision est liée à sa personnalité (pensées, motivations, etc.). Ainsi, si on lui demande ultérieurement la raison pour laquelle elle s'est engagée dans l'association, elle dira que cela est lié à ses qualités (empathie, etc.) et non à la situation (avoir pris une décision engageante dans un contexte qui l'a incitée). Alors même que cette personne ne se serait pas mobilisée si elle avait assisté à une simple sensibilisation, sans nécessité d'émettre un acte engageant.



© Andrea Piacquadro/Pexels

Lever la main publiquement suffit à s'engager dans un comportement

Des stratégies d'engagement plus élaborées, comme le pied-dans-la-porte, constituent également des moyens efficaces pour amener les personnes à effectuer des actions louables. Par ailleurs, de nombreuses théories de changement de comportement permettent de comprendre comment passer de l'intention à l'action. C'est par exemple le cas de la Théorie du Comportement Planifié (Ajzen, 1991)⁸⁵⁴ qui explique que la motivation d'un individu à passer des intentions à l'action dépend de l'intensité de son intention d'agir. L'intention est elle-même dépendante de trois facteurs : les pensées plus ou moins positives envers le comportement (attitudes), la pression sociale à adopter ce comportement (normes sociales) et la perception de la difficulté ou de la facilité à adopter ce comportement (contrôle

comportemental perçu). Ainsi, un individu peut passer de l'intention à l'action en raison d'un ou plusieurs de ces trois facteurs motivationnels.

Qu'est-ce qu'un pied-dans-la-porte ?

(La soumission librement consentie, 2017)



Il s'agit d'une procédure de manipulation qui illustre le fait qu'obtenir un acte peu coûteux (et lié au comportement attendu) de la part d'une personne favorise l'obtention d'un autre acte plus coûteux par la suite (et qui représente le comportement attendu).

Par exemple, si le comportement attendu est l'engagement au sein d'une association, le fait de demander à une personne d'effectuer un acte peu coûteux (répondre à quelques questions sur la cause cible) multiplie les chances que cette personne accepte par la suite un acte plus coûteux (se mobiliser pour cette association).

Cette stratégie est pertinente pour susciter un comportement ponctuel, et peut être associée à d'autres procédures et interventions afin que le comportement attendu puisse perdurer dans le temps.

3 - Le bonheur d'être solidaire et de s'engager

● Le bonheur de donner, en particulier localement

Des dispositifs et plateformes locales d'entraide existent. *“Je donne”*⁸⁵⁵ permet de donner toutes sortes d'objets en ligne : une armoire, un lit, une poussette, un réfrigérateur... De quoi rendre heureux une personne ou une famille dans le besoin. De même, l'association *“Au Bonheur des Bennes”*⁸⁵⁶, au Halles de St Nazaire, offre une solution pratique et économique en vendant des objets à très petit prix, provenant de dons ou de la déchetterie. *“Cela permet de faire des heureux pour pas cher”* énonce Marc, l'un des bénévoles

“valoriste”. Ces procédés témoignent d’une réelle volonté de la part des territoires de travailler pour l’inclusion des personnes précaires et de les aider à retrouver leur place dans la société.

Le don est un acte qui favorise le bonheur partagé du fait qu’il rend heureux ceux qui en bénéficient, mais également ceux qui en sont à l’origine. En effet, une étude du Global Happiness Council : *Global Happiness and Well-being Policy Report 2019* (Peasgood, Foster & Dolan, 2019)⁸⁵⁷ révèle que les dons de charité semblent activer les centres de récompense du cerveau humain, tels que le cortex frontal orbital et le striatum ventral. De plus, une autre étude de ce même rapport présente des résultats complémentaires (Seligman & Adler, 2019)⁸⁵⁸. Ainsi, dans un échantillon représentatif de plus de 600 adultes, les personnes ayant dépensé plus d’argent pour les autres au cours d’un mois normal en offrant des cadeaux et en faisant des dons de charité (à des gens près de chez eux) se sont déclarées plus heureuses.



Donner rend heureux

À l’échelle locale, les dons peuvent également être effectués sur des plateformes digitales comme leboncoin. Ce site permet de vendre, d’acheter, mais également de faire don local de biens matériels. La rencontre physique et de proximité entre usagers est favorisée par ces interactions. Pour 51% des Français, les plateformes d’échange génèrent un sentiment de solidarité. Lorsqu’une transaction est perçue comme favorable à l’environnement, 79% des utilisateurs de la plateforme leboncoin se sentent fiers d’eux.⁸⁵⁹

51% des Français déclarent que les plateformes d’échange génèrent un sentiment de solidarité.

Les citoyens seraient d’ailleurs plus motivés à effectuer un don près de chez eux, comme le montre une étude menée en France et publiée dans le journal scientifique *Journal of Human Behavior in the Social Environment* (Guéguen, Lamy & Fischer-Lokou, 2017)⁸⁶⁰. Les résultats indiquent que les participants qui ont été amenés à croire qu’un appel au don s’adressait à des bénéficiaires proches géographiquement ont fait des dons plus fréquents et d’un montant plus élevé. Le don étant un acte activant physiologiquement des zones liées au bien-être et au plaisir (Park, Kahnt, Dogan, Strang, Fehr & Tobler, 2017)⁸⁶¹, les individus auraient dès lors plus de chances de ressentir ce bonheur partagé lorsque la personne dans le besoin est à proximité, que lorsqu’elle est éloignée géographiquement.

“

Les participants qui ont été amenés à croire qu’un appel au don s’adressait à des bénéficiaires proches géographiquement ont fait des dons plus fréquents et d’un montant plus élevé.

● Le bonheur d’être bénévole

Faire du bénévolat, action locale et prosociale, peut émaner d’un désir d’épanouissement. Ainsi, un bénévole veut se sentir utile vis-à-vis de la cause en faveur de laquelle il s’engage, se sentir valorisé, se connecter à un réseau, rencontrer des personnes qui partagent les mêmes valeurs et monter en compétences⁸⁶². Faire du bénévolat peut d’ailleurs être vecteur de bienfaits psychologiques. C’est ce que montre une étude publiée dans la revue scientifique *Journal of Social and Personal Relationships* (Creaven, Howard & Healy, 2017)⁸⁶³. Elle a été menée auprès d’un échantillon de 27 301 participants européens. Les résultats révèlent qu’être bénévole sur son territoire est associé à une meilleure santé mentale par rapport à l’absence de bénévolat. Le bénévolat est également associé au lien social, prédicteur le plus important du bien-être. Cet acte peut dès

lors être considéré comme vecteur de bonheur partagé du fait qu'il présente des bénéfices à la fois pour les personnes dans le besoin et pour ceux qui viennent en aide.

● Le bénévolat, vecteur de bonheur universel et transculturel

De plus, une étude longitudinale présentée dans le *World Happiness Report* (2019) et menée entre les années 2009 et 2017 appuie l'impact positif du bénévolat, action de proximité, sur le bonheur. Sur la base des données du *Gallup World Poll* - enquête qui comprend des échantillons représentatifs de plus de 130 pays - il est révélé que dans les pays pauvres comme dans les pays riches, il existe une relation positive entre le bénévolat et le bien-être. Le bonheur de se mobiliser pour résoudre des problématiques sociales et environnementales

sur son territoire serait ainsi universel et transculturel.

C'est ainsi que les territoires, porteurs de dispositifs et initiatives de mobilisation citoyenne, peuvent amplifier les synergies et solidarités locales par la prise en compte des leviers d'engagement, à la fois matériels et immatériels. L'engagement des jeunes et moins jeunes mérite d'être encouragé et valorisé, d'autant plus qu'il est vecteur de bonheur pour la personne qui s'engage et donne, et pour celle qui reçoit. Ces différentes actions altruistes sont au bénéfice des territoires et des individus souvent marginalisés. La question de l'inclusion est centrale lorsqu'on s'intéresse à la notion d'engagement au service du bien commun. En ce sens, les territoires et ses habitants offrent de nombreuses solutions et initiatives porteuses de sens et favorisant l'inclusion.

4B3 | Les initiatives territoriales porteuses d'inclusion et de sens

Les territoires sont devenus des acteurs essentiels dans la mise en place d'initiatives porteuses d'inclusion et de sens, cherchant à créer des communautés plus solidaires et équitables. Certaines se distinguent par leur approche novatrice et leur impact significatif. Les territoires s'engagent ainsi pour l'inclusion des genres, favorisant l'égalité et la diversité au sein de leurs communautés (5). Ils cherchent à définir comment permettre aux personnes porteuses de handicap d'apporter leur contribution précieuse à la société, en brisant les barrières et en favorisant leur participation active (4). Une autre intention essentielle consiste à promouvoir l'insertion professionnelle des personnes marginalisées, leur offrant ainsi de nouvelles opportunités et une plus grande autonomie (3). Les territoires se sont également mobilisés pour développer des initiatives intergénérationnelles, créant des espaces de partage et de bonheur mutuel

entre les différentes générations (2). Ils ont pris en compte l'importance de soutenir les personnes en situation de précarité près de chez soi, en mettant en place des dispositifs d'aide et de solidarité pour répondre à leurs besoins fondamentaux (1).



Quel lien avec le territoire ?

L'inclusion et le territoire sont étroitement liés, car le territoire peut jouer un rôle clé dans la promotion de l'inclusion sociale. Un territoire inclusif crée un environnement propice à l'entraide, à la collaboration et à la solidarité, ce qui renforce les liens entre les individus et

les communautés. En favorisant l'émergence d'initiatives locales, l'inclusion permet de revitaliser les zones moins favorisées, de créer des emplois, de stimuler l'économie locale et d'améliorer la qualité de vie globale. L'inclusion peut d'ailleurs contribuer à la redynamisation des territoires en encourageant l'innovation, la créativité et l'entrepreneuriat social.

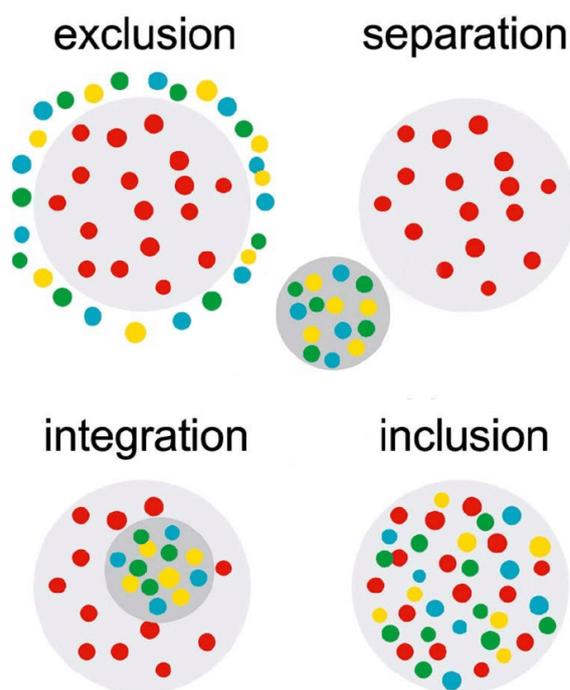


Illustration de la nuance entre les notions d'intégration et d'inclusion

© Ridley-Duff, Southcombe, Schmidtchen & Pataki (2018)

- Favoriser l'appartenance pour redonner une identité aux personnes précaires

Selon le sociologue Nicolas Duvoux, la précarité est caractérisée par une instabilité et une insécurité à la fois dans les faits et dans les représentations de soi. Dans cette optique, un objectif majeur est de créer un environnement plus accueillant et hospitalier, qui permette aux personnes précaires de s'enraciner et de se sentir partie intégrante d'un groupe.⁸⁶⁵

C'est ce que l'Association Aurore a cherché à réaliser dans son projet "Les Cinq Toits", en aménageant une caserne pour accueillir des réfugiés, des travailleurs sociaux, des artistes et d'autres personnes en situation de précarité. Ce lieu propose aux personnes accueillies une variété d'activités culturelles, ainsi qu'un restaurant solidaire où les résidents peuvent se réunir, partager un repas et créer des liens. La rencontre et l'hospitalité permettent aux personnes en situation de précarité de se sentir en sécurité et de faire partie d'une communauté accueillante et inclusive.⁸⁶⁶

- Offrir un point d'ancrage sur le territoire

De nombreuses mesures visent à offrir un environnement de confiance pour aider les personnes précaires à se reconstruire. C'est le cas de la Bagagerie qui est un lieu d'accueil associatif situé au cœur de Marseille, créé en 2012 pour aider les personnes en situation d'errance. Le lieu met à disposition 40 casiers gratuits et sécurisés, ainsi que des ordinateurs avec accès Internet pour faciliter les démarches

1 - soutenir les personnes en situation de précarité près de chez soi

La précarité
(CESE, 1987)⁸⁶⁴



"La précarité est l'absence d'une ou plusieurs des sécurités, notamment celles de l'emploi... L'insécurité qui en résulte peut être plus ou moins étendue et avoir des conséquences plus ou moins graves et définitives... Elle conduit à la grande pauvreté quand elle affecte plusieurs domaines de l'existence..."

© Oopstie Blog / Jessie Gaslène



Lieu hybride "Les Cinq Toits"

administratives et rester en contact avec les proches. La Bagagerie favorise également le lien social et le bien-être en offrant des places gratuites aux activités socioculturelles et en invitant les bénéficiaires à participer aux missions bénévoles et aux conseils de gestion de l'association. Des activités sportives et artistiques sont également proposées pour permettre aux bénéficiaires de retrouver un nouveau souffle et de se poser. Il s'agit donc d'un point d'ancrage important pour les personnes précaires, qui peuvent s'y sentir en sécurité et en lien avec la communauté locale.

Atténuer la frontière aidant-aidé. La Bagagerie, Les Cinq Toits, et le Carillon ont pour point commun de briser la ligne de démarcation entre les uns et les autres. Des sans-abris peuvent être des aidants d'autres. Des artistes créent un sentiment d'appartenance à une communauté, et en reçoivent une valorisation. Des réfugiés deviennent bénévoles sur leur territoire. L'inclusion dans la communauté, et le sentiment qui va avec est un ingrédient clé de l'aide apportée aux plus vulnérables.



Également, l'Action Le Carillon, lancée par la Cloche en 2015 et labellisée "Zèbre" par l'association Bleu Blanc Zèbre offre un point d'ancrage territorial significatif en favorisant les échanges et en brisant l'isolement social des personnes sans domicile fixe. En partenariat avec des commerçants solidaires, ce programme propose un label affiché sur les vitrines pour indiquer aux personnes en situation de précarité qu'elles sont les bienvenues. De nombreux services sont alors disponibles, tels que la recharge de téléphone, l'accès à l'eau, aux toilettes, au Wifi, la possibilité de réchauffer un repas ou bien de garder des affaires. Cette initiative offre une plateforme locale où les commerçants et les personnes marginalisées se rencontrent, créant des liens sociaux précieux et valorisant les individus des deux côtés. En se développant rapidement dans de nombreuses

villes en France (Toulouse, Lille, Bordeaux, Montpellier...), l'Action Le Carillon ancre solidement la solidarité dans les territoires, transformant les rapports sociaux, luttant contre le rejet et contribuant à bâtir des communautés plus inclusives et bienveillantes.



Bureaux du cœur, projet hybride - loger les sans abris dans des bureaux inoccupés

Chaque nuit et chaque week-end, des milliers de bureaux sont chauffés, éclairés et vides. La France compte 145 000 PME et 23 000 établissements de grandes entreprises, dont la plupart des bureaux sont totalement inutilisés 70% du temps. Ce sont ces constats qui ont poussé les fondateurs des Bureaux du Cœur à agir. Cette association labellisée Bleu Blanc Zèbre propose un accueil individuel d'urgence au sein de bureaux d'entreprises, lorsqu'ils sont inutilisés le soir et le week-end, à des personnes en grande précarité nommées "invitées". Elles seront suivies et accompagnées par des associations partenaires, sur une durée de 3 à 6 mois, pour accélérer leur réinsertion. Cette initiative offre un cadre de stabilité, de sécurité et d'intimité, favorisant ainsi la coopération et l'activation de réseaux des dirigeants et collaborateurs⁸⁶⁹.

Comme mentionné en de nombreuses occasions dans cette étude, l'exemple de Bureaux du Cœur, à la fois espace tertiaire et accueil nocturne pour grands précaires illustre le bénéfice territorial des lieux hybrides. Ces lieux, ancrés dans l'économie de la fonctionnalité (3C) conjuguent plusieurs usages, et créent du lien.

● Agir pour lutter contre la précarité et renforcer le lien social sur tous les territoires

Des associations cherchent à faciliter l'insertion sociale des personnes en situation de précarité, notamment en favorisant le contact et le développement du lien social.

Par exemple, le projet Croix-Rouge sur Roues, lancé en 2012 par la Croix-Rouge française,

consiste à parcourir les routes de France pour se rendre auprès des personnes les plus vulnérables en leur offrant une aide alimentaire et vestimentaire, un accompagnement dans l'accès aux droits, au numérique...⁸⁷⁰



Inverser le flux - ce ne sont plus les individus qui vont aux services mais les services qui vont aux gens, même dans le champ du social.

Ce projet a un impact significatif sur l'allègement des dépenses et l'amélioration des conditions de vie matérielle des bénéficiaires, comme le confirment les résultats de la mesure d'impact de l'utilité sociale du projet⁸⁷¹. En effet, 80% des répondants considèrent que la fréquentation du dispositif leur a permis d'alléger leurs dépenses et d'améliorer leur qualité de vie. De plus, 57% des personnes interrogées ont déclaré *"se sentir moins isolées depuis qu'elles ont intégré le dispositif"*, soulignant ainsi l'importance de la convivialité que le projet favorise.

57% des bénéficiaires de Croix-Rouge sur Roues se sentent moins isolés.

Également, la mise en place du projet permet de répondre à des besoins sociaux non couverts, de visibiliser et d'acter l'existence de situations de pauvreté dans les territoires d'implantation, et de nouer des partenariats avec les acteurs locaux, tels que les communes, leurs élus et les départements.

Enfin, le dispositif donne la possibilité aux bénévoles de sortir de leur zone de confort et d'agir directement sur le terrain. Cela renforce leur sentiment d'utilité sociale et les sensibilise aux enjeux sociaux de leur territoire et ainsi, leur permet de développer de nouvelles compétences.

● Favoriser l'accès à la culture

Les give box⁸⁷² (donner et prendre des objets gratuitement), les boîtes à lire⁸⁷³ (prêter, emprunter et échanger des livres) et d'autres initiatives similaires sont des systèmes qui favorisent l'inclusion des personnes précaires en leur offrant un accès gratuit et facile à des biens culturels.

Les boîtes à dons incitent au partage et connaissent un fort succès selon le Think Tank "Pour la Solidarité", celles-ci se développant à travers l'Europe⁸⁷⁴. Ces boîtes permettent à chacun de déposer ou récupérer des vêtements, appareils et objets de toute nature, favorisant ainsi la lutte contre le gaspillage et contribuant au développement durable et à l'économie circulaire (3C). Le concept des boîtes à dons présente des avantages économiques, en permettant aux foyers d'économiser de l'argent et en réduisant les déchets générés par le gaspillage. Cependant, au-delà de l'aspect économique, ce projet a un impact social important. Elles favorisent la création de liens sociaux en rassemblant les citoyens pour se rencontrer, discuter et échanger. Les boîtes à dons deviennent des lieux de rencontre qui encouragent l'action citoyenne et la solidarité au sein des quartiers. En promouvant l'économie du partage, ces associations favorisent le dialogue social, la participation citoyenne et les valeurs écologiques essentielles au développement.



Give box aux Camboux

© atelierterroir.wordpress.com

Les give box connaissent un grand succès au Rouret, commune de Provence-Alpes-Côte d'Azur. Au-delà de l'échange de livres et de CD, les habitants ont également trouvé un moyen de se rendre des services grâce au troc. L'association Happy au Rouret a ainsi créé un système d'échange local de services et de savoirs, permettant de mettre en relation les personnes ayant des compétences particulières avec celles qui en ont besoin. Ceci renforce la solidarité et les liens sociaux au sein de la commune, favorisant un environnement inclusif et bienveillant pour tous les membres de la communauté.



Mettre en place des Give Box, comme point de départ d'un système de partage et de solidarité.

Un exemple similaire est celui de neuf étudiants internationaux à Nanteuil-lès-Meaux (77) qui ont construit une give box dans le cadre de l'association Loisirs Jeunes⁸⁷⁵. Cette action prouve qu'il n'est pas nécessaire d'attendre des solutions ou des financements extérieurs pour agir. Chacun et chacune peut contribuer à sa manière, à son échelle, afin de créer un changement significatif dans sa communauté. Cet exemple encourage les jeunes et autres membres de la communauté à s'impliquer activement dans des idéaux similaires. Cela démontre que les give box ne sont pas seulement des boîtes à dons, mais aussi des espaces de rencontres, d'échanges et de solidarité.

Ces actions partagées encouragent l'enrichissement personnel et collectif, favorisant un sentiment de bonheur partagé. Elles facilitent également le développement d'actions intergénérationnelles au sein des territoires, contribuant ainsi à une société heureuse et unie.

2 - Développer des initiatives intergénérationnelles pour un bonheur partagé au sein des territoires

● Le lien social, ingrédient premier de l'aide aux seniors

Dans l'aide apportée aux personnes âgées, il est essentiel de ne pas se limiter à la simple assistance pour les tâches domestiques, mais de considérer avant tout leur besoin de lien social et de bien-être. C'est l'avis de Frédéric Brun, président de l'association Entr'aide à domicile et l'association FIDE (Formation, Insertion, Développement, Emploi), pour qui l'isolement doit être combattu pour préserver l'autonomie des personnes âgées⁸⁷⁶.

C'est dans cette optique que le sociologue Serge Guérin a développé à Besançon des résidences-autonomie où les jeunes et les seniors sont regroupés. Les jeunes bénéficient de fortes baisses de loyer ou de l'exonération des charges en échange d'un engagement à discuter avec les personnes âgées pendant une dizaine d'heures par mois. Les résultats ? La majorité des seniors impliqués à tisser de vraies relations avec les jeunes ont vécu l'expérience avec légèreté et bonheur. Il s'agit d'une expérience qui permet non seulement de lutter contre l'isolement des personnes âgées, mais également de créer des liens intergénérationnels bénéfiques pour toutes les parties impliquées⁸⁷⁷.

● Des lieux qui ré-enchantent le territoire de vie des aînés

Des établissements spécialisés innovants se développent en ayant pour objectifs de ré-enchanter l'espace de vie et le quotidien des personnes âgées.



COWORKING EN EHPAD

Arbitryum, une startup sociale spécialisée dans la mesure et l'évaluation dans le domaine du vieillissement, a développé le concept de "Cowork'in EHPAD" et s'est installée dans la résidence Beauregard à proximité

de Paris. L'objectif est d'ouvrir les résidences pour personnes âgées sur l'extérieur, favorisant ainsi le lien intergénérationnel et permettant à chacun de devenir acteur de son lieu de vie. Pour ce faire, le Cowork'in EHPAD est un modèle participatif où les résidents cohabitent avec des personnes de tout âge, créant ainsi une communauté unie et solidaire⁸⁷⁸.

En outre, la maison de retraite "Les Jardins d'Haïti", située à Marseille, offre des places de coworking "en échange d'un sourire et de quelques minutes d'échange avec les résidents"⁸⁷⁹. Cette proposition a suscité l'enthousiasme des premiers coworkers, qui ont rapidement compris l'importance de tisser des liens intergénérationnels et de partager leur expérience et leur savoir-faire avec les personnes âgées. Martine Chabannes, résidente des jardins d'Haïti témoigne le sourire aux lèvres quand on lui demande ce que lui procure la visite des enfants : "Le rire, la joie de vivre, la trouvaille. Il y a quelque chose qui se passe et ça ne fait pas ça avec les grands"⁸⁸⁰.

On notera également le réseau de crèches intergénérationnelles, "Tom & Josette" installées au sein d'Ehpad. L'objectif de ce réseau est de "Créer de la joie et du lien social : nous voulons permettre aux enfants de bien grandir et aux seniors de mieux vieillir."⁸⁸¹ Ou encore à Landrecies, une commune du Nord, les retraités sont invités à déjeuner dans une cantine scolaire avec les enfants une fois par semaine. Les enfants sont ravis d'avoir la compagnie des aînés et posent souvent des questions naïves, mais cela ne fait que rendre la conversation plus belle et authentique. "Je ressens du bonheur, de la joie" déclare un enfant, témoignant ainsi de l'impact positif de ces rencontres intergénérationnelles sur les plus jeunes. Les aînés, quant à eux, sont ravis d'avoir une occasion de briser la solitude et de renforcer les liens avec la communauté. Ces moments partagés sont une véritable découverte à double sens, offrant des bienfaits émotionnels et sociaux pour tous les participants et toutes les participantes.



© Vibration / Tom & Josette

Un enfant et une personne âgée jardinent ensemble chez Tom & Josette

Et si un établissement permettait de réunir plusieurs initiatives intergénérationnelles ? Au cours d'une interview avec Maxime Lanquetuit et Nathalie Bardin d'ALTAREA, nous avons découvert la résidence Nohée, une résidence seniors non médicalisée, en face du NIDA d'ALTAREA à Issy-les-Moulineaux. Au rez-de-chaussée et au premier étage se trouve une crèche et l'une des résidentes y a sa petite fille. Au-dessus des logements seniors, on trouve deux étages de plus d'appartements classiques, ce qui offre de réels partages. A Lyon, une résidence Nohée dont le restaurant est ouvert aux étudiants et étudiantes qui y trouvent des tarifs moins chers en échange de lire le soir à des personnes âgées. A Villejuif, la résidence seniors Nohée est proche de l'hôpital et ce sont des parents d'enfants malades qui viennent y déjeuner. Ces expériences sont d'autant plus inspirantes que ces usages ont émergé spontanément.



Mémoire et Territoire, un échange intergénérationnel pour connaître l'histoire de sa ville

Lancé en 2019 à travers la France, le projet "Mémoire et Territoire" de l'association Passerelle de Mémoire (labellisé Bleu Blanc Zèbre) vise à recueillir les récits de vie des personnes

âgées afin de transmettre aux plus jeunes l'histoire de leur ville ou de leur quartier. Par cet échange, un passé oublié peut revivre, être transmis, et en apprendre davantage aux jeunes sur l'histoire de leur territoire. Cela redonne une place aux plus anciens dans la société, tout en favorisant un regard positif des jeunes sur leur ville⁸⁸³. «En fait ça fait comme si on avait fait un retour dans les années 50 pour connaître Dozulé» explique Noah Ruffin, élève du collège Louis Pergaud à Dozulé (Calvados, 14)⁸⁸⁴.

● L'engagement et l'inclusion pour rajouter de la vie aux années

Dans une société qui aspire à l'engagement et à l'inclusion, des associations aux actions innovantes sont des éléments clés pour ajouter de la vie aux années des personnes âgées.

L'association parisienne "Entr'aide à domicile" destinée aux personnes âgées crée le centre de ressources "Mix'âges", une entité intergénérationnelle qui propose des cours de yoga, de gymnastique douce, des ateliers de dessin, des sorties au théâtre... Également, le centre socioculturel de l'Allée Verte a développé le jardin partagé "Jardin'âge" où se trouvent des grands seniors aux côtés de familles avec des enfants⁸⁸⁵. *"Il y a eu pas mal d'initiatives collectives autour de ce projet, les gens se sont associés comme ça pour couper une haie pour pouvoir rendre service sur des chantiers qui demandent plus de personnes. Les résultats ont dépassé nos espérances."* indique Béatrice Blanchard, directrice du centre.

Ces actions montrent comment l'implication active de tous les membres de la communauté peut contribuer à la création d'un environnement inclusif et harmonieux pour les personnes âgées et l'ensemble de la société. En définitive, cela démontre comment ces actions collectives conduisent à un bonheur partagé.

● Des jeunes s'engagent pour aider leurs aînés à sortir de l'isolement et de l'exclusion numérique de manière ludique

Les jeunes s'engagent de manière ludique pour

aider leurs aînés à sortir de l'isolement et de l'exclusion numérique, grâce à l'association Silver Geek⁸⁸⁶. Dans cette optique, celle-ci a mis en place des compétitions d'e-sport, au cours desquelles les seniors sont les acteurs principaux. Ces compétitions se déroulent dans différentes villes françaises, telles que Poitiers, Lille et Tours, lors de finales départementales et régionales. Un triple but : encourager les rencontres intergénérationnelles (notamment via un accompagnement personnalisé des seniors par les jeunes) ; lutter contre l'isolement ; et favoriser l'inclusion numérique. Cette initiative de Silver Geek contribue de manière significative à l'inclusion territoriale et numérique.



© Association Silver Geek

Les gagnants de la compétition Silver Geek 2023

Les territoires, conscients du besoin et du potentiel de l'inclusion sociale, s'impliquent activement dans la réduction des disparités et l'édification d'une société où règnent l'équité et l'inclusion. Portés par cette vision inspirante, ils mettent en œuvre des projets novateurs pour stimuler l'intégration professionnelle des individus marginalisés, leur offrant ainsi de nouvelles perspectives et opportunités.

3 - Promouvoir l'insertion professionnelle des personnes marginalisées

● Les liens de voisinage au service de l'inclusion économique

Les lieux solidaires tels que les Grands Voisins et l'Hôtel Pastur à Paris offrent une liberté d'action et d'expérimentation, une attention portée à la rencontre et à la confiance. Les Grands Voisins ont développé des outils tels que la Cafet' mobile, le Trocshop et les comptoirs de restauration pour aider les personnes hébergées, dont la moitié sont sans papiers, à accéder à l'emploi. Deux systèmes de rémunération ont été mis en place. D'abord, pour les sans-papiers le «billets-temps» qui est la monnaie locale du site qu'on acquiert en échange de menus services, des cafés et des repas à prix libre hebdomadaires. Ensuite, pour les autres hébergés, le dispositif «Premières Heures» permettant un retour au travail progressif grâce à des horaires adaptées. En 3 ans, 86 personnes ont pu travailler grâce à ce dispositif, dont 50% ont accédé à un emploi ou à une formation qualifiante. La Conciergerie des Grands Voisins a également permis de mobiliser l'emploi des personnes éloignées en leur offrant des services et des tâches variées. En résumé, ces lieux solidaires ont permis d'implanter un système économique social et solidaire pour aider les personnes à se réarrimer et à travailler dans un environnement plus accueillant.⁸⁸⁷



Mettre en place des systèmes de monnaies locales autonomes et des lieux utilisant la monnaie des systèmes d'échange locaux (SEL) pour réinsérer les plus éloignés de l'emploi.



Créer des lieux ancrés localement et inclusifs comme étape clé de la réinsertion professionnelle.

● L'insertion professionnelle des personnes exclues géographiquement, socialement et économiquement

La Fondation Mozaïk promeut l'inclusion économique et l'égalité des chances pour toutes et pour tous. Son Président, Saïd Hammouche, a observé une augmentation significative des plaintes pour discrimination à l'embauche en France⁸⁸⁸ au cours des 20 dernières années. Par exemple, Mohammed et Leila doivent envoyer quatre fois plus de CV que Léa et Antoine, malgré une formation équivalente⁸⁸⁹. Outre le prénom et le nom de famille, la discrimination s'étend à d'autres critères : que l'on vienne de Trappes ou du 16e arrondissement de Paris, les préjugés influencent l'ouverture des opportunités.

La Fondation Mozaïk joue alors un rôle essentiel en mettant en valeur les richesses des quartiers prioritaires et en aidant les jeunes marginalisés à surmonter leur autocensure, afin que les entreprises puissent bénéficier de leur créativité et de leur vitalité. Elle facilite aussi la mise en relation de recruteurs avec des candidates et candidats provenant de territoires moins privilégiés⁸⁹⁰. Selon le rapport d'impact de la fondation pour l'année 2021, plus de 37 000 candidates et candidats se sont inscrits, permettant ainsi la réalisation de plus de 6 500 mises en relation, et aboutissant à 1 135 recrutements de résidents des Quartiers Prioritaires de la Ville (QPV) sur 6 territoires pilotes en Île-de-France (Saint-Quentin-en-Yvelines, Grigny, Grand-Orly Seine Bièvre, Seine-Saint-Denis, Argenteuil, Grand-Roissy)⁸⁹¹.

Ahcène Bouazza, un étudiant chez Open Classroom, partenaire de la Fondation Mozaïk, témoigne du soutien de la Fondation pour les personnes marginalisées. Il souligne spécifiquement les bénéfices pour les personnes à mobilité réduite. Il mentionne que le dispositif offre un soutien et des conseils gratuits et réguliers, financés par la région Île-de-France, qui permettent aux candidats de se sentir "accompagnés et libres" dans leur recherche d'emploi. Ce témoignage illustre ainsi comment la Fondation Mozaïk contribue à créer un environnement inclusif et accessible pour les personnes marginalisées, en leur offrant un

accompagnement précieux dans leur parcours professionnel.

Tout comme la Fondation Mozaïk, la Cravate Solidaire mène des actions qui contribuent à renforcer la cohésion sociale et à construire une société plus inclusive⁸⁹². Ce réseau d'associations labellisé Bleu Blanc Zèbre combat les discriminations liées à l'apparence physique et soutient les personnes précaires en les aidant à réussir leurs entretiens d'embauche, notamment en leur fournissant des vêtements appropriés et en les accompagnant dans leur recherche d'emploi. Cela leur permet de surmonter les obstacles et de concrétiser leurs projets professionnels. Elle est également engagée dans des actions de sensibilisation pour changer les pratiques des recruteurs. Depuis 2012, elle opère à Paris et depuis 2015 partout en France à travers un réseau de 13 villes comme Bordeaux, Lyon, Le Mans, Lille, Marseille⁸⁹³...

● L'insertion pour un public migrant

L'insertion professionnelle est un défi majeur pour les personnes migrantes arrivant en France. Dans ce contexte, Les Cuisstots Migrateurs est un traiteur solidaire et engagé installé à Montreuil qui propose une solution innovante pour faciliter l'intégration des réfugiés dans le marché de l'emploi en Île-de-France⁸⁹⁴. L'entreprise s'engage à offrir des emplois durables en CDI à des chefs réfugiés, pour les aider à reconstruire leur vie sur ce nouveau territoire. Les chefs et cheffes migrants et migrantes, portés par leur passion pour la cuisine, trouvent ainsi une opportunité pour s'adapter à leur nouvel environnement en France et se reconstruire. Parallèlement, l'entreprise se consacre à former des personnes aux métiers de la cuisine, créant ainsi une dynamique complémentaire pour soutenir l'intégration professionnelle et offrir des perspectives d'avenir.

Dans cette trajectoire dynamique d'insertion professionnelle pour le public migrant, l'association Union Cépière Robert Mornier (UCRM) intervient activement dans la métropole toulousaine et la région Occitanie, en mettant l'accent sur le champ social, notamment l'emploi⁸⁹⁵. Béatrice César, Conseillère en Insertion Professionnelle (CIP), spécialisée dans l'emploi des migrants, nous explique lors d'une



© Facebook / Les cuisstots migrateurs

Les cuisstots migrateurs en cuisine

interview que l'UCRM adopte la méthode IOD (Intervention sur les Offres et les Demandes). La première spécificité de cette méthode est de positionner l'insertion professionnelle en amont de l'insertion sociale. Elle traite les freins sociaux, pendant l'emploi plutôt qu'en amont, en lien avec les travailleurs sociaux du territoire. La seconde spécificité de la méthode IOD tient dans la priorité donnée à la coopération avec les entreprises⁸⁹⁶. Cette méthode, labellisée TRANSFER, implique une collaboration tripartite entre le chargé de mission, le bénéficiaire et l'employeur.

Le réseau IOD ce sont 38 partenaires labellisés et 286 intervenants et intervenantes formés en continu pour déployer les services IOD sur le territoire national notamment à Toulouse, Bordeaux ou encore dans la Drôme⁸⁹⁷. Pour apporter plus de précision quant à son processus, la "méthode IOD" tire son inspiration de divers courants de recherche en sciences humaines et sociales. En d'autres termes, elle repose sur une combinaison de plusieurs éléments (car aucun modèle théorique unique ne peut pleinement modéliser une intervention professionnelle complexe). Parmi ces éléments, on trouve notamment la théorie de l'engagement développée par Joule et Beauvois en 2002, les travaux portant sur la menace du stéréotype réalisés par Steele et Aronson en 1995, ainsi que des concepts issus de la psychosociologie des organisations et des recherches sur la socialisation organisationnelle⁸⁹⁸.

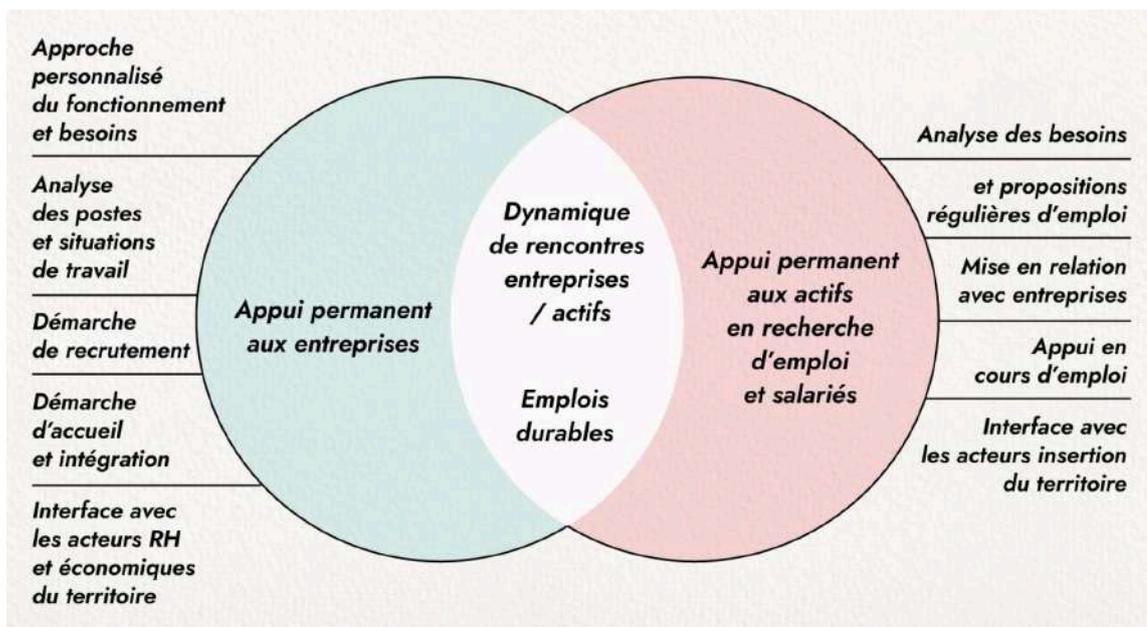


Schéma méthode IOD

Selon Béatrice César, une fois que les entreprises sont convaincues de l'efficacité de cette méthode, cela devient un avantage mutuel : *“J’ai trouvé cela très efficace, même si cela demande beaucoup d’énergie. Le plus compliqué est de convaincre les entreprises et non les migrants primo arrivants qui sont très motivés”*. Malgré les défis liés à la persuasion des entreprises, le processus se révèle continu et fructueux, grâce à une communication permanente entre la chargée de mission, l’entreprise et le migrant. Béatrice assure le suivi personnalisé d’environ 44 personnes migrantes par an, ce qui se démarque du suivi de 150 à 300 personnes à Pôle Emploi, permettant ainsi une attention accrue aux bénéficiaires.

● L’insertion professionnelle territoriale pour les personnes porteuses de handicap visible / non visible

De plus en plus d’entreprises en France prennent conscience de la nécessité de favoriser l’insertion professionnelle des personnes en situation de handicap, qu’il soit visible ou invisible. Pour surmonter les préjugés liés aux handicaps invisibles, Nocibé a organisé un événement itinérant *“Handi Talent Tour”*, qui a permis de recruter différents profils à travers la France⁸⁹⁹. Également en ce sens, le Groupe Bosch organise des formations pour ses managers afin de préparer aux différents types de candidates et candidats lors de l’embauche. Des simulations d’entretiens sont mises en

œuvre, auxquels participent des candidats fictifs mais bien en situation de handicap psychique (personnes ayant fait un burn out, ou avec les troubles de dépression, bipolaire ou schizophrénie...)⁹⁰⁰.

Des initiatives inclusives émergent par ailleurs dans le domaine de la restauration. Les Cafés Joyeux, implantés à Rennes, Paris, Bordeaux, Lyon, Tours et Montpellier, recrutent 129 *“équipiers joyeux”* en situation de handicap cognitif pour le service en salle et le service client téléphonique⁹⁰¹. Brandon, un salarié en CDI depuis 2017 témoigne de son expérience : *“Ce travail m’a apporté beaucoup de bonheur, parce que je me suis fait beaucoup d’amis depuis mon arrivée. Je me suis dit je suis comme les autres et même si je suis handicapé, je peux travailler, je peux avoir un appartement, je peux tout avoir.”*⁹⁰²



Territorialiser les initiatives inclusives permet de cultiver le lien humain et générer de l’épanouissement pour les citoyens engagés aussi, comme dans le restaurant Dans le noir.

Dans plusieurs villes telles que Paris, Bordeaux, Nantes, Strasbourg et Toulouse, les restaurants Dans le noir proposent des repas dans l’obscurité totale pour sensibiliser le public à la réalité des personnes non voyantes et développer leur

empathie⁹⁰³. Un employé malvoyant explique à une cliente *“Les rôles se sont inversés dans la salle. Pour les tâches quotidiennes, c’est moi qui ai besoin de toi notamment pour traverser et dans la salle c’est toi qui as besoin de moi, c’est magique non ?”*⁹⁰²⁴ Une expérience qui intrigue et surprend les clients, le journaliste Andy Millet a notamment tenté l’expérience *“(…) La mise en bouche arrive. La texture est fondante. Je reconnais quelques ingrédients mais difficile de deviner quand on ne voit rien ! Pour ma première boisson surprise, je confonds la poire avec de la pomme. J’attaque l’entrée. Je profite d’un autre verre. Par maladresse, j’en renverse un peu. (...) Une vraie galère, qui nous amuse. À la fin du repas, je suis plus à l’aise. Je suis plus attentif à la voix de Céline et à notre conversation. J’essaie d’imaginer la taille des autres clients, les traits de leur visage. Quand je découvre mes plats en photos, les bras m’en tombent. Je n’avais rien deviné et Céline croyait avoir mangé du porc. C’était... du bœuf.”*⁹⁰⁵

Enfin, en 2018, Toulouse a inauguré L’Oreille Cassée, un restaurant qui permet d’apprendre la langue des signes tout en proposant des activités inclusives telles que des débats, des spectacles et des expositions⁹⁰⁶. Ces initiatives locales sont la preuve d’un engagement citoyen grandissant en faveur de l’inclusion des personnes en situation de handicap dans la vie sociale et professionnelle.

Il est étonnant de voir que ces dernières interventions inclusives ont lieu autour du repas, par essence espace temps de partage et condition même de la vie sur un territoire (2A).

Au-delà des aspects professionnels, l’insertion du public en situation de handicap se fait en majeure partie au travers de leur implication directe dans les projets sociétaux.

4 - Permettre aux personnes porteuses de handicap d’apporter leur contribution à la société

● Handicap et droits : donner aux personnes concernées un rôle d’actrice et acteur dans la société

Le bénévolat et le Service Civique s’étendent aux personnes en situation de handicap, offrant ainsi du sens à leur quotidien et une opportunité de redécouvrir les territoires. Selon une tutrice de bénévoles en situation de handicap de la Fondation Office Chrétien des personnes Handicapées (OCH), *“les bénéficiaires sont multiples de part et d’autre : les jeunes handicapés, créent des liens, développent des compétences et s’insèrent ainsi dans la vie active”*⁹⁰⁷.

L’association “Nous aussi” accueille également des personnes en situation de handicap en Service Civique⁹⁰⁸. Elle accueillait en 2016 Kevin, un jeune homme de 24 ans en situation de handicap, volontaire sur les territoires de Saint-Nazaire et de Nantes, en compagnie d’autres bénévoles. Il a été très satisfait de son expérience qu’il conseille à tout porteur de handicap *“ça peut les aider à se mobiliser, à se socialiser en découvrant plus de monde, tout en aidant à sensibiliser les gens au monde du handicap”*.



Les personnes en situation de handicap s’engagent pour leur territoire



Droit pluriel, association en faveur de l’accès au droit pour tous

Afin qu’aucune personne en situation de handicap ne soit victime de discrimination lorsque des professionnels du droit au handicap doivent connaître et faire valoir leurs droits, l’association Droit pluriel (labellisée Bleu Blanc Zèbre) a lancé en 2021 une malette

pédagogique. Elle est constituée d'un guide pratique, d'un manuel de formation et de trois courts métrages. Ce projet a été mené à partir d'un état des lieux des rapports entre professionnels du droit et handicap, accompagné par le Défenseur des droits⁹⁰⁹.

● **Une tradition d'accueil et d'intégration pour les personnes atteintes de maladie mentale**

La commune d'Ainay-le-Château, située dans l'Allier en région Auvergne-Rhône-Alpes, a une tradition unique en France⁹¹⁰. Depuis plus d'un siècle, ce village accueille des personnes atteintes de maladie mentale, représentant actuellement 330 personnes sur une population de 1 000 habitants. Cette tradition est si ancrée que les habitants n'ont plus peur des malades mentaux comme Manuel, qui témoigne : *“Je vis dans un village où les malades mentaux ne font plus peur à personne depuis longtemps.”*

En plus de l'hébergement, ces personnes reçoivent une formation pour se remettre au travail, comme par exemple des ateliers de pliage de documents administratifs. Manuel témoigne de l'utilité de cette formation : *“Cela m'apprend à travailler. J'avais perdu l'habitude.”* Les personnes atteintes de maladie mentale sont accueillies comme pensionnaires chez certains habitants du village qui sont des familles d'accueil.

330 **personnes**
en situation de handicap
mental sur 1 000 habitants
pour un village transformé,
et un chemin de vie partagé
par tous.

Cette initiative permet à ces personnes de faire pleinement partie de la société, tout en permettant aux habitants du village de les accueillir et de les intégrer dans la vie quotidienne et professionnelle.

● **Améliorer l'accessibilité des personnes en situation de handicap pour garantir leur liberté**

Il est primordial que le territoire soit accessible à tous et toutes, incluant les personnes à mobilité réduite, tant au niveau des infrastructures et des structures publiques que dans d'autres domaines. Toutefois, il est encore nécessaire d'améliorer l'accessibilité des structures publiques pour répondre aux besoins de tous les publics. Des efforts sont en cours pour améliorer l'aménagement public et garantir une accessibilité optimale.

Une étude de diagnostic urbain a désigné la commune de Villeneuve d'Ascq, dans le Nord Pas de Calais, comme un exemple positif de ville qui possède des infrastructures, des routes et des moyens de transport favorables à la mobilité des personnes en situation de handicap physique⁹¹¹.

Cette commune est devenue un grand laboratoire de recherches positionnant l'accessibilité réglementaire comme axe d'observations et d'analyse. C'est grâce à l'utilisation des Systèmes d'Information Géographique (SIG) - qui permettent d'identifier les points d'obstacles constituant des ruptures de mobilité et d'utilisation des services publics - que son modèle peut-être répété et augmenté. Les premiers résultats des investigations révèlent des problèmes d'accessibilité dans l'espace urbain, avec une chaîne d'accessibilité fragmentée entre les infrastructures de mobilité et les structures d'hébergement. Les données SIG mettent en évidence des incohérences dans les aménagements, avec des logements collectifs accessibles dans des zones où la voirie est défectueuse. Malgré une bonne accessibilité globale, la politique d'accessibilité est réactive et fragmentée.

C'est tout un modèle de ville qui peut et doit s'organiser autour d'aménagements adaptés pour chacune et chacun. Des actions localisées sont également développées. Garage Bertrand, société d'aménagement de véhicule pour personnes à mobilités réduites, s'est installé à Rennes⁹¹². Son objectif est de préserver la liberté de mobilité de toutes et tous. Pour cela, elle fournit des véhicules adaptés, des services d'aide à la conduite, de transfert

de personnes, de Transport pour Personnes à Mobilité Réduite (TPMR) et l'aménagement des véhicules spéciaux.



Franchiser Garage Bertrand, la société d'aménagement de véhicules pour personnes à mobilité réduite, sur les territoires.

- **Développer les structures et services adaptés pour répondre aux besoins des personnes en situation de handicap**

Face aux lacunes en termes de structures et services adaptés aux personnes en situation de handicap, des dispositifs innovants sont développés au sein des territoires.

Un groupe de parents d'enfants porteurs de handicap ont décidé ensemble de réaliser leur rêve et de créer une maison individuelle au sein d'un collectif avec un jardin partagé dédié au bien-être d'enfants en situation de handicap, afin de les rendre autonomes et qu'ils et elles puissent avoir leur propre logement. La coopérative Gwitibunan - qui signifie "tous ensemble" en breton - située à Pommeret (département des Côtes-d'Armor, en Bretagne) est ouverte à tout enfant porteur de handicap et en recherche de liens sociaux⁹¹³. C'est un lieu de vie encadré par un accompagnement professionnel individualisé permettant une adaptation aux pathologies de chaque enfant et rendant possible une vie en communauté solidaire et inclusive.

- **Rendre la culture et les loisirs accessibles aux personnes en situation de handicap**

Des organismes favorisent la diversité culturelle et l'accessibilité à tout public sur les territoires. "Ciné-ma différence" accompagne les salles de spectacle pour rendre la culture accessible à des personnes autistes, polyhandicapées, avec un handicap mental, des troubles psychiques, une maladie d'Alzheimer⁹¹⁴. C'est en partenariat avec cette société et Coordination Handicap Normandie, que Rouen développe le Ciné Relax et instaure des séances destinées à un public

comportant des troubles et qui sont adaptées à leurs contraintes⁹¹⁵.

L'accessibilité territoriale en termes de loisirs voit également son expansion sur les territoires. D'après Ouest France, en 2012, la plage de Porsman a mis en place des aménagements pour les personnes en situation de handicap, incluant un fauteuil roulant de plage, un tapis d'accès, une place de parking réservée et un fil d'Ariane pour aider les personnes malvoyantes à se déplacer en sécurité sur une portion du chemin côtier. Une balise sonore alimentée par panneau solaire a également été installée pour améliorer l'accessibilité de la plage.



Tourisme et Handicap et Destination pour tous sont des labels et trophées qui incitent les territoires à être plus inclusifs.

Un des objectifs de la commune était d'obtenir un label Tourisme et Handicap. Des labels et trophées se développent et incitent les territoires à être plus inclusifs. Tourisme et Handicap dévoile les villes labellisées Destinations Pour Tous (DPT) : Amiens a été désignée comme "ville idéale" et Dunkerque a reçu le label niveau Or en 2021, suivi de Toulouse en 2022⁹¹⁷. Puis, pour le trophée Tourisme Accessible de 2021, dans la catégorie "Hébergement", le lauréat est l'auberge de jeunesse de Rochefort en Nouvelle Aquitaine⁹¹⁸. Dans la catégorie "Offices de tourisme", le lauréat est "Destination les sables d'Olonne au Pays de la Loire. Dans la catégorie "Loisirs", le lauréat est "Aerocom Montgolfières" en Centre Val de Loire...

De plus en plus de territoires s'engagent à être plus inclusifs en matière de tourisme et d'accessibilité, comme en témoignent ces initiatives. Cependant, l'inclusion des minorités comme celles de genres reste un défi à relever pour de nombreux territoires.

5 - S'engager pour l'inclusion des genres au sein des territoires

En cohérence avec le fond du propos, cette sous-partie qui porte sur l'inclusion des genres sur les territoires est rédigée en écriture inclusive.

● Élargissement des territoires inclusifs : la promotion de l'inclusion des genres en milieu rural

En Février 2022, la ministre déléguée chargée de l'Égalité entre les femmes et les hommes, Élisabeth Moreno et le secrétaire d'État chargé de la Cohésion des territoires, Joël Giraud se sont rendus en Loiret pour évoquer et étudier les difficultés d'inclusion des genres en territoires ruraux⁹¹⁹. Un doublement des moyens financiers est mis en place pour ces territoires où la sexualité et le genre sont parfois encore tabou et où les associations manquent cruellement.



Marche des fiertés en milieu rural

Afin de promouvoir l'inclusion dans la vie rurale, l'association STOP Homophobie organise en 2022 une marche des fiertés dans le milieu rural de Chenevelles en Nouvelle Aquitaine dans le but de donner à la communauté LGBTQIA+ plus de visibilité sur ces territoires⁹²⁰.

● Épanouissement de chacun selon son genre : vers des territoires égalitaires et inclusifs

De nombreuses actions pour l'égalité femmes-hommes sont développées par les Collectivités Territoriales. Rennes adopte en 2013 un plan d'action pour l'égalité entre les femmes et les hommes en intégrant notamment cette dimension dans tous les engagements de la collectivité⁹²¹.

66

Les "territoires féministes" sont plus heureux, d'après Oxfam.

La Fédération Nationale des Collectivités pour la Culture (FNCC) met en avant d'autres territoires : du 26 février au 9 avril 2022, la ville de Port-de-Bouc, dans les Bouches-du-Rhône, s'engage aux côtés des femmes pour "conquérir l'espace public"⁹²². En parallèle, le Conseil de territoire du Pays de Martigues renforce aussi cet engagement en proposant une programmation du 4 au 30 mars, pour les droits des femmes et contre toute forme de discriminations. On y trouve notamment une votation citoyenne afin de sensibiliser les habitant-es à la question des droits des femmes et recueillir leurs idées dans l'urne et un débat "Femmes-hommes, on en est où ?".

Quant au Havre, cette ville féminise son territoire, c'est-à-dire qu'elle aménage ses espaces de façon inclusive, notamment au niveau de la sécurité⁹²³. Le parc Massillon est ainsi pensé pour les femmes en prenant en compte les cheminement piétons, le positionnement et la nature des équipements, par exemple : quelle intensité d'éclairage d'un lampadaire, combien en placer, ou les implanter...? pour éviter les recoins sombres.



Territoires féministes

Le rapport d'Oxfam de 2023 préconise le développement des actions en faveur de l'égalité femmes-hommes sur les territoires pour une société plus inclusive. Les territoires féministes sont des lieux où les politiques publiques sont conçues pour réduire les inégalités de genre et pour améliorer la vie des femmes. Des initiatives innovantes ont émergé en France, telles que la

budgetisation sensible au genre et les éga-conditionnalités, qui visent à garantir que les femmes bénéficient des mêmes avantages que les hommes dans les politiques publiques. Des villes comme Lyon et Nantes sont des exemples de pionniers dans ce domaine. Les progrès dans les fonctions électives ont permis une plus grande féminisation des exécutifs locaux, mais il reste encore du travail à faire pour amener l'égalité des sexes à tous les niveaux du pouvoir local. Les résultats montrent que ces territoires féministes ont un impact positif sur la vie des femmes, mais également sur celle des hommes, en créant une société plus inclusive, équitable et pacifique pour tous·tes⁹²⁴.



Instaurer au niveau communal une budgetisation sensible au genre, à l'image de Genève qui a fait construire un terrain de cricket afin de permettre aux jeunes femmes afghanes réfugiées politiques de trouver une place dans la communauté.

● **Des actions concrètes pour favoriser l'égalité des genres dans l'espace public**

Face à la triste réalité selon laquelle les femmes et les minorités de genre sont sous-représentées dans l'espace public, l'égalité des genres devient le cœur du projet de Grenoble en commun⁹²⁵. La ville travaille avec des Maisons des Habitant·es (MHD) pour faire émerger une parole féminine dans les quartiers et une réappropriation de l'espace public, ainsi que pour mener des actions de sensibilisation et de déconstruction des stéréotypes. Grenoble Alpes Métropole développe également de nombreuses actions et formations pour faciliter l'employabilité et le recrutement des femmes et minorités de genre.

De plus, des créneaux spécifiques liés aux activités sportives sont aménagés, les agents publics reçoivent des formations spécifiques adaptées, notamment pour faciliter la mise

à l'abri des personnes victimes de violences sexistes et sexuelles. Un projet innovant consiste à créer un système d'alerte dans l'application "Pass Mobilités" et former les contrôleurs à l'interpellation des actes sexistes pour "dévirliser la ville"⁹²⁶.



Former les contrôleurs à l'interpellation des actes sexistes pour "dévirliser la ville", comme à Grenoble.

«La rue est à nous» est un projet mis en place à Aix-en-Provence en 2021 et actuellement mené à Marseille en partenariat avec le Centre d'Information sur les Droits des Femmes et des Familles (CIDFF) Phocéén⁹²⁷. Il vise à promouvoir l'inclusivité et la sécurité des femmes dans l'espace public en organisant des marches exploratoires et des ateliers dans des quartiers prioritaires de la ville. Les marches exploratoires sont en général dédiées aux femmes d'un même quartier et ont pour objectif d'analyser leur sentiment d'insécurité dans l'espace public en tant que femmes. Les participantes ont l'opportunité de partager leurs expériences, d'identifier les problèmes tels que les dysfonctionnements urbains, les incivilités, les mauvaises signalisations et le manque de mixité. Ces marches permettent également de collectivement imaginer des solutions pour améliorer le quotidien des femmes dans leur quartier. Après les marches exploratoires, des médiations publiques sont organisées en présence d'élus et d'acteurs locaux. Cela permet de rendre compte des observations de terrain et de mettre en évidence les enjeux liés au genre dans les politiques publiques. L'objectif est de sensibiliser les décideurs et de les encourager à prendre en considération les besoins et les préoccupations des femmes dans la planification urbaine et la gestion de l'espace public.



Penser la ville aussi pour les femmes en y associant les hommes, inspiré de l'initiative La rue est à nous.

Et pourquoi l'embellissement et la sécurisation des villes ne serait qu'une affaire de femme ? L'association Ni Putes, Ni Soumises a réalisé une expérience en décidant d'intégrer la gente masculine⁹²⁸. L'association a proposé à un acteur de se transformer en femme et de filmer son expérience dans les rues de Paris. L'objectif de cette initiative était de démontrer l'ampleur du harcèlement de rue en confrontant l'acteur à des situations de harcèlement et de comportements irrespectueux. Ses retours ont souligné le sentiment de déstabilisation constant d'être regardé et jugé en tant que femme. Il a également exprimé sa crainte d'être perçu comme un objet et d'être confronté à des comportements inappropriés de la part des hommes alors que pendant une soirée filmée des commentaires tels que *"La frange on dirait un film porno !"* ou encore *"Ah suis excité là !"* sont exprimés par des hommes à son encontre, appuyant le sentiment d'objectivation et d'insécurité. Cette expérience met en évidence les problèmes auxquels les femmes sont confrontées au quotidien dans l'espace public, soulignant ainsi l'importance de projets tels que «La rue est à nous» qui visent à rendre les espaces publics plus sûrs et inclusifs pour les femmes et minorités de genres.



Collage "la rue est à nous" dans la ville de Lyon

- Une éducation axée sur l'inclusion pour façonner une société plus juste

L'Université de Lorraine est l'un des premiers établissements à signer la charte d'engagement LGBTQIA+ de l'association l'Autre Cercle, qui promeut l'inclusion des personnes LGBTQIA+ dans

le monde du travail et de l'éducation⁹²⁹.

En Octobre 2022, six établissements se sont engagés à l'Université de Montpellier à promouvoir un environnement bienveillant pour les personnes lesbiennes, gay, bisexuelles ou transgenres, qu'ils soient personnels ou étudiant·es. La signature de cette Charte permet de mettre en avant les actions structurantes et impactantes menées par l'établissement, comme la réalisation d'un guide spécifique pour les étudiant·es LGBTQIA+, le brandissement d'un drapeau LGBTQIA+ devant l'Université ou la participation de l'Université à la marche des fiertés de Metz et Nancy.

- Des outils pour se mobiliser pour l'inclusion des genres

L'inclusion des genres est un enjeu qui se doit d'être abordé à la fois au niveau national et territorial. Pour cela, les associations d'entraide et d'information constituent des réseaux locaux essentiels pour promouvoir la diversité et l'égalité des genres.



Outils de cartographie favorisant l'inclusion des genres

Divers outils de cartographie ont été créés afin de promouvoir la visibilité des associations féministes, LGBTQIA+ et de favoriser l'inclusion des genres. Parmi ces initiatives, on peut citer la carte des associations féministes développée par le collectif Women who do stuff⁹³⁰, la carte du Paris féministe proposée par NEON⁹³¹, ainsi que la carte des ressources féministes et LGBTQIA+ réalisée par UMAP⁹³². Ces cartes sont des ressources précieuses qui permettent de localiser et d'accéder facilement à des espaces, des services et des événements qui soutiennent les luttes pour l'égalité des genres, l'inclusion et la diversité. Elles peuvent ainsi être très utiles pour les associations, les collectifs et les citoyen·nes engagé·es qui souhaitent connaître les ressources existantes sur leur territoire. Cela permet également de mettre en lumière les disparités et

les lacunes en matière d'inclusion des genres, ce qui peut aider les autorités locales à identifier les domaines dans lesquels des actions doivent être entreprises.

L'inclusion des genres est un enjeu essentiel pour les territoires et pour la société en général. Il ne s'agit pas seulement d'une question de défense et de protection des personnes, mais également d'espoir et d'enchantement. L'étude de La Fabrique Spinoza "Propositions pour une société plus heureuse via un rééquilibrage des relations femmes-hommes" a notamment produit un portrait de l'homme égalitaire et heureux, un homme qui bénéficie lui aussi de l'inclusion des genres. L'inclusion est au service de tous·tes.

Une autre étude menée par La Fabrique Spinoza sur les violences faites aux femmes "Violences conjugales et sexuelles : un enjeu de santé publique" a également mis en lumière l'importance de la mise en place de protocoles et d'outils pour le dépistage et l'accompagnement des victimes de violences, notamment au sein des cabinets médicaux. Toutefois, la simple existence de ces protocoles

ne suffit pas à garantir leur efficacité. En effet, ces outils doivent être largement diffusés et utilisés au niveau local pour avoir un impact concret sur les personnes concernées. Ainsi, c'est au niveau territorial que se déroule la véritable lutte pour l'inclusion du genre et la prévention des violences sexistes et sexuelles.

Il est donc crucial de sensibiliser les professionnel·les de santé, les travailleur·ses sociaux·ales, les associations locales et les habitant·es des territoires aux problématiques de l'inclusion du genre. Les gouvernements doivent également soutenir les initiatives locales et fournir les ressources nécessaires pour assurer une prise en charge efficace des victimes de violences. En favorisant la collaboration entre les différents acteur·ices locaux·ales, il est possible de mettre en place des actions concrètes et adaptées aux besoins spécifiques de chaque territoire. L'inclusion territoriale ne doit pas être considérée comme une finalité, mais plutôt comme un processus en constante évolution qui nécessite l'engagement continu de tous·tes les acteur·rices locaux·ales. En promouvant l'inclusion territoriale, il est possible de contribuer à une société plus équitable et solidaire pour tous·tes.

conclusion et propositions

En conclusion, la volonté d'être acteur·rice de son territoire en cultivant la convivialité, l'engagement et l'inclusion permet d'établir les fondements d'un bonheur personnel épanoui qui se propage et se partage ensuite avec l'ensemble de la communauté. En favorisant les interactions sociales et en créant des espaces propices aux échanges et aux partages, la communauté crée un tissu social solide et chaleureux. De plus, en soutenant des initiatives territoriales inclusives qui favorisent la solidarité et l'implication de tous et toutes, chaque individu peut trouver sa place et contribuer à un avenir meilleur pour chacun et chacune. Cette approche renforce les liens sociaux, nourrit le sentiment d'appartenance à une communauté dynamique et génère un bonheur collectif qui se répercute positivement sur l'ensemble du territoire. Ainsi, en investissant dans la communauté et en favorisant le bien-être de tous et toutes, les individus créent un cercle vertueux où le bonheur personnel et le bonheur partagé s'entremêlent pour façonner des sociétés équilibrées, épanouissantes et résilientes. Afin d'embellir, développer, répliquer et démocratiser ces pratiques vertueuses, voici quelques préconisations sociétales pensées par La Fabrique Spinoza :

LIEN ET CONVIVIALITÉ :

- *Systématiser les initiatives participatives "Mon centre ville a un incroyable commerce" dans les villes désertées ;*
- *Hybrider les tiers-lieux émergents en particulier en ruralité pour garantir le flux de population et la viabilité économique ;*
- *Tisser des alliances Etat-commerces de coeur pour quelques commerces à préserver : boulanger, coiffeur, café, école de conduite, afin de maintenir leur implantation ;*
- *Capitaliser sur le terroir, le folklore et la culture locale pour tout projet citoyen, afin de tirer parti de la force naturelle du territoire, à l'image des "géants du carnaval de Dunkerque" ;*
- *Soutenir les initiatives ayant pour objet principal de développer le lien et la fraternité de type la République des Hyper Voisins, la fête des voisins, le Kawaa, etc.*

ENGAGEMENT :

- *Récompenser et reconnaître le bénévolat sur chaque territoire, financièrement et numériquement, via des crédits d'impôts, et des badges numériques ;*
- *Créer un dispositif spécifique de l'engagement des seniors s'appuyant sur une évaluation "appréciative" de leurs compétences ;*
- *Instaurer un SNUT, un Service National Universel Territorial, où l'engagement se fait sur son territoire ;*
- *Développer les financements participatifs tripartites de projets territoriaux (citoyens, collectivité, privé) à l'image de Collecticity ;*
- *Inciter financièrement les collectivités à unir leurs écosystèmes de l'engagement via soit une labellisation de type BBZ ; soit la mise en place d'un Pôle Territorial de Coopération Associatif.*

INCLUSION :

- *Promouvoir les territoires féministes et inclusifs pour toutes les minorités, où chaque individu se sent concerné, en sensibilisant à leurs bienfaits collectifs ;*
- *Développer les marches exploratoires accessibles à toutes et tous pour développer l'appropriation du territoire, c'est-à-dire garantir une meilleure sécurité, mieux le connaître, favoriser le partage, la fierté, et le sentiment d'appartenance ;*
- *Promouvoir la collectivité amie des enfants de l'UNICEF, où les collectivités s'engagent dans cinq domaines : le bien-être, la non-discrimination et l'égalité, l'éducation, la participation et la sensibilisation aux droits de l'enfant ;*
- *Unir autour des questions de discrimination sur son territoire en déployant des jeux-débats tels l'initiative Prejudix 400mg de prise de conscience de ses préjugés.*

☑ **Partenaire officiel**



LE CONSEIL

LE DÉPARTEMENT

DÉPARTEMENTAL DU VAR

Présentation du territoire

Littoral paradisiaque, paysages sublimes, terroir à nul autre pareil, patrimoine d'exception, offre culturelle éclectique, réussites économiques, attractivité touristique inégalée, filières agricoles d'excellence... Le Var, département unique et aux multiples facettes où vivent 1,076 million de personnes. Pour les accompagner, le Département agit : action sociale, infrastructures routières et communication, environnement, collèges, culture, tourisme, sport et jeunesse...

La philosophie du Var sur le territoire et les agents heureux

Le bien vivre ensemble est une priorité. Le Département, à travers ses compétences, investit sur tout le territoire pour offrir une égale qualité des services publics.

Un Département qui œuvre à l'épanouissement de ses agents

- **Des familles qui s'installent dans le Var comme projet de vie, puis viennent travailler au Département.** Quoi de plus merveilleux : vivre où l'on passe ses vacances et exercer un métier qui a du sens !
- **L'écoute des agents, miroir de l'attention aux publics.** Travailler ensemble et dialoguer sur les processus de production : l'organisation du travail préserve le sens de l'action publique et favorise l'indispensable écoute des usagers quant aux conditions de réalisation des services que la collectivité assure.
- **L'engagement en faveur du développement durable du Département nourrit les agents.** La politique "Naturellement Var" porte le développement durable au cœur des politiques départementales, en partenariat avec les acteurs du territoire.
 - **Un sens de l'intérêt général, nourri par le territoire.** Ici, l'attractivité du territoire s'associe au sens de l'action publique. Préserver l'environnement et ceux qui y vivent devient le fil conducteur de l'action de chacun.
- **"Avançons ensemble", une démarche de transformation ambitieuse.** Faire de nos 500 managers une communauté agile, solidaire, capable de porter les challenges managériaux pour une meilleure qualité de service public et un engagement fort de chaque collaborateur grâce à une bonne qualité de vie au travail.



Le Var, un territoire heureux, attentif au bien vivre ensemble

Les approches et atouts du Var en faveur des territoires heureux

● ENVIRONNEMENT

Paysage et nature, socles du territoire

Le Var présente une mosaïque de paysages où la forêt imprime sa marque en couvrant les 2/3 du territoire. Les maisons de la nature et espaces naturels sensibles, sanctuaires environnementaux, offrent des sites aménagés où se connecter avec la nature.

● LIEN ET VIE CULTURELLE

Soutien aux associations et dynamisation des traditions pour des liens entre tous

Une politique culturelle basée sur l'accessibilité et le rayonnement des territoires. Les traditions varoises sont le reflet de son histoire, de ses coutumes et de sa culture. À travers les actions menées et soutenues par le Département, les varois développent leur fierté territoriale.

● APPARTENANCE

Des commémorations historiques pour une appartenance partagée

En 2024, pour le 80e anniversaire du débarquement des Alliés en Provence, Var 1944 - Les Routes Varoises de la Liberté mettra en lumière des lieux varois emblématiques, l'hommage aux soldats, femmes et hommes qui ont libéré la France et la poursuite du travail de mémoire.

● PROJET DE VIE

Bienvenue à ceux qui (re)viennent dans le Var Pour le bien vivre de tous, le Département est le 1er partenaire financier et technique des communes. 48 M€ sont mobilisés annuellement pour moderniser les équipements publics et soutenir l'attractivité.

● MOBILITÉ

La mobilité dans toutes ses dimensions

2 900 km de réseau routier maillent le territoire, renforcés par 2 itinéraires cyclables majeurs. Des kilomètres de voies en faveur des modes de déplacements doux pour une pratique touristique, sportive ou quotidienne.

Une mobilité 2.0 également avec l'arrivée du très haut débit, grâce à la mobilisation du Département en faveur d'une connectivité à 100% d'ici à fin 2024.

● TRADITIONS ET AGRICULTURE

Le Var, territoire nourricier : agriculture, et terroir

Le Var est riche de filières agricoles d'excellences, vins, huiles, fruits et légumes, miels, fromages et viandes produits localement avec des savoir-faire ancestraux.

"Naturellement Var" vise à promouvoir une alimentation locale, de qualité, respectueuse des ressources et porteuse d'identité forte, en

réponse à tous en matière de qualité alimentaire, de circuits courts, de liens sociaux et d'aménagement raisonné du territoire. Prenez place à "la table du Var".

● SANTÉ

Un travail constant pour l'accessibilité des populations

Protéger les plus fragiles, les soutenir et les accompagner dans tous les moments de la vie sont les missions prioritaires du Département, dans le domaine de la santé et plus globalement des solidarités.



© Nicolas Lacroix / Département du Var

Le Var quelques chiffres et faits marquants

1^{er} producteur national de fleurs coupées et feuillage

1^{ère} destination touristique après Paris

2^{ème} département de métropole en terme de richesses naturelles

D d'or pour la démarche de transformation managériale "Avançons ensemble"

4C

Être acteur de son territoire : la démocratie locale, courroie de transmission entre bonheur personnel et partagé ?

Face aux défis écologiques, économiques et sociaux touchant chaque territoire, l'implication des citoyens dans la conception et la mise en œuvre de stratégies territoriales de transition et de résilience est primordiale. La possibilité de participer aux décisions transformantes à l'échelle locale replace les citoyens en position d'acteurs. La participation se fait par le biais de différents outils, instances et dispositifs participatifs.

Dans quelle mesure la démocratie locale est-elle une courroie de transmission entre bonheur personnel et partagé ?

L'innovation démocratique et le passage de l'individuel au collectif sont des éléments clés du bonheur personnel et partagé sur les territoires. L'adhésion aux dispositifs de participation et leur efficacité est un enjeu permanent, quel que soit le type de territoire (4C3). Afin de favoriser la participation citoyenne sur le territoire, il est nécessaire que le cadre des échanges soit propice à l'intelligence collective et que les citoyens présents soient représentatifs des habitants locaux tout en étant formés et outillés (4C2). La participation aux décisions politiques locales est une façon de dessiner des territoires et modes de vie heureux (4C1).

4C1 | Dessiner des territoires et modes de vie heureux

La participation citoyenne pourrait conduire au bonheur lorsqu'elle suscite une identification au groupe d'acteurs dessinant collectivement des politiques territoriales. L'opportunité de décider en commun favoriserait d'ailleurs une meilleure santé (2). Cela est rendu possible grâce à des dispositifs de participation plus descendants que le vote. Cette dynamique permet aux habitants de faire entendre leur voix tout en renforçant leur pouvoir d'agir. Ainsi, lorsque la participation citoyenne est active et s'effectue dans des conditions collaboratives et transparentes, la démocratie locale s'en trouve revitalisée (1).

1 - L'importance de la participation citoyenne

● Faire entendre sa voix pour un impact politique local

“Favoriser l'implication directe du plus grand nombre de citoyens concernés dans le gouvernement des affaires publiques”, tel est le rôle de la démocratie participative (Sciences Po Ecole Urbaine, 2019)⁹³⁵. La désaffection des citoyens vis-à-vis de la politique s'accroît en France depuis 30 ans. De nombreux phénomènes sont en cause : défiance à l'égard des politiques, sentiment d'être mal représenté, etc. (Le Monde, 2022)⁹³⁶. Le baromètre de la confiance



Faire entendre la voix du plus grand nombre, tel est l'objet de la participation citoyenne
© Associathèque.fr

politique (Science Po CEVIPOF & OpinionWay, 2022)⁹³⁷ révèle que 70% des répondants estiment que le système politique fonctionnerait mieux si les citoyens étaient associés de manière directe aux grandes décisions politiques. Pour inscrire une culture de l'engagement citoyen dans la durée, il est nécessaire que la population perçoive la relation entre sa participation et l'impact au niveau local.

70% des répondants estiment que le système politique fonctionnerait mieux si les citoyens étaient associés de manière directe aux grandes décisions politiques.

● **Renforcer son pouvoir d'agir à l'échelle de son territoire**

La démocratie participative peut être consultative - les citoyens interviennent en amont de la prise de décision pour éclairer les élus - ou décisionnelle - les citoyens sont en capacité de décider eux-mêmes de projets (Sciences Po Ecole Urbaine, 2019). Afin de déployer cette démocratie participative au niveau local, de nombreux dispositifs locaux de participation citoyenne sont déployés. Il existe des dispositifs permanents et temporaires (Sénat, 2022)⁹³⁸. Ils encouragent une prise de décision commune en faveur de l'intérêt général. Cette décentralisation du pouvoir renforce ainsi la capacité d'agir des citoyens, au-delà du simple vote. La légitimité des élus est également réaffirmée (Le Monde, 2022).



Formes de participation citoyenne

L'information : vise un objectif de clarté et de pédagogie

- information de proximité (affichage, distribution de documents) ;
- temps d'information commentée (ateliers, exposition commentée) ;
- temps d'information et de dialogue sur un projet dans le cadre d'une réunion publique ;
- temps d'information comme étape préalable et incontournable d'une démarche plus globale de participation citoyenne.

La consultation : recueillir la parole des citoyens pour éclairer la décision des élus et enrichir le projet initial.

La concertation : favoriser l'échange et la confrontation de points de vue pour éclairer la décision.

La co-construction : élaborer avec les citoyens un projet partagé.

L'emploi d'une de ces formes de participation citoyenne dépend du contexte, des contraintes et des moyens mobilisables. Plusieurs d'entre elles peuvent coexister au sein d'une même démarche.

● **Revitaliser la démocratie territoriale**

La participation citoyenne est un levier qui se révèle essentiel à la vie démocratique. Dans sa tribune pour Le Monde (2022)⁹³⁹, le politologue

et professeur de science politique Loïc Blondiaux estime que les dispositifs participatifs constituent un moyen de “*se rapprocher d’un modèle de démocratie plus inclusive et plus délibérative, dans laquelle les citoyens auraient la possibilité d’être mieux associés au pouvoir de décision.*” Le Conseil de l’Europe appuie d’ailleurs cette perspective en indiquant qu’il “*ne peut y avoir de société véritablement démocratique sans une participation active et responsable des citoyens, sans des collectivités locales fortes, efficaces et transparentes et sans une gouvernance locale de qualité.*”⁹⁴⁰



Le DémoMètre, évaluer et renforcer la vitalité démocratique des territoires

Lancé en 2022, le DémoMètre est un outil digital d’évaluation de la qualité démocratique (budget participatif, assemblées citoyennes, jurys citoyens, interpellations, conseils de quartier, référendums, pétitions, consultations). La démocratie est mesurée dans toutes ses dimensions : représentation, transparence, participation, coopération. L’enjeu de ce référentiel est de renforcer la démocratie, de restaurer la confiance, d’empêcher le civic-washing et d’apprendre ensemble. L’objectif est de susciter le dialogue à l’échelle locale (entre habitants, élus, agents de collectivités locales et experts) et d’améliorer les pratiques. Les cinq territoires pilotes en France sont : Gennevilliers, Bagneux, Rennes, Mulhouse et la communauté d’agglomération du Pays Basque⁹⁴¹. En 2023, l’objectif est que 500 territoires puissent utiliser cet outil en France et à l’international.

2 - Le bonheur de participer aux prises de décisions politiques de son territoire

- S’identifier à un groupe sur son territoire de vie rend heureux

Au cours des démarches de participation citoyenne, les individus qui partagent un même

territoire de vie se réunissent autour d’un projet. Lorsqu’ils partagent des objectifs communs, cela favorise indirectement leur bonheur. C’est ce que révèle une étude publiée dans le journal scientifique *Psychology & Health* (Gleibs, Haslam, Haslam & Jones, 2011)⁹⁴². D’après les résultats, lorsque les individus se réunissent autour d’une mission commune, cela augmente le soutien social perçu, ce qui renforce l’identification au groupe. Cette identification au groupe est un facteur qui améliore la qualité de vie. Ainsi, si les élus et citoyens se réunissent en ayant une même visée, ils vont mutuellement se sentir soutenus, percevoir qu’ils font partie d’une même équipe et de surcroît, être dans de meilleures dispositions lors des séances d’échanges. Cette entente mutuelle profite à chacun et ne peut que favoriser des échanges d’autant plus productifs.



Partager un objectif commun et se sentir appartenir au même groupe rend heureux

L’activation d’une identité sociale au cours d’une démarche de participation citoyenne - par exemple se catégoriser en tant que membre d’un conseil de quartier - permet de satisfaire les quatre besoins psychologiques fondamentaux. Il s’agit du besoin d’appartenance, du besoin d’estime de soi, du besoin de contrôle et du besoin de sens. La satisfaction de ces besoins améliore le bien-être. Ces résultats sont étayés par une revue de littérature publiée dans le journal scientifique *European Journal of Social Psychology* (Greenaway, Cruwys, Haslam & Jette, 2015)⁹⁴³. Il y a tout intérêt à ce que l’identité sociale activée soit commune avec celle des élus - par exemple, l’identité sociale d’acteurs de son territoire - afin d’éviter tout mécanisme de rivalité et de favoriser au contraire la

perception d'un groupe commun, tourné vers des objectifs communs.

D'après les résultats présentés par cette revue de littérature, nous pouvons émettre l'hypothèse que participer pour la première fois à une démarche de participation citoyenne peut également favoriser le bien-être individuel. En effet, il est indiqué que le gain d'une identité sociale augmente la satisfaction des besoins fondamentaux, eux-mêmes impliqués dans le bien-être.

L'identité sociale



La théorie de l'identité sociale (Tajfel & Turner, 1986)⁹⁴⁴ suggère que les individus font l'expérience d'une identité collective basée sur leur appartenance à un groupe (équipe sportive, religion, nationalité, profession, orientation sexuelle, groupe ethnique, genre, etc.). Cela renvoie au fait de s'identifier à un groupe et d'intégrer cette appartenance groupale à la définition de soi. L'identité sociale conduit les individus à se catégoriser ("nous") et à catégoriser d'autres groupes ("eux"). Les individus possèdent plusieurs identités sociales, et la saillance de chacune dépend du contexte.

A la lumière de ces recherches, nous pouvons en déduire qu'un bonheur partagé peut émaner des processus collaboratifs intrinsèques à une participation citoyenne fonctionnelle : se réunir autour d'un objectif commun et se percevoir

comme une entité commune. Le fait de décider en commun pourrait aller jusqu'à favoriser une meilleure santé.

● Décider en commun à l'échelle locale pour être en meilleure santé

La cohésion sociale et la démocratie locale peuvent influencer la santé. Elles contribuent à la santé par des voies complexes qui incluent le libre échange d'idées et de valeurs, la confiance et les avantages mutuels, le partage des ressources et le sentiment d'agir et d'être efficace au sein de sa communauté. Ce sont les conclusions d'une étude publiée dans le journal interdisciplinaire *Environmental Impact Assessment Review* (Browne & Leckey, 2022)⁹⁴⁵.



La démocratie participative impacte aussi positivement la santé au point que les individus participant au processus démocratique nécessitent moins de recours à leur médecin généraliste.

Pour bénéficier de ces processus vertueux, la participation citoyenne se doit d'être inclusive tout en offrant un cadre propice aux échanges et à l'intelligence collective. Des clés essentielles au bon déroulement de la participation citoyenne vont être présentées. Toutefois, il est important de garder en tête qu'il n'existe pas de recette miracle qui garantisse la réussite des démarches de participation au sein d'un territoire.

4C2 | Les clés de succès de la participation citoyenne sur les territoires

La question de la représentativité des décisions locales est centrale lorsqu'il s'agit de faire participer les habitants aux projets de la ville. Objectif ? Donner la voix à toutes les catégories d'habitants afin que les projets menés correspondent aux attentes du plus

grand nombre. Les élus ont ainsi tout intérêt à identifier les publics éloignés des démarches participatives et à déployer des solutions d'inclusion de leur voix (3). La démocratie locale n'est opérationnelle qu'à partir du moment où élus et citoyens sont prêts à s'écouter et

coopérer dans un climat transparent et de confiance (2). Cette participation citoyenne suppose la mobilisation d'élus et citoyens formés et outillés à cet effet (1).

1 - Être formé et outillé pour agir sur son territoire

● Déployer des dispositifs participatifs sur son territoire

Les territoires sont porteurs d'une diversité d'outils, d'instances et de dispositifs participatifs. Certains en déploient davantage que d'autres, à l'instar de la ville urbaine de Grenoble (Isère, 38) ou de la commune rurale de Sainte Soline (Deux-Sèvres, 79). Des organismes - comme l'Institut de la Concertation et Participation Citoyenne ou le Groupement d'Intérêt Scientifique (GIS) "Démocratie et participation" - répertorient différentes raisons et façons de déployer la démocratie participative à l'échelle locale.



Exemples de dispositifs de participation citoyenne...

...Permanents

● **Conseil de quartier** : lieu de participation au sein duquel les habitants peuvent faire remonter leurs attentes, donner leur avis et émettre des propositions sur toutes questions relatives à leur ville ou quartier (amélioration du cadre de vie, mise en place de nouveaux équipements publics...). Les conseils de quartier favorisent un contact direct et régulier avec les élus. Ils peuvent être créés dans les communes de 20 000 habitants et plus et sont obligatoires dans les villes de plus de 80 000 habitants (Vie publique, 2021)⁹⁴⁶. Les Conseils Citoyens sont des dispositifs obligatoires pouvant être complétés par des ateliers de projets sur des thématiques spécifiques. L'objectif est d'élaborer collectivement des préconisations sur une politique municipale et expérimenter un format clair avec une temporalité précise.

● **Conseil citoyen** : lieu de participation qui vise à favoriser l'expression des habitants les plus éloignés des processus traditionnels de participation, aux côtés des acteurs institutionnels. Il s'agit de prendre en compte leur expertise

d'usage dans le cadre de la politique de la ville. Ainsi, ils participent à la gouvernance des contrats de ville en étant partie prenante de la démarche contractuelle à toutes les étapes (élaboration, mise en œuvre, suivi et évaluation) et sur l'ensemble de ses volets, y compris en matière de renouvellement urbain (ANCT, 2021)⁹⁴⁷. Un conseil citoyen est mis en place dans chaque quartier prioritaire de la politique de la ville⁹⁴⁸.

● **Conseil municipal de jeunes (CMJ)** : lieu d'apprentissage de la citoyenneté permettant aux jeunes de 11 à 15 ans de participer activement à la vie de leur commune. Ils sont consultés sur les projets en cours et en lien avec la jeunesse. Les conseillers jeunes élus sont les représentants de tous les jeunes de la commune auprès de la municipalité. Ils consultent et tiennent compte des envies et des attentes de la jeunesse⁹⁴⁹.

● **Comité consultatif** : groupe d'habitants investis dans la vie locale et représentant la diversité des générations. Ils sont amenés à donner leur avis sur les projets municipaux. Ils ont trois missions. Premièrement, leur rôle est de participer à la construction de projets que l'équipe municipale s'est engagée à mettre en œuvre durant leur mandat en les examinant en amont du vote et en émettant un avis. Deuxièmement, ils doivent contribuer à la réflexion sur des enjeux locaux en prenant du recul sur des thématiques en lien avec les compétences du bloc local. Troisièmement, les membres d'un comité consultatif relaient et expliquent l'action municipale auprès des acteurs de terrain⁹⁵⁰.

...Temporaires

● **Jury citoyen** : dispositif de délibération qui associe une quinzaine ou vingtaine de citoyens, tirés au sort et diversifiés, à la discussion d'une politique ou à la prise de décision. Ils vont délibérer sur une question précise qui leur a été confiée par une assemblée législative, une collectivité territoriale ou une association. Ces citoyens sont consultés après avoir été informés et après avoir enquêté sur la question. Ils vont auditionner des experts qui ont des avis contradictoires, ils vont lire des rapports pour et contre, vont se confronter entre eux à propos de différentes positions. Le principe du contradictoire est central. A la fin, un rapport est rédigé. Cela dure 6 mois⁹⁵¹.

- **Consultation publique** : cela consiste à mettre à disposition des citoyens, par voie électronique, un projet de décision, accompagné d'une note de présentation (précisant notamment le contexte et les objectifs du projet)⁹⁵². Les consultations peuvent porter sur des décisions administratives ayant une incidence sur l'environnement (durée de 21 jours), ou se substituer à la consultation obligatoire d'une commission consultative (durée de 15 jours)⁹⁵³.

- **Assise jeunesse** : grande consultation à destination des jeunes entre 12 et 25 ans. L'objectif est de déterminer collectivement les fondements d'une politique jeunesse de la ville, puis les actions à déployer pour la réaliser.

- **Convention citoyenne** : procédure de participation qui suppose de la part des citoyens, tirés au sort, d'étudier la question et d'intervenir activement en rendant un avis. Quel que soit le thème abordé, les citoyens ne disposent que d'un pouvoir de proposition. Les conventions citoyennes peuvent jouer un rôle dans le développement des territoires, à l'instar de l'Occitanie qui a été la première région de France à expérimenter une déclinaison locale de ce dispositif⁹⁵⁴.

Les citoyens ont tendance à s'engager dans une démarche de participation citoyenne à l'échelle de leur commune, dont la figure de référence est le maire. Ainsi, *“la commune est le premier échelon de la participation citoyenne”* indique Julie Maurel, responsable du pôle Innovation et Territoires chez Démocratie Ouverte (collectif labellisé Bleu Blanc Zèbre, BBZ). C'est en effet à cette échelle que s'organisent des actions démocratiques plus spontanées, contrairement à l'échelon départemental ou régional. Selon l'experte, les instances ponctuelles correspondent davantage à la manière de s'engager des citoyens. L'engagement sur plus de 6 mois est compliqué.

Le jury citoyen, une forme de participation citoyenne ponctuelle



“

Il n'y a pas de recette pour construire un dispositif de participation efficace, il s'agit avant tout d'un savant mélange entre le respect de ce qui existe sur le territoire et d'une diversité du champ des possibles.

En complément des dispositifs institutionnels de participation citoyenne, les outils de participation citoyenne en ligne sont en plein essor. Ils favorisent la consultation citoyenne, le dialogue avec les pouvoirs publics et la co-construction de projets, d'après ConsultVox⁹⁵⁵. Entre 2018 et 2021, les collectivités territoriales s'emparent de plus en plus des outils numériques, comme indiqué par le baromètre de la démocratie locale numérique du think-tank “Décider ensemble”. Bien que le nombre de participants soit limité à une dizaine de personnes, ces résultats laissent présager une prise en main renforcée des outils numériques démocratiques suite à la crise sanitaire. En 2021, la plupart des collectivités territoriales possèdent au minimum un site web, alors qu'en 2018, 12% d'entre elles n'avaient encore mis aucun outil numérique en place. Les technologies citoyennes, ou *civic tech*, se déploient à travers les territoires.

**Technologies
citoyennes
(civic tech)**



Les technologies citoyennes désignent les nouvelles technologies permettant de concrétiser la participation citoyenne numérique, mais aussi plus largement les entreprises qui commercialisent ces outils auprès des collectivités territoriales (Sénat, 2022).

Les applications - contributives (appels à projets, à idées), de questions ou sondages - sont les outils numériques dont les collectivités territoriales disposent principalement. L'information et la concertation sont les démarches de participation privilégiées par les collectivités territoriales, la co-construction de projet recueillant moins d'adhésion (Sénat, 2022).



Les outils numériques démocratiques... (ConsultVox, 2023)

... Pour une plus grande expression des habitants

- **Enquêtes et sondages en ligne** : permet de recueillir l'avis d'un grand nombre d'habitants en peu de temps sur des projets menés ou à venir.
- **Consultation en ligne** : les citoyens donnent l'avis des citoyens sur un projet afin de s'assurer que ce dernier réponde au mieux à leurs attentes, besoins et préoccupations.
- **Appel à idées** : les habitants émettent des propositions sur un projet à venir via un espace en ligne. Chaque contribution est soumise aux votes des autres internautes, l'évaluation permettant de classer les projets par nombre de votes.
- **Appel à projets** : les citoyens peuvent proposer leurs projets pour le territoire ou pour la structure.
- **Carte participative** : les habitants d'une ville peuvent géolocaliser leurs idées, suggestions, remarques ou encore recenser des initiatives sur une carte participative en ligne. Ils ont la possibilité de contribuer, de soutenir ou de commenter facilement ces informations.

... Pour un meilleur dialogue avec les pouvoirs publics de la ville

- **Signalement citoyen** : les habitants d'une ville ont l'opportunité d'interpeller instantanément les pouvoirs publics sur un dysfonctionnement dans l'espace public.
- **Outil de questions-réponses** : permet d'écouter les demandes des citoyens et de leur répondre depuis la même interface.
- **Affiches connectées** : supports connectés disposés dans l'espace public pour demander l'avis des citoyens directement où ils se trouvent.

... Pour une co-construction de projets facilitée à l'échelle locale

- **Tables rondes en ligne** : outil à visée délibérative qui permet de débattre de façon

constructive et conviviale sur un sujet précis par groupes de 10 personnes.

- **Votations en ligne** : plusieurs sujets sont soumis à un vote sécurisé.
- **Budget participatif** : allouer une part du budget d'investissement de la ville exclusivement aux projets des citoyens. Les habitants peuvent être à l'initiative d'un projet et / ou voter pour ceux qu'ils trouvent les plus pertinents.

Les outils numériques peuvent être conçus dans le but de dessiner des modes de vie heureux. Telle est la mission d'Octree, startup spécialisée dans la construction d'outils démocratiques (viables, ouverts et équitables) qui permettent de bâtir le bonheur sur le territoire. En effet, les outils digitaux proposés visent à construire des communs et œuvrer à la transition écologique et sociale collectivement. La libre expression des citoyens est favorisée. Lucien Langton, cofondateur d'Octree, explique que les outils numériques fournis ne sont pas propriétaires (c'est-à-dire qu'ils n'appartiennent pas à des particuliers ou à des organisations, sont sous licence libre (logiciel libre) et peuvent être ainsi librement utilisés, modifiés ou partagés). Il déclare également que lorsque leurs outils sont bien utilisés, ils peuvent conduire à de nombreux impacts positifs. Il prend l'exemple de la Suisse, avec :

- un projet citoyen de faire ré-émerger à Genève dans le quartier des Acacias la rivière souterraine, au bénéfice de la vie des gens (malgré une urbanisation croissante) ;
- le retour des voies vertes dans le canton de Genève, favorisant le transport au travail à vélo ;
- l'émergence d'assemblées citoyennes, en partie physiques en partie digitales.



Quand la civic tech ressuscite la vie associative à Londres

Un quartier de Londres de 200 000 personnes à fort taux de chômage et avec un grand nombre d'associations culturelles et sociales a vu la municipalité couper les crédits au tiers secteur. Le quartier a pu se rassembler pour trouver des financements privés et s'organiser sous forme d'assemblées citoyennes afin

de reprendre le contrôle. Résultat ? Le maintien des associations ou la création de nouveaux projets associatifs. La ville de Londres a finalement réaffirmé son soutien à ces projets.

Le numérique donne l'occasion d'une révolution démocratique. En effet, il favorise le passage d'une démocratie *top-down* - représentative, verticale, dont l'ordre est hiérarchique et quelque peu rigide - à une démocratie *bottom-up* - ouverte, horizontale, ascendante (*Vers un digital vertueux : un digital durable qui apaise, développe et unit*, 2023)⁹⁵⁶. Elle est parfois qualifiée de "démocratie liquide" et donne droit à la souveraineté citoyenne. Dans tous les cas, si les outils participatifs numériques s'avèrent être un atout crucial, ils doivent cependant être considérés comme complémentaires aux démarches participatives traditionnelles. Selon Julie Maurel, le digital ne permet pas la délibération, acte qui sacralise le vote. Dès lors, il constitue un outil supplémentaire plutôt qu'une solution unique pour mobiliser les citoyens.

Allier participation physique et numérique pour une démocratie locale fonctionnelle



© Eventdrive

Une agora physique et un espace digital sont la synthèse souhaitable selon Lucien Langton. Il explique en effet que la participation citoyenne fonctionne bien un temps si elle est uniquement physique mais le peu de traçabilité compromet le projet sur la durée. Inversement, l'absence d'un lieu commun physique génère un épuisement de l'investissement. Conjuguer une agora physique et un espace digital permet dès lors au digital de devenir un miroir permanent des lieux physiques et une mémoire de la participation démocratique.

● Se former pour apprendre à décider en commun

Participer et faire participer aux politiques publiques s'apprend. Afin de développer la formation et l'accompagnement, le rapport du Conseil National des Villes sur la participation citoyenne (CNV, 2022)⁹⁵⁷ émet trois préconisations :

- Avant de proposer des formations favorisant la participation, il est nécessaire de repérer très en amont les besoins des habitants.
- Les formations dispensées doivent être à destination des citoyens tout comme des élus et techniciens, chacun gardant son rôle.
- La formation des enfants et des jeunes doit être renforcée afin de les sensibiliser aux enjeux de la participation citoyenne.

Les acteurs territoriaux ont un rôle à jouer dans la sensibilisation des plus jeunes à la vie démocratique. Par exemple, l'association Parlons Démocratie - composée d'acteurs au sein d'institutions publiques - vise à diffuser la connaissance des institutions démocratiques et à favoriser l'engagement civique. Ce projet, soutenu par le service public augmenté, s'adresse à tous mais intervient principalement en milieu scolaire. Les interventions se déclinent en deux formats. Le premier consiste à proposer aux élèves, après une présentation, une discussion sur des thématiques liées au fonctionnement de la démocratie. Il s'agit d'évoquer ce qu'est la démocratie, le fonctionnement du parlement, l'utilité de voter, les droits du citoyen, etc. Le deuxième format est un jeu de rôle qui consiste à simuler des débats parlementaires. Les élèves incarnent soit le ministre, le rapporteur, le président de commission, le parlementaire, etc. afin d'expérimenter la délibération collective. En 2020, l'association a fait sa première intervention devant 140 élèves de 3ème au sein du collège Lucie Aubrac à Bueil dans l'Eure (27) en région Normandie⁹⁵⁸.

● S'outiller au cours d'une démarche participative

Se saisir d'outils adéquats facilite la construction d'une démarche participative. C'est ainsi que la "Boussole de la participation" a été développée par le Centre d'études et d'expertise sur



Première intervention de l'association Parlons Démocratie



**“La Région est à vous”
en Occitanie**
(Pour une fonction
publique heureuse)⁹⁶¹

Un programme pour favoriser le dialogue entre les agents territoriaux et les citoyens :

Entre mars et juillet 2019, la Région Occitanie a mis en place une démarche de co-construction à grande échelle via le programme “la Région est à vous”. Cette opération innovante prend la forme d’une “tournee” de l’Occitanie. Les élus et agents de la Région sont allés à la rencontre des citoyens. L’objectif est de créer des temps d’échanges conviviaux de proximité afin d’être à l’écoute des usagers pour recueillir leurs idées, leurs attentes et interrogations. Grâce à des formulaires, la Région a pu extraire les aspirations et préconisations de 30 000 usagers. Cette matière a enrichi le projet de transformation et de développement régional et irrigue les décisions de politiques publiques prises dans ce cadre. Il est prolongé à l’automne 2020 par la première convention citoyenne à l’échelle d’une région et débouchera sur une votation citoyenne.

Et les projets locaux inspirants qui en émergent :

Des salles créatives, équipées d’outils d’intelligence collective, ont été inaugurées. Un réseau de relais et d’équipiers du Lab’ est constitué, favorisant dans chaque direction une approche usagers transversale. Cette transversalité, la Région Occitanie s’essaie à la faire vivre à travers des communautés de métiers. C’est ainsi qu’est née la “Fabrique des AS” : les 200 Assistants et Secrétaires se sont constitués en un réseau piloté par un groupe d’assistants. Il a déjà tenu 2 séminaires annuels, lancé une formation aux outils d’intelligence collective, structuré des échanges d’outils et de bonnes pratiques. Ce réseau a porté des chantiers concrets comme la création d’un annuaire partagé configuré selon les besoins propres de leur métier. La Région Occitanie s’est également lancée dès 2019 dans une expérimentation large du télétravail. Elle a levé les craintes de certains managers, mais aussi confirmé l’intérêt de la formule en termes de QVT. Début 2020, la collectivité est en pleine généralisation lorsque la crise de la Covid-19 arrive : matériel et formations étaient prêts à mieux absorber le choc du confinement. C’est ainsi que l’Innovation et la QVT nourrissent la résilience du service public.

les risques, l’environnement, la mobilité et l’aménagement (Cerema, 2020)⁹⁵⁹. Il s’agit d’un outil sous forme d’application web. Il s’adapte à tous projets, processus participatifs, et échelle territoriale. La boussole peut être utilisée par toute personne impliquée dans une démarche participative. Elle comporte deux volets. Le premier consiste à réaliser une auto-évaluation. L’outil peut être utilisé en amont de la démarche participative pour définir un niveau d’ambition en termes de participation puis en aval pour l’évaluer. Le second renvoie au pas à pas de la participation. Il s’agit de formaliser un projet de participation, de le suivre et d’en faire le bilan.

L’utilisation de cet outil permet de s’approprier le contenu de la charte de la participation du public qui énonce les valeurs et principes définissant le socle d’un processus participatif vertueux. Cette charte s’adresse à tous les participants - porteur de projet et public - et constitue une aide dans la mise en œuvre du dispositif de participation (Ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires, 2023)⁹⁶⁰. Cet outil peut également s’avérer utile pour un maire devant faire un choix d’aménagement controversé ou dans le cas d’un projet urbanistique sensible (Sénat, 2022).

2 - Interagir dans un cadre propice à la démocratie locale

● Faciliter la coopération entre les habitants et les pouvoirs publics

Pour fonctionner, la participation citoyenne a besoin d’un “terreau local favorable et d’une

ambiance collaborative” (Sénat, 2022). Afin d’éviter des difficultés de compréhension entre les pouvoirs publics et les citoyens, des documents socles doivent définir les objectifs et enjeux de la participation citoyenne (Sciences Po Ecole Urbaine, 2019). C’est ainsi qu’Angers a élaboré en 2016 la “Charte angevine de la participation”. Elle atteste d’une volonté des élus d’inscrire la participation citoyenne dans la culture administrative de la ville, donnant ainsi un réel pouvoir d’action aux citoyens. Cette charte clarifie les règles et les types de participation citoyenne - information, consultation, concertation, co-construction. Elle énonce également les engagements pris par la collectivité afin de garantir une transparence des débats ainsi qu’une possibilité pour les citoyens d’évaluer les démarches mises en œuvre a posteriori. L’objectif est de favoriser le dialogue et d’instaurer des rapports de confiance entre citoyens, services, élus.

D’ailleurs, en 2017, Strasbourg a instauré un document socle en proposant un “Pacte de la démocratie locale”. La reconnaissance, la bienveillance, l’écoute réciproque et la reconnaissance de valeurs communes sont les fondements de ce pacte. A travers un Sommet Citoyen, les habitants ont multiplié les échanges avec les élus et ont pu co-construire la politique participative de la ville en collaborant à différents ateliers. Ce pacte a permis une plus forte appropriation des outils participatifs par les strasbourgeois⁹⁶².

Dès lors, pour tendre vers une démocratie participative, il ne faut pas arriver avec un projet tout près mais plutôt le construire ensemble. Il est nécessaire que citoyens comme élus se perçoivent comme des entités complémentaires, qui font corps sans rivalité. De ce processus

Tout projet local est à co-construire, entre élus et citoyens



naît un sentiment d’appartenance, comme le déclare Timothée Duverger, ingénieur de recherche à Sciences Po Bordeaux et chargé de mission à l’économie sociale et solidaire et au développement durable.

“

Le sentiment d’appartenance est bien une conséquence et non une condition préalable (ce qui évite la dérive communautaire). Le sujet c’est le projet.

Timothée Duverger



Participation citoyenne et éducation populaire pour une qualité de décision et de vie optimales

L’ambition de la “Fabrique d’initiatives locales” est de construire avec les habitants sans leur donner les clés entièrement. C’est ce que déclare Jean-François Vereecke, directeur Observation et Prospective au sein de l’AGUR (région Flandre-Dunkerque). Il explique que des professionnels écoutent les besoins des habitants, ces derniers sont guidés par des experts qui traduisent leurs attentes. Mêler éducation populaire et démocratie participative est le bon cocktail pour le bien vivre et bien décider selon Jean-François Vereecke. Ce dernier indique que la Halle au sucre est un lieu qui a par exemple vu passer la totalité d’une génération de collégiens pour se sensibiliser à l’urbanisme, et prendre de meilleures décisions ou les guider en tant que citoyen adulte maintenant ou dans le futur.

Les dispositifs numériques, à l’instar de l’application “Fluicity”, constituent par ailleurs des leviers de coopération entre citoyens et élus. Cet outil permet à chacun d’entre eux de s’exprimer sur les projets, les expériences

et les attentes. L'objectif est de construire une expertise d'usage par l'échange et de l'intégrer aux évolutions d'une ville. Une transparence, et a fortiori, des liens de confiance, sont facilités par l'intermédiaire de cet outil digital⁹⁶³. Par ailleurs, la transparence des projets est simplifiée grâce à la plateforme "Territoires en commun". Elle laisse la possibilité aux utilisateurs de suivre l'avancée des projets partagés - du diagnostic territorial à la mise en œuvre du plan d'action local construit avec les prestataires sélectionnés. Les collectivités ont également la possibilité de se positionner sur des thématiques de politiques publiques. Grâce à un espace ressources, ces dernières peuvent s'inspirer des démarches existantes relatives à la coopération et à l'engagement citoyen⁹⁶⁴.



Avec Voca, les pouvoirs publics accompagnent la prise de parole des citoyens à coût modéré

Les acteurs qui se saisissent de Decidim sont des citoyens, des associations, mais surtout des pouvoirs publics, en particulier des collectivités qui souhaitent avoir une interface de dialogue. Le projet s'appelle Voca et s'appuie sur la plateforme participative Decidim. 400 instances différentes existent dans le monde sur la base de cette technologie libre (Decidim). L'intention des fondateurs de la startup est de doubler cela. Lucien Langton, cofondateur de Voca, explique d'ailleurs que la mise en œuvre citoyenne est facilitée par leur approche grâce à quelques avantages :

- **une technologie libre ET facile à prendre en main ;**
- **une simplicité qui permet de lancer une plateforme en moins de 1 minute ;**
- **le code source remis aux acteurs du projet ;**
- **une transparence sur les flux financiers ; un prix d'accès bas pour une collectivité, qui permet à des villages de s'en saisir ;**
- **une partie des fonds versés à des experts de la démocratie en soutien du projet et au projet mère Decidim ;**
- **une approche sur mesure car chaque territoire a sa propre clé pour la démocratie participative.**

● Permettre aux habitants de s'exprimer sur des enjeux politiques d'envergure

Permettre aux citoyens de participer non seulement à la "petite politique" mais également à la "grande politique" est essentiel au bon fonctionnement des systèmes de participation. En effet, cela permet d'éviter de dépolitiser la parole des citoyens ou de réduire leur potentiel d'expression (Sciences Po Ecole Urbaine, 2019). La "petite politique" considère que le citoyen est expert de son quotidien et de son territoire. La "grande politique" suggère quant à elle que le citoyen est en mesure de participer à des sujets de plus grande échelle. Ces deux approches sont liées dans la mesure où les questions de petite échelle sont souvent le reflet de visions politiques.



La démocratie locale est un moyen de faire participer le citoyen aussi bien à la "petite politique" qu'à la "grande politique".

La participation citoyenne sur des sujets très locaux peut avoir un impact à plus grande échelle. La participation citoyenne articule impact local et global. La démarche "Strasbourg ça pousse !" illustre ce propos. Le principe est la participation des citoyens à la végétalisation des espaces minéralisés ou à la prise en charge de l'entretien d'espaces verts. Les habitants sont perçus comme experts de leur territoire : ils se l'approprient et ont la possibilité de proposer à la municipalité des zones potentiellement dé-minéralisables et de gérer les espaces verts qu'ils vont occuper. Les citoyens ont également un impact à plus grande échelle du fait qu'ils modifient l'espace urbain et le rapport à la présence de la nature dans la ville. Planter des bacs de fleurs au coin d'une rue peut ainsi aller jusqu'à influencer les décisions plus stratégiques de la ville.



Un tiers-lieu pour mixer les publics, ouvrir les horizons et partager les grands enjeux de l'époque

Le Crédit Agricole Atlantique-Vendée a ouvert un tiers lieux d'expérimentation et d'essai aux Herbiers.

Ce lieu vise à mixer les publics, les administrateurs du Crédit Agricole, les collaborateurs des agences, les habitants, et l'ensemble de l'écosystème : entreprises, associations, etc. L'ambition est d'engager tout ce qui est autour des Herbiers. Le nom du lieu a été choisi en conséquence "Local CA vous". Le jeu de mot du nom incite les parties prenantes à embarquer dans le projet. Il n'est pas la propriété de qui que ce soit, c'est le lieu des habitants.

Afin d'ouvrir les horizons et de partager les grands enjeux de l'époque, une animation riche est en cours de programmation. Elle aborde des sujets relatifs à 3 types de transitions (agro-agris, numériques et sociétales) : atelier sur le bien vieillir à domicile, conférence sur la détection du cancer du sein, animations intergénérationnelles. Par exemple, un atelier pourrait associer des seniors qui sensibilisent des jeunes à la gestion de leur budget, qui en retour transmettent des savoirs sur le numérique. Les autres thèmes intergénérationnels à explorer par le tiers-lieu sont le logement et en particulier l'opportunité de la cohabitation intergénérationnelle. Les enjeux des entreprises seront aussi abordés, comme par exemple une sensibilisation aux organisations inquiètes face aux intelligences artificielles sur le potentiel de ChatGPT pour renforcer l'emploi plutôt que le détruire.

En ce sens, le tiers-lieu agit comme un acteur rayonnant et éclairant les thèmes de société sur son territoire, sur un rayon estimé d'une vingtaine de kilomètres.

● Favoriser l'intelligence collective au sein d'un territoire

Déployer des démarches d'intelligence collective sur le territoire ouvre un espace commun de réflexion et d'échange. Cela permet de créer de nouvelles directives politiques et institutionnelles. L'intelligence collective peut être définie comme *"une intelligence partout distribuée, sans cesse valorisée, coordonnée en temps réel, qui aboutit à une mobilisation effective des compétences"* (The Conversation, 2021)⁹⁶⁵. Allier des acteurs très diversifiés d'un territoire mène à des projets plus efficaces que le fait d'échanger seulement entre élus. En effet, des études concernant l'intelligence collective révèlent que dans des conditions optimales, les groupes de non-experts peuvent être plus efficaces qu'un expert isolé (voir par exemple : Pečarič, 2016)⁹⁶⁶. L'explication est cette capacité de correction mutuelle des biais individuels (Krause, James, Faria, Ruxton & Krause, 2011)⁹⁶⁷. La performance est d'autant plus augmentée lorsque les membres démontrent de la diversité dans leurs modes de vie et de pensée. Plus un groupe est diversifié, plus il est fonctionnel : les membres partagent plus efficacement les informations, sont moins conflictuels et plus créatifs (Hildreth & Anderson, 2016)⁹⁶⁸. Il est ainsi nécessaire de s'assurer de la diversité et représentativité des participants.

Un groupe diversifié pour une démocratie locale plus fonctionnelle



© Eventdrive



Plus la diversité du groupe est grande, plus l'intelligence collective se manifeste.



Émanciper les citoyens dans leurs projets...

...En développant une culture de la conversation à l'échelle locale

La démocratie, avant d'être un mode de gouvernement, est un cadre pour que des paroles puissent s'échanger. La parole partagée entre personnes diverses doit être mise en valeur et promue. Il est nécessaire d'effectuer un travail de recensement des formes de conversation qui se pratiquent et des lieux où on s'y entraîne. C'est ainsi qu'ISEGORIA, tribune étudiante d'Audencia, lance en 2023 avec la Maison de la Conversation - tiers-lieu d'innovation et d'expérimentation sociale dédié à l'art de la conversation inclusive situé dans le 18ème arrondissement de Paris - une étude sur la conversation. Il s'agit de déterminer la façon dont est utilisée la conversation dans tous les lieux ainsi que les leviers permettant de développer localement une "culture de la conversation". L'objectif est que les citoyens partagent leurs savoir-faire, le renforcent mutuellement et se rapprochent des lieux d'éducation populaire.

...Tout en les aidant à créer des dispositifs informels

Dunkerque s'efforce de fournir à chaque habitant un espace vert situé à moins de 5 minutes. La ville travaille à mailler son territoire avec des espaces où les résidents peuvent faire une pause, jouer à la pétanque et se l'approprier à leur manière. Des initiatives sont mises en place pour aider les habitants à créer des collectifs informels tels que des associations regroupant 2 ou 3 personnes. Les espaces qui en résultent répondent à des besoins spécifiques à un moment donné, et ne sont pas soumis à des normes strictes. Ils sont co-crésés par la communauté et entretenus par celle-ci, et peuvent ensuite disparaître si le besoin n'est plus là.

Les outils numériques peuvent faciliter l'intelligence collective, à l'instar de "NumériCité" qui inclut les citoyens dans les processus de prise de décision. Comment ? Grâce à une plateforme de gestion de campagne de budget participatif, des plateformes de consultation, de débats et d'échanges et d'autres plateformes sur mesure. L'enjeu est de placer les nouveaux outils de l'ère numérique au service de l'intelligence collective, pour une démocratie plus directe, inclusive et participative. Chaque habitant peut dès lors être acteur de la démocratie sur son territoire.⁹⁶⁹



Decidim, une plateforme participative pour créer une communauté qui a perdu le sens du dialogue

L'outil Voca (d'Octree), permettant de lancer facilement des plateformes participatives basées sur Decidim, rend possible l'expérimentation de certaines approches simples mais audacieuses. Lucien Langton, cofondateur d'Octree, explique que dans un projet au Brésil, l'approche consiste à commencer par recréer une communauté qui a perdu le sens du dialogue. Il s'agit de débiter par le jeu, en montant des équipes de sport, ce qui contribue à faire émerger une communauté, et nécessite également d'établir une gouvernance et une forme d'auto-gestion. Ce préambule permet ensuite d'amorcer une démarche démocratique plus ambitieuse via l'application.

3 - S'assurer de la représentativité des décisions locales

- Identifier les publics éloignés à l'échelle locale

Les démarches participatives ne sont pas représentatives de toutes les populations de personnes. Plusieurs catégories d'individus peinent à être mobilisées lors des démarches de participation citoyenne. En France, cela concerne davantage les jeunes, les classes populaires, les ressortissants étrangers, mais aussi les ménages avec enfants et les actifs (Sciences Po Ecole Urbaine, 2019).



Lorsque j'ai mobilisé mes amis en une session formelle afin de contribuer au Grand débat national, j'ai dû annuler la veille parce que très peu d'entre eux avaient trouvé une garde pour leurs enfants.

Alexandre, Ile-de-France

La représentativité de la participation citoyenne est une préoccupation majeure des collectivités. Avant de mettre en place des dispositifs ciblés, il est nécessaire d'identifier quels sont les publics éloignés. Par exemple, Grenoble place au cœur de ses préoccupations l'inclusion de tous les publics. Ainsi, à la suite de chacune des démarches participatives s'appliquant à son territoire, la ville produit des études statistiques permettant d'identifier les publics n'ayant pas été touchés par le dispositif. Cela permet à la collectivité de mettre en œuvre des systèmes de sensibilisation dédiés aux publics ayant été absents à l'occasion des démarches participatives suivantes. Il s'agit de s'adapter au contexte local sans transposer des formules s'appliquant de la même manière sur l'ensemble du territoire (Sciences Po Ecole Urbaine, 2019).



Encourager la participation citoyenne chez les jeunes et les seniors

La ville de Santa Maria da Feira au Portugal facilite la participation aux réunions des jeunes et des personnes âgées. En effet, la mairie organise des transports en minibus pour leur permettre de se rendre à la mairie ou dans les lieux de rencontre. Les frais sont entièrement pris en charge. Les emplois du temps des activités sont organisés en fonction des emplois du temps des jeunes pour qu'ils puissent prendre part aux décisions même le week-end (CNV, 2022).



Utiliser des outils d'évaluation des populations non représentées lors des sessions de démocratie participative, à l'image de Grenoble.

- Renforcer le sentiment d'inclusion, et a fortiori, de légitimité

Favoriser le sentiment de légitimité des populations absentes de la participation citoyenne est un moyen d'inverser la tendance. Le rapport du CNV (2022) indique en effet la nécessité d'organiser des moments conviviaux pour un large public. L'objectif visé est que chacun se sente légitime de participer sans frein. Pour ce faire, il est nécessaire de penser aux modes de garde, aux horaires adaptées, aux mobilités facilitées, aux lieux informels non stigmatisants, à la langue, ou encore à l'interprétariat. Ce même rapport du CNV (2022) indique que ce sentiment de légitimité, vecteur de participation active, découle du sentiment d'inclusion. Pour que les citoyens se sentent inclus, trois solutions sont proposées. La première est d'inviter tous citoyens d'une ville sans se limiter à l'échelle du quartier. La deuxième est de mobiliser les habitants sur un sujet donné avec des conditions d'accès plus souples. La dernière est de faire en sorte que l'inscription de la participation citoyenne dans la loi soit perçue comme une force et une opportunité.



Châtel-en-Trièves, un "village inclusif" dans sa politique de participation

Fanny Lacroix, mairesse de la commune de Châtel-en-Triève, indique que l'ADN de l'engagement de ses habitants est de leur laisser la possibilité de participer à la politique communale. Il peut s'agir de planter des courges dans un jardin partagé, de fabriquer des étagères dans un café-épicerie, ou encore de venir dans des ateliers participatifs pour construire des pistes de politique publique. La mairesse estime qu'intégrer totalement la commune pour faire société est une réponse face à la crise de l'engagement et à la défiance vis-à-vis des institutions.

- Créer les conditions inclusives de participation à l'échelle du quartier

Le rapport du CNV (2022) propose des

solutions pour créer les conditions inclusives de participation citoyenne à l'échelle d'un quartier. Tout d'abord, il s'agit de développer des lieux de concertation collective dans la ville pour que tout le monde puisse y participer. Ensuite, il est proposé de cartographier les initiatives du territoire et de renforcer les démarches de coordination entre les différentes instances de participation pour veiller à la complémentarité des acteurs. Puis, il est conseillé de veiller à la diversité des milieux et profils sociaux présents dans les instances de gouvernance. Enfin, il est suggéré d'intégrer dans toutes les démarches de participation citoyenne, y compris dans les outils digitaux, les freins liés à la barrière de la langue pour permettre des conditions d'usages équitables.



Développer des lieux de concertation collective dans la ville pour une participation citoyenne inclusive

● Faire entendre la voix des classes populaires

Pour inclure les classes populaires, catégories sociales souvent éloignées des dispositifs de participation, les territoires se mobilisent. Certaines collectivités mettent en œuvre des systèmes innovants. C'est par exemple le cas de la ville de Poitiers qui déploie plusieurs systèmes de recrutements au sein de 4 QPV. Il s'agit d'être présent physiquement sur les marchés, de mettre en place des quotas géographiques et générationnels ou encore de tirer au sort sur les listes des bailleurs sociaux. La méthode des quotas est efficace pour pallier la sous-représentation des publics les plus jeunes. La technique du tirage au sort permet quant à elle de dépasser le volontariat qui représente un biais social important dans la sélection des participants (Sciences Po Ecole Urbaine, 2019).



VoisinMalin, association pour remobiliser les quartiers populaires

VoisinMalin est une association qui repère, salarie et forme des habitants "passeurs" dans les quartiers populaires, les Voisins Malins. En porte-à-porte, ils écoutent leurs voisins, les informent et les mobilisent sur les projets, les services et les droits qui les concernent dans leur vie quotidienne, qu'ils n'utilisent pas par manque d'information, sentiment de non légitimité ou méfiance envers les institutions. Pairs reconnus par les habitants, ils sont les relais des acteurs investis sur le quartier (associations, collectivités, bailleurs et entreprises), porteurs de l'information du dernier kilomètre, celui qui manque souvent pour atteindre les personnes concernées. Ainsi, cette association labellisée BBZ entend remobiliser les habitants dans les projets et dans la vie de leur quartier, rompre la chaîne de l'isolement dont ils sont victimes, recréer du lien et des dynamiques d'entraide⁹⁷⁰.

● Prendre en compte l'opinion des jeunes

La jeunesse, considérée comme "absente" dans les processus de la participation citoyenne par les collectivités territoriales en zone urbaine (Sciences Po Ecole Urbaine, 2019), est pourtant engagée. Elle a tendance à moins participer aux initiatives portées par les pouvoirs publics mais développe des actions territoriales par elle-même. En cause, le désenchantement des jeunes vis-à-vis des pouvoirs publics perçus comme produisant des réponses inadaptées, voire injustes, dans le domaine des politiques de jeunesse. Dès lors, les jeunes passent par des canaux d'action politique non formels : pétitions en ligne, participation à des manifestations, boycott, collages, diffusion de contenu en ligne, engagement par le mode de vie (moins polluant, minimaliste, etc.).



66

L'engagement des jeunes citoyens dans d'autres types de participation que l'engagement partisan est le signe 'd'un réenchantement démocratique hors des institutions politiques traditionnelles' (CESE, 2022)⁹⁷¹

Vincent Tiberj, professeur d'Université à Sciences Po Bordeaux, et Laurent Lardeux, chargé de recherche INJEP

Ainsi, pour développer et maintenir des liens réciproques entre les jeunes, les institutions républicaines et les organisations de la société civile, le CESE (2022) émet des préconisations. Par exemple, reconnaître les nouvelles formes de mobilisations des jeunes en les transformant en actions concrètes au sein de notre système démocratique. De surcroît, pour co-construire les politiques publiques qui les concernent, le CESE suggère des solutions. Par exemple, mettre en place des dispositifs pour et avec les jeunes en dépassant la simple consultation :

- Généraliser au niveau européen, national et local des dispositifs du type "dialogue structuré" avec les associations de jeunesse pour faire remonter l'avis des jeunes ;
- Organiser une nouvelle semaine de la citoyenneté en proposant chaque année un sujet concernant une politique publique sur laquelle les jeunes pourront s'informer, débattre et / ou voter. Il s'agit de transformer la Journée Défense Citoyenneté (JDC) en semaine de la citoyenneté afin de compléter la "semaine de l'engagement" et "la semaine

de la démocratie scolaire" organisées en établissement scolaire. L'objectif est de toucher de façon égalitaire toutes les jeunes sur tous les territoires.

Lorsqu'il s'agit d'étudiants, le fait d'aller à leur rencontre sur leur campus universitaire peut s'avérer un levier de participation citoyenne, comme l'explique Pierre Leroux, étudiant en Loire-Atlantique (44) : *"On m'a abordé alors que j'attendais le bus pour me proposer de participer à une réunion présentant le budget participatif. Le sujet m'intéressait, donc j'y suis allé, je me suis inscrit et j'ai eu la chance d'être tiré au sort pour faire partie du comité citoyen."* Léa Mull, également étudiante dans ce département, a vécu la même expérience : *"Je trouve que c'est important, surtout quand on est jeune, de s'intéresser à la politique et de s'engager dans des projets citoyens. Cela me semble aussi une bonne manière de répondre aux critiques incessantes sur l'abstention des jeunes et leur prétendu manque d'implication dans la vie publique."*⁹⁷²



Le collectif Different Leaders, une jeunesse engagée

Animé et soutenu par l'association Article 1, le collectif Different Leaders rassemble des jeunes étudiants et professionnels qui se forment et s'engagent pour construire des sociétés plus justes, équitables et inclusives, conformes à l'article 1 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen. Ce collectif vise à renforcer les moyens d'agir des jeunes

(leur donner les clés pour se remettre d'un échec, développer leurs soft skills, etc.) et à interpeller les décisionnaires.

Pour les jeunes citoyens, l'usage du numérique peut d'ailleurs constituer un levier de mobilisation. Cette solution permet d'inclure les non présents comme les jeunes qui se sentent parfois plus inclus depuis leur téléphone (ou les personnes âgées moins mobiles), comme le déclare Lucien Langton, cofondateur d'Octree. En 2020, 47% ont en effet signé une pétition ou défendu une cause sur Internet. Ces modalités de participation sont en augmentation depuis 2017. Bien que parfois qualifié d'"engagement canapé", le digital représente à minima un moyen de sensibiliser la jeunesse à l'importance de faire entendre sa voix face à des situations d'envergure politique. L'usage du numérique peut d'ailleurs accroître l'impact des démarches démocratiques traditionnelles. Par exemple, le hashtag #DoublePeine a récolté des témoignages et a été massivement relayé sur les réseaux sociaux. Cela a fortement incité le gouvernement à réagir sur l'accueil des femmes victimes de violences (CESE, 2022). Il faut toutefois garder en tête que le numérique n'est pas une solution intégrale mais complémentaire aux dispositifs de participation traditionnels. En effet, elle ne résout pas la délibération qui nécessite de mettre des individus au même moment dans un même espace.

Mais qu'en est-il des enfants ? Leur voix mérite également d'être entendue lorsqu'il s'agit de créer des projets territoriaux ou de prendre des décisions qui les concernent. Dans plusieurs

villes, les enfants ont cette opportunité d'être consultés pour l'aménagement de leurs espaces de vie. Dans la région Flandre-Dunkerque, Jean-François Vereecke, directeur Observation et Prospective au sein de l'AGUR (région Flandre-Dunkerque) déclare par exemple que les cours d'écoles ont été redessinés en écoutant les enfants. Il explique ainsi qu'on aboutit à des cours beaucoup plus mixtes en séparant moins les filles et les garçons. L'expert soulève une originalité : un podium est créé pour permettre aux enfants de pouvoir s'exprimer dans de petits spectacles. Les enfants peuvent être à l'initiative de projets forts tels que la création de "bancs de l'amitié" à l'école. Dans la commune rurale de L'Étoile (dans le département de la Somme en région Hauts-de-France), le conseil des jeunes a eu cette belle idée avec pour objectif de lutter contre la solitude de certains enfants. "Si un enfant se sent seul, il va s'asseoir sur le banc de l'amitié et les autres enfants vont aller le chercher pour jouer" explique Quentin Verdeghe, jeune maire du conseil municipal des jeunes. Pour l'année 2023, c'est Maureen Godet, 10 ans, qui va succéder à Quentin. Avec sa jeune équipe municipale, des nombreux projets se dessinent déjà : instaurer le port des chaussons à l'école, installer un panier de basket et des jeux de sports à l'école, créer un potager, avoir des vélos à l'école, un tourniquet et des structures dans le village ainsi qu'un trampoline (Le Journal d'Abbeville et du Ponthieu-Marquenterre, 2023). Le déploiement d'initiatives territoriales faites par les enfants et pour les enfants mérite d'être encouragé au sein de toutes les communes.

Le banc de l'amitié, un projet fort pensé par les enfants et pour les enfants



© ÉDA



Inclure les enfants et respecter leurs droits dans les collectivités pour des villes verdoyantes, apaisées, accessibles et justes

Quand on parle d'engagement et d'inclusion, on imagine souvent des actions en faveur de personnes fragiles ou marginalisées. Chaque enfant est un individu en construction, et un futur citoyen qu'il faut choyer. Or force est de constater que leur statut de mineur les laisse souvent à la marge des décisions prises par leurs aînés qui impactent leur quotidien sur le territoire, ce qui ne permet pas de leur présenter un modèle qu'ils pourront mettre en œuvre à leur tour vis-à-vis d'autres populations. Deux initiatives nous paraissent donc tout à fait à même de figurer dans cette partie.

La ville à hauteur d'enfant

Penser la ville à hauteur d'enfant est une initiative mise en place par plusieurs villes comme Lille, Schiltigheim ou le Grand Lyon. Cela vise à *“prendre en compte les intérêts des plus jeunes dans les réaménagements de l'espace public (aires de jeux, mais aussi voiries, cheminements, équipements publics, cours de récréation) et les faire participer aux décisions et projets.”*

Il ne s'agit donc pas simplement de solliciter les enfants concernant les équipements qui leur sont dédiés dans des milieux globalement hostiles. Il s'agit de rendre leur territoire plus épanouissant, par exemple en re-piétonisant les accès aux écoles, ou en réduisant la circulation routière pour limiter la pollution. Le plus ancien Conseil municipal des Enfants à Schiltigheim est par exemple à l'origine de l'organisation d'une kermesse solidaire et d'une chasse au trésor pour détecter les problèmes d'accessibilité dans la ville. C'est *“un enjeu majeur pour toutes les générations. Une “ville à hauteur d'enfants” est une ville pour tous : apaisée, verdoyante, accessible. Tout le monde y gagnera.”* peut-on lire sur le site du Centre National de la Fonction Publique Territoriale (CNFPT)⁹⁷⁴.

Collectivités Amies des Enfants

Par ailleurs, le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF), est à l'initiative d'un réseau de Collectivités Amies des Enfants. *“Devenir une collectivité amie des enfants est un engagement politique à l'échelle d'un territoire et concerne l'ensemble des élu.e.s, des agents de la collectivité, des acteurs éducatifs partenaires, des habitants et bien entendu les enfants et les jeunes. Sur une mandature, les collectivités amies des enfants s'engagent dans cinq domaines : le bien-être, la non-discrimination et l'égalité, l'éducation, la participation et la sensibilisation aux droits de l'enfant.”* indique le site de l'UNICEF⁹⁷⁵. Le site Ville Amie des Enfants recense les collectivités engagées auprès des enfants et les actions menées en leur faveur⁹⁷⁶.

C'est ainsi que de nombreuses instances et dispositifs participatifs ouvrent le dialogue entre les pouvoirs publics et les citoyens. Une attention est à porter quant au cadre fonctionnel des interactions, et quant à la diversité et à la représentativité des citoyens impliqués. Toutefois, il est possible que malgré toute précaution prise, les habitants n'adhèrent pas aux démarches de mobilisation locales. Dès lors, la participation citoyenne représente un enjeu permanent des territoires. Une innovation continue est nécessaire afin que la dynamique co-construction entre les habitants et les élus puisse se maintenir.

4C3 | La démocratie et la participation citoyenne : un processus transformant pour façonner des territoires heureux

La transition démocratique, ce passage de l'individuel au collectif, du bonheur individuel au bonheur partagé, nécessite un engagement durable des citoyens vis-à-vis des processus de participation. La transition écologique des territoires est interconnectée aux questions de transition démocratique (3). L'adhésion aux processus démocratiques étant variable d'un instant à l'autre, il est essentiel de penser à l'innovation continue des stratégies et dispositifs de participation sur son territoire (2). La participation citoyenne est en effet mouvante, bousculée par de nombreux paramètres environnementaux en constante évolution, ce qui suppose des ajustements permanents à prévoir (1).

1 - La participation citoyenne et la démocratie locale en transformation

● Tenir compte des points de tension pour une démocratie participative fonctionnelle

La participation citoyenne connaît des points de tension à l'œuvre en permanence. L'objectif est d'en avoir conscience afin de déployer des modes de participation les plus adaptés possibles sur un territoire. Julie Maurel, responsable du pôle Innovation et Territoires chez Démocratie Ouverte (collectif labellisé Bleu Blanc Zèbre), identifie 5 points de tensions :

- Les élus (démocratie représentative) peuvent se sentir menacés par la participation citoyenne (démocratie participative)
- La participation citoyenne peut venir des citoyens (*bottom-up*) ou être encadrée par les collectivités locales (*top-down*)
- Les citoyens parlent à la personne qu'ils ont sous la main quand leur problème n'est pas réglé, mais ne s'engagent pas forcément de manière collaborative et transversale
- Les dispositifs participatifs peuvent être entachés de violences interpersonnelles
- L'inclusion de tous lors de la participation citoyenne est un défi permanent

● Des processus en constante mutation

Le déploiement de la démocratie à l'échelle locale évolue de façon constante. Il n'est pas possible de savoir à l'avance la démarche qui va fonctionner ou non. Ainsi, la participation citoyenne est en "*bricolage permanent*", comme l'indique Julie Maurel. Par exemple, en raison d'un grand nombre de paramètres externes (météo, grèves, actualité, etc.), l'experte indique qu'il n'est pas possible d'effectuer une recommandation sur le bon jour de la semaine pour faire une consultation. Il n'y a pas de "*règle du bon moment*". De plus, sur un même territoire, un dispositif qui a fait ses preuves peut ne plus être efficace d'une année à l'autre. Ainsi, il n'existe pas de dispositifs fonctionnant systématiquement sur un type de territoire, ou sur un type de population. D'ailleurs, l'adhésion des citoyens aux dispositifs de participation est le premier challenge. Même lorsque lorsqu'une ville est exemplaire, les habitants peuvent être en désaccord avec les dispositifs proposés. C'est pourquoi l'innovation régulière des pratiques est nécessaire.



Chaque territoire doit concevoir son propre dispositif de démocratie participative en fonction de ses particularités.

2 - L'innovation démocratique au service des territoires heureux

● Le budget participatif : la dernière grosse innovation démocratique

Pour repenser la participation citoyenne au sein des territoires, l'innovation démocratique est indispensable. Selon Julie Maurel, la dernière

grosse innovation démocratique sont les budgets participatifs. Le budget participatif est un outil démocratique numérique qui vise à allouer une part du budget d'investissement de la ville exclusivement aux projets des citoyens. Les habitants peuvent être à l'initiative d'un projet et / ou voter pour ceux qu'ils trouvent les plus pertinents. Le fait qu'une institution sécurise une part de son budget afin de le soumettre à la délibération collective est innovant car inédit et transformant.

400 communes s'engagent dans un budget participatif en France en 2022, alors qu'elles n'étaient que 7 en 2014. Ainsi, 12 millions de Français ont désormais la possibilité de proposer et de choisir des projets pour leur commune (Fondation Jean Jaurès, 2022).⁹⁷⁷

Selon une enquête publiée en 2022 par la Fondation Jean Jaurès, le budget participatif tend à se généraliser à travers les territoires. Une vingtaine de départements (contre 3 en 2018) déploient cet outil, dont 1/3 des villes de 50 000 à 200 000 habitants, 1/5 des villes de 20 000 à 50 000 habitants et 1/10 des villes de 5 000 à 20 000 habitants. Cette forme de participation est particulièrement déployée à l'Ouest de la France, plus particulièrement en Bretagne (69 communes), en Nouvelle-Aquitaine (50 communes) et dans les Pays de la Loire (37 communes). D'autres régions proposent également cet outil participatif, à l'instar de l'Île-de-France (60 collectivités), de

l'Auvergne-Rhône-Alpes (45 collectivités) et des Hauts-de-France (38 collectivités). Le budget participatif en est à ses débuts dans d'autres zones géographiques telles que le Grand-Est, la Normandie, la Bourgogne-Franche-Comté ou encore la Provence-Alpes-Côte d'Azur (Banque des Territoires, 2022).

Le budget participatif en ligne peut être la source d'une réappropriation de la souveraineté citoyenne et d'une relégitimation de la démocratie. C'est ce qu'indique l'étude de La Fabrique Spinoza intitulée *Vers un digital vertueux : un digital durable qui apaise, développe et unit* (2023). C'est ainsi qu'une démocratie authentique semble aller de pair avec des principes de transparence, de participation et de coopération. Dans cette veine, le droit de regard des citoyens sur les dépenses publiques est inscrit dans le droit comme un enjeu essentiel de la démocratie. En effet, l'article 14 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 pose les principes de consentement à l'impôt et du contrôle citoyen du budget. Ce texte fondateur affirme juridiquement la légitimité des citoyens à connaître les dépenses publiques, mais aussi à contrôler le budget. Une des composantes fondamentales de l'ambition de transparence et de participation citoyenne est l'accès des citoyens au budget, "le nerf de la guerre", dont l'adage populaire souligne bien son caractère essentiel. Dès lors, si les citoyens n'ont pas leur mot à dire sur le budget, la démocratie participative peut être considérée comme illusoire. Une idée proposée dans l'étude *Vers un digital vertueux : un digital durable qui apaise, développe et unit* (2023) est d'instaurer une part minimale du budget global devant être déterminé par un processus participatif, aux différents échelons de l'Etat et des collectivités.

Sans oublier le point d'attention que soulève Timothée Duverger, ingénieur de recherche à Sciences Po Bordeaux. Il préconise la collaboration de plusieurs acteurs et structures dans la conception d'un projet, afin que le budget alloué soit en faveur d'intérêts collectifs et non d'intérêts particuliers.

Le budget initiative citoyenne de La Réunion



Par ailleurs, des plateformes telles que Collecticity facilitent le financement participatif et la participation citoyenne dans des projets locaux. En effet, ce site vise à rapprocher les citoyens, les acteurs locaux et les porteurs de projets en leur offrant un espace commun pour collaborer et financer des initiatives qui contribuent au développement de leur communauté. Sur Collecticity, les porteurs de projets peuvent présenter leurs idées et solliciter des fonds auprès des citoyens, des entreprises ou d'autres acteurs intéressés. Les citoyens peuvent découvrir les projets locaux en cours, soutenir financièrement ceux qui les intéressent et suivre l'évolution de leur réalisation. Cette plateforme donne plus d'empowerment aux projets en offrant un accès direct au financement, en encourageant la participation citoyenne, en favorisant la transparence et la responsabilité, ainsi qu'en facilitant le réseautage et la visibilité. Cela permet aux porteurs de projets de prendre en main leurs initiatives et d'impliquer activement la communauté dans leur réalisation⁹⁷⁸.

Le plus grand facteur de participation politique des habitants, notamment aux budgets participatifs, est le lien social. C'est ce que déclare Lucien Langton, cofondateur d'Octree, qui indique qu'en politique, c'est avant tout l'émotion qui mobilise. Il explique que les outils numériques permettent de lancer des budgets participatifs à bas revenus. Parfois avec 2 ou 3 millions de budget, il est optimal d'allouer une partie des fonds pour former des "community leaders" de quartier qui vont mobiliser les habitants à participer aux budgets. Ce budget permet même de payer ces ambassadeurs pour suivre ces formations.



Le budget participatif, vecteur d'inclusion

Comme l'explique Lucien Langton, la plateforme démocratique est un facteur d'inclusion pour les personnes d'habitude exclues qui n'ont pas leur carte de citoyen. Elle prend tout le monde en compte. Ainsi, à Barcelone, au gré de budgets participatifs, un projet qui a remporté le plus haut budget dans un quartier défavorisé a permis la construction d'un

terrain de cricket pour filles et a favorisé la réintégration de la communauté féminine afghane, sinon invisibilisée.



Le budget participatif pour aligner les transitions personnelles et territoriales

Le budget participatif peut permettre aux individus de devenir acteurs de leurs propres problématiques, tout en alignant les transitions personnelles et territoriales. Cette vision s'inspire d'une interview menée auprès d'Anne-Laure Fraga, spécialisée dans les projets de politiques territoriales. Elle souligne l'importance des budgets participatifs, qui constituent une approche en accord avec sa vision d'un "territoire heureux". Il s'agit selon elle d'un lieu où les individus prennent la responsabilité de leur bien-être, au sein duquel ils ont le pouvoir de diriger leur vie et sont conscients de leurs aspirations. Ainsi, ils agissent en toute conscience, respectant mutuellement leurs valeurs éthiques et celles des autres. L'écoute mutuelle joue un rôle crucial dans une société où l'écoute de l'autre est souvent négligée. "La vie commence à cet endroit, c'est-à-dire dans un 'territoire heureux' où l'on écoute nos besoins et ceux des autres, où l'on est attentif aux messages de la nature et aux personnes qui nous entourent, et où l'on intervient avec respect et bienveillance mutuelle".

● Essaimage de petites innovations territoriales : les territoires d'innovation démocratique

A l'échelle locale, les innovations démocratiques déployées sont de "petites" innovations, comme l'indique Julie Maurel. En effet, elles transforment par petites touches des pratiques démocratiques sans transformer la démocratie en profondeur. Plusieurs territoires sont porteurs d'innovations démocratiques.

Certains territoires déploient des solutions innovantes afin de démocratiser la participation citoyenne à l'échelle locale. C'est ainsi qu'à Clermont-Ferrand, dans le département du Puy-de-Dôme (63) en région Auvergne-Rhône-Alpes, un jeu de rôle a été expérimenté en 2016 afin d'encourager la participation des habitants au

budget de la ville. 20 à 30 habitants ont été réunis pendant deux heures afin d'incarner le rôle d'élus au sein du conseil municipal. Leur mission était de voter le budget de la ville pour l'année suivante. Ils ont disposé des mêmes données dont dispose le conseil municipal lors d'un vote. *“On est fiers de cette expérience-là car c'était un vraiment un modèle très innovant”* déclare Marie Sansano en 2020, responsable dialogue citoyen de la ville. Elle explique que le succès de cette expérimentation a fini par convaincre les élus et le maire de la Clermont-Ferrand du bien-fondé de la mise en place d'un budget participatif.

D'ailleurs, à Dunkerque, dans le département du Nord (59) en région Hauts-de-France, des initiatives visent également à diffuser une culture de la démocratie locale. Depuis 2017, l'événement *“Tous acteurs pour Dunkerque”* réunit en effet tous les acteurs locaux de toutes les formes de participation, d'engagement et d'initiative. L'objectif est de créer des passerelles, des envies, de susciter des échanges et ainsi, de nouvelles formes d'engagement. L'intention est de favoriser une transversalité des pratiques et un décloisonnement des activités entre les uns et les autres, comme l'explique en 2020 Alexis Favre-Gilly, chargé de mission participation des habitants de Dunkerque.⁹⁸⁰

Stand de la Fédération Trisomie 21 France durant l'évènement *“Tous acteurs pour Dunkerque”*



Les habitants qui ne font que passer en tirent une expérience positive : *“C'est accueillant et ça a l'air diversifié”*. Ils peuvent ainsi s'informer sur les initiatives locales : *“Ça permet de découvrir les associations du coin”*. Et la qualité de l'événement peut même inciter certains à passer le pas de l'engagement citoyen : *“Il y a*

une mixité sociale, une mixité qui est dynamique, qui donne envie de s'inscrire, qui donne envie de s'impliquer”. Cette journée présente en effet des festivités, comme des danses et des chansons. Johanne, membre du conseil municipal des jeunes de la ville, a par exemple chanté une chanson pour l'association Petits Princes qui vise à réaliser les rêves des enfants malades et à les accompagner dans la durée. Elle a pris plaisir à contribuer à une cause d'intérêt général : *“C'est important parce que c'est pour aider des personnes en difficulté et j'avais vraiment envie de le faire”*⁹⁸¹.



Créer des boîtes de médicaments anti-préjugés pour restaurer un dialogue permanent avec les habitants

Dès 2018, dans un climat de défiance des représentants élus dans les territoires ruraux, le petit village d'Ayen en Corrèze (Nouvelle-Aquitaine) décide de mettre en place la co-création de boîtes de médicaments anti-préjugés sur des thèmes de la vie quotidienne (ruralité, détenus, schizophrénie, alcoolisme, sexualité, etc.). Ce projet d'innovation démocratique “Prejugix 400mg” poursuit l'objectif de restaurer le lien social et renforcer la participation citoyenne en milieu rural. Les participants ont pu rédiger une notice regroupant des témoignages d'habitant victimes de préjugés et recensant les bonnes postures, le tout rassemblé dans une boîte de médicament. Plus de 30 ateliers créatifs et réunions ont été réalisés, avec une participation de 100 citoyens diversifiés. Selon Jérôme Perdrix, à l'époque adjoint au maire d'Ayen, ce projet “a rempli sa mission en soudant les participants et en faisant émerger de nombreux temps d'échanges et de partages entre les Ayennois d'origine diverses.” Ce projet a d'ailleurs été déployé dans les 12 départements de la région Nouvelle-Aquitaine.⁹⁸²

Par ailleurs, les territoires innovent parfois dans leurs pratiques démocratiques afin de placer les citoyens en tant qu'acteurs des nouveaux projets de leur ville. En effet, la ville de Dunkerque déploie depuis 2014 des Fabriques d'Initiatives Locales (FIL). Pour encourager l'engagement à co-construire des projets pour la ville, ces FIL (temps de rencontre, d'expression et de débat) ont été mis en place dans tous les quartiers. Les habitants peuvent ainsi réfléchir collectivement à la réalisation de projets communs. En compagnie de techniciens et élus, ils ont l'opportunité de créer librement une initiative locale. Une Dunkerquoise participant à l'installation d'un projet pour son quartier témoigne : *“C'est la concrétisation aujourd'hui de ce qu'on a travaillé depuis plusieurs mois. Donc, c'est important d'être présent et de participer au démarrage du projet en faisant des trous, en mettant les mains dans la terre et puis aussi de discuter avec les autres habitants du quartier.”*⁹⁸³ En 2020, selon Marjorie Eloy, adjointe au maire en charge de la démocratie locale de Dunkerque, l'initiative principale ayant eu un grand succès est la création d'une base de loisir au Fort de Petite-Synthe. Cet espace a ouvert en 2020 et la population se l'est totalement appropriée. Chaque année, elle est améliorée grâce à un travail collectif, faisant le bonheur des petits et grands⁹⁸⁴.

Dans la commune nommée Les Molières, en Essonne (91) dans la région Île-de-France, les habitants sont également placés au cœur des projets locaux. Dans ce village de 2 000 habitants, l'innovation est au cœur des pratiques démocratiques locales. A tel point qu'elle possède une “constitution municipale” qui régit la démocratie locale. Il s'agit d'un texte placé au-dessus de toute valeur, qui prône la prise de décision en commun. Le maire Yvan Lubraneski déclare une volonté commune d'y ajouter comme valeur : *“ce qui est dans la loi on le respecte et ce qui n'y est pas on l'invente”*. Les habitants ont par exemple décidé collectivement d'innover l'emploi du temps des écoliers locaux (matinées allongées sur 5 matinées, activités périscolaire le jeudi après-midi, centre loisirs le mercredi après-midi). Pour chaque innovation locale, il est nécessaire de prendre en compte la longueur

de la co-construction du projet, le nombre d'acteurs impliqués, le volume d'information et la valorisation des participants.

Dans la même veine, dans les Alpilles, aux Escartons de Briançon, le maire rassemble les habitants autour d'une “Charte du vivre ensemble” qui a une valeur quasi-supérieure à la loi, visant ainsi tout à la fois la cohésion, un projet commun et un lien humain accru entre les habitants.

Finalement, afin d'impulser des innovations à l'échelle locale, le Labo Démocratie Ouverte effectue des expérimentations. Il s'agit de *test and learn* modélisables et répliquables dans d'autres territoires. En effet, la méthodologie et les résultats de chaque expérimentation territoriale sont mis à disposition sur le site du Labo Démocratie Ouverte. Des expérimentations territoriales ont été menées entre 2018 et 2019 afin de développer la démocratie de rue (Loos-en-Gohelle dans le Pas-de-Calais) ou de mieux outiller les conseils de quartier pour une mobilisation plus massive et diversifiée (Paris).

Atelier de créativité dans le cadre de la création de conseils de quartiers innovants à Paris



Actuellement, d'autres innovations locales, débutées en 2021, sont en cours de développement. Elles ont par exemple pour objectif de favoriser l'implication des jeunes (Est-Ensemble, structure intercommunale en Seine-Saint-Denis) ou encore de tendre vers un territoire zéro déchets (SMICVAL, Syndicat Mixte Intercommunal de Collecte et de Valorisation du Libournais et de la Haute-Gironde). Le site du Labo Démocratie Ouverte présente en

détail ces expérimentations et bien d'autres, ainsi que des propositions d'expérimentations à mener en partenariat avec des collectivités locales et en impliquant des innovateurs démocratiques.



Le sport et l'intelligence collective pour redonner goût aux valeurs démocratiques

En 2021, le département de la Seine-Saint-Denis et le Labo de Démocratie Ouverte mènent une expérimentation afin d'augmenter le pouvoir d'agir des jeunes de l'ASE (Aide Sociale à l'Enfance). Ainsi, un événement démocratique nommé "Les Jeux de la Participation" a été organisé sur ce territoire. Il s'agit d'un projet tourné vers l'éducation citoyenne et l'acquisition de compétences civiques par la pratique du sport, en lien avec les Jeux Olympiques de Paris 2024. A cette occasion, 32 jeunes entre 9 et 17 ans ont pu découvrir les fondements de la citoyenneté par le sport. Un véritable parcours d'épreuves a été conçu en mixant des activités sportives avec les valeurs des J.O. (fair-play, coopération, entraide, etc.) et des temps d'intelligence collective⁹⁸⁵.



Mixer des activités (comme le sport) avec la pratique démocratique permet de dynamiser et d'amorcer une participation de populations qui en sont parfois éloignées.



Le Hub des Territoires : placer l'innovation et la convivialité au coeur des transitions territoriales

La Banque des Territoires a mis en place un espace appelé le Hub des Territoires, conçu comme un lieu chaleureux où des approches et méthodologies innovantes sont mises en

œuvre. Ce Hub, à la fois physique et virtuel, a pour objectif de faciliter le partage et la concrétisation des projets. Il est situé à proximité de la gare d'Austerlitz à Paris. Ses vitres symbolisent l'ouverture. Ainsi, le Hub des Territoires est un lieu de rencontres dédié au développement des projets territoriaux, offrant notamment des résidences pour les startups. Il vise à encourager la recherche collective de solutions novatrices pour agir et répondre aux besoins des territoires en transition. L'ambiance y est accueillante, favorisant ainsi la création de liens entre les différents acteurs de l'écosystème et du développement territorial. Son objectif principal est de promouvoir les échanges à travers de nouveaux espaces de collaboration et de création, afin d'aborder les enjeux et les projets de territoire d'une manière différente⁹⁸⁶.

Blandine Calcio Gaudino, responsable du pôle Écosystèmes & Innovation de la Banque des Territoires, explique que le lieu porte un nom qui invite et que personne ne s'approprie. Les alliances qui s'y créent sont naturelles, car la gouvernance est partagée. Une ambition : voir émerger des écosystèmes. Personne ne revendique le lieu. *"L'arbre ne dit pas c'est moi qui suis le plus fort, sinon, il meurt"* commente-t-elle.

● D'autres imaginaires démocratiques sur les territoires

De nouveaux imaginaires démocratiques peuvent être pensés pour créer des dynamiques participatives et inclusives qui correspondent aux besoins et aux aspirations des citoyens. A Nantes, l'imaginaire est devenu réalité en 2017 grâce à un projet de la ville proposant aux habitants d'imaginer une nouvelle vie pour 15 lieux "en friche". Dans cette ville élue "capitale européenne de l'innovation" en 2019, un appel à la créativité afin de réinventer l'avenir de ces lieux peu ou pas utilisés en associant les citoyens à l'ensemble des étapes. Les citoyens ont ainsi pu contribuer au projet à partir du diagnostic initial (inspiration) jusqu'au choix final des projets (votation).

En innovant, investissant, détournant et valorisant des bâtiments désaffectés et des

4. FERTILISER SON TERRITOIRE / C. Démocratie locale

espaces publics délaissés ou à aménager, les habitants imaginent et planifient un nouvel usage (temporaire ou permanent). Plus de 7 000 votants se sont exprimés au sujet des 41 projets déclarés recevables (sur 81 projets déposés en janvier 2018) pour choisir un projet final pour chaque lieu. La mairesse de Nantes, Johanna Roland, explique que la création d'un nouvel imaginaire démocratique, centré sur la poésie et la collaboration locale est l'essence même du projet : "Mettre du rêve, de la poésie et de l'imaginaire au cœur de la fabrique collective de la ville, c'était tout l'enjeu de ce pari. Des vrais échanges entre les porteurs de projets, dans un monde où l'on met souvent plus les choses en compétition, et bien là on est plus dans celui de la coopération."⁹⁸⁷

De nombreuses pratiques démocratiques territoriales restent à imaginer. Les questions de la reconnaissance du vote blanc, de la participation à 16 ans, du maillage inter-générationnel ou encore du lien entre la jeunesse et l'institution peuvent se poser à l'échelle

locale. A l'heure actuelle, les innovations démocratiques se concentrent sur les leviers de la participation de la jeunesse, comme l'indique Julie Maurel.

● L'innovation démocratique contribue à des modes de vie heureux

Avoir l'opportunité de participer aux décisions démocratiques à l'échelle locale peut contribuer à une meilleure qualité de vie au sein de son territoire, comme le suggère Julie Maurel. En effet, l'experte précise que cela permet aux citoyens d'être acteurs de leur vie, d'œuvrer en faveur de la justice territoriale et d'être ainsi en position d'encapacitation. L'information et la transparence de la part des élus suffit à faire grandir cette capacité d'agir. Le bonheur se trouve dans la finalité de cette participation. Dans le cadre de la participation citoyenne, nous pouvons dès lors suggérer que le bonheur personnel peut être entremêlé au bonheur collectif. Le bonheur personnel n'est atteint que si le bonheur collectif l'est aussi.

Cartographie des visions créatives de citoyens à Nantes © Labo Démocratie Ouverte



Ce panneau donne à voir de façon synthétique les propositions citoyennes issues du temps fort du 25 septembre. Retrouvez le détail des contributions dans les cahiers d'expressions de chacun des sites, et sur nantescc.fr/25sept

3 - Passer du “je” au “nous” dans les démarches de participation citoyenne

● Vers un passage durable du “je” au “nous”

Outre l’envie de faire, l’engagement durable dans les processus de participation citoyenne nécessite plusieurs conditions.

Premièrement, la qualité de la relation avec les élus est centrale pour engager durablement les citoyens. Tout d’abord, se sentir proche des élus est une variable significative. Cette forte proximité peut avoir lieu en zone urbaine - comme à Grenoble, Paris, Lyon, Marseille - comme rurale - comme à Châtel-en-Trièves (38), Les Molières (91), Ayen (91). Puis, le sentiment de confiance est un impératif. Pour ce faire, Fanny Lacroix, mairesse de Châtel-en-Triève, suggère que se réunir autour d’une situation rapide et concrète de participation citoyenne basée sur l’intelligence collective est efficace. Selon Julie Maurel, responsable du pôle Innovation et Territoires chez Démocratie Ouverte, la délibération par processus d’intelligence collective permet le passage du “je” au “nous”. Ensuite, l’humilité et la transparence des élus est importante, comme le précise Yvan Lubraneski, maire des Molières. Il parle de “*démocratie coopérative*”. Il s’agit d’être dans une dynamique de co-construction par toutes les méthodes et outils possibles. Chaque citoyen doit se sentir légitime de participer.

Deuxièmement, l’engagement durable nécessite de trouver sa place. La création d’un comité par projet et par sujet est un moyen de favoriser l’inclusion des citoyens dans les démarches de participation citoyenne. C’est ce qu’explique Yvan Lubraneski, maire des Molières. Il indique que cela démultiplie le nombre de participants. En effet, l’engagement des citoyens débute souvent du fait d’un intérêt pour une thématique précise. De plus, être inclusif dans le vocabulaire et dans les lieux de concertation est également indispensable pour que les citoyens se sentent parties prenantes dans leur village. C’est ce qu’avance Fanny Lacroix, mairesse de la commune de Châtel-en-Triève.

Troisièmement, avoir un sentiment de reconnaissance à l’issue des projets est un moteur de ré-engagement. Yvan Lubraneski,

maire des Molières indique ainsi que lorsque les projets co-construits aboutissent, il faut communiquer sur le fait que cela est grâce à la participation des habitants (affiches, remerciements, etc.). Il considère que cette valorisation crée un cercle vertueux, donnant envie de re-participer aux décisions locales. De plus, Fanny Lacroix, mairesse de la commune de Châtel-en-Triève, explique qu’avoir un “récit collectif” est important pour que les habitants puissent retrouver un sens et une valorisation à travers la participation citoyenne. Elle déclare qu’écrire une histoire sur la longueur est moteur d’engagement. La commune d’Ayen a d’ailleurs réalisé (en 2 ans) un film sur la commune. L’ancien élu à la démocratie locale, Jérôme Perdrix, explique que ce dernier a permis de construire un récit du territoire, une histoire commune à l’échelle locale.

● L’importance d’articuler le bonheur individuel et partagé

La participation citoyenne est une proposition d’articulation entre l’individuel et le collectif. Dans les espaces de discussion, de concertation, de délibération, la parole de tous doit être accueillie, il ne s’agit pas d’un entre-soi. L’enjeu de ces moments d’échange est le développement d’une capacité à échanger et co-construire en compagnie d’individus au hasard. La démocratie locale durable nécessite ce passage d’un simple besoin d’information (intérêt personnel) à un engagement pour une cause d’intérêt général.



Une mobilisation collective pour sauver sa commune

Avant 2017, les villages de Cordéac et de Saint-Sébastien en Isère (38) ont connu durant plusieurs années un contexte de désertification. Il n’y avait plus de service à part la mairie sur les deux communes. Face à la menace de disparition de leurs villages, les habitants ont décidé de faire front. En 2017, ils votent à l’unanimité pour former la commune nouvelle de Châtel-en-Trièves. Les ateliers participatifs axés sur l’intelligence collective ainsi qu’une structuration de 150 habitants

(sur 250 au total) en associations a revitalisé la commune. Des nouveaux services et commerces et services ont émergé : école, mairie, café-épicerie associatif, jardins partagés, restaurant. Cette mobilisation collective reflète l'articulation entre bonheur individuel et partagé.

Les projets locaux qui aboutissent suite aux démarches de participation citoyenne sont en eux-mêmes gages d'un bonheur individuel car partagé. C'est ce qu'explique Vincent Vladesko, un jeune lauréat du budget participatif 2021 à Boulogne-Billancourt. Il a présenté un projet d'atelier de bricolage communautaire pour permettre à tous de bricoler dans sa ville. Cette initiative est née d'une prise de conscience de la difficulté que peut représenter le bricolage chez soi. Le fait que ce projet puisse être déployé et être ainsi utile aux Boulonnais est source de bonheur pour Vincent : *“Je ressens une certaine fierté dans le sens où ce que j'ai proposé, ça va me servir à moi mais ça va surtout servir à beaucoup de Boulonnais, à beaucoup de personnes qui vivent en appartement, qui ont envie de bricoler, de réparer des choses, de recycler, qui aujourd'hui ne peuvent pas. Et donc je suis content de savoir que ce que je propose puisse servir à d'autres dans le futur.”* C'est ainsi que la joie personnelle de voir son projet aboutir découle de l'impact positif sur de nombreux individus⁹⁸⁸.

● **Passer de l'individuel au collectif via la transition écologique**

“La crise écologique transforme profondément les conditions de l'agir humain en même temps qu'elle questionne l'ensemble des mécanismes démocratiques.” (Groupement d'Intérêt Scientifique “Démocratie et Participation”)⁹⁸⁹. Le Groupement d'Intérêt Scientifique (GIS) ajoute que *“la notion de transition écologique exprime cette nécessité d'adapter nos économies et nos sociétés (modes de vie, action publique, démocratie...) au respect des limites de la biosphère”*. Il existe ainsi une interconnexion entre responsabilité individuelle et collective. La question de la transition écologique est d'ailleurs une préoccupation grandissante chez les citoyens français. C'est ainsi que la

23e vague du Baromètre des représentations sociales du changement climatique (ADEME, 2022)⁹⁹⁰ révèle que la transition écologique est la deuxième préoccupation des Français (35%). Cette inquiétude se manifeste plus chez les jeunes entre 15 et 17 ans (23%) que chez les seniors entre 65 ans et plus (8%). Le changement climatique est ce qui inquiète le plus (43%).



La transition écologique est la deuxième préoccupation des Français

A travers les territoires, les processus de transition écologique s'accompagnent souvent de friches temporaires qui créent de la vie de quartier. C'est ce qu'explique Lucien Langton, cofondateur d'Octree. Selon lui, elles rassemblent, unissent, et font émerger des projets. Les friches constitueraient ainsi des outils de transition au service de l'épanouissement des territoires.

La transition écologique et la transition démocratique vont de pair. La transition écologique n'est pas au service de la transition démocratique, comme la transition démocratique n'est pas au service de la transition écologique : ces deux transitions s'inter-influencent, comme le suggère Julie Maurel, responsable du pôle Innovation et Territoires chez Démocratie Ouverte.

C'est ainsi que dans certaines communes, les actions de développement durable et l'innovation démocratique sont indissociables. C'est par exemple le cas de la commune d'Ayen qui propose notamment des cafés éco-citoyens qui sont le lieu d'expression des citoyens sur les questions environnementales du territoire. Plus précisément, 80 cafés éco-citoyens sont organisés dès 2007 dans un petit café “chez Nadine” au cours desquels de nombreux débats ont eu lieu en rapport avec l'écologie au sein du village. A ces occasions, les élus et les non élus sont assis à la même table, favorisant la diversité des idées et la convivialité. Ces cafés éco-citoyens accueillent parfois jusqu'à 60 personnes *“qui n'avaient pas d'espace pour*

évoquer des problématiques, qui étaient souvent en lien avec l'agenda 21, mais qui étaient souvent, voire toujours, rattachés à la vie collective de notre village” comme l'explique Jérôme Perdrix en 2020, ancien adjoint au maire de la commune d'Ayen. Ayen a d'ailleurs été plusieurs fois primée pour sa démarche éco-responsable. Elle propose en effet plus de 250 actions de développement durable (jardinage sans pesticides, cantine avec des produits locaux, bâtiments basse consommation, etc.).

cafés éco-citoyens

80

sont organisés dès 2007 dans un petit café “chez Nadine” à Ayen, au cours desquels de nombreux débats ont eu lieu en rapport avec l'écologie au sein du village.

Également, la ville de Loos-en-Gohelle incarne la réussite d'une triple transition : démocratique, écologique et solidaire. Afin de développer une culture de l'engagement, le maire de la ville, Jean-François Caron (2001-2023), déploie une politique d'habitants-acteurs en valorisant le patrimoine culturel et local. Zoomons par exemple sur le dispositif démocratique “fifty-fifty” (2005) qui vise à partager les responsabilités entre la ville et ses habitants dans le cadre d'un projet d'aménagement. Il s'agit de favoriser, soutenir et développer les initiatives des habitants. La démarche repose sur trois principes : “une idée, un appui de la commune et une convention”. Ainsi, lorsque les acteurs du territoire (habitants, associations, écoles, etc.) ont une idée ou une revendication, ils peuvent saisir la commune pour une action d'amélioration du cadre de vie. Lorsqu'ils s'engagent à mettre en œuvre leur projet ainsi qu'à le pérenniser dans le respect de la convention, la municipalité accompagne son essor et sa réalisation en le soutenant financièrement et techniquement⁹⁹².

De ce dispositif “fifty-fifty” émerge satisfaction, fierté, et pouvoir d'agir chez les habitants de la ville. Leurs idées sont reconnues et le lien social, tout comme les compétences collectives,

sont favorisés. Un dispositif “gagnant-gagnant” car cette implication citoyenne permet des économies budgétaires. Par exemple, 70 000€ ont pu être économisés au cours de la réfection des chemins ruraux grâce aux agriculteurs qui ont étalé eux-mêmes, avec leurs engins, les matériaux achetés par la commune. Par ce dispositif, un élan est donné à l'engagement local, et les habitants sont partie prenante dans la transition démocratique et écologique⁹⁹³. En moyenne, cinq à six projets par an sont réalisés, comme l'installation de panneaux solaires sur la toiture d'une église. La ville a d'ailleurs pour objectif d'utiliser 100% d'énergies renouvelables d'ici 2050⁹⁹⁴.



© Loos-en-Gohelle
A Loos-en-Gohelle, des panneaux solaires sont installés sur une église

Dans le cadre du “Labo Mise en récit(s) : on ne se raconte pas d'histoires, on les vit” organisé par le Centre Ressource du Développement Durable (CERDD) et la Fabrique des Transitions en 2022, Antoine Raynaud, directeur de cabinet de Loos-en-Gohelle, déclare que pour mener des politiques de transition, tout échelle confondue, la mise en récit est une condition de réussite. L'important est de “penser que la transition est d'abord un enjeu de changement d'imaginaire plus qu'un enjeu de solution technique ou d'innovation technologique”. Il déclare que cette mise en récit permet de créer de la motivation à changer et de lever les résistances au changement⁹⁹⁵.



Augmenter la désirabilité des politiques écologiques pour construire de nouveaux imaginaires

À Grenoble, la création d'une convention citoyenne pour le climat par la Métropole

a permis de révéler des priorités, d'augmenter l'acceptabilité, voire de créer de la désirabilité pour les politiques environnementales. Selon la Métropole, les participants ont été surpris d'apprendre la part de leur empreinte carbone liée à la consommation de bœuf ou à leurs modes de consommation en général, comme le transport. Une proposition comme "J'interdis le rallye automobile" devient entendable. Pour la Métropole, la démocratie locale permet de rassembler les entreprises (via des réseaux et initiatives publiques ou privées comme le Pacte Économique Local ou la Convention des Entreprises pour le Climat), collectivités et habitants pour voir ce qu'il est possible de faire ensemble. De nouveaux imaginaires peuvent alors être bâtis.

Par ailleurs, pour donner de l'élan aux porteurs d'initiatives et d'actions de transition écologique, des réseaux peuvent être mis en œuvre, à l'instar de celui présent en région Bourgogne-Franche-Comté (en lien avec Energy Cities et l'ADEME Franche-Comté)⁹⁹⁶. Depuis 2017 se déploie une démarche exploratoire, expérimentale et itérative, de "Gestion de la transition avec les Pionniers Ordinaires de la Transition Énergétique" (POTES). Cette approche d'innovation sociale et de mobilisation des acteurs pionniers fait le pari que la mise en réseau de précurseurs d'un territoire (les POTES en Bourgogne-Franche-Comté) porte un potentiel créatif et d'innovation pouvant déclencher des changements à grande échelle. L'ambition est de développer le pouvoir d'agir des habitants mais aussi de changer le rapport de la collectivité aux citoyens et de renforcer la collaboration entre élus, agents et habitants.

La Région Bourgogne Franche-Comté espère ainsi devenir une "région à énergie positive" d'ici 2050⁹⁹⁷. Les actions du réseau POTES sont multiples : organisation de rencontres, de visites, d'animations, déploiement d'une plateforme numérique et d'une cartographie interactive, jeu-concours, webinaire, etc. En 2022, un nouveau projet voit le jour : La Route des POTES. L'intention est de faire découvrir toute l'année aux habitants les

pratiques et initiatives de transition écologique inspirantes des POTES de Bourgogne-Franche-Comté. Ce projet a été co-construit et validé par de multiples acteurs du territoire (POTES, collectivités locales, représentants du monde du tourisme, etc.) à travers de multiples phases, comprenant des ateliers créatifs avec des sessions d'intelligence collective⁹⁹⁸.

Plus de 300 citoyens sont membres de la communauté des POTES. Ce réseau illustre bien que transition écologique et démocratique vont de pair : *"J'aimerais, en tout cas c'est ce que je vois dans 10 ans à Luzy, c'est beaucoup d'initiatives citoyennes. Finalement, les citoyens ont repris leur place d'acteur, de leur vie, et la politique finalement fait partie vraiment du village."* comme le déclare Sabrina Grimouille, chargée de mission village du futur à Luzy, à Nièvre (58)⁹⁹⁹.



L'association Les Maires pour la Planète, recense les bonnes pratiques environnementales des communes

Depuis 2019, cette association labellisée BBZ vise à mettre en réseau les élus de Charente-Maritime autour des enjeux de la transition environnementale. L'objectif est de permettre aux communes de valoriser leurs actions écologiques. Dès lors, elle a à cœur d'aider les collectivités à mettre en place des actions concrètes pour l'environnement. Pour ce faire, des ateliers en ligne, des visites de terrain, des ressources documentaires et un accompagnement continu sont proposés. Forte de plus de 100 adhésions, soit environ 25% des communes du département de la Charente-Maritime, elle construit un réseau fort entre les élus. L'association a pour ambition de se régionaliser à la Nouvelle-Aquitaine afin de consolider son réseau de collectivités et de faire de l'environnement une priorité individuelle et politique¹⁰⁰⁰.

Finalement, le passage du "je" au "nous" via la transition écologique est nécessaire à l'échelle

inter-territoriale. Fanny Lacroix, mairesse de la commune de Châtel-en-Triève, estime en effet qu'il y a des articulations à faire sur les questions énergétiques, de l'alimentation et du renouvellement démocratique. Pour ce faire, il est nécessaire d'outrepasser le fossé culturel existant entre le milieu rural - qui est dans une logique de pragmatisme et de vivre ensemble - et urbain - plutôt dans des logiques politiciennes. Cédric Szabo, directeur de l'association des Maires Ruraux de France, déclare en effet que les enjeux environnementaux nous dépassent et que *“si on reste dans nos sillons, dans ce rapport de force artificiel (le statut social), on n'y arrivera pas”*. Il explique alors qu'aujourd'hui, les habitants urbains et ruraux transcendent les barrières administratives et s'affranchissent de ces clivages, incitant tout le monde à réfléchir différemment.



Le programme de mobilisation citoyenne “Plus de nature dans mon quartier”

Les actions de sensibilisation, de préservation et d'intégration de la biodiversité dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) sont au cœur du programme. La Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) pilote sa mise en place, en lien avec les acteurs locaux tels que les habitants, les écoles, les collectivités, les bailleurs sociaux et les associations de quartiers. Le déploiement du programme est en 3 temps : sensibiliser les élèves, mobiliser les citoyens et accompagner les professionnels. En 2018, le projet incubateur se situe dans le quartier Favard en 2018 à Gradignan (33). En 2021, des actions engagées sont déployées dans des quartiers comme celui de la Madeleine à Joigny (89), de Maurepas à Rennes (35) ou des Couronneries à Poitiers (86). Une dizaine de projets pilotes sont mis en œuvre en 2022/2023, avec un objectif de déploiement national en 2024 (LPO, 2023)¹⁰⁰¹.

La biodiversité en ville

© Christelle Thouvenin



L'usage du numérique permet également ce passage du “je” au “nous” à l'échelle inter-territoriale, en gardant ce prisme de la transition écologique. Grâce à l'utilisation d'une plateforme numérique, Grenoble Alpes Métropole a ainsi réussi à mobiliser les habitants et à créer un Projet Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUI). Les citoyens se sont mobilisés car la préservation des espaces naturels et l'évolution urbaine les concernent hautement. Un arbre remarquable à Venon, un Chêne emblématique, a ainsi été identifié comme un symbole territorial, permettant de recueillir des retours et des expressions de la part des habitants. La diversité des publics a été prise en compte, avec des interactions physiques et numériques, permettant d'engager une large participation, permettant de capter des gens habituellement silencieux. Des panels citoyens ont également contribué à une approche qualitative, favorisant la co-construction et l'identification des opinions divergentes et convergentes. Un grand soin a été apporté pour varier les registres de participation permettant de “faire territoire” à partir de 49 territoires, grâce au numérique.



La startup des territoires ou le passage du “je” au “nous” de manière systémique

La startup des territoires vise à faire émerger des collectifs soudés qui transforment ensuite le territoire sur un modèle imaginé par eux. Chaque territoire fait émerger sa propre modalité. “Le labo des partenariats de Strasbourg



Carte des quartiers pilotes pour programme LPO

© Ligue pour la Protection des Oiseaux

Pour exemple, l’initiative “Elle s’appelle revient” a commencé à rassembler suffisamment de citoyens, pour ensuite faire émerger un projet élargi de consigne qui puisse avoir un modèle économique viable parce que la communauté est déjà étendue et engagée. Selon leur site officiel, 8% des habitants de la métropole seraient touchés par la startup des territoires. 15 territoires existants ont créé leur startup aujourd’hui.

A la lumière de ces nombreuses inspirations territoriales, il est important de rappeler que la mobilisation collective en faveur de la transition écologique peut améliorer le cadre de vie. En effet,

la présence d’arbres et d’espaces de nature est facteur d’abaissement du stress et d’apaisement des relations sociales au quotidien (voir 1C). Le bien-être ressenti est partagé, car cet engagement citoyen et écologique est au service de tous, sans barrières sociales, à l’image des chantiers participatifs de plantation de haies (LPO, 2023).

a identifié qu’en plus de l’impact concret des projets au service des habitants, le simple fait pour les citoyens d’exprimer leur indignation, leurs rêves leur permettaient de se sentir acteurs, et donc de se sentir bien” déclare Anita Duval, une des fondatrices du projet.

Conclusion et propositions

Pour conclure, la participation aux processus démocratiques locaux est un courroie de transmission entre bonheur personnel et partagé. En effet, prendre part aux démarches de participation en s'identifiant au groupe des décideurs politiques locaux est susceptible de satisfaire les quatre besoins psychologiques fondamentaux (besoin d'appartenance, du besoin d'estime de soi, du besoin de contrôle et du besoin de sens) et a fortiori le bien-être individuel. Les démarches de participation s'effectuent en commun, et si chacun se sent utile et à sa place, perçoit les impacts de sa participation et une reconnaissance des élus, cela favorise un bonheur collectif. Lorsque les transitions démocratiques et écologiques sont synchronisées, responsabilité individuelle et collective vont de pair. Les transformations en jeu peuvent contribuer à un bonheur partagé. En effet, l'amélioration des processus démocratiques ainsi que la préservation de l'environnement ont des impacts bénéfiques à l'échelle globale. Finalement, le chemin reste encore long car "créer une société de l'engagement, dans laquelle chaque citoyen est co-responsable et acteur de son territoire, implique des transformations culturelles profondes, du côté des citoyens, des associations, des entreprises... mais aussi du côté des élus et de l'administration des collectivités territoriales."¹⁰⁰²

Les initiatives présentées dans cette partie sont matière à nourrir tant les politiques publiques de démocratie que les initiatives citoyennes en la matière. Les réflexions issues de cette partie nous amènent à préconiser les actions suivantes :

- *Évaluer chaque année la qualité démocratique de son territoire, via par exemple le DémoMètre ;*
- *Démocratiser la participation citoyenne sur les territoires, en variant les formats (numériques/ présents, assemblée, budget participatif) et les horaires (semaine/week-end, journée/soir), les activités (jardinage partagé, réinvention PLUI, identification des trésors du territoire, fabrication d'étagères dans un café-épicerie, sport), et les soutiens (garde d'enfant rémunéré, transport, etc.) ;*
- *Partir de là où les gens sont pour développer la participation démocratique en choisissant les thèmes de la vie quotidienne, comme "le plus bel arbre à préserver près de chez vous" ;*
- *Rendre obligatoire l'instauration (côté collectivité) et la participation (côté citoyen) à un budget participatif local ;*
- *Transformer la journée défense citoyenneté (JDC) en semaine de la citoyenneté afin de compléter la "semaine de l'engagement" et "la semaine de la démocratie scolaire" organisées en établissement scolaire (recommandation CESE) ;*
- *Rééquilibrer les responsabilités collectivité-citoyen sur le modèle fifty-fifty de Loos-en-Gohelle où chaque projet sur un triptyque "une idée, un appui de la commune, une convention" ;*
- *Étendre les expérimentations d'émergence d'ambassadeurs de communautés rémunérés et formés parmi les habitants, à l'image de voca.city / Decidim ;*
- *Commencer par bâtir les communautés avant de déployer les initiatives de démocratie participative, à l'image de la Startup des territoires et de son projet de consigne "Elle s'appelle reviens".*

☑ Partenaire Pionnier

| VOCA

voca

Voca est un projet permettant d'accéder facilement aux outils numériques pour s'organiser en communauté de façon démocratique. Le projet a été initié en 2021 par Octree, un studio pour construire des communs digitaux viables basé à Genève.

Fonctionnant comme un startup studio produisant des outils numériques équitables et engagés, Octree est composé d'une petite équipe composée des ingénieurs informatiques, des designers et des spécialistes en stratégie de produits digitaux et leurs financements. L'équipe, internationale, s'organise de façon

de participation démocratique à l'échelle de villes, communautés et régions grâce au logiciel libre Decidim, Octree a rapidement décidé de faciliter l'accès à ces nouveaux outils numériques au plus grand nombre avec le projet Voca. Convaincus que l'avenir passera par les communs à l'échelle du territoire et de ses communautés, il apparaît nécessaire de donner accès à des outils collectifs équitables pour permettre à toutes et tous de se gouverner librement ensemble. Ce faisant, le projet Voca permet aussi de créer un commun numérique. En effet, le projet est publié sous



© Tim Izzo

De gauche à droite: Guillaume Saunier, Lucien Langton, Xavier von Aarburg, Renato de Deus, Simon Mulquin, Hadrien Froger

démocratique et le studio est guidé par une raison d'être plutôt que par le profit: construire ensemble les outils de la transition sociale et écologique. Créé en 2016, le studio Octree est membre de la chambre d'économie sociale et solidaire de Genève et contribue à rendre des territoires plus heureux grâce à d'autres projets comme Caroster, permettant de s'organiser en groupe pour se rendre ensemble à un événement en covoiturage ou encore d'outils renforçant le lien entre producteurs de proximité et clients.

Œuvrant depuis 2018 en tant que prestataire technique pour mettre en place des outils

licence de Logiciel libre: ceci garantit qu'il n'appartiendra jamais à une seule entité, et qu'il restera un commun collaboratif œuvrant à rendre plus accessible des outils de gouvernance distribuée libres et souverains comme Decidim.

Voca trouve sa raison d'être dans la réduction de la fracture digitale au service de l'émancipation des communautés et des territoires : en effet, la technologie Decidim mène en profondeur des transformations démocratiques autour du monde toutefois, le projet reste difficile d'accès car très technique et donc aussi souvent coûteux à mettre en place. Voca permet de bénéficier de la technologie Decidim sans avoir besoin de compétences techniques particulières. En outre, Voca permet ainsi de créer des réseaux locaux de compétence en participation démocratique et en gouvernance distribuée. Le projet est actuellement utilisé en Suisse, au Canada, au Brésil et à l'international. Cette année verra Voca se développer en France, en Afrique et à l'international.

4D

Écologie personnelle et écologie des territoires

Partout dans le monde, un “réveil écologique” a lieu. C’est le constat que la fondation WWF partage dans son rapport “Un réveil écologique : mesure de la conscience collective, de l’engagement et de l’action en faveur de la biodiversité à l’échelle mondiale”¹⁰⁰³ publié en 2021. L’étude menée par l’Economist Intelligence Unit (EIU) démontre un intérêt croissant pour les problématiques environnementales et la protection de la biodiversité au cours des dernières années, et en particulier suite à la crise de la Covid-19.

Pour autant, l’écologie ne peut se penser que dans une approche globale. “Soyez le changement que vous voulez voir dans le monde”, disait Gandhi. On a souvent tendance à concevoir l’écologie comme un mouvement qui vise à limiter l’impact humain sur les écosystèmes. Mais cette recherche de l’équilibre qui est le cœur de la démarche écologique ne se joue pas seulement au niveau des milieux naturels et des êtres vivants mais aussi au niveau individuel. Car, comme le dit si bien Gandhi, si l’on aspire à réconcilier l’équilibre entre l’humain et la nature, encore faut-il faire l’effort de trouver chacun l’équilibre en soi-même. Plus qu’une science ou un discours sur le vivant et la nature, l’écologie est une philosophie de vie. C’est le maître-mot de Laetitia Blondel, accélératrice en transition écologique, auteure de *Écologai*¹⁰⁰⁴ - 50 idées pour faire entrer l’écologie dans votre quotidien pas à pas.

Dans cette volonté de développer une conception holiste de l’écologie, Laetitia Blondel forge le terme d’“écologai”¹⁰⁰⁵ : l’écologai, inspiré du concept japonais d’Ikigai, contraction de “écolo”, qui prend en compte le respect de l’environnement et le développement durable et de “kai”, effet, résultat, réalisation, vise à mettre l’écologie au centre de nos vies.

L’écologai ou l’écologie globale

© Vers un coin de Paradis.



ÉCOLOGAI

de


VERS UN COIN DE
PARADIS
simple, bon, durable

*L'écologai porte dès lors des fruits dans toutes les dimensions de nos vies, de nos sphères personnelles jusque dans nos territoires : "En devenant une philosophie de vie, l'écologie devient le moteur d'une vie alignée et riche de sens qui nous mène à plus de simplicité et de bien-être dans tous les domaines de la Vie tout en ayant un impact positif sur le monde."*¹⁰⁰⁶

C'est cette approche exigeante de l'écologie, l'écologai, qui sera notre fil directeur ici. La première étape de l'écologai, c'est l'écologie intérieure, soit la recherche d'une vie alignée avec ses valeurs et porteuse de sens (4D1). De-là l'individu peut trouver sa place dans le monde, sa mission de vie, son "ikigai" et le territoire de vie qui l'accueillera (4D2). De la même manière, le territoire heureux est celui qui accomplit pleinement sa mission au carrefour de ses atouts naturels, culturels et sociaux, de ce qui harmonise et nourrit profondément le territoire et qui garantit sa viabilité économique et assure les besoins des habitants et du territoire (4D3). Ce que l'écologie globale propose en somme, c'est de réconcilier les écosystèmes, les métabolismes urbains et territoriaux et les métabolismes personnels (4D4). Un programme ambitieux !

Précisons que, par son désir de faire se rencontrer le système et l'individu, cette partie sera amenée à présenter des contenus de nature très variable. Certains sont scientifiques, d'autres sont philosophiques, ou émotionnels, voire inspirés de la culture populaire et du folklore. Leur objectif est variable : il s'agit parfois de créer un socle de connaissance, parfois de bousculer la réflexion, ou bien d'inspirer. Le lecteur est invité à suivre ce chemin comme une aventure transformatrice qui prend de la distance par rapport aux contenus institutionnels.

4D1 | Se relier et trouver du sens

*"Aller au risque, c'est toujours emprunter la voie la plus dure, mais elle emmène quelque part. Les voies faciles n'emmènent nulle part"*¹⁰⁰⁷. C'est ce choix courageux d'oser vivre une vie singulière, qui nous appartient pleinement, que nous délivre le célèbre navigateur Olivier de Kersauson dans son livre autobiographique *Le monde comme il me parle* (2013). Un élan qui est propre à la vie pour celui qui a voué sa vie à la mer : *"Les risques sont faits pour être pris - contrairement à ce que tout le monde dit. Le risque, il est biologique, si l'on préfère. Si on ne prend pas de risques, alors ce n'est pas la peine de vivre."*¹⁰⁰⁸

Si, ce que nous tous partageons, par-delà nos différences, c'est le caractère limité de notre vie, alors il nous appartient à chacun de jouir pleinement de notre vie et d'oser vivre une vie qui a du sens dans un lieu qui nous ressemble et comble nos aspirations. Que notre territoire soit l'espace illimité des mers comme Olivier de Kersauson, notre ville dynamique, ou notre village chéri, il s'agit de trouver le territoire

de notre cœur où nos espoirs, nos rêves s'accordent avec le réel (1). Vivre et profiter auprès de ses proches, dans un lieu auquel on se sent appartenir, auprès de sa famille, d'amis, d'un réseau professionnel et associatif, constitue le socle d'une vie riche et épanouie. C'est ce qui fait d'un territoire un lieu vivant et vibrant (2). Pour se mettre en route vers le bonheur, ayons le courage de nous poser la question du sens de nos vies, et d'incarner ce bonheur, de le réaliser, dans notre territoire (3).

1 - Oser vivre une vie qui a du sens

● Vivre sa propre vie

Brownie Ware, infirmière australienne, qui a passé de nombreuses années à travailler en soins palliatifs, a récolté auprès de ses patients mourants leurs plus grands regrets. Ces plus grands regrets du vieil âge regardant sa vie passée, Brownie Ware les a partagés dans son livre *Les 5 regrets des personnes en fin de vie* (2011)¹⁰⁰⁹.

66

La leçon de nos aînés ? Le bonheur tient dans la capacité à oser vivre sa propre vie.

En effet, selon Brownie Ware, le regret le plus courant des mourants est celui de ne pas avoir vécu sa vie de façon authentique, mais plutôt par conformisme ou par peur : *“Quand les gens réalisent que leur vie touche à sa fin et qu'ils jettent un regard clair sur leur existence, il est aisé de constater combien de rêves n'ont pas été réalisés. La plupart des gens n'ont pas réalisé la moitié de leurs rêves et doivent mourir en ayant conscience que cela est dû aux choix qu'ils ont fait, ou qu'ils n'ont pas fait.”* Ce que les témoignages de nos aînés nous apprennent, c'est que le bonheur se tient dans le fait d'avoir une vie qui a du sens et qui nous ressemble. Bref, la clef du bonheur : vivre ses rêves !

● Être à sa place

Vivre une vie en phase avec ses valeurs, ses projets et ses rêves d'enfants, cela signifie aussi trouver sa place de façon concrète, géographique : dans un monde ouvert et changeant, les rôles, les professions et les trajectoires ne sont plus assignés, pas plus que les territoires de vie. À chacun alors d'écouter sa voix intérieure pour ne plus faire de son lieu de vie une contrainte mais un choix libre répondant à ses aspirations profondes.

C'est ce pari audacieux qu'a entrepris le photographe Stef Kocyla. Installé dans le Nord de la France, mais passant régulièrement ses vacances dans le Lubéron, où il trouve son “refuge intérieur”, Stef Kocyla décide un jour de répondre à son appel intérieur et de “vivre dans son rêve”. Il l'évoque dans le témoignage ci-dessous.



“J'habite là où je passais mes vacances. En 2002 je découvre le Luberon. Je campe juste à côté de ce petit champ de lavande. C'est le coup de foudre immédiat avec la région. J'ai trouvé ‘ma place’. Tout ce que j'aime s'y trouve. La nature, la lumière, les parfums, les couleurs, la douceur méditerranéenne. Je ne cesserai de revenir dans le Luberon pendant mes vacances. Plus je le quittais, et plus mon cœur y faisait retour. Quand je vivais encore dans le Nord de la France, il était mon refuge intérieur. L'endroit où je venais me ressourcer par la pensée. Je crois que j'y suis tellement revenu, que j'ai lancé un appel à l'Univers. Et puis un jour, toutes les planètes se sont alignées. Aujourd'hui, cela fait plus de 3 ans que j'y vis. Je vis là où je venais passer mes vacances. Je vis dans mon rêve.”¹⁰¹⁰

Oser créer son propre chemin, la clef du bonheur © Image de Holly Mandarich de pixabay





Les clefs de l'équilibre personnel d'après le développement personnel

Le développement personnel, ensemble d'activités hétéroclites qui proposent d'avoir une meilleure connaissance de soi, de développer son plein potentiel, offre des clefs de compréhension et des conseils pratiques qui peuvent nous être précieux dans notre quête d'une vie plus alignée et équilibrée.

Pour être heureux, il s'agit de faire de l'écologie personnelle une priorité. Cela passe par un bon alignement, c'est-à-dire par une connaissance de soi et de ses valeurs. En effet, pour s'aimer, il faut d'abord se connaître. Pour Laetitia Blondel, accélératrice en transitions, l'écologie personnelle se décline en trois étapes :

- se connaître, c'est-à-dire savoir d'où l'on vient, quelle est notre mission de vie, quelles sont nos forces, nos faiblesses, et surtout les valeurs qui nous portent ;
- se respecter et se faire respecter : se respecter, c'est d'abord être bienveillant avec soi-même et connaître ses limites pour mieux savoir les exprimer. Ici, le défi est de savoir dire non à ce qui ne nous convient pas ;
- enfin, prendre soin de soi : cultiver l'amour de soi, veiller à la santé de son corps et de son esprit... .



Harmoniser les matriochkas

L'alignement des planètes est un phénomène rare dans lequel au moins trois planètes se retrouvent sur la même ligne. En juin 2022, ce n'était pas moins que les sept planètes de notre système solaire qui se sont réunies dans un "grand alignement"!

Mais que peut bien signifier aligner ses planètes? Quelles sont ces planètes en soi-même ? Nos identités qui sont profondément multiples, nos aspirations et nos valeurs.

Pour Pascale Rossler, auteure de *Révélez votre nature ! Petit guide d'écologie intérieure et relationnelle pour un monde meilleur*¹⁰¹¹,

ancienne vice-présidente déléguée biodiversité de la région Val de Loire devenue coach en accompagnement humain des transitions écologiques, trouver son équilibre personnel, son bonheur, impose de partir à la rencontre de soi-même. Pour pouvoir offrir au monde, il s'agit d'abord de se rencontrer et de s'ouvrir à l'altérité en soi. Car, selon elle, contrairement à une conception classique représentant l'identité comme une entité monolithique, chacun possède en soi-même une pluralité d'identités.

Telles des matriochkas, fameuses poupées russes, nos identités personnelles renferment de multiples identités. Notre identité de genre, notre identité familiale, notre identité professionnelle, notre âge, nos passions... Ainsi, une femme peut être en même temps une mère, une épouse, une bibliothécaire, une quadragénaire, une férue de théâtre, une amatrice de karting...

Pascale Rossler nous met cependant en garde. Bien souvent, l'on est tenté de nous définir par des mots figés qui sont comme des étiquettes sur la complexité de notre personnalité. Dire, je suis colérique, ou je suis timide, c'est non pas se décrire dans sa singularité mais s'enfermer dans une identité réductrice souvent dictée par les mots des autres. Notre identité réside plus fondamentalement dans nos valeurs ou nos aspirations, "*ce qui motive nos élans de vie.*" À partir de là, la clef du bonheur réside dans notre capacité à accorder nos actions avec nos désirs, nos valeurs et nos projets. C'est le principe de la congruence.

2 - Être heureux, c'est être bien entouré

- Les individus les plus heureux sont ceux qui sont le plus connectés à leur famille et amis

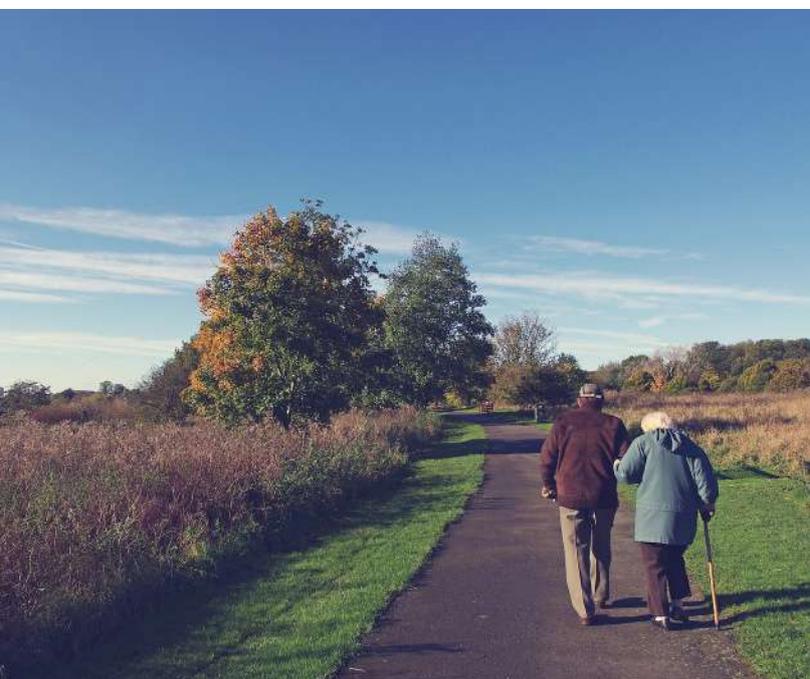
"*Sans amis, personne ne choisirait de vivre, eût-il tous les autres biens*"¹⁰¹², disait déjà Aristote. Parmi Les 5 regrets des personnes en fin de vie, Brownie Ware retient également ceux de ne pas avoir assez investi et nourri sa sphère familiale et amicale. Le deuxième regret le plus fréquent en effet, serait celui d'avoir consacré trop de temps à son travail et pas assez à sa famille. Viennent

ensuite le regret de ne pas avoir assez exprimé ses sentiments et de ne pas être assez resté en contact avec ses amis.

“

Nourrir un cercle proche avec des relations épanouissantes est donc la clé du bonheur !

Des regrets qui n’ont rien d’étonnant pour Robert Waldinger, professeur de psychiatrie et directeur d’une étude de Harvard sur le développement des adultes. Menée pendant près de 80 ans sur 724 individus de tous milieux sociaux, l’étude résumée dans le livre *The Good Life (2022)*¹⁰¹³ est la plus longue et la plus sérieuse menée sur le bonheur ! Elle révèle que les individus les plus heureux sont ceux qui sont les plus connectés à leur famille et à leurs amis. Ceux-ci sont non seulement plus épanouis, mais aussi en meilleure santé, leur état de santé et leurs capacités cognitives déclinant plus tardivement. L’étude précise néanmoins que la qualité des relations prévaut sur la quantité.



Un couple âgé et heureux!

dynamisme d’un territoire tient en grande partie à la qualité de la cohésion et des relations sociales qu’il développe. Un des indicateurs de l’activité et de l’énergie locale est la place des réseaux associatifs. Pour beaucoup, la crise de la Covid-19 a été un moment de crise qui a révélé l’importance de l’entraide et des liens sociaux pour la résilience des individus et des territoires. Ainsi pour Roger Sue, *“Beaucoup de civisme s’est déployé depuis le confinement, souvent porté et accompagné par le milieu associatif. Il reste un relais irremplaçable pour s’adresser à la société civile, l’aider, l’informer. La réponse globale à une pandémie, ce n’est pas seulement l’hôpital, mais l’association.”*¹⁰¹⁴. Les jeunes notamment manifestent un désir d’engagement croissant, aspirant à mettre du sens dans leur vie et à s’impliquer dans les grands enjeux d’aujourd’hui et de demain.

● Le tissu associatif : vivier du dynamisme territorial

L’étude *La France associative en mouvement (2023)*¹⁰¹⁵ de Recherches et Solidarités dresse quant à elle un état des lieux plutôt positif de la situation des associations en France. L’étude souligne l’importance du tissu associatif dans les territoires, notamment dans le Sud de la France et l’Outre-mer. On estime qu’il existe environ 12,5 millions de bénévoles actifs dans les associations, et un peu plus de 5 millions, actifs chaque semaine mais également appuyés par 1,8 million de salariés, soit 10% de l’emploi privé. On compte en outre des personnes impliquées dans un engagement de service civique ou un volontariat de service civique. Le dispositif principal, l’engagement de service civique, a ainsi concerné plus d’un demi-million de jeunes depuis douze ans, et 145 000 en 2021 dont les thématiques principales des missions étaient l’éducation pour tous (34%), la solidarité (28%), le sport (14%), la culture et les loisirs (10%). En ce qui concerne les créations récentes, elles ont repris depuis la fin de la pandémie. L’étude établit que plus de la moitié des créations concerne ce qu’on peut appeler l’animation, qu’elle soit culturelle (22,1%), sportive ou de loisirs. On retrouve également un certain nombre d’associations répertoriées sous le thème “amicales, groupements affinitaires, d’entraide”.

● Territoire heureux, territoire harmonieux

Le besoin social est nécessaire à l’équilibre humain comme le tissu social l’est au territoire. Un territoire heureux est un véritable écosystème, un métabolisme vivant qui nourrit des liens et des échanges. La vitalité et le



© Image par Bishnu Sarangi de Pixabay

Des jeunes heureux

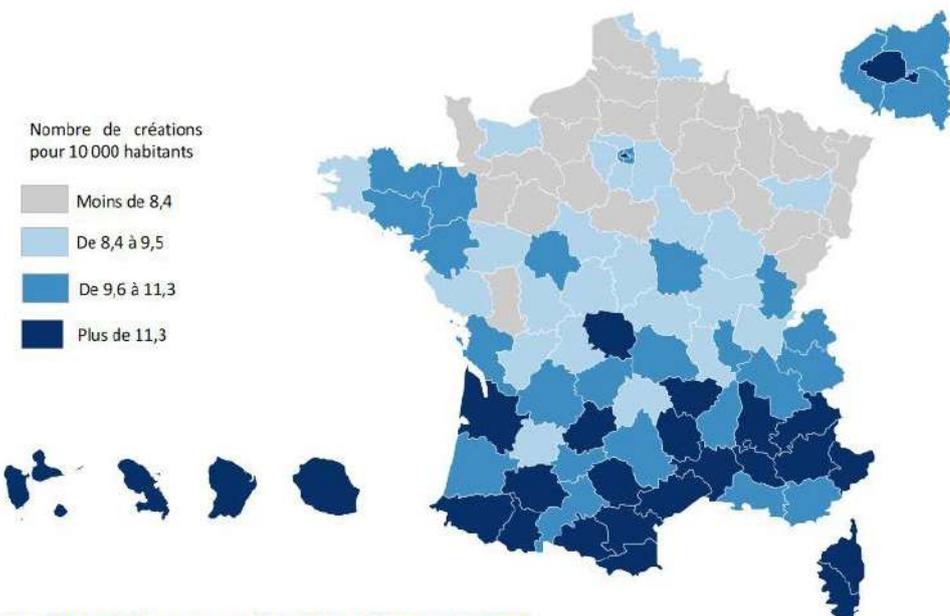
12,5 millions de bénévoles actifs

dans les associations, et un peu plus de 5 millions, actifs chaque semaine mais également appuyés par 1,8 million de salariés, soit 10% de l'emploi privé.

Les associations, les tiers-lieux, les Fabs Labs constituent ainsi de véritables viviers

la dynamique associative dans les territoires, densité de créations d'associations pour 10 000 habitants (moyenne nationale: 10,0).

Densité de créations d'associations pour 10 000 habitants (moyenne nationale : 10,0)



Sources : RNA, INSEE (recensement de population 2021). Traitement R&S.

du dynamisme territorial, favorisant les synergies, la collaboration et l'innovation locale. Lieux de rencontres et d'échanges, les associations et les espaces collaboratifs sont au cœur du sentiment de convivialité qui participe au bien-être individuel et territorial.

La République des Hyper Voisins, communauté présente dans le 14^e arrondissement de Paris, en est une illustration. Patrick Bernard, fondateur de la République des Hyper Voisins, s'est fixé en 2017 l'objectif de dynamiser la convivialité à l'échelle du quartier et d'en observer les effets sur le vivre-ensemble et l'économie du territoire. Ainsi, l'intention est simple : *“transformer des voisins qui disent bonjour 5 fois par jour en Hyper Voisins qui disent bonjour 50 fois par jour.”*

La communauté, qui rassemble pas moins de 3 000 habitants sur 3 rues, se soude et s'approprie l'espace public à travers plusieurs événements ludiques. En ligne de mire, l'amélioration de la ville par la mobilisation collective. En effet, il s'agit de faire émerger chez les habitants des réflexions concrètes sur les pratiques et les dispositifs qui ne fonctionnent pas, et de déterminer ensemble ce qui pourrait être rendu plus opérationnel et efficace¹⁰¹⁶. La République des Hyper Voisins

s'engage dans plusieurs domaines touchant aux politiques publiques comme la santé, la propreté des villes ou encore la gestion des déchets. Patrick Bernard indique ainsi son ambition : créer 150 villages dans Paris en 15 ans, soit 750 000 habitants, équivalant à un tiers de la population parisienne. *“Si le tiers est piloté par une stratégie de micro-quartier, on change le visage de Paris tout entier.”*

© Recherches et Solidarités



© Image de Priscilla Du Preez sur Unsplash

Réunion conviviale d'habitants engagés

3 - Trouver sa mission de vie

● Une vie riche de sens pour une meilleure santé physique et mentale

Pourquoi suis-je sur Terre ? Quelle est ma raison d'être ? Ma vie a-t-elle de la valeur ? Des questions qui ont tourmenté plus d'un, parce qu'elles sont essentielles. Du sens que nous donnons à notre vie dépend notre bonheur, soutient le psychologue Jacques Lecomte. *“Plusieurs études ont mis en évidence un lien entre une vie riche de sens et une bonne santé mentale et physique. Par exemple, les gens ayant un niveau élevé de sens de la vie sont plus joyeux, moins anxieux, moins dépressifs et moins hostiles que ceux avec un niveau plus faible de sens”*¹⁰¹⁷. Comment l'expliquer ? Pour la psychothérapeute Virginie Tesson, répondre au “Pour-Quoi” de notre vie permet de remplir le vide existentiel pour mieux s'accomplir. La mission de vie devient alors un moteur à l'action.

66

Les gens ayant un niveau élevé de sens de la vie sont plus joyeux, moins anxieux, moins dépressifs et moins hostiles que ceux avec un niveau plus faible de sens.

Jacques Lecomte

Mais comment trouver sa mission de vie, véritable Graal vers le bonheur ? Les psychologues préconisent d'abord de déterminer les activités qui nous font vibrer et pendant lesquelles nous expérimentons ce fameux état de flow, décrit en partie 3A. Enfin, il faudrait encore

se poser la question de nos atouts. Pour Tal Ben-Shahar, professeur de psychologie positive, c'est ce que l'on peut appeler *“le procédé SPA : plaisir, sens, atouts”*¹⁰¹⁸. Pour trouver le travail qui nous correspond, le psychologue préconise de se poser *“trois questions primordiales : Qu'est-ce qui a du sens pour moi ? Qu'est-ce qui me fait plaisir ? Quels sont mes atouts ?”*.

● Trouver sa mission de vie dans son territoire

Trouver sa mission de vie, tel est le secret de l'énergie personnelle et de la vitalité territoriale. C'est en tout cas la recette du bonheur de René Redzepi, cuisinier danois qui a réinventé la cuisine danoise, faisant de son restaurant, le Noma, la meilleure table du monde ! Formé à seulement 16 ans au Catering College de Danemark, le jeune homme fait ensuite ses classes au restaurant Pierre-André de Copenhague puis aux États-Unis, au French Laundry, et en Europe, au restaurant espagnol El Bulli et au Jardin des Sens de Montpellier. De retour à Copenhague en 2000, René Redzepi ouvre rapidement son restaurant. Son nom, Noma, contraction de Nordisk et Mad, témoigne de son attachement au territoire et à la culture danoise, dans lesquels il trouve l'inspiration pour sa cuisine :

*“J'ai su tout de suite qu'il fallait faire quelque chose avec mon terroir. Pour mon restaurant, j'ai trouvé de nouvelles idées afin de créer une cuisine typiquement nordique. J'ai sillonné tout le Danemark à la recherche de produits de nos régions et pays du nord. (...) A partir de tous ces produits, j'ai créé mon style culinaire, une cuisine nordique innovante en utilisant les méthodes traditionnelles en fonction des produits de terroir et de saison en total respect avec les rythmes de la nature...”*¹⁰¹⁸

Pionnier de la cuisine moléculaire, René Redzepi révolutionne l'art culinaire en contribuant au renouveau de la cuisine danoise, faisant du Danemark et plus particulièrement de Copenhague, une destination gastronomique de premier plan. Pourtant, largement éprouvé par des rythmes de travail effrénés, et un modèle qui s'éloigne de l'éthique, le chef multi étoilé décide de fermer son restaurant en 2013... pour réouvrir quelques années plus tard un Noma 2.0

plus aligné avec ses valeurs, portant une cuisine qui met au centre l'alimentation durable avec des produits locaux. Impliqué dans le projet, René Redzepi travaille avec des chercheurs au service de la préservation de la nature et des traditions locales. S'inspirer de ses racines, de sa culture, de ses traditions et de son identité locales, pour mieux redonner à son territoire, c'est finalement ce que l'on retiendra du secret de l'épanouissement de René Redzepi.



Philosophies, sagesses, pop-culture, inspirations classiques et moins classiques du bonheur

Ce que la morale stoïcienne et le Roi Lion nous disent du bonheur

*“Hakuna matata
Mais quelle phrase magnifique
Hakuna matata
Quel chant fantastique
Ces mots signifient
Que tu vivras ta vie
Sans aucun souci
Philosophie
Hakuna matata”*

— Le Roi lion

Et si Disney disait vrai ? Hakuna Matata, ces six notes rendues célèbres par le dessin animé Le Roi Lion, est en réalité une expression swahilie qui signifie : *“pas de problème, tout va bien.”* Hakuna Matata, expression de la philosophie stoïcienne?

Pour Marianne Chaillan, professeure de philosophie et écrivaine, la célèbre formule du Roi Lion ressemble à un mantra stoïcien. Relisant les classiques de Disney dans *Ils vécurent heureux et firent beaucoup de philosophie*¹⁰²⁰, Marianne Chaillan nous invite à voir dans le Roi Lion un concentré de morale stoïcienne.

Rappelons-nous : Simba, contraint de fuir le royaume des lions après la mort tragique de son père, est secouru par Timon et Pumbaa. Deux drôles de philosophes qui lui enseignent l'art de vivre du Hakuna Matata ! En effet, hanté

par les regrets, Simba apprend qu'il ne sert à rien de ressasser le passé, qui ne peut être changé, ni de craindre le futur, qui n'est pas advenu. Seul compte le présent. Le désert est alors très symbolique : il s'agit pour Simba de se construire une citadelle intérieure pour se protéger des affres du monde. Tout ceci est hérité de la philosophie stoïcienne : *“Que la force me soit donnée de supporter ce qui ne peut être changé et le courage de changer ce qui peut l'être mais aussi la sagesse de distinguer l'un de l'autre.”*, disait déjà Marc-Aurèle¹⁰²¹.

Ce que nous dit la morale stoïcienne c'est que le bonheur réside dans la sérénité. Or celle-ci passe par la compréhension de ce que certaines choses ne dépendent pas de nous, et que nous devons les accepter. La seule chose que nous pouvons maîtriser, ce sont nos jugements, nos actes, nos désirs, autrement dit notre attitude intérieure. La nature dispose un ordre qui certes nous échappe, mais que nous devons apprendre à respecter pour gagner la paix intérieure.

La sagesse Massaï : savourer le goût de l'instant présent

La philosophie africaine Massaï a aussi des enseignements à nous donner sur le secret du bonheur. Elle nous partage ainsi **6 piliers**¹⁰²²:

- **trouver son propre chemin, le “bon ordre”**: il s'agit de se familiariser avec “la recherche du bon ordre”. Cela passe par l'acceptation de l'impermanence des choses, ne pas chercher à maîtriser et à contrôler les choses mais les accepter telles qu'elles viennent.
- **être dans la joie** : cultiver la joie, source de la vie, c'est s'ouvrir à un regard nouveau sur les choses et partager de la positivité aux autres.
- **accepter la dualité** : conformément à un dicton populaire en Afrique, *“chaque homme est sucré d'un côté, amer de l'autre”*. La vie, la nature fonctionnent sur la réunion des contraires. Pour Sophie Ekoué, ce que nous dit la spiritualité africaine, c'est qu'*“il faudrait (...) accepter notre dualité et comprendre que les contraires, au lieu de s'opposer, dépendent l'un de l'autre.”*

- **accueillir la “souffrance-don”**: de même, la souffrance, revers du bien-être, doit être acceptée. Il s’agit avant tout de comprendre ce vers quoi elle fait signe pour se réorienter.
- **devenir un “planteur”**: être un planteur, c’est se mettre dans un état entre la confiance et le doute, dans une forme de “souplesse d’esprit” afin de mieux apprécier le moment présent.
- **consentir à la vie** : consentir à la vie, c’est l’accueillir dans sa globalité, dans ses parts d’ombre et de lumière.

La recette du bonheur dans les accords toltèques : l’alignement à ses valeurs et le lâcher prise

Miguel Ruiz, auteur mexicain, né par une mère curandera et d’un grand-père toltèque, fait des études de médecine. Pourtant, au début des années 1970, une expérience de mort imminente bouscule à jamais sa vie. Suite à cette épreuve, il prend en effet conscience de la richesse de la sagesse toltèque et décide de se consacrer pleinement à trouver des réponses dans sa tradition toltèque.

Ces réponses, Miguel Ruiz les partage dans son livre phare *Les quatre accords Toltèques* (1997)¹⁰²³. Sa thèse est simple : à cause de tout un conditionnement collectif basé sur la peur, les humains, dans les sociétés contemporaines, sont privés de la joie et de la liberté. Dès lors, il s’agit de dévoiler et de prendre conscience de ces croyances limitatrices pour regagner la liberté et l’amour, à la source de toute vie. Le chaman toltèque en retient quatre règles, dits accords toltèques, complétés par un cinquième en 2020 dans un second livre *Le cinquième accord toltèque*¹⁰²⁴.

1. Que votre parole soit impeccable ;
2. Quoi qu’il arrive, n’en faites pas une affaire personnelle ;
3. Ne faites pas de supposition ;
4. Faites toujours de votre mieux ;
5. Soyez sceptiques mais apprenez à écouter.

4D2 | L’ikigai territorial

On a vu que le chemin du bonheur se trouve dans le fait de mener une vie qui a du sens et qui est riche de liens sociaux. Cela étant, ces déterminants du bonheur sont concrètement vécus dans un lieu, dans un territoire. Autrement dit, c’est depuis un territoire, un ancrage, que l’individu peut se développer et réaliser ses potentialités (1). La clef du bonheur sur un territoire, c’est donc de trouver son Ikigai territorial. De la même manière, le territoire heureux est celui qui répond à sa mission. Un outil pour l’appréhender est l’Ikigai territorial, ou Terrikigai (2). Enfin, nous verrons que le mouvement de transition écologique est un formidable catalyseur d’opportunités qui embarque avec lui des personnes dans des transitions de vie (3).

1 - L’ancrage territorial donne des ailes

Quiconque a déjà pratiqué des séances d’hypnose le sait : le lieu, réellement vécu ou fruit de

l’imaginaire, est un ressort puissant pour trouver l’apaisement. Ainsi, le lieu ressource ou lieu sûr est une technique classique et efficace de l’hypnothérapie. Au fond, l’idée est simple : avoir un lieu de refuge intérieur dans lequel se lover, riche de souvenirs heureux partagés avec les gens que l’on aime, nous permet de gagner en ancrage et de vivre sereinement.

Cela signifie aussi savoir d’où l’on vient, connaître ses valeurs et ses aspirations profondes pour mieux avancer en conscience. Le bonheur se situe ainsi dans une vie enracinée à la fois en soi-même mais aussi dans le monde, dans le territoire, et avec les autres. Les études l’ont montré : ce qui nous nourrit le plus, ce qui contribue le plus à notre bonheur, ce n’est pas l’achat du dernier smartphone ou de la robe à la mode, ce sont nos relations. À nous alors de choisir et d’entretenir des relations durables et gratifiantes fondées sur la réciprocité et le partage.

Cette notion d'ancrage apparaît plus ou moins en filigrane dans plusieurs modèles de psychologie ou de développement personnel. En effet, que ce soit dans la Pyramide de Maslow ou dans les niveaux logiques de Dilts, la question du lieu, de l'environnement semble faire partie des fondations indispensables au développement de l'individu, jusqu'à son accomplissement.



La pyramide de Maslow

La pyramide de Maslow, du nom du psychologue américain, Abraham Maslow (1908-1970) nous donne les clefs pour comprendre ces phénomènes. Modèle pour expliquer la raison humaine, la pyramide de Maslow décrit 5 besoins hiérarchiques des êtres humains. Bien que la hiérarchisation des besoins de la pyramide de Maslow ait été contestée, elle a le mérite de présenter un modèle de compréhension des besoins humains :

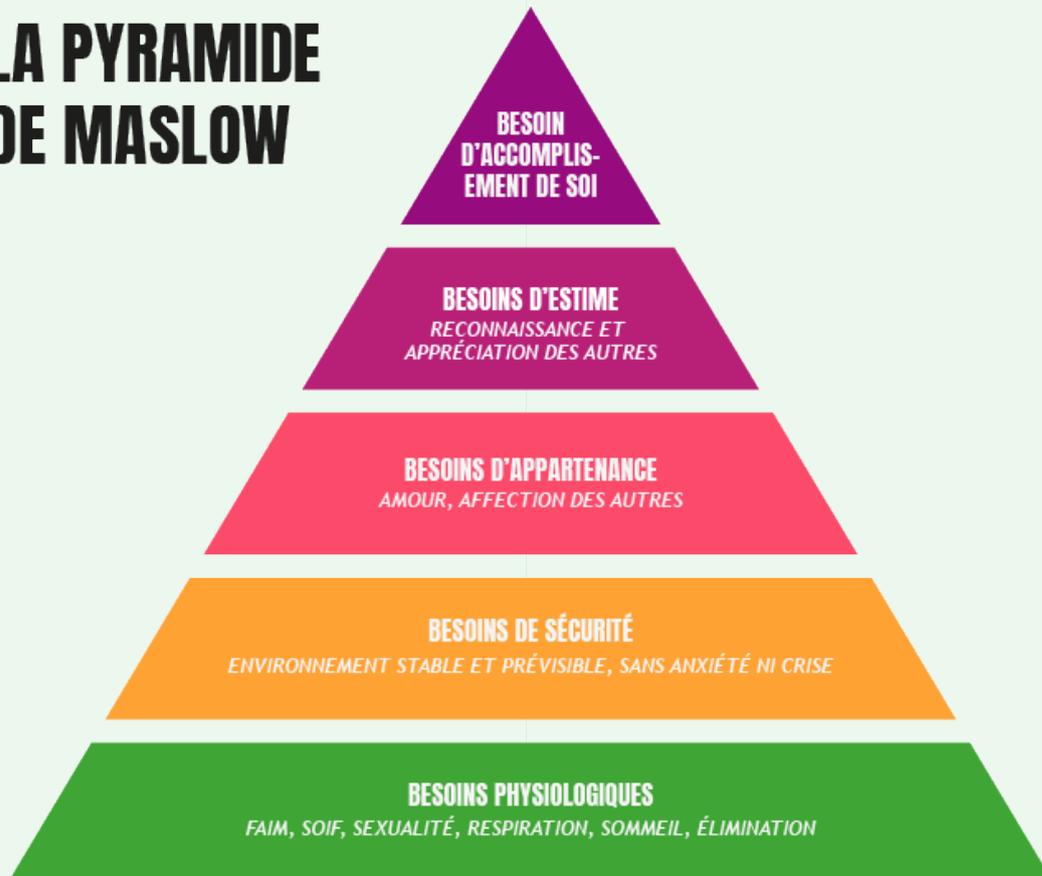
1. les besoins physiologiques ;
2. les besoins de sécurité ;

3. les besoins d'appartenance ;
4. les besoins d'estime ;
5. les besoins d'accomplissement.

Ce que nous matérialise cette hiérarchie pyramidale, c'est que la condition pour acquérir la motivation nécessaire à l'accomplissement de niveau second, serait d'avoir accompli le niveau précédent et ceci à tous les étages de la pyramide. En bref, pour se réaliser, il faut d'abord avoir assuré tous ses besoins antérieurs : à savoir les besoins essentiels comme manger, boire, dormir, les besoins de sécurité qui nécessitent un environnement stable et les besoins sociaux.

Autrement dit, vivre dans un environnement sécurisant, être ancré dans un lieu, disposer d'un logement où l'on se sent bien, avoir des relations riches, fondées sur l'échange et la réciprocité, sont des préalables à l'épanouissement et au bonheur. Maslow nous le rappelle, avant de travailler à notre accomplissement personnel, réaliser nos rêves et mettre en action nos projets, encore faut-il être ancré dans sa vie, dans un territoire où l'on se sent relié avec nos proches.

LA PYRAMIDE DE MASLOW





Les niveaux logiques de Dilts : un outil issu de la Programmation Neuro-Linguistique et utilisé en coaching professionnel pour trouver sa place

Ce modèle est représenté par une pyramide organisée de bas en haut en 6 niveaux logiques. Il conceptualise le fait que nous sommes psychologiquement ordonnés en niveaux logiques, c'est-à-dire en processus hiérarchisés et interdépendants. A chacun sa pyramide. Plus on monte dans la pyramide, plus on se rapproche de "soi".

Les niveaux sont agencés comme suit :

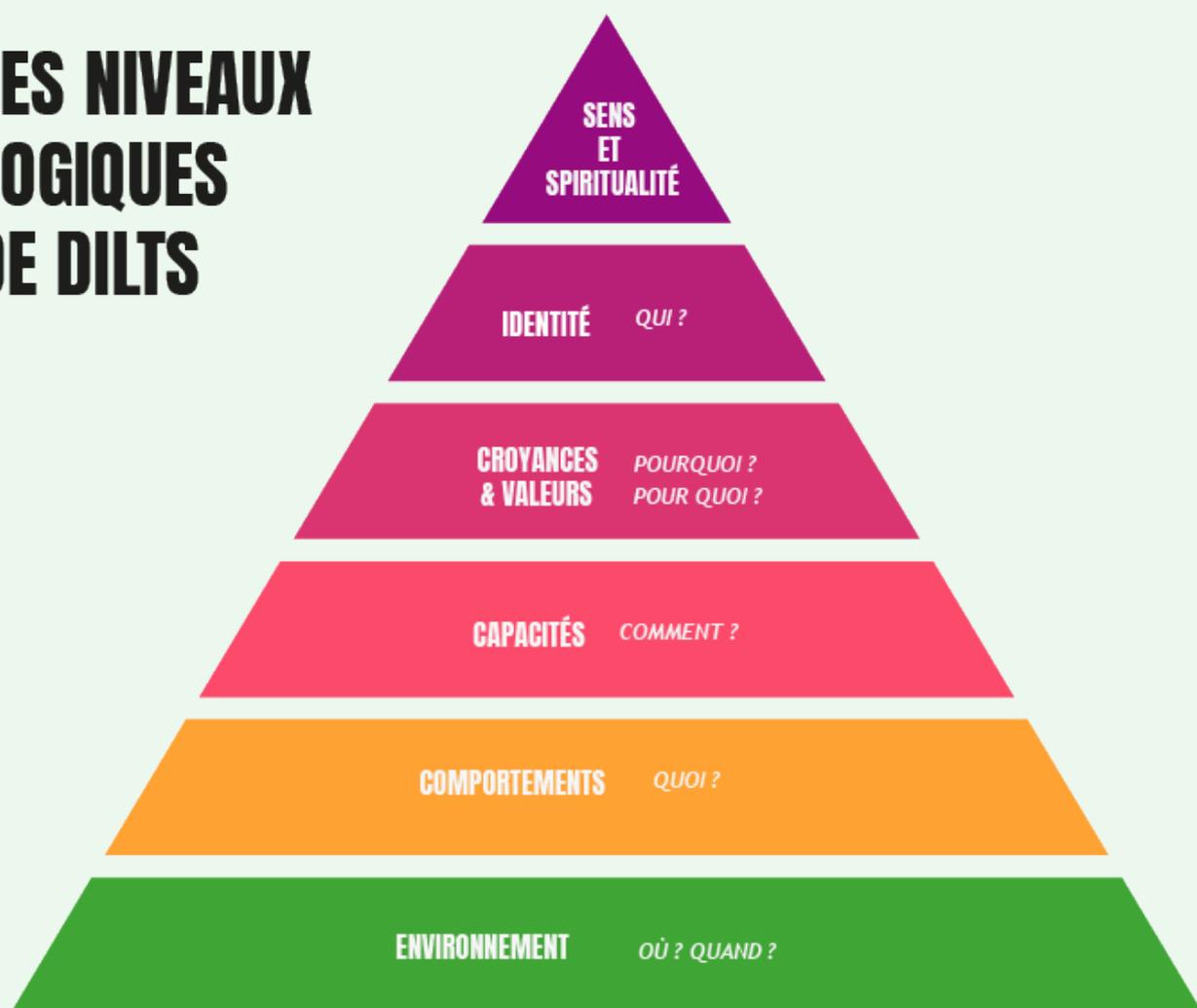
- l'environnement, est le premier niveau logique et la base de la pyramide ;

Suivent ensuite de bas en haut :

- les comportements ;
- les capacités ;
- les croyances et les valeurs ;
- l'identité ;
- le sens.

Si la PNL dans laquelle s'inscrit ce modèle reste une discipline controversée, il est important de noter que l'environnement, l'endroit, le territoire, est le prérequis à tout le reste. Autrement dit : quand on n'est pas à sa place, il est difficile que le reste aille de soi.

LES NIVEAUX LOGIQUES DE DILTS



© La Fabrique Spinoza



© Image de Rick Gebhardt sur Unsplash

Être ancré, être en paix

2 - Le Terrikigai : un nouvel outil pertinent pour appréhender un bonheur ancré sur les territoires

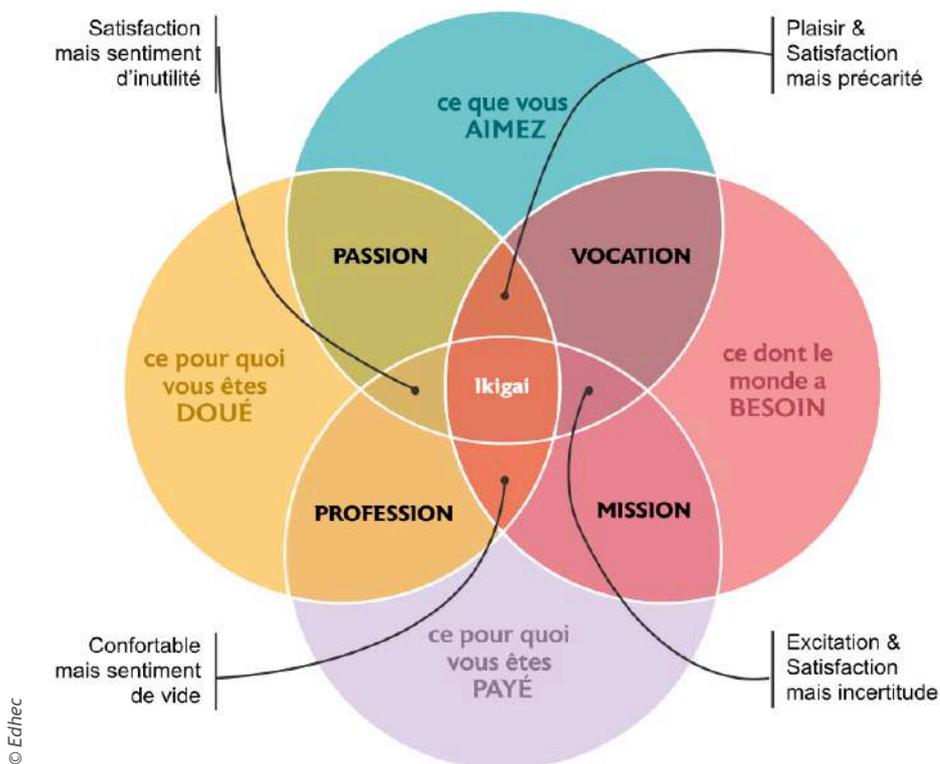
● L'ikigai ou la raison de se lever le matin

Concept japonais, l'ikigai est littéralement la raison de se lever le matin¹⁰²⁵. Il se trouve à la croisée de 4 grands cercles représentés sur le schéma :

- ce que vous adorez faire ;
- ce pour quoi vous êtes doué.e ;
- ce dont le monde a besoin ;
- ce pour quoi vous pouvez être payé.e.

L'ikigai est le résultat d'une recherche d'équilibre puisque que quand les 4 "cases" ne sont pas cochées, cela génère forcément des manques ou des frustrations. L'ikigai contribue à répondre à la question : "Pourquoi est-ce que je me lève le matin ?". En permettant de connecter ses compétences, avec son plaisir, les besoins de la société et une manière de gagner sa vie, il permet à chacun de trouver la place qui lui convient et de s'accomplir. En bref, de trouver sa mission de vie.

L'importance de l'ancrage questionne donc directement la variable territoriale dans l'équation du bonheur. Les parties 1B et 1C, nous ont éclairés sur les critères d'épanouissement et les atouts des territoires ainsi que sur leurs impacts sur le bonheur. Dans la recherche d'une vie pleine de sens et heureuse, la compatibilité entre les aspirations de chacun et la capacité du territoire à pouvoir les accueillir, y répondre et même les concrétiser semble cruciale. A partir de ce constat, pourquoi ne pas imaginer un Ikigai territorial : le Terrikigai ?



© Edhec

L'ikigai où comment trouver sa raison d'être au monde.

On a tendance à représenter le bonheur de manière abstraite, mais l'on voit que le chemin de l'épanouissement se fait depuis l'ancrage dans un territoire. Pour Anne-Laure Fraga, ancienne directrice de projets Politiques territoriales à Quimper, le territoire intervient à plusieurs niveaux dans le développement personnel et le bonheur : dans la nature, l'environnement du territoire, l'accès aux espaces verts contribuant au bien-être, dans l'accès à la santé, dans l'accès à une alimentation saine. Les questions de la qualité de l'air, du dynamisme du tissu social, du réseau associatif, de la présence des pouvoirs publics, les potentielles nuisances du voisinage comme le bruit sont tout aussi essentielles.

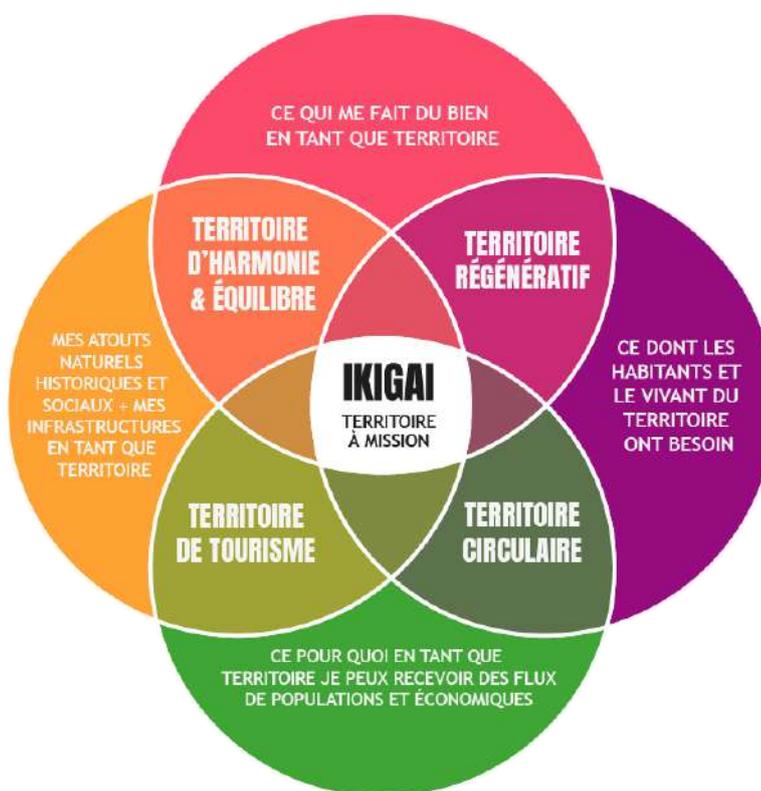
Mais si tous ces éléments sont des déterminants du bonheur, le territoire heureux n'est pas une liste de critères, de "bons points" à cocher. La recette universelle du bonheur territorial n'existe pas ! Si certaines personnes trouvent leur bien-être dans des régions méditerranéennes proches de la mer, d'autres préfèrent la montagne, quand certains ne jurent que par la ville... Anne-Laure Fraga le

rappelle, notre responsabilité d'être aligné avec nos valeurs, rêves, nos aspirations, est avant tout individuelle. À chacun alors de trouver son territoire heureux !

Et puisque le bonheur se vit dans les interactions entre soi, le territoire et les habitants de ce territoire, pourquoi ne pas imaginer un Ikigai territorial ? L'Ikigai territorial, ou Terrikigai, application de l'Ikigai japonais au territoire, peut être un modèle original et pertinent pour représenter le territoire heureux. Celui-ci est fondamentalement singulier, fruit des interactions, de la rencontre entre l'individu et un territoire. Le Terrikigai pourrait alors se décliner en deux variantes.

● **L'Ikigai du territoire : le Terrikigai, pour que le territoire trouve sa mission**

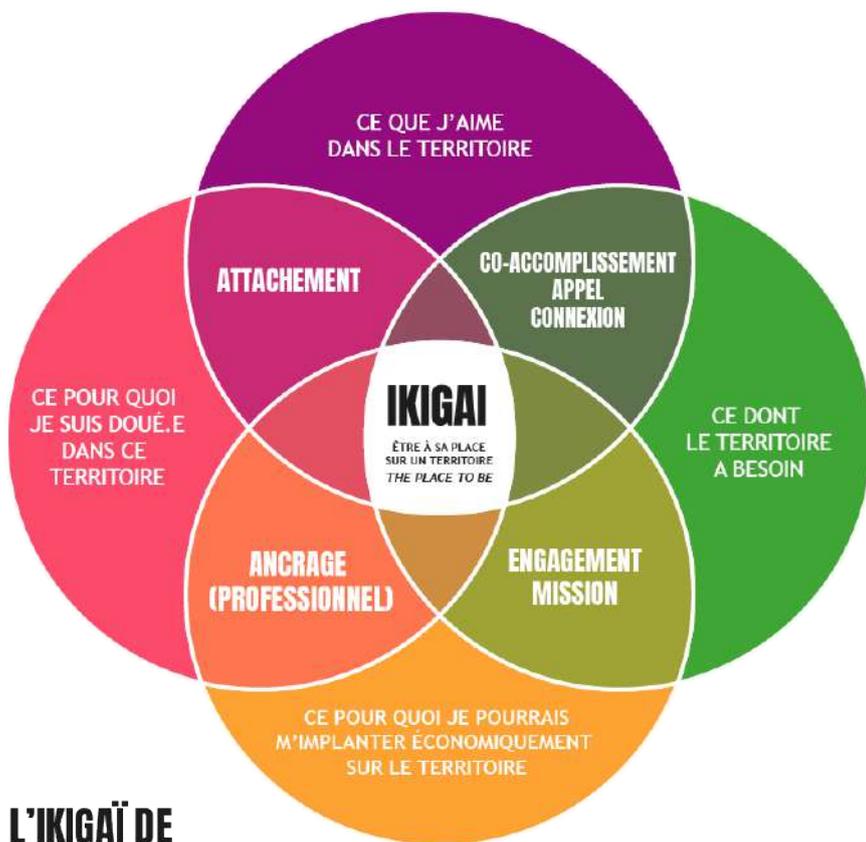
Cette première variante illustre plutôt comment un territoire pourrait trouver sa mission à partir de ses atouts et de ce que ses habitants attendent de lui.



**L'IKIGAI D'UN TERRITOIRE / LE TERRIKIGAI
(LA RAISON D'ÊTRE D'UN TERRITOIRE)**

● L'ikigai de l'individu sur le territoire

Cette deuxième variante illustre plutôt les conditions optimales de la rencontre d'un individu et d'un territoire sur lequel il pourra se sentir à sa place et s'accomplir.



L'IKIGAI DE L'INDIVIDU SUR LE TERRITOIRE

A l'inverse de l'ikigai traditionnel qui se focalise sur ce dont "le monde" a besoin, ces variations de l'ikigai ont l'avantage de zoomer sur le territoire de vie et ses interactions avec la quête du Graal de chacun. Le territoire en ressort presque personnifié, bien au-delà d'un décor de vie inerte. Autrement dit, le territoire peut inspirer, challenger, accueillir, décourager, voire même "refuser" un projet de vie qui ne serait pas compatible avec ce qu'il a à offrir et la manière dont il souhaite être habité. A l'inverse, par ses atouts, il peut aussi attirer ou conserver ses habitants, prêts à le régénérer. Libre à chacun de trouver le territoire qui lui convient pour s'y accomplir, le territoire et l'écosystème avec lequel il sera synchrone en termes de transition.

3 - De la transition écologique aux transitions de vie

Nous l'avons vu dans les parties 2A (alimentation), 2C (transports), 3C (économie circulaire) et 4C (démocratie), la transition écologique fédère et synchronise les transitions de vie qui elles-mêmes rétroagissent sur la transition écologique. Pour ne reprendre que quelques arguments, les Français sont à 45% engagés dans la transition alimentaire, ce qui produit des comportements qui impactent directement les chaînes de production alimentaires et les territoires. Par ailleurs, la décarbonation des transports, les mobilités douces et le choix du travail hybride mêlent impacts quotidiens et planétaires avec aspirations personnelles et choix de nouveaux modes de vie. Mais, l'écologie est aussi un levier de participation citoyenne et de démocratie locale, et par là même, un domaine transformant. Et sans oublier l'économie circulaire qui embarque toutes les parties prenantes dans un modèle participatif, agile, innovant, intelligent, économe... changeant au passage les comportements

pour faire redécouvrir la saveur d'un "bonheur AOC".

Et dans ce mouvement, ceux qui changent de métier, de territoire et de vie comme Lucie, cadre parisienne devenue éleveuse canine dans la campagne lyonnaise; comme ce couple Isabelle et Pierre Chazeran qui quitte Montpellier pour prendre sa retraite en cité (1A) ; comme ces étudiants d'AgroParisTech préférant s'investir dans la terre et dans l'humain - sont ceux qui osent vivre leur propre vie, donc certainement les plus aptes au bonheur. Mais est-ce à dire qu'il faudrait un certain degré d'individuation pour parvenir à ce Graal ou bien ce "bonheur AOC" pourrait-il être à la portée de tous ?

© La Fabrique Spinoza

Car en vivant sa propre vie, on prend soin de sa propre écologie, mais, on l'a vu, on se concentre aussi sur les aspects immatériels du bonheur que sont les liens familiaux et amicaux, la liberté d'agir... Et en étant géographiquement à sa place, on est plus ancré dans le territoire et on prend davantage soin de ce dernier comme l'indique Terravox.

Selon Pascale Rossler, il faut concevoir la démarche écologique non pas comme une réparation mais comme la *“création d'un monde nouveau”*. Ce monde nouveau, serait-il la somme des mondes individuels ? Imaginons alors

qu'il "suffise" de faciliter les transitions de vies pour atteindre un "bonheur AOC premium" qui aurait pour vertu de contribuer au bonheur individuel et citoyen et de basculer vers le nouveau paradigme dépeint par Marc Halévy (3C), un monde nouveau où l'attention aux autres, au vivant, au territoire, à la ressource serait la norme.

Autant de raisons de mettre en œuvre une politique d'accompagnement à la transition et de relocalisation car les transitions individuelles portent en elle le moteur positif du changement "pour" une raison et non "contre", par fuite.

4D3 | **Unité et unicité : comment réconcilier et relier les écosystèmes ? Métabolismes urbains et territoriaux et métabolismes personnels**

Nous avons vu que notre épanouissement individuel et notre bonheur collectif reposent sur une vie et un territoire alignés. Être heureux, c'est être à sa place avec une vie riche de liens sociaux et de sens. Le bonheur se situe ainsi à la confluence de notre harmonie personnelle et de l'équilibre territorial. À l'heure de la nécessaire prise de conscience écologique, il serait peut-être intéressant de faire un pas de côté et de saisir le sens profond d'une réconciliation des écosystèmes.

Pour ce faire, le Stoïcisme peut nous éclairer sur notre rapport à la nature et nous indiquer les voies possibles d'une réorientation (1). Les cercles concentriques de Hiéroclès sont un outil pour penser et réaliser la réunion avec la nature (2). Il s'agit enfin de prendre conscience de la séparation que nous avons entamée avec le vivant et d'envisager la résilience des écosystèmes. Pour mettre fin à la dégradation du vivant, un paradigme neuf est à inventer, celui d'une complémentarité entre l'humain et le vivant, qui font partie d'un même tout. Il s'agit de concevoir la réconciliation de nos équilibres personnels, collectifs et planétaires. (3).



Equilibre personnel
© Image de Rafael Javier de Pixabay

1 - Ce que le stoïcisme nous dit de notre rapport à la nature

● La diversité dans l'unité

Qu'est-ce qu'une pensée antique peut bien apporter à des problèmes contemporains, aux problèmes environnementaux? Peut-être plus que l'on pourrait penser... Pour les chercheurs Kai Whiting et Leonidas Konstantakos, auteurs de *Being Better: stoicism for a World Worth Living In*¹⁰²⁶, cette philosophie antique a beaucoup à dire sur les enjeux de notre monde contemporain et peut fournir des réponses pratiques à ces défis de notre temps.

Le Stoïcisme est une pensée de l'unité du monde. Le monde possède un principe unificateur, le pneuma, le feu divin, qui pénètre toute réalité de l'unité. Pierre Hadot, grand spécialiste du Stoïcisme souligne cette harmonie, cette unité de la nature qui fait le coeur de la pensée stoïcienne : *“Le monde lui-même est un seul être vivant, lui aussi accordé à lui-même, cohérent avec lui-même, dans lequel, comme dans une unité systématique et organique, tout a rapport avec tout, tout est dans tout, tout a besoin de tout.”*¹⁰²⁷. Mais en même temps qu'un principe d'unité, le pneuma, le souffle divin, est un principe de différenciation qui réunit la diversité dans l'unité. Une conception de l'harmonie de l'homme et de la nature sans doute perdue qui conduit à replacer l'humain à sa juste place : *“ma place dans l'univers en tant que partie d'un Tout plus grand me conduit à vivre de manière conforme à la nature”*, nous dit Maël Goarzin.

● Le souci de soi, le souci de l'autre et le souci de la nature, du monde

À partir de là, émerge toute une conception de la vie bonne, de la vie heureuse et vertueuse, marquée par trois types de soin ou d'attention : le souci de soi, le souci de l'autre et le souci de la nature, du monde. Cette pensée de l'unité de la nature et du vivant souligne le rôle de la nature dans notre épanouissement. Dans *Last Child in the Woods*¹⁰²⁸, Richard Louv montre en effet l'importance pour l'enfant de bénéficier d'un cadre naturel. Un déficit de nature entraînerait en effet de multiples coûts parmi

lesquels une utilisation diminuée de nos sens, des difficultés d'attention, des taux plus élevés de maladies physiques et émotionnelles, une augmentation du taux de myopie, l'obésité, des carences en vitamine D. Si l'on relit le Stoïcisme aujourd'hui, on se rend compte qu'il nous invite à une réconciliation avec la nature, à la côtoyer, à vivre avec elle et à en prendre soin.



La règle des 5R ou comment connecter les principes de l'écologie environnementale à l'écologie personnelle

Alors que l'écologie enjoint à l'économie, au recyclage, suivant la maxime attribuée à Lavoisier, *“rien ne se perd, rien se crée, tout se transforme”*, l'écologie intérieure peut lui emprunter ses principes. Laetitia Blondel propose ainsi une réinterprétation de la règle des 5R - Refuser, Réduire, Réutiliser, Recycler et Rendre à la Terre / Composter (Root en anglais) - popularisée par la blogueuse Béa Johnson dans son livre *Zéro déchet* (2013).

Pour Laetitia Blondel en effet, *“le zéro déchet va bien au-delà de la réduction des déchets ; cela peut devenir une vraie philosophie de vie qui peut aussi s'appliquer à d'autres domaines.”* Ainsi, la règle des 5R est une invitation à un mode de vie qui se concentre sur l'essentiel.

L'experte en écologie globale relit ainsi les 5R :

- Refuser : il s'agit de refuser ce qui ne nous convient pas ou pas, de savoir poser ses limites. Un apprentissage du lâcher prise, de la libération des carcans et des entraves à notre épanouissement.
- Réduire : réduire sa connexion, ses activités, pour se concentrer sur l'essentiel.
- Réutiliser : savoir ce qui me nourrit, ce qui m'a procuré de la joie, pour lui donner une vraie place dans sa vie : un pas vers le bonheur !
- Recycler : puiser dans ses expériences passées, dans ses joies et dans ses larmes, pour se reconnecter à soi, et savoir ce vers quoi l'on veut aller.
- Rendre à la Terre, ou se Reconnecter à la Terre et à la Nature : développer son ancrage, s'exercer à voir les beautés de la nature et à s'émerveiller...



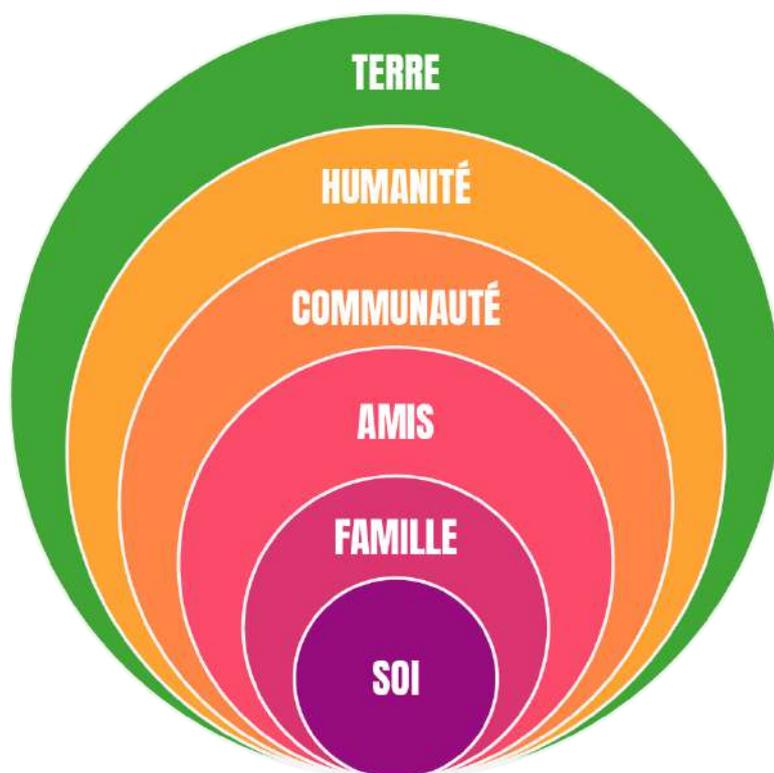
© La Fabrique Spinoza

2 - Les cercles concentriques de Hiéroclès

● Elargir le souci de l'autre

Concrètement, un outil peut nous aider à cerner et à appliquer cette philosophie de vie axée sur le respect et le soin de l'humanité et du monde : le modèle des cercles concentriques de Hiéroclès. Dans un article intitulé *The Power Of Circles Of Concern*¹⁰³⁰, Kai Whiting et Santana Gonzales reviennent sur la notion développée par le philosophe stoïcien Hiéroclès.

ILLUSTRATION DES CERCLES DE HIÉROCLÈS

réinterprétés par Kai Whiting dans *Being Better*, chapitre 6 et p. 119-120

© La Fabrique Spinoza

Le modèle des cercles concentriques de Hiéroclès est associé au principe stoïcien de cosmopolitisme qui postule l'unité du monde, chacun étant une pierre dans l'édifice du monde. En effet, nous sommes tous porteurs de la même rationalité, du même logos, tous sommes ainsi par-delà nos différences sommes unis dans une même communauté au sein du monde, du cosmos. Les cercles concentriques représentent alors les différentes relations qui nous lient, depuis celle que nous avons avec nous-même, celles que nous entretenons avec nos proches immédiats, notre famille, nos amis, à celles qui nous relient

au reste de l'humanité. À partir de là, le pari consiste à *“rapprocher la communauté mondiale de notre premier cercle (le soi), afin que nous puissions nous reconnaître dans les autres, et reconnaître les autres en nous.”*

Il s'agit de contracter les cercles de considérations, autrement dit de resserrer notre périmètre d'attention, pour traiter l'humanité toute entière comme si nous agissions envers nos proches ou envers nous-mêmes. D'un point de vue pratique, il s'agit d'appliquer à chaque cercle la façon dont nous agissons envers les membres du cercle inférieur. Le modèle de

Hiéroclès fournit ainsi un principe d'action pertinent et fécond : agir envers l'humanité comme nous si nous nous comportons à notre égard. Pour Maël Goarzin, par ce principe, *“Hiéroclès nous invite à contracter les cercles concentriques de nos relations de sorte que nous englobions finalement toute l'humanité dans notre souci de l'autre. Il s'agit, en d'autres termes, d'élargir le souci de l'autre, qui est au cœur de l'éthique stoïcienne, à l'ensemble des êtres humains. C'est le cosmopolitisme stoïcien. Habitants d'un même cosmos, d'un même univers, nous devons prendre soin les uns des autres, il est de notre devoir ou de notre responsabilité de prendre soin de l'humanité dans son ensemble.”*¹⁰³¹



Traiter l'humanité toute entière comme si nous agissions envers nos proches ou envers nous-mêmes.

● Réaliser l'harmonie avec le monde

Ce mouvement de décentrement de soi pour un réalignement de l'humanité enjoint ainsi à un rapport nouveau au monde, radicalement éloigné d'une conception utilitariste et physicaliste de la nature. Pour Maël Goarzin en effet, à ces différents cercles identifiés par Hiéroclès, on peut en ajouter un dernier : la nature. Le Stoïcisme nous le rappelle, nous ne pouvons plus user et abuser de la nature comme si nous étions extérieurs (et supérieurs) à elle. Nous sommes une partie de cet écosystème immense et puissant, mais aussi vulnérable qu'il nous faut dès lors protéger. Prendre soin de la nature, c'est au fond respecter le monde, la planète, et se respecter soi-même. Dans le même temps, prendre soin d'autrui et de nature, comme d'autres soi, c'est réaliser l'harmonie avec le monde. C'est aussi rompre avec une position surplombante de l'homme sur la nature et le monde vivant, affirmée depuis la philosophie moderne et le désir cartésien de se *“rendre maître et possesseurs de la nature”* (Descartes, 1637).¹⁰³²

Le modèle fondamental des cercles concentriques nous rend compte de notre responsabilité envers les autres et envers le vivant et de notre obligation d'agir avec respect et équité. Il nous offre au fond un principe de conduite efficace et pratique pour agir de façon juste dans le monde en nous obligeant à nous penser membre du Tout qu'est la planète avant d'agir : *“La question que pourrait se poser un Stoïcien, que devrait se poser un Stoïcien aujourd'hui, c'est quelle attitude sera utile à l'Humanité toute entière et de manière plus large à l'environnement dans lequel nous vivons et dont nous sommes une partie ?”*¹⁰³³



La question que pourrait se poser un Stoïcien, que devrait se poser un Stoïcien aujourd'hui, c'est quelle attitude sera utile à l'Humanité toute entière et de manière plus large à l'environnement dans lequel nous vivons et dont nous sommes une partie ?

Maël Goarzin



**Wangari Maathai :
d'une vocation tardive
au prix Nobel de la paix**

Wangari Maathai, militante environnementale kényane a trouvé sa vocation tardivement, à 35 ans : s'investir pour la cause environnementale tout en impliquant les femmes et en soutenant leur émancipation. Elle a reçu le prix Nobel de la paix.

3 - Vers la réconciliation de l'humain et de la nature : l'ère du symbiocène

● L'Anthropocène ou la rupture de l'humain avec son environnement

Avec le terme d'Anthropocène, forgé en 2000, le prix Nobel de Chimie américain F.Stoermer signale la fin d'une époque, ou ère géologique. Néologisme formé du grec “anthropos” (être humain) et “kainos” (nouveau), l'anthropocène désigne une nouvelle ère géologique succédant à l'Holocène. La particularité de cette époque géologique ? L'humain y est devenu l'acteur central, l'activité humaine devenant la première contrainte géologique avec des effets considérables sur la biosphère et le système terrestre. Si le terme est encore débattu dans la communauté scientifique, il a cependant le mérite de décrire le nouveau paradigme dans lequel nous sommes : celui d'un monde où l'humain domine la nature et le vivant en engendrant des impacts irréversibles sur le climat et la biodiversité du fait d'une

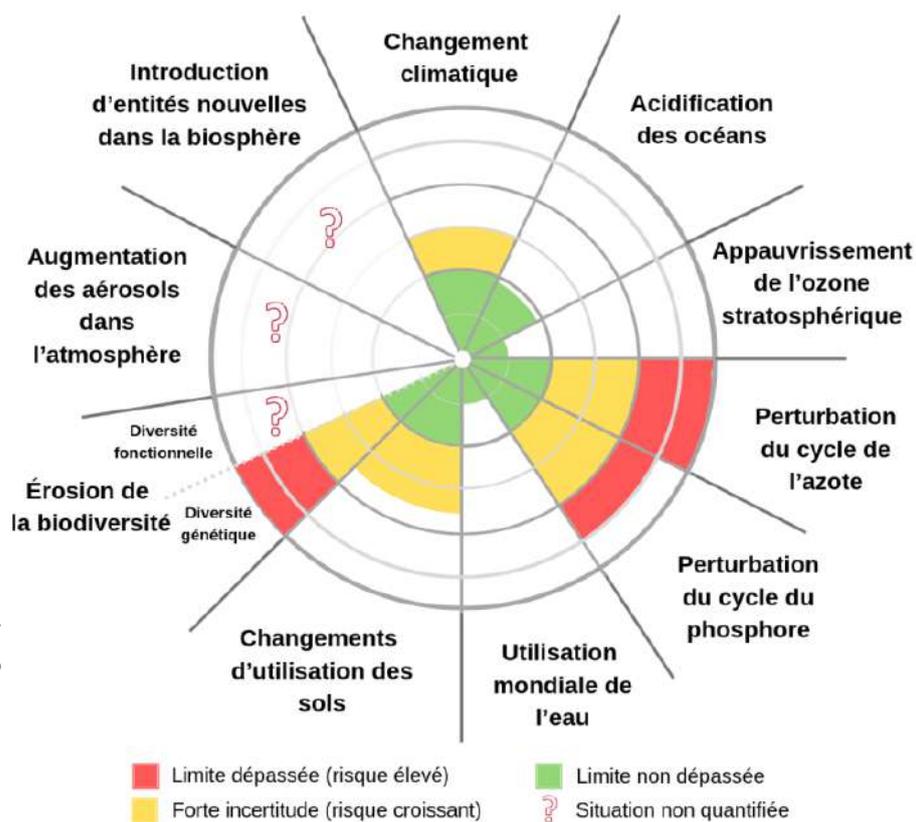
accumulation de gaz à effets de serre, mais aussi des dégâts associés à une surconsommation des ressources naturelles¹⁰³⁴.

Si dans les époques géologiques précédentes, l'humain faisait partie intégrante de la nature, qui était le moteur principal des transformations environnementales, l'Anthropocène est "le moment où l'impact des hommes sur la Terre dépasse les forces de la nature elles-mêmes."¹⁰³⁵ Autrement dit, l'Anthropocène scelle la fin de la symbiose de l'homme avec le vivant, la nature et la planète.

L'artificialisation des territoires, l'exploitation des environnements par l'agriculture intensive, la dégradation des territoires à cause de la déforestation, les énergies, les industries etc, sont autant de cicatrices indélébiles faites par l'humain à l'environnement et à nos systèmes terrestres.

À titre d'exemple, en France, les terres agricoles de Bretagne ont été durablement affectées par une agriculture productiviste, initiée depuis les années 1960, faisant de la Bretagne la première région agroalimentaire d'Europe. Les effets sur l'environnement sont rapidement significatifs, incluant des problèmes de pollution des sols et de l'eau (rivières et nappes phréatiques) liés à l'élevage intensif et à l'utilisation d'engrais et de pesticides. Ainsi, 99% des cours d'eau de Bretagne seraient contaminés par les pesticides. Une des manifestations les plus impressionnantes de ce phénomène est l'invasion d'algues vertes sur les plages de Bretagne, aussi appelées "marées vertes." Cette altération des territoires et des écosystèmes ne concerne bien entendu pas que la métropole.

En Guyane, l'activité minière illégale et l'exploitation forestière non réglementée sont cause d'une déforestation des forêts primaires.



Les limites planétaires

D'après Steffen et al., Science, 2015

La situation est particulièrement préoccupante étant donné que la déforestation des forêts guyanaises dégrade non seulement localement les sols et la biodiversité mais elle engendre également des effets à l'échelle de la planète entière sur la hausse des émissions de gaz carbonique.

● Résilience des territoires

Le constat est inquiétant comme le rappelle le WWF : "l'empreinte écologique de l'humanité dépasse la biocapacité de la Terre". La biocapacité, c'est la capacité des écosystèmes de se renouveler. En comparant la biocapacité et l'empreinte écologique, on peut évaluer la compatibilité de nos modes de vie avec les enjeux de durabilité. Ainsi, l'humanité surexploite la planète à hauteur de 75%. Concrètement, cela signifie que nous consommons presque autant de ressources écologiques que si nous habitions sur deux terres (1,75 exactement). Chaque année, le jour de dépassement de la terre, "date à partir de laquelle l'humanité a consommé l'ensemble des

ressources que la Terre peut reconstituer en une année (biocapacité)¹⁰³⁷ se rapproche davantage, arrivant dès le 28 juillet en 2022.

L'humanité surexploite la planète à hauteur de 75%

L'association fait un travail remarquable pour identifier les différents leviers de transformation :

- des pratiques de production et de consommation plus durables ;
- une transformation des systèmes agroalimentaires ;
- la réduction des déchets ;
- la réduction des produits carnés dans notre alimentation au profit d'une alimentation composée pour une grande part de produits d'origine végétale ;
- une décarbonation rapide et profonde dans tous les secteurs : énergie, bâtiments, transports, industrie, agriculture et utilisation des terres ;
- un objectif "zéro déforestation et dégradation nette" d'ici 2030, notamment en ce qui concerne les régions de l'Amazonie ;
- la restauration des écosystèmes terrestres et aquatiques, incluant des projets tels que la régénération naturelle assistée des forêts en Zambie ;
- des initiatives innovantes, notamment celles qui s'appuient sur les nouvelles technologies de pointe, pour conserver et réparer les environnements et les écosystèmes.

● Réconcilier les écosystèmes et environnementaux : métamorphose des croyances, des émotions et des valeurs pour monde meilleur

Pour réparer nos terres, restaurer écosystèmes, une refonte nos modes de production et consommation est nécessaire. Mais cette transformation de façon de vivre doit passer par changement total de paradigme réalité, pour inverser la tendance changement climatique et opérer

la transition écologique, la transition de valeurs au sein de nos sociétés, et de chacun, est un préalable.

Une prise de conscience individuelle des changements climatiques est indispensable. Autrement dit, convertir notre écologie personnelle à l'écologie globale. Mais, on le voit, le combat rationnel sur le plan des idées, s'il est nécessaire, ne suffit pas à faire bouger les lignes. Il ne faut en effet pas négliger notre part sensible, nos émotions, nos valeurs, pour s'engager chacun intimement dans la transition écologique. En effet, notre sensibilité permet à la fois la connexion émotionnelle, l'empathie, et l'ancrage dans des valeurs fortes. Ainsi, la sensibilité est une puissante force de mobilisation et d'action collective.

Réconcilier écologie personnelle et écologie environnementale est sans doute la clef pour construire le monde durable et juste de demain. En effet, les métabolismes humains et environnementaux sont profondément interconnectés. L'humain peut abîmer la terre, comme l'état de la terre peut nous affecter. Elyne Mitchell, auteur de *Soil and civilization* (1976)¹⁰³⁸ a montré que la santé mentale et humaine est directement connectée à la santé des écosystèmes. Dans la même lignée, Gregory Bateson, pionnier de l'écopsychologie, a montré le lien entre les paysages environnementaux et la stabilité psychique.

Aurons-nous encore la joie d'apercevoir un chardonneret élégant dans quelques années, alors que sa population a diminué de 30% en 15 ans ?



© Image par didier aires de Pixabay



La santé mentale et humaine est directement connectée à la santé des écosystèmes.

Un des signes de cet éveil affectif est le phénomène d'éco-anxiété. Phénomène conceptualisé dès 1996 par la chercheuse en santé publique et en santé mentale Véronique Lapaige, le néologisme associant les termes "éco" (écologie) et "anxiété" désigne le sentiment d'angoisse, voire de détresse, face aux enjeux environnementaux et aux changements climatiques. Pour la chercheuse, le phénomène a une dimension générationnelle, touchant en priorité les jeunes. Selon elle, 85% des 15-30 ans se sentiraient concernés par le changement climatique¹⁰³⁹. Souvent mal compris, associé à une pathologie, le phénomène est pourtant à voir comme un signe positif d'après Véronique Lapaige.

L'enjeu est en effet de percevoir la lucidité et la force mobilisatrice derrière le phénomène qui n'est pas réductible à une pathologie psychique. En faisant intimement ressentir les effets des dégradations de l'environnement par l'humain, l'éco-anxiété engage une *"responsabilité face aux changements planétaires"* : *"Si l'on veut combattre le réchauffement climatique, se sentir responsable est indispensable. Il ne faut donc pas voir l'éco-anxiété uniquement comme un problème mais aussi comme un moteur pour changer les choses. Ce sentiment conduit les gens à adhérer à certaines valeurs, à un engagement intérieur. Ils vont prendre position dans le débat public, se rassembler et un leadership collectif peut alors émerger."* (National Geographic, 2023)¹⁰⁴⁰.

L'activiste écologiste Camille Étienne est du même avis, retournant les termes du débat souvent apposés au concept d'éco-anxiété : *"L'écoanxiété n'est pas une maladie, c'est une réponse saine à un monde malade."* Et d'ajouter : *"C'est normal d'être angoissé, d'avoir envie de fuir. Quand on s'y confronte, et qu'on ose ralentir, bifurquer, agir, on trouve au bout du chemin énormément de joie."*¹⁰⁴¹ Pour la militante, la peur n'est pas notre ennemie, mais

notre allié dans ce combat, nous ramenant dans notre chair à notre nature profonde de vivants. Proche de l'écoanxiété, on retrouve le concept de solastalgie qui décrit un sentiment de douleur, de désolation causé par la dévastation de son habitat et de son territoire. C'est en se rendant compte que l'état psychologique des habitants de la région de la Hunter Valley en Australie était lié au développement de mines à ciel ouvert que le philosophe australien Glenn Albrecht par le terme. Cette expérience existentielle de nostalgie ressentie à la perte de son territoire est de plus en plus partagée, des communautés inuites du Canada qui voient les glaciers disparaître aux habitants de Lacanau en Gironde qui subissent la montée des eaux et l'érosion des plages.

À l'aboutissement, une reconnection entre les humains, le vivant et la nature. C'est ce que le philosophe Glenn Albrecht nomme la *"Symbiocène"*, ère d'harmonie entre les hommes et la nature succédant appelée à remplacer l'Anthropocène. Autrement dit, la Symbiocène marquerait la fin de la coupure entre l'humain et le vivant, et la nature. Prendre ainsi conscience de la valeur du lien entretenu avec l'environnement implique alors de transformer nos modes de vie pour qu'ils soient compatibles avec le respect, la conservation et la protection du vivant et de la nature. Cette réconciliation entre l'humain et la nature doit passer par des traductions politiques et juridiques. Plusieurs pays ont la voie comme l'Équateur, premier pays à inscrire des droits de la nature ou la Nouvelle-Zélande qui a doté le fleuve Whanganui d'un statut juridique d'entité vivant qui le protège.



L'homme ne se situe pas au sommet de la hiérarchie du vivant, mais s'inscrit au contraire dans l'écosphère comme une partie qui s'insère dans le tout.

Arne Næss,
Écologie, communauté et style de vie



Des mots pour les maux

Changer notre relation au vivant et à la nature impose de trouver de nouveaux mots pour désigner les maux qui caractérisent notre temps. Pour décrire les réalités et les enjeux inédits qui nous traversent, et créer de nouveaux récits, de nouveaux imaginaires pour inventer le monde durable et juste de demain où humains et territoires vivent en harmonie, il nous faut aussi un vocable nouveau. C'est cette tâche qu'a entrepris le site collaboratif *L'Arbre des imaginaires*. Compilant notions, propositions et initiatives autour des enjeux environnementaux et de la transformation durable, le site veut devenir le "nouveau Wikipedia pour comprendre et vivre la refondation environnementale & sociale". Le site rassemble entre autres un dictionnaire précieux des mots associés au changement climatique.

Lexique des émotions liées à l'environnement: de nouveaux mots pour de nouveaux imaginaires :

- **Anthropocène** : terme qui correspond à une nouvelle époque géologique, (après l'Holocène) marquée par l'impact sans précédent des activités humaines avec des effets considérables sur la biosphère et le système terrestre. Avec l'ère de l'Anthropocène, un bouleversement profond se produit à l'échelle mondiale : pour la première fois, l'humain devient la contrainte prépondérante sur toutes les forces géophysiques. Le terme est sujet à controverse, certains scientifiques ne reconnaissant pas sa réalité comme nouvelle époque géologique. Pour ceux qui admettent le terme, sa date de commencement prête à débat. Certains suggèrent que son début remonte à la révolution industrielle, d'autres au développement de l'énergie nucléaire ou encore à l'agriculture intensive. Dans tous les cas, le terme est un concept largement généralisé et qui tend à obtenir une considération internationale.

- **Écoagnosie** : concept inventé par le philosophe de l'environnement Glenn Albrecht qui théorise l'oubli, la coupure de l'humain avec le lien viscéral au vivant.

- **Éco-anxiété** : état de détresse et d'anxiété provoqué par la préoccupation croissante concernant les problématiques environnementales et climatiques. L'éco-anxiété est un sujet encore débattu, certains y voyant une maladie, un trouble psychique, d'autres un stress pré-traumatique, d'autres enfin un malaise vis-à-vis de l'état de la planète.

- **Solastalgie** : terme introduit par le philosophe Glenn Albrecht qui décrit la souffrance psychique de certaines personnes face aux changements environnementaux et à la dégradation de la nature. La solastalgie et l'éco-anxiété sont des expériences liées mais leur temporalité diffère : alors que dans l'éco-anxiété, la souffrance provient d'une projection vers l'avenir, dans le cas de la solastalgie, c'est l'expérience directe de la détérioration de l'environnement qui cause la détresse¹⁰⁴².

- **Soliphile** : terme qui renvoie à l'amour du lieu et de la nature se traduisant par l'engagement politique pour la protection des habitats. Elle décrit une "solidarité de tous envers tous dans un sentiment d'unité"¹⁰⁴³.

- **Symbiocène** : néologisme inventé par Glenn Albrecht qui fait référence à la nouvelle ère géologique et au nouveau paradigme que les humains sont appelés à vivre, succédant à l'Anthropocène.

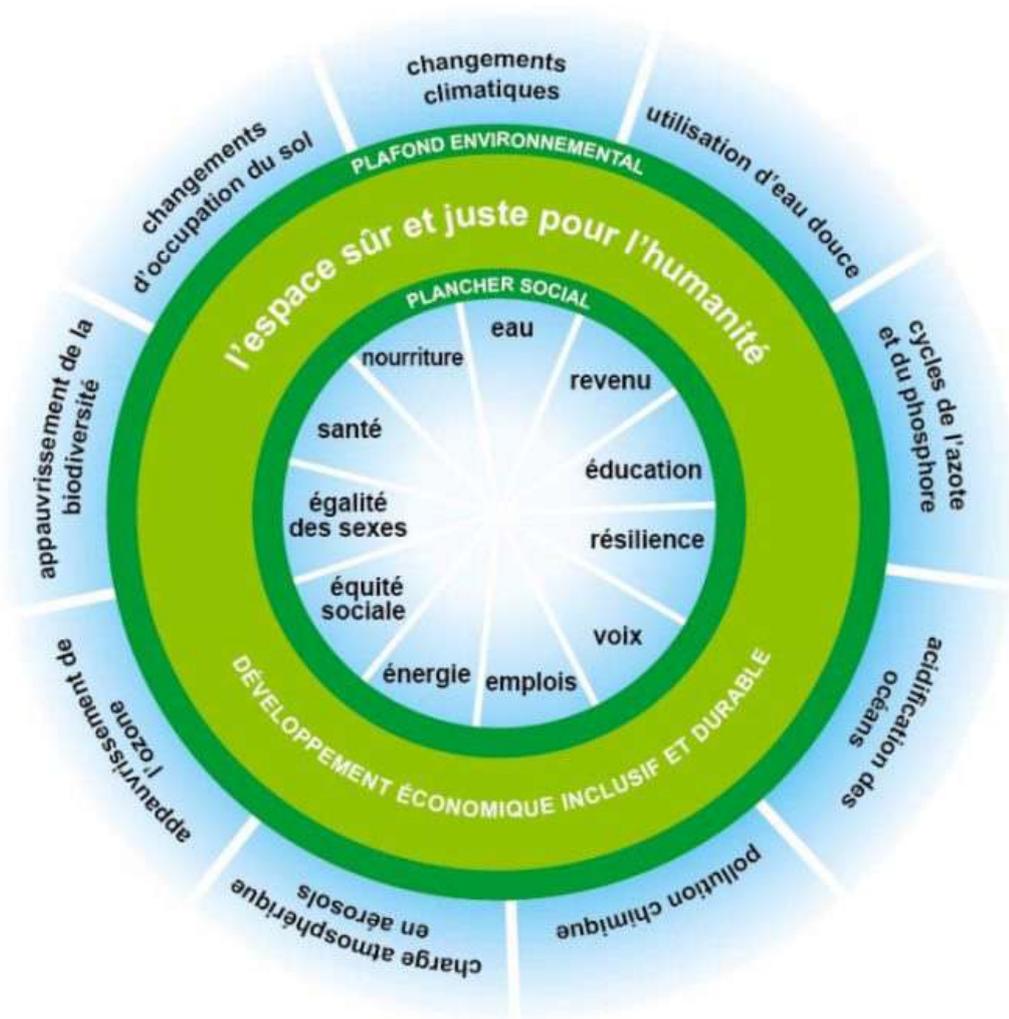
● La théorie du donut, une boussole pour conjuguer les équilibres personnels, collectifs et planétaires

S'il est un modèle qui peut synthétiser la recherche conjointe d'une écologie personnelle et d'une écologie des territoires, c'est sans doute la théorie du Donut, décrite sur le site OXFAM France¹⁰⁴⁴. Comment allier les enjeux de justice sociale aux enjeux environnementaux, pour orienter l'économie en faveur d'un développement durable et juste ? Tel est le point de départ de Kate Raworth alors chercheuse au sein de l'équipe de recherche d'Oxfam Grande-Bretagne alors qu'elle assiste à une présentation sur les 9 limites planétaires.

Elle modélise alors un modèle en forme de Donut. Le cercle extérieur, le plafond, symbolise les limites extérieures, c'est-à-dire les limites planétaires. Le cercle intérieur du donut symbolise les limites intérieures, le plancher, c'est-à-dire les droits humains et les besoins essentiels attachés à chaque personne pour assurer son épanouissement. Et entre les deux cercles se trouve l'espace sûr et juste pour l'humanité, dans lequel peut prospérer une économie inclusive et durable.

Destins personnels, collectifs et planétaires se trouvent ainsi liés, donnant ainsi une portée

augmentée aux gestes et choix du quotidien de tout un chacun et inspirant les politiques publiques. *“Les politiques environnementales doivent convaincre tous les citoyens. La métropole encourage les populations populaires autant que les aisées à changer leur comportement. Pour ramener tout le monde à l'intérieur du donut, il faut penser plafond social autant que plancher social. Les classes aisées sont aussi encouragées à changer leur véhicule pour de l'électrique par exemple.”* indique Hélène Clot, directrice stratégie, innovation et relations citoyennes chez Grenoble Alpes Métropole.



La théorie du donut de Kate Raworth © Oxfam

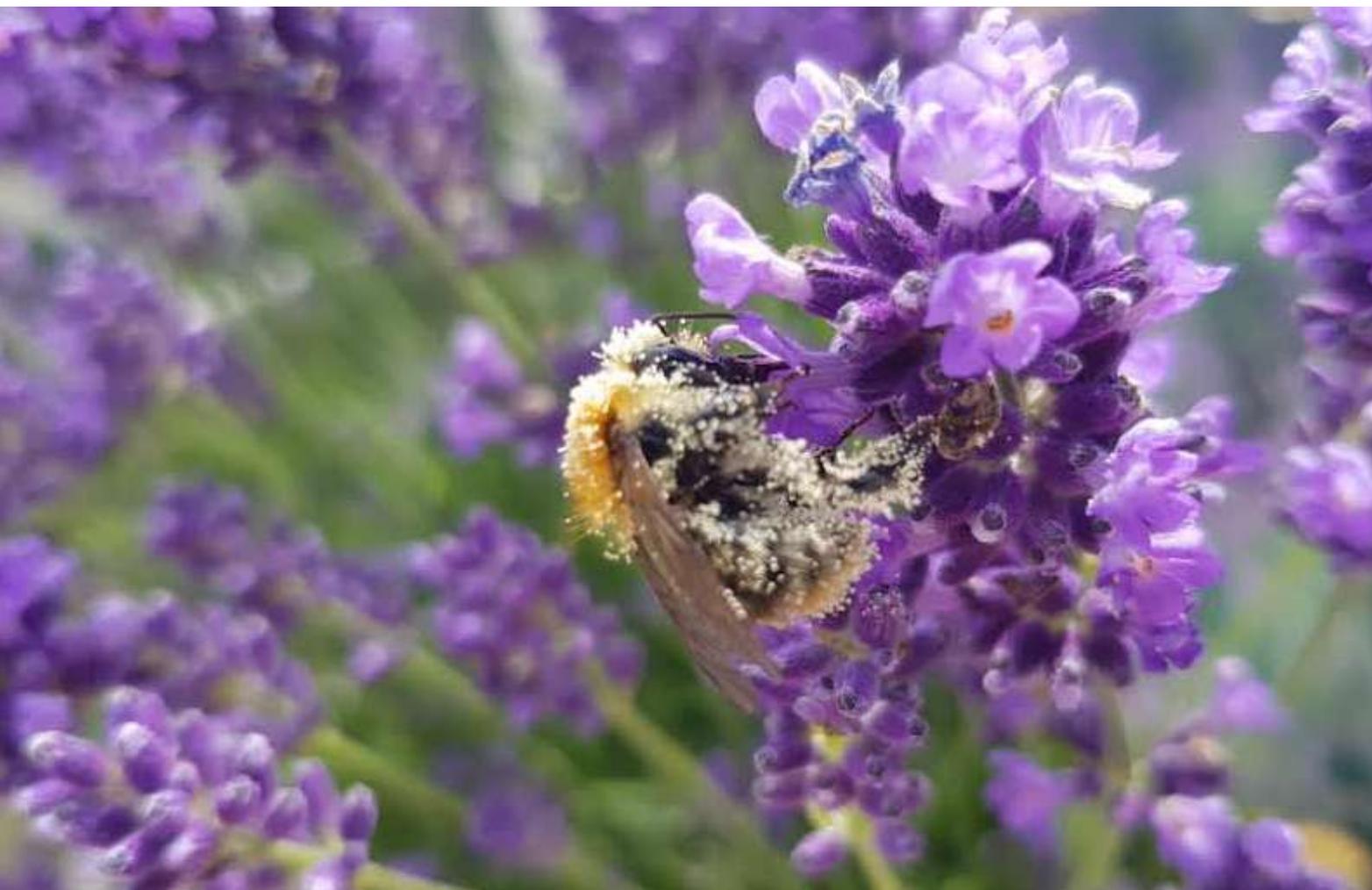
Conclusion et propositions

Barry Commoner (1917-2012), biologiste et écologiste américain, nous l'a rappelé : "La première règle de l'écologie, c'est que les éléments sont tous liés les uns aux autres." C'est cette loi élémentaire de la vie sur Terre que nos modes de consommation et de production sans limite, nous ont fait oublier. Il faut donc redire l'essentiel : nous sommes partie de la Terre que nous partageons avec le vivant et l'environnement, qui forment un écosystème, un métabolisme immense. De nos modes de vie hors sol, renouons avec la terre, avec les territoires et toute la richesse du vivant qu'ils portent.

Cette réunification à la Terre passe par une transformation profonde de notre paradigme, par une métamorphose de nos écologies personnelles. Pour se faire, notre sensibilité est une alliée de force. En nous reconnectant individuellement à notre personnalité véritable, à nos valeurs, à nos aspirations, nous pouvons nous réaligner, et nous engager dans le chemin d'une vie plus harmonisée et respectueuse des autres écosystèmes. La sensibilité, voie d'accès à l'empathie, nous donne accès à une écologie holistique où l'on comprend que nous sommes solidaires du vivant et de la nature. Après l'Anthropocène, marquée par une séparation de l'humain avec les territoires et le vivant, vivons la Symbiocène, la coexistence harmonieuse avec le vivant. Une telle perspective implique des changements de nos modes de vie et de nos institutions. La nature est un bien commun, vitale à tout le vivant, que nous nous devons de protéger et de respecter.

Pour fonder le monde heureux de demain, des choix audacieux sont à inventer. Parmi eux, nous retenons deux pistes de travail :

- *Sensibiliser dès le plus jeune âge aux outils de développement personnel qui sont validés par la science, tels ceux issus de la psychologie positive ;*
- *Envisager un pilotage des politiques publiques territoriales qui s'appuient sur le Terrikigai pour concilier les besoins du territoire, des habitants, du vivant, et les contraintes économiques ;*
- *Sensibiliser les candidats aux déménagements vers un autre territoire à la notion d'Ikigai territorial pour déconstruire les fantasmes de vie ;*
- *Attribuer une personnalité juridique à des éléments naturels, ou à des territoires ; désigner des porte-parole de la nature au Parlement ;*
- *Nommer un ministre des générations futures ;*
- *Encourager chaque territoire à interroger son ADN ou sa raison d'être en formalisant ses atouts via une nominations, un label ou une appellation structurante parmi : territoire d'innovation démocratique, territoire de paix économique, territoire féministe, ville santé de l'OMS, ville des 5 minutes, territoire libéré, territoire apprenant, ville amie des enfants de l'UNICEF, territoire associatif, territoire de bonheur de la mobilité, baromètre des villes marchables, label tourisme et handicap, ville amie des aînés, capitale verte, territoire de lien, etc.*



Sans abeille, pas de vie : nos destins sont liés.
© Christelle Thouvenin

REMERCIEMENTS

Partenaires, experts et contributeurs

Ils nous ont accompagnés depuis le début de l'aventure. C'est grâce à leur soutien financier et à la richesse humaine et éditoriale apportés au cours des mois de production que la Fabrique Spinoza a été en mesure de concevoir cette Étude.

Merci à nos partenaires officiels



- **Christophe FERRARI**
Président de Grenoble-Alpes Métropole
- **Mélina HERENGER**
Vice-présidente de Grenoble-Alpes Métropole, chargée du tourisme, de l'attractivité, de l'innovation, de l'université et de la qualité de vie



- **Cyrille MELCHIOR**
Président du Département
- **Michel COURTEAUD**
Directeur général des services
- **Frédéric GUHUR**
DGA du Pôle Développement
- **Ismaël LOCATE**
DGA du Pôle Épanouissement
- **Hugues MAILLOT**
DGA du Pôle Action territoriale et Insertion
- **Nathalie ANOUMBY**
DGA en charge du Pôle des Solidarités
- **Mylène GONCALVES**
Directrice de l'Appui à la Performance et à l'Innovation (DAPI)
- **Michèle BENARD**
Directrice de la Communication
- **Bruno OUDARD**
Directeur de l'Éducation
- **Pierrick PIGNOLET**
En charge de l'animation de l'innovation publique à la DAPI
- **Valérie POQUET**
Assistante de direction à la DAPI
- **Bruno Bamba**
Direction de la Communication



- **Marc BENAYOUN**
Directeur Exécutif Groupe EDF en charge du Pôle Clients, Services & Territoires
 - **Pierre-Christophe BERTRAND**
Délégué Cadres Dirigeants et Talents Pôle Clients, Services & Territoires
 - **Ala BEN ABBES**
Directeur Coordination & Transformation Pôle Clients, Services & Territoires
 - **Hubert BLANQUEFORT D'ANGLARDS**
Directeur de la communication Pôle Clients, Services & Territoires
 - **Julie LACOMBE**
Chargée de coordination, Pôle Clients, Services & Territoires
-



- **Hervé BOUYRIE**
Président de Landes Attractivité
 - **Cyril GAYSSOT**
Conseiller départemental des Landes
 - **Lionel NIEDZWIECKI**
Directeur de la communication du Département des Landes
 - **Sandy CAUSSE**
Directrice de Landes Attractivité
 - **Rémi DOURTHE**
Directeur Adjoint de Landes Attractivité
-



- **Patrice VERGRIETE**
Président de la Communauté urbaine de Dunkerque, Maire de Dunkerque
- **Jean-François MONTAGNE**
Vice-Président en charge de la Transition écologique et de la Résilience, Communauté Urbaine de Dunkerque
- **Sylvie DELATTE**
Directrice Développement Territorial et Partenariats, Direction Générale Adjointe Pilotage et Gouvernance Territoriale Communauté Urbaine de Dunkerque
- **Martin PAPOT**
Réfèrent Dialogue Territorial Innovant, Euraénergie
- **Jean-François VEREECKE**
Directeur général adjoint AGUR Agence d'urbanisme et de développement de la région Flandre-Dunkerque



- **Jean-Louis MASSON**
Président du Conseil départemental du Var
- **Nathalie PEREZ-LEROUX**
Conseillère départementale, en charge de l'attractivité de l'emploi public dans le Var
- **Virginie HALDRIC**
Directrice générale des services
- **Lydie RÉ**
Directrice adjointe des ressources humaines
- **Sophie VERDERY**
Cheffe de projet communication interne stratégique, chargée de l'attractivité de l'emploi public dans le Var



- **Blandine CALCIO GAUDINO**
Directrice du Pôle Écosystèmes & Innovation de la Banque des Territoires
- **Audrey CHARLUET**
Responsable Animation écosystèmes & partenariats de la Banque des Territoires



- **Nathalie BARDIN**
Directrice Executive Marketing stratégique, RSE et Innovation Groupe ALTAREA
- **Maxime LANQUETUIT**
Directeur adjoint développement Pitch Immo - Woodeum
- **Gratiane de PARSCAU du PLESSIX**
ex-développeuse d'innovation et aujourd'hui responsable de programmes Histoire & Patrimoine.

Merci à nos partenaires pionniers



- **Nathalie MASSE**
Responsable de service, Management de l'Innovation
- **Lucie HERMOUET**
Directrice du Local CA VOUS



- **Hadrien FROGER**
Co-fondateur - civic tech specialist
- **Lucien LANGTON**
Co-fondateur - design & strategy

Merci à nos experts et contributeurs

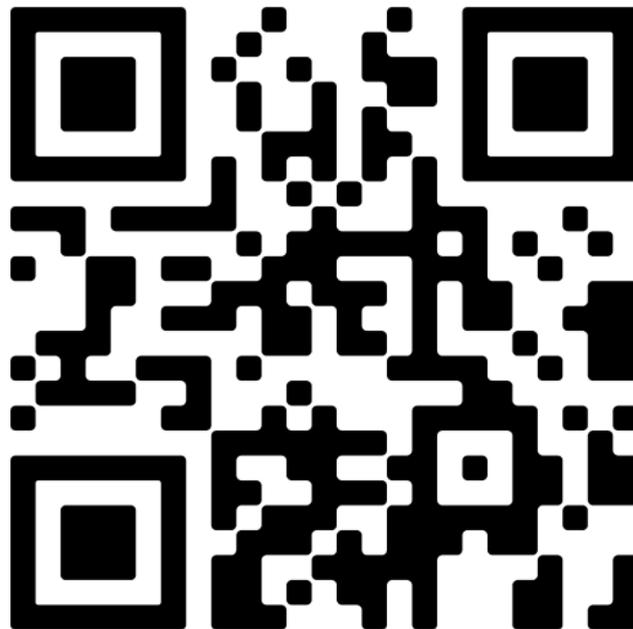
Merci aux équipes de la Fabrique Spinoza, en particulier les Sages de l'Observatoire Spinoza, les consultants d'Action Spinoza, et les membres de notre communauté de Passeurs du Bonheur.

Merci à l'ensemble des contributeurs à l'Etude qui, généreusement, ont donné de leur temps et de leur passion pour nous transmettre quelques clés des Territoires heureux, des concepts éclairants ou innovations territoriales. Ce sont des penseurs ; des géographes ; des agents territoriaux ; des spécialistes du vivant ; des urbanistes ; des responsables, bénévoles ou salariés d'associations et de tiers-lieux ; des entrepreneurs sociaux ; des chercheurs ; des journalistes ; des artistes ; des experts de tout ordre, ou juste des citoyens experts de leur vie ! Tous acteurs du bonheur..

- **Lucie Becdelièvre**
Déléguée Générale, Alliance Ville Emploi
- **Patrick Bernard**
Fondateur de la République des Hyper Voisins Jean-Sébastien Cailleux, Chargé de mission, Association Nationale des Pôles territoriaux et des Pays (ANPP)
- **Louisiana Cavancalti Texeira**
Docteure en Économie, Coordinatrice de Recherche, Institut de Recherche pour le Développement (IRD), La Réunion
- **Xavier Cazard**
Fondateur, Maison de la Conversation
- **Béatrice César**
Consultante en évolution professionnelle et Sophrologue
- **Laurine Couffignal**
Responsable Territoires Durables et Citoyenneté Écologique, Comité 21
- **Mickaël Denis-Shi**
Directeur des Opérations, de la Valorisation et du Digital, Bleu Blanc Zèbre
- **Ophélie Deyrolle**
Présidente, Wip & Co - SCIC
- **Jaëla Devarkane**
Coordinatrice ISOPOLIS, Institut de Recherche pour le Développement (IRD), La Réunion
- **Damien Deville**
Géographe, conteur et auteur, penseur de la relation et militant des diversités
- **Timothée Duverger**
Ingénieur de recherche, Chargé de mission à l'Économie Sociale et Solidaire et au Développement Durable, Sciences Po Bordeaux
- **Anne-Laure Fraga**
Instructrice Mindfulness-Based Stress Reduction (MBSR), certifiée en Méditation de Pleine conscience, anciennement Directrice de projets Politiques territoriales à Quimper
- **Charlotte Frémy**
Chef du service Enfance Jeunesse Citoyenneté, ville de Manosque
- **Pascal Gautier**
Responsable partenariats, comptes clefs, RSE et innovation, Association Française de Normalisation, AFNOR
- **Jean-Damien Grassias**
doctorant en sciences de gestion, Terravox
- **Amandine Junot**
Cheffe de projet Cité Éducative, Commune du Tampon et Chercheure en psychologie sociale et environnementale
- **Frédérique Lellouche**
Directrice, Comité 21
- **Julien Loyer**
Directeur Général, Bleu Blanc Zèbre
- **Tatiana Mariotto**
Animatrice de la communauté Bleu Blanc Zèbre et référente label Bleu Blanc Zèbre et Territoires et Solutions, Bleu Blanc Zèbre
- **Julie Maurel**
Responsable du Pôle Innovation et Territoires, Démocratie Ouverte
- **Xavier de Mazenod**
Fondateur du premier tiers-lieu rural et du média Zevillage.net
- **Pierre Meisel**
Coordinateur, La Traverse

- **Pascale Rossler**
Coach en accompagnement humain des transitions écologiques et ancienne Vice présidente Biodiversité de la Région Centre
- **Rémy Seillier**
Directeur Général, Association Nationale des Tiers-Lieux
- **Jean-Pierre Thibault**
Président, collectif Paysages de l'Après Pétrole (PAP)
- **Dominique Valentin**
Président Directeur Général, Relais d'Entreprises et Directeur Général, VivrOVert
- **Romain Villion**
Doctorant, Chargé de mission en accompagnement des territoires dans leurs actions pour la transition écologique, Association Nationale des Pôles territoriaux et des Pays (ANPP)
- **Frédéric Willemart**
Directeur général, Terravox

Bibliographie disponible en ligne via ce QR-code.



ECOSYSTÈME FABRIQUE SPINOZA

Agir ensemble pour plus de bonheur

La Fabrique Spinoza vise à replacer le thème du bonheur au cœur de notre société. Pour cela, elle est active sur une variété de thèmes : santé, éducation, démocratie, etc.

Trois branches de la Fabrique contribuent à servir sa mission autour du bonheur citoyen :

- **L'Observatoire Spinoza**, via des études
- **Action Spinoza**, via de la formation et du conseil
- **Les Passeurs du Bonheur**, via une communauté de bénévoles sur les territoires

- **Publications de l'Observatoire Spinoza** : observatoire@fabriquespinoza.org

L'Observatoire Spinoza a publié 78 Etudes, notes de synthèse, Guides pratiques, Petits Manuels et Kits de bonnes pratiques. Retrouvez l'ensemble de nos publications sur

www.fabriquespinoza.org/observatoire-spinoza/production

- **Accompagnement Action Spinoza** : action@fabriquespinoza.org

Action Spinoza accompagne les organisations désireuses de mettre l'épanouissement au cœur de leur évolution. En particulier, en lien avec le thème de la présente étude, Action Spinoza a développé une offre pour sensibiliser les organisations entre autres aux enjeux de la Qualité de Vie Manageriale et des Nouveaux espaces de travail.

- **Formation de l'Académie Spinoza** : l'école des formations au bonheur de la Fabrique Spinoza dont la programmation est disponible via <http://academiespinoza.fr/formations/> découvrez une sélection de formations parmi lesquelles : Les clés de la qualité de vie et de la santé au travail ; Acteurs de la Qualité de Vie au Travail, des fondamentaux scientifiques à l'action concrète ; Mobiliser son intelligence émotionnelle au travail, un puissant levier d'épanouissement au travail ; Cultivons l'optimisme ; Mission QVT et Mission coopération « 3 en 1 : » Serious game, formation et team building. L'Académie Spinoza bénéficie de la certification Qualiopi.

- **Communauté des Passeurs du Bonheur** : communaute@fabriquespinoza.org

Les Passeurs du Bonheur sont des citoyens qui ont choisi de devenir des acteurs de la création d'un monde où nous serons tous plus heureux ! Ils se rassemblent autour de projets et d'actions au niveau des territoires et sont connectés entre eux au niveau international. Parmi les multiples projets : l'organisation d'une JoyFest, un **challenge des 1001 initiatives** pour réenchanter le travail, des **Ateliers du bonheur à l'Ecole**, des ciné-débats, des ateliers d'intelligence collective, des happyritifs...

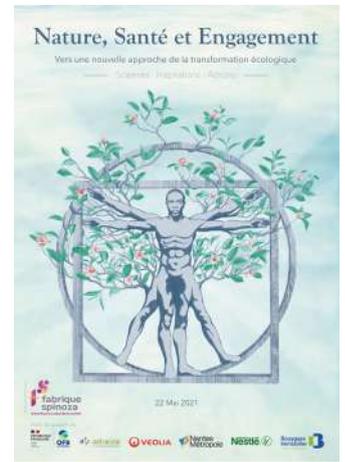
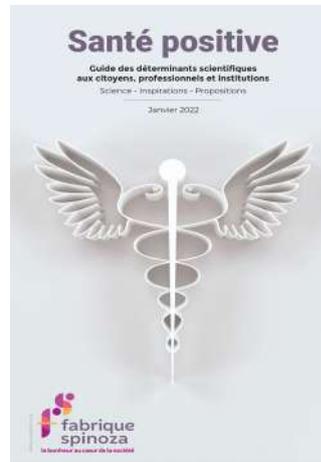
Retrouvez-nous sur www.fabriquespinoza.org

Suivez [@FabriqueSpinoza](#) sur LinkedIn, Facebook, Instagram

[Abonnez-vous à notre Newsletter](#)

OBSERVATOIRE SPINOZA

Publications récentes



Toutes les publications sur www.fabriquespinoza.org



| CONTACTS

Directrice des Études - Christelle Thouvenin

christelle.thouvenin@fabriquespinoza.org

Responsable du Développement - Laure Cadoret

laure.cadoret@fabriquespinoza.org

Pour accompagner la transformation de votre organisation ou territoire - Géraldine Dupré

geraldine.dupre@fabriquespinoza.org

